

XVII<sup>e</sup> CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE  
Stockholm, août 1948

**RAPPORT**  
du Comité international de la Croix-Rouge  
sur son activité  
pendant la seconde guerre mondiale  
(1<sup>er</sup> septembre 1939 ~ 30 juin 1947)

VOLUME III

ACTIONS DE SECOURS



GENÈVE  
Juin 1948





## BIBLIOTHEQUE DU CICR

19, Avenue de la Paix, 1202 GENEVE  
Tél. 022 - 734 60 01 interne 2424 ou 2885

Prêt limité à 1 mois. Prolongation possible.

### DATE DE RESTITUTION

|          |  |  |
|----------|--|--|
| 22.6.95  |  |  |
| 30.01.96 |  |  |
| 2.12.98  |  |  |
| 21.6.03  |  |  |
| 14/07/03 |  |  |
| 20/08/03 |  |  |
| 18.11.07 |  |  |
| 18.09.11 |  |  |
| 30.11.12 |  |  |
| 01.01.13 |  |  |



362 . 191 / 536  
(FRE III) A

XVII<sup>e</sup> CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE  
Stockholm, août 1948

# RAPPORT

du Comité international de la Croix-Rouge  
sur son activité  
pendant la seconde guerre mondiale  
(1<sup>er</sup> septembre 1939 - 30 juin 1947)

VOLUME III

ACTIONS DE SECOURS

GENÈVE  
Juin 1948

N° 3

BIBLIOTHEQUE - CICR  
19, AV. DE LA PAIX  
1202 GENÈVE



## INTRODUCTION

Bien que l'activité de secours que le CICR déploya pendant la seconde guerre mondiale puisse être légitimement considérée comme une initiative nouvelle et sans précédent, elle se rattache néanmoins à certaines traditions qu'il importe de rappeler brièvement.

Peu après la fondation du CICR en 1864, lors de la guerre franco-allemande de 1870-1871, une Agence des prisonniers de guerre fut ouverte à Bâle, afin de centraliser les informations relatives aux combattants portés comme disparus sur le front. Ce bureau, qui préfigurait en quelque sorte la future Agence centrale des prisonniers de guerre à Genève, fut tout naturellement amené à transmettre, non seulement des nouvelles, mais aussi des médicaments et des pansements, et même quelques colis de vivres et de livres confectionnés en Suisse. Toutefois, comme le conflit franco-allemand fut de courte durée et de plus, très limité, ces premières actions de secours inspirées par le CICR demeurèrent extrêmement modestes.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il en alla de même de 1914 à 1918. Certes, les hostilités furent alors infiniment plus longues, plus généralisées et plus meurtrières qu'en 1870. Mais, tout d'abord, le nombre des prisonniers était sans comparaison avec les masses énormes de personnes capturées ou arrêtées à des titres divers pendant la seconde guerre mondiale. Ensuite, la stabilité relative des fronts permit aux belligérants de maintenir intactes la plupart de leurs communications ferroviaires et postales. De la sorte, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires purent se charger elles-mêmes de l'assistance, tant aux blessés et aux

malades qu'aux prisonniers. L'intervention du CICR n'était pas nécessaire puisque les secours parvenaient à destination par les voies directes et normales. En Suisse, c'étaient également des entreprises de transport qui assuraient l'expédition par chemin de fer des secours dans les divers pays belligérants. Pour sa part, le CICR leur confia le transport de 1813 wagons de dons collectifs ; en outre, il organisa, d'entente avec l'administration des Postes suisses, le transit postal de 1.884.914 colis nominatifs. Cette besogne était si simple qu'elle ne nécessita même pas la création d'un service spécialisé.

En revanche, lors de trois conflits armés qui eurent lieu entre 1918 et 1939 : guerre d'Abyssinie, début de la guerre sino-japonaise et guerre civile d'Espagne, les belligérants demandèrent des secours matériels au CICR. C'était là un fait nouveau, qui apparaîtra heureux ou regrettable, selon que l'on y voit la reconnaissance implicite du rôle important que peuvent jouer les organismes internationaux dans le sauvetage de vies humaines, ou les prodromes de la guerre totale qui, précisément, rend inévitable le recours à de tels organismes.

Le CICR, dont le principe constant est de soutenir toute initiative humanitaire, ne se préoccupa pas beaucoup de l'aspect théorique et juridique du problème qui lui était ainsi posé. Il ne voulait qu'une chose : répondre de son mieux à ces appels, soit en suscitant et en recueillant des dons, soit en se chargeant lui-même de l'achat et de la distribution des secours. Il envoya de la sorte, pendant la guerre d'Abyssinie, des médicaments et du matériel sanitaire pour une valeur d'environ 76.000 francs suisses, et au cours de la guerre sino-japonaise, il fit le même usage d'une somme de 86.525 francs suisses. Quant à la guerre d'Espagne, elle donna lieu à des actions bilatérales de la part de nombreux donateurs, si bien que le CICR put acquérir, non seulement des secours médicaux, mais aussi des vivres et des vêtements. Il distribua aux Espagnols du parti gouvernemental et à ceux du parti nationaliste des marchandises d'une valeur respective de 337.921 et 332.923 francs suisses. De plus, les régions les plus éprouvées par la guerre civile reçurent, immédiatement après la fin de celle-ci, pour 17.980 francs suisses de secours en nature.

Le volume de certains de ces envois n'était pas très considérable, mais — et c'est par là surtout qu'ils sont importants — ils attirèrent l'attention du CICR lui-même et d'autres organisations humanitaires, notamment des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, sur la nécessité d'actions de ce genre. Il faut noter, en outre, que le Service d'achat créé pendant la guerre d'Espagne, ne fut plus dissous, mais forma, en 1939, le premier noyau du Service des secours du CICR.

Il n'y a cependant aucune commune mesure entre ces réalisations limitées et l'intense activité de secours que le CICR exerça, de 1939 à 1947, en faveur d'une multitude, jusque-là sans exemple, de prisonniers de guerre et d'internés de toutes catégories, ainsi que de nombreuses populations civiles. Cette activité prit d'emblée des proportions presque inquiétantes pour ceux qui en avaient la charge ; lorsqu'elle atteignit son point culminant, en 1943-1944, avec un mouvement de 2.000 wagons reçus et expédiés par mois, le CICR était devenu le plus grand centre de distribution de secours du continent.

Les actions de secours du CICR durant le deuxième conflit mondial peuvent se classer sous quatre chefs principaux :

1. Envois massifs et réguliers à environ 2 millions de prisonniers de guerre alliés et d'internés civils assimilés aux prisonniers de guerre, en Europe, de 1939 à 1945. Leur total s'éleva à près de 400 millions de kilos d'une valeur d'environ 3 milliards de francs suisses. De plus, des secours en quantités plus faibles furent adressés aux prisonniers et aux internés civils alliés en Extrême-Orient.

2. Envois occasionnels, dans tous les cas d'urgence, à environ 1 million de prisonniers et d'internés civils italo-allemands, sur un effectif de 2½ à 3 millions. C'est dans l'immédiate après-guerre, en 1945 et 1946, qu'ils furent le plus abondants.

3. Envois relativement peu importants à environ 300.000 déportés civils et détenus de toute espèce, dont le nombre total n'est pas exactement connu, mais dépassa de beaucoup le million.

4. Envois considérables aux populations civiles victimes de la guerre, notamment ceux que le CICR fit en collaboration

avec la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge par l'organe de la Commission mixte de secours. Les bénéficiaires étaient tantôt telle ou telle catégorie de personnes (enfants, femmes, vieillards, malades et invalides), tantôt les habitants de régions ayant particulièrement souffert des opérations militaires, comme la population des îles de la Manche, celle des côtes françaises de l'Atlantique après l'invasion alliée de 1944, celle des provinces occidentales des Pays-Bas au début de 1945. Il fut de même porté secours au camp de Pruzskow, qui contenait une grande partie de la population de Varsovie, aux enfants de Paris en 1940, à ceux de Berlin et de Vienne de 1945 à 1947, etc. Mais la plus remarquable de toutes les actions en faveur des civils, c'est sans contredit l'aide à la Grèce coupée dès 1940-1941 de ses voies normales de ravitaillement par la Méditerranée.

## *PREMIÈRE PARTIE*

### SECOURS DU CICR AUX PRISONNIERS DE GUERRE ET DÉTENUS DE TOUTES CATÉGORIES PROBLÈMES D'ORDRE GÉNÉRAL

#### *Chapitre premier*

#### **De la campagne de Pologne à l'invasion de l'ouest de l'Europe**

La guerre-éclair contre la Pologne, première phase des hostilités ouvertes le 1<sup>er</sup> septembre 1939, entraîna la capture de plus d'un demi-million d'hommes en 22 jours. Au bout de quelques semaines déjà, le CICR et les Sociétés nationales de la Croix-Rouge se trouvaient donc placés devant une tâche d'un caractère sans précédent, car il apparut aussitôt que cette masse de prisonniers polonais auraient besoin de secours, en dépit de l'article 11 de la Convention de 1929, relative au traitement des prisonniers de guerre<sup>1</sup>. Pour les aider matériellement, il importait de connaître leur identité, leur nombre et leur lieu d'internement. Toutefois, sans attendre d'être renseigné sur ces divers points, le CICR fit, pendant les trois ou quatre premiers mois, des envois d'essai.

En même temps, bien d'autres victimes de la guerre retenaient son attention : d'abord les quelques milliers de prisonniers allemands, français et britanniques faits sur le front occidental longeant la frontière franco-allemande de Bâle à la frontière belge ; ensuite les civils de nationalité ennemie internés dans les pays belligérants, qui furent, par accords bilatéraux

---

<sup>1</sup> Voir volume I, p. 256.

conclus en 1939 et 1940, assimilés aux prisonniers de guerre<sup>1</sup>; enfin les blessés et les malades des armées en campagne. Il fallait aussi recueillir, expédier et distribuer les dons pour les populations civiles, solliciter et coordonner la collaboration des Sociétés de la Croix-Rouge des pays neutres. Et comme le déroulement rapide des événements exigeait des interventions immédiates, le CICR fut obligé le plus souvent d'improviser des actions humanitaires qui ne devaient que plus tard être organisées sur la base juridique fournie par la Convention de 1929 ou par le droit coutumier.

### ENVOIS INDIVIDUELS

C'est par l'envoi de colis individuels et nominatifs aux prisonniers de guerre que commença l'œuvre de secours. En effet, dès qu'ils purent reprendre contact avec le monde extérieur, des milliers d'officiers et de soldats polonais en captivité réclamèrent des vivres, du tabac, des médicaments, des sous-vêtements, des chaussures et des uniformes. Trois ou quatre semaines à peine après le début du conflit, leurs noms vinrent ainsi à la connaissance de leurs proches, de certaines Croix-Rouges nationales et de plusieurs organisations humanitaires privées.

Il ne s'agissait pas encore, à ce moment, de sauver de la famine des multitudes d'hommes que l'Etat détenteur ne pouvait plus nourrir comme l'y obligeaient les Conventions, mais simplement d'apporter une aide individuelle à des prisonniers qui désiraient un adoucissement de leur sort. Toutefois, les premières visites de camps effectuées en octobre 1939 montrèrent qu'un très grand nombre de prisonniers, qui avaient perdu leurs effets au moment de la capture, étaient particulièrement démunis de sous-vêtements de rechange. Il leur fallait aussi des médicaments, notamment des spécialités pharmaceutiques. Enfin la plupart d'entre eux demandaient des suppléments de vivres et de tabac.

Un premier résultat fut acquis lorsque, soit directement, soit par l'intermédiaire des Croix-Rouges ou des Autorités na-

---

<sup>1</sup> Voir volume I, p. 597.



tionales, le CICR put indiquer aux familles et aux organisations humanitaires quels étaient les objets admis dans les camps et par quelle voie ils devaient être acheminés.

Conformément à la Convention postale du Caire de 1935, les Postes suisses transmettaient en franchise les colis expédiés de Suisse ou transitant à travers ce pays, à destination aussi bien des prisonniers en Allemagne que de ceux qui étaient détenus en France et dans l'Empire britannique. Il y avait deux moyens d'envoyer les colis individuels. On pouvait les faire parvenir directement à destination par la poste ; et de fait, la statistique de l'Administration suisse des P.T.T., publiée dans l'Annuaire de 1945, indique, pour l'année 1939 déjà, l'expédition de 388 colis consignés en Suisse, et de 3478 colis en transit. Mais on pouvait aussi passer par l'intermédiaire du CICR. Celui-ci se déclara, dès le début des hostilités, prêt à accepter les envois des familles des prisonniers portant uniquement l'adresse « CICR, Genève », et à les transmettre aux destinataires après avoir recherché, complété ou corrigé les adresses postales.

Le service de transit postal organisé par le CICR achemina 47 colis en octobre 1939, 377 en novembre (augmentation due aux colis de Noël), et 99 en décembre. Dans ces nombres, sont compris indifféremment, les colis de provenance suisse et étrangère. En 1940, l'activité de ce service augmenta régulièrement, sans cependant cesser d'être très modeste ; il expédia 34 colis en janvier, et 1295 en décembre. Pendant les années suivantes, les chiffres mensuels furent très variables, pour différentes raisons qui seront examinées plus loin<sup>1</sup> ; mais ils se maintinrent à une moyenne de 1000, de 1941 à 1945.

Voici maintenant les totaux annuels des transmissions postales, comprenant les colis en transit, les expéditions de Suisse et les réexpéditions du CICR :

|            |          |      |
|------------|----------|------|
| 1.224.614  | colis en | 1940 |
| 8.110.756  | » »      | 1941 |
| 14.690.625 | » »      | 1942 |

---

<sup>1</sup> Voir page 192.

13.823.295 colis en 1943

5.719.956 » » 1944

555.101 » » 1945

Ainsi, le nombre des colis s'accrut considérablement de 1940 à 1942, demeura encore très élevé en 1943, et baissa par la suite. Au cours de l'année 1944, en effet, les expéditions de colis individuels de France diminuèrent, puis cessèrent, lors du débarquement des Alliés sur le territoire français, et, d'une façon générale, les envois anonymes augmentèrent au détriment des envois nominatifs, qui comportaient plus de risques. Quant à la forte diminution de 1945, la désorganisation des transports ferroviaires et surtout la fin des hostilités en Europe au mois de mai l'expliquent suffisamment.

Concernant le poids maximum des colis, leur emballage, le libellé des adresses et les objets prohibés, le CICR engagea, avec les Autorités et les Sociétés de la Croix-Rouge de tous les pays belligérants et des pays neutres intéressés, des négociations qui durèrent d'octobre 1939 à avril 1940, et se poursuivirent jusqu'à la fin des hostilités sur certains points litigieux. D'ailleurs, il fallut reviser à plusieurs reprises les règles adoptées, chaque fois que les événements de guerre modifiaient les conditions d'expédition et de réception des secours.

Les colis pour prisonniers de guerre et internés civils étaient acceptés en transit à travers la Suisse jusqu'à un poids de 5 kg., et exceptionnellement de 20 kg. En Grande-Bretagne, la limite était de 5 kg. En France, elle fut d'abord de 2 kg., puis également de 5 kg. Les Autorités militaires allemandes, qui voulaient fixer le poids maximum à 20 kg., le ramenèrent, elles aussi, à 5 kg. Ainsi établie d'un commun accord, cette norme de 5 kg. put être maintenue durant toute la guerre. Au commencement de 1942, cependant, elle fut quelque peu assouplie pour rendre possible l'envoi d'objets lourds tels que les vêtements d'hiver, les capotes, les bottes, les ouvrages en plusieurs volumes ; les colis de ce genre bénéficièrent désormais d'une tolérance de 10 kg.

Quelques mois après le début de l'activité de secours, on put faire adopter par presque tous les belligérants une liste standard

des objets prohibés, comme propres à faciliter les évasions ou le sabotage, à savoir :

pièces de monnaie et billets de banque ;  
vêtements civils et sous-vêtements pouvant servir de vêtements civils (sauf les tricots de sport et les pullovers) ;  
armes et instruments pouvant être utilisés comme armes (grands couteaux, ciseaux, etc.) ;  
duplicateurs, papier carbone et papier à décalquer ;  
boussoles, cartes de géographie, appareils de photographie, jumelles, loupes, lampes électriques, appareils téléphoniques ;  
appareils de radio, émetteurs et récepteurs, ainsi que les pièces détachées ;  
boissons alcooliques ;  
acides et produits chimiques ;  
livres et journaux de caractère politique et militaire, ou de contenu suspect ;  
emballages et livres avec cartes de géographie, allumettes.

Si tous les objets susmentionnés furent interdits d'un commun accord par les belligérants, d'autres prêtèrent à contestation. Il convient de passer rapidement en revue les principaux d'entre eux.

1. Comme le jus de citron pouvait, semble-t-il, être utilisé en guise d'encre sympathique, les liquides en flacons, et notamment les jus de fruits, étaient sous le coup d'une interdiction qui, toutefois, fut finalement levée pour les colis standard anonymes.

2. A la différence des Autorités alliées, qui n'élevèrent jamais d'objections contre ce genre d'articles, les Autorités allemandes proscrivaient les tubes de pâte dentifrice et de crème, en tant que véhicules possibles de messages clandestins, et c'est en vain que l'on tenta de les faire revenir sur leur décision. En

revanche, les Autorités italiennes se montrèrent moins intran-sigeantes.

3. Classés parmi les objets tranchants et, de ce fait, interdits en principe, les ouvre-boîtes furent finalement admis dans les colis collectifs.

4. Le sel et le poivre passèrent d'abord sans difficulté, puis furent fréquemment confisqués dans les camps allemands, parce que des prisonniers s'en servaient parfois pour aveugler leurs gardiens lorsqu'ils cherchaient à fuir. Les démarches à ce sujet furent couronnées de succès en ce qui concerne les colis collectifs, mais ne donnèrent pas de résultats décisifs pour les colis familiaux.

5. Les médicaments exigeaient des précautions spéciales. Le prisonnier qui en aurait à sa libre disposition s'expose en effet à de sérieux dangers s'il les utilise hors de tout contrôle médical, ou bien il sera tenté d'en trafiquer, ou encore il gardera par devers lui, sans savoir qu'en faire, ce dont l'un de ses camarades a peut-être le plus pressant besoin. Le CICR constata dans de nombreux cas que ces inconvénients n'étaient point chimériques. Après avoir pris l'avis, tant des Autorités détentrices que des donateurs et de certains experts neutres, il proposa donc aux belligérants d'interdire l'envoi direct de médicaments dans des colis nominatifs et surtout familiaux. C'était limiter quelque peu le droit que l'article 37 de la Convention de Genève garantit aux prisonniers de guerre, mais ces derniers n'en subissaient pratiquement aucun préjudice, car, quoique les colis de ce genre dussent obligatoirement être adressés, soit au médecin-chef ou à l'homme de confiance du camp, soit au représentant d'une Société de la Croix-Rouge, ils pouvaient en même temps porter le nom du véritable destinataire. D'ailleurs, cette réglementation n'empêcha pas maint prisonnier de recevoir, durant toute sa captivité, des boîtes marquées, par exemple, « pastilles contre la toux », ou des flacons de prétendue « anti-grippe » qui contenaient en réalité une liqueur quelconque. Ces choses étaient distribuées ou confisquées selon que la censure du camp était plus ou moins rigoureuse.

Si les envois des Sociétés de la Croix-Rouge et des organisations humanitaires étaient en général confectionnés avec soin, il n'en allait pas de même des colis familiaux. Aussi la quantité des avaries et des pertes dues uniquement à un emballage défectueux fut-elle considérable. Trop souvent des vivres et des vêtements étaient expédiés pêle-mêle, et l'on imagine sans peine l'état dans lequel le tout arrivait alors au bout d'un long trajet, après des transbordements. Par exemple, le déchet ne s'éleva pas à moins de 20% pour des colis contenant à la fois des uniformes, du miel et des salamis, que des familles italiennes envoyèrent à leurs prisonniers dans l'Inde, et qui furent transportés dans des cales de navires à travers les mers tropicales. Du reste, de tels accidents n'étaient imputables qu'en partie à la négligence ou à l'inexpérience d'expéditeurs qui, depuis 1942 et spécialement dans les pays occupés par l'Allemagne et l'Italie, éprouvaient des difficultés croissantes à se procurer du matériel d'emballage.

Pour remédier à cette situation, plusieurs Sociétés nationales de la Croix-Rouge ne reculèrent pas devant la lourde tâche de transmettre elles-mêmes tous les colis familiaux, après en avoir vérifié le contenu et refait l'emballage. Cette méthode, qui donna d'excellents résultats, fut suivie pendant toute la guerre par les Croix-Rouges allemande, britannique et américaine. En revanche, elle ne put être adoptée ni par la Croix-Rouge italienne, ni en Pologne, en Yougoslavie et en Grèce occupée. Quant à la Croix-Rouge française, elle donna sa préférence à un système intermédiaire qui sera décrit au chapitre suivant.

Au sujet des adresses, il convient de rappeler d'abord que, si les belligérants consentaient à communiquer l'adresse postale des internés civils, c'est-à-dire l'indication du lieu d'internement, en revanche l'emplacement des camps de prisonniers de guerre était tenu secret. En Allemagne et en Grande-Bretagne, les colis, tant collectifs qu'individuels, destinés aux prisonniers de guerre devaient donc être adressés à des camps désignés par un simple numéro. Ainsi, les premiers camps allemands qui furent connus à l'étranger et sur lesquels des colis furent dirigés étaient les « Oflag » (Offizierslager) X A et XI A, et les « Stalag » (Mannschafts-Stammlager) III et IV A, où il y avait, au

19 octobre 1939, 4545 prisonniers polonais<sup>1</sup> : effectif relativement bas qui s'explique par le fait qu'à cette date, une grande masse d'hommes se trouvaient encore provisoirement sur le territoire alors dénommé « Gouvernement général de Pologne ».

En Grande-Bretagne, on comptait à la même époque deux camps de prisonniers de guerre allemands, désignés par les numéros 1 et 2. En France, les colis de n'importe quelle espèce devaient tous être adressés à un centre postal à Paris, qui se chargeait de les faire parvenir à destination.

Il est légitime d'admettre, puisque l'article 37 de la Convention ne fournit aucune indication contraire, que les prisonniers de guerre ont droit à un nombre illimité de colis individuels. Néanmoins, la multitude de soldats polonais tombés en captivité après la capitulation de leur armée était telle que, pour éviter, disait-il, la surcharge des bureaux de poste et de censure, le Haut Commandement allemand limita de son propre chef le nombre des colis nominatifs envoyés de Pologne occupée aux prisonniers transférés en Allemagne. A cet effet, tous ces colis devaient porter des étiquettes préalablement remises à chaque prisonnier, et envoyées par lui à sa famille. Hors de Pologne, on eut bientôt connaissance de ce système, mais, consultées par le CICR, les Autorités allemandes spécifièrent qu'il était applicable exclusivement aux expéditeurs domiciliés dans le Gouvernement général<sup>2</sup>.

## ENVOIS COLLECTIFS

Dans les premières semaines de la guerre, les envois nominatifs de donateurs privés furent de beaucoup les plus nombreux.

---

<sup>1</sup> La lettre du CICR au Haut Commandement allemand du 19 octobre 1939 donne ces indications, et demande le complément des listes d'effectifs, ainsi que la confirmation du fait que les numéros de camps constituent une adresse suffisante pour les envois de secours. Dans sa réponse du 25 octobre, le Commandement allemand donne des précisions sur les points suivants : a) acceptation de principe des envois de livres ; b) libellés des adresses ; c) franchise de port ; d) extension par analogie de ces facilités aux envois pour les internés civils. La communication du lieu d'internement de ces internés est prévue.

<sup>2</sup> Pour d'autres détails sur les étiquettes, voir page 303. Sur les plaintes que le CICR dut transmettre au sujet de colis non parvenus à destination, voir page 188.

Mais le CICR, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et diverses organisations ne tardèrent pas à se convaincre qu'il était indispensable de les compléter par des secours collectifs. Parmi les prisonniers polonais en Allemagne, il y en avait en effet, au début de décembre 1939, environ 250.000 qui ne pouvaient attendre aucune aide de leurs proches, parce que ceux-ci avaient péri ou se trouvaient eux-mêmes dans le dénue-ment. Et l'on devait présumer qu'une forte proportion des 150.000 Polonais capturés par les forces soviétiques n'avaient pas un meilleur sort.

Durant la période d'essai, secours individuels et secours collectifs n'étaient pas encore nettement différenciés. Mais d'emblée, le CICR se rendit compte que l'envoi de milliers de colis nominatifs groupés et de dizaines de milliers de colis anonymes, outre les marchandises en vrac, exigeait une pré-paration minutieuse, et soulevait des questions, non seulement techniques, mais économiques et politiques. Car, avant même de se préoccuper des possibilités de transport, il importait de savoir dans quelle mesure les divers pays en cause jugeraient compatible avec leur économie de guerre l'exportation à des fins humanitaires de quantités considérables de vivres et de vêtements.

Les premiers secours collectifs partirent de Suisse. Les pri-sonniers polonais en furent redevables au Consulat de Pologne à Genève, au Comité et ouvroir ukraino-suisse et à l'Association « Pro Polonia » à Genève, ainsi qu'à de nombreux particuliers qui remirent pour cet usage des fonds au CICR. A l'intention des prisonniers français, un premier don provint de la Chambre de commerce suisse en France, et un second de la Convention chocolatière suisse. Enfin, c'est d'abord grâce au « British Women's Wartime Work » à Genève que le CICR put secourir les prisonniers britanniques, et grâce au Consulat général d'Allemagne à Genève qu'il en fit autant pour les prisonniers allemands. La Croix-Rouge brésilienne ouvre la série des donateurs d'outre-mer. En février 1940, elle envoya au CICR 30 tonnes de sucre, dont 15 pour les prisonniers polonais, et 15 pour les hôpitaux en Pologne ; en mars 1940, 18 tonnes de café suivirent, à partager par moitiés entre les prisonniers

malades ou blessés restés en Pologne et la population civile polonaise.

Ces premiers donateurs prièrent le CICR d'envoyer soit des colis nominatifs groupés, soit des colis anonymes à l'adresse des hommes de confiance. C'est ainsi que, le 21 décembre 1939, à la demande du Consulat général d'Allemagne, 40 colis de Noël pesant ensemble 47 kg., et 160 colis pesant 187 kg., furent expédiés respectivement au camp N° 1 et au camp N° 2 en Grande-Bretagne, tandis que 100 colis pesant 117 kg., partaient pour le Bureau postal des prisonniers de guerre à Paris, lequel était chargé de leur distribution en France. Le lendemain, 22 décembre, c'était le tour de 100 colis d'un poids de 249 kg., que le Consulat général de Pologne faisait transmettre à l'homme de confiance des prisonniers polonais du Stalag XVII B en Allemagne. Enfin, le 23 décembre, 4000 paquets étaient adressés, de la part du Comité et ouvroir ukraino-suisse, à l'homme de confiance des prisonniers polonais de l'Oflag X B en Allemagne.

Tous ces envois arrivèrent sans encombre à destination, par les soins de maisons de transports. Auparavant, le CICR s'était assuré, en octobre et novembre, qu'un homme de confiance avait été désigné dans chaque camp, et qu'il était autorisé à recevoir et à distribuer les dons collectifs, selon l'article 43 de la Convention de 1929. C'est la délégation du CICR à Londres qui, au début de 1940, transmet à Genève les quittances des prisonniers allemands ; les Polonais accusèrent directement réception le 8 et le 16 janvier. Les expéditions qui viennent d'être citées à titre d'exemple, furent suivies d'autres non moins réussies.

La première difficulté surgit lors de l'envoi, le 15 avril, de 300 colis achetés à l'aide de fonds versés au CICR pour les prisonniers polonais. Ces secours étaient destinés à l'Oflag II C. Or, l'homme de confiance fit savoir, le 23 avril, que son camp portait dorénavant le n° XI B ; puis la quittance, reçue à Genève le 24 mai, révéla qu'un certain Oflag IX B avait été transféré à l'Oflag XI A. Mais comme cette quittance était signée du même homme de confiance, elle prouvait du moins que l'envoi avait atteint son but, malgré ces changements dans la dénomination du camp.



Des faits de ce genre, qui se reproduisirent fréquemment, montrèrent d'emblée l'importance de renseignements précis et récents sur les effectifs des prisonniers et leurs lieux d'internement. C'était aux Puissances détentrices de les fournir, mais lorsqu'il s'agissait, comme en Allemagne, de centaines de milliers d'hommes capturés en quelques semaines, force est de reconnaître qu'elles se trouvaient devant une tâche énorme.

Achetés en Suisse, les secours énumérés plus haut furent exportés avec l'assentiment du Gouvernement suisse. Toutefois, il fallait, de plus, obtenir des dérogations aux mesures de guerre économique prises par les deux parties belligérantes. Celles des Autorités du blocus anglo-américain eurent par la suite de telles conséquences pour le ravitaillement des prisonniers de guerre alliés en Europe qu'il convient de les exposer dans leur ensemble ; on y reviendra donc au chapitre suivant<sup>1</sup>.

Les premiers colis collectifs contenaient surtout des denrées alimentaires et des objets de toilette. Le CICR transmet également, dès 1939, des livres et des jeux fournis par l'Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes gens. Mais les envois de vêtements ne tardèrent pas non plus, car l'une des premières demandes de secours émanait du commandant allemand de l'Oflag II D, qui signala, le 18 septembre 1939, que mille officiers français de ce camp avaient besoin d'uniformes d'hiver, et les attendaient, soit de leur famille par colis individuels, soit du Gouvernement français par colis collectifs. Il faut rappeler à ce propos que, si l'article 12 de la Convention de 1929 impose à la Puissance détentricice l'obligation de fournir l'habillement aux prisonniers de guerre, elle est muette sur la question des sous-vêtements de rechange et des uniformes réglementaires. Cependant l'Allemagne, d'une part, la France et la Grande-Bretagne, d'autre part, ont toujours admis tacitement que les prisonniers pouvaient recevoir ces effets individuellement ou collectivement de leur pays d'origine.

En 1939 et dans les premiers mois de 1940, le nombre des prisonniers de guerre britanniques était faible, et celui des internés civils de même nationalité en Allemagne ne dépassait

---

<sup>1</sup> Voir page 29.

guère 120. Néanmoins, dès novembre 1939, la Croix-Rouge britannique soumettait au Haut Commandement allemand, par l'entremise du CICR, une liste des divers types de colis collectifs standard conformes aux modèles adoptés en 1914-1918, et dont elle devait par la suite, ainsi d'ailleurs que la Croix-Rouge américaine, faire le plus large usage. Ces types de colis étaient les suivants :

- une grande caisse de médicaments pour camps ;
- une caisse moyenne de médicaments pour camps ;
- des colis standard de vivres, de 7 kg., confectionnés selon 4 types *a*, *b*, *c*, *d* ;
- un colis médical du type *e* ;
- un colis standard de vêtements.

Sans donner d'avis sur ces propositions, les Autorités militaires allemandes se bornèrent à fournir, le 20 novembre 1939, la liste des objets prohibés. En 1940, lorsque le poids des envois postaux eut été limité à 5 kg., les types de colis du modèle 1918 durent subir quelques modifications.

Pour résumer, on peut dire que, quatre mois après le début des hostilités, les démarches et les premières expériences pratiques du CICR avaient déjà fixé les grandes lignes de l'action de secours. Les envois individuels et collectifs prévus par la Convention de 1929 sur le traitement des prisonniers de guerre étaient admis par tous les belligérants. Les Autorités et les Croix-Rouges françaises, britanniques et allemandes savaient qu'elles devaient faire parvenir à leurs prisonniers de guerre et internés civils respectifs des sous-vêtements, des uniformes, des vivres, du tabac, des médicaments, des objets de toilette, des livres et des jeux. Elles savaient aussi que le CICR pouvait transmettre tout cela, soit par colis postaux individuels, soit par colis collectifs, les uns et les autres francs de port.

D'autre part, les organisations humanitaires et notamment les Sociétés nationales de la Croix-Rouge n'ignoraient rien des secours indispensables aux centaines de milliers de Polonais tombés en captivité. Une note technique du 19 décembre 1939 précise à ce sujet qu'il fallait :

- 1 chemise
  - 2 paires de chaussettes
  - 1 pullover
  - 1 serviette de toilette
  - 1 savon
- } par homme
- 1 paire de gros souliers par 10 hommes. (Pour les officiers, les bottes étaient préférables.)

Ces prisonniers avaient en outre besoin de suppléments de nourriture, sous forme de conserves de viande et de poisson, de chocolat et de lait condensé. Enfin des livres et des jeux étaient nécessaires, surtout pour les officiers.

La note en question faisait aux donateurs les recommandations suivantes : enlever des vêtements toutes les marques de fabrique ou autres indications ; préparer des envois collectifs par camps ; expédier le linge par article dans des caisses ou des balles portant le nombre d'unités ; limiter à 50 kg., le poids des colis. Elle priait ceux qui ne passeraient pas par le canal du CICR de le renseigner sur le nombre, la nature et la date de leurs envois, afin que les dons de diverses provenances fussent répartis le plus équitablement possible. Enfin elle spécifiait que, selon l'article 43 de la Convention, les hommes de confiance désignés avaient le droit de recevoir et de distribuer les secours collectifs, et qu'en particulier les vêtements remis par eux appartenaient en toute propriété aux bénéficiaires. En annexe, figurait la dernière liste d'effectifs communiquée par les Autorités militaires allemandes ; elle accusait la présence en Allemagne de 19.102 officiers et 370.164 sous-officiers et soldats polonais prisonniers.

Mais le succès de cette action de secours dépendait avant tout du fond que l'on pouvait faire sur la Croix-Rouge polonaise reconstituée en territoire allié, sur les Sociétés de la Croix-Rouge des pays alliés à la Pologne et sur d'autres organisations humanitaires. Or, après les envois d'essai qui, on l'a vu, furent des plus encourageants, le CICR dut malheureusement constater que les dons en faveur des prisonniers polonais restaient fort en dessous des besoins. Ils n'atteignirent un volume relativement satisfaisant qu'après 1941, lorsque la Croix-Rouge polonaise

de Londres se fut constituée, et que des œuvres de secours aux Etats-Unis eurent recueilli de l'argent et des marchandises en quantité considérable.

On notera enfin que la réciprocité fut toujours d'un grand poids dans les négociations concernant l'assistance aux prisonniers de guerre et aux internés civils. Cette réciprocité jouait pour les prisonniers et internés civils allemands en France et dans l'Empire britannique, et vice-versa. Elle fit d'emblée défaut, en revanche, aux prisonniers polonais, de sorte qu'il fut beaucoup plus malaisé de les secourir. Mais cet inconvénient ne se manifesta qu'à la longue, et surtout à partir de 1941<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> On y reviendra au chapitre suivant (page 24) à propos des prisonniers et des internés civils d'autres nationalités dont le cas est analogue.

## *Chapitre 2*

### **Afflux de prisonniers de guerre après les campagnes à l'Ouest**

Durant le premier hiver de la guerre, le CICR avait pu déjà mettre au point son action de secours dont les principaux bénéficiaires étaient alors les Polonais capturés en septembre 1939. Mais les événements de 1940 et 1941 (invasion de la Norvège, de la Belgique, de la Hollande et de la France par les armées allemandes, entrée en guerre de l'Italie, campagnes des Balkans et d'Afrique) ne tardèrent pas à rendre sa tâche dans ce domaine bien plus lourde encore et plus compliquée, en augmentant le nombre des prisonniers d'environ 1.700.000 Français, 30.000 Britanniques et de plusieurs centaines de milliers de Belges, Néerlandais, Norvégiens et Yougoslaves.

Très vite, et avant même que ce fût devenu une nécessité impérieuse, on avait décidé, dans le monde entier, de ravitailler de l'extérieur les prisonniers de guerre, parce qu'il était à présumer que ni l'Allemagne ni l'Italie ne rempliraient intégralement les obligations imposées aux Puissances détentrices par l'article 12 de la Convention de Genève. Mais à partir de l'été 1940, la preuve fut faite que les Autorités de ces pays ne pouvaient fournir en suffisance des vivres et des vêtements aux deux millions d'hommes qui venaient de tomber entre leurs mains pour une durée indéterminée, et dont les besoins pressants étaient révélés, soit par les rapports des délégués du CICR, soit par d'innombrables demandes de secours.

Répondant à l'inquiétude publique, les Gouvernements alliés, y compris ceux qui avaient dû se réfugier à l'étranger,

s'efforcèrent donc, avec l'appui des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, de soustraire leurs ressortissants prisonniers aux tourments et aux périls du froid et de la faim. Cette œuvre, à laquelle participaient des groupements de donateurs disséminés dans les cinq continents, ne fut naturellement pas accomplie partout de façon identique, sauf sur un point, à vrai dire très important : c'est au CICR et à ses délégués dans les pays belligérants que fut presque toujours confiée la réception des secours en Europe, ainsi que leur stockage sur sol neutre et leur répartition. Cette dernière, au surplus, ne comportait guère que deux modalités, puisque tous les prisonniers alliés se trouvaient aux mains de deux Puissances seulement : l'Allemagne et l'Italie.

Dès le début du conflit, une réciprocité s'était établie en raison de la détention par la partie adverse de prisonniers de guerre et d'internés civils allemands. Mais les militaires tombés au pouvoir des forces de l'Axe en 1940 ne bénéficièrent pas tous, il s'en faut de beaucoup, des avantages que constituait une telle situation, et l'on peut dire que, jusqu'au débarquement allié en Afrique du Nord et à l'occupation totale de la France en novembre 1942, cette réciprocité ne fut complète que pour les prisonniers allemands et italiens d'un côté, britanniques et plus tard américains de l'autre. Au contraire, les Français, après l'armistice franco-allemand, les Belges, les Hollandais, les Norvégiens, les Yougoslaves, les Grecs, bref tous ceux dont le pays avait été entièrement ou partiellement occupé par l'ennemi, se trouvèrent à cet égard dans la même situation désavantageuse qui avait été déjà celle des Polonais.

De là des difficultés dont le détail sera exposé plus loin. D'abord, il fallait que le CICR, sans compromettre en rien son activité au profit des prisonniers reconnus comme tels, revendiquât le droit de secourir de la même manière les hommes qui ne possédaient pas le statut de prisonnier de guerre, ou qui en avaient été dépouillés après coup à l'aide de divers artifices, par exemple la « libération » suivie d'internement civil, ou la « transformation » en travailleurs civils.

Ensuite, lors même que les Autorités allemandes n'empêchaient pas absolument l'expédition de secours aux prisonniers

de cette catégorie, elles n'avaient qu'à lui imposer des règles plus strictes pour la gêner dans une large mesure. C'est ainsi que, comme on l'a déjà vu à propos des Polonais, elles introduisirent unilatéralement le système des étiquettes, qui limitait le nombre des colis individuels octroyés à un même prisonnier. En outre, les envois non réglementaires n'avaient guère de chances d'échapper à la confiscation. Enfin, les hommes de confiance se voyaient refuser les nombreuses facilités qui, sans être stipulées par les Conventions, étaient néanmoins d'usage en faveur de tout Britannique ou Américain exerçant les mêmes fonctions, entre autres l'autorisation d'aller constater l'arrivée des secours en gare, d'en contrôler les stocks, de prendre contact avec ses collègues des détachements de travail et des lazarets qui dépendaient de son propre camp, de traiter directement avec le CICR et les donateurs. Du reste, les conditions variaient notablement d'un camp à l'autre, selon la sévérité des commandants et des officiers de censure. Néanmoins, on peut dire que les prisonniers alliés, qui auraient dû être tous traités pareillement, formaient en réalité les catégories suivantes :

1. Prisonniers de guerre privilégiés, à savoir britanniques et américains.
2. Prisonniers français, bénéficiant, à défaut de réciprocité, d'accord spéciaux découlant de l'armistice : droit de regard du Gouvernement de Vichy, activité de secours et de contrôle de la Mission Scapini, etc.
3. Prisonniers norvégiens, privés des avantages de la réciprocité, mais traités avec certains égards, parce qu'ils étaient censés appartenir à la race germanique.
4. Prisonniers belges et hollandais, dont le statut était pratiquement équivalent à celui des prisonniers français.
5. Prisonniers grecs, yougoslaves, polonais, et prisonniers israélites de nationalités autres que britannique et américaine, qui, non seulement ne pouvaient compter sur aucune réciprocité, mais étaient en butte à toutes sortes de vexations pour des raisons de politique raciale.

En principe, n'importe quel prisonnier avait le droit de recevoir des colis, de signer des reçus et de présenter des réclamations au CICR ou à ses délégués lors de leurs visites de camps. En revanche, l'homme de confiance se heurtait, suivant sa nationalité, à des obstacles plus ou moins grands dans l'accomplissement de la tâche de distribution et de contrôle que le CICR et les donateurs exigeaient de lui.

Quant aux Autorités alliées, elles ne faisaient aucune discrimination entre prisonniers de guerre allemands et italiens, ni entre internés civils, mais il leur arriva aussi de recourir à des procédés vexatoires. Lorsque, par exemple, elles maintenaient indéfiniment les prisonniers dans des camps dits de transit, leur rendaient pratiquement impossible la communication de leur adresse définitive à leur famille, les reléguèrent dans des lieux isolés où, comme au Maroc et en Afrique orientale, ils n'avaient en fait aucune relation postale ou autre avec le CICR et ses représentants, les hommes de confiance étaient hors d'état de jouer leur rôle, et la distribution des secours ne pouvait plus s'effectuer normalement.

Pour ce qui est de l'activité de secours en général, il faut distinguer les envois individuels des collectifs. Les premiers, rencontrèrent presque exclusivement des difficultés techniques, inhérentes surtout aux communications postales et à l'identification des adresses de près de deux millions d'hommes ; on y reviendra plus loin<sup>1</sup>.

Au contraire, les envois collectifs soulevèrent maintes questions de principe, dont les plus importantes doivent être exposées ici, du moins sous leur aspect général, car les détails techniques seront mentionnés à propos des cas d'espèce<sup>2</sup>. Ces questions sont les suivantes :

1. Organisation des secours collectifs par les donateurs.
2. Répercussion de la guerre économique sur les actions de secours.

---

<sup>1</sup> Voir page 308.

<sup>2</sup> Voir page 220.



3. Rôle de fiduciaire du CICR en tant qu'intermédiaire neutre chargé de transmettre et de distribuer les fonds et les marchandises. Ce rôle comportait :
  - a) le droit de propriété et le droit de répartition et de distribution ;
  - b) la réception des marchandises ;
  - c) l'entreposage en Suisse ;
  - d) l'entreposage en pays belligérants.
4. Arrivée des secours dans les camps, déchargement, stockage et répartition.
5. Contrôle des distributions.

#### **1. Organisation des secours collectifs par les donateurs**

Sans exclure absolument les colis non standardisés, le CICR, consulté à ce sujet par les donateurs, leur recommanda dans leur propre intérêt, dans celui des prisonniers et aussi pour faciliter son propre travail, de pousser aussi loin que possible la standardisation des emballages.

Le Gouvernement de Vichy et la Croix-Rouge française ravitaillèrent d'abord leurs prisonniers, au nombre de plus d'un million, par des envois massifs en vrac, et c'est ainsi que le CICR reçut, par wagons entiers, des vivres en caisses contenant soit un seul article, soit des assortiments, ainsi que des vêtements simplement empilés dans les wagons. Puis, peu à peu, les sections départementales de la Croix-Rouge française organisèrent la confection de colis standard ou semi-standard<sup>1</sup>. Bien que le contenu de ces colis ait varié suivant les conditions du marché, ils renfermaient presque tous du pain de guerre, des cigarettes et des conserves de viande ou de poisson, avec un complément d'autres denrées telles que sucre, concentrés de fruits, fruits secs et légumineuses.

---

<sup>1</sup> Par colis semi-standard, il faut entendre des colis dont l'emballage et la majeure partie du contenu étaient fournis aux sections départementales de la Croix-Rouge par le Gouvernement, mais que les familles pouvaient compléter à leur gré jusqu'à concurrence de 4,6 kg. net.

Les médicaments étaient expédiés sous forme de « trousse médicale » composées d'après les indications de médecins militaires en captivité et de médecins conseillers du Gouvernement et de la Croix-Rouge française. Les articles de toilette étaient fournis selon les disponibilités.

L'habillement des prisonniers de guerre français fut un problème particulièrement ardu. Sans doute, les Autorités allemandes leur distribuèrent une partie des stocks de vêtements de l'armée française, saisis comme butin de guerre ; toutefois, questionnés à plusieurs reprises sur ce point par le CICR, elles ne lui donnèrent jamais de renseignements précis, et se bornèrent à déclarer qu'elles avaient pourvu aux besoins de 46% des prisonniers. De toute manière, c'était insuffisant. Le Gouvernement français, qui ne l'ignorait pas, fit de son mieux pour combler le déficit. Mais il n'avait presque plus rien en stock, et ce qu'il put acheter outre-mer était en quantité trop faible pour compenser une production indigène qui allait chaque jour en diminuant. Aussi, dès 1942, la situation devint-elle critique, car on ne savait comment remplacer les vêtements que les prisonniers avaient usés durant deux années de captivité.

Comme on l'a vu au chapitre précédent, la Croix-Rouge britannique envoya, en 1939 déjà, des colis standard anonymes. En 1940 et 1941, elle décida que tout prisonnier originaire de l'Empire recevrait un colis standard par semaine, et que des équipements complets seraient envoyés régulièrement dans les camps d'après les indications des hommes de confiance. Elle prévoyait en outre toute une série de colis spéciaux standardisés, tels que : « invalid parcels », « comfort parcels » et « medical parcels » de deux types différents, l'un pour les camps, l'autre pour les hôpitaux dont les effectifs et les besoins étaient connus ; colis pour les prisonniers indiens, les aviateurs, les marins ; colis pour les internés civils, dont la composition variait selon le sexe et l'âge.

Le système qu'adopta la Croix-Rouge américaine ne différait de celui-là que par des détails. Quant à la Croix-Rouge argentine, elle donna sa préférence à la formule « vrac standardisé » ; en d'autres termes, elle expédiait les denrées alimentaires par catégories dans des caisses de 35 kg., et les vêtements par

articles. Enfin, les donateurs d'importance secondaire firent choix de modalités identiques ou analogues à celles qui viennent d'être décrites. Par exemple, la Croix-Rouge brésilienne, ainsi que les organisations humanitaires d'Afrique, du Proche-Orient et du Moyen-Orient s'en tinrent longtemps aux envois en vrac, comme en France, tandis que, dans les Dominions et les Colonies britanniques, on procédait exactement de la même manière que les Croix-Rouges britannique et américaine<sup>1</sup>.

Les secours étaient achetés avec des fonds publics ou privés, ou encore grâce à des accords financiers entre Etats, accords dont le principal fut le « lend-and-lease » américain. Généralement, le CICR n'avait pas connaissance des négociations financières menées par les organisations nationales. Cela simplifiait sa tâche d'organe fiduciaire, et ne présenta d'inconvénients qu'en cas de pertes et d'avaries, ou lorsqu'il recevait des donateurs des instructions contradictoires touchant des questions de blocus, de permis d'exportation ou de priorité de transport.

## **2. Répercussions de la guerre économique sur les envois de secours aux prisonniers de guerre et aux internés civils**

On entend ici par guerre économique l'ensemble des moyens par lesquels un belligérant cherche à empêcher l'ennemi de se procurer au dehors les choses directement ou indirectement utiles à sa puissance militaire. C'est dans ce dessein que, dès 1939, la Grande-Bretagne et la France, d'une part, l'Allemagne, d'autre part, réduisirent et contrôlèrent les mouvements internationaux de marchandises. Ainsi, sans un « navicert » ou un « landcert » délivré par le « Ministry of Economic Warfare » à Londres, représentant les Gouvernements alliés, aucune marchandise ne pouvait passer d'un territoire allié en territoire ennemi, ni même dans les pays neutres, dont les importations étaient, de la sorte, contingentées.

Qu'ils fussent expédiés d'un territoire allié ou neutre, les secours matériels tombaient naturellement sous le coup des

---

<sup>1</sup> Pour de plus amples détails, voir page 224.

mêmes mesures. Toutefois, ces dernières ne feront pas, ici, l'objet d'un exposé détaillé<sup>1</sup>, car les envois aux prisonniers de guerre et aux internés civils, qui sont seuls en question dans ce chapitre, furent toujours reconnus désirables, voire nécessaires par les Gouvernements alliés. Il suffit donc, à leur propos, d'indiquer les difficultés qui surgirent, dans l'application d'un principe lui-même incontesté, entre les Autorités du blocus et le CICR, les premières voulant que les envois fussent limités aux catégories de prisonniers et aux genres de marchandises qui offraient le moins de risques d'abus, tandis que le second refusait de prendre son parti de ces restrictions.

D'emblée, le CICR demanda aux Autorités britanniques des « navicerts » et des « landcerts » pour les marchandises provenant de territoires alliés, notamment d'outre-mer ; il sollicita aussi des permis d'exportation hors contingent pour celles qui devaient être réexportées de Suisse, à l'usage des prisonniers de guerre. Cela lui fut accordé sans difficulté pour les colis individuels nominatifs. Par lettre du 29 août 1940, le « Ministry of Economic Warfare » autorisa également les envois collectifs de colis standard ou de marchandises en vrac, adressés aux hommes de confiance de camps déterminés, pourvu que le CICR en contrôlât la distribution. La lettre faisait en outre allusion aux visites de camps par les délégués du CICR, mais sans les poser encore comme une condition *sine qua non*. Le CICR put ainsi réexpédier assez facilement les premiers dons de la Croix-Rouge brésilienne, puis, durant l'hiver 1940-1941, les secours provenant de tout l'Empire britannique en faveur des prisonniers de guerre et des internés civils britanniques au nombre d'environ 40.000 en Allemagne et de quelques milliers en Italie. Il effectua également, de Suisse même, des envois de moindre importance.

Mais en même temps, il fallait ravitailler environ un million de prisonniers de guerre français en Allemagne. Les secours leur parvenaient principalement de la France métropolitaine non occupée, par les soins du Gouvernement et de la Croix-Rouge française de Vichy, et aussi par l'entremise des Croix-

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet la Partie IV, chapitre 1, paragraphe 2.

Rouges françaises et d'autres institutions charitables en Afrique du Nord. Comme les ressources de la métropole étaient insuffisantes, le Gouvernement de Vichy essaya de les compléter par des achats outre-mer et au Portugal.

Or, le « Ministry of Economic Warfare » ne voulait pas laisser passer en Allemagne, sans restriction, des quantités aussi considérables de marchandises, et cela d'autant moins que la situation politique de la France après l'armistice était incertaine. Il s'opposa donc en principe aux envois en vrac, dont le contrôle lui paraissait plus difficile que celui des colis standard, et il n'autorisait la distribution de marchandises d'outre-mer que dans les camps visités par les délégués du CICR. De plus, il avait déjà tendance à interdire tout envoi qui ne fût pas destiné aux camps de base exclusivement. Le CICR devait ainsi, dans chaque cas, recommencer de longues et difficiles négociations afin d'obtenir des navicerts et des landcerts pour des achats déterminés de la Croix-Rouge française ou d'un organe gouvernemental français, ainsi que pour les marchandises qu'il achetait lui-même avec les fonds mis à sa disposition. Notamment, la quantité mensuelle de viande pour les prisonniers français fut, sur ses instances, portée de 300 à 500 tonnes.

Le CICR dut se conformer à ces prescriptions, mais sur le principe, il contesta toujours que l'obtention de navicerts dût être liée aux visites de camps comme à une condition *sine qua non*, d'abord parce qu'il tenait à pouvoir ravitailler aussi les victimes de la guerre se trouvant dans des camps et des prisons qu'il n'était pas encore autorisé à visiter<sup>1</sup>, et ensuite parce qu'il redoutait que toute son action de secours ne fût compromise au cas où le développement des opérations militaires entraînerait la suppression temporaire des visites de camps de prisonniers de guerre.

Si les discussions sur ce point n'aboutirent à aucun résultat décisif, le CICR fut plus heureux en ce qui concerne les envois en vrac. A l'aide de plusieurs exemples, il montra aux Autorités du blocus qu'il n'était ni pratique, ni même possible, d'expédier

---

<sup>1</sup> C'était le cas des détenus des camps de concentration et aussi des prisonniers de guerre soviétiques. Voir à ce sujet, pages 55 et 77.

sous forme de colis les grosses quantités de marchandises destinées aux centaines de milliers de prisonniers français, et que, d'ailleurs, des caisses de denrées alimentaires de 30 à 60 kg. pouvaient être contrôlées aussi efficacement que les colis standard. Sous certaines réserves, le « Ministry of Economic Warfare » autorisa alors les envois en vrac, et accorda, en 1941 et 1942, les navicerts et les landcerts que, toutefois, le CICR devait solliciter au fur et à mesure.

Les prisonniers de guerre et les internés civils britanniques en Allemagne recevaient de 20 à 30 kg. de vivres, par homme et par mois, c'est-à-dire environ le triple de la quantité à laquelle avait droit un prisonnier de guerre français, compte tenu des 7 à 10 kg. en moyenne que ses proches lui expédiaient directement. En outre, les colis standard pour les prisonniers de guerre anglo-saxons avaient une valeur nutritive supérieure à celle des envois en vrac et des colis familiaux destinés aux prisonniers alliés d'autres nationalités.

Les expéditions en faveur des prisonniers britanniques devaient naturellement emprunter le territoire français ; elles dépendaient donc du bon vouloir des Autorités du port de Marseille, de celui du personnel des chemins de fer et de la surveillance exercée par la gendarmerie pour empêcher les vols. Interprète en cela de l'opinion publique française, le CICR ne manqua pas d'en tirer argument auprès des Autorités du blocus à Londres et à Lisbonne, lorsque celles-ci parlaient de restreindre encore davantage les envois d'outre-mer pour les prisonniers français.

Dès 1942, les expéditions de viande furent complétées par des conserves de poisson et autres denrées achetées au Portugal et dans les colonies portugaises d'Afrique.

En même temps, le CICR dut se procurer les permis nécessaires au ravitaillement des prisonniers belges, pour lesquels le Congo belge faisait des efforts croissants. Quant aux prisonniers polonais, yougoslaves, grecs, hollandais et norvégiens, ils étaient secourus par leur Gouvernement et leur Croix-Rouge établis à Londres, qui leur envoyaient des colis standard selon des arrangements directs conclus avec les Autorités britanniques et américaines. De la sorte, les formalités étaient simplifiées, mais les dona-

teurs avaient quelque peine à trouver dans l'Empire britannique et les deux Amériques des marchandises en quantité suffisante.

Au cours de 1942, les Etats-Unis instituèrent, eux aussi, un contrôle serré de leurs exportations <sup>1</sup>, et d'une manière générale la guerre économique s'intensifia. En effet, les Autorités allemandes recrutaient sans cesse de nouveaux travailleurs civils dans les pays occupés, et procédaient en outre à des « transformations » de plus en plus nombreuses de prisonniers de guerre en travailleurs civils. Or, les Autorités anglo-américaines du blocus, qui savaient qu'une grande partie des secours confiés au CICR était, par le canal des camps de base, envoyée dans les détachements de travail de prisonniers de guerre, craignaient que ces détachements ne fussent pas nettement séparés des groupes de travailleurs civils, que le contrôle des hommes de confiance et des délégués du CICR ne fût pas assez strict, et qu'enfin l'ennemi ne se conformât pas scrupuleusement à l'article 31 de la Convention de 1929, qui stipule que le travail des prisonniers de guerre doit n'avoir aucun rapport direct avec les opérations de la guerre. Pour se prémunir contre ces risques, elles ne voulaient tolérer désormais que des secours limités aux seuls camps de base, ce qui eût été désastreux, étant donné que 90% des prisonniers de guerre alliés se trouvaient alors dans des détachements de travail. De plus, il fut à nouveau question de supprimer totalement les envois en vrac.

Sur le premier point, un représentant du CICR, envoyé en mission spéciale à Londres, releva que les très nombreux prisonniers britanniques et américains dispersés dans les détachements de travail pâtiraient également des restrictions envisagées. Il démontra d'autre part aux Autorités du blocus que le système de distribution et le contrôle étaient de nature à leur donner toutes les garanties désirables, car les prisonniers de guerre « transformés » en travailleurs civils étaient rayés des listes par les hommes de confiance, de sorte qu'aucune confusion entre les uns et les autres n'était possible. C'est ainsi qu'en

---

<sup>1</sup> L'organe de contrôle américain était le « Board of Economic Warfare ». Toutefois, les formalités devaient, comme auparavant, être accomplies auprès du « Ministry of Economic Warfare », qui exécutait les instructions d'une Commission interalliée du blocus.

août 1943, des navicerts furent obtenus pour 600 tonnes de thon et 300 tonnes de confiture, avec faculté de distribuer ces denrées aussi dans les détachements de travail. Malheureusement, ce succès ne fut que temporaire.

Sur la question des envois en vrac, le CICR finit également par avoir à nouveau gain de cause, car les Autorités britanniques et américaines durent reconnaître que l'œuvre de secours ne pouvait pas faire acception de nationalités, et qu'en l'entravant, ils porteraient inévitablement préjudice à leurs propres prisonniers. Or, ceux-ci recevaient des marchandises en vrac d'Amérique latine et du Proche-Orient. Les prisonniers des autres nations alliées devaient par conséquent bénéficier de la même facilité, et ceci d'autant plus que, de toute manière, leur ravitaillement n'égalait pas en quantité celui des Anglo-saxons. Celui des prisonniers yougoslaves et polonais, par exemple, devait être réduit à proportion des fonds et des denrées disponibles ; quant aux prisonniers français, ils étaient si nombreux que les possibilités de transport ne permettaient pas de leur expédier plus de 10 kg. en moyenne par homme et par mois. Telles sont les raisons qui engagèrent le « Ministry of Economic Warfare » à accorder, moyennant certaines mesures supplémentaires de contrôle, des navicerts pour des marchandises provenant surtout d'Afrique du Nord et particulièrement nécessaires aux quelque 40.000 prisonniers français coloniaux internés dans les « Front-Stalags » de la France occupée. Il en fut de même pour des fèves de cacao et du sucre envoyés en vrac d'Amérique du Sud en Suisse, d'où ils devaient être réexpédiés, sous forme de chocolat, dans les pays de détention.

En 1943, les Autorités du blocus n'admirent plus que, comme il l'avait fait souvent jusqu'alors, le CICR se chargeât, pour le compte des donateurs, de l'acquisition des marchandises et des demandes de navicerts et de landcerts. Il en résulta malheureusement de grandes pertes de temps, car lorsque les donateurs ne parvenaient pas à obtenir les autorisations désirées, ils finissaient par prier le CICR d'intervenir à Londres et à Washington. Ce dernier apprenait ainsi qu'une affaire urgente était en souffrance depuis trois ou quatre mois, et il lui fallait de nouveaux délais pour la mener à bien.



Les accords financiers sur le déblocage des fonds, que le Gouvernement provisoire de la France libre à Alger avait conclus, à la fin de 1943, avec les Autorités et la Croix-Rouge américaines modifièrent une fois de plus les conditions de ravitaillement des prisonniers français. Dès lors, ceux d'entre eux qui se trouvaient dans des détachements de travail eurent le droit de recevoir des colis standard américains, comme leurs camarades des camps de base et comme les prisonniers polonais, yougoslaves, grecs, etc., pour autant du moins qu'il n'y avait, en ce qui les concernait, aucune infraction à l'article 31 de la Convention. A la même époque, le CICR avait enfin obtenu une augmentation du nombre de ses délégués en Allemagne, et comme ceux-ci pouvaient visiter à la fois les camps de base et plusieurs des détachements de travail qui en dépendaient, le contrôle était efficace.

Les prescriptions valables pour les prisonniers de guerre l'étaient aussi pour les internés civils. Toutefois, une difficulté presque insurmontable se présenta, lorsqu'il fallut appliquer les mesures de contrôle exigées par les Autorités du blocus, non plus seulement aux personnes concentrées dans des camps fermés, mais à celles qui étaient internées isolément, ou simplement confinées dans leur domicile. Tel était le cas, notamment, des « isolati » alliés, en majorité britanniques, qui se trouvaient un peu partout en Italie. Les Autorités italiennes leur avaient conféré le statut d'interné civil, et déclarèrent qu'en dépit de leur dispersion, ils pouvaient être secourus selon la procédure suivie pour les prisonniers de guerre. De son côté, la Croix-Rouge britannique se montrait désireuse de leur venir en aide aussi bien qu'aux civils internés dans les grands camps d'Allemagne et de France occupée. Mais le CICR, à qui elle avait demandé s'il garantissait un contrôle minutieux de la distribution, dut répondre qu'il n'y fallait pas songer, ne fût-ce que parce que ses délégués à Rome étaient peu nombreux et que les événements de guerre rendaient leurs voyages de plus en plus difficiles. Cependant, après des démarches qui durèrent quelques mois, la Croix-Rouge britannique obtint du « Ministry of Economic Warfare » une dérogation aux prescriptions du blocus, et des envois réguliers de vivres et de vêtements purent ainsi parvenir, par les soins du CICR, aux « isolati » britanniques et américains. Pour les

« isolati » d'autres nationalités, le préavis fut favorable, mais avant que le CICR eût été dûment autorisé à leur distribuer des secours d'outre-mer, les événements de l'été 1943 et l'armistice italien mirent momentanément fin à toute l'activité de secours en Italie.

Au blocus allié répondait un contre-blocus allemand. Toute exportation de Suisse exigeait donc un « Geleitschein » délivré par la Légation d'Allemagne à Berne. Mais comme il était dans l'intérêt du Gouvernement et du Haut Commandement allemands de favoriser les envois de secours aux prisonniers de guerre et aux internés civils alliés, ce n'était là qu'une simple formalité. D'autre part, les marchandises expédiées par la Croix-Rouge allemande aux prisonniers allemands obtenaient, cela va de soi, les « Geleitscheine » sans aucune difficulté.

A plusieurs reprises, le CICR fut autorisé à importer en Suisse, hors contingent, des matières premières qui devaient être réexportées après transformation. Il en fut ainsi pour les fèves de cacao déjà mentionnées, et pour des tissus qui servirent à la confection de sous-vêtements dans des ouvroirs alliés.

Il n'est que juste de signaler, en terminant, que, grâce à des facilités spéciales accordées par les Autorités alliées du blocus, les médicaments et les articles sanitaires n'étaient pas soumis aux restrictions en vigueur pour les vivres et les vêtements.

### **3. Rôle de fiduciaire du CICR en tant qu'intermédiaire neutre chargé de transmettre et de distribuer les fonds et les marchandises.**

En acceptant tous les fonds et toutes les marchandises pour transmission à des tiers, le CICR assumait implicitement le rôle de fiduciaire, et c'est ainsi qu'à la fin des hostilités en Europe, la valeur des marchandises à lui confiées atteignait 3 milliards de francs suisses. Mais ce rôle ne fut jamais, et ne pouvait être l'objet d'un contrat juridique. Le CICR se bornait à renseigner les intéressés sur les prescriptions en vigueur, soit dans les pays belligérants, soit en Suisse. Ceux qui lui remettaient des fonds ou des marchandises acceptaient donc tacitement les risques de l'opération envisagée. Ils pouvaient

y parer en contractant eux-mêmes des assurances de tout genre, notamment l'assurance contre les risques de guerre ; mais ils ne prenaient en général cette précaution que pour les dons de provenance privée, car, lorsque les secours étaient fournis par un Gouvernement, tout dédommagement demeurerait illusoire, puisqu'il consistait en un simple jeu d'écritures entre deux ministères. D'ailleurs, il n'était pas au pouvoir du CICR d'éviter les pertes causées par les événements de guerre, les confiscations et les abus de toute espèce. Mais il lui fallait la garantie que ce qu'il transmettait serait accepté par les Etats détenteurs. Comme on l'a vu au chapitre précédent, des accords à ce sujet avaient été conclus au début des hostilités, et d'autres suivirent chaque fois qu'une nouvelle action de secours l'exigeait.

Le CICR devait également tenir compte des lois et prescriptions en vigueur en Suisse. Les Autorités de ce pays admirent l'entreposage des marchandises, et grâce à leur complaisance, toutes les difficultés qui purent surgir à ce propos furent rapidement aplanies.

a) *Droit de propriété et droit de répartition et de distribution.* — Le CICR ne se considérait comme propriétaire que des secours achetés par lui-même avec des fonds versés sans affectation spéciale. Mais ces derniers étaient si minimes qu'aucune statistique n'en fut établie ; il s'agissait surtout de menus dons de 2 ou 5 francs suisses ou de leur équivalent en monnaies étrangères, remis au CICR dans des lettres ou lors du paiement de factures, avec des mentions telles que « pour secourir les prisonniers de guerre », « pour les enfants d'Europe », « pour les victimes de la guerre », « pour une action philanthropique », etc. Ce n'est que dans ces cas extrêmement rares que le CICR décidait lui-même à quoi les dites sommes seraient attribuées. Le plus souvent, elles lui servaient d'appoint, lorsque la valeur d'un achat était légèrement supérieure au montant dont il disposait.

Mais la grande majorité des secours confiés au CICR étaient destinés à telle nationalité, à telle catégorie de victimes de la guerre, parfois même à un camp spécialement désigné. Les donateurs conservaient alors la pleine propriété de ces marchandises

ou de ces fonds, et le CICR devait se conformer à leurs instructions, ou en demander d'autres lorsque les premières étaient inexécutables. Comme ce droit subsistait jusqu'au bout, le rôle de fiduciaire passait du CICR lui-même, soit à l'un de ses délégués en pays belligérant, soit à l'homme de confiance d'un camp. En effet, seul le destinataire final, à savoir le prisonnier individuel visé par l'action collective de secours, pouvait devenir propriétaire du don. Par conséquent, l'homme de confiance lui-même était tenu de suivre strictement les ordres des donateurs, qu'il recevait en général du CICR, ou, par exception, directement.

Ce régime ne soulevait pas de difficultés pour les vivres, parce que leur consommation était d'ordinaire immédiate. Lorsque tel n'était pas le cas, ils devaient constituer des réserves collectives gérées par les hommes de confiance, toute réserve individuelle de denrées alimentaires étant interdite par les Puissances détentrices.

Quant aux médicaments, c'était aux médecins, seuls qualifiés pour les administrer, qu'en revenait tout naturellement la libre disposition, plutôt qu'aux hommes de confiance ou aux malades. Et de fait, les litiges sur ce point furent rares et insignifiants.

En revanche, le droit de propriété des vêtements donna lieu, durant toute la guerre, à des négociations avec les Autorités allemandes, les représentants légaux des prisonniers de guerre et les donateurs. Faute de pouvoir lui donner un fondement juridique, il fallut le plus souvent se contenter de compromis. Voici, en quelques mots, de quoi il s'agissait : toutes les pièces d'habillement qu'il était impossible de distribuer dès leur réception étaient stockées dans les camps, de même que les vêtements d'hiver retirés aux prisonniers pendant la saison chaude. Or, selon une interprétation extensive de l'article 43 de la Convention de Genève, les hommes de confiance auraient dû disposer à eux seuls de ces stocks, selon les instructions des donateurs. Mais comme le droit de fiduciaire en cette matière fut d'emblée revendiqué par les Autorités allemandes, il ne leur resta qu'un simple droit de regard dont l'efficacité était à la mesure de leur savoir-faire et de la bonne volonté des commandants de camp. Cependant, afin qu'on eût de part et d'autre la garantie que tout se passait régulièrement, les magasins furent en principe munis de

deux serrures. Si, en outre, les vêtements étaient marqués, soit par les donateurs ou du moins à leurs frais, soit par la Puissance détentrice, cette dernière ne pouvait plus prétendre après coup que des stocks provenant en réalité du CICR avaient été fournis par elle, ou lui appartenaient comme butin de guerre.

Les incessants transferts de prisonniers étaient une source de complications, et rendaient bien souvent illusoire le contrôle des hommes de confiance. En effet, comme ils n'affectaient presque toujours qu'une partie des prisonniers d'un camp, le transfert des vêtements devait, lui aussi, être partiel. La Puissance détentrice trouvait évidemment sans peine, dans cette circonstance, matière à contestation, de même qu'elle pouvait alléguer la pénurie de matériel roulant, le manque de place ou les événements de guerre pour éluder ses obligations.

Diverses mesures spéciales portaient également atteinte au droit de propriété. Ainsi, les Autorités militaires ne livraient aux prisonniers des vêtements neufs que contre remise des vêtements usagés, sans s'inquiéter de savoir si ces derniers avaient été prélevés sur leurs propres stocks ou sur les envois collectifs du CICR. De même, pour se prémunir contre les évasions, elles ne permettaient pas aux prisonniers d'avoir plus de deux pièces d'habillement de même sorte (par exemple deux pantalons, deux paires de chaussures, etc.), et ici encore, le surplus était retiré d'office, quelle qu'en fût la provenance. Enfin, la décision générale prise en Allemagne de distribuer les vêtements là où ils étaient le plus nécessaires se conciliait malaisément avec les instructions de tel ou tel donateur qui entendait réserver ses envois aux prisonniers de sa propre nationalité.

Dans l'espoir d'aplanir ces difficultés, le CICR intervint maintes fois à Berlin, soit directement, soit par l'entremise de sa délégation. Au début de 1944, notamment, il adressa au Gouvernement allemand un mémorandum où il récapitulait en quelque sorte toute la question. Mais, comme les précédentes, cette tentative resta infructueuse.

Nulle démarche de ce genre ne fut nécessaire auprès de la partie adverse. En effet, la Croix-Rouge italienne n'envoya pas de vêtements aux prisonniers italiens. Quant aux uniformes livrés par la Croix-Rouge allemande, ils furent distribués de

façon satisfaisante aux officiers et soldats allemands détenus dans tout l'Empire britannique. Ceux-ci bénéficièrent en outre des fournitures de la Puissance détentrice, qui, le plus souvent, avait à la fois la volonté et les moyens de se conformer aux stipulations de l'article 12 de la Convention, mais ne fut malheureusement pas payée de retour, ainsi qu'on vient de le voir.

Le CICR ne refusait jamais ses bons offices chaque fois qu'un conflit surgissait entre les Autorités détentrices et les hommes de confiance. Mais parfois, ces derniers avaient aussi des démêlés avec les prisonniers eux-mêmes, lorsqu'ils voulaient réprimer le gaspillage, fixer la date de la distribution des habits d'hiver, ou reprendre, en faveur de nouveaux arrivants, des vêtements de réserve déjà distribués. En pareil cas, le CICR s'abstenait d'intervenir, même s'il en était sollicité par les intéressés ou la Puissance détentrice ; il transmettait simplement les réclamations aux donateurs, qui leur donnaient alors la suite qu'ils voulaient.

Une question délicate entre toutes était celle du matériel communautaire pour les camps, par quoi il faut entendre tout ce qui servait à l'aménagement d'un camp ou d'un hôpital : literie, vaisselle, ustensiles de cuisine, poêles, camions avec provision de carburant pour les distributions aux détachements de travail, outils et instruments pour les jardiniers, les cordonniers, les tailleurs, les coiffeurs, ainsi que des instruments de musique, livres, jeux, matériel de sport, etc. L'homme de confiance avait la garde, en tant que fiduciaire, de tous ces objets qui demeuraient théoriquement la propriété des donateurs. Mais pour bien des raisons, et notamment à cause des fréquents transferts de camps, un contrôle effectif était impossible : lorsqu'un matériel avait passé de main en main, ni le CICR ni les hommes de confiance ne savaient au juste ce qu'il était devenu, et il ne leur restait plus qu'à s'en remettre à la bonne volonté et à la bonne foi des Autorités allemandes.

Enfin, les couvertures furent, en Allemagne, l'objet de nombreux litiges. Celles que les prisonniers recevaient dans des colis familiaux ou des colis nominatifs de Gouvernements ou de Croix-Rouges leur appartenaient en propre. Elles étaient au contraire considérées comme matériel communautaire à la disposition de l'homme de confiance si elles provenaient d'envois

collectifs, et comme propriété de la Puissance détentrice lorsqu'elles avaient été fournies par cette dernière. Mais, sans l'emploi généralisé de marques distinctives, des confusions étaient pratiquement inévitables entre couvertures de diverses origines, et, de plus, les prisonniers ne consentaient pas volontiers à abandonner les leurs en changeant de camp. De là, une foule de contestations dans le détail desquelles il serait fastidieux d'entrer. Qu'il suffise de savoir que le CICR fit son possible pour les apaiser, et que certains donateurs en furent excédés au point de renoncer à envoyer des couvertures, même lorsque les prisonniers en réclamaient.

b) *Réception des marchandises.* — A ce sujet, il convient de rappeler tout d'abord que de grandes quantités de marchandises parvinrent directement aux prisonniers de guerre par la voie postale, donc sans l'intervention du CICR<sup>1</sup>. Pour ce qui est des colis nominatifs, celui-ci n'en connaissait jamais exactement le nombre. En revanche, les donateurs lui communiquaient d'ordinaire les listes de leurs envois postaux collectifs, afin que ses délégués pussent en contrôler l'arrivée. Généralement, les envois de ce genre ne lui causaient donc pas de difficultés.

Quant aux marchandises expédiées aux prisonniers de guerre et aux internés civils par l'intermédiaire du CICR, leur réception s'opérait de trois façons, selon leur origine et leur destination.

Les marchandises d'outre-mer arrivaient à Lisbonne, seul port neutre par où les marchandises provenant de l'hémisphère occidental, d'Australie et d'Afrique pouvaient pénétrer en Europe. Une délégation permanente du CICR y avait été établie en juin 1940. C'est donc elle qui prenait livraison de ces envois.

Les marchandises étaient déposées, par les soins de la délégation du CICR, dans les entrepôts officiels, et bénéficiaient d'un tarif de faveur qui n'était que le 1% du tarif normal. Leur tonnage était très variable ; il atteignit parfois 3000 tonnes.

Une maison spécialisée était chargée de constater l'état des marchandises à leur arrivée, et ses rapports étaient transmis aux représentants des Sociétés de la Croix-Rouge intéressées. Seule,

---

<sup>1</sup> Voir page 11.

la Croix-Rouge britannique procédait elle-même au contrôle de ses envois. Les colis endommagés n'étaient conditionnés à nouveau que pour autant que leur transport jusqu'à Genève l'exigeait. Les avaries survenant après le départ de Lisbonne étaient constatées, soit à Marseille, ou à Gênes, soit en Suisse, soit même à l'arrivée des marchandises dans les camps. Il était donc fréquent qu'un donateur reçût successivement plusieurs rapports sur son envoi et en particulier plusieurs constats d'avaries. La délégation du CICR à Lisbonne se faisait remettre tous les documents concernant la cargaison : feuilles de route postales indiquant le nombre des sacs postaux, connaissements avec leurs annexes, etc.

Les marchandises étaient réexpédiées par les soins d'un courtier officiel en douane, qui s'acquitta de cette tâche, durant toute la guerre, avec dévouement et à des conditions très généreuses. Elles étaient embarquées selon l'espace qui était disponible sur les navires naviguant sous le signe du CICR, et au prorata des stocks de chacun des usagers de ces bateaux. Les frais de manutention des marchandises à Lisbonne et de leur réacheminement au port de destination étaient débités directement aux donateurs.

A Gênes, le CICR n'avait pas de délégué permanent ; il se contentait d'en envoyer un pour quelques semaines, lorsque de grands arrivages l'exigeaient. C'étaient d'ailleurs les transitaires professionnels qui étaient chargés de transférer les marchandises dans des wagons à destination de la Suisse par Chiasso ou Domodossola.

A Marseille, principal port d'arrivée, la délégation permanente du CICR, qui y avait été installée durant l'hiver 1940-1941, procédait, avec l'aide de transitaires, au déchargement des cargaisons et à l'embarquement, sur les mêmes bateaux, des secours destinés aux prisonniers de guerre allemands et italiens détenus dans les pays d'outre-mer. Elle veillait à l'entreposage des marchandises dont la réexpédition immédiate était rendue impossible par la pénurie de wagons. Enfin, elle faisait, d'entente avec le CICR à Genève, toutes les démarches nécessaires à l'obtention de matériel roulant, et contrôlait le chargement des wagons.



Lorsque ces envois d'outre-mer étaient parvenus dans des entrepôts en Suisse, le CICR en prenait définitivement livraison.

Quant aux secours provenant de France métropolitaine, et expédiés presque exclusivement par la Direction générale des Prisonniers de guerre à Lyon, le CICR les recevait en transit direct, sous forme d'envois déjà groupés pour un camp déterminé. En ce cas, il suffisait de procéder à un «pointage» des wagons, d'en contrôler le contenu pour autant que cela était possible sans déchargement, et d'établir de nouvelles lettres de voiture. Cela fait, les marchandises repartaient pour l'Allemagne dans l'état où elles étaient parvenues en Suisse.

Enfin, les secours que les Croix-Rouges allemande et italienne expédiaient outre-mer et qui, dans la proportion de 70 à 80%, empruntaient la voie postale ordinaire, étaient adressés aux délégations du CICR dans les pays de détention des prisonniers, par exemple à celles de Montréal au Canada, de Simla et de Delhi aux Indes. Presque tous ces envois portaient l'indication du destinataire final, à savoir l'homme de confiance d'un camp déterminé. Le délégué, après avoir en général chargé un transitaire des formalités de réception des marchandises, devait ensuite les dédouaner, obtenir leur transport en franchise jusqu'aux camps, et, le cas échéant, changer leur destination lorsqu'un transfert de prisonniers avait eu lieu pendant qu'elles étaient en route.

c) *Entreposage en Suisse.* — Après l'armistice franco-allemand qui supprima, de 1940 à 1944, un front occidental en Europe, les marchandises destinées aux prisonniers français furent, jusqu'en novembre 1942, presque entièrement stockées dans la zone non occupée de la France métropolitaine. En revanche, il était indispensable de créer des stocks en Suisse, d'abord pour le compte de la Croix-Rouge britannique, puis pour celui des Croix-Rouges alliées reconstituées à Londres, et enfin, dès l'entrée en guerre des Etats-Unis, pour le compte de la Croix-Rouge américaine. C'était, en effet, la seule manière d'assurer un ravitaillement ininterrompu des prisonniers, malgré l'irrégularité des arrivages.

Au début, le CICR se contenta de louer les locaux nécessaires à cet usage ; plus tard, il dut en outre faire construire des entre-

pôts dont il assumait lui-même la gestion <sup>1</sup>. Les conditions d'entreposage en Suisse étaient connues des donateurs et des Etats détenteurs. Les marchandises n'étaient au bénéfice d'aucune assurance, sauf si les donateurs en avaient contracté une à l'expédition.

Les représentants que presque toutes les Croix-Rouges nationales avaient en Suisse visitaient régulièrement les entrepôts, et c'était avec eux que le CICR réglait les questions techniques. En moyenne, les marchandises séjournaient trois mois en Suisse. Il arriva cependant qu'elles y fussent retenues beaucoup plus longtemps ; le CICR devait alors prendre les mesures appropriées pour préserver de toute altération les denrées alimentaires et certains médicaments délicats, ainsi que pour parer aux dégâts qu'auraient pu causer les parasites et les rongeurs.

d) *Entreposage en pays belligérants*. — Les délégations du CICR devaient, elles aussi, disposer de stocks plus ou moins importants. Toutefois, celles d'outre-mer, qui avaient la charge des prisonniers de guerre et des internés civils allemands et italiens, ne gardaient généralement en réserve que juste de quoi faire face à des cas d'urgence, car les Croix-Rouges allemande et italienne leur fournissaient plutôt des fonds que des marchandises, et les secours pouvaient être achetés en majeure partie sur place, au fur et à mesure des demandes des prisonniers ou de leurs hommes de confiance.

Mais il n'en allait pas de même en Europe. Dans les pays occupés notamment, en France, en Yougoslavie, en Roumanie et en Grèce, la constitution de dépôts considérables s'imposa comme une nécessité <sup>2</sup>.

La délégation du CICR à Berlin ne constitua, pendant toute la première partie de la guerre, aucun stock, sauf de faibles quantités de médicaments apportés par les médecins visitant les camps, et quelques colis qui devaient être distribués à Berlin même. En revanche, elle restait en contact presque journalier

---

<sup>1</sup> La question des entrepôts est exposée, en détail, à la page 242.

<sup>2</sup> Voir Partie III, chapitre premier, paragraphes d et f.

avec le CICR à Genève, à qui elle communiquait tous les renseignements qu'elle était chargée de recueillir sur les effectifs et les transferts de prisonniers, sur les envois dans les camps et sur les stocks et les besoins de chacun d'eux. L'importance et l'efficacité de cette liaison grandirent à mesure que les actions de secours se développèrent en Allemagne et que les Autorités allemandes permirent à la délégation de disposer d'un plus grand nombre de collaborateurs, en particulier de délégués visiteurs de camps. Vers la fin de la guerre, d'autres entrepôts furent créés en Allemagne, notamment à Lubeck, Ravensburg et Landeck <sup>1</sup>.

Théoriquement, la délégation du CICR à Rome travaillait selon les mêmes règles, mais les conditions propres à l'Italie ne lui permirent pas de les appliquer aussi strictement, car d'une part elle avait affaire à une administration beaucoup moins rationalisée que ce n'était le cas en Allemagne, et d'autre part elle devait tenir compte de l'éparpillement considérable des prisonniers et surtout des internés civils tels que les « isolati » et les « confinati ».

#### **4. Arrivée des secours dans les camps ; déchargement, stockage et répartition**

L'effectif d'un camp principal comprenait non seulement les prisonniers qui y résidaient effectivement, mais aussi ceux qui se trouvaient dans des camps annexes, des détachements de travail, des hôpitaux et des infirmeries dépendant de ce camp principal. Or, c'est d'après ces effectifs globaux que se faisait, en principe, la répartition des secours à Genève.

Toutefois, la pratique comportait bien des exceptions. D'abord, tant en Italie qu'en Allemagne, certains hôpitaux n'étaient pas rattachés administrativement à un camp. Tel était le cas, en particulier, des établissements où l'on rassemblait soit les mutilés, comme à Mühlberg, soit les tuberculeux, comme à Tangerhütte, en vue de leur rapatriement par trains sanitaires complets ou afin de leur donner plus facilement des soins appropriés.

---

<sup>1</sup> Voir pages 94 et 98.

Ensuite et surtout, il était d'ordinaire assez compliqué de ravitailler les prisonniers embrigadés par les Autorités allemandes dans les « Bau- und Arbeitsbataillone », couramment appelés BAB, sortes d'équipes volantes d'ouvriers spécialistes, notamment de couvreurs et de vitriers, composées pour la plupart de prisonniers français. En effet, certains de ces BAB étaient fréquemment déplacés, et dépendaient ainsi de plusieurs camps successivement, ce dont il fallait tenir compte dans la répartition des secours. D'autres n'étaient rattachés à aucun camp, ou bien ne pouvaient guère être ravitaillés par le camp principal, à cause de la distance ou du manque de moyens de communication. On devait alors leur envoyer des secours directement, ou par l'intermédiaire du camp le plus rapproché même s'ils n'en relevaient pas administrativement. En général, le CICR était informé de tous ces détails par les hommes de confiance ; il lui arrivait cependant d'être embarrassé, faute d'indications précises sur le nom de la gare la plus proche, sur les possibilités de déchargement et de stockage, etc.

Le ravitaillement des grands camps et de leurs annexes se faisait autant que possible par wagons complets<sup>1</sup>. C'est à l'homme de confiance qu'il incombait de recevoir et de contrôler les marchandises, d'en accuser réception au CICR et de les distribuer. Cette dernière opération n'était pas une petite besogne, car certains camps avaient jusqu'à 1400 détachements de travail. En outre, les hommes de confiance se heurtaient fréquemment à des difficultés de transport. Chargé par eux de les aplanir, le CICR fit auprès des commandants de camps d'innombrables démarches, soit par écrit, soit par l'entremise des délégués visiteurs. De son côté, le Gouvernement français envoya en Allemagne des camions qui étaient mis à la disposition des hommes de confiance principaux. Quant aux autres donateurs alliés, ils furent d'avis que c'était à la Puissance détentrice seule de pourvoir aux véhicules nécessaires, et ils encouragèrent le CICR à intervenir dans ce sens.

En Italie, certains camps, par exemple ceux des Apennins, étaient situés dans des régions dépourvues de tout service régulier de transport. Les hommes de confiance devaient, en pareil

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet, page 180.

cas, recourir à des camions privés, à des chars et même à des mulets. Outre que les transports effectués par ces moyens de fortune étaient forcément très aléatoires, ils ne bénéficiaient pas de la franchise à laquelle ils auraient normalement eu droit.

En général, les donateurs exigeaient que les secours qu'ils fournissaient fussent distribués à des prisonniers de leur propre nationalité<sup>1</sup>. Mais cette prescription était fréquemment transgressée par les intéressés eux-mêmes, en faveur des prisonniers de diverses nationalités auxquels ils étaient mêlés. Les prisonniers français, notamment, qui se trouvaient en forte majorité dans la plupart des camps d'Allemagne, et qui bénéficièrent, du moins jusqu'au printemps 1944, d'envois réguliers, sinon très abondants, venaient d'ordinaire en aide à ceux de leurs camarades qui ne recevaient pas de secours, soit parce que la Puissance détentrice s'opposait à ce qu'on leur en envoyât, soit parce qu'aucun donateur ne se préoccupait de leur sort.

Ces partages étaient signalés de temps en temps dans les lettres et les rapports adressés au CICR par les hommes de confiance. Tant qu'ils se pratiquaient sur une petite échelle, les donateurs ne s'en inquiétaient pas outre mesure. Ainsi, à l'époque où les camps ne comptaient qu'un nombre insignifiant de prisonniers américains, perdus dans la masse des prisonniers britanniques, les premiers purent profiter des envois de la Croix-Rouge britannique sans que celle-ci élevât d'objection.

Les choses ne se compliquaient donc que lorsque la proportion de ces bénéficiaires indirects devenait très forte, comme ce fut le cas pour les prisonniers soviétiques et, à la fin de la guerre, pour les internés militaires italiens qui se trouvaient par milliers dans presque tous les camps. Par pitié pour ces malheureux, certains hommes de confiance décidèrent, d'entente avec leurs camarades, de leur remettre une partie de ce qu'ils avaient reçu pour eux-mêmes. D'ailleurs, il ne s'agissait en général que de vivres et de cigarettes. Les vêtements furent très rarement partagés, soit parce qu'ils suffisaient à peine aux propres besoins des destinataires, soit parce que les instructions des donateurs étaient particulièrement strictes en ce qui concernait ce genre d'envois.

---

<sup>1</sup> Sur le problème de la distribution par nationalités, voir page 268.

Quant au partage des secours médicaux, il fut presque toujours admis. Malgré de nombreuses réclamations, les médecins prisonniers qui avaient la responsabilité d'un service hospitalier, purent généralement faire prévaloir sur tout autre droit le principe de l'assistance médicale inconditionnelle, et distribuer à tous leurs malades les médicaments et les fortifiants dont ils disposaient.

## 5. Contrôle des distributions

Dès 1939, le CICR prit ses dispositions pour obtenir la preuve que les envois de secours collectifs atteignaient leurs destinataires. Il considérait en effet que des assurances à cet égard étaient dues aux donateurs, et qu'au surplus elles les encourageraient à persévérer dans leur effort. Au début, trois feuilles d'accompagnement étaient jointes à chaque expédition ; le commandant du camp en conservait une, l'homme de confiance une autre, et la troisième revenait au CICR, avec la signature obligatoire de l'homme de confiance et la signature facultative du commandant du camp.

Puis, lorsqu'il mit au point, durant l'hiver 1941-1942, toutes les questions techniques concernant les secours, le CICR adopta, après divers essais, une formule de quittance à trois volets<sup>1</sup> : un volet que gardait l'homme de confiance, et deux autres qu'il renvoyait signés à Genève, de telle sorte que le CICR pouvait transmettre le troisième au donateur avec les bordereaux mensuels. Sur ces quittances, on inscrivait, au départ, le nombre d'articles ou de colis, et le poids total ; dans une autre case, l'homme de confiance devait signaler les manquants constatés à l'arrivée. En outre, chaque quittance portait un numéro et diverses indications servant à l'établissement de statistiques selon le système Watson. Comme les numéros des quittances figuraient sur les relevés mensuels des expéditions, les donateurs n'avaient aucune peine à pointer périodiquement les quittances rentrées ou manquantes.

---

<sup>1</sup> Voir une reproduction de cette formule dans le volume « Annexes ».

Les quittances mettaient en général de 15 à 60 jours pour revenir à Genève. Si, au bout de deux mois, le CICR n'avait pas reçu une quittance, ni une lettre ou un rapport de l'homme de confiance qui pût en tenir lieu pour le cas où elle se serait égarée avec les autres documents joints à l'envoi (lettre de voiture, bordereau de douane, etc.), un double avec réclamation était adressé à l'homme de confiance. Lorsque ce double ne revenait pas non plus, le CICR considérait sans plus l'envoi comme perdu, si ce dernier était de peu de valeur ; dans le cas contraire, il demandait des explications au commandant du camp, envoyait une copie de cette lettre à son délégué, et priait les administrations de chemins de fer intéressées d'ouvrir une enquête. Le plus souvent, ces diverses démarches permettaient de reconstituer la succession des faits. Par exemple, on découvrait que l'envoi avait été détourné de sa destination primitive, à la suite d'un transfert de prisonniers, et qu'il ne pouvait plus être identifié par l'homme de confiance parce que les feuilles d'accompagnement avaient été perdues en cours de route, ou bien qu'il avait été détruit dans un bombardement ou toute autre opération militaire, ou enfin qu'il avait été totalement ou partiellement pillé. Il convient de remarquer à ce propos que les pertes dues à des vols étaient rares, et ne s'élevaient qu'à 1 ou 2% des marchandises expédiées <sup>1</sup>.

---

---

<sup>1</sup> Sur cette question d'une importance capitale pour les donateurs, voir page 188.

### *Chapitre 3*

#### **Campagnes dans les Balkans**

Les actions de secours dans les Balkans débutèrent aussitôt après les campagnes de l'été 1941. Elles furent exceptionnellement difficiles pour plusieurs raisons.

D'abord, les principales voies ferrées, et notamment la plus importante de toutes, celle de l'Orient-Express, avaient été coupées, dans les pays balkaniques, par les opérations militaires. Il y avait ainsi de vastes territoires auxquels les secours n'avaient pas accès, car, de Suisse, leur acheminement n'était possible que par l'Arlberg ou par Trieste.

D'autres obstacles non moins grands étaient dus à la situation confuse créée par l'occupation allemande ou l'installation de gouvernements satellites. Les mouvements de résistance interrompaient souvent les communications. Cependant, comme la Croix-Rouge jouissait, dans ces contrées, de la sympathie générale, les envois qui ne pouvaient arriver à destination furent presque toujours renvoyés à un représentant du CICR résidant dans l'un des pays intermédiaires. Par exemple, la délégation en Yougoslavie se vit obligée d'accepter et de distribuer des secours qui, normalement, auraient dû parvenir à des prisonniers de guerre en Grèce, et la délégation en Roumanie en fit autant pour des marchandises à destination ou en provenance du Proche-Orient, et dont le transit prévu à travers la Turquie s'était révélé impraticable.

Enfin, à bien des égards, les conditions de l'internement des prisonniers de guerre et des civils n'étaient pas les mêmes qu'il-



leurs. Ainsi, quoique les Autorités allemandes à Belgrade eussent déclaré qu'il n'y aurait, en Grèce, en Albanie et en Yougoslavie, que des camps de passage, des milliers de prisonniers alliés y séjournèrent très longtemps ; et rien n'était moins clairement défini, ni plus variable que le statut des diverses catégories de détenus : militaires et civils alliés, partisans, personnes arrêtées pour des raisons politiques par les Allemands, par les Italiens ou par les Gouvernements aux ordres de l'occupant.

Afin de s'adapter le mieux possible à ces circonstances, l'activité du CICR dut être organisée de façon beaucoup plus souple dans les Balkans qu'en Europe centrale et occidentale.

Avant de parler des pays proprement balkaniques, il convient de dire quelques mots de la *Hongrie*. Lorsqu'en 1941, ce pays entra en guerre contre la Yougoslavie et par conséquent contre la Grande-Bretagne, l'ambassade britannique à Budapest dut abandonner les actions de secours qu'elle avait entreprises l'hiver précédent. En revanche, l'ambassade que le Gouvernement de Vichy entretenait jusqu'en 1944 assista les prisonniers français évadés d'Allemagne et parvenus en Hongrie à travers l'Autriche ou la Tchécoslovaquie. Elle s'occupa également de Français se trouvant isolés ou en petits groupes dans les divers pays balkaniques. De son côté, la Croix-Rouge hongroise secourait directement les Hongrois restés en Yougoslavie après la déclaration de guerre, tandis que les Yougoslaves en Hongrie recevaient des colis familiaux de leur patrie. Comme, de plus, il y avait des vivres en suffisance dans ces deux pays producteurs que sont la Hongrie et la Yougoslavie, le CICR put se dispenser d'intervenir en faveur de cette catégorie d'internés. Jusqu'en 1944, c'est-à-dire avant que la Hongrie se fût mise entièrement sous la domination allemande, il n'eut pas à s'occuper non plus des ressortissants alliés dans ce pays ; à partir de ce moment, il s'efforça de leur apporter la même aide qu'à ceux des autres territoires occupés.

En *Roumanie* et en *Bulgarie*, l'activité de secours en faveur des prisonniers alliés fut minime, car il n'y avait, à la fin de la guerre, que 803 prisonniers américains, 28 britanniques et 5 yougoslaves dans le premier de ces pays, et un petit groupe d'aviateurs américains dans le second. Les délégations à Bucarest

et à Sofia, dont la tâche principale était l'assistance aux populations civiles et aux déportés et détenus politiques, purent secourir en outre ces prisonniers, avec la collaboration des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et au moyen de stocks que des envois de Genève renouvelaient périodiquement.

Quant aux prisonniers soviétiques, ils furent nombreux en Roumanie dès 1941, mais il n'en sera pas question ici, puisque le problème des secours aux prisonniers de cette nationalité fera plus loin l'objet d'un exposé d'ensemble <sup>1</sup>.

La situation fut toute différente en Grèce, en Albanie et en Yougoslavie.

Lors de l'occupation totale de la Grèce, les troupes allemandes capturèrent un grand nombre de soldats britanniques qu'elles avaient l'intention d'évacuer rapidement. Le CICR dut donc fournir immédiatement des stocks à ses délégations d'Athènes, de Salonique et de Belgrade pour qu'elles pussent remettre des provisions de voyage, des vêtements et des objets de toilette à ces milliers d'hommes transférés en Allemagne par trains entiers ou par wagons isolés. Cependant, quantité d'entre eux, plus ou moins gravement blessés, restaient en arrière dans des hôpitaux grecs ou même yougoslaves. D'autre part, de nombreux soldats britanniques qui avaient rejoint les partisans grecs furent capturés individuellement ou par petits groupes durant des mois encore, voire des années. Eux aussi furent emmenés vers le nord, pour autant que leur état le permettait et que des moyens de transport étaient disponibles. Quant aux prisonniers grecs, ils étaient transférés en Allemagne ou en Italie, selon qu'ils étaient tombés aux mains des Allemands ou des Italiens.

L'Allemagne confia à l'Italie l'administration de la majeure partie de la Grèce, et ne la reprit elle-même qu'après l'armistice de 1943. Jusqu'à cette date, c'est donc par les Autorités italiennes, ou par les Autorités grecques aux ordres de ces dernières, que les partisans grecs et tous les civils considérés comme politiquement suspects étaient arrêtés et enfermés, soit dans des camps de concentration, soit dans des prisons. On reviendra

---

<sup>1</sup> Voir page 55.

plus longuement sur ce fait dans le chapitre traitant des détenus et déportés civils<sup>1</sup>. Mais il convenait de le mentionner ici, à propos des secours aux prisonniers de guerre, car les diverses catégories de détenus (prisonniers de guerre alliés, partisans, civils) n'étaient pas aussi nettement distinguées en Grèce que, par exemple, en Allemagne. Il en résulta, d'une part que les camps de concentration purent y être ravitaillés plus vite qu'ailleurs, et, d'autre part que certains Grecs détenus dans des prisons bénéficièrent à l'occasion de secours auxquels ils n'auraient normalement pas eu droit, parce qu'ils se trouvaient en compagnie de prisonniers de guerre alliés, notamment britanniques.

Bien que l'assistance à la population grecque constituât de beaucoup leur activité la plus importante, les délégations du CICR à Athènes et à Salonique s'occupèrent aussi des prisonniers de guerre britanniques et de petits groupes d'internés civils français, yougoslaves, polonais ou autres. Elles furent gênées surtout par la pénurie des moyens de transport.

Lorsqu'en 1943 les Autorités allemandes se substituèrent aux Italiens, elles rassemblèrent, dans le sud de la Grèce, des détachements de travail de prisonniers yougoslaves venant probablement d'Allemagne, et qui, de même que leurs compatriotes travaillant dans l'extrême nord de la Norvège, avaient conservé le statut de prisonnier de guerre. Le CICR ne ravitailla qu'à grand-peine ces groupes séparés par des milliers de kilomètres de leurs camps de base.

En *Yougoslavie*, aussi bien qu'en Grèce, les partisans luttèrent contre les troupes de l'Axe ou ralliées à l'Axe. La délégation du CICR à Belgrade fut donc pourvue, comme celles d'Athènes et de Salonique, de stocks s'élevant jusqu'à 50 ou 60 tonnes, afin de parer aux fréquentes interruptions du trafic ferroviaire. Elle dut prendre soin de prisonniers grecs et britanniques transférés de Grèce en Allemagne à travers la Yougoslavie, et en particulier des blessés et des malades qu'il fallait hospitaliser dans le pays. Parmi eux, il y eut, vers la fin de la guerre, de petits groupes d'aviateurs américains.

---

<sup>1</sup> Voir page 77.

D'autre part, les délégations à Belgrade et à Zagreb secoururent les ressortissants yougoslaves. Après les campagnes de 1941, les Autorités allemandes déclarèrent qu'elles ne garderaient en captivité que les Serbes, tandis que les Croates, les Slovènes, les Istriens, etc., seraient libérés. Mais le CICR constata bientôt que tous les camps renfermaient pêle-mêle des prisonniers serbes ou prétendus tels, croates, slovènes, monténégrins, dalmates et autres. Aussi ne tint-il pas compte de ces distinctions dans ses demandes de secours, et, fort heureusement, les dons qu'il reçut de Londres, de Washington, de Buenos Ayres et du Caire étaient destinés aux prisonniers yougoslaves en général. Un grand nombre de ceux-ci furent transformés en travailleurs civils et retenus en Allemagne. Ils partagèrent le sort des travailleurs français, polonais, etc., et le CICR ne put rien faire pour eux dans le domaine matériel.

Certains des civils yougoslaves arrêtés après l'occupation furent emmenés dans les grands camps de concentration et traités comme les autres détenus politiques. Mais d'autres purent être secourus individuellement, pour autant qu'ils se trouvaient dans des endroits accessibles aux délégations. Celles-ci procédèrent à quelques distributions occasionnelles sur place. De plus, elles firent leur possible pour faciliter l'envoi de colis familiaux en Hongrie, en Italie et en Allemagne. Enfin, la délégation à Belgrade s'intéressa activement à des prisonniers yougoslaves rapatriés d'Allemagne en un si triste état qu'ils avaient dû être admis dans des hôpitaux de Belgrade et des environs. Comme ces malheureux étaient encore groupés et en uniforme, on put leur remettre des vêtements et des médicaments dont ils avaient un urgent besoin.

---

## *Chapitre 4*

### **Capture de grandes masses de prisonniers de guerre sur le front oriental de l'Europe**

Le CICR ne parvient à soulager les maux de la guerre que pour autant que les adversaires conservent malgré tout les uns envers les autres un sentiment de solidarité humaine. Le succès de ses initiatives dépend en effet des Gouvernements, sans la bonne volonté desquels il ne saurait expédier des secours partout où ils font besoin, ni en contrôler l'arrivée et la distribution par l'intermédiaire de délégués autorisés à visiter les camps.

Durant la première phase du conflit, l'activité de secours en faveur des prisonniers de guerre fut reconnue, approuvée et soutenue par tous les belligérants, ce qui lui permit de se développer rapidement bien au delà des dispositions conventionnelles et même des principes humanitaires consacrés par la coutume. Malheureusement, il n'en fut point ainsi dans l'est de l'Europe, lorsque l'URSS eut été attaquée par l'Allemagne, le 22 juin 1941. En dépit de ses efforts, le CICR ne put assister ni les prisonniers allemands, finnois, hongrois, italiens, slovaques et roumains en Russie, ni les prisonniers soviétiques détenus par l'Allemagne et ses alliés, à la seule exception de ceux qui étaient tombés aux mains des troupes finlandaises. Sous réserve d'actions insignifiantes et occasionnelles, les centaines de milliers d'hommes capturés sur le front oriental ne bénéficièrent donc pas de secours collectifs, car ceux-ci n'auraient été possibles que sur la base d'une réciprocité qu'excluait la méfiance mutuelle des adversaires <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir, sur l'ensemble du problème et sur les relations entre le CICR et l'URSS, volume I, page 419.

a) *Prisonniers de guerre soviétiques en Allemagne.*

En raison de la rapide avance des troupes allemandes, le nombre des prisonniers soviétiques fut, au début, infiniment plus considérable que celui des prisonniers allemands. Au mois d'octobre 1941, il dépassait déjà 250.000, selon les informations des Autorités militaires allemandes, et comme il ne cessait d'augmenter, le ravitaillement de pareilles masses d'hommes posa un problème angoissant. Ce qu'on disait de leur état de complet dénuement pouvait faire craindre, en effet, que l'hiver ne fût fatal à beaucoup d'entre eux.

D'ailleurs, le Haut Commandement de l'armée allemande fit savoir au CICR, le 30 août 1941, qu'il admettrait et qu'il souhaitait même, en faveur des prisonniers soviétiques se trouvant dans des camps allemands, l'envoi de colis collectifs qui seraient confiés aux commandants de camp et distribués par eux. Le CICR s'efforça aussitôt de donner suite à cette proposition. Profitant de l'accueil favorable que son offre de secours aux blessés et malades en Russie avait rencontré auprès de l'Alliance des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de l'URSS<sup>1</sup>, il informa télégraphiquement cette dernière, le 1<sup>er</sup> octobre, qu'il était prêt à transmettre aux prisonniers soviétiques en Allemagne des sous-vêtements, des chaussures et du tabac pour compléter ce que leur fournissait la Puissance détentrice.

En même temps, il chercha à se procurer des marchandises hors d'Europe et notamment en Afrique. Les Autorités britanniques du blocus, à qui il avait dû s'adresser pour cela, répondirent qu'il pourrait en effet transporter des secours de cette nature sur des bateaux affrétés par lui, à condition qu'il assumât le contrôle des distributions. En communiquant au Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères l'heureux résultat de ses démarches, le CICR ajouta, dans son télégramme du 16 février 1942, qu'il disposait des moyens de transport nécessaires, et que les fonds pourraient lui être transmis par la Banque des Règlements internationaux à Bâle.

Cependant l'URSS ne se montrait pas désireuse de faire parvenir des secours à ses ressortissants tombés aux mains de

---

<sup>1</sup> Voir plus bas, page 63.

l'ennemi, et probablement n'en avait-elle pas les moyens à une époque où ses armées devaient avant tout défendre Moscou et Leningrad. S'étant alors tourné vers les pays alliés, le CICR put, à la fin de février déjà, télégraphier à Moscou que la Croix-Rouge canadienne lui avait offert 500.000 capsules de vitamines. Il précisa toutefois que, selon l'exigence formelle des Autorités britanniques, ses délégués devraient contrôler la distribution de ces secours, et que les Autorités allemandes n'admettraient pas ce contrôle tant que le Gouvernement soviétique ne leur aurait pas accordé la réciprocité en agréant un délégué du CICR en URSS.

Ce télégramme étant resté sans réponse, il fut impossible de venir en aide aux prisonniers soviétiques, sauf à ceux qui se trouvaient en Finlande où, comme on le verra tout à l'heure, les délégués du CICR avaient accès aux camps. Les obstacles dus à l'intransigeance des parties en cause étaient d'autant plus regrettables que les moyens matériels ne manquaient pas. En avril 1942, le CICR aurait pu disposer, en faveur de prisonniers soviétiques en Allemagne, de 5.000 colis standard de vivres fournis par la Croix-Rouge américaine, et, de Grande-Bretagne, on lui demanda s'il était en mesure d'expédier des colis hebdomadaires, provenant de l'« Allied Packing Centre ». En cas de succès des premières distributions, d'autres dons auraient sans doute afflué. En mai, il revint donc à la charge auprès des Autorités militaires allemandes.

Celles-ci parurent d'abord disposées à accepter des secours collectifs, pourvu qu'ils fussent distribués par les commandants de camp sans intervention quelconque des délégués du CICR. Mais comme cette condition était inadmissible pour les Autorités du blocus et les donateurs, les dons de la Croix-Rouge américaine furent dirigés sur la Finlande, ainsi qu'on le verra plus loin. Le CICR présumait, en effet, que la réponse officielle, qui se fit attendre quelque peu, serait négative, et cette crainte n'était que trop fondée. Le 2 septembre 1942, l'Allemagne, inquiète du sort de ses prisonniers en URSS, dont on ne savait rien, déclara « qu'elle ne voulait plus faire aucune concession en faveur d'un ennemi donnant des preuves aussi évidentes de mauvaise volonté, et que, par conséquent, elle refusait absolument les envois de secours aux prisonniers soviétiques ».

Par la faute des circonstances, les efforts du CICR ne donnèrent donc aucun résultat, sinon pendant les dernières semaines de la guerre en Europe, lorsqu'il appliqua, sous sa propre responsabilité, un nouveau mode de distribution appelé « système du pooling ». A ce moment-là, en effet, le chaos qui régnait en Allemagne ne permettait plus de ravitailler les prisonniers par nationalités ou groupes déterminés, conformément aux instructions des donateurs. Il fallait, coûte que coûte, sauver des vies humaines en distribuant les secours n'importe où, dans les camps de rassemblement comme sur les routes que parcouraient des milliers de malheureux se repliant vers l'ouest. Les prisonniers soviétiques profitèrent alors dans une large mesure de l'aide que le CICR apporta, par rail et par route, à tous les prisonniers de guerre en Allemagne sans distinction <sup>1</sup>. De plus, en mai 1945, du vaccin contre le typhus exanthématique fut remis au camp de Markt-Pongau, où une épidémie avait éclaté parmi les prisonniers soviétiques libérés, mais non encore rapatriés.

Auparavant, les prisonniers soviétiques en mains allemandes avaient reçu exceptionnellement deux envois qu'il convient de signaler, malgré leur importance minime. Le premier comprenait des tisanes provenant d'une récolte de plusieurs centaines de kilos organisée en Suisse par le Service auxiliaire féminin suisse, et dont une partie avait été réservée aux prisonniers soviétiques proportionnellement à leurs effectifs. Il eut lieu en avril 1944, les Autorités militaires allemandes ayant fait savoir qu'elles l'admettraient en dérogation à la règle, si les commandants de camp en étaient avisés d'avance et voulaient bien se charger de la distribution.

D'autre part, en été 1944, le Comité suisse de secours aux réfugiés russes avait remis au CICR à l'intention des prisonniers soviétiques les denrées suivantes :

200 boîtes d'Ovomaltine d'un poids de 90 kg.

1400 cubes de bouillon d'un poids de 40 kg.

100 bouteilles de fortifiant d'un poids de 7,5 kg.

---

<sup>1</sup> Voir page 91.



Cette fois encore, le Haut Commandement de l'armée allemande toléra l'envoi, à la condition qu'il fût unique, et accepta, sur la proposition du CICR, de l'attribuer aux prisonniers hospitalisés dans le lazaret de réserve de Freising, qui dépendait du Stalag VII A. Les destinataires reçurent effectivement ce don au début de 1945, comme le prouva la quittance signée de leur homme de confiance. D'après les rapports de ses délégués, le CICR put d'ailleurs constater que les prisonniers soviétiques se trouvaient mêlés, dans les lazarets, à des prisonniers de toutes nationalités, et que, pour cette raison, ils bénéficiaient assez souvent de ses envois de secours médicaux.

Cet exposé ne serait pas complet si l'on ne disait rien de l'aide apportée aux prisonniers soviétiques évadés d'Allemagne et réfugiés en pays neutres, notamment en Suisse où les premiers arrivèrent en mars 1943. Comme, jusqu'à la fin de l'année suivante, ils ne purent rejoindre, ni leur pays d'origine, ni les forces alliées, les Autorités suisses les hébergèrent dans des camps. Or, un délégué du CICR visitait régulièrement ces camps d'internement ; c'est ainsi qu'il distribua aux évadés et réfugiés soviétiques, jusqu'à la fin de 1944, environ 6.000 kg. de vêtements, de sous-vêtements et de chaussures, de même que 1.400 kg. de savon et d'articles de toilette. Ces secours provenaient des Croix-Rouges américaine et britannique et de diverses institutions suisses de bienfaisance.

Lorsque la débâcle survint en Allemagne, les anciens prisonniers de guerre soviétiques affluèrent de nouveau en Suisse. En mai 1945, on en comptait 7.000, répartis dans 89 camps. Grâce à la Croix-Rouge américaine, le CICR disposa en leur faveur de vêtements divers en grande quantité, de vivres pour les malades et de cigarettes <sup>1</sup>.

#### b) *Prisonniers de guerre soviétiques en Roumanie et en Finlande.*

Outre l'Allemagne, il n'y avait que deux autres pays détenteurs de prisonniers soviétiques : la Roumanie et la Finlande, car les prisonniers faits par les forces hongroises, slovaques et italiennes

---

<sup>1</sup> Voir page 388.

étaient livrés aux Autorités militaires allemandes et emmenés en Allemagne.

Les prisonniers soviétiques en Roumanie et sur la rive gauche du Dniestr étaient, en novembre 1941, au nombre d'environ 60.000, et l'on en comptait à peu près 47.000 en Finlande, au mois de mars 1942. Les Croix-Rouges roumaine et finlandaise, qui transmirent ces renseignements au CICR, sollicitèrent son aide ; par suite du blocus, elles avaient en effet la plus grande peine à trouver sur place de quoi ravitailler des hommes fort affaiblis et, de plus, dépourvus de vêtements.

En Roumanie comme en Allemagne, et pour les mêmes raisons, le CICR était malheureusement hors d'état d'intervenir. Son délégué fut toutefois autorisé, en juin 1943, à visiter le camp de Mais, où étaient internés des officiers soviétiques. Une petite quantité de produits pharmaceutiques y fut expédiée à la demande du médecin du camp, mais comme celui-ci avait été dissous entre temps, le colis fut remis au camp de Calafat, qui renfermait 2.680 prisonniers soviétiques.

Au contraire, une importante action de secours fut possible en Finlande, le seul des Etats en guerre avec l'URSS qui, malgré l'absence de réciprocité, laissât les délégués du CICR visiter les camps et contrôler la distribution des colis. Les exigences des Autorités du blocus étant satisfaites sur ce point, les marchandises d'outre-mer, et d'autres aussi, purent donc parvenir en Finlande.

Selon la Croix-Rouge finlandaise, les soldats soviétiques faits prisonniers durant l'hiver 1941-1942 souffraient, déjà au moment de leur capture, de sous-alimentation et d'avitaminose, et beaucoup moururent d'épuisement ou des suites de diverses infections. Or, la Finlande, qui combattait pour la deuxième fois depuis 1939, se trouvait elle-même, à cette époque, dans une situation alimentaire très grave. Aussi le maréchal Mannerheim, président de la Croix-Rouge finlandaise, fit-il savoir au CICR, le 1<sup>er</sup> mars 1942, que des envois de vivres et de médicaments étaient urgents ; il ajoutait que les prisonniers soviétiques en Finlande étaient au bénéfice de la Convention de 1929, bien que ni ce pays, ni d'ailleurs l'URSS, n'en fussent signataires, et qu'un délégué du CICR serait volontiers agréé par les Autorités finlandaises avec toutes les facilités pour accomplir sa mission.

Ayant aussitôt soumis le cas aux Croix-Rouges alliées, le CICR fut assez heureux pour trouver des donateurs. Tout d'abord, la Croix-Rouge américaine céda les secours destinés primitivement aux prisonniers soviétiques en Allemagne, mais qui n'avaient pu leur être envoyés puisque, comme on l'a vu plus haut, le contrôle indispensable des délégués du CICR n'était pas admis par la Puissance détentrice. Il s'agissait de 5.000 colis standard de vivres pesant chacun 5 kg., et contenant des denrées alimentaires (conserves de viande et de poisson, beurre, biscuits, chocolat) d'une valeur nutritive totale de 12.200 calories, ainsi que des cigarettes et du tabac.

Partis de Suisse au mois de mai 1942, en wagons plombés, ces colis passèrent par Francfort-sur-le-Mein, Berlin et Stockholm, et arrivèrent en juin à Helsinki, où la Croix-Rouge finlandaise en prit livraison. Avec le concours de cette dernière, un délégué du CICR qui s'était rendu temporairement en Finlande les distribua en juillet à 10.000 prisonniers choisis parmi les plus nécessiteux, les grands blessés et les malades, et répartis dans 13 camps. Les bénéficiaires, pour la plupart des paysans, accueillirent avec joie et gratitude ces produits américains ; selon les propres termes de leur homme de confiance, ce fut pour eux « une véritable fête, un message inespéré de Dieu ». La distribution faite, le délégué eut encore à transmettre à Genève les accusés de réception et les lettres de remerciements, chose à laquelle, comme on sait, les donateurs attachent une grande importance.

Toujours grâce à la Croix-Rouge américaine, un deuxième envoi de 3.653 colis standard de vivres eut lieu en décembre. Le CICR y joignit 50 colis contenant les 500.000 capsules de vitamines (vitamines A, B, B<sub>1</sub>, C et acides nicotiniques) fournies par la Croix-Rouge canadienne et qu'il était impossible de faire parvenir aux prisonniers soviétiques en Allemagne. A cette occasion, il expédia également en Finlande 80 colis de nouveaux testaments, don de la Commission œcuménique pour l'aide spirituelle aux prisonniers de guerre, à Genève. Le délégué du CICR avait en effet communiqué à Genève que, lors de la première distribution, les prisonniers soviétiques avaient exprimé le désir de recevoir, pour les services religieux dans les camps, des

livres de prières orthodoxes et des bibles en langue russe. Tous ces secours furent distribués sous le contrôle d'un délégué du CICR qui séjourna en Finlande du 23 décembre 1942 au 27 janvier 1943.

En juillet 1943, les prisonniers soviétiques reçurent, pour la troisième fois, des colis standard de vivres de la Croix-Rouge américaine, au nombre de 2.770, ainsi qu'un don transmis par la Croix-Rouge suisse, comprenant 306 caisses de farine de pois et 11 caisses de médicaments d'un poids respectif de 30 tonnes et 580 kg. D'entente avec la Croix-Rouge finlandaise, le délégué du CICR distribua les vivres principalement aux malades des hôpitaux, tuberculeux convalescents et grands blessés. La farine de pois fut mise en réserve dans les camps et les lazarets pour servir, pendant la mauvaise saison, à la confection de soupes qui complèteraient les rations réglementaires. Enfin, les médicaments (becozym, cibazol, irgamid, redoxon, etc.) furent partagés entre quatre lazarets.

En septembre, on procéda à un quatrième envoi de 10.703 colis standard de vivres de la Croix-Rouge américaine et de 10 tonnes de lait en poudre de la Croix-Rouge suisse. Le délégué du CICR remit ce lait en majeure partie aux hôpitaux, où il fut consommé, selon les prescriptions du médecin en chef, par les prisonniers dont l'état nécessitait un supplément de nourriture, en particulier par ceux qui étaient atteints de tuberculose et de pleurésie.

Une cinquième distribution eut lieu en avril 1944, par les soins du délégué du CICR et de la Croix-Rouge finlandaise. Elle comprenait les marchandises suivantes, expédiées de Suède dans le port finnois de Abo : 4.852 colis standard de vivres, don de la Croix-Rouge américaine auquel la « Tolstoï Foundation » à New-York avait grandement contribué ; 2.000 kgs. de viande, de légumes, de sucre et de savon que la Croix-Rouge argentine avait transmis de la part du chef de l'Eglise orthodoxe russe à Buenos-Ayres ; 317 tonnes de choucroute de la Croix-Rouge suédoise. Comme les précédents, ces secours touchèrent profondément les prisonniers soviétiques, auxquels ils apportaient, non seulement une aide matérielle, mais aussi un réconfort moral. « Ils nous ont convaincus, écrivait l'un d'eux, que nous

n'étions pas oubliés de tous, que nous n'étions pas des gens délaissés dont personne ne se soucie ».

Enfin, les prisonniers soviétiques bénéficièrent au mois d'octobre 1944, pour la sixième et dernière fois, de 2.332 colis standard de vivres fournis par la Croix-Rouge américaine.

Les délégués du CICR, qui séjournèrent par intermittences en Finlande de 1942 à 1944, purent ainsi distribuer des quantités importantes de denrées alimentaires, sans parler des médicaments et des livres religieux. Ces secours, d'un poids total d'environ 500 tonnes, étaient dus aux Croix-Rouges américaine, argentine, canadienne, suédoise et suisse, ainsi qu'à l'Œuvre suisse d'entr'aide ouvrière.

c) *Prisonniers de guerre allemands, finlandais, hongrois, italiens, slovaques et roumains en URSS.*

L'URSS détenait un très grand nombre de soldats ennemis, surtout vers la fin de la guerre, lorsque les armées soviétiques eurent encerclé des divisions entières à Stalingrad et au cours des retraits de Léninegrad, de Moscou, du Caucase et de l'Ukraine.

La grande majorité de ces prisonniers étaient allemands, mais il y avait aussi, parmi eux, des soldats des forces roumaines, hongroises, slovaques et italiennes qui participaient au conflit de l'Est, des ressortissants de pays annexés par l'Allemagne, notamment des Alsaciens et des Luxembourgeois, enrôlés de force dans l'armée allemande, des Espagnols et des Français qui s'étaient engagés volontairement dans les corps expéditionnaires, et enfin les Finlandais capturés dans le secteur nord du front oriental.

C'est en automne 1941 que le CICR tenta pour la première fois d'organiser des secours collectifs en faveur de ces prisonniers. Il avait en effet réussi à s'entremettre pour les blessés et les malades en URSS, car l'Alliance des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge avait répondu, le 20 septembre, à son offre du 12 août qu'elle accepterait volontiers des médicaments, des instruments chirurgicaux, du matériel de pansement et

autres articles sanitaires, et que les donateurs devaient procéder à ces envois d'accord avec les représentations commerciales de l'URSS dans leurs pays respectifs. Le CICR lui fit alors savoir, par un télégramme du 1<sup>er</sup> octobre, qu'il avait communiqué sa demande aux Croix-Rouges intéressées <sup>1</sup>, et il profita de l'occasion pour exprimer le vœu de pouvoir, conformément à l'article 15 de la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye <sup>2</sup>, transmettre par l'intermédiaire de l'Alliance des colis aussi bien aux prisonniers soviétiques en Allemagne qu'aux prisonniers allemands en URSS. Il pria également le Commissariat du peuple aux Affaires étrangères d'agréer deux délégués qui, en collaboration avec l'Alliance, auraient réglé toutes les questions en suspens. En mars 1942, il s'adressa de nouveau à lui pour savoir s'il pouvait envoyer des colis aux prisonniers allemands, car il disposait en leur faveur d'une toute petite quantité de secours, en l'espèce deux caisses de sucreries et de tabac que la Croix-Rouge allemande lui avait remises à titre d'essai.

Malheureusement, les Autorités soviétiques laissèrent ces propositions sans réponse, et le CICR ne réussit jamais, en dépit d'efforts réitérés, à accréditer des délégués auprès d'elles, ni à expédier quoi que ce fût en Russie. De plus, le manque total de renseignements sur les soldats allemands ou autres capturés par les forces soviétiques empêcha ces soldats de recevoir même les colis familiaux prévus par la Convention de La Haye de 1907, dont l'URSS, était signataire, ainsi que les Etats qui se trouvaient en conflit avec elle. De même, ces Etats, sauf la Finlande, s'abstinrent de révéler le lieu de détention des prisonniers soviétiques.

---

<sup>1</sup> Le CICR apprit par la suite que plusieurs Croix-Rouges nationales avaient effectivement expédié des secours importants en URSS. En particulier, la Croix-Rouge australienne fit deux envois, l'un de 1.166 « comfort-cases » d'une valeur de £ 19.131, et l'autre d'une caisse de lainages et de 30.000 peaux de mouton, d'une valeur de £ 10.019. Au début de 1942, la Croix-Rouge américaine donna des médicaments, des instruments chirurgicaux et des vêtements valant en tout 3.500.000 dollars. Enfin, l'URSS reçut de la Croix-Rouge britannique, en 15 chargements, 1.410 tonnes de matériel sanitaire, dont un poste mobile de radiographie.

<sup>2</sup> Voir volume I, page 439.

Outre ces démarches directes, le CICR en fit d'autres, par l'entremise de ses délégués, auprès des représentants de l'URSS en Turquie, en Iran et en Grande-Bretagne. Comme les Croix-Rouges allemande, finlandaise, hongroise, italienne et roumaine l'avaient sollicité à diverses reprises de transmettre des secours et lui avaient même, en 1943 et 1944, remis des fonds pour l'achat de vivres et de médicaments, il chargea son délégué envoyé en mission spéciale en Iran d'examiner avec le représentant de l'Alliance les moyens de donner suite à ces demandes. Quant au délégué à Téhéran, il aurait pu se procurer sur place de la farine et du riz. Mais aucun de ces projets ne se réalisa.

---

## *Chapitre 5*

### **La guerre en Afrique du Nord**

Après l'armistice conclu par le Gouvernement français de Vichy avec les Gouvernements de l'Axe, les consulats des pays alliés au Maroc, en Algérie et en Tunisie purent encore, malgré le statut politique de plus en plus incertain de ces trois pays, secourir directement leurs ressortissants qui se trouvaient, soit en résidence surveillée, soit internés ou hébergés dans des camps ou des prisons, et dont le nombre était évalué, en 1942, à 10.000 <sup>1</sup>. Les secours étaient distribués notamment par les consulats américains à Casablanca, Alger et Tunis, tant à des ressortissants des Etats-Unis qu'à de nombreux ressortissants britanniques, polonais, etc. Toutefois, comme ces actions directes devenaient toujours plus difficiles, elles durent être complétées, dès 1942, par celles des délégués du CICR, qui étaient autorisés à visiter les camps et beaucoup d'autres lieux de détention.

Quelques mois avant le débarquement allié en Afrique du Nord, la situation s'aggrava, et le personnel consulaire allié fut lui-même interné. Les autorisations de visiter ces diplomates devenus des internés civils étaient délivrées par une Commission d'armistice italo-allemande. Pendant cette période, les délégués du CICR au Maroc, en Algérie et en Tunisie distribuèrent au total 14.000 colis standard de vivres et de médicaments et 46 tonnes de secours divers à tous les ressortissants alliés dont les lieux d'internement étaient accessibles. La majorité d'entre eux étaient des marins britanniques appartenant tant à la marine marchande qu'à la marine de guerre.

---

<sup>1</sup> Voir Rapport de la Commission mixte.



L'arrivée des Alliés, en novembre 1942, n'empêcha nullement les délégués, restés sur place, de poursuivre leur travail. Quinze jours après avoir sollicité de la Commission d'armistice italo-allemande l'autorisation de distribuer des colis au personnel diplomatique allié interné, le délégué au Maroc put visiter dans leurs camps les membres de cette même commission, internés à leur tour et fort reconnaissants de recevoir du CICR, avec le consentement des Autorités anglo-américaines, quelques premiers secours en vivres et en tabac.

Les campagnes qui suivirent le débarquement firent affluer rapidement un grand nombre de prisonniers de guerre allemands et italiens dans les trois pays de l'Afrique du Nord française. Ceux d'entre eux qui étaient tombés en mains anglo-américaines furent internés dans des camps de transit en attendant leur transfert dans les pays de détention définitifs, à savoir les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Afrique du Sud, l'Egypte et les Indes Britanniques. D'autres avaient été capturés par les Forces françaises libres et restèrent au pouvoir du Comité de libération nationale d'Alger.

Les prisonniers se trouvant dans les camps de transit anglo-américains étaient en général bien pourvus de vivres et d'objets de première nécessité. Ils avaient, en revanche, besoin d'uniformes d'hiver pour le moment où ils seraient transférés dans des pays à climat tempéré ou froid, car la plupart ne possédaient que la chemise et le short portés habituellement par les troupes combattant en Afrique. Le CICR demanda donc à leur intention des vêtements chauds aux Autorités britanniques et américaines, et expédia d'urgence les uniformes que la Croix-Rouge allemande lui remettait, notamment pour les prisonniers transférés au Canada.

Les prisonniers de guerre italiens et allemands en mains françaises étaient moins bien partagés, car la population française au Maroc, en Algérie et en Tunisie manquait elle-même du nécessaire. Afin de remédier à cette pénurie, que la mauvaise récolte de l'été 1943 ne devait qu'accentuer, le CICR s'efforça d'obtenir des secours en vivres, en médicaments et en vêtements pour environ 38.000 prisonniers italiens et 40.000 prisonniers allemands internés dans des camps disséminés dans les trois

pays. Malheureusement, les secours fournis par la Croix-Rouge allemande subissaient des pertes et de grands retards dus à l'insuffisance des moyens de transport en Méditerranée et sur le territoire africain <sup>1</sup>. Quant aux prisonniers italiens, ils étaient dans une situation pire encore, parce qu'ils ne pouvaient rien attendre de leur patrie devenue théâtre de guerre. Au surplus, le manque total de papier les empêchait de correspondre normalement avec leur famille, et ce n'est qu'au bout de plusieurs mois qu'ils purent donner de leurs nouvelles, lorsque le CICR eut réussi à remettre, pour cet usage, aux Autorités françaises quelques tonnes de papier acheté en Suède et ailleurs.

Le débarquement allié en Afrique du Nord compliqua aussi le ravitaillement des prisonniers français internés en Allemagne, parce qu'il n'était plus possible désormais de prendre conjointement en France métropolitaine et dans les territoires français d'outre-mer les mesures nécessaires à l'acquisition et au transport des marchandises.

Le CICR seconda efficacement ces diverses actions de secours bien que les circonstances ne lui permissent pas de leur donner un développement suffisant. Ce n'est qu'à grand peine, en effet, qu'il se procura quelques dons en faveur des prisonniers qui ne recevaient que trop peu, ou même rien du tout, de leur pays. De plus, les communications normales étant interrompues entre l'Europe et l'Afrique, il chercha à organiser des transports spéciaux. Mais il poursuivit vainement des négociations à ce sujet avec les Gouvernements de Vichy et d'Alger, sans obtenir qu'un navire fût mis à sa disposition <sup>2</sup>. Quant aux Autorités allemandes, elles ne se décidèrent à utiliser ses moyens de transport que lorsqu'elles furent dans l'impossibilité absolue d'expédier leurs secours par la poste. Le CICR parvint néanmoins à faire faire, en 1944, cinq voyages dans les ports nord-africains aux cargos affrétés par la Croix-Rouge britannique, et un voyage à Casablanca à l'un des navires affrétés par la « Fondation ». Des secours en provenance ou à destination de l'Afrique du Nord furent en outre acheminés par ses navires entre Marseille et Lisbonne ou Gibraltar.

---

<sup>1</sup> Voir Partie II, chapitre 1, page 169.

<sup>2</sup> Voir Partie II, chapitre 1, page 169.

Après le débarquement allié dans le sud de la France, en 1944, les Autorités alliées se chargèrent elles-mêmes du transport des secours provenant d'Afrique. En revanche, ceux que les prisonniers en Afrique recevaient d'Allemagne ne leur parvenaient que grâce aux navires du CICR. Comme il n'y avait plus, alors, de liaison directe avec l'Afrique, les derniers envois de la Croix-Rouge allemande, qui devait peu après cesser de fonctionner, furent chargés à Gøteborg et dirigés sur Philadelphie d'où ils furent réexpédiés en Afrique par les services de l'armée américaine au printemps 1945.

De novembre 1943 à mai 1945, les navires du CICR transportèrent d'Europe en Afrique du Nord 4.300 tonnes de secours dont bénéficièrent surtout les prisonniers allemands, et en sens inverse 3.200 tonnes destinées notamment aux prisonniers nord-africains dans les « Frontstalags » de la France occupée. L'attaque dont fut victime « l'Embla » entraîna la perte de 221 tonnes expédiées aux prisonniers allemands<sup>1</sup>.

Cette activité nécessita des démarches incessantes auprès des Gouvernements belligérants et des Croix-Rouges nationales. D'autre part, les délégués du CICR dans divers pays, par exemple en Amérique latine, s'efforcèrent de réunir des dons et de constituer des organisations de secours, spécialement au bénéfice des prisonniers italiens. Enfin, les délégations installées en Afrique du Nord, à qui les envois étaient adressés, devaient en assurer la réception, la réexpédition et la distribution.

---

<sup>1</sup> Voir pages 143 et 168.

## *Chapitre 6*

### **Mouvements de prisonniers de guerre et d'internés civils à la suite de l'armistice italien en septembre 1943**

L'activité de secours du CICR fut profondément modifiée par les conséquences de l'armistice italien, en particulier par les faits suivants :

- a) arrêt du trafic ferroviaire normal vers l'Italie et en Italie et perturbation des transports ferroviaires vers l'Allemagne <sup>1</sup> ;
- b) évasion en Suisse de nombreux prisonniers de guerre alliés, ainsi que de militaires et civils italiens antifascistes <sup>2</sup> ;
- c) transfert en Allemagne de prisonniers de guerre alliés ;
- d) transferts en Allemagne d'internés militaires italiens et de déportés de toutes catégories, nécessitant d'urgence l'organisation de nouvelles actions de secours ;
- e) reprise des distributions de secours aux ressortissants alliés en Italie, après la scission de ce pays en un Etat combattant aux côtés des Alliés et une République néo-fasciste.

Le présent chapitre traite les points c, d et e.

#### *1. Transferts de prisonniers de guerre alliés en Allemagne.*

Les envois de secours aux prisonniers de guerre et aux internés civils alliés en Italie furent rendus, au début de l'été 1943 déjà, très difficiles par la destruction des voies ferrées et la désorganisation de l'administration italienne. Au mois de juillet, le CICR en avisa les principaux donateurs, ajoutant que, dans

---

<sup>1</sup> Voir page 181.

<sup>2</sup> Voir page 388.

ces conditions, il ne pouvait plus leur fournir les garanties habituelles. L'avis unanime fut cependant qu'il importait de continuer les envois, malgré les risques de pertes, et surtout de constituer des réserves dans les camps.

Quelques semaines avant l'armistice italien, les Autorités allemandes en Italie commencèrent à évacuer de la Péninsule les prisonniers de guerre qu'elles avaient faits en Afrique, ainsi que de nombreux internés civils. En septembre, elles prirent les mêmes mesures à l'égard de tous les ressortissants alliés qu'elles pouvaient arrêter. En raison de la fermeture temporaire de la frontière italo-suisse le CICR n'eut d'abord aucune précision sur l'importance numérique de ces transferts. Mais il apprit bientôt, par les hommes de confiance et les commandants de camp en Allemagne, l'arrivée de milliers d'hommes, ce qui, compte tenu des évadés réfugiés en Suisse, lui permit d'évaluer le nombre des prisonniers restés en Italie. Beaucoup d'entre eux, environ 30 000 à ce qu'on suppose, prirent le maquis pour rejoindre les troupes alliées au fur et à mesure de leur avance vers le nord.

Afin de fournir des secours suffisants aux prisonniers alliés transférés en Allemagne, le CICR décida, d'entente avec les donateurs, d'augmenter de 10% les envois sollicités mensuellement par les hommes de confiance des grands camps de base, notamment dans l'Allemagne du Sud et en Autriche. C'est, en effet, à peu près dans cette proportion-là que s'accroissaient les effectifs de ces camps, par suite de nouvelles captures et des transferts continuels de prisonniers détenus jusqu'alors en Italie ou dans les Balkans.

## *2. Transferts de ressortissants italiens antifascistes en Allemagne.*

Aussitôt après l'armistice conclu par le Maréchal Badoglio, les Autorités militaires et la police allemande, avec l'aide des Autorités néofascistes, arrêtaient en masse des militaires et des civils italiens qu'elles emmenèrent, soit en Allemagne, soit dans des camps ou des prisons de l'Italie septentrionale. Au bout de quelques semaines, des informations officieuses permirent au CICR de discerner parmi eux trois catégories principales.

La plus nombreuse, celle des internés militaires italiens, comprenait les militaires antifascistes arrêtés et emmenés comme tels en Allemagne, où tous les camps et les détachements de travail en comptèrent bientôt des groupes importants. Dans la seconde moitié de 1943, leur total s'éleva à 500.000 hommes environ.

Il y avait d'autre part, des milliers de prisonniers italiens antifascistes, c'est-à-dire les militaires capturés tandis qu'ils combattaient aux côtés des Alliés. Après des transferts répétés dans des camps d'Allemagne de plus en plus surpeuplés, ils furent en général confondus indûment avec les internés militaires et traités comme eux, bien que leur statut fût théoriquement différent.

N'ayant pas le statut de prisonnier de guerre, ces internés ne pouvaient être visités par les délégués du CICR, ni par conséquent, selon les règles du blocus allié, bénéficier des secours d'outre-mer. Le président du CICR fit alors appel aux sentiments d'humanité du Gouvernement allemand. Convoqué quelques jours plus tard à la Chancellerie du Reich, le délégué du CICR à Berlin apprit qu'un service spécial d'aide à ces internés était organisé par l'Ambassade d'Italie, d'entente avec la Croix-Rouge italienne établie à Vienne, et que, si la délégation italienne y consentait, les délégués du CICR seraient admis dans les camps. Les Autorités allemandes savaient fort bien, en effet, que des secours, dont elles reconnaissaient l'urgence, n'étaient pas possibles sans cela. Il restait à obtenir l'accord de la délégation italienne qui, pour des raisons politiques, aurait pu vouloir se réserver tout le mérite de cette action. C'est à quoi s'employa avec succès le délégué du CICR à Berlin. Le droit de contrôler personnellement la distribution des secours provenant d'outre-mer fut donc octroyé aux délégués du CICR, pourvu qu'ils ne fissent pas mention de cette provenance. Le CICR en informa aussitôt le Gouvernement britannique et le représentant à Genève de la Croix-Rouge américaine. Malheureusement, avant que les longues démarches nécessaires à l'obtention des marchandises eussent abouti, les internés militaires italiens furent transformés en travailleurs civils, ce qui enlevait au CICR toute possibilité de leur venir en aide comme il l'eût désiré.

A défaut de secours d'outre-mer, le CICR s'efforça de favoriser au moins les actions plus modestes qui pouvaient être entreprises sur le continent même. La nonciature apostolique à Berne ayant fait un don, il servit d'intermédiaire pour l'achat et le transport d'un wagon de vivres, et sa délégation à Berlin aida la nonciature dans cette ville à les distribuer. D'autre part, il facilita l'obtention et l'acheminement des wagons nécessaires au transport de colis familiaux expédiés d'Italie, surtout par la section de Milan de la Croix-Rouge italienne ; en revanche, il ne pouvait exercer aucun contrôle sur la répartition de ces colis, dont des comités néofascistes disposaient à leur gré.

Enfin, beaucoup d'Italiens tombés aux mains des Allemands appartenaient à la catégorie des civils déportés. Leur sort fut donc identique à celui de tous les ressortissants des pays occupés, détenus dans des camps de concentration ou des prisons dépendant de la police allemande, et l'on trouvera plus loin un exposé d'ensemble du problème douloureux et presque insoluble que l'assistance à ces victimes de la guerre posa au CICR <sup>1</sup>.

### *3. Reprise des distributions aux ressortissants alliés.*

Lorsque l'Italie eut été coupée en deux par les événements politiques et militaires, il fallut improviser une action de secours aux ressortissants alliés. Afin de la rendre plus efficace, des sous-délégations du CICR furent créées dans toutes les localités importantes, et pourvues de stocks qui leur permettaient d'intervenir rapidement chaque fois que cela était nécessaire. Conformément aux exigences des Alliés, il leur fut néanmoins prescrit de réserver les marchandises d'outre-mer aux prisonniers de guerre et aux internés civils se trouvant dans des camps, ainsi qu'aux isolés britanniques et américains. En faveur des isolés alliés d'autres nationalités, et notamment des civils yougoslaves et français, elles ne pouvaient au contraire disposer que de la petite quantité de secours provenant de la France métropolitaine et des Balkans, avec l'appoint, il est vrai, des colis britanniques et américains récupérés après la destruction

---

<sup>1</sup> Voir chapitre 7, page 77.

ou le pillage des wagons, lors des bombardement ou des troubles civils. Il avait été en effet convenu avec les Autorités et les Croix-Rouges alliées que les délégués utiliseraient comme bon leur semblait ce dont ils parvenaient à se saisir de gré ou de force sur les voies de garage ou parfois même dans les dépôts des receleurs. C'est ainsi que le délégué à Rome prit possession, avec l'aide d'agents locaux, d'un wagon de colis standard qui avait été volé et stationné dans une gare suburbaine. Ces colis lui furent particulièrement utiles à un moment où l'interruption des communications avec la Suisse l'empêchait de renouveler ses stocks, et il les distribua peu à peu aux ressortissants britanniques, américains, français, yougoslaves, polonais, grecs, etc., qui vivaient clandestinement dans la ville en attendant l'arrivée des armées alliées.

Il y avait des sous-délégations à Florence, à Gênes et à Turin ; au printemps 1944, les deux dernières purent enfin communiquer directement avec la Suisse. Une autre fut établie à Ponte San Pietro, près de Bergame, et devint le centre de distribution des secours pour tout le nord de la Péninsule. Son rôle était d'autant plus important qu'à cette époque, les Autorités militaires allemandes installèrent dans la plaine lombarde de grands camps de transit pour les prisonniers venant du front méridional et transférés en Allemagne. Or, un grand nombre de blessés et de malades séjournaient durant des mois dans les hôpitaux de ces camps, et même les hommes valides n'étaient évacués que très lentement à cause des difficultés de transport. La délégation de Bergame procéda donc à des distributions régulières de vivres, de médicaments et occasionnellement de vêtements dans ces centres de rassemblement dont les plus importants étaient situés près de Mantoue et de Modène. Comme les trains ne circulaient presque plus, et que les combats entre maquisards et néofascistes rendaient les routes peu sûres, les délégués devaient le plus souvent se procurer un camion ou une auto avec remorque, et transporter eux-mêmes les secours dans les divers camps qu'ils visitaient successivement. Ils faisaient ainsi l'expérience d'un système auquel le CICR dut recourir par la suite en Allemagne lorsque, vers la fin des hostilités, aucun autre ne fut plus praticable.



D'autre part, les délégués remettaient des secours aux internés civils dans les camps, aux isolés britanniques et américains, et aussi, pour autant qu'ils disposaient de marchandises de provenance européenne, aux autres isolés alliés. La sous-délégation de Turin vint en aide, non sans peine, à des civils français détenus dans des prisons. Celles de Gênes et de Bergame accomplissaient une tâche analogue, la première dans toutes les localités comprises dans le triangle Gênes-Florence-Milan, et la seconde à Milan et dans les villes lombardes en direction de l'Adriatique.

Le cas des civils yougoslaves déportés en Italie fut particulièrement difficile. Il s'agissait de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants rassemblés en 1942 et 1943 dans de grands camps de concentration, et soumis à un régime mal défini, intermédiaire entre celui des déportés politiques et celui des internés civils. Pour les secourir, il aurait fallu pouvoir les visiter régulièrement. Or, les Autorités italiennes ne se montraient pas opposées par principe à ces visites, mais chaque fois qu'une demande précise leur était adressée, elles l'écartaient sous un prétexte ou sous un autre. Les garanties indispensables à l'obtention de marchandises d'outre-mer faisaient donc défaut, et l'armistice survint sans que le CICR eût réussi à agir en faveur de ces camps. Heureusement, beaucoup d'entre eux, qui étaient situés dans le sud de la Péninsule, tombèrent assez vite aux mains des Alliés, et furent ravitaillés par ces derniers.

Il y avait aussi en grand nombre, dans les régions de Venise et de Trieste, des Yougoslaves qui, bien qu'internés dans des camps, étaient de simples civils, aux dires des Autorités néofascistes, et qui, par conséquent, purent bénéficier des mêmes dons que la population yougoslave<sup>1</sup>. Enfin, quelques milliers de ces civils, disséminés dans les prisons des localités de l'Italie septentrionale, reçurent comme les isolés alliés, des secours achetés en Europe ou des colis d'outre-mer récupérés, en particulier ceux qui provenaient d'un dépôt clandestin découvert à Milan par les Autorités allemandes et dont on ne sut jamais au juste

---

<sup>1</sup> Voir Partie IV, chapitre 2, paragraphe 17.

s'il avait été constitué avec le chargement d'un wagon volé ou pillé après sa destruction partielle par un bombardement.

L'aide aux ressortissants alliés continua jusqu'à la fin de la période de rapatriement qui suivit la fin des hostilités, mais la situation confuse qui régnait dans la Péninsule et les difficultés de transport empêchèrent toujours le CICR de lui donner le développement nécessaire.

---

## *Chapitre 7*

### **Les détenus et les déportés civils**

Comme l'a déjà montré l'exposé des démarches relatives à la protection des civils en mains ennemies <sup>1</sup>, ceux-ci appartenaient à deux catégories principales :

1) les internés civils proprement dits, ou civils se trouvant, à l'ouverture des hostilités, sur le territoire d'un belligérant, et internés en raison de leur nationalité ennemie ;

2) les civils internés dits détenus et déportés civils, ou aussi déportés administratifs (en allemand, « Schutzhaftlinge »), arrêtés pour des motifs politiques ou raciaux et parce qu'ils étaient considérés comme dangereux pour la sécurité de l'Etat ou des troupes d'occupation. Parmi eux, il y avait des ressortissants des pays satellites de l'Axe et des territoires annexés ou occupés, ainsi que de nombreux Allemands persécutés, notamment des Juifs.

Le présent chapitre a pour objet l'aide matérielle apportée par le CICR aux civils de cette seconde catégorie, internés dans des prisons, des camps de concentration ou des ghettos fermés, et que ne sauvegardait aucun statut défini. Bien qu'elle n'ait jamais pu prendre l'envergure de celle dont bénéficièrent, grâce à la protection de la Convention de 1929, les prisonniers de guerre et les internés civils qui leur étaient assimilés, cette activité de secours fut néanmoins importante, surtout pendant les deux dernières années de la guerre. Elle passa par plusieurs phases qui correspondent aux concessions successives des belligérants en faveur des détenus et déportés civils se trouvant en Allemagne et dans les pays occupés par celle-ci.

---

<sup>1</sup> Voir volume I, page 591.

a) *Première phase (1939-1940): démarches générales.*

Dans les négociations générales concernant les civils, le CICR s'est toujours efforcé de faire prévaloir le principe que les mêmes garanties doivent être reconnues à tous les civils, sans distinction de nationalité, de race, de confession ou d'opinion politique. Toutefois, dans la pratique, la Puissance détentrice lui imposa certaines distinctions qu'il admit à son corps défendant, faute de pouvoir se réclamer sur ce point d'un texte conventionnel. En effet, contrairement à son vœu, le Projet dit de Tokio, qui prévoyait en faveur des civils de toutes catégories en mains ennemies, outre une protection juridique, la possibilité de leur envoyer des secours, ne fut pas intégralement adopté par les belligérants, et seuls les civils de la première catégorie se trouvèrent au bénéfice de l'application par analogie de la Convention de 1929 relative au traitement des prisonniers de guerre <sup>1</sup>. Les détenus et les déportés civils durent donc être l'objet de démarches spéciales auprès de chacun des Gouvernements intéressés.

b) *Deuxième phase (1941): démarches spéciales.*

Lors de l'occupation de la majeure partie du continent européen par les Puissances de l'Axe, des millions de civils tombèrent en leur pouvoir et furent enfermés dans des prisons ou dans des camps de concentration. Comme ces camps se trouvaient principalement en Allemagne et dans les pays occupés par les forces allemandes, le CICR s'adressa en premier lieu au Gouvernement du Reich, sans l'assentiment duquel aucune action de secours n'était évidemment possible.

Or, les Autorités allemandes assimilaient les détenus et déportés civils à des prisonniers de droit commun internés pour des raisons de sécurité, et d'ailleurs, la plupart d'entre eux n'étaient pas des ressortissants de pays ennemis ou en général des étrangers, mais possédaient — ou avaient possédé avant de devenir apatrides — soit la nationalité allemande, soit celle de tel ou tel pays annexé. Les mesures qui les frappaient étaient,

---

<sup>1</sup> Voir volume I, page 594.

par conséquent, du point de vue de l'Allemagne, et des Etats satellites, une affaire de politique purement intérieure dans laquelle le CICR n'avait pas à s'immiscer.

La faiblesse de sa position juridique obligeait ce dernier à procéder avec prudence. Cependant, plus la situation des détenus et des déportés civils s'aggravait, plus il se fit pressant, et plus les Puissances de l'Axe étaient ébranlées, stratégiquement et politiquement, plus il avait de chances de réussir. Ces démarches spéciales, qui concernaient les prisons et les camps de concentration, tant d'Allemagne que des pays annexés ou occupés, furent accomplies en général par l'entremise de la délégation du CICR à Berlin et de la Croix-Rouge allemande, sauf vers la fin de la guerre, où le président du CICR lui-même prit directement contact avec certaines personnalités allemandes qui avaient alors la haute main dans les affaires intérieures du Reich.

En été 1942, le CICR fut informé par la Croix-Rouge allemande que les Autorités d'occupation à Prague avaient permis l'envoi de médicaments au plus grand camp d'Israélites, celui de Terezin, en Tchécoslovaquie. A titre d'essai, quelques colis furent alors expédiés à l'adresse indiquée : « Lagerkommando Theresienstadt » ; mais aucun accusé de réception ne revint à Genève. Terezin, où se trouvaient environ 40.000 Israélites déportés de plusieurs pays, était un ghetto relativement privilégié ; aussi put-il être visité de façon tout à fait exceptionnelle, en juin 1944, par un délégué du CICR à Berlin.

En Slovaquie et en Yougoslavie, les interventions du CICR en faveur des détenus et déportés civils se heurtèrent constamment à l'opposition des Autorités allemandes d'occupation. Les délégués du CICR, qui étaient secondés par les Croix-Rouges slovaque et serbe, ne purent jamais visiter le camp slovaque de Sered, où étaient détenus les Israélites qui devaient être déportés en Allemagne, ni celui de Zemun, près de Belgrade. En revanche, le délégué à Bratislava fut admis deux fois, en novembre 1944, dans le camp de Marianka, où étaient internés quelques Israélites américains.

En Croatie, le délégué du CICR à Zagreb réussit, en janvier 1944, à obtenir du nouveau Gouvernement croate la promesse que la Convention de 1929 serait appliquée par analogie aux

détenus civils. Il dut cependant revenir sans cesse à la charge pour que cette décision de principe fût mise en pratique. L'envoi de secours deux fois par mois ayant été enfin autorisé en juin, les détenus reçurent, pendant un certain temps, des vivres, des vêtements et des médicaments. En juillet 1944, deux mois avant que les Autorités d'occupation n'intervinssent brusquement, le délégué put même visiter les camps de concentration de Jasenovac, Stara Gradiska et Gredjani-Salas. Il ne manqua pas d'attirer l'attention des commandants de camp sur les inconvénients qu'il pourrait y avoir pour eux à laisser brutaliser les détenus et les déportés civils ; cet avertissement ne resta pas sans effet, et le régime de ces camps fut légèrement amélioré.

En Hongrie, le délégué du CICR à Budapest réussit à visiter, en automne 1944, les camps de concentration de Kistarcsa et de Sarvar, où étaient enfermés des détenus et déportés israélites ; il leur distribua des vivres et des médicaments reçus de Genève, ou qu'il avait pu se procurer sur place grâce à des fonds mis à sa disposition.

Il en fut de même en Roumanie, où le délégué du CICR visita les ghettos des Juifs déportés en Transnistrie, c'est-à-dire dans les régions situées entre le Bug et le Dniestr <sup>1</sup>.

En Grèce, les plus grandes difficultés furent déjà surmontées à la fin de 1942. La Croix-Rouge italienne informa le CICR, en date du 11 décembre, que ses délégués à Athènes étaient autorisés à visiter les camps et les prisons situés en territoire occupé par les troupes italiennes, et à distribuer des secours. Le CICR pouvait donc organiser des envois et entreprit aussitôt des démarches à cet effet auprès des Gouvernements et des Croix-Rouges de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, avec l'appui du Gouvernement grec en exil à Londres. En février 1943, les Autorités italiennes permirent même la distribution aux détenus grecs de pièces d'uniformes, pourvu que les insignes militaires en fussent enlevés.

Le régime des camps de concentration et des prisons était sensiblement meilleur en Grèce qu'en Allemagne. Sauf les prisonniers de droit commun, les détenus civils pouvaient rece-

---

<sup>1</sup> Sur la déportation massive des Israélites de Roumanie et de Hongrie, voir volume I, pages 675 et 681.

voir des colis familiaux. Au printemps 1943, la Commission de gestion pour les secours en Grèce <sup>1</sup> accorda une double ration quotidienne à tous les détenus civils répartis dans 7 camps de concentration et 37 prisons, à Athènes et en province. En été 1943, des bateaux suédois amenèrent 40.000 colis standard provenant d'outre-mer, et la délégation du CICR en Grèce organisa, avec l'aide de la Croix-Rouge hellénique, des centres de distribution à Athènes et à Salonique.

Les délégués insistèrent auprès des Autorités allemandes et italiennes pour que les camps qu'ils avaient visités fussent améliorés. Mais ils ne purent jamais pénétrer dans celui de Haidari, près d'Athènes, qui avait la plus mauvaise réputation, et ils ne furent admis dans celui de Goudhi que peu de temps avant la libération des détenus et déportés civils, en octobre 1944. La sous-délégation à Salonique réussit, à partir de 1944, à distribuer régulièrement des vivres dans les camps de Pavlo Mela et de Vassiliades. En mai 1944, un médecin grec écrivait à ce sujet : « Vos paquets comblent un vide immense et deviennent des facteurs extrêmement précieux qui diminuent l'épuisement des détenus civils. »

En Allemagne, le CICR sollicita de la Croix-Rouge allemande, dès le début de janvier 1941, l'autorisation d'envoyer des vivres aux détenus et déportés civils du camp d'Oranienburg, mais la réponse fut négative. Précédemment, une demande semblable du 20 mai 1940 concernant les camps de Drancy, de Compiègne et de l'Afrique du Nord avait déjà été écartée par le ministère des Affaires étrangères du Reich. En été 1942, celui-ci informa le CICR qu'il n'était pas possible d'expédier des colis aux ressortissants allemands dans les camps de concentration. Peu après, cependant, en août, il accueillit plus favorablement une nouvelle requête, et fit savoir au délégué du CICR à Berlin que les détenus étrangers, non seulement à Oranienburg, mais aussi à Dachau pourraient recevoir de leur famille de petits colis de vivres, à condition que le contenu pût en être consommé rapidement. Ainsi, les colis familiaux étaient enfin autorisés pour les détenus et les déportés civils de nationalité ennemie, et c'est le CICR qui en assurait l'expédition.

---

<sup>1</sup> Voir Partie IV, chapitre 2, paragraphe 9.

A la suite d'une démarche faite au mois d'octobre en faveur des détenus civils en Allemagne et en Alsace, les colis familiaux de vivres et de vêtements furent admis pour les détenus de la prison de Haguenau, à l'exception de ceux qui avaient été arrêtés pour des raisons politiques ou pour atteinte à la sécurité du Reich ou des Autorités d'occupation. Dès février 1943, cette tolérance fut étendue à tous les autres camps et prisons d'Allemagne.

Mais le CICR ne se tenait pas pour satisfait du rôle de simple intermédiaire entre les détenus et leurs parents. Il entendait pouvoir expédier lui-même des vivres, des vêtements et des médicaments, et en contrôler la distribution dans les camps. Il insistait en outre pour connaître la situation de ces camps et leurs effectifs par nationalités. Ses efforts ne demeurèrent pas tout à fait vains. En mars 1943, le ministère allemand des Affaires étrangères porta à la connaissance de la délégation du CICR à Berlin que le CICR, ainsi que les Sociétés nationales de la Croix-Rouge, étaient désormais autorisés à envoyer des colis individuels aux détenus et déportés civils étrangers dont ils connaissaient le nom et l'adresse. Cette faveur était toutefois refusée aux détenus accusés de crimes contre le Reich et les forces allemandes. Le nombre des colis était illimité, mais la quantité de vivres envoyés à un détenu désigné ne devait pas excéder ses possibilités de consommation, sinon le surplus serait distribué à ceux de ses camarades qui n'auraient rien reçu. Les délégués du CICR n'étaient pas admis dans les camps de concentration, et il était interdit à la Croix-Rouge allemande et aux commandants de camp de leur communiquer des listes de détenus ou même des renseignements sur les effectifs.

Ainsi, les Autorités allemandes faisaient une concession bien mince, sinon totalement illusoire, puisque, d'une part elles ne toléraient que des colis nominatifs, et, d'autre part, mettaient les expéditeurs hors d'état de se procurer les renseignements indispensables à ce genre d'envois. Néanmoins, sans se laisser décourager, le CICR entreprit aussitôt une action de secours, quoiqu'il ne possédât alors qu'une soixantaine de noms et adresses de détenus civils se trouvant dans des camps en Allemagne.



c) *Troisième phase (1943-1944) : envois de colis individuels et collectifs.*

Le CICR s'ingénia à tourner la difficulté que lui opposaient les Autorités allemandes, et réussit à obtenir, par des voies discrètes et non officielles, les noms et adresses d'un certain nombre de détenus et déportés civils, ce qui lui permit d'envoyer à partir du mois de juin, des secours individuels dans divers camps de concentration.

Le résultat de cette tentative dépassa largement les prévisions. Quelques semaines plus tard, en effet, les premiers accusés de réception arrivaient à Genève, avec la signature des destinataires. De la sorte, le CICR avait déjà recueilli, en août 1943, des quittances de détenus et déportés civils hollandais, norvégiens, français, belges et polonais. Par la suite, il disposa d'un nombre de plus en plus grand de colis destinés aux camps de concentration, et les transmettait, à mesure qu'il avait connaissance de nouveaux noms, à des détenus belges, espagnols, français, grecs, hollandais, italiens, norvégiens, polonais, tchèques et yougoslaves. Ces envois étaient accueillis avec la joie que l'on devine dans les camps où la sous-alimentation faisait des ravages effrayants.

A Genève, le fichier des détenus et déportés civils se développa peu à peu. En effet, la nouvelle de l'arrivée des premiers colis s'était répandue dans les camps, les détenus qui étaient autorisés à correspondre en avisèrent leur famille, et le CICR reçut alors, notamment de Norvège et de Pologne, de nombreuses demandes d'envois de secours, avec les précisions voulues. De plus, des listes lui parvinrent clandestinement.

Le CICR avait ainsi surmonté un premier obstacle. Mais le blocus lui en opposait un autre, non moins grave, car les Alliés ne le laissaient envoyer des colis d'outre-mer que dans les camps où ses délégués pouvaient pénétrer et contrôler la distribution des secours. Or, les seuls camps où ce fût possible étaient ceux des prisonniers de guerre et des internés civils assimilés aux prisonniers de guerre et mis comme eux au bénéfice de la Convention de 1929. Par conséquent, les Autorités de blocus ne permettaient pas au CICR, malgré ses nombreuses démarches <sup>1</sup>,

---

<sup>1</sup> Voir page 29.

d'importer en Europe des marchandises à destination des camps de concentration, où ni ces visites ni ce contrôle n'étaient tolérés par les Allemands. Elles interdisaient, en outre, le transfert des fonds provenant des pays occupés, et déposés chez les Alliés à l'usage des Gouvernements réfugiés à Londres.

Le CICR fut donc contraint de chercher à l'intérieur de la zone du blocus les marchandises nécessaires. Malgré la disette qui régnait dans une grande partie de l'Europe, il put, avec la collaboration de la Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale, se procurer dans les pays balkaniques, et surtout en Roumanie, en Slovaquie et en Hongrie, des quantités importantes de conserves de viande, de biscuits, de marmelade, de sucre et d'autres produits alimentaires. Il paya ces achats avec des fonds qu'il avait réussi à recueillir en Suisse, grâce aux représentants des Gouvernements et des Sociétés de la Croix-Rouge, ainsi qu'à diverses organisations charitables nationales ou étrangères en Suisse. Les marchandises étaient entreposées en port franc à Genève, où l'on confectionna jusqu'à 9.000 colis par jour. Depuis l'automne 1943 jusqu'en mai 1945, c'est ainsi environ 1.112.000 colis, d'un poids total de 4.500 tonnes, qui prirent le chemin des camps de concentration en Allemagne <sup>1</sup>.

Sans doute, le CICR ne pouvait-il pas s'assurer que ces secours étaient remis intégralement à leurs destinataires. Toutefois, c'est un risque qu'il n'hésita pas à courir. D'ailleurs, lorsque des colis étaient confisqués dans certains camps, il en eut assez vite connaissance et suspendit immédiatement les envois ; ce fut le cas, notamment, pour le camp de Mauthausen. Mais, d'une manière générale, cette action de secours se révéla efficace, et parfois des commandants de camp la facilitaient même quelque peu. A cet égard, les témoignages de détenus évadés et les lettres provenant des camps de concentration fournissaient des renseignements fort utiles. C'est ainsi qu'un détenu d'Oranienburg communiqua régulièrement au CICR le nombre exact des colis distribués ou volés. De toute manière, il est indubitable que ces secours ont sauvé des milliers de vies. « Les paquets, écrivait

---

<sup>1</sup> Sur les détails de l'organisation des secours, voir page 365.

un détenu, représentaient une valeur inestimable. Dans certains cas, un seul colis a suffi pour remonter le moral de malades en train de mourir de faim.»

Malgré l'importance du fichier constitué par le CICR, le système des colis individuels avait l'inconvénient de limiter le nombre des bénéficiaires. Afin d'étendre le plus possible le cercle de ces derniers et d'atteindre même les déportés de la catégorie N.N. (Nacht und Nebel) dont nul n'était censé connaître le nom, le CICR décida donc, au cours de l'été 1944, d'expédier des colis collectifs dans les camps de concentration. C'était passer outre aux prescriptions de la Puissance détentrice. Mais celle-ci se montrait enfin un peu moins intransigente depuis le débarquement allié sur le continent et la libération des pays occupés. L'entreprise présentait dès lors des chances de succès qui lui avaient manqué auparavant, et le CICR se devait de la tenter, quoique le contrôle des envois collectifs apparût plus aléatoire encore que celui des envois individuels. Les Gouvernements intéressés le pressaient en effet d'augmenter à tout prix le volume des secours aux détenus civils.

Cependant, comme les ressources de l'Europe ne cessaient de diminuer, il restait à obtenir une atténuation des règles du blocus. Fort heureusement, grâce à l'intervention décisive du «War Refugee Board» à Washington, créé en janvier 1944 par le Président Roosevelt, les Autorités alliées firent droit aux demandes instantes du CICR. Les marchandises américaines accordées à la Commission mixte en faveur des camps de concentration <sup>1</sup>, et qui n'arrivèrent en quantités importantes que vers la fin de 1944, permirent ainsi de secourir des milliers de détenus civils dans les derniers mois de la guerre.

Le renvoi des quittances était interdit par certains commandants de camp, et toléré par d'autres, notamment à Dachau. Les quittances qui revenaient à Genève portaient plusieurs noms (il y en avait parfois jusqu'à 15), lesquels étaient immédiatement classés dans les fichiers de l'Agence centrale des prisonniers de guerre <sup>2</sup>. Pour connaître approximativement

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

<sup>2</sup> Voir des reproductions de ces quittances dans la «Revue internationale de la Croix-Rouge», août 1945, page 612.

l'effectif des camps, le CICR pouvait aussi tirer parti des indications fournies par les détenus civils. Si, par exemple, il était avisé que, dans un camp, sept Polonais s'étaient partagé un colis, il en déduisait que les Polonais de ce camp étaient sept fois plus nombreux que les colis qui leur avaient été envoyés.

Outre les vivres, le CICR expédia dans les camps de concentration une certaine quantité de vêtements, ainsi que des produits pharmaceutiques. Pour les vêtements, il dut se contenter de ce qu'il trouvait sur le marché européen, car la pénurie de textiles était telle qu'aucun pays d'outre-mer n'en autorisait l'exportation. Il se procura des sous-vêtements en fibranne ; d'autre part, grâce à un don du Gouvernement belge, un grand nombre de déportés belges purent recevoir des lainages au cours de l'hiver 1944-1945.

Les envois de produits pharmaceutiques (vitamines, fortifiants et désinfectants) se faisaient sous forme de colis standard, accompagnés d'instructions détaillées qui permettaient aux destinataires d'en utiliser le contenu sans le concours d'un médecin, et comprenant notamment :

- 100 tablettes de décalcit
- 50 tablettes de redoxon
- 40 dragées de protovit
- 20 tablettes de saridon
- 20 tablettes de coramine-caféine
- 20 tablettes d'entéro-vioforme
- 1 tube d'onguent cibazol à 5%, de 20 gr.
- 1 boîte de néocide de 50 gr.
- 1 bande de gaze de 5 cm. × 5 cm.
- 1 bande de gaze de 10 cm. × 5 cm.
- 6 couches d'ouate cellulosique.

Enfin, il faut mentionner les secours intellectuels et spirituels : livres, caisses de vin de messe pour les aumôniers français, bibles et évangiles principalement pour les déportés norvégiens et français.

Des colis furent expédiés à Dachau, Buchenwald, Sangerhausen, Sachsenhausen, Oranienburg, Flossenbourg, Landsberg am Lech, Flöha, Ravensbrück, Hamburg-Neuengamme, Mau-

thausen, Terezin, Auschwitz, Bergen-Belsen, ainsi que dans des camps des environs de Vienne et du centre et du sud de l'Allemagne. Les bénéficiaires étaient surtout des Français, des Belges, des Polonais, des Norvégiens, des Hollandais, des Grecs, des Italiens, et des Israélites apatrides.

Si cette action de secours ne s'étendit malheureusement pas à tous les camps de concentration, c'est parce que beaucoup d'entre eux demeurèrent inconnus du CICR jusqu'à la fin des hostilités. De plus, le blocus l'empêcha pendant longtemps de se procurer des fonds et des marchandises en quantité suffisante, et lorsqu'il y parvint, dans les tout derniers mois de la guerre, les possibilités d'envoi se trouvaient très réduites par la destruction des voies de communication.

d) *Quatrième phase (premier semestre 1945) : accès des délégués du CICR aux camps de concentration.*

Dans le chaos où l'invasion plongeait l'Allemagne durant les derniers mois de la guerre, les camps ne furent plus ravitaillés du tout, et la famine y faisait un nombre grandissant de victimes. Lui-même alarmé de cette situation, le Gouvernement allemand fit enfin savoir au CICR, le 1<sup>er</sup> février 1945, en réponse à une démarche du 2 octobre 1944, qu'il admettait l'envoi de colis individuels ou collectifs aux détenus civils français et belges. Puis, en mars, des entretiens entre le président du CICR et le général des S.S. Kaltenbrunner<sup>1</sup> eurent un résultat plus décisif encore : les secours pouvaient désormais être distribués par le CICR, et un délégué de ce dernier était autorisé à résider dans chaque camp, pourvu qu'il s'engageât à n'en pas sortir avant la fin des hostilités. Ainsi, pour la première fois, les camps de concentration étaient ouverts aux représentants du CICR.

Encore fallait-il, pour tirer parti de cette concession *in extremis*, improviser des transports routiers, car aucun train ne circulait plus en Allemagne. On n'insistera pas ici sur les efforts que le CICR déploya à cette fin, puisqu'un chapitre spécial leur est consacré<sup>2</sup>. Qu'il suffise de dire que des colonnes de camions partirent aussitôt pour l'Allemagne, et que leurs chargements

<sup>1</sup> Voir volume I, page 647.

<sup>2</sup> Voir Partie II, chapitre 3, page 195.

de vivres furent distribués soit dans les camps de concentration, soit aux nombreux détenus évadés ou évacués qui erraient sur les routes et dont la misère était indicible <sup>1</sup>. Du 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril 1945, 300.000 colis d'un poids total de 1.200 tonnes furent envoyés dans les camps de concentration par route et par rail.

Au retour, les camions ramenaient en Suisse des femmes, des enfants, des vieillards et des malades qu'ils trouvaient sur leur passage.

e) *L'après-guerre (deuxième semestre 1945): envois collectifs aux détenus et déportés civils libérés.*

A la fin des hostilités, le CICR continua pendant quelques mois son action de secours en faveur des détenus et déportés civils qui ne pouvaient pas être rapatriés immédiatement et se trouvaient dans les centres dits de personnes déplacées. Il envoya des vivres, des médicaments et des vêtements à Dachau, Munich, Mauthausen, Linz, Innsbruck, Lübeck, Bayreuth, Salzbourg, Leipzig, Prague et Pilsen, au bénéfice de ressortissants polonais, tchèques, baltes, italiens, espagnols, yougoslaves, etc.

Du 15 avril au 30 juin 1945, plus de 300 camions se rendirent ainsi, en 34 colonnes, dans les territoires occupés par les troupes alliées, et y transportèrent 1.030 tonnes de marchandises, à savoir :

- 272 tonnes pour les Français
- 110 tonnes pour les Belges
- 195 tonnes pour les Polonais
- 143 tonnes de colis du « War Refugee Board »  
pour toutes nationalités
- 228 tonnes pour les Israélites
- 82 tonnes pour diverses nationalités (Tchèques,  
Italiens, Hollandais, Yougoslaves, etc.)

En automne 1945, le CICR cessa de s'occuper des personnes déplacées, celles-ci étant désormais secourues par les Autorités alliées, l'UNRRA, et les organisations nationales d'entr'aide.

---

<sup>1</sup> Voir les rapports des délégués et la carte portant les noms des principaux camps de concentration dans la « Revue internationale de la Croix-Rouge », mars 1946, page 246.

## *Chapitre 8*

### **La phase finale de la guerre en Europe**

A partir d'octobre 1944, la tâche du CICR s'alourdit et se compliqua singulièrement.

D'abord, depuis les débarquements alliés sur la côte normande et dans le midi de la France, les colis d'outre-mer n'arrivaient plus ; la seconde de ces opérations et les combats qui en résultèrent suspendirent en outre l'envoi direct des secours de France aux prisonniers français en Allemagne. Heureusement, le CICR put puiser dans les stocks qu'il avait eu la prudence de constituer à Genève. Et grâce au rôle d'intermédiaire qu'il joua, comme il l'avait déjà fait avant l'armistice franco-allemand de 1940, entre la France et son empire colonial d'une part, les camps de prisonniers français d'autre part, le ravitaillement de ces derniers fut maintenu.

Cependant, en Allemagne, la situation empirait de jour en jour. Les rations réglementaires, dès longtemps insuffisantes, n'étaient même plus assurées aux prisonniers. A mesure que les armées allemandes perdaient du terrain à l'est et à l'ouest, les camps de la périphérie devaient être évacués en hâte, si bien que ceux du centre étaient surpeuplés, et que des milliers de malheureux, marchant sans trêve pour gagner leur nouveau lieu de détention, avaient atteint les dernières limites de l'épuisement. Ces transferts continuels et précipités entraînaient en outre un tel brassage de prisonniers qu'on manquait, à Genève, d'informations précises sur les effectifs des camps et la proportion des diverses nationalités, pour ne rien dire des états nominatifs. D'autre part, la destruction des voies ferrées et du matériel roulant paralysait les transports.

Ainsi, jamais l'activité de secours n'avait été plus urgente et plus malaisée à la fois. Elle se poursuivait néanmoins dans des conditions nouvelles appropriées aux circonstances.

Multipliant ses démarches auprès des Autorités alliées, allemandes et suisses, le CICR se procura, en plus des wagons allemands dont il disposait encore, des wagons français, belges et suisses. Il put ainsi continuer ses expéditions aux camps subsistants et accessibles par voie ferrée, et les augmenta même de 25 à 30% pour tenir compte de l'accroissement des effectifs dû à la concentration des prisonniers. Il envoya également des secours importants dans les grands centres de rassemblement de prisonniers, d'internés et de déportés, et constitua des dépôts qui permirent à ses délégués de ravitailler, au moyen de camions, les camps environnants et les colonnes en marche. Un premier train-bloc, composé de 50 wagons de médicaments et de matériel sanitaire quitta la Suisse le 6 mars, afin de créer un centre d'approvisionnement à Moosburg, dans le sud de l'Allemagne. D'autres trains-blocs suivirent, chargés chacun de 500 à 600 tonnes de secours.

Mais beaucoup de camps ne pouvaient pas, ou ne pouvaient plus être atteints par chemin de fer. En ce cas, le CICR utilisait les nombreux camions qu'après des demandes réitérées il avait réussi à obtenir des Alliés. Un premier groupe de camions se dirigea vers les régions de Eger, de Carlsbad et de Marienbad, que traversaient alors des colonnes de prisonniers évacués de Pologne et de Haute-Silésie. Un deuxième fut envoyé dans le nord, et resta affecté au centre d'approvisionnement de Lübeck qui fournissait des secours aux camps des environs et aux colonnes de prisonniers venant de Prusse orientale <sup>1</sup>.

Au moment où ces wagons et ces camions se trouvèrent prêts à entrer en service, les armées d'invasion alliées et soviétiques étaient déjà sur le point de couper l'Allemagne en deux, et le CICR ne pouvait plus communiquer, ni directement, ni par l'intermédiaire de sa délégation à Berlin, avec le Haut Commandement allemand, établi à Torgau. Il prit donc contact, à

---

<sup>1</sup> Pour les détails techniques concernant les trains-blocs et les services de camions, voir Partie II, chapitres 2 et 3, pages 175 et 195.



Constance, avec des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et des S.S. qui s'étaient réfugiés dans le sud de l'Allemagne et dirigeaient en fait la politique intérieure du Reich. Ce sont eux qui autorisèrent les convois à franchir la frontière germano-suisse et à ravitailler tous les camps en Allemagne.

Une autre particularité de l'œuvre de secours durant la dernière phase des hostilités doit être également signalée. A partir de février 1945, le mode ordinaire de distribution ne fut plus praticable. Les colonnes de camions ne savaient pas d'avance de quelle nationalité seraient les prisonniers rencontrés, et il est clair que, lorsque les délégués se trouvaient, dans un camp ou sur une route, en présence d'hommes mourant de faim, ils ne pouvaient, sous aucun prétexte, refuser aux uns ce qu'ils accordaient aux autres. On recourut alors au système du « pooling », ainsi appelé parce que les colis standard de vivres expédiés par le CICR étaient, dans chaque camp, mis en commun quelle que fût leur provenance (américaine, britannique, française, belge, etc.), sous la garde des hommes de confiance des nationalités représentées, puis distribués en quantités égales à tous les prisonniers et internés civils alliés. On alla d'ailleurs plus loin dans cette voie. Par télégramme du 18 avril 1945, le CICR fit savoir aux commandants de 62 camps que les secours devaient être répartis entre tous les prisonniers sans aucune distinction ; de la sorte, les prisonniers russes, italiens, roumains et autres en bénéficièrent eux aussi. Et peu après, le « pooling » fut étendu même aux détenus et déportés civils.

Comme l'abandon du système régulier des distributions par nationalités ou groupes déterminés ne souffrait aucun délai, le CICR s'y décida sans avoir obtenu le consentement préalable des donateurs. Mais la plupart de ces derniers, notamment les Croix-Rouges américaine et britannique, ainsi que les Gouvernements français et belge, lui firent savoir qu'ils étaient d'accord. D'autres Croix-Rouges se contentèrent d'une approbation tacite. Du reste, dans une note du 17 août 1944 adressée à toutes les Puissances belligérantes, et traitant du « ravitaillement des prisonniers, internés et civils en Europe à la cessation des hostilités », le CICR avait déjà fait allusion à l'éventualité du « pooling », disant notamment : « Si l'Etat détenteur était

désorganisé et s'il était indispensable d'effectuer des envois de secours, il serait, du point de vue humain comme du point de vue pratique, difficile, sinon impossible, d'envisager le ravitaillement de ressortissants de certaines nationalités et de certaines catégories de personnes seulement. Si un tel ravitaillement était envisagé, il devrait, nous semble-t-il, s'appliquer, autant que possible, sans distinction aux divers prisonniers de guerre, travailleurs et déportés qui se trouveraient dans le secteur ravitaillé ».

#### LE RAVITAILLEMENT DES DIFFÉRENTS SECTEURS EN ALLEMAGNE

Il convient maintenant de fournir quelques précisions techniques et numériques sur l'œuvre de secours accomplie en faveur des prisonniers de guerre depuis octobre 1944 jusqu'à l'armistice de mai 1945.

Selon les informations du Haut Commandement américain en Europe, il y avait, en mars 1945, environ 2.200.000 prisonniers alliés répartis dans plus de 70 camps, et notamment :

|                      |                     |
|----------------------|---------------------|
| 75.850 Américains    | 10.200 Hollandais   |
| 65.700 Belges        | 87.100 Italiens     |
| 199.500 Britanniques | 69.300 Polonais     |
| 754.600 Français     | 784.300 Russes      |
|                      | 122.100 Yougoslaves |

Comme on l'a dit, la retraite de l'armée allemande entraîna l'évacuation des camps menacés de tomber aux mains de l'ennemi. Les prisonniers américains et britanniques furent en majeure partie conduits à l'est, et les prisonniers russes et polonais à l'ouest, de façon que les évadés ne pussent pas rejoindre leurs propres troupes. Plus tard, l'avance continuelle des Alliés et des Russes contraignit les Autorités militaires allemandes de prendre d'autres dispositions ; elles rassemblèrent tous les prisonniers de guerre au centre du pays, dans les trois secteurs principaux de Lübeck au nord, d'Alterngrabow au centre, et de Moosburg au sud.

Ces transferts s'effectuaient dans des conditions extrêmement pénibles. Les prisonniers n'avaient que quelques heures pour

se préparer à partir ; par suite de la destruction des voies ferrées et de la pénurie de matériel roulant, ils devaient couvrir à pied les longues distances qui les séparaient de leurs nouveaux camps, et il n'était pas rare qu'on leur imposât des marches journalières de 40 à 50 km., pendant 8 à 10 jours. De plus, les vivres manquaient, de sorte que le CICR eut à ravitailler, non seulement les camps, mais aussi les colonnes de prisonniers et de détenus qui cheminaient à travers le Reich.

a) *Secteur de l'Est.*

L'évacuation du secteur de l'Est commença en janvier 1945. Elle avait été précédée, en octobre 1944, par la reddition, à Varsovie, du général polonais Bor-Komorowski et de son armée dite secrète. Or, aux termes de l'acte de capitulation, les Autorités allemandes avaient accordé le bénéfice de la Convention de 1929 à tous les combattants polonais capturés depuis le début du soulèvement, y compris les femmes. Pour la première fois, le CICR dut donc secourir quelques milliers de prisonniers de guerre de sexe féminin, sans parler des enfants qui avaient accompagné leur mère en captivité. La Croix-Rouge polonaise et diverses organisations polonaises à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, l'aidèrent dans cette tâche par des dons généreux. L'action en faveur des insurgés polonais fut la dernière qui ait pu se conformer à la règle de la distribution par nationalités.

Les prisonniers évacués du secteur de l'Est appartenaient à toutes les nationalités. Au camp de Luckenwalde, par exemple, se trouvèrent rassemblés tous les prisonniers américains de l'Oflag 64 et du Stalag III B, des Britanniques du Stalag Luft III de Sagan, des Polonais détenus jusqu'alors en Hongrie, des Norvégiens transférés de Schildberg, des prisonniers italiens et français. Les délégués du CICR purent visiter ce camp et y distribuer à tous ces prisonniers sans distinction 150.000 colis américains acheminés en février par voie ferrée.

Les prisonniers de Haute-Silésie gagnaient l'ouest à travers la Tchécoslovaquie. Sur les routes, on rencontrait aussi les détenus et déportés civils qui avaient quitté des camps de concentration de l'est et se dirigeaient, soit vers le camp de

Hamburg-Neuengamme, soit vers celui de Dachau dans le sud de l'Allemagne. La confusion fut à son comble lorsqu'aux interminables colonnes des prisonniers, des internés civils et des déportés vinrent se joindre les réfugiés civils de Bessarabie, de Pologne, d'Ukraine, etc., considérés comme de race allemande (Volksdeutsche).

b) *Secteur du Nord.*

A partir de février 1945, les transferts achevés ou en cours affectèrent plus du quart de tous les prisonniers alliés en Allemagne, et le CICR dut entreprendre d'urgence la tâche gigantesque de ravitailler les différents centres de rassemblement, malgré la crise de plus en plus aiguë des transports. Pour le secteur du Nord, il utilisa des colis entreposés à Gøteborg et envoyés à Lübeck, où la délégation du CICR avait constitué un grand dépôt de vivres. De ce dépôt, qui recevait également des marchandises de Suisse par camions, la distribution se faisait autant que possible par chemin de fer, mais l'arrivée des envois était des plus incertaines. Les lettres des hommes de confiance se perdaient souvent. D'autres, qui parvenaient à Genève avec des retards considérables, montraient que les colis avaient mis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, pour atteindre leur destination.

A la requête des Autorités allemandes et selon leurs indications, la délégation du CICR à Berlin organisa sans retard une action de secours sur les routes suivies par les prisonniers de guerre et les internés civils. Une grande partie de ceux-ci se trouvant dans les environs de Neubrandenburg, elle y installa un centre d'approvisionnement. Elle put se procurer deux camions, et demanda aux Chemins de fer allemands de mettre 18 wagons à sa disposition. Le 12 février, les 2 camions furent chargés de vivres au dépôt du CICR à Lübeck, et partirent pour Neubrandenburg. Ils gagnèrent d'abord la région de Rostock-Anklam et, en cours de route, déposèrent des marchandises à Demmin pour les différents groupes de prisonniers qui y étaient déjà arrivés. Une fois obtenus, les wagons permirent d'amener un important chargement de vivres à Neubrandenburg.

Dès son arrivée dans cette localité, le délégué du CICR établit, en collaboration avec les Autorités allemandes, un plan général de ravitaillement des colonnes de prisonniers en marche. Afin d'atteindre celles qui s'avançaient sur les routes secondaires, des dépôts furent créés à Anklam, Waren, Neustrelitz, Pardim, Demmin et Teterow. Le délégué organisa la remise des quittances, ainsi qu'un système de contrôle pour éviter les pertes.

Les prisonniers en marche reçurent chacun un colis. Quelques milliers de ceux-ci furent laissés dans les dépôts susmentionnés. Enfin, on ravitailla, à raison d'un colis par homme, les camps suivants :

|                                     |                                    |       |       |
|-------------------------------------|------------------------------------|-------|-------|
| Oflag 64                            | Neubrandenburg . . . .             | 680   | colis |
| Luftlager IV                        | Gross-Tychow . . . .               | 6.500 | »     |
| Oflag II D                          | Gross-Born . . . .                 | 5.000 | »     |
| Oflag 65                            | Berkenbrügge . . . .               | 1.500 | »     |
| Oflag II B                          | Arnswalde. . . .                   | 2.300 | »     |
| Groupe de prisonniers américains    |                                    |       |       |
|                                     | venant de Hammerstein . . . .      | 485   | »     |
| Groupe de prisonniers britanniques  |                                    |       |       |
|                                     | venant du Stalag XX B . . . .      | 1.000 | »     |
|                                     | Wehrmachtsgefängnis Graudenz . . . | 1.000 | »     |
| Prisonniers nouvellement arrivés au |                                    |       |       |
|                                     | Stalag II A, Neubrandenburg . . .  | 1.500 | »     |

Pour mener à chef cette action de secours dans le plus bref délai possible, il fallut travailler jour et nuit. A Neubrandenburg même, les distributions se firent sous la direction de l'homme de confiance français et en parfait accord avec ses collègues, le britannique, l'américain, le polonais et le yougoslave. Au cours de leurs nombreux déplacements, les camions recueillirent les prisonniers malades, et les conduisirent au lazaret de Neubrandenburg.

Tout en maintenant une liaison avec le centre d'approvisionnement de Neubrandenburg, les délégués du CICR en Allemagne du Nord se rendirent ensuite dans la région de Lübeck-Hambourg, à la rencontre des prisonniers venant de l'est ; ils les ravitaillèrent au moyen de camions mis à la disposition du CICR par les Croix-Rouges américaine et suédoise.

Six autres camions quittèrent Genève le 7 mars 1945, emportant 20.000 litres d'essence, et parvinrent à Lübeck au moment où de grandes masses de prisonniers alliés arrivaient dans la région. Pour les ravitailler, il importait de décharger d'urgence les bateaux venant de Gøteborg. Ne pouvant accomplir cette tâche toute seule, la délégation du CICR s'assura l'aide volontaire de prisonniers français de l'Oflag X B, à Lübeck, un camp dit « de représailles » où étaient détenus les officiers réputés gaullistes, ou coupables de tentatives d'évasion, ou israéliques.

En Allemagne du Nord, on distribua des secours (colis de vivres standard et « medical kits ») parvenus en Europe par Gøteborg. C'est par ce port également que passèrent des vêtements pour les prisonniers français, fournis par la Croix-Rouge américaine, ainsi que des « conforters » pour les prisonniers américains et quelques couvertures pour les prisonniers britanniques.

c) *Secteur du centre.*

L'approche des armées alliées et soviétiques empêcha presque complètement l'envoi de trains et de camions dans le secteur du centre. En particulier, il fallut renoncer à établir un dépôt de secours à Altengrabow, où se trouvait le Stalag XI A devenu un grand camp de rassemblement, car ce village ne pouvait être atteint, ni de Suisse, ni de Lübeck. Les prisonniers n'eurent donc d'autre ravitaillement que les colis que des avions alliés réussirent à leur parachuter ; en revanche, ils furent libérés plus vite que ceux des autres secteurs.

Des convois routiers qui devaient se rendre au Stalag IV B à Mühlberg, à l'Oflag IV C à Codlitz, au Stalag IV G à Oschatz, et au Stalag IV A à Hohenstein ne purent parvenir à destination et furent déchargés à Moosburg dans le secteur du sud.

d) *Secteur du sud.*

Etant limitrophe de la Suisse, le secteur du sud fut le mieux ravitaillé de tous, et, de plus, c'est à lui que furent attribués les secours qu'il était impossible d'acheminer jusqu'au secteur de centre.

Un représentant du CICR rencontra à Uffing, en Bavière, les représentants du ministère des Affaires étrangères, du Haut Commandement de l'armée et des SS, et leur fit savoir que le CICR désirait créer des entrepôts dans ce secteur. Tout en admettant que ces entrepôts étaient indispensables, les délégués allemands insistèrent d'abord pour qu'ils ne fussent pas établis à proximité de camps de prisonniers de guerre, puis finirent par reconnaître, avec le CICR, qu'on ne pouvait pratiquement pas choisir un autre emplacement que Moosburg, village de Bavière situé sur l'Iser, au nord de Munich, où se trouvait le Stalag VII A, devenu camp de rassemblement, et qui abrita jusqu'à 80.000 et même 100.000 prisonniers de toutes nationalités. C'est là que, les 6 et 28 mars et le 12 avril, furent expédiés trois trains-blocs de 50 wagons chargés de vivres et de médicaments, et convoyés par des délégués du CICR. L'un de ces trains, dont l'arrivée fut saluée avec joie par les prisonniers, servit au ravitaillement du Stalag VII A lui-même, tandis que le chargement des deux suivants fut transporté par camions dans les camps des environs.

A Moosburg, tous les entrepôts se trouvaient occupés par des civils qui avaient fui Munich à la suite de bombardements. On ne savait donc où abriter les marchandises. Cependant, avec l'aide du chef de gare et du commandant de camp, le délégué du CICR put finalement disposer d'une grange et de trois autres entrepôts, sans compter l'entrepôt de la gare. Sous sa direction, les prisonniers français et britanniques déchargèrent les 93.312 colis avec une extrême rapidité ; le train repartit aussitôt et, le 11 mars, il arrivait à Buchs, à la frontière suisse. La garde des dépôts était assurée par 6 sous-officiers français, 5 britanniques et 5 américains, eux-mêmes surveillés par des patrouilles de soldats allemands.

Le 4 avril, deux autres trains-blocs furent dirigés sur le Stalag XIII A à Sulzbach, et le Stalag XIII B à Weiden. Malheureusement, les opérations militaires les empêchèrent de passer, et il fallut les détourner sur Moosburg. Deux trains spéciaux de 20 wagons allemands chacun, non convoyés par des délégués du CICR, ne purent pas non plus parvenir à leur destination, le Stalag V B à Villingen, et les secours qu'ils transportaient furent distribués à des prisonniers de la région d'Augsburg.

Comme la place manquait à Moosburg, les Autorités allemandes prièrent le CICR de créer un nouveau dépôt dans la petite ville de Ravensburg, à 20 km. du lac de Constance, où de grands locaux pourraient être mis à sa disposition exclusive. Ce dépôt, placé sous la surveillance de délégués du CICR, permettait de stocker 7.000 tonnes de marchandises ; en outre, les camions du CICR pouvaient y être garés, réparés et ravitaillés en essence.

Deux trains-blocs, comprenant au total 110 wagons, partirent donc en avril pour Ravensburg, d'où les secours furent acheminés par camions sur les camps de prisonniers de guerre et les camps de concentration situés dans un rayon de 300 km. Ravensburg fut bientôt évacuée par les forces allemandes et occupée par les troupes françaises. Pendant ce temps, les convois du CICR continuèrent leurs voyages en passant au travers des lignes françaises. On put ainsi ravitailler immédiatement les prisonniers libérés. Durant les jours qui avaient précédé l'avance française au delà de Ravensburg, le délégué du CICR distribua environ 24.000 colis de vivres à des prisonniers de guerre alliés qui se trouvaient dans des détachements de travail ou sur les routes.

Le CICR procéda de même, pendant la deuxième quinzaine d'avril, à Landeck dans le Tyrol, près du col de l'Arlberg. Il avait appris, en effet, que de grandes masses de prisonniers évacués de la Haute et de la Basse-Autriche se dirigeaient d'une part vers le Tyrol, et d'autre part vers les régions de Passau et de Braunau. Un de ses délégués constata la présence de quelques milliers de prisonniers au camp de Landeck, qui dépendait du Stalag XVIII C à Markt-Pongau où affluaient de nombreuses colonnes. Deux trains-blocs furent donc déchargés à Landeck, mais des distributions importantes de secours ne purent avoir lieu qu'après la capitulation, car jusqu'à ce moment, l'embouteillage des routes rendait tout transport impossible.

\* \* \*

On peut affirmer que les actions de secours de l'hiver 1944-1945 et du printemps 1945 sauvèrent la vie à des dizaines de milliers d'hommes.



Les Croix-Rouges alliées contribuèrent efficacement à ce résultat, non seulement en envoyant à Genève de grandes quantités de marchandises, mais aussi en obtenant des Gouvernements certaines facilités de transport.

Les hommes de confiance rendirent, eux aussi, d'appréciables services, car ce sont eux qui renseignaient le CICR sur les effectifs et les besoins des prisonniers, sur les voies de communication et sur la meilleure manière d'acheminer les marchandises dans chaque camp. De plus, les équipes ou comités que formaient tous les hommes de confiance d'un camp se firent souvent reconnaître par les Autorités détentrices des droits étendus en ce qui concernait le contrôle et la distribution des secours.

Pour sa part, le CICR intervint sans se lasser auprès des Autorités alliées et allemandes, jusqu'à ce qu'elles lui eussent accordé les moyens de poursuivre son œuvre humanitaire. Son expérience, son autorité morale, et surtout la confiance qu'il inspirait à tous les belligérants par son impartialité, lui permirent de jouer, au bénéfice des victimes de la guerre, son rôle traditionnel d'intermédiaire neutre, même durant la période où le conflit, touchant à sa fin, atteignait aussi son paroxysme.

---

## Chapitre 9

### La période de rapatriement

Bien que les Croix-Rouges américaine et britannique eussent déclaré d'avance qu'à la fin des hostilités, les Autorités militaires alliées prendraient soin elles-mêmes des ressortissants des Nations Unies qu'elles trouveraient dans leurs zones respectives d'occupation, la tâche du CICR ne se termina pas lors de l'armistice en Europe. Le Haut Commandement militaire interallié (SHAEF) <sup>1</sup> le chargea en effet de l'aider à ravitailler les prisonniers de guerre alliés qu'on n'avait pas la possibilité matérielle de rapatrier immédiatement.

Cette action de secours se heurta à de grandes difficultés en raison de la pénurie de moyens de transport, du manque de communications télégraphiques directes avec les différentes régions de l'Allemagne, et surtout de la masse énorme de gens soudainement libérés, car les centaines de milliers de prisonniers de guerre ne se trouvaient pas seuls dans ce cas, mais il en était de même pour les travailleurs civils, ainsi que pour les détenus et les déportés civils, qui se comptaient les uns et les autres par millions. Ces libérés avaient le statut, soit d'ex-prisonniers de guerre (RAMP) <sup>2</sup>, soit de « displaced persons » <sup>3</sup>.

Dès le 8 mai 1945, sans attendre qu'un accord eût été conclu avec le Haut Commandement militaire interallié, le CICR poursuivit son action de secours, dans la mesure des possibilités de transport et sur la base des informations que lui communiquaient, d'une part, ses délégués, d'autre part, les représentants

---

<sup>1</sup> SHAEF = Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces.

<sup>2</sup> RAMP = Recuperated Allied Military Personnel.

<sup>3</sup> Au sujet des « displaced persons », voir le chapitre 11, page 123.

de SHAEF. A cet effet, il expédia en Allemagne, par rail et par route, de grandes quantités de vivres, de médicaments, de tabac, de savon et de vêtements. Le centre de distribution de Ravensburg fut maintenu, sous le contrôle d'une sous-délégation permanente ; quant à la sous-délégation de Landeck, dans le Tyrol, elle disposait également d'un certain stock, et la délégation du CICR à Uffing, en Bavière, s'occupa de distribuer les secours déposés à Moosburg.

Des pourparlers entre des représentants de SHAEF et du CICR eurent lieu à la frontière germano-suisse, à Kreuzlingen, les 22 et 25 mai, et à Paris au mois de juin. Ils avaient pour objet d'adapter le système de ravitaillement des ressortissants des Nations Unies aux conditions de rapatriement, et d'assurer une liquidation rationnelle des stocks confiés au CICR en Suisse et à l'étranger. Ces stocks devaient servir à compléter les rations fournies par les Autorités militaires alliées aux ex-prisonniers de guerre et aux ex-internés civils en Allemagne, jusqu'au moment de leur rapatriement.

Selon les nouveaux arrangements, le CICR prélevait sur le « pool général » créé au moyen des stocks de provenance anglo-américaine en Suisse, les marchandises qu'il expédiait à la demande expresse des représentants du Haut Commandement militaire interallié et conformément à leurs instructions. Le « pooled stock » entreposé en Suisse comprenait, au 1<sup>er</sup> juin 1945, approximativement 30.000 tonnes de vivres. Des secours, en quantités relativement faibles, qui étaient la propriété des Croix-Rouges alliées et qui n'avaient pas été versés au « pool général », étaient distribués selon les vœux des donateurs, pour autant que le CICR disposait des moyens de transport nécessaires. Quant aux secours qui ne faisaient pas partie du « pool général » et se trouvaient encore dans les ports de Lisbonne et de Toulon, le CICR les rendit aux donateurs.

Grâce à un système de transports par avions, le rapatriement des ex-prisonniers de guerre et des ex-internés civils ressortissants des Nations Unies s'effectua avec une extrême célérité. Selon des informations de SHAEF, environ 1.500 avions de transport et bombardiers participèrent, en mai, à cette opération, et transportèrent jusqu'à 36.000 personnes par jour, lorsque

les conditions météorologiques étaient favorables. Aussi n'utilisa-t-on, pour le ravitaillement de ces ex-prisonniers, qu'une petite partie des stocks disponibles. Sur décision du Haut Commandement militaire interallié et du ministère français des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, le solde fut alors attribué aux personnes déplacées ressortissantes des Nations Unies <sup>1</sup>, sauf 4 millions de colis standard américains réservés aux besoins éventuels des ex-prisonniers de guerre.

---

---

<sup>1</sup> A ce sujet, voir chapitre 11, page 123, où sont exposées les difficultés inattendues auxquelles se heurta la transmission des colis et surtout du stock pharmaceutique aux organisations désormais compétentes. Sur le ravitaillement des prisonniers de guerre ressortissants des pays de l'Axe, voir chapitre 10, page 103.

## *Chapitre 10*

### **Secours aux prisonniers de guerre de l'Axe après les hostilités**

#### **§ 1. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES**

A la fin des hostilités en Europe, l'activité de secours du CICR en faveur des prisonniers de guerre reprit, par la force des choses, le caractère qui avait été le sien au début du conflit. A ce moment, un des belligérants était pour ainsi dire seul à détenir des prisonniers, de sorte que les interventions du CICR, quoique fondées en principe sur la réciprocité, étaient en fait presque complètement unilatérales. Dès l'automne 1945, il n'y eut plus, à l'inverse, que des prisonniers ressortissants des pays de l'Axe, surtout des Allemands, des Autrichiens, des Hongrois, des Italiens, des Japonais.

Or, l'un de ces pays au moins, l'Allemagne, avait disparu en tant qu'Etat, et le statut de prisonnier de guerre ne fut point octroyé d'emblée aux soldats allemands qui avaient déposé les armes lors de la capitulation <sup>1</sup>. Certes, les Autorités militaires firent assez vite une différence entre les criminels de guerre, auxquels les Conventions de Genève ne s'appliquaient évidemment pas, et tous les autres détenus des pays de l'Axe, en particulier de l'Allemagne. Mais l'opinion publique et beaucoup de fonctionnaires subalternes étaient portés à voir les choses de façon beaucoup plus sommaire, surtout dans les pays qui avaient cruellement souffert au cours des hostilités.

Bien que le CICR n'eût pas à se prononcer sur le fond de la question, c'était là un fait dont il devait bon gré mal gré tenir

---

<sup>1</sup> Voir volume I, page 562.

compte, et qui lui imposait une certaine prudence dans l'exercice de ses fonctions d'intermédiaire neutre et de son droit d'initiative. N'ayant d'autre ambition que d'apporter l'aide la plus efficace possible à ceux qui en ont besoin, il choisit, dans chaque cas, les meilleurs moyens d'atteindre ce but. C'est ainsi qu'il ne jugea pas opportun de solliciter, par un appel public, des dons en faveur des prisonniers des pays de l'Axe après la fin des hostilités.

Le CICR avait indubitablement le devoir de s'entremettre dans l'intérêt de ces vaincus, et, de fait, c'est à eux que, dès la fin de 1945, il voua le plus clair de ses efforts. Il n'y avait là, en dépit des apparences, nulle partialité, car c'est dans son ensemble qu'il convient d'apprécier l'action du CICR au cours d'un conflit déterminé. Or, si l'on embrasse d'un coup d'œil la deuxième guerre mondiale et ses suites, on constate que, de 1939 à 1943, seuls ou presque seuls les ressortissants des Nations Unies reçurent une aide morale et matérielle importante, qu'en 1944 et pendant une partie de 1945, la balance pencha encore quelque peu en leur faveur, et qu'à cet égard, la situation ne se retourna tout à fait que dans l'après-guerre. Durant cette période, les interventions du CICR n'étaient plus nécessaires que pour les soldats des pays vaincus. D'ailleurs, les Puissances occidentales, qui en avaient si largement bénéficié jusqu'alors, les admirent sans hésitation, et même les facilitèrent, malgré l'impossibilité où elles se trouvaient d'accorder à ces prisonniers un traitement strictement conforme aux Conventions de la Croix-Rouge et aux principes humanitaires.

Le CICR ne se heurta donc qu'à peu d'obstacles d'ordre diplomatique ou administratif. En revanche, il fut gêné, du moins en ce qui concernait l'assistance matérielle, par l'extrême modicité de ses ressources. De 1945 à 1947, en effet, ses seules disponibilités furent les suivantes : pour les prisonniers allemands, le solde des secours transmis antérieurement par la Croix-Rouge et le Gouvernement allemands ; pour les prisonniers allemands et autrichiens, le produit de collectes faites parmi les prisonniers allemands détenus aux Etats-Unis, qui jouissaient encore d'une aisance relative. Dans le cas des prisonniers italiens, les choses furent un peu plus faciles. L'exposé qui suit prendra surtout en

considération les secours aux prisonniers allemands, parce que ce sont eux qui posaient de façon typique les divers problèmes de l'aide matérielle aux soldats vaincus.

Les collectes auxquelles on vient de faire allusion avaient été spontanément organisées, au cours de l'année 1944, dans quelques camps de prisonniers allemands aux Etats-Unis, et le produit en avait été remis à la délégation du CICR à Washington, laquelle put ainsi distribuer des subsides dans des cas spéciaux. D'autres camps ayant suivi cet exemple, la somme en question, qui était de \$ 1.220 à la fin de 1944, avait passé à \$ 12.000 en avril 1945. Lorsque, peu après, les contributions des Autorités et de la Croix-Rouge allemandes eurent cessé complètement, le CICR pria sa délégation de garder ce montant en réserve pour une action générale en faveur des prisonniers allemands, et d'encourager de nouvelles collectes. Les dons affluèrent alors de tous les camps, si bien que le fonds de secours s'éleva à \$ 200.000 en août 1945, puis à \$ 759.000 à la fin de l'année, pour atteindre \$ 1.900.834 en juin 1946, au moment où les derniers prisonniers allemands et autrichiens quittaient les Etats-Unis.

Les Autorités américaines ne permirent ces collectes qu'à la condition qu'aucune affectation spéciale des fonds ne fût imposée par les donateurs, et que le CICR eût pleine liberté d'user de ces fonds sans distinction de nationalité, de race ou de religion. Il fut cependant admis que les hommes de confiance fissent part à la délégation du CICR des préférences de leurs camarades. Ainsi, beaucoup de camps s'intéressaient plus particulièrement aux victimes des camps de concentration, d'autres à la population civile allemande et autrichienne, aux prisonniers nécessaires, aux enfants européens, etc.

Compte tenu de ces vœux, le CICR disposa de 60% environ de la somme totale pour les prisonniers allemands et autrichiens, le reste étant attribué à des actions en faveur de civils, ainsi qu'à la constitution d'une réserve de \$ 500.000 pour le transport du « Surplus Kit », œuvre dont on parlera plus loin. Mais comme ce dernier montant ne fut pas utilisé selon les prévisions, \$ 250.000 purent être libérés dès l'automne 1946, et servir également à l'achat de secours pour les prisonniers allemands.

Ces moyens étaient, encore une fois, ridiculement faibles.

Qu'on en juge. La valeur des envois faits aux prisonniers allemands, de l'été 1945 à l'été 1947, ne s'éleva qu'à environ 19 millions de francs suisses, et c'est à peu près ce qu'il en coûtait auparavant pour secourir, pendant dix jours seulement, les prisonniers alliés, dont l'assistance revint au total à plus de 3 milliards de francs. De surcroît, le nombre des prisonniers allemands, autrichiens, hongrois, japonais, etc., dépassait de beaucoup, au début de la période d'après-guerre, le maximum atteint par les effectifs des prisonniers alliés, et, en 1947, son niveau était encore supérieur à un million d'hommes, sans compter ceux qui étaient aux mains des Autorités soviétiques. Aussi le CICR dut-il parfois élaborer des programmes de secours, alors qu'il ne disposait même pas d'un franc par prisonnier à secourir.

Sa façon d'agir porta tout naturellement la marque de cette indigence. Tandis que, pendant les hostilités, il s'était souvent borné à transmettre ce qu'on lui offrait en faveur des prisonniers, il devait maintenant rechercher activement des donateurs, et c'était là, pour les raisons politiques et psychologiques indiquées plus haut, une tâche fort ingrate. En outre, faute de pouvoir fournir par lui-même des secours suffisants, il lui fallait apporter aux prisonniers une aide surtout indirecte, en intercédant auprès des Puissances détentrices pour qu'ils fussent traités comme l'exigent les Conventions et les principes humanitaires. Mais, du moins dans les pays de l'Europe occidentale (où la libération des prisonniers fut plus tardive que dans ceux d'outre-mer), la guerre et l'occupation avaient laissé des traces profondes et douloureuses : ruines et pertes de toute sorte, appauvrissement économique, sentiments de rancune contre l'envahisseur. Il importait donc de veiller que les prisonniers eussent le moins possible à pâtir de cette situation ; si leur régime fut progressivement amélioré, c'est en partie à la sollicitude du CICR qu'ils en sont redevables, et en partie aussi, il faut le dire, à la bonne volonté dont firent preuve, toujours davantage, les Etats responsables.

Les disponibilités du CICR en nature et en espèces étaient trop réduites pour pouvoir être réparties également entre tous les prisonniers. Force était d'aider de préférence ceux qui se



trouvaient sous un climat rude ou dans des pays incapables de leur procurer le ravitaillement strictement nécessaire. C'est ainsi que les soldats allemands en Pologne et en Yougoslavie reçurent souvent plus, par tête, que leurs camarades détenus en France et en Afrique du Nord, tandis qu'on se contentait d'envoyer des secours intellectuels dans les camps du Proche-Orient, d'Australie, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, etc. Mais ce n'était point encore assez que de restreindre le nombre des bénéficiaires ; il fallait se résigner même à ne donner satisfaction qu'aux besoins les plus urgents. Aussi le CICR n'acheta-t-il que des produits pharmaceutiques, une petite quantité de produits diététiques, du linge d'hôpital, des sous-vêtements, des fournitures pour tailleurs et cordonniers, et enfin le plus possible de chaussures. En revanche, il lui parut sage de renoncer presque entièrement aux secours en vivres, d'abord parce que, même en négligeant tous les autres, sa contribution dans ce domaine eût été dérisoire, et ensuite parce qu'en ce qui concernait la nourriture, les Etats détenteurs, ainsi qu'il le constata, pouvaient tenir plus largement compte de ses recommandations.

Les moyens d'action du CICR étaient donc, on le voit, très limités, et cela d'autant plus qu'il devait toujours garder un minimum de réserves (elles furent souvent inférieures à un demi-million de francs) pour pouvoir faire face d'urgence à des besoins imprévus, par exemple pour lutter contre une épidémie, pour ravitailler des camps établis dans des régions reculées et dont l'existence ne lui aurait été signalée que tardivement, et aussi pour donner suite aux demandes des prisonniers rapatriés.

Le problème des frais de transmission des secours ne fut pas non plus facile à résoudre. Comme le système de la taxe <sup>1</sup> n'était applicable qu'aux secours en faveur des prisonniers alliés, et que, d'autre part, le produit de ce qu'on pourrait appeler la taxe allemande était tombé à zéro, ces frais ne pouvaient être couverts que par le solde des versements que le Gouvernement allemand avait faits à cette fin. Le solde en question s'élevait à fr. 613.097,52 au 1<sup>er</sup> janvier 1946 ; il n'était plus que de

---

<sup>1</sup> Voir page 290.

fr. 443.088,22 au 30 juin 1947. Mais le CICR, qui tenait à la garder en réserve pour parer à des déficits d'exploitation, dut prélever, sur les sommes destinées à l'achat de secours, un pourcentage en dédommagement de diverses dépenses, à savoir les frais d'administration à Genève et dans les délégations (pour autant qu'ils étaient imputables à l'œuvre de secours matériels), les frais d'entreposage, de censure des envois, de réemballage, de chargement, et enfin les frais de transports (quand la franchise n'était pas accordée). Au cours de l'année 1946, un système de réserve comptable fut institué : 20% de tout versement en faveur d'une action déterminée étaient mis en compte de frais, et le solde inutilisé était ensuite viré au compte de marchandises.

Toutefois, l'on pouvait se demander jusqu'à quel point ces retenues étaient légitimes, s'agissant de fonds remis au bénéfice exclusif des prisonniers. Certains donateurs, il est vrai, surent épargner de tels scrupules au CICR. Par égard pour son œuvre humanitaire, les maisons suisses de produits pharmaceutiques, notamment, lui avaient accordé, pendant les hostilités déjà, un rabais de 30% sur le prix de gros des marchandises qu'il leur achetait. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1946, la moitié de ce rabais, lequel avait jusqu'alors profité intégralement aux prisonniers, fut versé à un compte de réserve de frais. Joint au solde des versements allemands mentionné plus haut, ce compte permit, avec l'autorisation des donateurs, de combler les déficits de gestion des services de secours matériels. En effet, ce que le CICR prélevait sur les réserves comptables, à savoir 2% en 1946 et 5% en 1947, ne couvrait plus les frais de ce genre. Il est vrai que, pendant la guerre, une taxe en moyenne inférieure à 5‰ avait été suffisante, mais c'est parce que le mouvement des marchandises s'élevait alors à environ 2 millions de francs par jour ; quand il n'atteignit même plus 2 millions par trimestre, les frais généraux dépassèrent inévitablement ce taux de 5‰, malgré une forte réduction du personnel et de l'appareil administratif. Comme, d'autre part, les donateurs auraient difficilement admis un prélèvement supérieur à 5% (chiffre auquel le CICR s'arrêta en 1947), il était indispensable de recourir aux deux fonds de réserve indiqués tout à l'heure.

Cependant, même ainsi, le CICR avait peine à s'en tirer, et

c'est pourquoi, au début de 1947, il examina si les opérations d'achat, d'emballage et d'expédition de secours ne seraient pas accomplies à meilleur compte par des entreprises commerciales malgré la rémunération due à ces dernières pour leurs services. Mais la régie directe restait somme toute le système le plus économique, parce que les vendeurs, notamment en Suisse, accordaient au CICR des rabais qu'ils auraient refusés à des tiers. Elle fut donc maintenue durant le premier semestre de 1947, et ce n'est qu'au cours de la période juillet 1947-juin 1948 que le problème reçut une solution en partie nouvelle <sup>1</sup>.

Pendant les hostilités, le CICR avait reçu surtout des dons en nature. Par conséquent, ses achats étaient relativement peu nombreux ; de plus, il concluait la plupart de ses marchés en Suisse, où les prix étaient tarifés et surveillés par des organes publics. Dans l'après-guerre, il dut, au contraire, acquérir lui-même, avec les fonds qui constituaient la majeure partie de ses disponibilités, des marchandises offertes souvent d'occasion et donc moins faciles à estimer exactement. En outre, il n'y avait plus de donateurs à qui il pût rendre compte de ses transactions, car l'argent dont il disposait provenait, soit des prisonniers de guerre allemands aux Etats-Unis, soit, pour ce qui était des fonds bloqués en Suisse, du Gouvernement allemand aboli par la capitulation. Il fut alors décidé que les programmes d'action ne seraient pas seulement établis par la Division des Secours ou le Service pharmaceutique, et discutés par la Direction centrale, mais soumis de plus à l'approbation de la Présidence du CICR. D'autre part, dès la fin de 1946, des experts étrangers à l'administration du CICR furent chargés par ce dernier de contrôler le prix d'achat des marchandises.

Si judicieusement qu'elles fussent employées, les ressources dont il a été question jusqu'à présent ne suffisaient pas. Le CICR s'efforça donc de les compléter en facilitant l'envoi de colis familiaux et l'organisation de collectes parmi les membres des colonies allemandes à l'étranger.

Le colis familial, qui est à l'origine des secours de la Croix-

---

<sup>1</sup> A ce sujet, voir le Rapport sur l'activité du CICR du 1<sup>er</sup> juillet 1947 au 30 juin 1948.

Rouge, joua un grand rôle pendant la guerre <sup>1</sup>, notamment en ce qui concerne les prisonniers français en Allemagne, et le réconfort moral qu'il apporte à son destinataire n'est pas le moindre de ses avantages. Après la fin des hostilités, alors que la plupart des Etats détenteurs n'étaient de toute manière pas capables d'assurer aux prisonniers le minimum prévu par les Conventions, il prenait, matériellement aussi bien que moralement, plus d'importance que jamais. Cependant, les familles pouvaient-elles faire ce sacrifice ? Et le CICR devait-il les y engager, lui qui, en même temps, s'employait à secourir les populations allemandes et autrichiennes, d'abord par l'organe de la Commission mixte, puis, dès la fin de 1946, en collaboration avec la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, le Centre d'entr'aide internationale aux populations civiles, l'Union internationale pour la protection de l'enfance et d'autres institutions charitables ? Tout bien considéré, il n'hésita pas à prendre cette responsabilité, car les prisonniers de guerre ne pouvaient compter que sur lui, tandis que les populations civiles, si dur que fût leur sort, étaient assistées par les Puissances occupantes et recevaient, par diverses voies, des dons de l'étranger. Il arriva, néanmoins, que tel ou tel état-major des troupes d'occupation prît des mesures restrictives touchant la composition et le nombre de ces colis. Mais grâce à la complaisance des Autorités et aux instances du CICR, un compromis s'établit peu à peu entre les intérêts des occupants et de la population, et ceux des prisonniers et de leurs familles.

D'autre part, le CICR tenta, dès 1946, de faire appel aux colonies allemandes à l'étranger, puisqu'il n'y avait plus, en Allemagne, ni gouvernement ni Croix-Rouge nationale à qui il pût s'adresser. Il demanda notamment aux Autorités suisses que, pour autant que le permettaient les accords signés entre les principaux Etats vainqueurs et la Suisse, les avoirs privés allemands bloqués dans ce dernier pays fussent utilisables en faveur des prisonniers allemands, et aussi que certains versements faits avant la capitulation par le Gouvernement allemand au Gouvernement suisse ou à la Légation d'Allemagne à Berne,

---

<sup>1</sup> Voir page 10.

fussent libérés, au moins partiellement, dans l'intérêt des prisonniers allemands en Allemagne.

Malgré les quelques ressources obtenues de cette manière en 1946 et dans les premiers mois de 1947, la situation restait inquiétante. Bien que les rations alimentaires fussent en moyenne légèrement plus fortes que l'année précédente, les prisonniers étaient insuffisamment nourris, surtout lorsqu'ils se trouvaient dans un état de santé qui eût exigé un régime fortifiant. Il manquaient de soins médicaux et de vêtements. Une fois libérés et rapatriés, ils enduraient des privations qui étaient particulièrement cruelles pour les malades et les invalides.

Le CICR pressa une fois de plus les Etats détenteurs d'améliorer le sort des prisonniers et d'accélérer leur rapatriement. En même temps, l'étude des rapports de ses délégués visiteurs de camps l'amenait à la conclusion qu'il ne pourrait satisfaire aux besoins les plus urgents sans disposer au moins des sommes suivantes :

|    |             |       |                                                   |
|----|-------------|-------|---------------------------------------------------|
| \$ | 650.000.    | . . . | pour des prothèses                                |
| \$ | 1.650.000.  | . . . | » » médicaments                                   |
| \$ | 785.000.    | . . . | » » denrées alimentaires                          |
| \$ | 36.600.000. | . . . | » » vêtements                                     |
| \$ | 5.950.000.  | . . . | » » articles divers                               |
| \$ | 250.000.    | . . . | » » secours intellectuels<br>(livres, jeux, etc). |

Il s'agissait donc au total d'un montant de 45.885.000 dollars, et l'on reconnaîtra qu'il n'avait rien d'excessif, puisqu'il permettait tout juste de secourir à raison de 45 dollars par homme des prisonniers dont le nombre s'élevait alors à un million au moins, compte non tenu des rapatriés et des invalides.

En février 1947, le CICR adressa donc aux Gouvernements et aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge de 34 pays un appel accompagné d'un exposé sur « La situation des prisonniers et invalides de guerre allemands et autrichiens ». Il demandait à ces Gouvernements d'autoriser, en faveur des personnes susdites, des prélèvements sur les avoirs allemands bloqués, et aussi de faciliter la collecte et l'exportation de dons en nature ou en espèces. Quant aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge,

elles étaient priées d'accorder leur appui à ces collectes, et même d'y collaborer. En outre, des représentants du CICR envoyés en missions spéciales dans les vingt pays de l'Amérique latine, ainsi qu'aux Etats-Unis, en Espagne et au Portugal, plaidèrent la même cause auprès des Autorités, des Croix-Rouges et des colonies allemandes.

Au 30 juin 1947, 26 pays avaient répondu à l'appel du CICR. Malheureusement, 24 d'entre eux déclaraient ne pas pouvoir consentir à des prélèvements quelconques sur les avoirs allemands bloqués. En revanche, ils permettaient tous l'organisation de collectes sur leur territoire.

Pour les personnes désireuses de participer, dans les différents pays, à cette action de secours, le CICR prépara, à la fin de juin, des « Renseignements à l'usage des donateurs ». Il y donnait la liste des denrées et des objets particulièrement nécessaires aux prisonniers et aux invalides, et fournissait quelques précisions sur les transferts de fonds, sur l'emballage et l'expédition des marchandises et sur la couverture des frais.

A la fin de juin 1947, le CICR avait reçu des dons pour une valeur totale, à vrai dire encore très faible, de 20.000 fr. suisses <sup>1</sup>.

## § 2. LES SECOURS EN VIVRES ET VÊTEMENTS <sup>2</sup>

Après la capitulation de l'armée allemande, en mai 1945, le CICR fut mis soudain, comme en 1940, dans l'obligation d'assister matériellement de grandes masses de prisonniers. Une partie d'entre eux avaient le statut de « *disarmed personnel* », mais cela était négligeable du point de vue des secours. Y compris le « *disarmed personnel* », on comptait alors plus de 3 millions de prisonniers de guerre allemands, dont près d'un million en France, environ un million en Italie, de 80.000 à 100.000 en Yougoslavie, de 40.000 à 50.000 en Pologne, à peu près 20.000 en Tchécoslovaquie, quelques centaines de milliers dans l'Empire britannique et aux Etats-Unis, et presque

---

<sup>1</sup> On trouvera à ce sujet des indications complémentaires dans le Rapport sur l'activité du CICR du 1<sup>er</sup> juillet 1947 au 30 juin 1948.

<sup>2</sup> Sur les secours pharmaceutiques et intellectuels, voir Partie III, chapitres 3 et 4, pages 311 et 320.

un million en Allemagne même. Quant à ceux que détenait l'URSS, leur nombre n'était pas connu.

Ces prisonniers se trouvaient dans un état physique et moral déplorable. Beaucoup avaient été sous les armes pendant de longues années, et les campagnes de l'Est ou d'Afrique avaient altéré leur santé. Tous ressentait profondément la ruine totale de leur pays. De plus, il y avait parmi eux une forte proportion de jeunes garçons de 15 à 19 ans, et d'hommes ayant dépassé la cinquantaine ou même la soixantaine.

Une aide devait donc leur être apportée d'urgence, et le CICR était seul à pouvoir le faire. Mais il ne disposait pour cela que de 700.000 fr. suisses à peine, solde des fonds versés par l'ancien Gouvernement allemand, et d'environ 400 tonnes de marchandises, représentant les deux dernières livraisons de vivres faites par la Croix-Rouge allemande à l'intention des prisonniers allemands en Afrique du Nord, et non réexpédiées pour des raisons techniques. En outre, le manque de moyens de transport empêchait une intervention immédiate ; notamment, rien ne put être tenté avant 1946 en faveur des prisonniers allemands de Yougoslavie, de Pologne et de Tchécoslovaquie. D'ailleurs, il fallut des mois au CICR et même aux Gouvernements des Etats détenteurs pour connaître exactement les effectifs des prisonniers, leurs adresses postales et les lignes de chemin de fer ou les routes desservant chaque camp. En Pologne, par exemple, les communications restèrent si longtemps défectueuses qu'en 1946, il y avait encore, dans certaines provinces, des prisonniers dont les Autorités centrales de Varsovie ignoraient l'existence.

Le CICR dut d'emblée mesurer son œuvre de secours à l'exiguïté de ses ressources. Il prit à cet égard trois décisions de principe.

D'abord, il ne fut pas donné suite aux demandes de secours individuels, sauf lorsqu'il s'agissait d'hommes isolés ou en prison. On pouvait supposer, en effet, que tous les prisonniers d'un même camp avaient un sort à peu près pareil, et que ces solliciteurs n'étaient pas forcément les plus misérables, mais surtout les plus entreprenants qui ne se faisaient pas scrupule d'écrire à la fois au CICR et à d'autres organisations charitables, telles que le YMCA, les Quakers et la Croix-Rouge

américaine. En outre, le système des secours collectifs avait l'avantage d'une commodité et d'une efficacité plus grandes. L'expédition d'un colis à un prisonnier dans une ferme ou un détachement de travail éloigné de toute voie ferrée était évidemment coûteuse et difficile. Mieux valait donc envoyer au camp de base un wagon complet dont le contenu servait à la cuisine commune des prisonniers, ou était distribué à bon escient par l'homme de confiance.

En second lieu, le CICR ne crut pas devoir s'occuper des prisonniers dont la libération était proche. C'était en particulier le cas de ceux qui se trouvaient dans les grands centres de rassemblement en Allemagne même, et n'y restèrent que de deux à six mois après l'armistice.

Enfin, comme on l'a déjà dit plus haut, des secours ne furent pas non plus jugés nécessaires pour les prisonniers détenus dans des pays dont la situation économique était relativement satisfaisante : Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, Egypte, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, etc.

En conséquence, dès l'automne 1945, le CICR concentra ses efforts sur l'aide à environ un million d'hommes en mains françaises. A cette époque, les communications ferroviaires étaient presque entièrement rétablies, et les Autorités militaires, qui avaient achevé l'organisation des dépôts et des détachements de travail, souhaitaient que le CICR partageât avec elles la charge de nourrir et de vêtir les prisonniers utilisés comme main-d'œuvre sur toute l'étendue du territoire français. Il était convenu d'ailleurs que les délégués du CICR pourraient librement visiter les camps, et que la distribution des secours se ferait par leurs soins ou sous leur contrôle.

Mais, même en se limitant à cette catégorie de prisonniers le CICR n'avait pas de quoi subvenir de façon prolongée aux besoins de tous. D'entente avec sa délégation à Paris, il résolut donc de porter secours d'abord aux camps dont la situation du point de vue alimentaire était particulièrement critique, ensuite aux malades se trouvant dans les infirmeries des camps ou les hôpitaux, en troisième lieu aux prisonniers isolés dans les prisons, et enfin aux camps d'Afrique du Nord et de Corse dont le ravitaillement restait très précaire.



Au cours de l'été 1945, le CICR avait pu constater par les rapports de ses délégués — et le Gouvernement français le reconnut — qu'environ 200.000 hommes sur un million étaient en danger de mort par suite de sous-alimentation, surtout dans les territoires dévastés ou à faible production agricole, comme la côte de l'Atlantique, l'Auvergne ou la région bordelaise. Les cas d'œdème de la faim et de cachexie se multipliaient, et beaucoup avaient, ou menaçaient d'avoir, une issue fatale, car la ration journalière était tombée au-dessous de mille calories. En outre, depuis la rétrocession de 200.000 prisonniers par les Etats-Unis à la France, les camps étaient surpeuplés.

Le 21 août, le CICR adressa donc aux Gouvernements intéressés un mémorandum concernant la situation des prisonniers de guerre ; il y déclarait, notamment, qu'à son avis, les prisonniers transférés aux mains d'une autre Puissance devaient bénéficier d'un traitement au moins égal à celui qui leur était octroyé avant leur transfert. Le 14 septembre, il revint à la charge auprès du Gouvernement américain, le pressant de parer d'urgence au dénuement catastrophique des prisonniers allemands en mains françaises. Le chef de la délégation du CICR à Paris eut alors des entretiens avec les Autorités militaires américaines à Paris et à Francfort ; il leur fit connaître l'étendue des besoins en vivres, en médicaments et en vêtements, et leur offrit la collaboration du CICR.

Ces démarches eurent pour résultat une importante action de secours, qui fut appelée plus tard « action A » (américaine). Elle débuta le 6 octobre ; lorsqu'elle prit fin, une vingtaine de jours après, l'état physique et moral des prisonniers s'était sérieusement amélioré, et la promesse du Gouvernement français de porter leur ration journalière à 2.000 calories permettait de les considérer comme hors de danger. Des camions et des chauffeurs avaient été mis à la disposition du CICR par les Autorités américaines, et partaient des centres américains de ravitaillement de Marseille, de Reims, d'Orléans, du Havre et du Mans. Le convoiage et la distribution était assurés par 5 délégués du CICR en France et par 25 convoyeurs. On distribua de la sorte 3.669.374 kilos de vivres à tous les camps de 14 régions militaires (sur 19), ainsi que 262.485 kilos de vêtements

et de sacs de couchage à 32 camps dont l'effectif global était de 169.099 hommes <sup>1</sup>.

Ces secours furent fournis gratuitement par les Américains, mais la délégation du CICR se remboursait de ses frais auprès des dépôts de prisonniers de guerre, à raison d'un franc français par kilo de marchandise livrée. Le montant de ces factures était prélevé sur le produit des collectes faites parmi les prisonniers valides qui recevaient un salaire, et sur les sommes assez considérables que les commandants de camps avaient thésaurisées malgré eux à titre de « boni de l'ordinaire », parce qu'ils ne trouvaient pas toujours sur le marché de quoi épuiser les crédits qui leur étaient alloués pour les achats de vivres.

Une action simultanée, dite « action F » (française) vint compléter l'« action A ». En effet, au moment où il fut décidé de remédier coûte que coûte à la situation décrite plus haut, le Gouvernement français avait rapatrié d'Allemagne presque tous les prisonniers français, ou du moins pouvait prévoir exactement la quantité de secours encore nécessaires aux centres de rapatriement. Or, il lui restait, en Suisse, un stock important de colis de vivres confectionnés après la libération de la France par les sections départementales de la Croix-Rouge française, et dont la réexpédition en Allemagne avait été empêchée par l'arrêt des transports ferroviaires. Sur la proposition du CICR, une partie de ces stocks furent rachetés à l'aide du produit des collectes organisées parmi les prisonniers et du « boni de l'ordinaire ». L'expédition des colis, qui avaient été triés et reconditionnés par le CICR, put commencer dès l'automne 1945, et les prisonniers reçurent de cette façon environ 200 tonnes de denrées alimentaires.

En complément des secours déjà énumérés, on employa le solde, entreposé en Suisse, des stocks de la Croix-Rouge allemande. D'autre part, le CICR fit distribuer en automne 1945 aux prisonniers allemands en France et en Afrique du Nord diverses denrées achetées en Suède avec des fonds disponibles

---

<sup>1</sup> Voici le détail de cette dernière distribution : 85.555 sacs de couchage ; 18.030 paires de chaussures ; 19.080 tuniques ; 700 camisoles ; 18.330 manteaux ; 17.745 pantalons ; 11.774 casquettes.

à Genève, à savoir 100 tonnes de lait en poudre, 100 tonnes de pois jaunes et 15.000 boîtes de conserves de poisson.

Les prisonniers allemands en France ne souffraient guère moins de la pénurie de vêtements que de la sous-alimentation. Il fut possible d'y remédier dans une certaine mesure grâce aux collectes faites, comme on l'a dit plus haut, dans les camps de prisonniers allemands aux Etats-Unis. La Division des Secours put ainsi acheter 197.000 paires de chaussures, d'une valeur de \$ 175.000, qui provenaient du « surplus » américain, c'est-à-dire des stocks de marchandises que le Gouvernement américain avait constitués en France et qui furent mis en vente après la guerre. De ces chaussures, 157.000 paires furent distribuées en France, 15.000 en Afrique du Nord, et 25.000 plus tard en Pologne et en Yougoslavie. D'autre part, la délégation du CICR à Washington acheta, pour une valeur de \$ 160.000, 72.000 sacs de couchage de l'armée américaine, qui furent répartis dans les camps en France, en Yougoslavie et en Pologne. Enfin, la délégation en France distribua 25.432 pièces de sous-vêtements provenant du « surplus » américain.

Afin de procurer des vêtements aux prisonniers, le CICR entreprit encore autre chose durant l'hiver 1945-1946. Supposant que, dans les régions plus ou moins épargnées de l'Allemagne, il se trouvait beaucoup d'uniformes de soldats décédés, retenus en captivité, ou rentrés dans la vie civile, il sollicita des quatre Puissances occupantes l'autorisation de faire une collecte d'anciens uniformes de l'armée allemande et d'autres vêtements à l'intention des prisonniers. Sa proposition ne fut acceptée que par le Gouvernement français, pour qui elle présentait évidemment un très grand intérêt. La collecte organisée en novembre 1945 dans la zone française d'occupation, avec l'aide des institutions locales de bienfaisance, rapporta environ 875 tonnes de vêtements, dont 800 prirent aussitôt le chemin des camps en France. Le solde de 75 tonnes fut nettoyé et désinfecté dans les entrepôts du CICR à Genève, puis réexpédié en France et en Pologne. C'était là, comme on voit, un résultat très satisfaisant.

En été 1946, la situation des prisonniers redevint alarmante, la France n'ayant pas la possibilité de faire la « soudure » entre

les deux récoltes. Or, le Don suisse avait justement organisé auprès des agriculteurs suisses une collecte de pommes de terre en faveur des populations des pays voisins. Comme il en obtint plus que le nécessaire, il put remettre au CICR un excédent de 67 tonnes, qui furent distribuées dans les hôpitaux de prisonniers et dans les camps où les conditions alimentaires étaient particulièrement mauvaises.

A la même époque, la délégation du CICR à Paris, encouragée par le succès de l'« Action F », institua, avec l'agrément des Autorités françaises, un service de « secours payants », destiné à rendre l'alimentation des prisonniers plus substantielle et plus variée. Elle se chargea d'acheter en France, à la demande et pour le compte des camps et des détachements de travail, des denrées particulièrement nutritives, telles que des pâtes de dattes, de figues et de bananes, des confitures, du miel, des farines de haricots, de fèves, de pois, d'orge et de châtaignes, des farines pour potages, des flocons d'avoine, etc., mais à l'exclusion des produits rationnés. C'est ainsi que, de septembre 1946 à juin 1947, elle acheta et revendit 308 tonnes de marchandises d'une valeur de 20.400.000 francs français, et fit 500 envois à 76 dépôts, à 17 hôpitaux militaires et à de nombreux détachements de travail. Pendant cette période, l'action se poursuivit avec un fonds de roulement de 5 millions de francs français et sans aucune perte de marchandises.

De son côté, la Division des Secours conclut plusieurs marchés importants, d'abord en 1946, puis pendant le premier semestre de 1947, pour des valeurs respectives de 282.536 et 481.488 fr. suisses. Elle put de la sorte envoyer en France, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie des vivres (notamment 9.100 boîtes de sardines qu'elle s'était procurées à un prix très avantageux), des sous-vêtements, du matériel de réparation pour cordonniers et tailleurs, et des articles de toilette.

Les dons en nature ne furent pas très abondants. De mai 1945 à juin 1947, le CICR reçut à ce titre 118 tonnes de marchandises, à savoir 94 tonnes de vivres, 14 tonnes de vêtements et 10 tonnes de cigarettes et articles divers. Presque tous les donateurs étaient domiciliés en Suisse ; les rares donateurs de l'étranger adressèrent leurs envois directement aux déléga-

tions du CICR, sauf le Comité des Dames allemandes à Buenos-Ayres, qui transmet une partie de ses dons à Genève.

Enfin, plusieurs collectes privées furent organisées en Suisse sous les auspices du CICR, notamment en faveur des sœurs de la Croix-Rouge allemande retenues en captivité. Elles donnèrent généralement des résultats fructueux.

Quant aux prisonniers allemands en Afrique du Nord, ils furent secourus par la délégation du CICR au Caire. Le chef de celle-ci se rendit en Afrique du Sud, et fut assez heureux pour obtenir de la Croix-Rouge sud-africaine et d'autres organisations de bienfaisance de ce pays plusieurs envois de vivres, ainsi que des fonds avec lesquels des marchandises purent être achetées en Egypte. La délégation, qui recueillit également des dons sur place et en reçut d'autres des internés civils allemands en Palestine et en Rhodésie du Sud, disposa finalement de 258 tonnes de vivres, y compris 88 tonnes abandonnées par l'armée allemande dans l'île de Rhodes et que les Autorités britanniques, au printemps 1946, cédèrent en faveur des prisonniers allemands. Ces marchandises, qui comprenaient du maïs, de l'orge, des farines, des pois secs, des conserves de viande et du saindoux, prirent le chemin de l'Afrique du Nord, à l'exception de 645 kg. de saindoux en 18 caisses dont 15 furent expédiées en Pologne et 3 en Tchécoslovaquie.

Tous ces envois étaient adressés, non pas directement aux camps, comme ce fut le cas pendant la guerre, mais aux délégations du CICR dans les pays de destination, car elles seules pouvaient faire un emploi judicieux de secours qui étaient en quantité trop restreinte pour être distribués à chacun. De plus, les délégués en France se procuraient facilement de la main-d'œuvre parmi les prisonniers que les Autorités militaires mettaient à leur disposition.

Ainsi qu'on l'a dit plus haut, des secours individuels ne furent envoyés qu'aux prisonniers détenus, pour divers motifs, dans des prisons en France. Il s'agissait de colis standard confectionnés par la délégation à Paris avec des marchandises reçues de Genève, et qui, en 1946, contenaient 1 boîte de confiture, 2 boîtes de biscuits, 250 grammes de chocolat, 5 morceaux de savon, une paire de chaussettes et des sous-vêtements. Les

prisonniers qui disposaient de leur salaire payaient ces colis 100 francs français chacun ; les autres les obtenaient gratuitement.

Pour les raisons déjà indiquées, le CICR eut quelque peine à faire bénéficier les prisonniers de colis provenant d'Allemagne et d'Autriche. Cependant, grâce aux efforts de ses délégués dans les trois zones britannique, américaine et française d'Allemagne, les familles de prisonniers en mains françaises purent leur expédier, en 1945, des colis de Noël. En 1946, ces envois furent officiellement autorisés, et acceptés par tous les bureaux de poste allemands, sauf en zone soviétique. Au début, les pertes furent nombreuses, puis le service fonctionna normalement.

Il fut beaucoup plus difficile de procurer le même avantage aux prisonniers détenus dans les pays de l'Est, et ce n'est qu'à la fin de 1946 que les délégations du CICR en Allemagne, en Autriche et en Yougoslavie obtinrent le consentement de toutes les Autorités intéressées quant à l'envoi par trains-blocs de colis familiaux pour les prisonniers en Yougoslavie. Le premier train, composé de 9 wagons de la zone américaine d'Allemagne et de 6 wagons d'Autriche, quitta Salzbourg le 2 novembre 1946, et franchit le lendemain la frontière yougoslave. Son chargement fut distribué par la Croix-Rouge yougoslave et, peu de temps après, le CICR apprit l'arrivée des paquets dans les camps. La même année, deux autres trains-blocs partirent encore de Salzbourg avec des marchandises provenant, non seulement de la zone américaine et d'Autriche, mais aussi de la zone française. Quelques mois auparavant, les bureaux de poste autrichiens avaient été autorisés à accepter des colis postaux en transit pour les prisonniers en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie. En outre, les délégations du CICR en Allemagne obtinrent de pouvoir organiser avec les Croix-Rouges locales des envois de colis individuels en Pologne et en Yougoslavie par trains-blocs partant directement d'Allemagne.

### § 3. LA TRANSMISSION DU « SURPLUS KIT »

Il reste à parler de l'action dite « Surplus Kit », entreprise par la délégation du CICR à Washington. Cette dernière avait

prévu en 1944 déjà, lorsqu'il fut question de rapatrier les prisonniers italiens, que les prisonniers détenus en Amérique ne pourraient guère emporter tous leurs effets personnels lors de leur retour en Europe. Sur sa proposition, le ministère américain de la Guerre l'autorisa à rassembler tous ces bagages en excédent, de manière à pouvoir les expédier à Genève après la fin des hostilités et les retransmettre dans les pays d'origine des prisonniers. Il s'agissait de trois catégories de colis : 1. les œuvres d'art et les travaux manuels ou autres exécutés par les prisonniers (tableaux, dessins, sculptures, photos, collections scientifiques, instruments de musique, partitions, manuscrits, etc.) ; 2. les livres de tout genre ; 3. les vêtements et objets divers que les prisonniers avaient achetés avec leur salaire durant leur captivité.

La délégation du CICR au Canada obtint une autorisation semblable pour les prisonniers détenus dans ce pays.

Les colis étaient envoyés de tous les camps dans les entrepôts du CICR à New-York, où ils attendaient de pouvoir être réexpédiés en Europe. Ils affluèrent en si grande quantité que le CICR dut créer des services spéciaux tant à New-York qu'à Genève. Cela n'allait pas sans gros frais, et c'est pourquoi la délégation à Washington, qui avait d'abord accepté tous ces colis gratuitement, se vit obligée de réclamer une taxe aux expéditeurs. Cependant, les dépenses ayant été moins élevées qu'on ne l'avait prévu, il resta finalement un solde de fr. s. 470.000, qui fut destiné, avec l'assentiment des « Landesverbände » de la Croix-Rouge allemande, à l'achat de secours pour les prisonniers allemands.

Lorsqu'en juin 1946 les derniers prisonniers quittèrent l'Amérique, il fallut procéder à l'expédition des quelque 180.000 colis qu'ils avaient confiés au CICR. Le transport de ces 2.000 tonnes au tarif ordinaire aurait entraîné des frais que ni le CICR, ni les expéditeurs n'auraient pu supporter. Fort heureusement, les Autorités américaines accordèrent la franchise de port. Les premiers envois parvinrent à Marseille et au Havre à bord des bateaux de l'armée américaine, et furent acheminés par la voie ferrée, également en franchise, vers les entrepôts du CICR à Genève. Lorsque ce service maritime eut pris fin,

la délégation à Washington fut autorisée à expédier par la poste, en sacs, tous les colis d'un poids maximum de 20 livres anglaises. Les quelque 1.800 tonnes restantes furent transportées à Bremerhaven par les soins du ministère américain de la Guerre.

Quant à la retransmission des colis aux intéressés, elle fut l'objet, après de longs pourparlers, d'une convention passée entre le CICR et la Croix-Rouge bavaroise, et approuvée par les Autorités d'occupation. La réception et le triage des colis, la vérification des adresses et la recherche des destinataires ayant changé de domicile, enfin la distribution des colis destinés à l'Allemagne et aux anciens habitants des territoires redevenus tchécoslovaques ou placés sous administration polonaise incombaient à la Croix-Rouge bavaroise, en collaboration avec les autres Croix-Rouges régionales allemandes. Les Croix-Rouges autrichienne et italienne se chargèrent du même travail pour l'Autriche et l'Italie. Tous les colis reçus à Genève ou à Bremerhaven furent donc transmis, selon leur destination finale, à l'une ou à l'autre de ces organisations, au moyen de trains-blocs convoyés par des agents du CICR ou des Croix-Rouges intéressées.

---



## *Chapitre II*

### **Secours aux personnes déplacées**

Les Alliés avaient déclaré par avance qu'à la fin des hostilités, ils pourvoiraient, chacun dans sa zone respective d'occupation, au ravitaillement des ressortissants des Nations Unies se trouvant en Allemagne. Dès le mois de mai 1945, le CICR s'efforça donc de collaborer avec les Autorités militaires alliées. Il disposait à ce moment, dans ses entrepôts en Suisse, dans les ports de débarquement et dans divers dépôts en Allemagne, de plus de 100.000 tonnes de secours. Abstraction faite d'environ 400 tonnes destinées aux prisonniers allemands en Afrique du Nord, le reste lui avait été confié à l'usage des prisonniers de guerre en mains allemandes et aussi, mais pour une faible part, aux détenus politiques des camps de concentration.

Ces marchandises devaient d'abord servir à compléter les rations fournies par les Autorités d'occupation aux anciens prisonniers de guerre et internés civils en Allemagne jusqu'à leur rapatriement ; mais ce dernier fut si rapide qu'il n'y eut pas lieu de les employer à cette fin, sauf dans une proportion minime <sup>1</sup>. On se proposa alors de les affecter au ravitaillement des personnes déplacées ressortissantes des Nations Unies, dont la situation était extrêmement critique. Il y fallait toutefois le consentement des donateurs, et la plupart d'entre eux préférèrent rentrer en possession de leurs stocks. Les Croix-Rouges américaine et britannique constituèrent au contraire, avec tous les vivres et les vêtements expédiés au CICR, une sorte de « pool » qui devait être utilisé, sous leur contrôle et selon les

---

<sup>1</sup> Voir Partie I, chapitre 9, page 100.

instructions du Haut Commandement interallié, en faveur des personnes déplacées des Nations Unies dans les zones américaine et britannique. Quant au Gouvernement français, il décida que, dans sa propre zone, cette même catégorie de personnes serait assistée par les Autorités militaires et la Croix-Rouge françaises, au moyen des stocks de provenance française qui se trouvaient aux mains du CICR.

Durant les premiers mois qui suivirent l'armistice, les Alliés ne crurent pas devoir faire appel au CICR, bien que les besoins de secours fussent immenses et urgents. Déjà lors des premiers entretiens qui eurent lieu en mai 1945 à Kreuzlingen, près de la frontière germano-suisse, entre un délégué des Autorités militaires alliées et des représentants du CICR, ce dernier avait été informé que son concours n'était plus jugé nécessaire. Cependant, il connaissait trop la détresse des personnes déplacées pour ne pas insister. En juillet, il engagea d'autres pourparlers à Augsbourg et à Francfort avec le Haut Commandement de l'armée américaine, et ne lui cacha point sa ferme volonté de poursuivre une tâche toute temporaire, mais urgente, que son organisation technique et ses stocks importants de marchandises lui permettaient d'accomplir avec les meilleures chances de succès ; il releva, en outre, que les Autorités d'occupation étaient surchargées de besogne, à telle enseigne que des secours transportés par lui dans les centres désignés, à Augsbourg et à Mannheim notamment, n'avaient pas été distribués. Mais ce fut en vain.

Aussitôt après, le CICR entreprit des démarches semblables à Paris et à Londres. Ses propositions y furent accueillies avec sympathie ; toutefois, ni le ministère français des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, ni le ministère de la Guerre et la Croix-Rouge britanniques ne purent s'engager à intervenir à Francfort. Quant aux entretiens qui eurent lieu à Genève avec des représentants de la Croix-Rouge américaine, ils ne firent, eux aussi, que confirmer théoriquement le point de vue du CICR, sans rien changer au fait paradoxal et profondément regrettable que de grandes quantités de vivres et de vêtements qui auraient pu soulager quelque peu la misère extrême des personnes déplacées restaient inutilisés en Suisse.

Dans un mémorandum adressé en août 1945 aux Gouvernements et aux Sociétés de la Croix-Rouge des pays intéressés, le CICR déclina alors toute responsabilité concernant les ressortissants des Nations Unies en Allemagne, puisqu'on l'empêchait de leur envoyer les secours qu'il jugeait indispensables et qu'il aurait eu la possibilité matérielle de leur fournir. Il déplorait en outre de ne rien pouvoir faire en faveur des personnes déplacées ressortissantes des pays considérés comme ex-ennemis par les Alliés ; les Autorités d'occupation lui avaient notifié que ces personnes étaient à la charge des services administratifs allemands préposés au ravitaillement de la population civile ; mais ceux-ci étaient incapables de distribuer, ne fût-ce que le strict nécessaire, aux ressortissants baltes, bulgares, roumains, hongrois, italiens et aux apatrides, en raison de la disette, des réquisitions des armées alliées et des difficultés de transport. Néanmoins, le CICR ne fut pas autorisé à secourir cette catégorie de victimes de la guerre par des prélèvements sur le « pool » ; seul, le Gouvernement français mit à sa disposition, pour les personnes déplacées baltes et hongroises, 150.000 colis de vivres de 5 kg., qui furent distribués de mai 1945 à février 1946.

En dépit de toutes les démarches qui viennent d'être relatées, la situation demeura stationnaire et, bien que des appels de plus en plus nombreux et pressants parvinssent à Genève, il fut impossible d'accélérer le rythme des expéditions ; en outre, les marchandises déjà envoyées en Allemagne et confiées aux organismes alliés qui avaient été désignés au CICR, n'étaient ni gardées, ni même protégées contre les intempéries. A la suite de divers incidents, une mission spéciale du CICR se rendit de nouveau à Francfort, et représenta aux Autorités alliées que plus l'écoulement des stocks durait, plus il était onéreux pour les Gouvernements et les Croix-Rouges propriétaires des secours, parce qu'il obligeait le CICR à maintenir en service une importante organisation. Les Alliés se résolurent alors à liquider promptement le « pool », et, dès novembre 1945, envoyèrent à cet effet du matériel roulant à la frontière suisse. A la fin de février 1946, les derniers wagons quittaient les entrepôts.

D'autre part, le CICR s'efforçait de secourir directement les personnes déplacées. Quelques donateurs lui ayant laissé la libre disposition d'environ 1.000 tonnes de marchandises, il décida de les utiliser à cette fin, et put ainsi faire parvenir, au cours de l'hiver 1945-1946, 113 wagons de marchandises diverses à ses délégations en Allemagne et en Autriche. Pendant la même période, il expédia le solde des 150.000 colis de vivres donnés par le Gouvernement français pour les personnes déplacées baltes et hongroises, et dont la première moitié avait été déjà utilisée en été 1945. A la demande du « General Post Office » à Londres, les Postes suisses lui remirent également environ 165 tonnes de colis de cigarettes et de tabac envoyés directement par la poste par les familles des prisonniers britanniques en Allemagne, et qui s'étaient trouvés en transit en Suisse au moment de la cessation des hostilités. Enfin il disposa de 250 tonnes de secours divers de la Croix-Rouge britannique : vivres, vêtements et articles de toilette. A la fin de mars 1946, ces dons lui avaient permis d'expédier 66 et 40 wagons respectivement aux personnes déplacées en Allemagne et en Autriche, ainsi que 7 wagons aux réfugiés en France. Une partie des colis de tabac et de cigarettes mentionnés plus haut fut remise aux Croix-Rouges belge et française.

Le CICR put aussi faire bénéficier les personnes déplacées de certaines sommes qui, pendant la guerre, lui avaient été confiées pour des secours aux prisonniers alliés, mais dont l'armistice avait empêché l'utilisation. Les plus importantes étaient un versement de 25.000 fr. du Croissant-Rouge afghan et un versement de 10.000 fr. du « Gambia War Charities Fund ». En tout, le CICR disposa de 120.000 fr. suisses dont il fit l'emploi suivant :

Colis de vivres pour les personnes déplacées de toutes nationalités dans la zone française en Allemagne ;

Colis de vivres pour les personnes déplacées roumaines en Autriche ;

Secours divers pour les personnes déplacées ukrainiennes en Autriche ;

Flocons d'avoine, chocolat, lait condensé, etc., pour les enfants de personnes déplacées de toutes nationalités en Autriche et dans la zone française en Allemagne ;

Bougies et objets divers pour le Noël des enfants de personnes déplacées en Autriche ;

Une somme de fr. s. 12.000 remise à la délégation du CICR en Italie pour l'achat de secours sur place ;

Layette et sous-vêtements d'une valeur de fr. s. 20.000, expédiés à la délégation du CICR à Paris pour les réfugiés de toutes nationalités en France.

En outre, comme une partie de la collecte faite parmi les prisonniers allemands aux Etats-Unis devait, à la demande de ces derniers, revenir aux personnes déplacées, une somme d'environ 20.000 fr. servit à l'achat de layettes qui furent distribuées en Autriche et dans la zone française en Allemagne, où la situation des personnes déplacées étaient nettement pire que dans les zones britannique et américaine.

D'autres fonds durent être affectés à des personnes déplacées de nationalité déterminée. La légation d'Estonie à New-York et celle de Lettonie à Washington firent part au délégué du CICR à Washington de leur désir de remettre au CICR, à l'intention des réfugiés estoniens et lettons en Europe, une partie des fonds de leur Gouvernement bloqués aux Etats-Unis. Le CICR accepta ces mandats, lorsqu'il se fut rendu compte que son intervention comme intermédiaire neutre était nécessaire ; il avait appris, en effet, que le Trésor américain ne débloquerait ces fonds qu'à la condition qu'ils lui fussent confiés, et qu'en outre le Gouvernement de la zone américaine d'occupation en Allemagne était favorable à ce projet. Deux sommes de \$ 200.000 et 85.000 lui furent alors transférées, la première pour les réfugiés estoniens et la seconde pour les réfugiés lettons, ce qui lui permit d'envoyer en Allemagne et en Autriche des tissus, des layettes, des fournitures pour cordonniers et tailleurs, des articles de toilette, des médicaments, etc. D'autre part, des organisations de secours aux Etats-Unis et au Canada lui firent don de \$ 11.000 pour des achats de vivres en faveur des réfugiés ukrainiens en Autriche.

Le CICR disposa enfin, en 1946 et 1947, de quelques dons en nature pour ses œuvres de secours en général et pour certaines catégories de victimes de la guerre. Les premiers furent attribués aux personnes déplacées. C'est ainsi qu'à la suite

d'un appel lancé conjointement par le CICR, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et l'Union internationale de Secours aux enfants, le CICR recueillit environ 15 tonnes de fruits secs du Croissant-Rouge turc, quelques caisses de vêtements de la Croix-Rouge chilienne, 20 tonnes de secours divers de la Croix-Rouge brésilienne et 2 1/2 tonnes de lait en poudre de la Croix-Rouge uruguayenne. Ces dons furent expédiés en Autriche, sauf le lait en poudre, que l'on destina aux enfants de personnes déplacées dans la zone française en Allemagne. D'autre part, le CICR reçut les secours suivants en faveur de personnes déplacées de catégories déterminées : pour les personnes déplacées ukrainiennes, environ 54 tonnes de médicaments, de vivres, de vêtements usagés et de matériel scolaire, remises par l'« Ukrainian Canadian Relief Fund » au Canada ; pour les personnes déplacées yougoslaves en Autriche, environ 5 tonnes de vêtements usagés provenant du « Serbian Relief Committee of America » aux Etats-Unis, ainsi que de petites quantités de secours expédiés par des groupements yougoslaves en Grande-Bretagne.

Parmi les catégories de réfugiés auxquelles le CICR s'intéressa tout particulièrement, il faut citer encore les Républicains espagnols. Il leur attribua une grande partie des secours envoyés à sa délégation à Paris pour les réfugiés en France. De plus, des invalides à Fouka Marine, en Algérie, reçurent environ une tonne de sous-vêtements, d'articles de toilette et de médicaments.

Assez importante durant l'hiver 1945-1946, l'activité de secours en faveur des personnes déplacées diminua par la suite, et se limita à l'exécution de mandats déterminés. Puis, en automne 1946, le CICR résolut d'y mettre fin au 1<sup>er</sup> novembre, sous réserve des mandats en cours, vu qu'il n'était pas en mesure de lui donner un développement suffisant, et que d'ailleurs, ses moyens financiers lui permettaient à peine d'accomplir sa tâche principale d'aide aux prisonniers de guerre. Comme il ne fut plus sollicité, pendant l'année 1947, de s'occuper de personnes déplacées, sa décision ne porta en fait aucun préjudice à cette catégorie de victimes de la guerre.

## DEUXIÈME PARTIE

### ACTIVITÉ DU CICR DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS<sup>1</sup>

#### GÉNÉRALITÉS

Les efforts déployés par les belligérants pendant la seconde guerre mondiale pour isoler l'adversaire, pour paralyser ses communications et détruire ses moyens de transport, compromirent gravement l'application de nombreuses dispositions prévues par les Conventions humanitaires.

En juin 1940, après l'invasion de la France et l'entrée en guerre de l'Italie, il ne subsistait déjà plus qu'une seule voie de communication praticable entre l'Empire britannique et le continent : celle du transit par le Portugal et l'Espagne. Les relations entre la Grande-Bretagne et la Suède étaient interrompues depuis l'occupation du Danemark et de la Norvège. La Suisse, entourée de tous côtés par les Puissances de l'Axe, se trouvait également privée de communications directes avec l'Empire britannique. Et, avant même que les belligérants fussent tombés d'accord sur les solutions proposées par le CICR pour rétablir une liaison<sup>2</sup>, l'interdiction du transit des marchandises décrétée, au début de décembre 1940, par les Autorités espagnoles aggrava la situation. Puis, des événements tels que l'occupation des Balkans, l'invasion de la Russie, l'entrée en

---

<sup>1</sup> Certaines Sociétés nationales de la Croix-Rouge ayant exprimé le désir d'être renseignées de façon particulièrement complète sur l'organisation des transports maritimes et sur les difficultés rencontrées dans ce domaine par le CICR, ce dernier a cru devoir donner, sous cette rubrique, un exposé plus détaillé que sur d'autres sujets.

<sup>2</sup> Voir ci-dessous, le paragraphe : « Première tentative de mise en service d'un navire du CICR », page 136.

guerre des Etats-Unis, le débarquement en Afrique du Nord, la guerre dans le Pacifique, le débarquement allié en France, élevèrent partout des barrières infranchissables, tandis que la destruction des navires marchands et le bombardement des installations ferroviaires réduisaient à l'extrême les moyens de transport. Dès le mois d'août 1944, toutes les communications entre les territoires demeurés aux mains de l'Allemagne et le reste du monde furent coupées, et seuls les navires, les camions et les trains-blocs du CICR, ainsi que les navires suédois affectés au ravitaillement de la Grèce, purent encore maintenir entre les deux camps belligérants la liaison indispensable à la transmission de la correspondance des prisonniers de guerre et à l'acheminement des secours. Enfin, lorsqu'il fut en guerre avec l'U.R.S.S., en 1945, le Japon se trouva isolé à son tour.

Cet état de choses souleva des problèmes auxquels la plupart des pays étaient intéressés. Les organisations de secours et les Gouvernements se trouvaient tous en présence des mêmes difficultés quand il s'agissait de faire parvenir des secours à leurs protégés ou à leurs ressortissants, ou de transmettre la correspondance. Dans ces conditions, des accords spéciaux négociés entre Etats ne pouvaient donner que des résultats partiels. La position particulière du CICR, en revanche, lui permit de proposer des solutions d'un intérêt plus général et de prendre des mesures pratiques en faveur de toutes les victimes de la guerre, quelle que fût leur nationalité.

Le manque de communications contrecarra notamment la mise en vigueur des dispositions conventionnelles relatives au rapatriement du personnel sanitaire et des grands blessés et malades, à l'acheminement des secours, des colis postaux et de la correspondance des prisonniers de guerre. Il empêcha, de plus, l'exécution des accords particuliers concernant les échanges d'internés civils, la transmission des messages civils et celle des secours aux populations civiles. Ainsi, le CICR se trouva placé devant une série de tâches nouvelles et imprévues.

Moins d'un an après le début de la guerre, la Croix-Rouge britannique fut contrainte d'affréter des navires pour transporter les secours et les colis postaux. Quant au CICR, il dut assurer la transmission régulière du courrier de l'Agence centrale, où



convergeaient tous les renseignements sur les prisonniers de guerre et internés civils, ainsi que les messages sur formules de la Croix-Rouge. Il s'efforça, en outre, de rester en contact avec ses délégations, il établit des liaisons par radio, et lorsque les communications postales, en août 1944, se trouvèrent complètement rompues, il organisa la transmission de la correspondance des prisonniers de guerre. Enfin, il créa des services de transport des secours par bateaux, par camions, par chemin de fer, et tenta même d'établir des lignes aériennes.

Tout d'abord le CICR sollicita une aide matérielle, car ses ressources limitées ne lui permettaient pas de supporter des frais aussi considérables. Puis, s'étant procuré des moyens de transport et des fonds, il passa à l'exécution. Celle-ci n'était pas d'ordre exclusivement technique. Elle posa de plus en plus des problèmes diplomatiques, car l'action du CICR ne pouvait s'exercer dans ce domaine qu'avec l'assentiment de tous les belligérants intéressés, les liaisons à établir impliquant des privilèges, des immunités spéciales et des autorisations de libre passage.

Telle était l'importance de ces négociations difficiles et délicates qu'en 1942, le CICR créa un département spécial : la Division des transports et communications, qui comptait plusieurs experts et techniciens en matière de communications postales, radiophoniques et télégraphiques, et de transports maritimes, ferroviaires et routiers. Cette division eut pour tâche de résoudre les nombreux problèmes que posait une situation sans cesse modifiée par les événements de guerre, d'organiser les transports et d'obtenir des Gouvernements les autorisations nécessaires. D'autre part, comme certains des navires utilisés devaient appartenir en propre à la Croix-Rouge, le CICR constitua en avril 1942, sous le nom de « Fondation pour l'organisation de transports de la Croix-Rouge », un organisme distinct, jouissant de la personnalité juridique et pouvant ainsi devenir propriétaire de navires.

Dans certains cas, les moyens de transport furent exploités, pour le compte du CICR, par des entreprises privées possédant une organisation technique qu'on n'aurait pu improviser pour des besoins d'ailleurs tout provisoires, sans se heurter à des obstacles pratiques et financiers insurmontables.

Pendant la seconde guerre mondiale, le CICR dut donc s'adapter à une situation sans précédent. Les lourdes responsabilités qu'il ne craignit pas d'assumer permirent à certains principes humanitaires de rester applicables, malgré l'interruption des communications normales et l'insuffisance des moyens de transport. Les résultats obtenus sont consignés dans les statistiques figurant en annexe.<sup>1</sup> Quant aux difficultés de l'entreprise et à sa portée dans le domaine du droit des gens, on en pourra juger d'après les chapitres suivants, où sont exposées les négociations diplomatiques et les diverses démarches dont les transports de la Croix-Rouge furent l'objet.

---

---

<sup>1</sup> Voir volume « Annexes ».

## *Chapitre premier*

### **Transports maritimes**

#### § 1. INTRODUCTION

##### *1. Projets antérieurs.*

Lorsque le CICR proposa, en 1940, d'utiliser des navires jouissant d'un statut spécial pour suppléer aux communications normales, il n'existait ni précédent, ni dispositions conventionnelles dont on pût faire état. Des Conférences internationales de la Croix-Rouge et une Commission d'experts navals <sup>1</sup> avaient déjà examiné dans quelles conditions une protection pourrait être accordée à des transports maritimes de la Croix-Rouge sortant du cadre de la X<sup>e</sup> Convention de La Haye <sup>2</sup>. Mais tout restait à créer, ces projets n'ayant pas eu de suite pratique. Ils peuvent cependant être utilement comparés aux solutions adoptées lors du dernier conflit.

*Flottille internationale.* — La création d'une flottille internationale de la Croix-Rouge, suggérée en 1913, fit l'objet d'un rapport du CICR à la XIV<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge <sup>3</sup>, et fut soumise à la Commission d'experts navals réunis à Genève en 1937 <sup>4</sup>. Bien qu'elle concernât uniquement

---

<sup>1</sup> Commission réunie à Genève en 1937 pour étudier la revision de la X<sup>e</sup> Convention de La Haye de 1907.

<sup>2</sup> Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 6 juillet 1906.

<sup>3</sup> Voir Document N° 14 présenté par le CICR à cette Conférence.

<sup>4</sup> Voir Document N° 2 présenté par le CICR à la XVI<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge,

les secours aux blessés, aux malades et aux naufragés, cette proposition résolvait de la façon la plus heureuse l'ensemble des problèmes que posent les divers transports par mer, organisés pour des fins humanitaires. Malheureusement, des difficultés juridiques, pratiques et financières la firent abandonner, de sorte qu'elle ne pouvait servir de fondement à une demande d'immunité pour les navires transportant des secours de la Croix-Rouge. D'autre part, il n'était pas question d'improviser une législation spéciale, ni de soustraire ces navires et leurs équipages à toute juridiction territoriale. Par conséquent, les navires placés sous le signe et sous le contrôle du CICR ne cessaient pas de relever de la législation nationale des pays dont ils portaient le pavillon, et demeuraient soumis au droit maritime commun, sous la seule réserve des immunités accordées par les belligérants. Il convient cependant de signaler un cas singulier dont le CICR eut connaissance par son délégué à Ankara. Une mission de ravitaillement des îles du Dodécanèse, occupées par les forces allemandes, était partie le 12 février 1945, à bord de caïques turcs portant le pavillon national et le signe de la Croix-Rouge. Or, dès le 23 février, date de la déclaration de guerre de la Turquie à l'Allemagne, les couleurs turques furent enlevées. Bien que les caïques ne portassent plus désormais que le signe de la Croix-Rouge, ils continuèrent à naviguer dans les eaux gréco-turques avec l'approbation des belligérants. Ils étaient considérés par toutes les Autorités militaires comme des bateaux du CICR. Les contrats d'engagement, en possession des capitaines turcs, étaient établis au nom du CICR, et le délégué, chef de la mission, passait pour le chef de la flotte de la Croix-Rouge. Il y avait là comme une première réalisation du projet de flotte internationale de la Croix-Rouge, opéré, il est vrai, sans que le problème juridique eût été préalablement résolu <sup>1</sup>.

*Transport de matériel sanitaire.* — La protection des transports, par mer, de matériel sanitaire avait été envisagée avant

---

<sup>1</sup> Le fait que ces caïques étaient considérés comme appartenant au CICR ne leur conférait pas *ipso facto* la nationalité de cette association : voir ci-dessous, page 162 : « Transfert de pavillon ».

la guerre, notamment par la Commission des experts navals chargée, en 1937, d'étudier la revision de la X<sup>e</sup> Convention de La Haye de 1907. Toutefois, des dispositions sur cette matière ne furent pas introduites dans le projet de revision de la Convention maritime, la Commission ayant jugé préférable de recommander à l'examen des Gouvernements les diverses suggestions « comme pouvant faire l'objet d'accords ad hoc <sup>1</sup> ».

En septembre 1943, la Croix-Rouge britannique informa le CICR qu'elle se proposait d'affréter un navire neutre pour transporter, de Grande-Bretagne aux bases de l'armée britannique en Méditerranée, du matériel sanitaire destiné aux blessés et malades de tous les belligérants sans distinction de nationalité. Elle désirait que ces transports pussent s'effectuer sous le signe et sous le contrôle du CICR.

Sur mer, le matériel sanitaire transporté par d'autres navires que les navires-hôpitaux ne bénéficie, en effet, d'aucune protection spéciale. Mais d'autre part, le CICR ne pouvait disposer à cette fin des navires mis à son service, ceux-ci devant être affectés exclusivement aux missions pour lesquelles les belligérants leur concédaient un sauf-conduit. Il soumit donc la proposition de la Croix-Rouge britannique à l'agrément des Gouvernements belligérants intéressés. Le Gouvernement des Etats-Unis ne fit aucune objection de principe, et demanda seulement que le programme détaillé de chaque voyage lui fût communiqué. Aucune autre réponse ne parvint au CICR.

Pendant la seconde guerre mondiale, on se trouva donc dans la situation paradoxale de ne pas obtenir, en faveur des transports de matériel sanitaire destiné aux blessés et malades militaires, les facilités admises pour les envois de secours aux prisonniers de guerre, aux internés civils, et même à certaines populations civiles.

*Secours aux populations civiles.* — Dans le domaine des actions de secours aux populations civiles, le besoin s'était également fait sentir, dès avant le dernier conflit, de protéger les navires

---

<sup>1</sup> Voir Document N° 2 présenté par le CICR à la XVI<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge.

transportant des secours humanitaires. A ce propos, le CICR avait soumis, en 1937, la question suivante à l'examen de la Commission d'experts pour la revision de la Convention maritime :

Estimez-vous désirable et possible de prévoir que les navires protégés par l'emblème distinctif puissent servir à porter des secours humanitaires à certaines catégories de la population civile, ou estimez-vous que ceci ne peut être réalisé que par la voie d'accords ad hoc ?

La Commission d'experts, ainsi que les Sociétés nationales de la Croix-Rouge, se prononcèrent dans ce dernier sens.

Cependant, le CICR réussit à faire admettre, pendant la guerre, que le statut adopté pour les navires du CICR fût étendu, en principe, au transport de secours destinés à certaines populations civiles <sup>1</sup>.

## *2. Première tentative de mise en service d'un navire du CICR.*

C'est en juin 1940 que le CICR tenta pour la première fois d'établir une liaison par mer. A ce moment-là, les opérations militaires avaient déjà provoqué une rupture presque complète des communications normales, et, comme on l'a dit plus haut, les diverses œuvres de la Croix-Rouge s'en trouvaient gravement compromises. Aussi le CICR offrit-il aux Gouvernements britannique et allemand d'acheter ou d'affréter un navire neutre, qui naviguerait entre la Grande-Bretagne et la France occupée, sous la protection du signe de la Croix-Rouge. Il les pria en outre de prendre à leur charge chacun la moitié des frais.

Le Gouvernement allemand répondit qu'il était prêt à fournir lui-même un navire-hôpital ou un autre bateau, et à supporter la moitié des frais de navigation.

Quant au Gouvernement britannique, il donna la préférence à un navire affrété par le CICR et précisa les conditions de sa mise en service.

---

<sup>1</sup> Voir ci-dessous : « Utilisation des navires », page 149.

Quatre mois après avoir transmis cette dernière proposition, le CICR apprit que le Gouvernement allemand, par l'entremise des Etats-Unis, agissant comme Puissance protectrice, la refusait, en alléguant que la navigation entre un port britannique et un port français de la Manche ne présenterait pas les garanties de sécurité nécessaires. De leur côté, les Autorités britanniques firent savoir qu'une nouvelle proposition était à l'étude.

Les négociations se trouvaient dans cette impasse lorsqu'en février 1941, le CICR fut informé par la Légation de Suède que la Croix-Rouge suédoise était disposée à se charger d'un échange de grands blessés à travers la mer du Nord, si le Gouvernement suédois obtenait l'accord de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Le CICR mit la Légation de Suède au courant des démarches tentées depuis huit mois, et offrit d'appuyer le projet suédois auprès des deux parties.

Pendant le deuxième semestre de 1940, des membres du CICR étaient allés à Londres et à Berlin discuter la question avec les Autorités intéressées, et un délégué du CICR avait été envoyé à Lisbonne pour en étudier les aspects techniques.

Entre temps, les belligérants avaient admis le transport en Méditerranée des colis pour prisonniers de guerre qui étaient restés en souffrance à Lisbonne par suite de l'interruption, en Espagne, du transit ferroviaire<sup>1</sup>. Ce service maritime était limité au transport, sur cette ligne, des secours pour prisonniers de guerre. Au contraire, le projet d'une liaison maritime à travers la Manche, était conçu sur des bases plus larges. S'il avait abouti, un service spécial, analogue à celui qui assurait le transport des secours destinés aux prisonniers de guerre, aurait pu être établi dès le début de la guerre, et le transport des personnes rapatriables eût été, de la sorte, organisé de façon uniforme sous les auspices de la Croix-Rouge.

Cet échec n'était pas dû à des objections de principe, et même la question de l'itinéraire était secondaire, puisque les parties proposaient tour à tour une liaison entre ports ennemis (Grande-Bretagne-France occupée) ou entre ports neutres (Irlande-péninsule ibérique). Mais il fut impossible de mener à bien les négocia-

---

<sup>1</sup> Voir « Ligne Lisbonne-Marseille », page 166.

tions relatives aux diverses œuvres humanitaires (échange des internés civils, rapatriement des grands blessés et du personnel sanitaire, etc.), qui devaient bénéficier de la mise en service d'un navire spécial. De plus, les divers problèmes à la solution desquels les Gouvernements subordonnaient leur décision étaient traités les uns par l'entremise du CICR, les autres par celle de la Puissance protectrice, ou même par les deux à la fois. Cette dualité ne pouvait qu'être préjudiciable aux interventions du CICR, surtout lorsque les propositions transmises par la Puissance protectrice s'accompagnaient de menaces de représailles. Enfin, ces problèmes étaient le plus souvent connexes aux yeux des belligérants : par exemple, le CICR fut informé confidentiellement que les Autorités allemandes n'accepteraient l'offre britannique susmentionnée, relative à la navigation d'un navire affrété par le CICR, que si la poste des prisonniers allemands au Canada était améliorée.

Le CICR poursuivit néanmoins ses efforts pour obtenir la protection de navires autres que ceux qui étaient affectés exclusivement au transport des secours aux prisonniers de guerre.

### 3. *Transports maritimes de la Croix-Rouge pendant la guerre.*

*Emploi du signe distinctif.* — Au cours du dernier conflit, la pratique s'introduisit d'utiliser le signe de la Croix-Rouge pour protéger, en dehors des Conventions internationales, certains transports maritimes répondant au but de la Croix-Rouge.

Or, l'emploi de la croix rouge sur fond blanc, prévu par la Convention de Genève, est strictement réservé, sur mer, à la protection des navires-hôpitaux militaires. L'usage de ces derniers étant réglé par la X<sup>e</sup> Convention de La Haye de 1907, ils ne pouvaient servir à d'autres fins sans l'assentiment des Puissances belligérantes intéressées. Il en allait de même lorsque des organismes de la Croix-Rouge ou des Gouvernements belligérants désiraient placer certains transports spéciaux sous le signe de la Croix-Rouge. En principe, l'accord formel de tous les Etats participant à ces Conventions eût été nécessaire pour apposer la croix de Genève sur les navires qui, dans des cas non



prévus par la X<sup>e</sup> Convention de La Haye de 1907, naviguèrent sous la protection de cet emblème. Mais comme il était impossible de l'obtenir en pleine guerre, et que les circonstances réclamaient des mesures rapides, on se contenta, dans chaque cas particulier, d'une entente entre les Puissances belligérantes dont les forces armées étaient effectivement susceptibles d'entrer en contact avec les navires à protéger, à un moment donné et sur certains parcours déterminés.

*Fonctions des navires protégés.* — L'emploi du signe de la Croix-Rouge sur certains navires fut adopté pendant la guerre :

1. pour les cargos servant à transporter, sous les auspices du CICR, les secours destinés aux prisonniers de guerre, aux internés civils et à certaines populations civiles, ainsi que la correspondance pour les prisonniers de guerre et les messages sur formules de la Croix-Rouge ;

2. pour les cargos suédois affectés au ravitaillement de la Grèce ;

3. pour certains navires affectés au rapatriement de grands blessés et malades, ainsi qu'à l'échange de prisonniers de guerre et d'internés civils.

Bien que de nombreux navires aient été mis en service sous le signe de la Croix-Rouge, ce système était limité à des cas strictement déterminés, et ne put s'étendre à tous les transports par mer qu'exigea l'application des principes humanitaires.

Une protection spéciale n'était demandée aux belligérants intéressés que lorsque le transport par navires ordinaires apparaissait irréalisable à cause du manque de communications, ou en raison des dangers trop grands auxquels ces transports étaient exposés. Les rapatriements de grands blessés et les échanges d'internés civils s'effectuèrent en partie au moyen de transports ordinaires, en partie au moyen de navires-hôpitaux et de paquebots bénéficiant d'un sauf-conduit spécial. En ce qui concerne les transports de marchandises, les colis et les secours adressés aux prisonniers et internés civils de l'Axe furent acheminés presque entièrement par les moyens ordinaires.

De grandes quantités de colis et de secours destinés aux prisonniers de guerre et internés civils alliés en Europe furent transportés également par des navires, neutres ou belligérants, non protégés par le signe de la Croix-Rouge. Les navires suisses, par exemple, transportèrent pendant la guerre environ 124.000 tonnes de secours de la Croix-Rouge, et les navires du CICR un total d'environ 470.000 tonnes.

Le statut spécial de ces navires ne s'étendait donc pas à l'ensemble des activités rentrant dans leurs fonctions spéciales. D'autre part, il était limité à des buts et à des parcours strictement déterminés.

*Navires appartenant à la Croix-Rouge.* — En dehors du cas des navires-hôpitaux utilisés exceptionnellement pour des échanges de grands blessés ou de prisonniers de guerre et d'internés civils, la plupart des navires protégés par l'emblème de la Croix-Rouge furent mis en service au moyen de contrats d'affrètement passés entre des armateurs de pays neutres et des Sociétés nationales de la Croix-Rouge. Cependant, trois navires, le *Caritas I*, le *Caritas II* et le *Henry-Dunant*, furent acquis par un organisme de la Croix-Rouge créé spécialement à cette fin par le CICR : la « Fondation pour l'organisation de Transports de la Croix-Rouge ».

## § 2. STATUT DES NAVIRES DU CICR

Du point de vue juridique, les navires du CICR furent caractérisés par les immunités que leur accordaient les Puissances belligérantes intéressées. A la réserve de ces immunités, ils continuaient à être soumis au droit commun de la marine marchande neutre.

Les conditions essentielles auxquelles le CICR consentit à mettre en service des bateaux sous son signe et sous son contrôle furent les suivantes :

1. Obtention par le CICR des sauf-conduits nécessaires pour chaque navire.

2. Affectation des navires exclusivement aux transports de secours autorisés en vertu d'accords passés entre le CICR et les Puissances belligérantes intéressées, et adressés au CICR ou à ses délégués.

3. Apposition des signes distinctifs selon les règles prescrites.

4. Accompagnement des navires par des agents convoyeurs neutres désignés par le CICR, et chargés de contrôler l'exécution des obligations assumées par ce dernier à l'égard des Puissances belligérantes.

5. Observation du programme de voyage notifié par le CICR aux Puissances belligérantes et de l'itinéraire agréé par ces dernières.

Les dispositions relatives aux transports maritimes du CICR, arrêtées d'accord avec les belligérants intéressés, firent l'objet d'un mémorandum communiqué en avril 1942 à tous les Gouvernements et à toutes les Sociétés nationales de la Croix-Rouge.

#### I. *Sauf-conduits.*

*Les demandes de sauf-conduits.* — En principe, le CICR ne consentait à solliciter le libre passage qu'à condition de pouvoir contrôler l'emploi des navires. D'autre part, il ne voulait assumer des responsabilités que dans la mesure où les belligérants s'engageaient à respecter les transports. Ces conditions furent remplies pour tous les navires mis en service sous les signes distinctifs du CICR.

Cependant, le CICR sollicita parfois des sauf-conduits pour des bateaux dépourvus de l'emblème et dont il ne se déclarait pas responsable, soit parce que les belligérants ne fournissaient pas des garanties suffisantes de sécurité, soit parce qu'il n'était pas lui-même en mesure d'exercer un contrôle efficace. On peut citer, comme exemple du premier cas, le transport des secours de Suède en Allemagne <sup>1</sup>, et comme exemples du second, les premiers voiliers utilisés entre Lisbonne et Marseille <sup>2</sup>, ainsi que les premiers cargos suédois affectés au ravitaillement de la

---

<sup>1</sup> Voir ci-dessous, « Ligne Göteborg-Lübeck », page 172.

<sup>2</sup> Voir ci-dessous, « Ligne Lisbonne-Marseille », page 166.

Grèce, le *Radmenso* et le *Sicilia*, affrétés respectivement par les Croix-Rouges britannique et américaine.

Les sauf-conduits étaient demandés directement par le CICR aux Gouvernements des pays dont les forces navales étaient susceptibles d'entrer en contact avec ses navires. Exceptionnellement, des demandes de sauf-conduits furent adressées au Gouvernement soviétique par l'entremise de ses alliés.

*Communication des caractéristiques.* — Les sauf-conduits devaient être sollicités pour une mission déterminée et pour un navire nommément désigné, avec indication de ses caractéristiques. Cette obligation était très gênante pour le CICR, qui ne savait jamais au bout de combien de temps sa demande serait agréée <sup>1</sup>. A cet égard, il n'existait pas un délai de préavis comme pour la notification du programme de voyage. Si les caractéristiques du navire devaient être communiquées aux belligérants, c'était aussi pour permettre à leurs forces navales de l'identifier en mer.

*Nationalité des navires.* — Aucun belligérant n'imposa des conditions spéciales quant à la catégorie de navires à utiliser. Mais le CICR ne recourait autant que possible qu'à des bâtiments neutres. Il fit cependant des demandes de sauf-conduits en faveur de navires portant un pavillon belligérant (français, grec, italien, roumain, yougoslave). En fait, hormis le navire grec *Nereus*, d'ailleurs sous contrôle de la Confédération suisse, les navires munis des signes du CICR battaient tous pavillon neutre. Le cas de navires appartenant à un pays devenu belligérant pendant qu'ils étaient au service du CICR s'est présenté uniquement pour les caïques turcs employés au ravitaillement des îles de la mer Egée, qui, comme on l'a vu plus haut, continuèrent néanmoins à jouir des immunités précédemment accordées <sup>2</sup>.

*Blocus.* — En revanche, les belligérants tenaient grand compte du blocus dans leur décision, d'où l'importance de la réciprocité

---

<sup>1</sup> Si le navire était immobilisé en attendant le sauf-conduit, cela entraînait des frais considérables ; dans le cas contraire, il risquait de n'être plus disponible, et il fallait donc se procurer un nouveau navire et demander un nouveau sauf-conduit.

<sup>2</sup> Voir ci-dessus, page 134.

pour le succès des démarches du CICR. Par exemple, les Autorités allemandes n'acceptaient que des navires suédois de la Baltique fussent utilisés par la Fondation qu'à la condition de recevoir de la partie adverse un tonnage équivalent<sup>1</sup>.

*Immunités.* — En principe, les navires munis d'un sauf-conduit<sup>2</sup> étaient protégés et respectés. En pratique, leur sécurité dépendait de la manière dont ils se conformaient aux règles de navigation qui leur étaient imposées<sup>3</sup>. A cet égard, chaque belligérant intéressé fit certaines réserves, et rappela à diverses occasions qu'il ne pouvait donner des garanties absolues. Ces navires étaient en effet exposés aux risques inhérents à l'état de guerre.

*Infractions.* — Trois navires sous le signe et le contrôle du CICR furent cependant l'objet d'attaques aériennes. Le *Stureborg*, torpillé par deux avions italiens, sombra le 9 juin 1942 alors qu'il retournait du Pirée à Alexandrie. L'*Embla* fut attaqué à deux reprises, le 6 et le 19 avril 1944, dans le Golfe du Lion, par un groupe d'avions britanniques, et coula lors de la seconde attaque. Enfin, le *Cristina* fut attaqué de la même façon, le 6 mai 1944, en rade de Sète. Ce dernier navire put être renfloué.

Le CICR signala ces infractions aux Puissances intéressées et, après les attaques successives dont ses navires furent victimes au printemps 1944, il décida d'interrompre leur service jusqu'à ce qu'il eût obtenu des garanties satisfaisantes. Il fut établi que, dans chacun de ces cas, aucune faute n'était imputable au CICR :

---

<sup>1</sup> Voir Rapport de la « Fondation pour l'organisation de transports de la Croix-Rouge », chapitre : « Acquisition de nouveaux navires ».

<sup>2</sup> L'autorisation de libre passage, dont il est question ici, ne doit pas être confondue avec les licences spéciales dont les navires devaient être munis pour traverser le blocus : par exemple, le « ship's warrant » et le « navy certificate » (ou « navicert ») britanniques, qui protégeaient respectivement le navire et la cargaison. Le second était obligatoire. Quant au « ship's warrant », les navires du CICR en furent dispensés en principe, mais il était préférable qu'ils en fussent pourvus pour éviter des retards. Les formalités relatives au « ship's warrant » étaient remplies en général par les consignataires du navire.

<sup>3</sup> Voir ci-dessous, « Dispositions relatives à la navigation », page 157.

toutes les attaques dirigées contre ses navires constituèrent donc, de la part des belligérants, des infractions aux engagements pris à l'égard de ces transports.

Après avoir fait une enquête, le Gouvernement italien présenta officiellement ses regrets pour l'attaque du *Stureborg* ; le Gouvernement britannique agit de même en ce qui concernait l'*Embla* et le *Cristina*, et donna des assurances pour l'avenir. Quant à la réparation des dommages, le CICR n'eut pas à intervenir ; l'affaire fut réglée entre les intéressés, soit directement, soit, dans le cas du *Stureborg*, par l'entremise de la Puissance protectrice.

Les sauf-conduits accordés par les belligérants permirent, néanmoins, aux navires du CICR de remplir efficacement leur mission jusqu'à la fin des hostilités. A ce propos, il convient de souligner qu'en proportion du trafic, les pertes furent minimes au regard de celles que subirent les autres flottes marchandes. En effet, environ  $\frac{1}{2}\text{‰}$  seulement des marchandises transportées, et moins de 3‰ du tonnage utilisé furent coulés<sup>1</sup>.

## 2. *Signes distinctifs.*

*Emblème de la Croix-Rouge et inscriptions.* — En juin 1940, lors des premiers pourparlers relatifs à la mise en service d'un navire spécial dans la Manche, le CICR suggérait déjà aux Gouvernements allemand et britannique de placer le navire sous la protection du signe de la Croix-Rouge<sup>2</sup>. Tandis que les Autorités allemandes offraient de mettre un navire-hôpital à la disposition du CICR, les Autorités britanniques proposaient d'utiliser un bateau neutre affrété par le CICR, mais restaient muettes sur la question du signe distinctif. Six mois plus tard, en leur demandant d'autoriser la mise en service du navire

---

<sup>1</sup> Le 26 juin 1944, le ministre de Suède à Berne écrivait au CICR : « Le Gouvernement suédois a toujours eu une excellente impression du soin méticuleux avec lequel les services maritimes du CICR préparent et dirigent les mouvements des bateaux de la Croix-Rouge, et grâce auquel il y a eu proportionnellement moins de pertes dans ce service qu'en aucun autre au cours de la guerre. »

<sup>2</sup> Voir ci-dessus, page 136.

yougoslave *Herzégovine* et des navires français *Penerf* et *Ile Rousse* pour le transport des colis entre Lisbonne et Marseille <sup>1</sup>, le CICR informa les Gouvernements allemand, britannique, français et italien de son intention d'apposer sur ces navires l'inscription « C. INTERNATIONAL », accompagnée d'une croix rouge sur fond blanc.

Sans attendre le résultat de ces négociations, des transports avaient commencé au moyen de voiliers motorisés des marines marchandes espagnole et portugaise. Ce fut à ce moment que les Autorités allemandes et italiennes subordonnèrent le libre passage, accordé depuis deux mois à ces voiliers, à la condition qu'ils fussent désormais munis du signe de la Croix-Rouge. Mais le CICR désirait que ce signe ne fût accordé qu'aux cargos sur lesquels il pouvait exercer un contrôle efficace. D'autre part, l'Amirauté britannique s'opposait à l'emploi de l'emblème pour des navires autres que ceux qui sont prévus par la X<sup>e</sup> Convention de La Haye de 1907 ; elle estimait suffisant de distinguer les cargos naviguant sous les auspices du CICR, au moyen d'une inscription telle que « C. INTERNATIONAL C.R. ».

Peu après, les transports s'organisèrent de manière à permettre au CICR le contrôle souhaité ; les cargos furent affrétés directement par la Croix-Rouge britannique, d'entente avec le CICR, et accompagnés d'un agent convoyeur engagé par ce dernier. Dans ces conditions, le CICR s'efforça d'obtenir la protection du signe de la Croix-Rouge. En effet, son indépendance et sa neutralité se trouvant sauvegardées, il pouvait assumer la responsabilité de ces transports à l'égard des belligérants, du moins dans la mesure où ceux-ci s'engageaient à les respecter.

*Couleur de la coque.* — Sur son insistance, les Autorités britanniques consentirent finalement que les cargos portassent l'inscription « C. INTERNATIONAL » suivie d'une croix rouge sur fond blanc, à condition que leur coque ne fût pas peinte en clair, pour éviter toute confusion avec les navires-hôpitaux.

---

<sup>1</sup> Voir ci-dessous, page 166.

Néanmoins des exceptions furent tolérées par la suite ; en effet, les navires suédois affrétés par la « Fondation » naviguèrent avec leur couleur propre gris-blanc.

A la demande des belligérants, les inscriptions et les signes de la Croix-Rouge devaient être peints directement sur le corps des navires. Leur simple apposition par des moyens provisoires n'était pas admise.

*Illumination.* — Les belligérants exigèrent que les signes distinctifs fussent éclairés la nuit. Cette règle ne s'appliquait naturellement qu'aux cargos se trouvant en mer. Dans les ports d'escale, ils étaient soumis aux obligations de l'obscurcissement, et de ce fait exposés aux attaques dirigées contre ces ports. Mais malgré les nombreux bombardements nocturnes qu'ils subirent, il ne se produisit qu'un seul accident, d'ailleurs sans gravité. Il s'agit du *Padua*, qui, le 22 octobre 1942 à 10 heures du soir, alors qu'il était ancré dans le port de Gênes, fut atteint d'une bombe incendiaire et légèrement endommagé.

Sur le parcours Port-Vendres-Marseille, la navigation de nuit fut interdite par les Autorités allemandes dès avril 1944. Ceux des cargos qui ne pouvaient effectuer ce trajet pendant le reste du jour devaient faire escale à Sète.

*Portée des règles.* — En fait, les règles établies pour le signalement des navires du CICR étaient en contradiction avec les prescriptions des Etats neutres. Il fallut, par conséquent, obtenir des ministères intéressés une dérogation aux règles édictées en cette matière. A cet égard, le CICR ne rencontra pas de difficultés.

*Réglementation.* — Pendant les deux premières années du service des navires du CICR, les modalités concernant l'apposition et l'éclairage des signes distinctifs donnèrent lieu à de nombreuses négociations avec chacun des belligérants intéressés. L'exécution des transports en fut fréquemment retardée. Le CICR obtint finalement l'accord des belligérants sur chaque point de détail, et une réglementation précise, tenant compte de l'expérience, put être établie définitivement dès 1943. Les règles relatives aux signes distinctifs et appliquées uniformément aux navires du CICR, jusqu'à la fin des hostilités, furent formulées de la façon suivante :



a) *Principes.*

Tout navire mis en service sous le contrôle du CICR avec l'agrément des Puissances belligérantes intéressées est muni des signes distinctifs prescrits ci-dessous. Ces signes sont enlevés au moment où le navire cesse d'être au service du CICR.

b) *Disposition des signes.*

Les signes distinctifs sont constitués par l'inscription « C. INTERNATIONAL » et plusieurs emblèmes de la Croix-Rouge disposés comme suit :

sur chaque flanc du navire, à au moins un mètre au-dessus de la ligne de flottaison, l'inscription « C. INTERNATIONAL »,

sur chaque flanc, à l'extrémité de la coque, vers la proue et vers la poupe, l'emblème de la Croix-Rouge sur fond blanc,

sur le pont, à l'avant et à l'arrière, de préférence sur les écoutilles, et, s'il y a lieu, sur le toit de la superstructure, l'emblème de la Croix-Rouge sur fond blanc,

dans l'axe du navire, à un endroit surélevé, un panneau vertical avec la croix rouge sur fond blanc.

c) *Dimensions des signes.*

Les dimensions des signes varient selon l'espace disponible. Les signes sont peints directement sur la coque et sur le pont, où ils sont placés de préférence sur les écoutilles.

L'inscription en lettres majuscules « C. INTERNATIONAL » (C point INTERNATIONAL) est peinte en noir sur un fond blanc dont la dimension en largeur occupe l'espace compris entre le haut de la coque et une ligne placée à un mètre au-dessus de la ligne de flottaison. La longueur de l'inscription est égale à quatorze fois la hauteur des lettres.

Les emblèmes de la Croix-Rouge seront aussi grands qu'il se pourra et auront au moins 3 mètres de côté. La croix rouge est au milieu d'un fond blanc carré ; la longueur de ses branches est égale aux trois quarts, et leur largeur au quart du côté du carré blanc. Le bas des emblèmes

de la croix rouge peints près de la proue et près de la poupe est placé à au moins un mètre au-dessus de la ligne de flottaison.

d) *Eclairage des signes.*

Un éclairage obligatoire des signes distinctifs est assuré de nuit de façon à les rendre nettement visibles aux armées de mer, de terre et de l'air. L'illumination du panneau vertical et d'un des emblèmes peints horizontalement sera particulièrement intense.

e) *Validité des présentes règles.*

Les présentes règles, appliquées avec l'accord des Puissances belligérantes intéressées et devant assurer la sécurité des navires mis à la disposition du CICR, auront la priorité sur toutes autres dispositions qui seraient en contradiction avec elles. Les lois et coutumes d'ordre national et international relatives à l'apposition des signes et inscriptions sur les navires, seront appliquées aux navires au service du CICR de manière à ne pas porter atteinte aux présentes règles.

*Abus des signes.* — Lorsqu'en avril 1941, le Gouvernement britannique accepta que les navires du CICR fussent munis de l'emblème de la Croix-Rouge, il se réserva de retirer son consentement, au cas où il serait établi que des Gouvernements ennemis abusaient de ce signe. En fait, pendant toute la durée des hostilités, un seul incident de ce genre fut soulevé, et cela par le Gouvernement allemand. Selon une communication de ce dernier au CICR, les forces navales allemandes auraient remarqué qu'un nombre anormal de navires munis des signes du CICR circulaient au large des côtes portugaises dans les nuits du 6 au 8 novembre 1942 (donc à la veille du débarquement allié en Afrique du Nord), ce qui autorisait tous les soupçons <sup>1</sup>. Cependant, rien ne vint confirmer ces allégations. Ainsi, le mode de signalement des navires du CICR semble n'avoir jamais donné lieu à aucun abus.

---

<sup>1</sup> Effectivement, six navires du CICR circulèrent pendant cette période dans les eaux en question.

A la fin des hostilités, l'emploi des signes distinctifs perdit sa raison d'être. En mai 1945, le CICR fit par conséquent enlever les signes sur les treize navires qui étaient encore au service de la Croix-Rouge.

### 3. *Utilisation des navires.*

A l'origine, l'usage d'un navire jouissant d'immunités spéciales devait parer aux graves inconvénients que l'interruption des communications normales présentait pour les diverses œuvres humanitaires : transport des personnes rapatriables, échange de civils internés, acheminement de la correspondance et des secours. En réalité, la plupart de ces projets échouèrent, et seuls les transports de secours pour prisonniers de guerre, organisés hâtivement et sans entente préalable, eurent l'approbation des belligérants. Mais ceux-ci spécifièrent que les navires affectés à ce service ne pourraient transporter aucune autre marchandise, ni des passagers, et les Autorités britanniques limitèrent leur autorisation aux envois couverts par un navicert. En outre, les navires devaient suivre des parcours déterminés.

Ces restrictions furent maintenues jusqu'à la fin de la guerre. Toutefois, les facilités accordées s'étendirent par la suite à des marchandises autres que les colis postaux, et à de nouvelles catégories de bénéficiaires. Dès juillet 1942, l'utilisation des navires fut réglée par accord entre les belligérants et le CICR, de la manière suivante :

Les navires transporteront exclusivement des objets adressés au CICR ou à ses délégués et constituant des secours aux prisonniers de guerre et internés civils de toute nationalité.

Par extension, des médicaments ou articles sanitaires destinés aux populations civiles seront aussi admis. Pour toute autre cargaison, adressée au CICR ou à la Commission mixte de la Croix-Rouge, mais destinée à d'autres catégories de victimes de la guerre, le CICR sera tenu de requérir au préalable l'agrément des Puissances belligérantes.

Les Autorités britanniques demandèrent au CICR de compléter la formule comme suit :

Les envois de sacs postaux, adressés aux postes suisses ou au CICR et contenant des colis destinés aux prisonniers de guerre, peuvent également être transmis par les navires du CICR.

Le CICR fut plus tard autorisé en principe à transporter les secours destinés à la population civile des pays occupés, pour tant que ces envois étaient munis de navicerts.

Le transport du matériel nécessaire à l'accomplissement des actions de secours (camions, lubrifiant, pneumatiques, etc.) fut admis lui aussi.

Il en alla de même pour la correspondance des prisonniers de guerre et des internés civils. Mais cette tolérance de principe ne concernait que les lettres bénéficiant de la franchise de port ; l'envoi des « messages civils » sur formules de la Croix-Rouge exigeait donc une autorisation spéciale <sup>1</sup>.

En revanche, le CICR ne parvint pas à disposer d'un navire pour envoyer des médicaments et du matériel aux services sanitaires de corps expéditionnaires <sup>2</sup>.

L'interdiction de transporter des passagers souffrit quelques exceptions dès 1944. A la demande de la Suède, le CICR accepta en effet que des courriers diplomatiques et des ressortissants de ce pays fussent embarqués à bord des navires suédois affrétés par la Fondation, sous réserve de l'agrément préalable des belligérants intéressés. En tout, 145 passagers firent ainsi la traversée de l'Atlantique à bord de divers navires du CICR.

L'évacuation, à l'aide de navires du CICR, de certains groupes de victimes civiles de la guerre ne soulevait pas d'objections de principe. Mais les tentatives dont elle fut l'objet demeurèrent vaines dans la plupart des cas, à cause de l'opposition tacite de l'un ou de l'autre des belligérants. Or, le CICR ne pouvait assumer la responsabilité de telles entreprises sans l'assentiment formel de tous les Gouvernements intéressés.

En résumé, les navires du CICR ne servirent qu'à transporter, sur certains trajets, de la correspondance pour des prisonniers de guerre, ainsi que des secours expressément autorisés, adressés au CICR, et destinés exclusivement à des catégories déterminées de victimes de la guerre.

---

<sup>1</sup> Cette autorisation fut refusée pour le transport par le *Vega* des messages civils à destination et en provenance des Iles de la Manche, les Autorités allemandes n'étant pas en mesure d'organiser la censure dans les îles.

<sup>2</sup> Voir ci-dessus, page 134.

Grâce au contrôle exercé par les délégués et les agents convoyeurs du CICR, les incidents furent rares et sans gravité. Quelques caisses de marchandises commerciales furent embarquées à Lisbonne par erreur <sup>1</sup>. La présence de passagers clandestins, en revanche, fut constatée à plusieurs reprises.

En général, ces passagers purent être débarqués au lieu même où ils étaient montés à bord ; quelques-uns, cependant, furent découverts trop tard pour être ramenés à terre <sup>2</sup>.

Les convoyeurs devaient aviser à la première occasion les Autorités intéressées de la présence de marchandises ou de passagers clandestins, pour couper court à tout usage abusif des immunités accordées par les belligérants. En cas d'irrégularités de ce genre, le droit commun était applicable quelle que fût la situation, et, lorsqu'il était saisi d'un litige par l'un des belligérants, le CICR ne pouvait que transmettre la réclamation et faire connaître son avis à la Puissance mise en cause.

La seule condition imposée à la répartition de tonnage était que les navires fussent au service des deux parties adverses. En accordant le sauf-conduit pour les navires chargés des colis destinés aux prisonniers de guerre détenus en Europe, l'Allemagne et l'Italie précisèrent, en effet, que ces navires devraient transporter, au retour, des secours destinés à leurs ressortissants prisonniers des Alliés. En fait, les Puissances de l'Axe n'eurent recours que dans une très faible mesure aux navires du CICR <sup>3</sup>.

Ne pouvant, faute de fonds, se procurer lui-même des moyens de transport, le CICR les recevait des organisations de secours

---

<sup>1</sup> Le CICR avisa les Autorités britanniques, en leur offrant de réexpédier ces caisses à Lisbonne, mais celles-ci purent être remises à leur destinataire en Suisse.

<sup>2</sup> Des Portugais partis de Lisbonne sur des navires du CICR se rendant aux Etats-Unis furent ramenés à Lisbonne à la demande des Autorités américaines. Un Alsacien fut trouvé à bord de l'*Embla* parti de Marseille le 26 décembre 1942, et débarqué à Gibraltar par les Autorités britanniques. Cet incident faillit avoir des suites fâcheuses pour le service des navires du CICR, les Autorités britanniques refusant de le réembarquer pour Marseille où les Autorités allemandes réclamaient son retour. Enfin, un prisonnier allemand fut découvert, le 25 avril 1945, sur le *Caritas II*, lors de son arrivée à Lisbonne ; ce passager clandestin avait échappé même aux visites de contrôle effectuées à Toulon et à Gibraltar par les services alliés.

<sup>3</sup> Environ 1 ½ % du tonnage transporté.

ou des Gouvernements intéressés. Or, ces derniers étaient enclins à revendiquer l'usage exclusif des bateaux fournis par eux. Mais le souci d'une stricte impartialité interdisait au CICR de se dessaisir de ses droits en faveur de qui que ce fût. Aussi n'accepta-t-il les moyens de transport qui lui étaient offerts qu'à condition d'être libre d'en disposer au profit de victimes de n'importe quelle nationalité, et ses concessions n'allèrent jamais au delà d'une simple préférence donnée à l'organisation qui avait fait les frais du navire.

Quels que fussent l'affrètement ou le pays d'origine du bateau, les délégations du CICR, installées dans les ports de départ, distribuaient donc équitablement le tonnage disponible entre les intéressés, d'après le volume et l'ancienneté des stocks à embarquer<sup>1</sup>. Ce système permettait en outre au CICR de coordonner les transports, de pourvoir à la constitution de stocks, et d'échelonner les envois selon leur urgence.

#### *4. Organisation du contrôle.*

Responsable des transports, le CICR dut prendre diverses dispositions pour faire respecter les droits des belligérants. Il ne lui était cependant pas possible de fournir des garanties absolues, surtout avant d'avoir acquis quelque expérience dans ce domaine. Le Gouvernement italien, auquel ces réserves ne donnaient pas satisfaction, proposa que les navires fissent escale dans un port italien plutôt qu'à Marseille, « pour faciliter la tâche du CICR et simplifier les opérations de contrôle ». Puis les transports s'organisèrent de manière à permettre au CICR d'exercer un contrôle plus efficace et de gagner toujours davantage la confiance des belligérants. Aussi ces derniers se bornèrent-ils à sanctionner et à rendre obligatoire la présence des agents que le CICR, de sa propre initiative, avait placés à bord des cargos naviguant sous son signe. Pour le reste, ceux-ci

---

<sup>1</sup> Un arrangement intervint dans le même sens avec le Service des transports maritimes de la Confédération suisse, au sujet du tonnage que celui-ci mettait à la disposition de la Croix-Rouge sur les navires suisses mis en service entre l'Amérique du Sud et l'Europe. Toutes les demandes de frêt étaient adressées au CICR, qui distribuait l'espace disponible entre les organisations de secours intéressées.

étaient soumis, en mer comme dans les ports, aux mêmes mesures de contrôle que les navires marchands neutres.

*Clauses spéciales d'affrètement.* — Comme le CICR, pour des raisons financières, n'acquiesçait ni n'affrétait lui-même les cargos, il ne pouvait remplir ses obligations envers les belligérants qu'en obtenant à son tour certaines garanties de la part des armateurs et des affréteurs. A cette fin, il exigeait des parties intervenant au contrat d'affrètement l'engagement formel d'observer et de faire observer les règles imposées aux transports de la Croix-Rouge. Le but de l'affrètement devait être expressément prévu dans les conventions ; les parties s'engageaient à mettre le navire à la disposition exclusive du CICR et à se conformer aux instructions que ses délégués leur donneraient, en particulier au sujet du programme de voyage et de l'itinéraire.

L'affrètement était subordonné, en outre, aux clauses suivantes :

1. *Les signes distinctifs des navires du CICR.* — La disposition et les dimensions de ces inscriptions et emblèmes doivent être approuvées par les organes du CICR. Ils sont à apposer avant le départ pour le premier voyage, ils doivent toujours être bien entretenus et ils sont à enlever avant le licenciement du navire. Tous les frais résultant de ces insignes et de leur éclairage sont à la charge du navire.

2. *Les restrictions imposées quant à l'utilisation des navires.* — Les navires du CICR sont exclusivement réservés au transport des envois destinés aux diverses catégories de victimes de la guerre admises au bénéfice de cette sorte de secours et adressés au CICR (soit à ses délégués ou à la Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale), pour être distribués sous son contrôle. Seules les marchandises figurant sur le manifeste du navire, qui est à présenter pour signature aux organes du CICR, au port de départ, peuvent et doivent se trouver à bord. Sans une autorisation spéciale du CICR à Genève, aucune personne ne pourra être transportée à bord d'un de ces navires, en dehors de son équipage habituel et de l'agent convoyeur désigné par le CICR.

3. *L'agent convoyeur du CICR.* — Comme les obligations contractées envers les belligérants engagent la responsabilité du CICR, celui-ci fait accompagner chaque navire par un agent convoyeur qui le représente dans toutes les relations où il s'agit des intérêts du Comité. La mission particulière de l'agent convoyeur est de veiller à ce que les engagements pris par le CICR et transférés au navire soient remplis. Le navire doit

fournir à l'agent convoyeur un logement et de la nourriture appropriée à sa position.

4. *La surveillance des navires du CICR.* — Il est dans l'intérêt du navire même que les restrictions exigées par les belligérants et mentionnées sous chiffre 2 soient scrupuleusement observées. Le commandant du navire doit prendre en conséquence toutes les mesures lui paraissant utiles à empêcher une infraction à ces restrictions. Il donnera les explications et ordres nécessaires à son équipage. L'agent convoyeur collaborera à cette surveillance. Le résultat à rechercher par le commandant du navire et par l'agent convoyeur étant le même, cette collaboration ne doit rencontrer aucune difficulté. Elle doit être portée par une confiance réciproque et par le désir de contribuer à la tâche du CICR. Si malgré toutes les précautions prises, des passagers clandestins ou des marchandises étrangères sont découverts au cours du voyage, ces passagers et ces marchandises doivent en principe être reconduits au port de départ pour y être débarqués. Le commandant du navire et l'agent convoyeur feront tout ce qui leur est possible pour suivre ce principe, et les différents navires du CICR se prêteront une mutuelle assistance.

5. *La neutralité des navires du CICR.* — La mission des navires du CICR implique l'observation d'une neutralité absolue de la part de tout le personnel se trouvant à bord. Les commandants de navire doivent exiger de leur équipage de ne faire à personne une communication quelconque qui pourrait offrir un intérêt pour n'importe lequel des belligérants. Si des fonctionnaires officiels essayent de poser des questions à des membres de l'équipage, ils doivent refuser de répondre à toutes les questions ne concernant pas leur service sur le navire. Ils diront que c'est là un ordre strict du CICR.

6. *La validité des présentes clauses.* — Il n'est pas exclu que certaines lois et prescriptions d'ordre international, national ou autre, se trouvent être en contradiction avec les présentes clauses. Pour ce cas, il est expressément convenu que les présentes clauses destinées à garantir l'observation des obligations contractées envers les belligérants ont la priorité sur toutes autres considérations. Ces dernières doivent, en effet, s'effacer devant les intérêts supérieurs du CICR sans les engagements duquel son service de navires ne pourrait exister.

Ces clauses faisaient partie intégrante du contrat d'affrètement. Le CICR se réservait en outre la faculté de désigner le consignataire du navire et celui de la cargaison.

*Délégations.* — La délégation du CICR organisait et surveillait le chargement et le déchargement des navires ; elle était seule compétente pour répartir le tonnage entre les divers envois ; elle était chargée de la réception et de la réexpédition de la cargaison ; elle dressait le programme de voyage (qui devait



être notifié aux belligérants intéressés) et donnait les instructions nécessaires aux armateurs ou à leurs agents, spécialement en ce qui concerne les signes distinctifs, l'horaire et l'itinéraire. Les délégations traitaient elles-mêmes les questions relatives au trafic des navires avec les Autorités locales et les représentants des Etats belligérants établis dans les pays neutres. Cette procédure avait l'avantage d'éviter que les commandants des navires ne reçussent des instructions contradictoires. Enfin, les agents convoyeurs, dans l'exercice de leurs fonctions, relevaient directement des délégations installées dans les ports.

*Agents convoyeurs.* — Dès qu'il eut obtenu l'autorisation d'organiser des transports, le CICR décida d'assurer leur contrôle en plaçant à bord des navires des agents spéciaux qui étaient exclusivement de nationalité suisse. Les belligérants demandèrent bientôt que tous les navires au bénéfice d'un sauf-conduit fussent obligatoirement accompagnés de l'agent convoyeur du CICR. Mais il n'en fut pas toujours ainsi, car l'état des communications et les longs délais nécessaires à l'obtention des visas<sup>1</sup> empêchèrent plus d'une fois l'agent désigné d'arriver à temps. Pour ne pas retarder les transports, le navire partait néanmoins selon le programme établi, mais les belligérants étaient aussitôt avisés qu'il naviguait sans convoyeur. Les difficultés de ce genre augmentèrent avec le temps, si bien qu'en décembre 1944, le CICR pria les belligérants intéressés de le dispenser de cette obligation. Ceux-ci consentirent à renoncer au convoiement, en se réservant de le demander dans des cas particuliers. Cependant, le CICR continua à faire accompagner autant que possible ses navires par un agent convoyeur.

Bien qu'ils eussent rendu obligatoire la présence sur les navires d'un représentant du CICR, les belligérants ne précisèrent aucunement son rôle. Avant son départ, chaque convoyeur recevait des instructions du CICR. Il devait veiller que les règles relatives à l'utilisation du navire et aux signes distinctifs fussent strictement respectées, assister à toutes les opé-

---

<sup>1</sup> Les agents convoyeurs voyageaient avec un passeport ordinaire. Pendant leur mission, ils étaient inscrits au rôle d'équipage. Ils portaient sur eux un ordre de mission du CICR et un brassard sur lequel figurait l'emblème de la Croix-Rouge.

rations de chargement et de déchargement, et se faire remettre un état nominatif de l'équipage, ainsi qu'une copie du connaissement ou de la feuille de route postale.

Dès que les douaniers de garde s'étaient retirés, il ne devait plus quitter le navire, jusqu'à ce que les douaniers du port d'arrivée fussent montés à bord. Il avait le droit de procéder à l'inspection complète du navire. Au cours du voyage, aucune marchandise ne devait être chargée ou déchargée, et personne n'était admis à bord ni ne pouvait descendre à terre. L'agent convoyeur devait prendre les mesures appropriées en cas de manquement aux obligations contractées à l'égard des belligérants. En revanche, la responsabilité de la navigation incombait exclusivement au commandant du navire.

*Equipages.* — Le CICR n'intervint pas dans l'enrôlement des équipages. Il exigea cependant que tous les membres de l'équipage fussent ressortissants d'Etats reconnus neutres. Lorsque l'enrôlement de marins ressortissant à des pays en guerre apparaissait inévitable, il le soumettait à l'agrément des belligérants <sup>1</sup>. D'ailleurs ceux-ci ne firent pas de difficultés pour admettre les matelots non neutres (baltes, belges, brésiliens, danois, égyptiens, finlandais, grecs, norvégiens, russes) auxquels il fallut recourir en diverses occasions <sup>2</sup>.

Les équipages étaient recrutés en pays neutre, et ceux qui étaient prévus pour les navires du CICR armés dans un port belligérant furent, dans la plupart des cas, transportés sur place par d'autres navires du CICR.

Le CICR ordonnait le licenciement immédiat de tout marin qu'il savait n'être pas « *persona grata* » auprès de l'un ou l'autre

---

<sup>1</sup> Cet engagement ne put être tenu qu'à grand'peine, car il était très difficile de recruter des marins neutres. Au surplus, la restriction que le CICR s'était ainsi imposée n'était pas nécessaire. Les équipages de la flotte suisse étaient composés en grande partie de ressortissants de pays belligérants, et la plupart de ces navires étaient commandés par des capitaines russes et belges sans qu'il en résultât des inconvénients. Tous les incidents survenus au sujet de membres d'équipages de navires du CICR concernaient des marins neutres, hormis un cas où un sujet britannique avait été enrôlé.

<sup>2</sup> Lors du projet de mise en service d'un navire du CICR en Extrême-Orient, les Alliés consentirent en principe que l'équipage fût composé de marins japonais, au cas où cette condition pourrait décider les Autorités japonaises à accepter les transports de la Croix-Rouge.

belligérant. Cette mesure ne dut être prise que dans quatre cas <sup>1</sup>.

Pour le *Rosa Smith*, en service entre Göteborg et Aberdeen, le Gouvernement britannique exigea que le rôle d'équipage fût soumis au Consulat britannique à Göteborg. Les membres d'équipage étaient autorisés à descendre à Aberdeen, mais ne devaient pas sortir de la ville.

Les divers moyens de contrôle adoptés par le CICR se sont révélés, à l'expérience, suffisamment efficaces puisqu'ils permirent à ses navires de jouir de la confiance des belligérants jusqu'à la fin des hostilités.

#### 6. *Dispositions relatives à la navigation.*

La sécurité des navires du CICR réclamait, outre le sauf-conduit et l'emblème de la Croix-Rouge, des précautions spéciales. Aussi devaient-ils naviguer conformément aux prescriptions que le CICR leur communiquait après les avoir établies d'entente avec les belligérants. Mais il était souvent très malaisé d'obtenir l'accord de ces derniers, de sorte que l'exécution des transports projetés s'en trouvait considérablement retardée. En effet, un navire ne pouvait prendre le large tant que chacune des parties lui imposait un itinéraire différent, et, si les pourparlers n'aboutissaient pas à un arrangement au moins provisoire, force était d'interrompre le service pour un temps plus ou moins long.

*Notification.* — Dès que les premiers transports spéciaux de la Croix-Rouge furent signalés aux belligérants intéressés, ceux-ci informèrent le CICR qu'ils ne pourraient aucunement garantir la sécurité des navires si le programme de voyage ne leur était pas communiqué au moins dix jours d'avance. Alors que le sauf-conduit était demandé une fois pour toutes, la notification

---

<sup>1</sup> Le licenciement à Lisbonne d'un officier suédois du *Vega*, demandé par la Commission d'armistice à Marseille, donna lieu à un incident en novembre 1942. Le capitaine, les armateurs et la Croix-Rouge britannique refusèrent de licencier cet officier qui avait été amené à grands frais de Suède à Lisbonne par avion. Ils se ravisèrent néanmoins et engagèrent un remplaçant (finlandais), de sorte que le CICR put autoriser le navire à reprendre son service.

du programme de voyage devait être répétée pour chaque voyage. Les Autorités italiennes exigèrent même que le CICR attendît la confirmation de leur accord pour donner l'ordre de départ <sup>1</sup>.

Les conditions de la notification étaient fixées par chaque belligérant. Elles furent assez fréquemment modifiées. Le délai de préavis, notamment, qui était d'abord de dix jours, fut réduit à six, puis à quatre jours. Certains belligérants se contentaient même d'un préavis de 48 heures. D'ailleurs, les délais pouvaient varier selon les lignes desservies.

La notification donnait le programme détaillé du voyage d'aller et de retour, avec l'indication des escales et des dates de départ et d'arrivée dans les différents ports. Lorsque les navires partaient d'un port neutre, elle était faite par la délégation du CICR aux attachés navals des représentations diplomatiques des Etats belligérants. En revanche, les voyages débutant dans un port belligérant étaient notifiés aux Gouvernements intéressés par le CICR lui-même.

La notification avait pour but de permettre aux Autorités belligérantes d'aviser leurs forces armées. Son principal inconvénient était que tout navire qui, pour une raison quelconque, ne pouvait se conformer au programme prévu, devait être retenu pendant le délai nécessaire à une nouvelle notification. D'autre part, le CICR fut parfois coupé de toute communication avec ses navires. A partir de 1944, par exemple, il n'avait aucun moyen de communiquer rapidement avec ses délégations à Marseille et à Toulon, et il n'était par conséquent pas en mesure de signaler les retards survenant lors d'escales dans ces ports <sup>2</sup>.

*Itinéraire.* — Les sauf-conduits étaient accordés pour des voyages à effectuer, non seulement entre des ports déterminés,

---

<sup>1</sup> Au cas où cet accord parvenait après la date prévue pour le départ, une nouvelle notification avec le délai de dix jours devenait nécessaire,

<sup>2</sup> Par exemple, le CICR ne put signaler avant le 19 juin 1944 aux Autorités britanniques que le départ de Sète du *Cristina*, notifié pour le 13 juin, avait dû être renvoyé au 25 juin. Le Foreign Office informa aussitôt le CICR qu'il déclinait toute responsabilité au sujet du bateau jusqu'au jour où la nouvelle notification serait parvenue aux Autorités militaires intéressées.

mais encore selon un itinéraire précis, défini par points géographiques. La détermination de cet itinéraire était une cause de fâcheux retards parce qu'elle nécessitait, le plus souvent, de longues négociations avec les belligérants. L'un des Gouvernements intéressés acceptait parfois d'avance le trajet qui serait fixé par ses alliés, ou même en laissait une partie à la discrétion de l'adversaire. Tous étaient néanmoins informés de l'itinéraire définitivement choisi. Mais des modifications furent fréquemment demandées en cours de service. La proximité de bas-fonds ou de champs de mines rendait certains itinéraires très dangereux pour les navires, que les conditions atmosphériques pouvaient toujours faire dévier légèrement de leur route. C'est ainsi que le *Vega* s'échoua sur un banc de sable, et que le *Padua* sombra après avoir heurté une mine dans le Golfe du Lion.

*Pilotes.* — Les Gouvernements intéressés exigèrent souvent, spécialement dans les eaux territoriales des pays belligérants, que les navires prissent un pilote à bord <sup>1</sup>.

En raison des risques de navigation entre Port-Vendres et Marseille, le CICR pria lui-même les Autorités allemandes de mettre des pilotes à la disposition des navires. Celles-ci acceptèrent à condition que les pilotes fussent considérés comme des personnes neutres. Le Gouvernement américain y consentit, mais non le Gouvernement britannique. Trois mois plus tard, ce dernier revint sur sa décision et donna « l'assurance que les pilotes entre Port-Vendres et Marseille seront traités comme neutres par les Autorités britanniques et qu'ils seront exempts de capture ». Après cet arrangement, il n'y eut plus d'accident sur ce parcours.

Les pilotes utilisés ailleurs ne jouissaient d'aucune situation de faveur, puisque les navires du CICR n'étaient pas au bénéfice de l'exterritorialité.

*Signalisation par radio.* — En mai 1944, peu après les attaques subies par l'*Embla* et le *Cristina*, le Gouvernement britannique

---

<sup>1</sup> On eut recours à cette pratique entre l'île de Rhodes et le Pirée, au passage des îles Féroé, à l'embouchure du Delaware, dans les eaux allemandes de la Baltique et de la mer du Nord, aux Iles de la Manche, etc.

demanda, comme mesure supplémentaire de précaution, que les navires du CICR signalassent leurs mouvements par TSF, pour permettre aux forces armées de les identifier. Il ajoutait que les forces aériennes alliées en Méditerranée déclinaient toute responsabilité en cas d'attaques aériennes, si certains renseignements relatifs à la navigation ne leur parvenaient pas à temps. Les Autorités allemandes, consultées, acceptèrent cet usage de la radio de bord. Fréquemment modifiées au cours des trois premiers mois <sup>1</sup>, les règles de la signalisation furent, en août 1944, fixées de la manière que voici :

1. signalisation par radiodiffusion toutes les quatre heures à partir de minuit (HEC) sur 600 mètres (500 kilocycles), selon la formule suivante :

« Position à... heures Greenwich, latitude..., longitude..., direction..., vitesse..., nœuds... » ;

2. radiocommunication sur 600 mètres une fois par jour aux postes radiotélégraphiques d'Alger (ou de Gibraltar) et de Coltano (Livourne) ;

3. en cas d'escale imprévue dans un port intermédiaire :

a) le commandant notifiera par radiodiffusion (600 mètres, 500 kilocycles) son intention de faire escale et avisera notre délégation à Lisbonne, de son arrivée, de la date et de l'heure probables du départ. En outre, le commandant informera ses armateurs, ou leurs agents, à l'intention des Autorités britanniques, de la date et de l'heure prévues pour le départ du port intermédiaire avec un préavis d'au moins quatre jours ;

b) le commandant radiodiffusera au moins 48 heures à l'avance le moment prévu pour le départ du port en question ;

4. au cas où les émetteurs de bord ne seraient pas suffisants pour atteindre les postes d'Alger, Gibraltar et Coltano, les communications prévues se feraient par l'entremise de postes radiotélégraphiques espagnols.

En prévision d'escales dans les ports d'Espagne, l'agrément du Gouvernement espagnol était nécessaire. Il fut accordé, avec les réserves suivantes : « les communications à émettre par radio doivent se borner à la signalisation de la date d'arrivée ou de départ des bateaux, et être faites en langage courant ou chiffré d'après le code international. La transmission doit être

---

<sup>1</sup> Six navires retenus à Marseille en attendant la mise au point de ces modalités, furent autorisés à partir sans observer les nouvelles prescriptions à condition de naviguer en convoi.

effectuée avec les fréquences en usage internationalement au service mobile de la marine marchande.»

En décembre 1944, le Gouvernement britannique informa le CICR que ses navires n'étaient plus obligés de radiodiffuser leurs mouvements en Méditerranée. Cette mesure ne fut donc appliquée que pendant le temps où cette zone demeura le théâtre de grandes opérations militaires.

Dans l'Atlantique, les navires du CICR étaient tenus de signaler leur position une fois par jour à leur poste national, sur longueur d'onde de 500 kilocycles. Quant au *Rosa Smith*, en service entre Aberdeen et Göteborg, il devait communiquer sa position deux fois par jour.

*Portée des prescriptions.* — Toutes ces prescriptions étaient destinées à renforcer la sécurité des navires du CICR. Mais ils pouvaient se trouver dans l'impossibilité de s'y conformer, soit qu'ils dussent obéir à des ordres des Autorités militaires, soit pour d'autres raisons de force majeure. Il s'agissait donc de savoir si les navires étaient privés de protection lorsqu'ils se trouvaient dans des situations particulièrement dangereuses. Le Gouvernement britannique précisa à plusieurs reprises qu'il n'acceptait aucunement la responsabilité d'attaques dirigées contre ceux qui n'auraient pas observé strictement les prescriptions. Ainsi, d'une part, les navires du CICR étaient exposés aux accidents inhérents à l'état de guerre, et d'autre part, leur sécurité dépendait entièrement de l'application de chacune des règles auxquelles ils étaient soumis. Bien qu'il n'ait pas eu de conséquences pratiques, le fait que des obligations non exécutoires en toutes circonstances incombaient aux navires du CICR, constitua néanmoins une situation anormale. Logiquement, seules les infractions aux conditions générales du sauf-conduit, concernant l'utilisation du navire, le programme de voyage et les signes distinctifs, devraient justifier un retrait de la protection. Cette question ne donna pas lieu à des pourparlers particuliers. Mais il semble que les Autorités italiennes aient interprété en ce sens le principe de la protection, car, lorsque le CICR fit certaines réserves au sujet de l'emploi du signe de la Croix-Rouge, au début de 1941, elles répondirent :

En ce qui concerne l'apposition des signes distinctifs de la Croix-Rouge, le ministère pense que ce sont justement, et à plus forte raison, les conditions ne permettant pas de préciser à l'avance l'itinéraire, les escales, les dates, etc., qui conseillent de munir les voiliers de l'emblème de la Croix-Rouge, et cela spécialement pour les garantir contre les attaques aériennes.

En conclusion, il conviendrait que les prescriptions relatives à la navigation fussent destinées uniquement à faciliter l'identification des navires, sans que la protection due à ces derniers en dépendît d'aucune manière. Les belligérants ne devraient donc pas être en droit de décliner toute responsabilité pour des attaques dirigées contre des navires protégés par l'emblème, sous prétexte qu'il leur était impossible de les identifier.

#### *7. Transfert de pavillon.*

Par suite des pertes subies par leurs flottes marchandes, les pays neutres n'étaient guère en mesure de mettre du tonnage à la disposition de la Croix-Rouge. D'autre part, les Autorités américaines et allemandes avaient, à diverses occasions, exprimé le désir de voir réunis, sous le contrôle du CICR et sous pavillon suisse, les transports de la Croix-Rouge. Le CICR sollicita donc des Gouvernements intéressés des exceptions aux dispositions du droit international concernant le transfert de pavillon, et obtint successivement le passage sous pavillon suisse de trois navires belligérants.

La Confédération suisse l'accepta, pourvu que les navires fussent soumis au droit suisse, notamment en ce qui concerne le transfert de la propriété du navire à une personne suisse et la radiation du navire du registre de navigation du pays d'origine. En outre, le CICR devait obtenir l'agrément des belligérants aux transferts envisagés, et assumer la responsabilité de l'utilisation des navires. Enfin ces derniers ne devaient pas être imputés au contingent de tonnage accordé à la Suisse par les belligérants.

Lors de l'acquisition du *Frédéric*, vapeur belge bloqué à Casablanca, le Gouvernement allemand posa comme condition au transfert de la propriété du navire que sa rétrocession à l'armateur pût être réclamée en tout temps par les Autorités



allemandes <sup>1</sup>. Quant au Gouvernement britannique, il spécifia que ce transfert ne devrait valoir aucun avantage financier, même indirect, aux Puissances ennemies.

Pour concilier ces diverses conditions, les transferts furent effectués au moyen de ventes à réméré, et les paiements différés jusqu'à la fin de la guerre. Au moment de leur immatriculation dans le Registre suisse, les navires ne devaient être grevés d'aucun droit de gage <sup>2</sup>.

Tandis que la mise en service de navires neutres pour les transports de la Croix-Rouge nécessitait simplement des accords entre certaines Puissances belligérantes, le transfert de pavillon, en revanche, était notifié à tous les Gouvernements intéressés par les soins des représentants diplomatiques de la Confédération suisse.

Le CICR sollicite l'agrément préalable des Gouvernements allemand, américain, belge, brésilien, britannique, français, italien et suisse. Par la suite, il lui fallut en outre celui du Japon, car ce pays, lors du premier transfert, avait fait des réserves pour le cas où ce changement de pavillon lui apparaîtrait comme une dérogation à des dispositions de droit international.

En résumé, pour pouvoir transférer sous pavillon neutre des bateaux belligérants, le CICR dut obtenir :

que les belligérants renonçassent à leur droit — reconnu par la déclaration de Londres de 1909 — de considérer ces transferts comme nuls ; que la propriété du navire fût cédée à une personne juridique suisse ;

que cette acquisition pût se faire de manière qu'il n'en résultât aucun gain pour les belligérants ; que ces derniers consentissent à mettre des navires à disposition malgré leur propre besoin de tonnage, et enfin, que la Fondation obtînt des garanties financières suffisantes pour couvrir les risques d'exploitation des navires acquis.

Quant au statut des navires transférés à la Fondation, il était

---

<sup>1</sup> Le Département politique suisse se contenta de l'agrément du Gouvernement belge de Londres pour admettre la réserve allemande.

<sup>2</sup> En ce qui concerne les clauses relatives aux ventes et aux garanties financières, voir le Rapport de la « Fondation pour l'organisation de transports de la Croix-Rouge ».

identique à celui des autres navires naviguant sous les auspices du CICR.

### § 3. ORGANISATION TECHNIQUE

*Affrètements.* — Les premiers transports, avec sauf-conduit, de colis pour les prisonniers de guerre, purent avoir lieu grâce à des contrats passés avec une entreprise portugaise qui affrétait elle-même les cargos nécessaires. Il en fut ainsi pendant trois mois.

D'autre part, le CICR envisageait d'affréter des navires<sup>1</sup>, soit aux frais des Gouvernements intéressés, soit pour le compte des Croix-Rouges nationales. Mais ces projets échouèrent, et le CICR y renonça bientôt, ayant eu recours entre temps à une solution qui sauvegardait à la fois ses propres intérêts et ceux des organisations de secours et des Gouvernements intéressés. En effet, bien que les contrats d'affrètement fussent conclus entre la Croix-Rouge britannique et des armateurs de pays neutres, le CICR avait la disposition exclusive des navires et toute facilité d'exercer le contrôle exigé par les belligérants.

Ce système dura jusqu'à la fin de la guerre, concurremment avec un autre qui fut adopté en 1942. Après l'entrée en guerre des Etats-Unis, la Croix-Rouge américaine demanda au CICR si les secours qu'elle fournissait ne pourraient pas être transportés par des navires battant pavillon suisse et naviguant dans les mêmes conditions que les navires du CICR déjà en service. Consultée, la Suisse se montra favorable au transfert de navires sous son pavillon, à condition que le CICR obtînt les autorisations nécessaires. En attendant, elle offrit de mettre, sur ses propres navires, 2000 à 3000 tonnes par mois à la disposition des transports transatlantiques de la Croix-Rouge<sup>2</sup>.

Les envois de secours prévus dépassant largement ce tonnage,

---

<sup>1</sup> Le Gouvernement britannique avait posé cette condition lors du projet de création d'une liaison à travers la Manche. Voir ci-dessus, page 136.

<sup>2</sup> Cette proposition fit l'objet de pourparlers entre les Autorités suisses et britanniques, et les conditions de cession du tonnage suisse pour des transports de la Croix-Rouge furent stipulées dans l'accord du 9 avril 1942.

la proposition de la Croix-Rouge américaine — qui était conforme à un vœu du Département d'Etat américain — fut maintenue, et le CICR étudia avec les Autorités suisses les moyens d'y donner suite. C'est alors qu'il résolut de créer une fondation soumise au droit suisse, qui acquerrait les navires à transférer sous pavillon suisse, et se chargerait des transports de secours confiés au CICR. Les navires acquis par cette fondation devaient être exploités, soit par elle-même, soit par les soins d'un armateur-gérant de nationalité suisse. Aux termes de la législation suisse, ces navires ne pouvaient être affrétés par une institution étrangère. La Fondation, en revanche, était autorisée à affréter des navires portant pavillon étranger. Dès 1942, les transports de secours incombèrent donc à un organisme spécial de la Croix-Rouge, dont l'activité dépendait néanmoins du CICR <sup>1</sup>.

En fait, la Fondation n'acquit que trois navires. La plupart des transports furent exécutés au moyen de navires affrétés, principalement parce que l'acquisition de navires et le transfert de pavillon soulevaient chaque fois de grandes difficultés qui leur laissaient peu de chance d'aboutir en temps utile.

En définitive on n'utilisa, pour les transports placés sous le signe du CICR, que des navires affrétés par la Croix-Rouge britannique, par la Fondation ou appartenant à cette dernière.

Le mode d'affrètement était adapté aux divers contrats en usage, et variait presque dans chaque cas. Certains bateaux étaient affrétés à terme, d'autres par voyage, d'autres enfin pour la durée de la guerre.

*Financement.* — Quant au recouvrement du fret et des frais de transport, il se faisait, pour les navires affrétés par la Croix-Rouge britannique, par l'entremise de la délégation du CICR, qui établissait un décompte d'après le tonnage réparti entre les divers expéditeurs, et remboursait la Croix-Rouge britannique. Mais pour les navires de la Fondation, celle-ci réglait en général directement ses comptes avec les expéditeurs, et l'inter-

---

<sup>1</sup> La création et l'activité de la Fondation sont exposées dans son Rapport de gestion.

vention du CICR n'était requise que dans certains cas de transferts de fonds.

Les taux de fret variaient d'après les contrats d'affrètement. Ils étaient calculés au prix coûtant pour les navires de la Fondation <sup>1</sup>, parce que celle-ci, qui jouissait d'ailleurs de privilèges fiscaux, ne demandait aucune rémunération de ses services.

Une partie des secours transportés consistait en sacs de colis postaux jouissant de la franchise de port. Les frais de transport de ces sacs par les navires du CICR devaient être récupérés ; ils furent supportés par les Croix-Rouges nationales des destinataires des colis. Les affréteurs renoncèrent, en revanche, au remboursement des frais de transport des sacs contenant la correspondance des prisonniers de guerre.

*Administration.* — Les négociations avec les belligérants étaient du ressort exclusif du CICR. Celui-ci organisa un service distinct, qui dépendait d'abord de la Division des secours, puis de la Division des transports et communications, constituée en août 1942 et placée sous le contrôle d'une Commission du CICR.

La Division des transports et communications était chargée des démarches auprès des Gouvernements concernant les transports, et avait la haute surveillance sur tout le fonctionnement du service maritime. Un grand nombre de délégations installées dans les ports, quoique rattachées à la Division des délégations, travaillèrent presque exclusivement pour le compte du Service des transports maritimes, dont les agents convoyeurs relevaient directement. Les instructions à donner aux armateurs, aux affréteurs ou aux commandants des navires étaient transmises par les délégations ou par la Fondation.

#### § 4. RÉALISATIONS PRATIQUES

##### 1. *Ligne Lisbonne-Marseille*

Au début de la guerre, les secours destinés aux prisonniers alliés étaient expédiés de Lisbonne en Allemagne par voie ferrée. Mais, en hiver 1940, le Gouvernement espagnol dut

---

<sup>1</sup> Voir Rapport de la Fondation, chapitre « Question financière ».

interdire sur son réseau le transit des marchandises provenant du Portugal. C'est alors que le CICR décida pour la première fois de transporter les secours par mer de Lisbonne à Gênes ou à Marseille. L'historique de ce service, comme des autres dont il sera question plus loin, se limitera à l'essentiel, car il serait beaucoup trop long d'entrer ici dans le détail des problèmes techniques posés par les diverses lignes maritimes, des nombreuses démarches auxquelles elles donnèrent lieu, et des prescriptions d'ailleurs fréquemment modifiées dont elles furent l'objet de la part des belligérants <sup>1</sup>.

Les premiers transports en Méditerranée, qui datent de décembre 1939 et de janvier 1940, se firent à l'aide de petits voiliers portugais affrétés par la Croix-Rouge britannique et naviguant avec un sauf-conduit des belligérants. Toutefois, leur contrôle n'était pas suffisamment assuré, et le Gouvernement allemand laissa entrevoir que, pour cette raison, ils ne jouiraient pas indéfiniment de sa confiance. Aussi le CICR jugea-t-il nécessaire de recourir à des vapeurs ayant chacun à leur bord un de ses agents, et qui transporteraient exclusivement des marchandises destinées aux prisonniers de guerre et aux internés civils. Ce fut une solution satisfaisante en ce qui concernait les prisonniers britanniques. Mais il n'en alla pas de même pour les prisonniers français, car la mise en service de bateaux affrétés par la Croix-Rouge française se heurta à des obstacles insurmontables, et les Autorités françaises, qui devaient faire face à des besoins urgents, furent contraintes d'utiliser, faute de mieux, des trains-blocs partant du Portugal, bien que ce moyen de transport fût onéreux.

Après que les Etats-Unis furent entrés en guerre, les envois pour les prisonniers ne cessèrent d'augmenter et rendirent indispensable l'emploi de cargos de fort tonnage. D'ailleurs, l'affrètement de bateaux portugais présentait des inconvénients,

---

<sup>1</sup> On trouvera dans le volume « Annexes » un tableau statistique montrant le mouvement des navires qui, au cours des hostilités, transportèrent sous le signe du CICR les secours destinés aux prisonniers de guerre, aux internés civils et aux populations civiles. D'autre part, le CICR tient à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent une documentation abondante sur toutes les questions techniques concernant ses services maritimes.

car le CICR dépendait ainsi d'armateurs uniquement préoccupés de leurs propres intérêts, et, de plus, aucune traversée n'était possible sans l'autorisation du Gouvernement portugais. C'est alors que la Fondation pour l'organisation de transports de la Croix-Rouge, qui venait d'être créée par le CICR, fit l'acquisition du navire belge *Frédéric*, qui porta désormais le nom de *Caritas I*. Ce bâtiment était destiné au service des Etats-Unis à Marseille, mais pour son premier voyage, il se rendit de Lisbonne en Méditerranée.

En novembre 1942, le débarquement des Alliés en Afrique du Nord rendit la navigation en Méditerranée fort périlleuse, et l'un des bateaux du CICR subit un bombardement à Gênes. Les dangers devinrent tels que le Gouvernement portugais interdit à sa flotte marchande de faire escale en Méditerranée. Comme, de plus, les communications ferroviaires avaient été interrompues entre Marseille et Genève, tous les départs de Lisbonne durent être différés. Lorsque ces communications eurent été rétablies, on put utiliser des navires espagnols, portugais et suédois affrétés par la Croix-Rouge britannique.

Cependant, la guerre, qui redoublait de violence en Méditerranée, ne resta pas sans répercussion sur les transports de la Croix-Rouge. Certains bateaux pâtinrent sérieusement des itinéraires difficiles à suivre que leur imposaient les belligérants. D'autres furent attaqués à plusieurs reprises par des avions, et l'un d'eux coula. Le CICR suspendit alors le service entre Marseille et Lisbonne, et protesta à Londres. Les Autorités britanniques exprimèrent leurs regrets. Afin d'éviter le retour de pareils accidents, elles demandèrent que les navires du CICR fissent connaître par radio, quatre fois par jour, leur position et leur vitesse. Divers cargos purent ainsi quitter Marseille ; mais peu après, le débarquement allié sur la côte française, en août 1944, vint interrompre de nouveau tout trafic, et comme il n'y avait plus de place dans les entrepôts de Lisbonne pour les marchandises qui continuaient d'arriver d'outre-mer, plusieurs bateaux furent déchargés à Barcelone. En automne 1944, les conditions de la navigation en Méditerranée redevinrent à peu près normales, et l'on put diriger les secours sur Toulon, en attendant la remise en état du port de Marseille.

Après la fin des hostilités, le CICR estima que des bateaux portant son signe et convoyés par ses agents n'étaient plus nécessaires, et il en informa les Croix-Rouges alliées. Cependant, à la demande expresse de ces dernières, son service maritime se prolongea quelque temps, jusqu'à la liquidation des stocks de secours dans les différents ports.

## *2. Ligne de l'Afrique du Nord*

Après les événements de 1942, des camps de prisonniers allemands avaient été créés en Afrique du Nord, et d'autre part, la France ne pouvait plus obtenir directement d'Algérie les marchandises destinées aux prisonniers français. Le CICR tenta donc d'établir une liaison entre Marseille et Alger ou Casablanca, mais faute de pouvoir se procurer de nouveaux bateaux neutres, il dut utiliser des navires se trouvant déjà à son service. Quelques-uns de ceux qui faisaient la navette entre Lisbonne et Marseille touchèrent ainsi Casablanca pour y décharger des secours destinés aux prisonniers allemands, et en embarquer d'autres à l'intention des prisonniers français.

Toutefois, comme ces voyages occasionnels étaient insuffisants, il fallut chercher d'autres solutions. Les marchandises provenant d'Afrique du Nord furent transportées gratuitement à Lisbonne par l'Amirauté britannique, et de là à Marseille sur les navires au service du CICR. Après le débarquement des Alliés en France, elles purent être expédiées directement dans ce pays par les services alliés. Quant aux secours fournis par la Croix-Rouge allemande, ils durent emprunter la route du Nord. Un premier envoi parvint directement de Göteborg à Casablanca ; les suivants furent dirigés de Göteborg sur Philadelphie, puis réacheminés à Casablanca par les soins de la Croix-Rouge américaine.

## *3. Ligne de l'Amérique du Sud.*

Durant toute la guerre, les secours provenant d'Amérique du Sud furent transportés presque exclusivement sur des bateaux suisses. Grâce à des accords conclus tant par les Gou-

vernements britannique et américain que par le CICR avec le Gouvernement suisse, la Croix-Rouge argentine disposa d'un tonnage d'importance variable sur les navires affectés au ravitaillement de la Suisse, et fut chargée de le répartir équitablement entre les différentes nations alliées. Ce système ne permettait cependant pas un écoulement assez rapide des marchandises disponibles. La Croix-Rouge britannique affréta donc, au début de 1943, un navire suédois qui se trouvait à Buenos Ayres, et qui fit plusieurs voyages entre ce port et celui de Marseille, avec l'agrément des belligérants et sous le signe du CICR.

#### 4. *Ligne de l'Amérique du Nord*

Durant les premières années de la guerre, la Croix-Rouge américaine avait envoyé, sur des bateaux américains, des secours destinés à l'Europe et débarqués à Lisbonne. Devenus eux-mêmes belligérants, les Etats-Unis cherchèrent à ravitailler leurs ressortissants prisonniers en Europe et au Japon. Deux services maritimes furent prévus à cet effet sous l'égide du CICR : celui de l'Atlantique et celui du Pacifique. Ils furent, au début de 1942, l'objet de négociations qui, pour le premier, aboutirent à un résultat satisfaisant.

Ne pouvant plus disposer du tonnage national, la Croix-Rouge américaine se mit en quête de cargos neutres. Elle demanda au CICR s'il voulait transporter ses envois sur des bateaux battant pavillon suisse et munis des insignes du CICR. Mais la difficulté était de concilier cette solution avec la législation suisse ; elle ne fut surmontée que lorsque le CICR eut créé la Fondation, car celle-ci put alors acquérir des navires neutres et les placer sous pavillon suisse.

Le transport des secours entre les deux continents constitua la principale activité de la Fondation. En effet, 87% du tonnage transporté par des navires acquis ou affrétés par cette dernière furent acheminés de Philadelphie à Marseille et à Göteborg. D'autre part, ces navires assurèrent, sur cette ligne, la majeure partie des transports effectués sous le signe du CICR. Pour de plus amples renseignements sur l'organisation et le fonc-



tionnement de ce service régulier, il est donc recommandé de consulter le Rapport spécial de la Fondation.

Les négociations qui eurent lieu à la même époque entre les Gouvernements suisse et britannique aboutirent à un accord, contresigné par le CICR, et aux termes duquel la Suisse réservait au CICR 4000 tonnes mensuellement, dont 3000 à l'usage de la Croix-Rouge britannique et 1000 à celui de la Croix-Rouge américaine. Ces transports jouissaient d'un tarif de faveur. Par souci de neutralité, la Confédération suisse décida qu'au retour d'Europe, le tonnage qu'elle avait mis à la disposition des belligérants serait utilisé pour les secours envoyés aux prisonniers de l'Axe aux Etats-Unis et au Canada.

Quatre navires affrétés par la Croix-Rouge britannique participèrent occasionnellement à ces transports.

En été 1944, le débarquement allié sur la Côte d'Azur provoqua l'arrêt du trafic par Marseille. Avant cet événement, le CICR avait déjà envisagé d'établir une ligne qui relierait l'Amérique du Nord à un port du nord de l'Allemagne, en passant par les îles Féroé et la côte scandinave. En raison des risques auxquels était exposée la navigation au nord des côtes allemandes, les navires du CICR en service dans l'Atlantique ne purent cependant pas être dirigés directement sur des ports allemands. Par conséquent, le CICR dut organiser l'entreposage des secours à Göteborg, qui servit désormais de relais pour les marchandises acheminées en Allemagne par le nord. Il y installa une délégation qui fut appelée à jouer le même rôle pour la Baltique que celle de Lisbonne pour la Méditerranée.

Certains navires continuèrent cependant leur activité par le sud, et, en attendant que les ports de Marseille et de Toulon fussent de nouveau accessibles, débarquèrent leurs cargaisons à Barcelone où des entrepôts furent également créés.

##### 5. *Ligne Aberdeen-Göteborg.*

L'établissement d'une ligne reliant directement la Grande-Bretagne à la Suède avait été proposé par la Croix-Rouge britannique en septembre 1941 déjà. Aberdeen avait été choisi en raison de ses bonnes communications avec l'intérieur du

pays. Mais ce n'est qu'en automne 1944 que les Autorités allemandes acceptèrent ce projet en principe, à condition que les navires prissent à bord, au retour, le courrier et les colis pour les prisonniers de guerre allemands. De plus, leur intransigeance empêcha jusqu'en mars 1945 une entente au sujet du choix du navire, de son statut et de ses conditions d'affrètement. Aussi le premier envoi de secours d'Aberdeen à Göteborg n'arriva-t-il dans ce port qu'après l'armistice.

#### 6. *Ligne Göteborg-Lübeck.*

A la suite des événements dont la Méditerranée fut le théâtre, le CICR avait eu d'abord l'intention de relier directement les Etats-Unis à l'Allemagne par le nord. Mais, le Gouvernement britannique et les armateurs des navires affrétés par la Fondation s'étant opposés à ce projet en raison des dangers indiqués plus haut, il fallut se contenter de transporter les secours à Göteborg, d'où l'on espérait pouvoir les acheminer en Allemagne à travers le Danemark, en recourant au ferry-boat Hålsingborg-Elseneur. Cependant, ce dernier ne fonctionnait plus régulièrement, de sorte que le CICR s'efforça d'établir un service de navette par caboteurs entre la côte suédoise et un port allemand.

Ce service ne put commencer qu'en novembre 1944. Le port de Lübeck avait été choisi par les belligérants, en dépit des risques de destruction auxquels les bombardements exposaient les marchandises. Les Alliés n'ayant pas accordé de sauf-conduit à ces bateaux suédois, le CICR renonça à les munir du signe de la Croix-Rouge et à les faire accompagner par des agents convoyeurs, car il ne pouvait, dans ces conditions, assumer la responsabilité de ce service. En revanche, ses délégués contrôlaient le chargement et la réception des marchandises, ainsi que leur réexpédition dans les camps d'Allemagne. Le Gouvernement suédois demanda du moins que les cargos fussent peints en blanc, et que les départs fussent notifiés d'avance par le CICR aux représentants diplomatiques britanniques et soviétiques à Stockholm. Faute de sauf-conduit, il se contenta d'une déclaration des belligérants confirmant que les navires seraient respectés dans la mesure du possible.

Malgré ces garanties limitées, les bateaux suédois firent, jusqu'à l'armistice, 27 voyages sans aucun accident. A la fin d'avril, deux d'entre eux purent ramener de Lübeck un millier de personnes libérées des camps de concentration. Quelque temps après la fin des hostilités, le service de Lübeck fut interrompu, mais la délégation du CICR à Göteborg resta en fonction, à la demande des Croix-Rouges intéressées, pour collaborer avec elles à la liquidation des stocks. Ceux-ci furent expédiés par ses soins en France, en Belgique, en Finlande, en Pologne et en Allemagne.

#### *7. Tentative de création d'une ligne dans le Proche-Orient.*

L'occupation des Balkans par les armées de l'Axe rendit les communications avec le Proche-Orient difficiles et précaires. Il en résulta des retards considérables et des pertes pour les colis expédiés aux prisonniers de guerre et aux internés civils de l'Axe dans les pays d'outre-mer, ainsi que pour les marchandises provenant de l'Inde, d'Egypte, de Turquie et de Syrie. Afin de remédier à cette situation et de faciliter l'envoi de secours urgents à 3000 prisonniers britanniques retenus en Grèce, le CICR essaya d'établir entre la Turquie et l'Adriatique une liaison maritime semblable à celle qui existait déjà entre Lisbonne et Marseille. Après quelques hésitations, les belligérants lui donnèrent, au début de 1942, leur adhésion de principe. Malheureusement, aucun des navires qu'il voulait affecter à ce service n'obtint l'agrément de tous les Gouvernements intéressés, et comme les communications ferroviaires s'étaient rétablies entre temps, ce projet n'offrait plus d'intérêt et fut abandonné.

#### *8. Tentative de création d'une ligne en Extrême-Orient.*

Les efforts déployés par le CICR pour organiser l'envoi par mer des secours aux prisonniers alliés en mains japonaises, ont été exposés dans le premier volume de ce Rapport, au chapitre traitant de l'ensemble des problèmes de guerre en Extrême-Orient.

9. *Transports maritimes de secours destinés à la population civile.*

Les résultats obtenus par le CICR dans le domaine du transport maritime des secours en faveur des populations civiles sont exposés au chapitre 2 de la quatrième partie de ce Rapport, où l'on trouvera notamment des détails sur les transports de Turquie, d'Egypte et de Palestine en Grèce, de Lisbonne aux Iles de la Manche et aux Pays-Bas, et enfin de Turquie au Dodécanèse.

---

## *Chapitre 2*

### **Transports ferroviaires**

Jusqu'au milieu de 1940, les transports par chemin de fer avaient fonctionné normalement en Europe occidentale et centrale, de sorte que les secours destinés aux prisonniers de guerre et internés civils des deux camps pouvaient leur parvenir, à travers les pays belligérants, par la voie postale ordinaire. Tel était le cas, en particulier, des colis postaux expédiés de tous les continents aux prisonniers de guerre polonais, ainsi qu'aux prisonniers de guerre et internés civils français et britanniques en Allemagne.

Mais après l'occupation par les forces allemandes, en 1940, de la Norvège, de la Belgique, de la Hollande et d'une partie de la France, puis, en 1941, de la Yougoslavie et de la Grèce, le nombre des prisonniers s'accrut dans des proportions considérables. Le CICR dut alors s'employer directement à résoudre les problèmes que posait le transport par rail des secours collectifs et individuels nécessaires à de pareilles masses d'hommes.

La question des envois nominatifs et spécialement des colis familiaux sera traitée plus loin, car durant toute la guerre, ces envois se firent principalement par la voie postale ordinaire et le CICR n'eut donc pas à s'en occuper. Il entreprit, en revanche, de nombreuses démarches pour assurer l'expédition des colis nominatifs groupés en sacs postaux ou en caisses, des colis anonymes (c'est-à-dire sans destinataire désigné) et des marchandises en vrac.

Jusqu'au début de 1944, les réseaux allemands et français restèrent à peu près intacts, mais les réquisitions des Autorités militaires allemandes en Allemagne et dans les pays occupés

causèrent une pénurie de matériel roulant. C'est pourquoi, par exemple, le train civil qui, dès l'armistice franco-allemand, devait relier quotidiennement Hendaye à Paris, ne circula jamais. En fait, cette ligne ne fut régulièrement utilisée que pour les transports militaires. Par suite, elle était également accessible aux colis postaux envoyés par les soins de la poste de campagne aux prisonniers allemands détenus dans l'Empire britannique, mais l'inverse n'était pas admis. Les secours fournis par les Croix-Rouges britannique, américaine, argentine, brésilienne, canadienne, etc., au bénéfice des prisonniers alliés durent donc emprunter une autre voie, proposée dès 1940 par le CICR : de Lisbonne, ils étaient acheminés par mer à Marseille ou à Gênes, et de là en Suisse par rail. Cette ligne maritime fut de plus en plus employée jusqu'à la fin des hostilités, sauf durant quelques mois en 1944, après le débarquement des Alliés sur la Côte d'Azur.

Le transport des secours en faveur des prisonniers de guerre en Europe dépendait pour une grande part des chemins de fer français, italiens, suisses, allemands, hongrois et balkaniques. Or, le personnel fit partout preuve, dans des conditions souvent fort pénibles, d'un dévouement qui lui valut la reconnaissance du CICR et des donateurs.

Les multiples problèmes soulevés par les transports ferroviaires seront groupés sous les quatre rubriques suivantes :

- a) Organisation des transports ;
- b) Pénurie de matériel roulant ;
- c) Application de la franchise des transports ;
- d) Spoliations, accidents et vols.

a) *Organisation des transports.*

Le CICR commença par confier à des maisons de transports internationaux l'accomplissement des formalités qu'exigeaient la réception et l'expédition des marchandises envoyées aux prisonniers par son intermédiaire. Mais au bout de quelques mois, ce système se révéla trop coûteux. C'est pourquoi, sans s'interdire absolument de faire appel à des transitaires interna-

tionaux, le CICR organisa son propre service d'expédition. Comme celui-ci n'était pas une entreprise commerciale, les frais étaient considérablement réduits (ils ne furent que de 4,5 ct. par kilo de 1942 à 1946), et surtout les envois destinés aux prisonniers de guerre et aux internés de toutes catégories pouvaient ainsi bénéficier des privilèges accordés au CICR.

Après avoir créé un Service central des transports ferroviaires, le CICR institua bientôt des services analogues auprès de certaines délégations, dont un ou plusieurs employés étaient spécialement chargés des formalités concernant les transports. Quant aux délégations qui n'avaient qu'occasionnellement des obligations de ce genre, elles continuèrent à collaborer avec les maisons de transports internationaux établies sur place.

#### b) *Pénurie de wagons.*

Les envois de secours exigeaient des wagons couverts et en bon état, d'une capacité de chargement de 7 à 20 tonnes et pouvant rouler sur tout le réseau européen. Comme les marchandises arrivaient de façon irrégulière en Suisse, les demandes de matériel roulant ne pouvaient être entièrement satisfaites dans les délais voulus. Dès le début, l'activité de secours souffrit donc d'une pénurie chronique de wagons.

La Suisse, en vertu de sa neutralité, n'admit bientôt plus que les wagons des Chemins de fer fédéraux suisses fussent envoyés isolément à l'étranger. Elle refusa également de mettre une ou plusieurs rames de wagons à la disposition du CICR, qui lui proposa alors d'accorder du matériel roulant à la « Fondation pour les transports de la Croix-Rouge ». Les Chemins de fer fédéraux, d'entente avec le Gouvernement suisse, répondirent de nouveau négativement, mais promirent qu'en cas d'échec des démarches faites auprès de la Société nationale des chemins de fer français et des Chemins de fer de l'Etat italien, ils envisageraient de concéder temporairement au CICR des wagons suisses stationnés à Marseille ou à Gênes.

D'autre part, il n'était pas possible d'obtenir en suffisance, ni des wagons français et italiens lors de l'arrivée des bateaux de la Croix-Rouge à Marseille et à Gênes, ni des wagons alle-

mands pour transporter les secours de Suisse dans les camps de prisonniers en Allemagne. N'ayant aucun moyen de remédier à cette situation de façon durable, le CICR fut réduit à intervenir continuellement auprès des diverses administrations ferroviaires, et malgré ses efforts, son activité de secours se trouva plus d'une fois gravement menacée. On peut, à cet égard, distinguer trois périodes de crise aiguë.

1. La première crise débuta au cours de l'hiver 1940-41 et se prolongea jusqu'au printemps ; elle affecta le trafic de Marseille à Genève et celui de Singen vers l'intérieur de l'Allemagne. Lorsque les difficultés d'organisation qui l'avaient provoquée eurent été surmontées, le volume des transports redevint assez régulier à partir de l'hiver 1942-1943, avec les moyennes mensuelles suivantes : 1000 à 1800 wagons reçus ; 1000 à 1200 wagons expédiés en Allemagne et 100 à 300 autres dirigés vers l'Italie et les pays balkaniques.

Comme la majeure partie des secours confiés au CICR devaient prendre le chemin de l'Allemagne, le service d'expédition de la gare-frontière de Singen avait une importance particulière. Les questions techniques le concernant furent définitivement réglées, d'entente avec la Croix-Rouge allemande, en septembre et octobre 1943. La direction des Chemins de fer du Reich communiqua alors officiellement que l'acheminement des marchandises se ferait dans 16 secteurs du réseau ferroviaire allemand. Le CICR dut, en conséquence, créer un service de groupage, car lorsqu'un envoi n'était pas assez considérable pour justifier l'expédition d'un wagon entier à un seul camp, les Chemins de fer allemands admettaient que des envois destinés à plusieurs camps se trouvant dans un même secteur fussent chargés sur un seul wagon, dont le poids ne devait pas être inférieur à 5 tonnes. En ce cas, les adresses devaient toutes figurer sur la lettre de voiture et la déclaration de douane ; les différents lots étaient marqués de manière que leur déchargement séparé pût se faire sans difficulté.

Tous les colis d'un wagon étaient numérotés selon un système permettant au CICR d'établir des statistiques.

Le 12 et le 25 de chaque mois, un programme d'expéditions



pour la quinzaine suivante devait être remis à la Direction des chemins de fer allemands. Mais comme les marchandises arrivaient irrégulièrement en Suisse, le CICR indiquait à part, dans ce programme, les expéditions qui étaient « certaines » et celles qui n'étaient que « probables » ou « douteuses ». Le chargement des wagons se faisait évidemment selon les prescriptions des douanes suisses. Un acquit-à-caution devait être établi pour chaque envoi ; le scellé des wagons était numéroté et reporté sur ce document.

On procédait de la même manière pour les wagons dits de groupage, contenant des « envois de détail », c'est-à-dire destinés à plus de deux ou trois camps. Les colis de ce genre étaient groupés dans un wagon adressé à la gare allemande de Singen, où ils étaient transbordés pour être expédiés directement aux destinataires. Ce système, quoique moins sûr que les précédents, était seul applicable au ravitaillement des groupes isolés de prisonniers, qui ne pouvaient pas recevoir des secours par l'intermédiaire d'un grand camp.

Aucun wagon de groupage ne pouvait partir sans que le service d'expéditions du CICR eût rempli une lettre de voiture pour Singen, et d'autres pour toutes les directions différentes que prenaient les « envois de détail » à partir de cette gare. Le nombre des lettres de voiture nécessaires pouvait s'élever ainsi à 20 ou 30, sans parler des déclarations de douane, des listes de marchandises, etc. (en tout, 11 documents par envoi). Des formules spéciales furent adoptées, d'entente avec les douanes et les chemins de fer suisses et allemands. Un accord fut conclu avec les Chemins de fer fédéraux suisses pour régler le chargement des wagons dans les entrepôts, car il était fréquent que les wagons dussent être chargés successivement dans quatre ou cinq entrepôts, par exemple à Genève-Cornavin pour les médicaments, à Genève-La Renfile pour les vêtements provenant de France, à Vallorbe pour les vivres provenant d'outre-mer, à Bienne pour les articles de toilette qui y étaient triés.

Les « envois de détail » furent maintenus jusqu'en été 1944, c'est-à-dire aussi longtemps que les trains purent circuler normalement en Allemagne. Plus tard, ils subirent des pertes si considérables qu'on dut y renoncer.

La standardisation des secours d'outre-mer permit toujours davantage de charger sur les mêmes wagons des marchandises destinées à des prisonniers de guerre de plusieurs nationalités ; on évitait ainsi les chargements multiples et l'envoi de caisses séparées à de petits groupes de prisonniers.

Les expéditions du CICR s'effectuaient selon six modalités distinctes dont voici les caractéristiques essentielles :

a) *Les wagons complets, à chargement unique ou multiple* contenaient des marchandises destinées à des prisonniers d'une seule nationalité et se trouvant dans le même camp (y compris les détachements de travailleurs, les infirmeries et les hôpitaux qui en dépendaient). Ce système, le plus sûr de tous, était employé autant que possible.

b) *Les wagons combinés, à chargement unique* étaient scellés ; ils contenaient des marchandises chargées dans un seul entrepôt, et destinées à des prisonniers de plusieurs nationalités se trouvant dans un même camp.

c) *Les wagons combinés, à chargement multiple* étaient scellés ; ils contenaient des marchandises chargées dans plusieurs entrepôts, et destinées à des prisonniers de différentes nationalités se trouvant dans un même camp.

d) *Les wagons combinés, à parcours indirect et à chargement unique*, restaient scellés jusqu'au premier lieu de destination ; ils contenaient des marchandises chargées dans un seul entrepôt, et destinées à des prisonniers de différentes nationalités se trouvant dans deux ou trois camps d'un même secteur ferroviaire.

e) *Les wagons combinés, à parcours indirect et à chargement multiple* restaient scellés jusqu'au premier lieu de destination ; ils contenaient des marchandises chargées dans plusieurs entrepôts, et destinées à des prisonniers de différentes nationalités se trouvant dans deux ou trois camps d'un même secteur ferroviaire.

f) *Les wagons de groupage* étaient envoyés à Singen et contenaient des « envois de détail ». On ne recourait à ce système qu'en dernier ressort.

Les modalités ci-dessus furent également appliquées, avec quelques modifications, aux envois en Italie et dans d'autres pays. Elles permirent d'utiliser au maximum le matériel roulant disponible.

2. En 1943, les transports ferroviaires du CICR passèrent par une deuxième crise. Il s'agissait surtout des transports vers l'Allemagne. Jusqu'à là, on avait pu obtenir de nombreux wagons allemands et passablement de wagons italiens, français ou autres, grâce surtout à l'intensité du trafic commercial entre l'Allemagne et l'Italie, par le Brenner et le Gothard. En effet, les Chemins de fer fédéraux suisses pouvaient notamment mettre à la disposition du CICR les wagons allemands revenant vides d'Italie, par la ligne du Gothard. Mais au printemps 1943 déjà, des difficultés surgirent à la suite du bombardement des gares de Milan, de Bologne, de Vérone et de Rome. Puis, après la capitulation de l'Italie, les wagons allemands traversant la Suisse se firent de plus en plus rares, et les wagons italiens manquèrent complètement. Or, jamais le CICR n'avait eu un aussi grand besoin de matériel roulant qu'à cette époque où affluaient en Allemagne des milliers de prisonniers alliés transférés d'Italie.

Lors d'une conférence tenue à Berne, en novembre 1943, on constata qu'à elle seule, l'expédition des colis de Noël à tous les prisonniers alliés en Allemagne exigeait 1300 wagons, tandis que les Chemins de fer fédéraux n'en pouvaient fournir que quelques dizaines. Devant la gravité de cette situation, le CICR engagea les Croix-Rouges alliées à contribuer par des livraisons de matériel roulant au maintien des transports de secours pour les prisonniers alliés. D'ailleurs, il avait déjà fait des suggestions semblables, d'abord en 1940 à la Croix-Rouge britannique au moment où celle-ci établissait son programme de secours, puis en 1941 lorsqu'il conseilla au représentant de la Croix-Rouge américaine de prévoir l'envoi de wagons américains pour le cas où les secours des Etats-Unis arriveraient en plus grande abondance.

Les avertissements de 1943 au sujet d'un effondrement éventuel des transports ferroviaires en Allemagne, ne pouvaient

avoir qu'un caractère officieux, le CICR n'ayant pas qualité pour se prononcer sur l'issue de la guerre. On dut donc se contenter d'intervenir verbalement auprès des Sociétés de la Croix-Rouge britannique, américaine et canadienne. A ces trois importantes donatrices, un représentant du CICR envoyé en mission spéciale proposa d'envisager la fourniture de wagons et de camions pour le jour où les moyens de transports de la Puissance détentrice feraient totalement défaut.

Ces négociations échouèrent, de sorte que, comme auparavant, le CICR ne put disposer que du matériel roulant allemand. Il est vrai que la confusion due à l'armistice en Italie ne fut que momentanée, et que la situation s'améliora quelque peu à la fin de 1943 ; mais le plan de ravitaillement des prisonniers n'en subit pas moins des retards qui, de novembre 1943 à juillet 1944, étaient en moyenne de deux mois. D'ailleurs, ces retards purent être rattrapés par la suite, car les arrivages d'outre-mer cessèrent complètement de juin à octobre en raison du débarquement allié en France <sup>1</sup>, tandis que les expéditions de Suisse en Allemagne continuèrent de juin à novembre avec une moyenne mensuelle d'environ 900 wagons.

3. En novembre 1944, survint une troisième crise des transports ferroviaires, qui dura jusqu'à la fin des hostilités. Pendant cette période, les bombardements toujours plus intenses du réseau allemand, et en particulier ceux qui atteignirent les gares de triage de Cassel, de Leipzig, de Berlin et de Munich immobilisèrent ou détruisirent des wagons par dizaines de milliers, et causèrent en outre la perte d'envois se trouvant en transit dans ces gares. Les conséquences ne tardèrent pas à s'en faire sentir à Genève : faute de matériel roulant, les expéditions diminuèrent rapidement et, en décembre 1944, accusèrent un retard de 1700 wagons. Or, depuis octobre, les marchandises d'outre-mer arrivaient de nouveau en Suisse, par les ports de Toulon et de Marseille, hâtivement remis en état. La ligne de Marseille à Genève, par Lyon, se trouva ainsi embouteillée, d'autant plus que cinq bateaux avaient été déchargés en même

---

<sup>1</sup> Voir page 168.

temps à Marseille. En Suisse même, les entrepôts étaient encombrés, et l'on avait peine à en trouver de nouveaux pour recevoir cette masse de marchandises affluant dans des wagons américains, lesquels devaient retourner en France 24 heures au plus tard après leur arrivée.

D'autre part, la situation des prisonniers de guerre et internés civils alliés en Allemagne empirait de jour en jour, car ils étaient évacués des régions frontalières vers l'intérieur du pays, à la suite des offensives concentriques dont le Reich était l'objet. Le CICR envoya alors un de ses représentants en mission spéciale à Berlin : il voulait faire un ultime effort pour obtenir le plus grand nombre possible de wagons allemands. En décembre 1944, la direction de la « Reichsbahn » lui promit d'en mettre immédiatement 1000 à sa disposition. Mais malgré l'indéniable bonne volonté dont elles firent preuve en cette occasion, les Autorités compétentes furent dans l'impossibilité matérielle de tenir cet engagement : au lieu d'un millier de wagons, elles n'en livrèrent que quelques dizaines.

Toutefois, les démarches antérieures du CICR auprès des Croix-Rouges britannique, américaine et canadienne avaient porté leurs fruits, d'autant plus que les Gouvernements alliés sentaient la nécessité d'agir d'urgence pour sauver la vie de leurs prisonniers en Allemagne. Ces Croix-Rouges et ces Gouvernements décidèrent, d'entente avec la Section des transports du Haut Commandement allié, de fournir du matériel roulant au CICR : les Croix-Rouges américaine, canadienne et polonaise se chargèrent d'envoyer des camions <sup>1</sup>, tandis que les Gouvernements français et belge promettaient des wagons.

Le CICR établit alors un plan, en tenant compte de la nationalité et de l'effectif des prisonniers de guerre en Allemagne, du rythme de distribution prescrit par les donateurs et des stocks disponibles en Suisse. Il demanda à pouvoir disposer d'au moins 2460 wagons à partir de la fin de décembre 1944 ou du début de janvier 1945. En février 1945, les Chemins de fer français fournirent 247 wagons, et les Chemins de fer belges 71 wagons, au lieu des premiers contingents de 300 et 100

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet, page 198.

wagons qu'ils avaient promis respectivement. Le complément était prévu pour mars, mais entre temps, les événements se précipitèrent, et le CICR ne pouvait de toute manière plus utiliser la totalité des wagons qu'il avait précédemment réclamés.

A propos des wagons fournis par les Gouvernements français et belge, il convient de parler des trains-blocs.

En 1942, des stocks français importants se trouvaient en souffrance à Lisbonne, et le CICR, ainsi que la Croix-Rouge et le Gouvernement français envisagèrent de les faire parvenir aux prisonniers de guerre en Allemagne à l'aide de trains-blocs. Le représentant de la Croix-Rouge française à Lisbonne constitua donc, d'entente avec la délégation du CICR dans cette ville, des rames de 20 à 25 wagons complets à l'adresse du CICR, et organisa leur acheminement de Port-Bou à Genève. De cette manière, on put disposer en temps utile de marchandises qui auraient, sans cela, subi de forts retards à cause du manque de tonnage en Méditerranée. Seize trains-blocs firent le parcours de Lisbonne à Genève, après quoi la reprise du trafic maritime en Méditerranée permit aux intéressés de renoncer à ce système fort onéreux.

Au début de 1945, les camps du nord, de l'est, de l'ouest et du centre de l'Allemagne, ainsi que ceux de la Haute et de la Basse-Autriche, n'étaient plus accessibles par voie ferrée, parce qu'ils se trouvaient trop près des zones de guerre. Le CICR dut donc limiter ses transports ferroviaires à l'Allemagne du Sud (Bade, Wurtemberg, Bavière) et à la partie occidentale de l'Autriche (Vorarlberg et Tyrol) où, d'ailleurs, les besoins de vivres et de médicaments étaient d'autant plus grands que la Puissance détentrice y évacuait de très nombreux prisonniers et ne pouvait plus leur distribuer régulièrement les rations de base. C'est pourquoi le CICR décida d'envoyer dans ces régions des trains-blocs de 20 à 25 wagons pour les ravitailler, et aussi pour y constituer des stocks de marchandises qui, de là, pourraient être transportées par camions dans des camps situés à proximité du théâtre des opérations militaires.

Les wagons français et belges furent immatriculés par les Chemins de fer fédéraux suisses ; ils portaient les mentions

« Wagon privé, Comité international de la Croix-Rouge » et « Chargement exclusivement destiné aux PG ». Pour les distinguer des wagons allemands, en raison du danger de bombardements aériens, ces wagons furent entièrement peints en blanc ; en outre ils étaient munis du signe de la Croix-Rouge, et, avec l'autorisation du Gouvernement suisse, de la croix fédérale.

L'immatriculation du matériel roulant français et belge ayant été retardée, le CICR obtint, en février 1945, des Chemins de fer fédéraux deux rames de 50 wagons suisses permettant de former des trains-blocs en attendant que les wagons étrangers prévus pussent entrer en service.

Les 186 trains-blocs que le CICR parvint à organiser ravitaillèrent principalement :

a) le dépôt de Ratisbonne, à partir duquel les convois routiers étaient dirigés vers les camps du Wurtemberg, de Bade, ainsi que vers le nord où ils allaient à la rencontre des colonnes de prisonniers évacués de Silésie et de Saxe.

b) le Stalag VII A, à Moosburg (près de Munich), où les Autorités allemandes avaient concentré près de 100.000 prisonniers alliés.

c) le Vorarlberg et le Tyrol, où affluaient les prisonniers et les civils alliés évacués d'Italie, de Haute et de Basse-Autriche <sup>1</sup>.

#### c) *Application de la franchise des transports.*

D'une façon générale, les envois du CICR aux prisonniers de guerre et, par extension, ses envois aux victimes civiles de la guerre bénéficièrent, en vertu de l'article 38 de la Convention de Genève de 1929, de la franchise des transports. Celle-ci fut accordée par les Chemins de fer fédéraux suisses, par ceux du

---

<sup>1</sup> A cet effet, le CICR créa un important dépôt de vivres à Landeck (à la sortie du tunnel de l'Arlberg) d'où les convois routiers partaient vers l'Est. Ce dépôt servit également à ravitailler les prisonniers de guerre qui y passaient en transit.

Reich et de l'Etat italien <sup>1</sup>, ainsi que par les Chemins de fer yougoslaves, grecs et hongrois.

Dans les pays où les chemins de fer appartenait à des compagnies privées, le problème était plus compliqué. Les négociations dont il fut l'objet auprès de la Société nationale des chemins de fer français revêtirent une importance particulière. En effet, non seulement la plupart des envois provenant de l'hémisphère occidental et destinés à l'Europe centrale devaient traverser la France, mais c'est de là qu'affluaient vers la Suisse, pour être réexpédiés aux prisonniers de guerre français en Allemagne, les secours fournis par tous les départements français. D'ailleurs, le mouvement des marchandises n'était pas moins intense en sens inverse, car le CICR acheminait, de Suisse, des secours considérables vers les camps de prisonniers alliés, d'internés civils et d'hébergés en France ; en outre, les envois qu'il transmettait de la part de la Croix-Rouge allemande à ses délégations d'outre-mer devaient pouvoir transiter à travers le territoire français.

Les Autorités allemandes avaient tout intérêt à faciliter les expéditions de secours, tant à leurs ressortissants tombés aux mains de l'ennemi qu'aux prisonniers qu'elles détenaient elles-mêmes. Aussi n'entravèrent-elles aucunement les pourparlers engagés entre le CICR et le Gouvernement de Vichy. Ce dernier, justement préoccupé du sort des prisonniers français en Allemagne, ne voulait pas non plus que les marchandises qu'il leur envoyait lui-même avec la collaboration de la Croix-Rouge française, ou qu'il recevait d'outre-mer à leur intention, fussent grevées de frais de transport. Sans rien changer au statut des chemins de fer français, il créa donc le « Comité de la Reconnaissance française », organe gouvernemental chargé de rembourser les frais de cette nature à la Société nationale des chemins de fer français. Pendant ce temps, le CICR, en sa qualité d'intermédiaire entre les belligérants et leurs prisonniers,

---

<sup>1</sup> Aucune confirmation officielle de la Direction générale des Chemins de fer italiens n'étant parvenue au CICR, ce dernier dut, pendant toutes les hostilités, mener des pourparlers avec les chefs d'arrondissements locaux et les chefs de gare, afin d'obtenir, pour chaque cas, l'application de l'article 38.



avait déjà pu faire admettre, dans ce domaine, le principe du traitement égal des prisonniers de différentes nationalités. C'est pourquoi le Gouvernement de Vichy ne fit même pas allusion à une discrimination possible, du point de vue de la franchise des transports, entre les secours destinés aux prisonniers français et ceux qui étaient expédiés d'outre-mer aux prisonniers alliés d'autres nationalités. Il se rendit compte, d'ailleurs, qu'en accordant ce privilège aux envois massifs de la Croix-Rouge britannique, il pourrait plus facilement obtenir, des Autorités du blocus, des navicerts et des landcerts pour les secours qu'il désirait se procurer outre-mer ou au Portugal en faveur des prisonniers français.

Ce n'est qu'après la fin des hostilités qu'un litige surgit à ce propos. Des quantités importantes de secours entreposés en Suisse et qui n'avaient pu prendre le chemin de l'Allemagne furent renvoyés aux donateurs. Les frais de leur transport sur les chemins de fer français furent réclamés, non pas au Comité de la Reconnaissance française, mais à la Croix-Rouge française, laquelle en demanda le remboursement au CICR. Finalement, les donateurs, avec qui ce dernier était entré en pourparlers, acceptèrent de prendre cette dépense à leur charge, puisqu'elle concernait des marchandises qu'ils avaient récupérées.

A cette occasion, le ministère de la Guerre à Paris consentit à supporter les frais de transport des secours que le CICR expédiait en France à l'intention des prisonniers de guerre allemands.

L'aspect technique des transports ferroviaires, traité au paragraphe précédent, ne concernait que les pays européens, parce que, dans les autres, où les transports continuèrent à fonctionner normalement, le CICR n'eut pas besoin d'intervenir. Il en fut différemment des questions relatives à la franchise des transports. En effet, le principe de la réciprocité exigeait que cette franchise, déjà obtenue pour les secours destinés à tous les prisonniers alliés au pouvoir de l'Axe, fût également accordée pour les envois aux prisonniers allemands et italiens, et cela même lorsqu'il s'agissait de chemins de fer privés. Ce problème ne prit de l'importance qu'en 1943, car, jusque là, les prisonniers originaires des pays de l'Axe étaient

relativement peu nombreux, et les faibles quantités de secours qui leur étaient adressés pouvaient leur parvenir par la voie postale.

Mais, en 1943, la Croix-Rouge allemande fit des envois considérables d'uniformes, de caisses de jeux, de livres, de cadeaux de Noël, etc., tandis que la Croix-Rouge italienne expédiait de grandes quantités de médicaments. Le CICR demanda alors aux Gouvernements et aux administrations des chemins de fer de Grande-Bretagne, du Canada, des Indes, de l'Afrique du Sud, de la Turquie, ainsi qu'au Gouvernement et à la Croix-Rouge des Etats-Unis, d'étendre l'application de l'article 38 à ces divers envois.

La Grande-Bretagne accorda la franchise demandée. Les Etats-Unis, dont les chemins de fer appartiennent à des Sociétés privées, firent de même, en spécifiant que les frais de transport, y compris le déchargement et le transit par le Canada, seraient remboursés par la Croix-Rouge américaine. Les Gouvernements des Dominions et des Indes britanniques déférèrent à leur tour aux vœux du CICR.

En revanche, les multiples tentatives faites pour obtenir la franchise des transports sur les chemins de fer turcs ne donnèrent malheureusement pas de résultat satisfaisant. Le transit des caisses contenant des médicaments et des colis de Noël pour les prisonniers de guerre allemands et italiens détenus en Egypte, en Palestine, aux Indes britanniques et dans d'autres régions du Proche-Orient, se heurta, dès le début, à de nombreuses difficultés. Ces secours devaient en effet, traverser la Turquie jusqu'à Mersine, d'où ils étaient acheminés par mer à leur destination, mais ils y restaient fréquemment bloqués. Lorsque les Croix-Rouges italienne et allemande eurent connaissance des retards que leurs envois subissaient de ce fait, elles renoncèrent à expédier des colis collectifs par caisses, et en revinrent au système des colis postaux.

#### d) *Spoliations, accidents et vols.*

Les vols et les spoliations commis au préjudice des envois de secours, bien que peu importants en proportion du volume des

secours transmis, furent néanmoins, déjà pendant les hostilités, si nombreux qu'il serait impossible et d'ailleurs fastidieux de les exposer en détail. Leur fréquence était naturellement en rapport avec les événements de guerre. Durant les périodes relativement calmes, les services du CICR et les destinataires parvenaient à exercer un contrôle plus ou moins efficace. Mais lorsque les opérations militaires bouleversaient une région qui se trouvait sur le chemin des envois de secours ou dans laquelle ils devaient être distribués, les pertes étaient inévitables, en dépit de tous les efforts. Il n'est donc pas étonnant qu'elles aient augmenté sans cesse à partir de 1940.

Les pertes causées par des vols, des spoliations ou des accidents étaient de différentes sortes.

1. Des vols pouvaient être commis par des personnes chargées de confectionner les colis, les caisses ou les balles. Ils étaient minimes pour ce qui est des marchandises expédiées par les Croix-Rouges nationales, dont les collaborateurs observaient une stricte discipline. En revanche, lorsque les dons provenaient d'institutions moins bien organisées ou de pays appauvris par la guerre, la comparaison des poids indiqués par les donateurs avec ceux des marchandises reçues décelait en général des manquants assez importants.

2. Des vols se produisaient aussi au cours des transports par chemin de fer ou par la voie postale ordinaire. Ils se multiplièrent de 1941 à 1945, au fur et à mesure que certaines denrées devenaient plus rares dans les pays expéditeurs.

3. Des marchandises furent volées ou endommagées dans des ports d'expédition. Ces pertes étaient relativement faibles parce que les ports en question étaient généralement sous le contrôle des Autorités militaires.

4. Il en fut de même pour les pertes subies au cours des transports maritimes, et qui, d'ailleurs, étaient généralement dues à des accidents plutôt qu'à des vols.

5. Les risques étaient au contraire plus grands lors du déchargement dans les ports, surtout lorsque les installations avaient été endommagées ou détruites par les bombardements, ce qui rendait la surveillance moins aisée.

6. Les vols de marchandises transitant dans les pays neutres étaient insignifiants.

7. Les vols, les spoliations et les confiscations dans les pays détenteurs posaient des problèmes délicats. Chaque fois qu'un manquant était constaté par l'homme de confiance ou par un prisonnier, il donnait lieu à d'interminables discussions. Il était en effet difficile d'identifier les auteurs de ces vols, qui avaient pu être commis en maints endroits, à savoir :

a) le plus souvent lors du transport par chemin de fer dans le pays détenteur ;

b) lors du stationnement et de l'ouverture d'un wagon à la gare de destination d'un camp principal ;

c) lors du déchargement et de l'emmagasinage dans des locaux plus ou moins bien aménagés, et situés ordinairement à une certaine distance de ce camp ;

d) lors du transport vers une annexe du camp, un hôpital, etc. ;

e) lors du transport vers un détachement de travail (de nombreux camps comptaient plusieurs centaines de ces détachements, et l'un en possédait même 1400) ;

f) au lieu de destination, où des vols pouvaient être commis par des camarades des bénéficiaires ou par des gardiens.

L'intervention du CICR n'apportait en général aucune lumière quand il s'agissait d'un vol isolé. Elle ne donnait un résultat positif que s'il pouvait être établi que la perte s'était produite lors d'un transport ferroviaire, car les chemins de fer en étaient alors responsables, et devaient rembourser la valeur des marchandises perdues.

Ce n'est que dans les cas de vols répétés que l'enquête avait quelque chance d'aboutir. Le pointage du contenu des wagons, du poids et du nombre des colis lors de l'expédition, ainsi que le contrôle opéré, à l'arrivée, par l'homme de confiance, un chef de gare ou le destinataire individuel, permettaient parfois de déterminer au moins l'endroit où se produisaient les pertes, et souvent l'on réussissait à les diminuer ou même à les supprimer par des mesures de sécurité appropriées.

Le CICR n'avait que deux moyens de constater les pertes :

a) en comparant le poids des marchandises reçues à celui des marchandises annoncées ;

b) en pointant les accusés de réception des hommes de confiance ou des destinataires individuels.

Du 1<sup>er</sup> janvier 1942 (début des statistiques de ce genre) jusqu'en février 1945 (date à laquelle les expéditions par nationalités furent remplacées par les expéditions dites « pooling »), le CICR reçut 91,885% des quittances pour les marchandises envoyées dans les pays belligérants. Durant cette période, le pourcentage des quittances non rentrées s'élevait donc à 8,115% alors qu'il n'était que de 0,48% en 1941 : cette forte augmentation est imputable surtout à la situation de plus en plus troublée de l'Europe à la fin de la guerre.

La proportion de 8,115% représente le maximum absolu des quittances non rentrées. Mais l'on peut supposer qu'un certain nombre de formules de quittance (qui étaient jointes aux lettres de voiture et aux déclarations de douane) ne parvinrent pas aux destinataires, et que d'autres, une fois signées, se perdirent en route. Ainsi, les manquants réels ne doivent pas avoir dépassé 4 à 5%. D'ailleurs, les transferts de prisonniers ou de camps entiers, et la récupération d'envois qui n'étaient que partiellement pillés empêchaient également le CICR de faire des constatations précises.

De toute façon, les conclusions suivantes se dégagent des faits ci-dessus :

1. La pénurie de marchandises due à l'état de guerre, et les risques auxquels les transports étaient exposés dans les pays belligérants, en raison notamment des opérations militaires, rendirent les pertes inévitables. Celles-ci varièrent de 1 à 10% selon les époques et les conditions dans lesquelles les secours purent être acheminés et distribués.

2. Le pourcentage des pertes demeurait relativement bas, lorsqu'il s'agissait d'envois collectifs, par wagons complets et plombés, de caisses ou de colis standardisés. Il fut en revanche beaucoup plus élevé pour les envois individuels dont le contrôle était plus difficile à cause de la diversité des emballages et des adresses.

3. Le CICR informa régulièrement les donateurs des pertes qu'ils subissaient, et attirait également leur attention sur les risques de perte. De plus, il les avisait quand les manquants excédaient 10% dans un pays déterminé, et leur demandait s'ils désiraient malgré tout poursuivre leurs envois à leurs risques et périls. En général, les donateurs répondirent par l'affirmative.

#### TRANSPORT DES DONS PAR LA VOIE POSTALE

Bien que les questions relatives à l'acheminement des colis postaux aient été souvent posées et résolues en même temps que celles qui concernaient le courrier postal en général, elles présentaient aussi des difficultés spéciales. Ce sont les seules dont il sera tenu compte ici.

L'acheminement des colis postaux destinés aux prisonniers et internés civils est un des problèmes les plus importants dont le CICR ait eu à s'occuper dès le début de la guerre, d'abord parce que la voie postale permettait de distribuer facilement et rapidement des colis portant des adresses nominatives, et ensuite parce que la transmission des colis postaux en franchise était garantie par la Convention postale universelle, signée au Caire en 1935. Mais celle-ci ne prévoyait évidemment pas les problèmes techniques posés par les envois massifs de secours adressés aux prisonniers de guerre en vertu de l'article 38 de la Convention de Genève, problèmes que le CICR ne pouvait résoudre qu'en collaboration étroite avec les administrations postales nationales faisant partie de l'Union postale universelle.

Le trafic postal direct est, cela va de soi, interrompu entre deux pays belligérants. Mais comme la transmission des secours était garantie aux prisonniers de guerre, et que, par la suite, la plupart des catégories d'internés civils en bénéficièrent également, les administrations postales des pays en guerre tâchèrent de maintenir le trafic régulier par l'intermédiaire des administrations postales des pays neutres. Le transport des colis postaux sur le continent européen dépendait ainsi, en grande partie, du Portugal, de la Suisse et de la Turquie.

Après l'armistice franco-allemand de 1940, le CICR dut s'employer à rétablir le trafic postal du Portugal en Suisse. Il importait, en effet, d'acheminer de Lisbonne vers l'Allemagne et l'Italie les colis postaux qui s'étaient accumulés au « General Post Office » britannique. Afin de conserver le plus possible à ces envois les avantages de la transmission postale, on décida de procéder de la façon suivante :

Les colis se trouvant en souffrance à Lisbonne étaient remis, dans des sacs postaux, à la délégation du CICR par le « General Post Office ». Ils sortaient ainsi temporairement du circuit postal et, d'entente avec la Croix-Rouge britannique, étaient expédiés à Marseille d'où la délégation du CICR les acheminait vers la Suisse dans les mêmes conditions que les envois non postaux, mais en employant les formules postales au lieu des lettres de voiture ordinaires. Parvenus en Suisse, ils rentraient alors tout à fait dans le circuit postal international, car l'Administration suisse des PTT les prenait en charge pour les réexpédier, par la voie postale habituelle, en Allemagne et en Italie. Ce trafic semi-postal fut maintenu jusqu'au moment où, en décembre 1944, le réseau ferroviaire allemand eut été rendu inutilisable par les bombardements de l'aviation alliée.

Cette voie de communication de l'Ouest vers le Centre de l'Europe fut utilisée d'abord pour les envois massifs du « General Post Office » britannique, puis pour ceux de l'hémisphère occidental (Canada, Etats-Unis, Amérique latine et Côte occidentale de l'Afrique), à savoir 3 à 4 mille sacs postaux par mois. En revanche, les colis postaux expédiés d'Afrique du Nord en Europe continuèrent à emprunter la voie maritime reliant les colonies françaises à la métropole, qui fut desservie assez régulièrement jusqu'au débarquement allié de novembre 1942 <sup>1</sup>.

Du transit postal par la Turquie dépendaient les envois de colis postaux en direction ou en provenance du Sud-Est de l'Europe, du Proche-Orient et des Indes britanniques. Cette voie était utilisée dans les deux sens. D'une part, il s'agissait d'assurer l'acheminement des colis envoyés d'Italie et d'Alle-

---

<sup>1</sup> Dès le mois de décembre 1944, le CICR put acheminer, par ses propres moyens, de Genève à Toulon, les colis postaux pour les prisonniers de guerre allemands détenus en Afrique du Nord.

magne aux prisonniers de guerre et internés civils se trouvant en Egypte, en Palestine, en Afrique orientale et aux Indes britanniques. D'autre part, les organisations alliées en Egypte, en Syrie, en Palestine et en Turquie devaient pouvoir faire parvenir des secours aux prisonniers de guerre et internés civils détenus en Italie et en Allemagne. Les administrations postales expédièrent des quantités considérables de marchandises par cette voie, qui fut coupée, durant quelques mois, en 1941, à cause des opérations militaires dans les Balkans, puis rétablie provisoirement et enfin rendue au trafic régulier d'octobre 1941 jusqu'en été 1944.

Grâce aux quittances et aux rapports qui lui étaient adressés par les hommes de confiance, le CICR était à même de contrôler directement les envois collectifs acheminés par ses soins. Au contraire, le contrôle de l'arrivée des colis postaux dans les camps, les hôpitaux et les prisons ne pouvait être qu'indirect, et se bornait à un pointage des accusés de réception individuels joints à ces colis. A la demande du CICR, les Croix-Rouges nationales lui communiquaient régulièrement des statistiques indiquant le nombre et parfois les numéros de leurs expéditions, ainsi que le pourcentage des accusés de réception renvoyés dans des délais normaux. De la sorte, il était en mesure d'intervenir lorsque les retards et les pertes dépassaient une proportion considérée comme normale en temps de guerre. Les retards étaient imputables soit à des embouteillages dans les ports tels que Lisbonne, Alep et Mersine <sup>1</sup>, soit à la surcharge des bureaux de la censure. Dans le premier cas, le CICR obtenait en général une amélioration en s'adressant aux propriétaires ou aux affrêteurs de navires, ainsi qu'aux Gouvernements susceptibles de mettre du tonnage à sa disposition. Mais dans le second cas, il devait se contenter de faire des recommandations à la Puissance détentrice. Quant au problème des vols, il était plus compliqué encore, comme on l'a vu plus haut <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Le trajet Istanbul-Alep fut abandonné en avril 1943 au profit de la ligne Istanbul-Mersine.

<sup>2</sup> Les envois de colis postaux étaient d'autant plus difficiles à contrôler que leur acheminement en franchise ne comportait ni bordereaux individuels, ni inscriptions postales. De la sorte, aucune enquête individuelle n'était possible en ce qui les concernait.



## Chapitre 3

### Transports routiers

#### 1. *Aperçu général.*

Les actions de secours dépendirent, non seulement des transports maritimes et ferroviaires, mais aussi des transports routiers. Ceux-ci devinrent même un problème essentiel après le débarquement des Alliés en France. Alors que tout était désorganisé, il fallut, en quelques semaines, créer entièrement un système de transport permettant de ravitailler les millions de personnes détenues en Allemagne et menacées de mourir de faim dans les camps ou sur les routes. Or, les colonnes de camions étaient, avec les trains-blocs, le seul moyen dont le CICR pût disposer pour les atteindre. Avant cette époque, cependant, il avait déjà exercé, dans ce domaine, une certaine activité dont il faut brièvement rendre compte.

*Portugal-Suisse.* — Dès l'occupation de la France, et jusqu'à la libération de celle-ci, le CICR examina à plusieurs reprises la possibilité d'établir une liaison par route avec Lisbonne. Il y renonça cependant, parce que les navires du CICR en service entre Lisbonne et Marseille suffisaient aux besoins. D'ailleurs, des transports par camions entre le Portugal et la Suisse se seraient heurtés à de nombreuses difficultés et auraient coûté fort cher, de sorte qu'il était préférable de les réserver pour le cas où les autres voies deviendraient impraticables.

*Italie.* — Après que l'Italie eut signé un armistice avec les Alliés, l'acheminement des secours vers le nord et le centre du pays, encore au pouvoir de l'Axe, devint très précaire. Il aurait

fallu des camions aux délégations du CICR à Rome et à Ponte San Pietro (près de Milan) pour distribuer des secours dans les camps. Au lieu d'envoyer des véhicules de Suisse ou d'en acheter en Italie, le CICR en demanda d'abord aux Autorités militaires allemandes, responsables du ravitaillement des prisonniers. Puis, sa démarche étant demeurée sans résultat, il se préparait, en avril 1944, à expédier des camions de vivres à Rome, lorsque le Commandement allemand s'y opposa. Il dut alors se contenter de fournir une remorque à sa délégation de Ponte San Pietro, qui disposait déjà d'une voiture, et ce n'est qu'un an plus tard que les délégations susdites reçurent les véhicules qui leur étaient nécessaires.

*Grèce.* — En Grèce, la délégation du CICR avait également besoin de camions pour distribuer des secours aux prisonniers alliés et aux invalides de l'armée grecque, mais elle ne pouvait les prélever sur le parc de véhicules dont disposait la Commission de gestion pour le ravitaillement de la population civile <sup>1</sup>. Le CICR s'adressa alors au « Greek War Relief » à New-York, qui envoya, du Canada, quatre camions destinés exclusivement à l'activité propre de la délégation du CICR. Celle-ci les restitua au « Greek War Relief » à Athènes, lorsqu'ils eurent cessé de lui être utiles.

*France et Allemagne.* — On verra plus loin que des démarches entreprises par le CICR dans l'intention d'assurer le transport par route, de la Méditerranée en Suisse, des secours d'outre-mer, lui permirent de constituer un vaste parc de camions, et que ceux-ci furent finalement employés, en 1945, au ravitaillement des camps en Allemagne. Mais un service routier de ce genre avait été envisagé en 1943 déjà, lorsque le réseau ferroviaire allemand commença à se trouver en mauvais état. En mai 1943, à la requête de la Croix-Rouge britannique, le CICR demanda au Gouvernement allemand s'il autoriserait le transport des secours au moyen de camions conduits par un personnel suisse.

On se proposait d'établir un dépôt de vivres à Singen, sur territoire allemand, et un parc de camions en Suisse. Les mar-

---

<sup>1</sup> Voir Partie IV, chapitre 2, § 9.

chandises auraient été transportées par rail jusqu'à Singen, et les camions, à la fin de chaque voyage, auraient été revisés en Suisse avant d'aller prendre un nouveau chargement à Singen. Ce service devait assurer en partie le ravitaillement des camps dans un rayon de 500 km.

Le CICR demanda des camions à la Croix-Rouge britannique, et envoya un délégué en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis pour discuter cette question avec les Croix-Rouges britannique et américaine. En attendant, il sollicita du Commandement de l'armée suisse l'autorisation d'employer des camions suisses. Il demanda, en outre, l'agrément du Reich. On comptait que, pour sa part, celui-ci fournirait le carburant, en compensation de l'économie de wagons qu'il ferait de la sorte. Mais le Commandement allemand avisa le CICR qu'il ne disposait pas d'huile et de carburant pour ces transports ; il fallut donc chercher d'autres solutions.

## *2. Remise du matériel au CICR.*

### *A. Camions.*

Prévoyant une suspension du trafic ferroviaire dans la vallée du Rhône, le CICR se mit en rapport, au mois de mai 1944, avec la Croix-Rouge américaine pour obtenir l'envoi de camions en Europe, et pria la Légation des Etats-Unis à Berne d'appuyer cette démarche. Peu après, le « Ministry of Economic Warfare » exprima le désir qu'un service de camions fût organisé entre le Portugal et la Suisse. Le CICR adressa alors à la Croix-Rouge américaine une demande ferme de 30 camions. Celle-ci fut bien accueillie par la Croix-Rouge américaine, qui conseilla toutefois de recourir provisoirement à des camions suisses ou espagnols pour lesquels les Etats-Unis fourniraient les pneus, l'essence et l'huile. Le CICR sollicita donc du Gouvernement espagnol la cession temporaire d'une cinquantaine de camions et un prêt d'essence. Mais ni l'Espagne ni la Suisse ne purent mettre des camions à sa disposition.

Pendant ce temps, des marchandises destinées à la Suisse et au CICR étaient déjà restées en souffrance entre Marseille et Genève, et le CICR s'entendit avec les Autorités suisses

pour les amener à Genève. On aurait voulu en faire autant pour des colis entreposés à Lyon. Malheureusement, les camions qu'aurait prêtés la Croix-Rouge française n'étaient pas utilisables, faute de carburant, et le Commandement de l'armée suisse ne crut pas pouvoir céder à cette fin une cinquantaine de camions à gazogène, en raison des opérations militaires qui se déroulaient à proximité de la frontière suisse.

*Arrivée des premiers camions.* — Peu après, le Département d'Etat à Washington annonça l'expédition de 50 camions. Les 26 premiers furent chargés sur le *Caritas I* et débarqués le 20 septembre à Barcelone. Ces camions lourds, à dix roues et d'une capacité de 8 tonnes, ne purent gagner en transit, avec leurs marchandises, la frontière espagnole que trois mois plus tard. Le transfert de ces véhicules au CICR et leur mise en circulation nécessita en effet de nombreuses formalités et de longues démarches. Les visas devant permettre aux chauffeurs suisses d'aller prendre livraison de ces camions ne furent obtenus qu'à la fin de novembre.

Entre temps, 23 autres véhicules américains étaient arrivés à Marseille sur le *Caritas II*, le 20 octobre, et le 50<sup>me</sup> à Toulon sur le *Henry-Dunant*, le 9 novembre. Au début, ils furent affectés à un service entre le port et les entrepôts de Toulon.

Aux termes d'une convention signée le 29 septembre 1944, ces camions étaient cédés au CICR pour le transport des colis destinés aux prisonniers de guerre, après quoi ils seraient restitués à la Croix-Rouge américaine. Celle-ci prenait à sa charge les frais d'exploitation et d'entretien.

La Croix-Rouge canadienne offrit à son tour une cinquantaine de camions de 3 tonnes qui se trouvaient en Grande-Bretagne. Embarqués par les soins de la Croix-Rouge britannique sur le *Silver Oak*, ils arrivèrent à Toulon à la fin de novembre.

Au début de février, tous les véhicules fournis par les Etats-Unis et le Canada étaient à la disposition du CICR à Genève, sauf 24 camions américains restés momentanément en service dans les entrepôts du CICR à Toulon.

Dans l'idée première du CICR, ce parc de camions était

destiné au transport en Suisse des secours déchargés au Portugal ou en Méditerranée. Mais lorsque ces véhicules arrivèrent à Genève, la situation s'était complètement modifiée. Les navires du CICR faisaient de nouveau escale dans les ports du Midi de la France, et de là jusqu'en Suisse, les voies ferrées étaient suffisamment rétablies pour être utilisables. En revanche, la désorganisation des transports était telle en Allemagne qu'elle menaçait de rendre absolument impossible l'acheminement des secours vers l'intérieur du pays. Aussi, en janvier 1945, les Autorités allemandes ne s'opposèrent-elles plus à ce que les colonnes de camions du CICR pénétrassent en territoire allemand. Le CICR se trouva alors brusquement devant une tâche d'une ampleur extraordinaire, dépassant de beaucoup ses moyens matériels, car les trains-blocs qu'il put organiser sur certains parcours et la centaine de camions dont il disposait étaient tout à fait insuffisants.

*Allemagne du Nord.* — A ce moment-là, les secours n'étaient plus expédiés exclusivement de Suisse. En effet, depuis l'établissement de la route maritime du Nord, Lübeck était devenu le centre de ravitaillement de l'Allemagne du Nord. La délégation du CICR dans cette ville avait donc, elle aussi, grand besoin de camions pour transporter les vivres dans les camps de la Prusse, mais le CICR ne put lui en céder qu'une trentaine, les autres étant indispensables à son activité en Allemagne du Sud et en Autriche. La Croix-Rouge américaine remit alors directement à la délégation à Lübeck les camions qu'elle parvint à acheter en Suède. Une cinquantaine de ces véhicules furent ainsi transportés à Lübeck, en avril, par les bateaux de la Croix-Rouge ; en outre, une soixantaine de camions venant d'Amérique y furent débarqués en mai.

En attendant, la délégation du CICR à Lübeck avait tenté d'organiser un service de chalands-moteurs qui, remontant l'Elbe, auraient fait diverses escales aux endroits les plus proches des camps, par exemple à Brandenburg ; de là, des camions auraient amené les marchandises à destination. Mais ce projet ne put être réalisé, l'Elbe ayant été coupée par l'avance des Alliés.

En février, le Haut Commandement allié mit à la disposition du CICR 100 camions de l'armée américaine, et de l'essence. La colonne partie de Paris gagna Genève le 12 mars.

Il fallait non seulement ravitailler les prisonniers, mais aussi secourir et rapatrier les déportés. Comme un grand nombre de ceux-ci étaient français, le Gouvernement français réquisitionna une centaine de véhicules pour les remettre au CICR. Ce dernier reçut effectivement 97 camions. Lorsqu'il en demanda d'autres, le Gouvernement français ne put lui donner satisfaction, mais s'engagea à restituer au Gouvernement suisse les pneus et l'essence dont celui-ci ferait l'avance au CICR pour le transport des rapatriés.

Prié de céder des cars postaux pour le transport des rapatriés, le Commandement de l'armée suisse répondit au CICR qu'il lui remettrait volontiers 28 cars pouvant contenir en tout 600 à 700 personnes. Plus tard, l'Association suisse des propriétaires d'autocars offrit une cinquantaine de véhicules ; toutefois, l'essence devait être fournie par le CICR. Celui-ci demanda au Commandement allié l'autorisation de se servir de l'essence réservée jusqu'alors pour le transport des prisonniers de guerre ; il sollicita en outre, le 11 mai, du Commandement de l'armée suisse une avance d'essence. Mais ces démarches restèrent infructueuses, de sorte qu'il fallut renoncer aux cars suisses.

En mars 1945, l'Union chrétienne de jeunes gens mit 12 camions à la disposition du CICR, qui reçut en outre de la Croix-Rouge polonaise 10 camions de 3 tonnes, arrivés de Grande-Bretagne à Genève le 21 mars.

En avril, 13 camions de 2½ tonnes furent livrés par le dépôt américain de Vitrolles à la délégation du CICR à Toulon, pour le service local.

En avril également, la Croix-Rouge américaine fournit encore 50 camions du même type que ceux qu'elle avait envoyés en automne 1944, ainsi que 5 voitures automobiles.

La Croix-Rouge italienne offrit à son tour 60 camions italiens stationnés en Suisse, mais elle ne put en disposer, l'armée italienne les ayant réclamés.

Au total 474 véhicules et 137 remorques furent utilisés

directement par le CICR, qui confia, d'autre part, un certain nombre de transports à des entreprises privées utilisant leurs propres camions.

### *B. Carburants.*

Ce n'est pas sans peine, on vient de le voir, que le CICR se procura des camions. Il éprouva tout autant de difficulté à obtenir le carburant qui leur était nécessaire, car, l'essence étant strictement rationnée en Suisse, il dut en chercher à l'étranger et ne parvint à ses fins qu'après de nombreuses négociations.

Lorsque les premiers camions furent débarqués à Barcelone, la délégation du CICR eut à sa disposition une réserve initiale de 150.000 litres d'essence, et des contingents hebdomadaires de 50.000 litres. Ce carburant fut avancé par l'Espagne pour le compte de la Croix-Rouge américaine.

Pour le service de navette entre Toulon et Genève, en janvier 1945, l'armée américaine fournit de l'essence, en particulier au pipe-line de Lyon.

Lorsque le CICR songea à utiliser en Allemagne les camions américains et canadiens, il dut assurer au préalable leur ravitaillement en carburant. Le Haut Commandement allié à Paris, auquel il s'était adressé pour cela, lui accorda de l'essence qu'il fallait faire venir de Marseille et de Lyon au moyen de wagons-citernes. Quant au Gouvernement français, il promit de livrer 250 litres par jour à la frontière genevoise (St-Julien). Enfin, une partie du carburant était expédiée de Suisse, par les soins du CICR, dans les centres de ravitaillement créés en Allemagne. Ainsi, 2 wagons-citernes (soit 36.000 litres d'essence) furent envoyés à Moosburg en mars ; de plus, des camions-citernes accompagnaient les convois. Pour le service de Lübeck, le CICR expédia à la même époque des fûts chargés sur 5 camions. Ensuite, la délégation de Lübeck fut ravitaillée directement par les Alliés.

A la fin du mois d'avril 1945, l'Office allié des carburants (Petroleum Section), qui avait livré, dans la deuxième quinzaine

de mars, 85.000 gallons d'essence <sup>1</sup> (soit 17 wagons-citernes), fit savoir au CICR qu'il pouvait dès lors compter sur 25.000 gallons par semaine, et grâce à cette promesse, le fonctionnement des transports routiers ne risquait plus d'être mis en question.

L'armée américaine fournit, d'avril à décembre 1945, près de 2 millions de litres d'essence.

### 3. *Utilisation des camions du CICR.*

Les camions furent d'abord affectés exclusivement au ravitaillement des prisonniers et internés alliés, mais ils ne tardèrent pas à être utilisés également en faveur des déportés. C'était le cas, notamment, des camions remis au CICR par le Gouvernement français, car celui-ci entendait, de cette manière, venir en aide aussi aux travailleurs civils, dont le sort le préoccupait grandement. Après la fin des hostilités, le CICR fut autorisé à employer les camions américains pour secourir les civils. De plus, les camions du CICR servirent au transport de personnes d'un camp à un autre et à leur rapatriement, ainsi qu'à l'expédition du courrier de la Croix-Rouge et de la correspondance des prisonniers de guerre.

La liste figurant dans le volume « Annexes » donne des indications détaillées sur l'emploi des camions. En résumé, ceux-ci firent 3140 voyages et parcoururent 2.831.840 kilomètres. Ils transportèrent 8.602.580 kilos de marchandises et rapatrièrent 23.481 personnes. On ne peut donner ici qu'un aperçu des 366 missions accomplies par les colonnes de camions du CICR au cours de l'année 1945.

Avant d'être envoyés en Allemagne, les camions transportèrent en Suisse les marchandises amenées à Barcelone, à Toulon et à Marseille par les navires du CICR. Pendant ce temps, le CICR négociait pour pouvoir envoyer ses colonnes en Allemagne, où la situation devenait de jour en jour plus alarmante. Les camps étaient insuffisamment approvisionnés. De plus, ceux de l'est étaient évacués, et les prisonniers devaient

---

<sup>1</sup> Un gallon = 4,53 litres.



se diriger vers l'ouest ; au cours de ces longues marches, les faibles provisions emportées au départ s'épuisèrent rapidement. La délégation du CICR à Berlin parvint à se procurer, au début de février, deux camions pour apporter les premiers secours à ces colonnes de prisonniers. Les vivres étaient chargés aux entrepôts du CICR à Lübeck. De là, les camions parcoururent la Poméranie, laissant, sur leur chemin, des dépôts à Demmin, à Altburgund (Oflag 63) et surtout à Neubrandenburg qui devint un centre de distribution pour les dépôts secondaires (Parchim, Tatarow, etc.) situés sur le passage des évacués. Les prisonniers recueillis sur les routes étaient transportés au lazaret de Neubrandenburg.

Au début de mars, le CICR fut enfin autorisé à envoyer ses camions en Allemagne. Le premier convoi franchit la frontière à Constance le 7 mars. Voici, à titre d'exemple, comment s'effectua cette première mission.

*Première mission.* — La colonne était composée de 25 camions conduits par des chauffeurs suisses, et accompagnés d'un délégué du CICR et de 14 membres de l'armée allemande. Dix-neuf de ces camions, chargés de 120 tonnes de vivres, devaient se rendre en Bohême, et les six autres dans le Nord de l'Allemagne.

La colonne de camions dirigée vers la Bohême passa par Ulm, Ingolstadt, Bayreuth et Eger, pour gagner Karlsbad, où son arrivée permit de secourir deux colonnes de prisonniers. L'une, forte de 5000 hommes, venait du camp de Lansdorf et marchait sur Bayreuth ; l'autre, de 6000 hommes, était partie de Teschen en direction d'Auschwitz. Ces colonnes s'étendaient sur des centaines de kilomètres, et les commandants ne pouvaient pas indiquer l'endroit précis où se trouvait chaque groupe. L'automobile du délégué et une motocyclette étaient souvent utilisées pour faire des reconnaissances. Lorsqu'en s'aidant des renseignements des commandants, on avait atteint une compagnie, le chargement d'un camion était remis, contre quittance, à l'homme de confiance et distribué par ses soins. Ce travail se faisait de nuit, quand la troupe était arrêtée. Le ravitaillement dura du 9 au 11 mars. Les prisonniers reçurent chacun environ 5 kilos de vivres.

Les camions vides servirent au transport des blessés et des malades. Des médicaments furent déposés à l'infirmerie-relais de Tchentschnitz. Le retour eut lieu par Moosburg. L'un des camions fit un détour pour approvisionner en médicaments le relais de prisonniers n° 4088 d'Eger et le Stalag XIII B de Weiden. Huit camions restèrent à Moosburg, devenu un centre de ravitaillement. Les autres rentrèrent à Genève le 13 mars.

Des six camions qui se rendirent dans le nord de l'Allemagne, cinq étaient chargés de 20.000 litres d'essence destinés au service des secours de la délégation à Lübeck, et le sixième devait transporter des médicaments au camp de Luckenwalde, près de Berlin. En passant à Berlin, ils y déposèrent une partie de l'essence. Trois de ces camions restèrent au service du CICR en Prusse, et les trois autres rentrèrent en Suisse après avoir approvisionné en vivres, provenant des entrepôts de Lübeck, un camp près de Berlin.

Dès lors, les missions se succédèrent, et les colonnes partirent dans toutes les directions ; celles qui venaient de Suisse ravitaillaient le sud de l'Allemagne, tandis que d'autres, organisées par la délégation à Lübeck, en faisaient autant pour le nord. De plus, il y avait, en Allemagne même, des centres de ravitaillement placés sous la surveillance d'une délégation et disposant de leur propre parc de camions. A la fin de mars, par exemple, un centre de ravitaillement doté de 47 véhicules fut établi à Moosburg, et transféré peu après à Ravensburg.

Les camps de déportés de Ravensbrück, Buchenwald, Mauthausen furent également ravitaillés, et à leur retour, en avril, les camions transportèrent certaines catégories de déportés : femmes, enfants, vieillards et malades, dont les Autorités allemandes avaient permis l'évacuation.

En avril, plusieurs colonnes furent surprises par l'avance des Alliés. Certaines furent réquisitionnées par les troupes américaines pour le ravitaillement des camps désormais libérés et le rapatriement de prisonniers et de déportés. D'autres purent être détournées vers l'Autriche. Un grand nombre de prisonniers avaient en effet reflué vers le Tyrol où un centre de ravitaillement fut rapidement constitué par l'envoi de deux trains-blocs.

Pendant cette période, la plupart des colonnes durent donc changer l'objectif de leur mission en cours de route.

A la fin d'avril, le Haut Commandement allié pria le CICR de secourir les prisonniers de guerre qui ne pouvaient pas encore être rapatriés, ainsi que les civils de diverses nationalités restés en Allemagne et désignés sous le nom de « displaced persons ». Mais au lendemain de la capitulation, le 8 mai, il décida de pourvoir lui-même au ravitaillement des ressortissants alliés. Cependant, le CICR dut poursuivre son activité jusqu'à la fin de l'année. Il s'occupa alors plus particulièrement des anciens déportés.

Après la capitulation, les missions continuèrent donc jusqu'à la fin de 1945, au même rythme et suivant le même principe qu'auparavant : secours à l'aller, rapatriement au retour. Certaines d'entre elles méritent une mention spéciale.

A la fin de mai 1945, une colonne s'apprêta à traverser la ligne de démarcation entre les armées américaine et soviétique, pour apporter des secours à la population juive de Terezin. Elle arriva à Prague sans difficulté, grâce à la complaisance des Autorités militaires soviétiques.

En juin, des camions du CICR rapatrièrent de Bavière près de 4000 prisonniers de guerre italiens, ainsi que 3000 Suisses de Berlin rassemblés dans un centre d'accueil près de Hanovre (camp de Falleraleben).

Le CICR organisa en outre le transport des secours destinés aux pays occupés par les armées soviétiques : Autriche, Hongrie, Roumanie. Au cours de l'été, vingt-deux camions se rendirent en 3 colonnes à Vienne, à Budapest et à Bucarest. Ils étaient chargés de 180 tonnes de marchandises, dont une partie était fournie par la Commission mixte de secours. Cette mission accomplie, ils ramenèrent des rapatriés en Suisse.

Bien qu'ils n'eussent fait l'objet d'aucun accord de principe, ces transports purent être menés à bonne fin grâce au consentement tacite des commandants militaires russes, obtenu en cours de route par les chefs de colonnes.

La première mission en Europe orientale ayant réussi, le CICR envoya, en septembre, une colonne de 15 camions à Varsovie. En novembre, Vienne et Budapest furent le but d'une nouvelle expédition.

Les camions du CICR servirent également, comme on l'a dit, à transmettre la correspondance des prisonniers de guerre et le courrier de l'Agence centrale des prisonniers. Lorsqu'en août 1944, les communications normales furent interrompues par les offensives alliées, le CICR prit aussitôt des mesures pour y suppléer, avec l'assentiment des Autorités alliées et des Administrations postales des pays intéressés. Ne disposant pas encore des véhicules prévus pour le transport des secours, il fit l'acquisition d'un camion de 3 tonnes, et organisa à ses frais, un service régulier entre Genève, Lyon et Marseille, exclusivement réservé à la correspondance des prisonniers de guerre et de la Croix-Rouge.

Au printemps suivant, c'est aux camions du CICR affectés au transport des secours que fut confiée la transmission des sacs postaux à destination et en provenance de tous les pays du monde, hormis la Grande-Bretagne. La Légation britannique à Berne, d'entente avec le CICR et l'Administration des postes suisses, organisa en effet elle-même un service de camions entre Genève et un aéroport situé en France, d'où les sacs gagnaient la Grande-Bretagne à bord d'avions militaires britanniques. D'autre part, dès décembre 1944, une liaison régulière fut établie entre New-York et Genève par un avion américain, mais uniquement pour le courrier des prisonniers de guerre entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Les messages civils, ainsi que la correspondance des prisonniers de guerre de tous les autres pays, continuèrent à être transportés par les camions du CICR, à Marseille. Les sacs étaient remis, selon les cas, aux Postes françaises, aux navires du CICR ou aux services de transports aériens de l'armée américaine qui, dans les pays de destination, les délivraient aux délégations du CICR. En sens inverse, le courrier suivait exactement le même chemin, et à son arrivée à Genève, il était confié aux Postes suisses. Mais au printemps 1945, celles-ci ne furent plus à même de l'expédier en Allemagne, et ce fut aux camions du CICR qu'incomba, jusqu'en avril 1946, la transmission de la correspondance échangée avec ce pays. Ces camions assurèrent des services réguliers entre la Suisse et les diverses zones d'occupation de l'Allemagne et de l'Autriche. Ils emportèrent également les sacs postaux restés en souffrance en Suisse et destinés aux prisonniers de guerre en Tchécoslovaquie et en Pologne.

#### 4. Organisation des transports routiers du CICR.

*Protection.* — D'emblée, le CICR se préoccupa d'assurer la sécurité des convois. Il pria le Gouvernement britannique de le mettre en relation avec les Forces françaises de l'Intérieur, mais il reçut une réponse négative. Une espèce de sauf-conduit lui parvint cependant du Comité français de libération : « Les camions pour la Suisse devraient porter une marque particulière, et des instructions pourraient être données aux combattants, par radio, de façon que ces camions ne fussent pas attaqués. »

Une demande de sauf-conduit fut aussi adressée au Commandement allemand, le 11 août, pour les camions qui se rendaient de Barcelone, de Marseille et de Lyon à Genève, et qui, au retour, devaient transporter des secours de la Croix-Rouge allemande. Mais ce secteur fut libéré par les Alliés avant qu'une réponse fût parvenue au CICR.

Afin de protéger le plus possible ses camions contre les attaques aériennes, le CICR décida de les peindre en blanc, et de les munir de la croix fédérale suisse ainsi que de l'emblème de la Croix-Rouge avec les initiales du CICR entre les quatre branches. Il en avisa les Gouvernements belligérants intéressés. Ceux-ci ne firent pas d'objection à l'emploi de ces signes, mais précisèrent qu'ils ne pouvaient néanmoins pas garantir la sécurité des colonnes.

En dépit de ces précautions, plusieurs d'entre elles furent attaquées. D'autre part, l'avance rapide des Alliés les exposait à rencontrer les troupes combattantes. Chaque chef de colonne savait ce qu'il convenait de faire en pareil cas : les voitures devaient être arrêtées, et le personnel mis à couvert. Le commandant, après s'être avancé, muni d'un drapeau blanc, au devant de l'officier le plus proche, devait lui présenter ses papiers et son ordre de mission, et demander les instructions nécessaires pour continuer son voyage. De nuit, le drapeau était remplacé par une lanterne à lumière blanche.

Comme les véhicules roulaient dans des conditions dangereuses et sur des routes impraticables, les accidents n'étaient

pas rares <sup>1</sup>. Toutefois, ils furent de peu de gravité, sauf un seul qui se produisit sur la route de Plzen et fut causé par le mauvais état de la chaussée. Le Gouvernement tchécoslovaque en assumait la responsabilité. Quatre réfugiés furent tués et huit grièvement blessés.

Si soigneusement établi qu'il fût, l'itinéraire, figurant dans l'ordre de mission qu'emportait le chef de colonne, devait être fréquemment modifié en cours de route. Les ordres des Autorités militaires et la destruction des voies de communication imposaient à tout instant de longs détours aux camions.

Pour éviter la dislocation des convois en cas de panne, chacun était suivi d'un atelier roulant. Lorsqu'une voiture endommagée ne pouvait être réparée sur-le-champ, elle était prise en remorque et son chargement réparti sur les autres camions. De la sorte, la colonne n'était pas immobilisée et gardait son unité. Au retour, les chauffeurs procédaient eux-mêmes à la revision des voitures. Une vingtaine de mécaniciens du CICR étaient chargés des réparations.

*Composition et équipement des colonnes.* — Une colonne de camions comprenait en général une dizaine de véhicules, sans compter les voitures nécessaires au transport de l'essence et des pièces de rechange. Des prisonniers de guerre furent employés comme chauffeurs. Ce fut le cas, notamment, de prisonniers canadiens du camp de Moosburg, qui furent détachés en cette qualité avec l'autorisation du Commandement allemand. De cette manière, cinq chauffeurs suisses suffisaient par colonne. Toutefois, ce système avait un inconvénient : lorsque leur camp était libéré, ces prisonniers quittaient immédiatement leur service, et la colonne se trouvait en difficulté. A partir du mois de mai, les chauffeurs canadiens durent tous être remplacés par un personnel suisse.

Au moment de leur plus intense activité, les transports routiers occupaient un personnel d'environ 400 membres, dont

---

<sup>1</sup> Certains camions fournis par les Autorités françaises avaient été sabotés lors de leur construction par les ouvriers de la Résistance. Un accident fut provoqué par la rupture de l'arbre de direction, le 5 juin 1945 à Lodenice, en Tchécoslovaquie.

25 chefs de colonnes. Les chauffeurs étaient au bénéfice d'un congé militaire, et recevaient les visas, passeports, cartes de légitimation et sauf-conduits nécessaires, ainsi qu'un brassard avec l'insigne du CICR. Ils emportaient tout ce qu'il leur fallait pour se suffire à eux-mêmes (sacs de couchage, couvertures, provisions et matériel pour la préparation des repas). En outre, chaque colonne devait être pourvue d'un appareil de radio, les attaques d'avions isolés ne faisant pas l'objet d'alertes et n'étant signalées que par ondes.

Pour le transport des malades, la Croix-Rouge suisse mit à la disposition du CICR des médecins et des infirmières, ainsi que du matériel (couvertures, matelas, médicaments). Chaque convoi d'une dizaine de véhicules était accompagné d'un médecin et de quatre infirmières, et le chef de colonne était muni d'une pharmacie.

« *Pool* » des camions. — Lorsque la Croix-Rouge américaine céda des camions au CICR, elle stipula qu'ils devaient servir de préférence au transport des colis pour les prisonniers américains et britanniques. Mais il était impossible d'observer cette condition, car les convois rencontraient, sur les routes et dans les camps d'Allemagne, des prisonniers de toutes nationalités, ainsi que des déportés et des internés civils. A la suite des évacuations précipitées, ces malheureux se trouvaient rassemblés pêle-mêle dans les centres d'accueil, et il eût été injustifiable de secourir les uns à l'exclusion des autres.

Le CICR ayant soumis la question au Gouvernement britannique, en février 1945, celui-ci répondit que les véhicules fournis par les soins des Dominions étaient destinés principalement aux actions en faveur des prisonniers britanniques et américains, mais que le CICR, auquel il accordait sa confiance, restait juge de ce qu'il fallait faire dans les cas particuliers <sup>1</sup>.

*Organisation interne.* — Pour l'organisation des transports par camions, le CICR créa, en novembre 1944, un service spécial rattaché à la Division des transports et communications.

---

<sup>1</sup> Voir également page 91.

Pendant les premiers mois, les transports entre la Méditerranée et la Suisse furent confiés à une entreprise privée, puis l'importance qu'ils prirent engagea le CICR à s'en charger lui-même.

Le personnel était recruté au sein de l'armée suisse. Les chefs de colonnes étaient, pour la plupart, des officiers des troupes motorisées ; les colonnes étaient commandées militairement au cours de leur mission.

L'organisation centrale à Genève comprenait :

1) un service technique chargé du recrutement du personnel, du contrôle et de l'entretien des véhicules, des permis de circulation (plaques de police, tryptiques, etc.), de la comptabilité des carburants et de la préparation des colonnes ;

2) un service de comptabilité et d'administration qui s'occupait des salaires, des contrats d'assurance, des formalités de passeport, de l'établissement des ordres de mission et de l'activité des chefs de colonnes.

En outre, le CICR établit divers dépôts et centres de distribution près de la frontière allemande, en particulier à Kreuzlingen et à St. Margrethen. Ces centres possédaient des ateliers et des parcs de camions. L'activité en Allemagne même était répartie en deux zones séparées par une ligne allant de Berlin à Cassel. Les dépôts en Suisse et celui de Ravensburg constituèrent les centres de la zone sud, tandis que la délégation du CICR à Lübeck avait la charge de la zone nord. Le dépôt permanent de Ravensburg, à quelque vingt kilomètres du lac de Constance, disposa de trois colonnes de camions, soit de 35 véhicules. Les colis provenant des entrepôts du CICR à Genève et à Vallorbe gagnaient Ravensburg par chemin de fer. De là, les camions en assuraient quotidiennement la distribution dans les camps. La délégation de Lübeck, isolée et sans contact avec la Suisse, distribuait les secours amenés d'Amérique à Göteborg par les navires du CICR. La plupart de ses camions lui étaient venus directement de Suède et d'Amérique.

Les quatre centres de ravitaillement de St. Margrethen, de Kreuzlingen, de Ravensburg et de Lübeck étaient dirigés chacun par un chef qui en avait la responsabilité technique. Ils étaient rattachés à la délégation du CICR en Allemagne,



seule compétente pour traiter avec les Autorités civiles et militaires.

L'établissement de ces dépôts à la frontière de la Suisse orientale et en Allemagne permit d'accélérer les expéditions et d'utiliser au maximum les moyens de transport dont on disposait.

Dès la fin de septembre 1945, Bâle devint le point de départ de tous les convois, les secours étant désormais entreposés dans les locaux de la « Foire d'Echantillons » de cette ville.

Le service spécial des transports routiers fut liquidé à la fin de 1945. Les 80 voitures et les 28 camions appartenant en propre au CICR furent dès lors gérés par le Service de l'Administration du CICR.

#### 5. *Restitution des véhicules.*

Les camions français furent remis par séries, en juin et juillet 1945, à la Croix-Rouge française, sauf quelques-uns qui demeurèrent un certain temps encore au service des dépôts de St. Margrethen, Vernier et Lübeck.

Dès le mois de juin, la Croix-Rouge américaine fit part de son intention d'offrir à l'armée américaine les véhicules qu'elle avait cédés au CICR. En conséquence, 164 camions et 137 remorques, furent rassemblés à Genève et mis à la disposition du représentant de la Croix-Rouge américaine, le 31 juillet 1945. Les camions furent finalement parqués à Bâle et les remorques à Genève. En août, 75 camions partirent de Bâle pour Paris. D'autres furent expédiés dans différentes directions (Italie, Yougoslavie, Pologne). Enfin, plusieurs furent remis à diverses délégations de la Croix-Rouge américaine en Europe : 5 au Danemark, 4 en Tchécoslovaquie et 7 en Roumanie.

En revanche, la Croix-Rouge canadienne se déclara prête à laisser ses 50 véhicules au CICR tant qu'il en aurait besoin. A la fin de 1946, elle lui en fit don. Le CICR en distribua alors un certain nombre aux Croix-Rouges nationales qui lui en avaient demandé. Ainsi les Croix-Rouges polonaise, autrichienne, hongroise, roumaine et yougoslave en reçurent chacune quatre. Quatorze véhicules furent distribués entre les délégations du

CICR à Paris, Lyon, Berlin, Baden-Baden, Francfort, Vlotho, Prague, Vienne et Varsovie, et étaient encore en service le 30 juin 1947. Le CICR en garda provisoirement une dizaine pour son usage à Genève.

La liquidation du Centre de Lübeck, dont il avait été question en juillet, fut renvoyée jusqu'à l'épuisement de ses stocks. Les camions suédois furent expédiés en Norvège sur le désir des Autorités alliées, qui voulaient en faire don à la Croix-Rouge norvégienne. En revanche, les camions qui avaient été remis à la délégation de Lübeck par le CICR lui furent laissés pour la liquidation des stocks.

---

## TROISIÈME PARTIE

### EXÉCUTION DES ACTIONS DE SECOURS

#### *Chapitre premier*

#### **Secours collectifs aux prisonniers de guerre**

##### § 1. AVANTAGE DES SECOURS COLLECTIFS

Durant le dernier conflit, l'action de secours en faveur des prisonniers de guerre connut un développement tel qu'il est difficile d'en mesurer l'ampleur.

Les colis individuels <sup>1</sup>, expédiés par des particuliers, des Croix-Rouges nationales ou des associations de bienfaisance, étaient des paquets postaux, de cinq kilos en général, adressés à des prisonniers nommément désignés. Ces colis, qui bénéficiaient de la franchise de port <sup>2</sup>, étaient envoyés aux intéressés soit directement, soit par l'entremise du CICR.

Les colis envoyés dans les ports de transbordement de Lisbonne ou de Marseille étaient contrôlés par les délégués du CICR, puis dirigés par poste directement sur les camps. Ceux qui parvenaient en transit à Genève étaient acheminés aussitôt à destination ; il n'était procédé à aucune vérification de leur contenu et ce réacheminement n'engageait pas la responsabilité du CICR.

D'autres colis individuels étaient adressés à Genève, groupés dans des caisses ou dans des sacs sans mention de destination.

---

<sup>1</sup> Voir page 303.

<sup>2</sup> En vertu de l'art. 38 de la Convention de Genève de 1929.

La liste des bénéficiaires établie par les donateurs était reçue par courrier séparé. Le CICR la joignait alors aux colis qui étaient réexpédiés par chemin de fer à l'homme de confiance des prisonniers. Celui-ci les répartissait conformément aux instructions reçues.

Le paquet individuel convenait à une action de secours limitée mais ne répondait que très imparfaitement aux besoins d'une multitude de prisonniers de guerre et d'internés civils de toutes nationalités.

Dès l'automne 1940, le CICR, appuyé par ses délégués, les commandants de camp, les hommes de confiance et les prisonniers eux-mêmes, recommanda aux organisations donatrices d'expédier leurs secours sous forme d'*envois collectifs*.

Celles-ci, se conformant à cet avis, envoyèrent en règle générale des paquets « standard » anonymes de cinq kilos mis en caisses — mode d'envoi nouveau et caractéristique de la dernière guerre.

Elles expédièrent aussi en vrac au CICR des ballots de vivres, vêtements et sous-vêtements. Ces envois étaient acheminés par les soins de l'organisme de Genève par chemin de fer et en franchise, à l'adresse d'un prisonnier d'une nationalité déterminée jouissant de la confiance de ses camarades de camp, qui les entreposait et les distribuait au fur et à mesure des besoins. Ces expéditions ne pouvaient être faites qu'au nom d'une Société nationale de la Croix-Rouge reconnue par la partie adverse.

Il est évident que les colis individuels étaient fort appréciés des prisonniers de guerre, à qui ils apportaient un réconfort moral des plus précieux. Par eux, un contact s'établissait avec le donateur, parent ou ami ; la quittance devait être renvoyée au donateur avec la signature et une annotation du prisonnier. Pourtant, quelle que fût la valeur psychologique des colis individuels, la distribution de ceux-ci n'allait pas sans soulever des difficultés d'ordre pratique qui conduisirent le CICR à leur préférer la manutention des colis collectifs. En effet, pour les destinataires autres qu'américains ou britanniques, les Autorités allemandes n'admettaient la remise de colis individuels que si les intéressés avaient été recensés à la fois par l'homme de confiance de chaque nationalité et par le commandant de camp.

Leurs nom, numéro et adresse devaient être inscrits sur une liste transmise ensuite au CICR avec les étiquettes réglementaires. Les listes et les étiquettes ne parvenaient au CICR qu'après un temps plus ou moins long ; leur retransmission au donateur, domicilié parfois dans un pays éloigné, imposait un nouveau délai. Il fallait en outre tenir compte du voyage postal et de ses aléas. Enfin, de nombreux changements pouvaient entre temps survenir dans les camps ; des destinataires pouvaient avoir été transférés dans un autre camp, envoyés en détachement de travail ou se trouver dans un hôpital, sans parler des prisonniers décédés, libérés, transformés en travailleurs civils ou rapatriés.

C'est ainsi que les paquets, dans un grand nombre de cas, ne parvenaient pas à leur destinataire initial. On les gardait quelques jours en dépôt, puis ils étaient distribués à des prisonniers de guerre nécessiteux ou malades de la même nationalité. Ils n'étaient que rarement réexpédiés, de crainte que les pertes ne fussent trop élevées. L'accusé de réception, quand on pouvait le récupérer, était renvoyé au donateur sans signature ou avec une ou plusieurs signatures de bénéficiaires autres que le destinataire. Le donateur, pour satisfait qu'il pût être d'avoir aidé un ou plusieurs prisonniers, n'en était pas moins déçu de n'avoir pu gratifier son parent ou son ami.

Dans les camps, les organes de censure accomplissaient un travail de vérification minutieux. Il leur arrivait assez souvent de découvrir dans des colis familiaux des articles prohibés, des messages écrits ou imprimés, ce qui entraînait la confiscation totale ou partielle des colis. Tous les envois, en effet, n'étaient pas soumis au départ à un contrôle attentif, comme c'était le cas en Grande-Bretagne, où la Croix-Rouge britannique avait organisé deux grands centres d'emballage des colis familiaux, le plus important à Londres et l'autre à Glasgow. Les Croix-Rouges des Dominions, en particulier les Croix-Rouges sud-africaine et néo-zélandaise, possédaient elles aussi de tels centres. Les colis confectionnés par les particuliers y étaient reçus et ouverts, leur contenu contrôlé avec le plus grand soin, et ils étaient remballés de façon uniforme et enfermés dans des sacs postaux qu'on scellait.

Quant à l'acheminement par voie postale, il était incertain et difficile. L'augmentation considérable du nombre des prisonniers de guerre en Allemagne suscita un tel afflux de lettres, de colis, de quittances, que les services postaux de censure et de distribution furent souvent débordés. Les envois restaient en souffrance dans un endroit quelconque, arrivaient à destination quelquefois avec plusieurs mois de retard, ou même n'arrivaient pas du tout. Il apparut en outre que 60 à 70% des colis nominatifs se perdaient en cours de route. Les autorités postales déclinaient toute responsabilité, la franchise de port dispensant de l'enregistrement des envois. Les recherches du CICR se bornaient donc à des enquêtes dans les camps. L'interruption momentanée ou définitive du trafic ferroviaire dans divers pays vint compliquer encore la situation.

Les colis individuels, que l'on groupait dans des caisses avec liste nominative, pour les expédier par chemin de fer, arrivaient plus sûrement dans les camps, mais ils rencontraient les mêmes difficultés de distribution (transferts, décès, libération, etc.).

Les *secours collectifs* représentaient donc bien l'aide la plus efficace qui pût être apportée aux prisonniers de guerre. Ce mode d'envoi obviait à tous les inconvénients inhérents aux secours individuels et constituaient réellement le complément nécessaire à la nourriture et à l'habillement que les Autorités détentrices allouaient en vertu des articles 11 et 12 de la Convention. Depuis 1942, dans tous les pays d'Europe occupés ou en guerre, la situation alimentaire s'aggravait et ce complément était devenu dans bien des cas indispensable. Seuls des envois de ce genre pouvaient répondre aux besoins des prisonniers. Les Croix-Rouges nationales envoyaient régulièrement au CICR des dons collectifs, en provenance généralement des pays d'outre-mer. Sur la base des effectifs qui lui étaient communiqués par les camps, le CICR répartissait ces dons conformément aux instructions reçues. La distribution dans les camps était effectuée d'une manière équitable entre les prisonniers d'une même nationalité, selon le barème fixé par les donateurs. Un contrôle sérieux était effectué par les hommes de confiance et les Autorités du camp. Les délégués du CICR, lors de leurs visites périodiques, contrôlaient encore la bonne réception des dons.

L'acheminement offrait en outre de meilleures garanties et le pourcentage des colis manquants au moment du déchargement des wagons était en général très faible. Les hommes de confiance disposaient de réserves qui leur permettaient de parer à toutes éventualités : pertes, vols, arrivées inopinées de nouveaux prisonniers. Dans ce dernier cas, le CICR adaptait ses expéditions au nouvel effectif annoncé et il remplaçait les colis prélevés sur la réserve du camp. Il pouvait aussi effectuer un envoi d'urgence prélevé sur les stocks dont il disposait dans ses entrepôts de Suisse. Ces avantages incontestables des envois collectifs, le CICR les fit valoir chaque fois qu'une nouvelle action de secours était envisagée par l'une ou l'autre des Croix-Rouges. Lorsque se posa le problème de ravitailler les prisonniers de guerre et internés militaires italiens en Allemagne, Genève rappela une fois de plus les difficultés soulevées par une distribution de colis individuels. Seule, une répartition équitable de colis collectifs pouvait améliorer vraiment la situation alimentaire et vestimentaire de ces internés.

D'une manière générale, les Croix-Rouges adoptèrent le mode de secours collectifs, les paquets « standard » ou en vrac leur paraissant permettre au mieux l'accomplissement de leur œuvre.

Le 7 novembre 1940, les Autorités de Londres, en réponse à une demande du CICR, donnèrent leur approbation à l'expédition de secours collectifs en provenance d'outre-mer. Elles espéraient que ce mode d'envoi offrirait plus de garanties et donnerait dans l'ensemble de meilleurs résultats que les secours individuels. Six mois plus tard, elles ne cachaient pas leur préférence pour les colis collectifs. Pourtant, l'usage des paquets nominatifs n'était encore que déconseillé, et non prohibé.

Pour ce qui est des secours alimentaires, la Croix-Rouge américaine déclara, en juillet 1942, qu'elle refuserait à l'avenir toute commande de colis « standard » pour des prisonniers de guerre nommément désignés. Les contributions privées ne furent dès lors acceptées qu'en vue d'une distribution des colis aux prisonniers de guerre en général ou à ceux d'une nationalité déterminée. Les parents et amis désireux de faire parvenir des secours à des prisonniers n'en étaient pas empêchés, mais

ils devaient préparer leurs paquets eux-mêmes et les remettre aux bureaux de poste locaux qui se chargeaient de l'expédition. Réservant donc ses soins à l'aide collective aux prisonniers de guerre ou internés américains ou alliés, la Croix-Rouge américaine estima que la meilleure solution était d'expédier les paquets en caisses, à l'adresse du CICR, qui les transmettrait aux camps pour y être distribués par les hommes de confiance.

Vers la même époque, les Autorités compétentes du Royaume-Uni décidèrent que des colis de vivres seraient expédiés par l'entremise de la Croix-Rouge britannique, sans adresse nominative, afin d'être distribués équitablement entre tous les prisonniers.

En prenant ces mesures restrictives à l'égard des envois individuels et en favorisant un système de ravitaillement rationnel et pratique, les Croix-Rouges britannique et américaine étaient mues par un esprit de justice et par le désir de simplifier leur tâche et celle du CICR. En vue de maintenir le principe d'un traitement égal, elles décidèrent que les prisonniers de guerre qui devaient encore recevoir des paquets de vivres à titre privé, ne participeraient pas, durant la semaine où ces dons leur parviendraient, à la distribution générale hebdomadaire des paquets de vivres « standard » ou de leur équivalent en vrac.

Les Autorités allemandes insistèrent, à plusieurs reprises, sur les difficultés de censure et de contrôle provoquées par la réception dans les camps de colis nominatifs. Elles décidèrent de réglementer ces envois qui devaient être groupés en caisses ou en sacs postaux. Caisses et sacs étaient adressés à l'homme de confiance, qui distribuait les paquets d'après la liste nominative jointe à l'envoi.

Certaines organisations de secours, tout en reconnaissant les inconvénients des envois individuels, crurent devoir se conformer aux désirs de nombreux donateurs et continuèrent à faire de tels envois presque jusqu'à la fin des hostilités. C'est ainsi que les colis nominatifs affluèrent du Congo belge, de l'Afrique du Nord et de l'Afrique occidentale française. Ils étaient destinés à des coloniaux, anciens coloniaux ou autres prisonniers nommément désignés. Le Gouvernement français, la Croix-Rouge brésilienne, la Croix-Rouge polonaise en expé-



dièrent également. La Croix-Rouge de Belgique se rallia, en septembre 1944, aux avis du CICR, considérant que la pratique des colis individuels ne correspondait plus à la situation générale créée par les événements. Il n'eût pas semblé équitable, en effet, qu'un petit nombre de prisonniers de guerre reçût des paquets personnels, alors que tant d'autres en étaient privés et que des difficultés de transport croissantes empêchaient un ravitaillement collectif normal.

L'interruption des communications postales directes avec l'Allemagne en 1945 et les difficultés rencontrées par les Postes suisses pour obtenir du matériel roulant, vinrent d'ailleurs mettre fin à tous envois individuels.

Les Croix-Rouges allemande et italienne envoyèrent simultanément des colis individuels nominatifs et des colis « standard » anonymes. Reconnaisant le bien-fondé des avis du CICR, elles admirèrent que les marchandises périssables et les objets sans caractère personnel parvenant à l'adresse de prisonniers ou d'internés civils rapatriés, libérés ou décédés fussent remis aux hommes de confiance pour être distribués à des camarades nécessiteux ou malades de la même nationalité que le destinataire. Une exception était prévue pour les objets strictement personnels et pour les objets de valeur qui devaient, en tout état de cause, être renvoyés aux expéditeurs.

Le CICR sanctionna définitivement cette règle qui devait, être appliquée, sur la base de la réciprocité, aux colis des prisonniers et internés de toutes nationalités. Ses délégations au Canada, au Congo belge, en Australie, aux Indes britanniques, aux Etats-Unis furent priées d'agir en conséquence.

Sans doute, les colis collectifs, secours anonymes dont la distribution faisait partie de la vie routinière des camps, n'eurent jamais le même attrait que les envois adressés personnellement aux bénéficiaires; mais il furent à la base de l'activité de secours, et jouèrent un rôle essentiel dans le ravitaillement des prisonniers de guerre et des internés civils, de sorte qu'on peut les regarder à bon droit comme une des réalisations les plus importantes de la Croix-Rouge lors de la seconde guerre mondiale. Don de tous à tous, le colis collectif fut distribué, pendant la dernière période

des hostilités, dans les centres de rassemblement et sur les routes d'Allemagne. Il sauva des milliers de vies humaines sans distinction de nationalité.

## § 2. EXPÉDITION ET RÉCEPTION DES DONS

L'action de secours aux prisonniers de guerre et aux internés civils prit, dès 1940, un rythme régulier et porta sur une quantité considérable de vivres, de vêtements, de médicaments et d'articles divers. Les institutions de bienfaisance ne pouvaient entreprendre une telle tâche avec les moyens et le personnel du temps de paix. C'est pourquoi les Sociétés nationales de la Croix-Rouge furent dans l'obligation d'augmenter le nombre de leurs collaborateurs et de se procurer les fonds indispensables à leur œuvre de guerre. Quelques-unes furent conseillées et aidées par les Gouvernements. Les ministères responsables du ravitaillement et de l'équipement fournirent à ces Sociétés des subsides en espèces et en nature.

Dans certains pays, l'Etat, par sa contribution à l'œuvre de la Croix-Rouge nationale, put exercer une influence plus ou moins grande sur l'activité de celle-ci. Dans d'autres pays, ces Sociétés avaient plus d'indépendance, surtout lorsqu'elles parvenaient à recueillir des fonds importants auprès du public et des familles de prisonniers.

Dans les deux cas, l'activité du CICR fut, en général, la même. Elle ne variait que sur le plan technique. En effet, lorsqu'un Gouvernement était la source principale des secours, le CICR devait lui rendre compte de sa gestion en même temps qu'à la Société de la Croix-Rouge.

La tâche du CICR était plus facile quand il n'avait affaire qu'à un seul donateur important que lorsqu'il devait négocier avec plusieurs d'entre eux et se conformer aux instructions différentes des uns et des autres sur l'emploi des secours. Néanmoins, la pratique de petits dons multiples avait son utilité, car elle comblait les lacunes d'une action « standardisée » ne tenant pas compte des victimes de la guerre dont le statut n'était pas clairement défini. En effet, les grands donateurs ne faisaient presque jamais de dons sans affectation et désignaient les

destinataires par nationalités et par catégories, tandis que les particuliers ou les petits comités s'en remettaient d'ordinaire à la libre appréciation du CICR pour l'attribution des fonds et des colis qu'ils lui adressaient. Les envois standardisés étaient toutefois les plus nombreux ; tels étaient la plupart des envois d'outre-mer.

### *Emballage et marquage des colis*

Les secours d'outre-mer, en route parfois pendant six mois, requéraient un emballage solide, compact et hermétique. Dès le début, le CICR, renseigné par les hommes de confiance sur la qualité des emballages, conseilla aux donateurs de confectionner des colis uniformes en poids, dimensions et conditionnement, et susceptibles de résister aux chocs et aux pressions pendant le transport et dans les entrepôts. Les meilleurs emballages furent ceux de la Croix-Rouge canadienne. Ces colis, entourés de carton solide, étaient groupés au nombre de 8 ou 16 dans des caisses en bois contreplaqué. Le CICR, avec l'accord des donateurs, ne réexpédiait que les cartons en Allemagne et se servait des caisses pour reconditionner les envois arrivés en mauvais état en Suisse. Certains colis provenant d'outre-mer, notamment du Proche-Orient, étaient cousus dans de la toile solide et donnèrent satisfaction. En revanche, les caissettes de bois léger étaient trop fragiles. La pénurie de matériel d'emballage dans les pays d'Europe et d'Afrique du Nord influa sur le conditionnement des paquets provenant de ces pays et les pertes furent plus élevées pour ces envois que pour ceux d'outre-mer. Elles l'étaient cependant moins que pour les colis familiaux. Ceux-ci étaient souvent mal confectionnés, malgré les recommandations que les Croix-Rouges nationales firent au public, à la demande du CICR.

En 1942, il devint urgent de récupérer le matériel d'emballage auprès des prisonniers en Allemagne. Le CICR obtint alors des Autorités allemandes que le matériel de la Croix-Rouge française métropolitaine et de la Croix-Rouge de Belgique fût renvoyé dans les pays d'origine et que les emballages d'outre-mer fussent réexpédiés au CICR. Les ordres donnés par les

Autorités militaires allemandes aux commandants de camp ne furent exécutés que partiellement, surtout lorsque le matériel roulant fit défaut. Toutefois, quelques wagons d'emballage furent régulièrement renvoyés d'Allemagne, de 1942 à 1944. D'autre part, la Croix-Rouge allemande reçut l'autorisation d'utiliser, pour les envois destinés aux prisonniers allemands au Canada, les emballages de la Croix-Rouge canadienne, et ces envois occasionnels purent se faire dans des conditions satisfaisantes.

La question du marquage des colis fut d'emblée très importante. En effet, en raison de l'affluence et de la variété des secours provenant de tous lieux, de la diversité des sociétés donatrices et du grand nombre de prisonniers de guerre et d'internés civils de toutes nationalités détenus dans maints pays, tout dut être mis en œuvre afin que le marquage ne prêtât à aucune confusion. Celui-ci, néanmoins, suscita de nombreuses critiques.

Le système des couleurs se révéla très pratique. Les caisses étaient peintes sur toute leur surface ou seulement aux angles. Parfois, elles portaient simplement des bandes ou des lignes de couleur dont le nombre et la disposition varièrent. Parfois, les étiquettes apposées sur les colis et les sacs étaient seules de teintes différentes. On eut également recours, pour compléter le marquage, à des inscriptions et à des signes conventionnels pour chaque nationalité.

Le marquage devait, en somme, se présenter sous les formes les plus variées, changeant non seulement avec le pays d'origine, quelquefois même avec les organisations donatrices de ces pays, mais encore avec le contenu des colis, ainsi qu'avec la nationalité des destinataires et leur statut, selon qu'ils étaient prisonniers de guerre ou internés civils.

Le CICR, après des démarches réitérées faites de 1941 à 1943, obtint des expéditeurs un marquage relativement précis et simple. Le code adopté correspondait à celui qui était utilisé pour les statistiques Watson, grâce auxquelles les donateurs étaient renseignés chaque mois sur les distributions effectuées. Deux lettres au maximum désignaient les prisonniers de chaque nationalité, par exemple : AM (Américain), Be (Belge), Fr (Français), G (Grec). Elles étaient suivies d'un classement numérique de 1 à 3 chiffres.

### *Mention du nom du donateur*

Les donateurs désiraient que leur nom figurât sur les colis, les étiquettes et les quittances qu'ils expédiaient, afin de renseigner exactement les bénéficiaires sur l'origine des dons.

Deux genres d'expéditeurs furent toujours nommés sans contestation : le donateur privé, indiquant son nom et son adresse, et la Croix-Rouge nationale établie dans son propre pays.

En revanche, les groupements non reconnus par l'une des parties belligérantes, les Croix-Rouges en exil et les organisations humanitaires dont le nom indiquait l'appartenance à l'un des belligérants ne pouvaient être mentionnés à cause de l'opposition de l'un des adversaires.

En particulier, les Autorités allemandes et italiennes, considérant l'affluence des envois d'outre-mer, craignaient l'effet de propagande qui pouvait en résulter. Les Autorités allemandes invoquèrent à ce sujet l'article 78 de la Convention, selon lequel les prisonniers peuvent recevoir des secours provenant de sociétés « régulièrement constituées selon la loi de leur pays ». Elles en déduisirent que les Croix-Rouges constituées dans les pays d'exil n'étaient pas autorisées à figurer comme donatrices sur les documents d'envoi. Le CICR informa tous les donateurs alliés de ces règles imposées par la partie adverse. Il y avait trois moyens de tourner la difficulté. Les envois dont l'origine véritable ne devait pas être indiquée seraient appelés dons de la Croix-Rouge du pays où le donateur serait établi, ou dons « par l'intermédiaire » de cette Croix-Rouge, ou encore dons « par l'entremise du CICR » si l'on ne voulait pas faire mention d'un pays déterminé.

Ces mesures restrictives n'empêchèrent d'ailleurs pas, ainsi que put s'en rendre compte le CICR, les prisonniers d'être renseignés d'une manière ou d'une autre sur l'origine véritable des dons et sur l'activité générale des Gouvernements et des Croix-Rouges en exil.

## *Caractère des envois selon la nationalité des prisonniers*

### *a) Prisonniers de guerre et internés civils américains.*

Dès avant l'entrée en guerre des Etats-Unis, en novembre 1941, la Croix-Rouge américaine avait déployé une activité importante en faveur de ressortissants alliés.

Elle vendit, en outre, au CICR quelques lots de colis « standard » que celui-ci put, jusqu'à l'entrée en guerre des Etats-Unis, revendre à des donateurs suisses.

Après la campagne de 1940, suivie de la constitution de Croix-Rouges et de Gouvernements alliés en exil, et de la création de comités de secours alliés en Amérique, la Croix-Rouge américaine assumait la tâche de ravitailler en colis « standard » les ressortissants belges, français, grecs, hollandais, polonais et yougoslaves dans la mesure où les Gouvernements, les Croix-Rouges et les organisations de ces pays concluaient des accords financiers avec la Croix-Rouge et le Gouvernement américains. Ainsi, la vaste action connue sous le nom de « lend and lease » comprit des livraisons massives de secours en vivres, en vêtements, en médicaments et en articles divers aux prisonniers alliés détenus en Europe.

La Croix-Rouge américaine procéda de façon rationnelle grâce à son expérience et à celle que la Croix-Rouge britannique avait acquise par ses envois de colis « standard » institués en 1940. Elle fit d'importants envois désignés par numéros et divisés en parties numérotées. La répartition se faisait au moyen de lettres d'attribution et selon l'instruction générale de garantir la priorité aux prisonniers de guerre et aux internés civils ressortissants des Etats-Unis. En d'autres termes, si le CICR disposait en Suisse de 300.000 colis « standard » de vivres, il devait, en premier lieu, selon l'instruction générale, distribuer un colis par semaine à chaque prisonnier de guerre ou interné civil américain et, en second lieu, tenir compte des lettres d'attribution selon lesquelles telle tranche de colis était réservée aux prisonniers français, telle autre aux prisonniers néerlandais, etc. Ce système donna d'excellents résultats et permit de ravi-

tailler régulièrement les prisonniers alliés. Le service ne fut interrompu que momentanément lors des grandes crises des transports, des arrêts du trafic maritime ou de la perte de bateaux.

Les colis de vivres comprenaient 4 types principaux : le paquet de vivres standard, le paquet de vivres pour invalides, la trousse médicale d'urgence et le paquet de capture.

Le colis de vivres « standard » pesait 4,5 kg net et contenait des denrées alimentaires en conserve ou emballées de façon à être conservées. Il avait une valeur nutritive optima de 10.000 à 12.000 calories.

Le colis pour invalides contenait, au lieu de certaines denrées difficiles à digérer, des vivres appropriés aux tuberculeux ou aux personnes souffrant de l'estomac ou du foie, en particulier du lait condensé, des biscuits légers, du riz. Tandis que les colis « standard » étaient distribués régulièrement sans qu'il fût tenu compte de l'état de santé du destinataire, les colis pour invalides étaient réservés dans la proportion de 5 % de l'effectif des camps.

La distribution des troussees médicales d'urgence fut mieux assurée que celle des colis de vivres, qui dépendait, en ce qui concerne les Alliés, des acquisitions faites par les donateurs. Au début des hostilités, la Croix-Rouge américaine accepta le barème adopté pour les prisonniers britanniques, à savoir la distribution d'une trousse médicale par 1.000 prisonniers dans un camp ou de deux troussees par 100 prisonniers dans un hôpital militaire. Cette proportion ayant été jugée insuffisante, 5 troussees par 1.000 hommes furent livrées dans les camps dès le mois d'avril 1944. Les médecins-chefs qui utilisaient les troussees fournissaient les médicaments en premier lieu aux prisonniers américains, mais aussi, en grand nombre, aux prisonniers alliés soignés dans les mêmes établissements.

Le paquet de capture, créé par la Croix-Rouge américaine en 1943, doit son origine au sort que subissaient les équipages des avions. En effet, presque tous les aviateurs tombés en captivité avaient sauté en parachute ou se trouvaient rescapés d'un avion tombé en flammes sur le sol. Ils ne possédaient aucun bagage et leur équipement (bottes très lourdes, « overalls »

à chauffage électrique, casques spéciaux) ne pouvait servir pour la vie de camp. Il était donc indispensable de créer pour ces prisonniers un colis de premier secours. A partir de juin 1943, la Croix-Rouge américaine envoya au CICR des paquets dits de capture, petites caisses faites de fibre et de matériel plastique, contenant un assortiment de sous-vêtements et d'articles divers (spécialement des objets de toilette). Ils devaient être remis à titre unique à chaque Américain des armées de terre, de mer et de l'air, lors de son arrivée au premier camp de détention.

La distribution des paquets de capture était facilitée par le fait que les prisonniers alliés passaient généralement dans un « Dulag » (camp de passage) avant d'être internés dans un camp définitif. Les colis de capture furent donc remis en premier lieu aux hommes de confiance des Dulag, qui les distribuaient au fur et à mesure des nouvelles arrivées.

Le colis de capture était complété par une trousse de toilette (Army toilet kit).

A partir de l'automne 1944, la Croix-Rouge américaine, pour apporter un peu de variété aux envois de vivres « standard », créa deux nouveaux types de colis. Le contenu des paquets « A » était plus léger que celui des colis ordinaires. Les paquets « Ar », dont le contenu était d'une qualité un peu supérieure, étaient réservés en premier lieu aux prisonniers américains.

Outre les colis « standard », du tabac, des cigarettes, du savon, des serviettes de toilette, des couvertures, des chaussures, des vêtements et des sous-vêtements étaient envoyés aux prisonniers. Ces envois, effectués en caisses ou balles contenant généralement des articles d'une seule espèce, étaient appropriés aux distributions massives dans les camps. C'est pourquoi la Croix-Rouge américaine créa, à l'intention des isolés, un colis « standard » de vêtements comprenant les objets suivants :

|                               |                         |
|-------------------------------|-------------------------|
| 1 képi                        | 1 capote                |
| 2 caleçons                    | 2 chemises              |
| 1 paire de gants              | 1 paire de chaussures   |
| 3 mouchoirs                   | 6 paires de chaussettes |
| 1 vareuse                     | 2 pantalons             |
| 1 paire de lacets de souliers | 2 camisoles.            |



b) *Prisonniers britanniques.*

Le Gouvernement et la Croix-Rouge britanniques avaient décidé de ravitailler d'une façon identique en poids et en qualité les ressortissants de la Grande-Bretagne et de tous les pays du Commonwealth. Cependant, des variantes étaient apportées à la composition des colis, du fait qu'on tenait compte de l'origine, de la religion et des habitudes des prisonniers.

Les Croix-Rouges des Dominions et des autres pays de l'Empire convinrent avec la Croix-Rouge britannique de fournir des séries de colis « standard » semblables aux siens.

Le CICR reçut l'instruction de livrer à chaque prisonnier britannique, quelle que fût son origine, un colis de vivres « standard » par semaine. Les hommes recevaient en outre des colis provenant directement de leur pays d'origine.

Les colis de vivres « standard » britanniques pesaient 11 livres anglaises. Il y en avait divers types confectionnés en Angleterre. Deux d'entre eux étaient destinés aux prisonniers indiens. Les 5 types usuels comprenaient des produits pouvant se conserver longtemps et d'une valeur nutritive les rendant aptes à parfaire la ration journalière remise aux prisonniers par la Puissance détentrice. Ces colis, d'une excellente composition, servirent de modèle à d'autres Croix-Rouges.

Les paquets des types usuels contenaient les produits suivants : biscuits, chocolat, lait condensé, confiture (ou sirop), poisson, sucre, thé, « meat roll » (ou saucisses), savon, œufs séchés, fruits secs (ou puddings ou « creamed rice »), « oat meal » (ou « rolled pats » ou « pancake butter »), « hotmeat » (ou « corned beef »), fromage, margarine ou beurre. Quant aux légumes, au lard, au cacao, aux bonbons et aux condiments, ils ne figuraient que dans un ou plusieurs genres de paquets.

Les produits qui entraient dans la composition des paquets réservés aux prisonniers indiens étaient les suivants : « Atta » (farine), « Dahl » (lentilles), riz, sel, poisson, « curry powder », margarine, lait condensé, thé, fruits secs ou en boîtes, biscuits, chocolat, sucre, légumes, lard séché, etc.

Les paquets confectionnés en Australie, au Canada, aux Indes, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud avaient le même poids et un contenu semblable. Le Canada en livra jusqu'à 70.000 par

semaine et la Nouvelle-Zélande atteignit même le chiffre de 88.000.

Pour varier, on faisait alterner les distributions hebdomadaires de colis « standard » avec celles de vivres en vrac qui étaient acquis par le « British Community » en Argentine et réexpédiés par l'intermédiaire de la Croix-Rouge argentine. A intervalles réguliers, la Croix-Rouge britannique, d'entente avec les Croix-Rouges des autres pays du Commonwealth, faisait remplacer l'une des distributions par l'autre ; 400 tonnes de vivres argentins en vrac équivalaient à 20.000 paquets de vivres « standard ». Dans la même intention, des vivres furent réunis par le Comité britannique de secours aux victimes de la guerre au Brésil, et des dons ou des colis spéciaux furent expédiés par certains Dominions. Ainsi, la Croix-Rouge sud-africaine transmet au CICR, entre autres produits, 32 tonnes de sucre d'une valeur de 1.500 livres sud-africaines.

Contrairement aux Croix-Rouges américaine et française, la Croix-Rouge britannique ne joignit pas de paquets de cigarettes à ses colis de vivres « standard ». Des colis spéciaux assurèrent une ration de deux onces de tabac et 50 cigarettes par semaine à chaque prisonnier britannique.

La Croix-Rouge britannique envoya un grand nombre d'uniformes, de manteaux, de blouses, de pantalons et de chaussures, de même que des chemises, des pullovers, des vestes, des gants, des casquettes, du linge, etc. La Croix-Rouge australienne de Melbourne livra en complément des jaquettes en peau de mouton, lorsque le Haut Commandement de l'armée allemande en eut autorisé la distribution en mai 1944. Chaque prisonnier devait en recevoir une. Les envois de vêtements étaient faits sur la demande des hommes de confiance au fur et à mesure des besoins. Toutes les fois que la réserve d'un article s'épuisait, le CICR ne tardait pas à le signaler à la Croix-Rouge britannique. Ces envois étaient complétés par la livraison d'objets de toilette ou d'usage courant.

A partir de juin 1943, la Croix-Rouge canadienne, à l'exemple de la Croix-Rouge américaine, composa également des paquets de capture <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Leur contenu est indiqué dans le volume « Annexes ».

Au début des hostilités, le savon fut inclus dans les colis de vivres. Mais les hommes de confiance ayant constaté que les denrées alimentaires s'en trouvaient gâtées, conseillèrent au CICR et aux donateurs de faire séparément les envois de savon. Dès le 1<sup>er</sup> avril 1944, les Croix-Rouges britannique et canadienne firent des envois spéciaux de savon, à raison de trois, puis deux onces par homme et par semaine.

L'« Invalid Comforts Section » de la Croix-Rouge britannique poussa très loin la standardisation des secours spéciaux pour les malades. Ces secours comprenaient 2 types de paquets diététiques et 4 types de paquets médicaux, qui étaient envoyés tant aux hôpitaux relevant d'un camp qu'aux établissements hospitaliers indépendants, d'après une échelle de distribution établie pour un effectif donné <sup>1</sup>.

Le colis « invalides » pouvait, selon les cas, remplacer ou compléter la ration de vivres fournie par le colis « standard » ordinaire. Certains paquets diététiques, de composition spéciale, ainsi que les colis médicaux et chirurgicaux, étaient distribués sur l'avis des médecins des camps et des hôpitaux.

Jusqu'en septembre 1943, la majeure partie des envois adressés aux médecins-chefs étaient expédiés directement de Londres. A leur passage à Genève, ils étaient soumis au CICR, qui les complétait, selon les demandes, au moyen des réserves dont il disposait en Suisse. Ce stock servait surtout au ravitaillement de camps nouvellement créés et aux cas d'extrême urgence. Mais, dès septembre 1943, les effectifs toujours plus variables et plus importants, de même que les difficultés de transport, incitèrent l'« Invalid Comforts Section » à remplacer les envois directs par des secours expédiés de Suisse.

En juillet 1943, l'« Invalid Comforts Section » fournit un contingent hebdomadaire de 17.000 colis spéciaux. Ce chiffre fut même dépassé pendant les années 1944 et 1945.

### c) *Prisonniers français.*

L'aide aux prisonniers français fut caractérisée, dès 1940, par la grande quantité des envois de vivres en vrac. Environ

---

<sup>1</sup> Voir volume « Annexes ».

un million d'hommes étaient en captivité et les secours devaient être organisés de toute urgence. Le matériel d'emballage et les denrées manquaient en France, en sorte qu'un programme comme celui des Croix-Rouges britannique et américaine ne put y être établi. De plus, le ravitaillement collectif ne joua pas un rôle aussi important pour les prisonniers français originaires de la métropole que pour les prisonniers britanniques. En effet, aussitôt après le rétablissement des communications postales entre l'Allemagne et la France, les familles adressèrent aux prisonniers des colis nominatifs qui suppléèrent, dans une certaine mesure, aux envois collectifs. C'est pourquoi le CICR expédia des secours surtout aux hommes de confiance des grands camps aux effectifs de plus de 20.000 prisonniers français. Ces denrées étaient destinées aux malades, aux hommes sous-alimentés ou sans famille et aux détachements de travailleurs défavorisés soit par la situation locale, soit par le genre de travaux effectués, soit par l'attitude de leur commandant. Ce ravitaillement en vrac, qui n'assura au début que 800 gr. de vivres par homme et par mois, augmenta lentement grâce aux efforts de tout l'Empire français et des Français de l'étranger. Le CICR ne cessa de fournir des renseignements aux donateurs et de faciliter les négociations nécessaires.

La Direction générale des prisonniers de guerre à Lyon, organe exécutif de ces secours, dépendant directement du ministère de la Guerre et collaborant avec la Croix-Rouge française, réussit à faire les répartitions par camps avant l'envoi des secours. Ceux-ci passèrent donc, de 1941 à 1944, en transit à travers la Suisse. Les wagons arrivant de Lyon étaient contrôlés par la douane fédérale. Le contenu et l'emballage des colis étaient vérifiés par des spécialistes du CICR, qui signalaient à Lyon les pertes et les avaries. Puis les wagons, plombés derechef et munis d'une nouvelle lettre de voiture, repartaient vers l'Allemagne. La Croix-Rouge et le Gouvernement français eurent des difficultés à se procurer les denrées nécessaires pour ces envois massifs <sup>1</sup>.

Les sociétés de bienfaisance et les Croix-Rouges établies

---

<sup>1</sup> Voir pages 28 et 30.

en Afrique du Nord contribuèrent à cette action de secours. La Direction des prisonniers de guerre avait intérêt à recevoir avec régularité leur contingent de vivres afin de ravitailler, grâce à cet apport, les « Frontstalag » de France, dans lesquels les Autorités allemandes avaient réuni presque tous les soldats indigènes capturés. Cependant ces envois subirent des retards dus aux difficultés de transport en Méditerranée <sup>1</sup>. Après le débarquement allié en Afrique du Nord en 1942, suivi de l'occupation totale de la France, ils furent interrompus et ne purent reprendre qu'en automne 1944.

La Croix-Rouge française métropolitaine et les donateurs français d'outre-mer désiraient établir un ravitaillement collectif régulier par colis « standard ». Mais en France même, ce projet ne se réalisa qu'après la libération du pays. En revanche, en 1942, les organisations de la France Libre négocièrent des arrangements financiers avec les Croix-Rouges américaine et britannique pour compléter par d'importantes livraisons de colis les envois de la France métropolitaine. En 1943 s'établit le rythme d'un colis par homme et par mois. Le projet de distribuer 2 colis ne se réalisa que partiellement, car les arrivages nécessaires ne commencèrent qu'au moment où les transports ferroviaires devinrent précaires en Allemagne <sup>2</sup>.

Les envois de vivres en vrac, qui comprenaient aussi certains produits diététiques, étaient complétés par des troussees médicales selon le modèle de l'armée et adaptées aux besoins des camps. Ces troussees étaient envoyées de Lyon en même temps que les vivres. D'autre part, le CICR achetait en Suisse divers médicaments à l'intention des prisonniers et pour le compte du Gouvernement français.

Au reste, pendant la deuxième moitié de la guerre, l'Amérique fournit, outre des colis « standard » de vivres, des colis « standard » de médicaments et d'autres secours spéciaux.

La question d'une aide vestimentaire aux Français en captivité fut l'une des plus difficiles à résoudre en raison du grand nombre des prisonniers. Ces hommes, capturés après une brève

---

<sup>1</sup> Voir page 168.

<sup>2</sup> Voir page 182.

campagne, avaient en général des uniformes en bon état qui durèrent jusqu'au début de 1942. Le problème devint aigu pendant l'hiver 1942-1943 : les sous-vêtements surtout manquaient. Les Autorités allemandes, qui avaient saisi une grande quantité d'uniformes français, en distribuèrent aux prisonniers. D'autre part, la Direction générale des prisonniers de guerre put satisfaire partiellement les demandes au moyen de vêtements pris dans les réserves ou confectionnés dans le pays. Ces ressources étant épuisées en 1943, seuls des secours d'outre-mer pouvaient y suppléer. Il était cependant difficile de vêtir ainsi 750.000 prisonniers. Ce n'est qu'à la fin de 1944 que les livraisons massives commencèrent. Or, à cette époque, la situation en Allemagne ne permettait plus des distributions normales, de sorte que les uniformes ne furent livrés que dans les camps qui pouvaient facilement être atteints par la Suisse ou par Lübeck.

d) *Autres prisonniers alliés (belges, hollandais, grecs, etc.).*

Le ravitaillement des prisonniers belges ne différa de celui des prisonniers français que sous deux aspects. D'abord, les envois de secours du Congo belge, qui correspondaient à ceux de l'Afrique du Nord pour les Français, ne commencèrent que vers le milieu de la guerre et ne furent pas destinés à des indigènes, car il n'y avait pas de prisonniers originaires du Congo. En second lieu, la Croix-Rouge de Belgique, en raison du nombre restreint de prisonniers, parvint plus vite à leur envoyer des colis.

Les autres prisonniers alliés (grecs, hollandais, norvégiens, polonais, yougoslaves, etc.), ne reçurent de leur patrie que des colis familiaux en nombre toujours plus restreint. Les Grecs, les Norvégiens, les Polonais et les Yougoslaves n'en reçurent plus à partir de 1941-1942, et leur ravitaillement dépendit surtout des sociétés de bienfaisance qui avaient été créées à l'étranger pour leur venir en aide et travaillaient en collaboration avec les Gouvernements en exil établis à Londres. Les organisations qui se trouvaient dans l'Empire britannique, aux Etats-Unis, en Argentine et au Brésil faisaient leurs expé-

ditions par l'entremise des Croix-Rouges de ces pays, et celles du Caire par l'entremise du Croissant-Rouge égyptien. Ces organisations et les Croix-Rouges alliées en exil conclurent des arrangements pour la fourniture de vivres et, plus tard, pour celle de vêtements.

Tous ces prisonniers reçurent des colis « standard » britanniques ou américains : les Hollandais, 2 par mois ; les Grecs, 3 ; les Norvégiens, 4. Quant aux Belges, aux Polonais et aux Yougoslaves, ils en reçurent, comme les Français, 1 par mois jusqu'en 1944, puis 2 dans la mesure où les difficultés de transport le permirent.

A titre d'indication, les secours distribués par le CICR aux prisonniers hollandais sont énumérés sommairement ci-dessous.

a) Envois réguliers : 2 colis « standard » par homme et par mois provenant de la Croix-Rouge américaine ou de la Croix-Rouge britannique (dons de la Croix-Rouge néerlandaise à Londres ou de l'Ambassade néerlandaise à Washington) et environ 230 cigarettes de provenance britannique ou américaine par homme et par mois.

b) Envois occasionnels remplaçant les envois réguliers :

1. denrées en vrac expédiées par la Croix-Rouge argentine.
2. équipements expédiés par la Croix-Rouge britannique.
3. vêtements donnés et expédiés par le CICR au nom de la Légation néerlandaise à Berne, à la demande des hommes de confiance et avec le consentement des Autorités détentrices.

Ce mode de ravitaillement fut appliqué avec quelques variantes à tous les prisonniers alliés autres qu'américains ou britanniques.

#### e) *Prisonniers italiens.*

En Italie, où la population avait une préférence marquée pour les colis familiaux nominatifs, la Croix-Rouge italienne facilita un genre d'envoi peu rationnel, mais apprécié des destinataires. Il est impossible de connaître le nombre et la valeur des colis expédiés directement par la poste.

Cependant, donnant suite à des demandes de divers prison-

niers, la Croix-Rouge italienne créa, en hiver 1942-1943, un type de colis « standard » de vivres. Une première série de 5.000 colis fut expédiée en mars 1943 à des prisonniers malades ou sans famille, dans différentes parties de l'Empire britannique. Cette action prit fin lors des événements de septembre 1943.

La Croix-Rouge italienne, dont les moyens étaient restreints, envoya surtout des médicaments aux médecins-chefs italiens. En effet, une grande partie des prisonniers étaient détenus dans des pays tropicaux, et les maladies qu'ils avaient contractées au cours des campagnes d'Afrique étaient aggravées par le climat. Souvent, le traitement préconisé par les médecins italiens différait de celui que proposaient les médecins alliés. C'est ainsi que des expéditions massives de spécialités pharmaceutiques italiennes furent provoquées par des demandes urgentes.

La question des vêtements ne joua guère de rôle en raison du climat. Au reste, les Puissances détentrices fournissaient le nécessaire.

A la fin des hostilités, la Croix-Rouge italienne réorganisée vint en aide aux prisonniers italiens se trouvant en Afrique du Nord.

#### f) *Prisonniers allemands.*

Les prisonniers allemands ne furent nombreux qu'après la campagne d'Afrique du Nord. Ils recevaient des Puissances détentrices tous les objets de première nécessité. La Croix-Rouge allemande avait facilité, dès 1940, l'envoi de colis familiaux. Pendant les premières années de la guerre, elle assura l'expédition des paquets de Noël.

A partir de 1943, elle dut recourir à l'aide de l'armée allemande pour l'envoi massif d'uniformes. En vertu des règlements de l'armée, le Gouvernement allemand ne fournissait d'équipements qu'aux soldats et aux sous-officiers. Les officiers étaient tenus de se procurer des vêtements eux-mêmes au moyen d'allocations spéciales (Selbsteinkleiderzuschüsse). Leurs familles, qui touchaient ces allocations, devaient confectionner elles-mêmes des colis de vêtements, en puisant dans des réserves personnelles ou en faisant des commandes privées. Ces paquets



étaient remis à titre nominatif à la Croix-Rouge allemande, qui les vérifiait et les expédiait.

Les colis familiaux de vivres, expédiés de même après contrôle par la Croix-Rouge allemande, comprenaient deux types, soit le colis-lettre de 250 gr. à 2 kg., et le colis postal de 2 kg. à 5 kg.

Lorsque les restrictions de plus en plus sévères empêchèrent la plupart des familles de préparer des colis, la Croix-Rouge allemande offrit des colis-types contenant chacun deux espèces de produits ne dépassant pas un certain poids. (Typenpakete). Ceux qui étaient envoyés de préférence contenaient des cigarettes, du tabac, des biscuits et des objets de toilette.

La Croix-Rouge allemande envisagea, au printemps 1944, l'expédition mensuelle de 200 tonnes de colis collectifs de vivres aux 40.000 prisonniers d'Afrique du Nord. Chaque homme devait ainsi recevoir un colis « standard » par mois. Cette action fut particulièrement difficile à réaliser à cause de la carence des transports.

#### *Colis de Noël aux prisonniers allemands et italiens*

La Croix-Rouge italienne substitua aux colis de vivres l'envoi de livres d'art à l'occasion de Noël.

La Croix-Rouge allemande, d'accord avec le Gouvernement du Reich, organisa, à partir de 1941, des envois de Noël, en remettant au CICR des sommes importantes en francs suisses afin que ses délégués pussent faire des achats sur place, dans les différentes parties de l'Empire britannique. Les Gouvernements de Grande-Bretagne, du Canada et de l'Australie donnèrent leur consentement à de tels achats. C'est ainsi qu'à Noël 1941, le délégué du CICR put remettre à chacun des 2.942 officiers et soldats détenus au Canada un paquet comprenant 100 cigarettes, du chocolat, des objets de toilette et du linge. Il distribua en outre aux hommes de confiance des dons collectifs (instruments de musique, nattes pour les réfectoires, rasoirs, articles de sport, etc.), ainsi qu'une somme leur permettant d'organiser un repas de Noël.

En 1942, la Croix-Rouge et le Gouvernement allemands organisèrent une action semblable, mais plus vaste à cause de l'augmentation du nombre des prisonniers.

En 1943, les donateurs allemands désirèrent continuer cette tradition, mais ils eurent de la difficulté à obtenir, par l'entremise du CICR, l'autorisation de se procurer des marchandises dans les pays alliés. Ainsi, la Grande-Bretagne limita les achats et demanda qu'ils fussent remplacés, au moins partiellement, par des envois d'Allemagne.

Cette même année, le Gouvernement australien eut une façon originale de résoudre la question. Il donna son adhésion au projet du Gouvernement allemand, à condition qu'une action identique fût entreprise par la délégation du CICR à Berlin en faveur des prisonniers australiens en Allemagne.

### *Colis de Noël aux prisonniers alliés*

Toutes les Croix-Rouges des pays alliés veillèrent à ce que le colis de vivres « standard » fût remplacé à Noël par un paquet contenant, outre les rations habituelles, quelques friandises. De plus, un supplément de 50 ou 100 cigarettes était remis à chaque homme.

Les prisonniers belges reçurent, par exemple, en 1942 des colis de New-York, qui augmentèrent leur ordinaire d'une livre de pain d'épice, d'une demi-livre de biscuits fourrés aux figues et d'autant de biscuits fourrés aux raisins. Les prisonniers norvégiens trouvèrent, en 1942 et en 1943, dans les paquets préparés en Suisse par le CICR, 125 gr. de chocolat, 250 gr. de biscuits, des cigarettes et, à titre exceptionnel, quelques bouteilles de vin rouge.

Dès 1941, le CICR était intervenu auprès des parties belligérantes pour que fût autorisée la présence de cartes de vœux dans les paquets de Noël.

### *Articles dont l'envoi aux prisonniers de guerre de toutes nationalités fut prohibé par les Puissances détentrices*

Boissons alcooliques.

Brassards sanitaires (sauf pour les personnes ayant le droit d'en porter).

Certains objets de toilette : dentifrices en tubes, limes à ongles <sup>1</sup>.

Armes, outils et objets pouvant servir à une évasion ou à un acte de sabotage : scies de métal, limes, tourne-vis, tire-lignes, ciseaux, boussoles, cartes de légitimation, cartes géographiques, appareils photographiques, jumelles, couteaux de poche et de scouts, ouvre-boîtes <sup>2</sup>.

Argent, correspondance, imprimés (dans les colis).

Certains objets de bureau : machines à multigraphier, papier-carbone, rames de papier blanc pour duplicata, encre de chine, stencils, blocs-notes, calendriers, etc.

Certains jeux et articles de sport : skis, crosses métalliques de golf, sifflets d'arbitrage (autorisés en Allemagne pendant le jeu et retirés ensuite), filets de tennis <sup>3</sup>, filets de ping-pong, balles de tennis, anneaux de gymnastique, cordes, massues, bâtons de cricket, gants de boxe, souliers de football, haltères.

Papier à cigarettes, porte-cigarettes et cahiers blancs <sup>4</sup>.

### *Négociations concernant les objets défendus*

Bien que le CICR eût établi des règles avec les parties belligérantes en ce qui concerne les objets dont l'envoi aux prisonniers était autorisé ou défendu, certains de ces objets restèrent en contestation pendant toute la durée des hostilités <sup>5</sup>. Le CICR devait négocier en outre des accords avec les Puissances détentrices chaque fois qu'un nouveau type de colis contenait des produits qui pouvaient être réquisitionnés.

En Australie, par exemple, la loi de quarantaine défendait l'importation de viandes non entièrement stérilisées. Quelques

---

<sup>1</sup> Les limes n'étaient pas confisquées en Italie.

<sup>2</sup> L'Allemagne et l'Italie autorisaient les petits canifs et l'Italie les ciseaux.

<sup>3</sup> Cet article de sport et les suivants n'étaient interdits que par l'Italie.

<sup>4</sup> Le 27 octobre 1944, les Autorités allemandes accordèrent l'autorisation de distribuer ces articles aux prisonniers en Allemagne, à la condition que les adversaires en fissent autant. Les Autorités américaines maintinrent la prohibition jusqu'en mars 1945. Dès lors, elles acceptèrent que ces articles fussent distribués, s'ils se trouvaient dans des paquets de la Croix-Rouge allemande.

<sup>5</sup> Voir page 13.

conserves de viande envoyées par la Croix-Rouge allemande furent en conséquence confisquées. Le CICR, après avoir aussitôt avisé les donateurs de cette particularité de la loi australienne, négocia avec les Autorités de ce pays le remplacement des marchandises saisies.

Les envois de café des Croix-Rouges alliées aux prisonniers en Allemagne et en Italie causèrent aussi des difficultés. Les prisonniers en détachements de travail se trouvant en contact avec la population, un trafic sur le café pouvait en résulter (ventes, échanges, marché noir, préparation d'évasion). Les Autorités allemandes interdirent les envois de café. Le CICR intercédait alors en faveur des hôpitaux, en faisant valoir que le café y était distribué sous le contrôle des médecins et que les prisonniers ne s'y trouvaient pas en relation avec la population civile. Les Autorités allemandes accédèrent à cette requête.

Les Autorités italiennes interdirent en 1942 les distributions de café dans les camps. Le CICR, qui avait reçu d'importants dons de café vert du Brésil et du Venezuela, se mit d'accord avec les donateurs pour le faire torréfier et moulinier en Suisse, afin de pouvoir l'envoyer en petites quantités à tous les hôpitaux, ainsi qu'aux malades dans la proportion de 2% de l'effectif des camps.

Les mêmes difficultés surgirent à propos des envois de chocolat. Toutefois le CICR obtint la tolérance des parties belligérantes pour de faibles distributions de cette denrée.

La Convention prévoyant l'usage du tabac dans les camps, les Puissances détentrices mirent, au début des hostilités, du tabac et des cigarettes en vente dans les cantines. Mais en 1941 déjà, en raison de l'afflux des prisonniers alliés, les Autorités allemandes déclarèrent n'être plus en mesure de le faire. Aussi, les donateurs alliés durent-ils se charger de la fourniture de tabac. Des difficultés résultèrent de ce que certains emballages comportaient des inscriptions auxquelles les Autorités allemandes attribuaient un rôle de propagande. Quelques confiscations eurent lieu et le CICR dut supprimer temporairement les emballages originaux de certaines marques de cigarettes en dépôt en Suisse et faire des envois en vrac dans des cartons sans inscriptions. Ce régime dura jusqu'à ce que les donateurs

d'outre-mer eussent pu préparer de nouveaux envois dans des emballages acceptables pour la partie adverse.

Chaque envoi important de vêtements donna lieu à des négociations ardues <sup>1</sup>. Nous en fournissons ici quelques exemples.

Tandis que les Autorités italiennes n'acceptaient que les « pullovers » kakis, les Autorités allemandes les refusèrent tout d'abord et firent même des réserves au sujet des « pullovers » gris. Le Reich n'admit pas non plus, au début, les chemises brunes.

Les Autorités italiennes refusaient les souliers bas et n'acceptaient que les chaussures militaires. Les Autorités allemandes établirent, en 1942, le « Bekleidungs-Soll », règlement selon lequel un prisonnier n'était autorisé à posséder que deux objets de même nature. Elles confisquèrent presque toutes les chaussures dont les prisonniers ne pouvaient pas prouver qu'elles étaient leur propriété, les mirent en réserve sous leur contrôle et les remplacèrent par des sabots.

Enfin, les Autorités britanniques interdirent la distribution en Egypte de l'uniforme de l'Afrika-Corps, à cause de la ressemblance de celui-ci avec la tenue des soldats britanniques combattant en Afrique (chemise et short kakis).

### § 3. ACHATS DE SECOURS PAR LE CICR

En 1942 et 1943, le CICR fit, pour les prisonniers de guerre et les internés civils, des achats d'un montant approximatif de 14 millions de francs suisses.

Ces achats portaient principalement sur des denrées alimentaires telles que légumineuses, farines, conserves de viande et de poisson, en provenance de pays autres que la Suisse: la Hongrie, la Roumanie, la Tunisie et le Portugal notamment. Le lait condensé, les objets de toilette et les articles d'usage courant étaient achetés en Suisse.

A partir de 1944, les conditions générales du commerce obligèrent le CICR à s'approvisionner surtout en Suisse. La liste des marchandises achetées au cours de cette même année

---

<sup>1</sup> Voir page 38.

comprend les articles les plus divers : vin de messe, pain azyme, confitures, farines pour potages, café vert, farine blanche, pommes, cubes de bouillon, ovomaltine, thon, lait condensé, fromage, cigarettes, rasoirs et lames, blaireaux, brosses à dents, pâte dentifrice, tondeuses, ciseaux pour coiffeurs, peignes, ouvre-boîtes, cadenas, plumes, sacs en papier, machines à écrire, machines à coudre, bicyclettes, lits d'enfants, biberons, etc.

Deux agents de la Division des secours furent chargés du service technique créé pour l'exécution de ces achats.

Toute opération d'achat comportait en général les phases suivantes :

1) Une délégation signale au CICR l'absence de certains articles dans divers camps ;

2) les demandes des prisonniers ou internés sont communiquées aux délégués à Genève des Croix-Rouges intéressées ;

3) si ces derniers sont d'accord, instruction est donnée au bureau d'achat d'élaborer un plan d'achat provisoire ;

4) ce bureau sollicite des offres et établit un devis ;

5) le devis est soumis aux représentants des donateurs ;

6) s'il est accepté, le bureau est autorisé à disposer d'une certaine somme dans le cadre du devis ;

7) il invite ensuite les fournisseurs à lui donner des précisions sur les conditions d'achat du matériel, la catégorie du tarif douanier, le poids brut, le poids net et le mode d'emballage de la marchandise ;

8) une demande d'exportation est déposée auprès du Service des importations et exportations du Département fédéral de l'Economie publique à Berne, ainsi qu'une déclaration relative au mode de financement (provenance des dons, etc.) ;

9) s'il s'agit d'un produit rationné, une demande doit être simultanément adressée à la Section des marchandises et à la Section du rationnement de l'Office de guerre pour l'alimentation ;

10) à la réception du permis d'exportation, le bureau d'achat passe la commande au fournisseur ;

11) à la réception de la marchandise, ce bureau vérifie si elle correspond à la commande en qualité et quantité.

Mais ces 11 points ne forment qu'un cadre théorique. En fait, de nombreuses difficultés venaient souvent compliquer l'opération.

L'obstacle principal à l'acquisition des articles nécessaires était la raréfaction des produits. Peu de maisons étaient en mesure de livrer les marchandises que le CICR devait commander en quantités considérables.

Dans la plupart des cas, les offres n'étaient pas fermes, mais contenaient une réserve concernant des majorations de prix. Craignant d'épuiser leurs stocks et de ne plus pouvoir satisfaire leur clientèle habituelle, beaucoup de fournisseurs préféraient ne pas donner suite aux commandes du CICR. A cela s'ajoutait la pénurie croissante de matériel d'emballage. Le sévère contingentement du papier et du carton retardait et parfois même empêchait la livraison d'articles déjà commandés ou disponibles. L'assemblage et l'emballage dans les entrepôts du CICR eût été aussi compliqué que coûteux. Il fallut donc trouver des entreprises qui fissent ce travail sous la direction de spécialistes, selon les instructions fournies par le CICR.

Les prescriptions en vigueur en Suisse relativement à l'exportation constituaient une autre source de difficultés. Des permis d'exportation en blanc, c'est-à-dire sans indication de quantité ni de qualité de marchandises à exporter, ne furent obtenues que rarement, en sorte que, le plus souvent, le CICR devait attendre de recevoir un permis spécial, pour passer une commande donnée ou procéder à des achats, sous réserve de l'octroi du permis. Or, les fournisseurs refusaient en général les commandes faites sous réserve, car ils ne voulaient pas s'exposer à des frais inutiles au cas où le permis serait refusé. Toutefois, en dépit de l'approvisionnement précaire de la Suisse en certaines marchandises et matières premières, le CICR rencontra toujours compréhension et appui auprès des Autorités compétentes qui, dans les cas difficiles, tinrent compte du caractère charitable de son action.

Pour des raisons techniques, aucun contingent d'exportation ne put être attribué à la Division des secours pour certaines marchandises rationnées. Cependant, la Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale, qui disposait de contingents de ces marchandises, céda volontiers au CICR, dans les cas d'urgence, ce dont il avait besoin.

En 1946 et 1947, la pénurie de marchandises s'accrut en Suisse et les prix augmentèrent dans une forte proportion. Le CICR dut procéder à des achats hors de Suisse.

On trouvera, dans le volume « Annexes », le tableau récapitulatif des achats effectués par le CICR du 1<sup>er</sup> janvier 1944 au 30 juin 1947.

#### § 4. LES ENTREPÔTS DU CICR

##### a) *Dépôts dans les ports européens de transbordement.*

###### *Route du Sud*<sup>1</sup>.

Les secours provenant de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, d'Amérique du Sud, d'Afrique et destinés aux prisonniers de guerre alliés devaient être débarqués soit à Lisbonne, soit, après entente avec les Autorités britanniques, dans un autre port neutre d'Europe. Les « navicerts » ne furent accordés qu'à cette condition.

Le trafic ferroviaire de Lisbonne à Genève étant très encombré, lent et coûteux et le transport par camions ne pouvant être envisagé, le CICR obtint l'autorisation d'acheminer les marchandises par mer de Lisbonne à Marseille, sur des bateaux neutres. Les marchandises étaient ensuite expédiées en Suisse par rail, pour être stockées dans les entrepôts du CICR et être dirigées sur les camps.

*Lisbonne* fut pendant toute la guerre le grand port central de transbordement. Le CICR y envoya, en décembre 1940, un délégué qui, durant cinq ans, travailla en collaboration étroite avec les représentants des Croix-Rouges nationales. L'œuvre de la Croix-Rouge à Lisbonne durant ces cinq années fut considérable. Le mouvement des marchandises et les multiples démarches de la délégation tant auprès des administrations portugaises que des Autorités de contrôle du blocus firent de la capitale du Portugal le grand centre, extraordinairement animé, des secours aux prisonniers de guerre.

---

<sup>1</sup> Voir page 166.



L'on peut décrire comme il suit, les principales opérations dont était chargé le délégué du CICR à Lisbonne :

1. Dès réception d'un avis d'envoi, il en prenait note dans son livre d'expédition et lui donnait un numéro d'ordre par connaissance.

2. Avant même que la date de réexpédition fût fixée, il sollicitait de l'administration des douanes portugaises l'exemption des taxes de douane et autres immunités. Il fallait souvent attendre dix jours la réponse qui était adressée à l'agent en douane du CICR. Pour les envois en transit, le délégué demandait la franchise de réexportation et, pour les achats faits au Portugal, l'exemption des taxes d'exportation.

3. Tout envoi venant d'outre-mer était accompagné d'un « navicert » britannique, pour l'obtention duquel une demande devait être adressée au Consulat général britannique de Lisbonne. Le document était remis dans les vingt-quatre heures.

4. En possession du « navicert », la délégation le joignait à une demande de permis de réexportation ou d'exportation suivant le cas, qu'elle adressait, sur papier timbré, au ministère de l'Economie du Portugal.

5. A partir de 1941, l'administration du port de Lisbonne accorda, pour la durée de la guerre, un dégrèvement de 90% sur les taxes du port, dégrèvement qui, auparavant, devait être sollicité pour chaque arrivage.

6. Une autre demande était présentée au syndicat des dockers du port pour obtenir au prix de revient, le déchargement, l'emmagasinage et le chargement des marchandises. Cet avantage fut également concédé pour la durée de la guerre.

7. La requête au ministère de l'Economie du Portugal, le « navicert », le connaissance en original et la déclaration de charge étaient remis à l'agent en douane du CICR. Un délai de 10 jours était encore nécessaire avant que la marchandise pût être chargée sur les bateaux.

8. Ce chargement terminé, les pièces d'accompagnement étaient présentées aux bureaux de la délégation pour être visées et signées avant d'être remises au Consulat général britannique

quelques heures avant le départ. Les « navicerts » joints au manifeste étaient retirés à Gibraltar lors du contrôle. Toutes les autres formalités étaient du ressort de l'agent en douane du CICR.

Afin d'éviter autant que possible le chargement d'articles destinés en totalité à des bénéficiaires de même nationalité (les sacs postaux britanniques, par exemple), la délégation à Lisbonne s'efforça de combiner des cargaisons en tenant compte des dates d'arrivée des articles à transporter. Le transbordement ne se faisait pas directement du bateau d'arrivée au bateau de départ. Trop de marchandises arrivaient en même temps et certaines étaient avariées par l'eau de mer, l'emballage n'ayant pas résisté à un long voyage. Les colis étaient empilés dans divers entrepôts répartis dans le port. L'on dut même, parfois, tant les entrepôts étaient encombrés, laisser certains envois en plein air, sur les quais et simplement protégés par des bâches. Si l'on songe à l'étendue du port et à son encombrement, on comprendra que le déchargement se heurtait à de grosses difficultés et que le chargement pour Marseille, qui devait être effectué en un temps relativement court, était également loin d'être aisé.

Jusqu'en mai 1942, le contrôle des arrivées ne fut guère effectué que par les Douanes, et l'inspection des colis par l'agent des « Lloyds » à Lisbonne. Parfois des bateaux entraient au port avant que la délégation eût reçu les documents qui les annonçaient. Aussi cette dernière organisa-t-elle un contrôle. Elle engagea un « pointeur » chargé d'assister à l'arrivée des envois, de les contrôler, de les trier et finalement de les faire entreposer. Les manquants et les avaries étaient constatés, les colis avariés reconditionnés. La marchandise consommable, mais trop endommagée pour supporter un nouveau voyage, était vendue ou distribuée sur place. Celle qui n'était plus consommable était livrée à la décharge publique. Après plusieurs manipulations dans le pays d'origine, les colis subissaient encore à Lisbonne deux ou trois et parfois quatre manipulations, lorsque le déchargement et le réembarquement se faisaient par péniches. Il en était de même à Marseille, Toulon et Gênes, puis en Suisse et enfin dans les camps.

Le délégué transmettait régulièrement des listes bimensuelles au CICR, le tenant au courant de l'arrivée à Lisbonne de tous les secours destinés aux prisonniers de guerre. Il envoyait aussi des extraits appropriés de ces listes aux organisations donatrices.

Le mouvement des marchandises à Lisbonne, déjà intense, s'accrut considérablement en 1943 après la décision prise par les Croix-Rouges américaine, britannique, française, belge et yougoslave d'amplifier leurs réserves de vivres, vêtements et autres articles. La Croix-Rouge américaine, en particulier, créa d'importantes réserves en Suisse.

D'autre part, depuis que le port de Lisbonne avait été ouvert aux marchandises de la Croix-Rouge (à la fin de 1940), des sacs postaux provenant de Grande-Bretagne y étaient également déposés. Les envois étaient censés ne pas sortir du circuit postal en transitant par le Portugal, que ce fût par train ou par bateau. Les offices postaux portugais et britanniques (un représentant du « General Post Office » était en permanence à Lisbonne) s'occupaient du déchargement, de l'emmagasiner et du chargement des sacs, sans que l'intervention du délégué du CICR fût nécessaire. A l'occasion de réclamations présentées par le CICR au sujet de manquants constatés dans les sacs, aux ports de Marseille et de Gênes, les Postes portugaises donnèrent un aperçu du contrôle exercé par elles :

a) Dès le débarquement à Lisbonne jusqu'au réembarquement, les sacs postaux britanniques étaient placés sous la surveillance des agents de service des Postes, Télégraphes et Téléphones portugais.

b) Au moment d'être livrés aux agents des compagnies de navigation auxquelles appartenaient les bateaux affrétés par le CICR, les sacs postaux étaient pointés l'un après l'autre, successivement par le pointeur des Postes, par celui de la Compagnie de navigation et par celui des ouvriers affectés aux opérations de chargement. On recommençait si les trois pointeurs n'étaient pas d'accord sur le nombre des sacs.

c) Les mêmes employés vérifiaient l'état des sacs, un par un, et chaque fois qu'ils trouvaient l'un ou l'autre d'entre eux déchiré, ouvert, rattaché sans plomb, etc., ils le mettaient

de côté et le remplaçaient par un autre en bon état. On renvoyait les sacs en trop mauvais état au dépôt des Postes où ils étaient réparés.

Pour la première fois en octobre 1942, des sacs postaux expédiés par les Dominions britanniques et par d'autres pays furent dirigés sur Lisbonne. Les premiers arrivaient de Grande-Bretagne par bateaux anglais, et les seconds des Etats-Unis par bateaux neutres. Ils étaient emmagasinés dans les mêmes entrepôts, contrôlés et reconditionnés de la même façon que le courrier provenant d'Angleterre.

Les sacs provenant d'autres pays (Congo belge, etc.), relevaient uniquement des Postes portugaises qui les entreposaient dans leurs locaux pour un temps très court, car ils bénéficiaient de la priorité pour le réacheminement par les soins du CICR.

Au retour vers Lisbonne, les bateaux amenaient des secours — sacs postaux, caisses ou ballots — envoyés par les Croix-Rouges allemande et italienne à leurs prisonniers de guerre en Angleterre, aux Indes britanniques, en Afrique du Sud, en Uruguay. Le trafic est-ouest n'était pas comparable au trafic ouest-est, car l'effectif des prisonniers de guerre et internés civils ressortissants des Puissances de l'Axe était beaucoup moins important que celui des prisonniers et internés civils ressortissants des Puissances alliées.

Les envois est-ouest étaient également soumis à certaines formalités lors de leur passage en transit au Portugal.

#### 1. Autorisation des Autorités du blocus.

Rien ne pouvait être réexpédié à destination d'outre-mer sans l'autorisation des Autorités locales du blocus. Cette autorisation était demandée pour chaque envoi par le délégué du CICR à Lisbonne, qui (exception faite des envois en Afrique du Nord pour lesquels le « landcert » ou le « navicert » était exigé) remettait à cette fin une lettre au Consulat général de Grande-Bretagne. Cette lettre était rendue munie du visa « Approved », qui n'était jamais refusé. Parfois cependant, les Autorités britanniques exigeaient la présentation des documents d'arrivée.

## 2. Permis de réexportation portugais.

Ce permis devait être demandé au ministère de l'Economie, séparément pour chaque envoi ; la demande indiquait l'expéditeur, le destinataire, le bénéficiaire, puis le nombre, le poids et le genre de colis, leur contenu et leur valeur, ainsi que le mode de transport prévu (bateau, train, avion). Le cas échéant, le « navicert » mentionné ci-dessus devait y être joint. Quoique ces indications n'eussent pour elles qu'une valeur statistique, les administrations tenaient à les recevoir au complet et en temps voulu.

## 3. Exemption des droits d'entrée et autres.

Bien que cette exemption fût prévue dans la Convention de 1929, dont le Portugal est signataire, le ministère des Finances exigeait une demande d'exonération pour chaque cas. En février 1944, l'exemption des droits n'était encore accordée qu'en faveur des prisonniers de guerre, alors qu'elle était formellement refusée aux internés civils. L'assimilation de ces deux catégories de victimes de la guerre, acceptée par les belligérants, n'était jusqu'alors pas admise par le Portugal.

L'insécurité accrue dans la zone méditerranéenne rendit le trafic maritime très difficile, et les transports vers Marseille durent être suspendus dès le milieu de mai 1944. Peu après, tous les embarquements à destination de la Méditerranée cessèrent et, les marchandises s'accumulant dans les entrepôts de Lisbonne, la délégation du CICR dut louer à grands frais des magasins en dehors du port.

En raison des inconvénients inhérents à l'entreposage de marchandises généralement périssables, le CICR conseilla aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge de réduire ou de supprimer les expéditions sur Lisbonne tant que des conditions normales d'acheminement vers Genève ne seraient pas rétablies.

A la même époque, le CICR étudia la possibilité de créer d'autres dépôts en Espagne et au Portugal, espérant ainsi prévenir toute interruption complète du trafic des secours et se réserver une possibilité d'acheminement vers la Suisse par voie terrestre. Ces dépôts devaient présenter l'avantage

d'être facilement accessibles aux bateaux anglo-saxons et alliés.

C'est ainsi que fut repris, sans être toutefois suivi de réalisation, le projet de création d'un entrepôt à Leixoes près de Porto, projet déjà étudié en 1942.

En Espagne, le CICR opta pour *Barcelone* et les Autorités britanniques donnèrent leur agrément de principe à l'acheminement des marchandises vers ce port. Accessible par tous les temps aux navires de gros tonnage, il possédait des installations convenables pour le chargement direct des cargaisons sur wagons et camions. Mais il convenait moins bien à l'emmagasiner des colis, ses hangars en nombre restreint n'étant prévus que pour l'importation de la marchandise en Espagne et non pour le trafic international, et les tarifs d'entreposage étant très élevés. En revanche, de nombreux dépôts purent être loués à de meilleures conditions à l'extérieur de l'enceinte portuaire, mais leur utilisation entraîna des frais élevés de camionnage. Les déchargements commencèrent à Barcelone en juin 1944. Au début, le CICR estima suffisant d'entreposer 20.000 tonnes représentant 60.000 m<sup>3</sup>.

Il exposa à la Légation d'Espagne à Berne son projet de transport à Genève, au moyen de camions à partir de Port-Bou, petit port à la frontière franco-espagnole. Le voyage des marchandises, de Barcelone à Port-Bou, devait être effectué par voie ferrée. Le CICR obtint des Autorités compétentes l'autorisation de transit à travers l'Espagne pour toutes les cargaisons et la gratuité de transport par rail, de Barcelone à Port-Bou.

Ces dépôts subsistèrent jusqu'en juin 1946.

En décembre 1940, s'ouvrit la ligne de communication Lisbonne-Marseille. Selon un accord intervenu avec les Puissances belligérantes, les marchandises destinées aux prisonniers de guerre et déchargées à *Marseille* devaient être immédiatement rechargées dans les wagons et expédiées en Suisse par chemin de fer. Aucun séjour dans le port n'était autorisé. Les colis ne pouvaient que transiter par la France. Cette clause, observée en général par le CICR, imposait un travail considérable à la délégation et aux ouvriers chargés du transbordement. En effet, les lots entassés dans les navires étaient souvent mélangés, des colis étaient fracturés ou avaient été vidés de leur contenu

au moment de l'embarquement à Lisbonne. Certains emballages n'avaient pu supporter le voyage et leur contenu s'était déversé au fond de la cale. Il fallait remettre tout en ordre, dans des conditions d'abord peu favorables, le CICR ne disposant que d'emplacements restreints et mal agencés. Toutefois, à la suite de démarches auprès de l'administration du port, le délégué en obtint de meilleurs qui permirent une mise à quai plus rapide.

Les marchandises, après avoir été contrôlées, dénombrées, triées et réparties par lots, étaient chargées dans les wagons. Dès les premiers mois de 1942, la pénurie de matériel roulant se fit sentir à Marseille; pour y remédier, le CICR obtint qu'une réserve de 50 wagons suisses fût accordée à ce port. Il envisagea également, en dépit des risques de vols, de déposer provisoirement des colis en ville, où l'on pouvait disposer de locaux suffisants. Il conseilla même d'y acheminer des marchandises tant que les moyens d'emmagasiner le permettraient, en prévision des difficultés de transport par mer.

A partir de juin 1943, on songea à utiliser les bateaux du CICR pour l'acheminement, de Lisbonne à Marseille, des envois provenant d'Afrique du Nord et destinés à des prisonniers de guerre nord-africains. Certains de ces prisonniers étaient internés en France occupée, et la Croix-Rouge française exprima le désir de leur réexpédier les colis directement de Marseille. Devant les difficultés toujours croissantes de transport et d'emmagasiner, même temporaire, en Suisse, le CICR décida de faire diriger les marchandises non pas directement sur les camps, mais sur le dépôt qu'il avait alors à Paris. Ainsi se trouvait sauvegardée la condition imposée par les Autorités du blocus, à savoir le contrôle de la distribution des marchandises par les délégués du CICR. On demanda aux organisations expéditrices d'inscrire le mot « Frontstalag » sur les caisses, afin de les distinguer des colis destinés aux prisonniers en Allemagne.

A Marseille parvenaient des secours de Syrie, de la Martinique, de la Guadeloupe, acheminés par bateaux français de Casablanca, et c'est de Marseille que partaient les envois de secours pour l'Afrique du Nord ou pour Lisbonne.

Après une interruption de quelques mois, le trafic avec Lisbonne reprit en automne 1944, mais les bateaux — à l'except-

tion du « Caritas II » — ne purent être déchargés à Marseille, car les installations du port avaient beaucoup souffert des bombardements. Les bateaux furent dirigés sur *Toulon*, port que le Haut Commandement allié mit à la disposition du CICR pour son trafic dans la Méditerranée. Les marchandises arrivées dans ce port ne devaient être réexpédiées que dans la mesure des possibilités d'entrepôt en Suisse. Comme ces possibilités n'existaient guère alors, ces réexpéditions furent momentanément suspendues. Bientôt l'on ne transporta plus que les secours réclamés d'urgence par les camps et que l'on ne trouvait plus dans les dépôts en Suisse. La nécessité de créer des entrepôts en France s'imposa donc. A Toulon même, dans l'« Arsenal de Mer », le CICR aménagea un centre important. Des hangars et des entrepôts fortement atteints par les bombardements lui furent attribués, à condition de les remettre en état. Pendant les travaux de réfection, il disposa d'un magasin d'une grande superficie dans l'« Arsenal de Terre », à 4 km. de Toulon. Le trajet du port au dépôt se fit par camions.

Grâce aux facilités accordées par les Autorités navales, militaires et civiles, la base du CICR à Toulon devint une installation modèle pour l'accostage des bateaux, l'entrepôt et le réacheminement des cargaisons. Elle comprenait un quai de débarquement, long de 180 mètres et large de 18 mètres, avec une voie ferrée permettant aux marchandises d'être déchargées directement sur les wagons. Les entrepôts réparés et les constructions nouvelles pouvaient abriter 9.300 tonnes de secours divers.

La surveillance des magasins était confiée de jour aux collaborateurs du CICR et au personnel du port. Pendant la nuit, elle était assurée par une ronde de gendarmes maritimes composée de 12 à 15 tirailleurs sénégalais.

En mars 1945, les Autorités alliées autorisèrent le transport par voie ferrée, de Genève à Toulon, des colis provenant de la Croix-Rouge allemande, à condition que le total des envois n'excédât pas 1.000 tonnes par mois, que l'emmagasinage, la manutention et le chargement sur les bateaux à Toulon fussent faits sous la responsabilité du CICR, et que le tonnage maritime fût fourni par le CICR.



Des cargaisons de colis variés (vivres en vrac, vêtements, chaussures, couvertures, etc.), et de colis postaux britanniques furent déchargés au port de *Gênes* à partir de mai 1942. Ces colis, de provenances diverses, destinés à des prisonniers de guerre alliés, ne faisaient que passer. L'autorisation de libre transit à travers le territoire italien devait être renouvelée lors de chaque transbordement.

*Route du Nord.* — (Göteborg-Lübeck) <sup>1</sup>.

Les colis de secours restant en souffrance dans les ports de l'Atlantique et de la Méditerranée par suite de l'interruption du trafic — conséquence elle-même des événements de France en 1944 — des dispositions furent prises, dès la fin de l'été, pour diriger sur la Suède les bateaux chargés de secours à réacheminer vers l'Allemagne. Les navires suédois « Mangalore » et « Travancore » arrivèrent à Göteborg le 6 septembre 1944, après avoir fait escale, sans déchargement, à Barcelone. Deux jours plus tard abordait le « Gripsholm », venu en droite ligne de Philadelphie avec une cargaison de paquets de Noël pour les prisonniers de guerre américains, de médicaments, d'uniformes et de paquets de vivres « standard ». On put difficilement serrer les cargaisons au port franc, qui regorgeait déjà de marchandises depuis les restrictions apportées au trafic entre l'Allemagne et la Suède. Elles y restèrent pendant près de deux mois, entassées dans des hangars en bois. L'administration du port garantit au CICR l'emmagasinage régulier de 12.000 tonnes <sup>2</sup>.

En janvier 1945, 30.261.000 kilos de marchandises diverses avaient été reçues à Göteborg ; un peu plus de la moitié était parvenue à destination. Les prisonniers de guerre américains avaient pour la plupart reçu leurs paquets de fête la veille de Noël. C'est alors que le service de navette dut être à son tour interrompu, car les fournitures de charbon, difficilement consenties jusqu'alors, avaient été complètement supprimées. Pour la même raison et à cause de la pénurie de wagons, il fallait également prévoir un nouvel arrêt du transport par voie ferrée.

---

<sup>1</sup> Voir page 172.

<sup>2</sup> Au sujet du réacheminement vers l'Allemagne, voir page 172.

Cette situation était inquiétante pour le délégué du CICR qui se trouvait en face de magasins combles. Obtenir d'autres entrepôts était difficile <sup>1</sup>.

A la rigueur on pouvait construire des baraques provisoires en bois, matière première dont la Suède était riche, ou utiliser comme magasins flottants les nombreux bateaux qui chômaient dans la rade de Gøteborg.

Les fréquentes improvisations entreprises pendant les dernières semaines de la guerre permirent de maintenir les transports de secours vers l'Allemagne <sup>2</sup>.

#### b) *Dépôts en Suisse.*

##### *Création et organisation des entrepôts*

Pour enregistrer, entreposer et répartir les marchandises reçues, le CICR dut organiser sur le territoire suisse de vastes entrepôts sous contrôle douanier.

De septembre 1939 à fin 1940, une entreprise commerciale fut le seul transitaire du CICR ; elle expédiait en son nom des vivres, vêtements, produits pharmaceutiques, en les entreposant dans les locaux dont elle disposait à Genève, en particulier dans les ports-francs de Rive et de Cornavin.

Dès le mois de janvier 1941, les secours en transit pour les prisonniers de guerre arrivèrent en Suisse à un rythme accéléré, la Croix-Rouge britannique commençant à ravitailler régulièrement ses prisonniers.

Il fallut prévoir des entrepôts offrant tous les avantages quant à la manutention ; les ports-francs de Genève, par leur emplacement, purent remplir ces conditions. En mai 1941, un accord intervint entre le CICR, d'une part, et la Société d'exploitation des ports-francs et des entrepôts cantonaux de Genève, d'autre part. Cet accord fut confirmé par une convention qui

---

<sup>1</sup> La possibilité d'emmagasiner dans le port de *Malmö* ou dans un autre port suédois fut écartée après examen.

<sup>2</sup> Voir page 89 et pour la liquidation des stocks à Gøteborg, page 173.

réglait les rapports existant entre les deux parties. Dans ses grandes lignes, cette convention spécifiait que la Société d'exploitation des ports-francs devait prendre livraison de toutes les marchandises adressées au CICR, décharger les wagons, trier les envois et les emmagasiner jusqu'à leur réexpédition. Le CICR devait, pour sa part, payer un loyer mensuel basé sur le stock reconnu à la fin de chaque mois, sans tenir compte de la surface effective occupée par la marchandise. Un prix forfaitaire avait été convenu pour le déchargement et le chargement des wagons. Les tarifs étaient élevés, mais ils comprenaient tous les frais de manutention, surveillance et administration, ainsi que tous les frais de stationnement dans les ports-francs.

Les frais de main-d'œuvre pour le reconditionnement éventuel des colis et les charges effectives des chemins de fer fédéraux en dehors du domaine du port-franc étaient exclus de cette convention et devaient être remboursés séparément par le CICR.

Au 30 septembre 1941, 8.000 tonnes de marchandises (colis postaux, caisses de vivres, denrées alimentaires en vrac, balles de sous-vêtements, couvertures, uniformes, caisses de chaussures, tabac, etc.), occupaient les  $\frac{4}{5}$  de la superficie des entrepôts du port-franc. Des envois étaient annoncés d'outre-mer, d'autres se trouvaient à Lisbonne et à Marseille ; l'espace réservé à Cornavin ne pouvait plus suffire. De plus, l'accès aux ports-francs de Genève n'était assuré que par une seule voie de chemin de fer, ce qui ne facilitait pas le déchargement rapide des nombreux wagons, qui furent souvent immobilisés et ne purent être livrés dans les délais normaux. Enfin, l'administration des ports-francs était obligée, par contrat, de stocker des arrivages importants destinés au ravitaillement de la Suisse, et elle devait limiter le trafic du CICR à 10 wagons par jour et à un plafond de stockage de 6.000 tonnes.

Il fallut donc chercher de nouveaux locaux. Grâce à la compréhension et à la complaisance des Chemins de fer fédéraux et des Douanes suisses, on put établir à *Vallorbe* des entrepôts qui furent utilisés dès le milieu de novembre 1941. En principe, seuls les wagons contenant des colis postaux collectifs devaient être acheminés de Marseille directement à Vallorbe ; il s'agis-

sait alors de paquets de vivres de cinq kilos provenant de Grande-Bretagne, ainsi que de colis arrivant en caisses des Etats-Unis et du Canada. Cependant, à partir de janvier 1942, des colis en vrac furent envoyés ainsi à Vallorbe, où les frais de manutention et de stationnement des wagons, étaient sensiblement inférieurs à ceux de Genève. Les frais d'administration y étaient également moins élevés, bien qu'il fallût envoyer un représentant du CICR pour l'organisation et la surveillance du travail ; enfin, l'importance des locaux et leur bonne ordonnance permettaient de centraliser les stocks et facilitaient ainsi le contrôle et la répartition des secours.

Au début, le CICR n'utilisa qu'un hangar et une remise à locomotives ; plus tard, les halles suisses et françaises, les bâtiments et les quais de voyageurs, spécialement aménagés à cet effet, furent occupés jusqu'au dernier mètre carré (soit environ 6.000 m<sup>2</sup>).

Pour assurer l'emmagasiner du flot toujours croissant de marchandises déversé sur la Suisse et des réserves que les donateurs avaient l'intention d'y créer et qui représentaient 4.000 à 5.000 tonnes supplémentaires, le CICR négocia la location de locaux à Zurich et à Bâle ; le projet d'utiliser un local offert à Payerne par les usines Nestlé ayant été écarté, on fit construire à Vallorbe un hangar d'une superficie d'environ 3.300 m<sup>2</sup>, prélude à de vastes travaux de construction.

En juillet 1942, la nécessité s'imposa de posséder un nouvel entrepôt. Les installations d'emmagasiner du CICR en Suisse ne permettaient pas de stocker plus de 3.000 à 4.000 tonnes de marchandises, ce qui équivalait en moyenne au déchargement et au chargement de 6 à 8 wagons par jour à Cornavin et 20 à Vallorbe. Comme les possibilités d'entrepôt étaient exploitées au maximum, et que le personnel des services de répartition était surchargé, des retards ne pouvaient être évités dans les expéditions.

En outre, il fallut répondre au désir de la Croix-Rouge britannique, qui, déjà en mars 1942, avait manifesté l'intention de constituer graduellement à Genève une réserve de colis « standard » et qui annonça, en juillet 1942, une réserve stable de 10 semaines, correspondant à 1.500.000 paquets de vivres,

ainsi qu'une réserve flottante de 4 semaines couvrant les distributions mensuelles courantes de 600.000 paquets de vivres. En juin de la même année, la Croix-Rouge américaine avait informé le CICR de l'envoi de 10.000 paquets de vivres, réserve qu'elle devait porter, deux mois plus tard, à un total de 25.000 colis. L'emmagasiner de ces importants arrivages constituait un problème difficile, étant donné la place dont disposait le CICR dans les entrepôts de Genève et de Vallorbe ; aussi engagea-t-il, en septembre, avec le Conseil d'Etat de Genève, des pourparlers pour la construction à Vernier-Genève d'un hangar semblable à ceux qui avaient été construits à Vallorbe.

Le 2 novembre, le CICR donnait son accord de principe à la construction de hangars à *La Renfile*. Cette construction se fit en deux étapes, d'abord sur 3.700 m<sup>2</sup>, puis sur 2.600 m<sup>2</sup>, les deux sections devant pouvoir absorber le chargement de 1.200 wagons. Un double embranchement ferroviaire fut établi pour desservir les nouveaux bâtiments. Il était entendu que l'entrepôt serait géré par le CICR, avec la collaboration indispensable de l'administration des douanes. Le 28 mai 1943, les Autorités locales confirmaient les accords intervenus et mettaient à la disposition du CICR, pour 5 ans, le premier hangar construit. En 1945, le CICR érigea à ses frais un nouveau bâtiment, d'une superficie de près de 5.000 m<sup>2</sup>. Au 30 avril 1946, il disposait à La Renfile d'un emplacement d'entreposage d'environ 13.500 m<sup>2</sup>, d'une capacité de 15.000 tonnes.

Au début de 1943, le CICR avait sous-loué une partie des locaux (3.000 m<sup>2</sup>) d'une entreprise commerciale à *Bienne*. Ces entrepôts, qui pouvaient contenir 8.000 à 10.000 tonnes de marchandises, étaient pourvus d'embranchements particuliers et d'un poste douanier ; ils furent exclusivement réservés à l'emmagasiner de vêtements et d'autres articles provenant de la Croix-Rouge américaine.

Dès septembre 1943, le CICR entreposa également des vêtements à *Lausanne*. Les marchandises emmagasinées étaient soumises aux mêmes prescriptions douanières que celles qui se trouvaient à Vallorbe.

Le *Palais des Expositions à Genève*, situé au centre de la ville, répondait exactement aux exigences requises pour l'entreposage

rationnel d'une grande quantité de colis. Le CICR put en disposer à partir d'avril 1944. A cette époque, 45.000 tonnes de secours en vivres, médicaments, vêtements, articles de sport, jeux, etc., étaient amassées dans 13 entrepôts dispersés dans toute la Suisse ; 30.000 tonnes étaient attendues que l'on ne savait où serrer. De plus, la Croix-Rouge américaine annonçait pour l'année 1944 un programme d'expédition amplifié, représentant à lui seul un total de 85.000 tonnes, dont 20% à peine étaient parvenues en Europe. La Croix-Rouge britannique pour sa part, et sur la base des envois de 1943, prévoyait 60.000 tonnes, les autres Croix-Rouges 15.000 à 20.000 tonnes. D'autre part, le CICR, qui manquait de matériel roulant, ne pouvait plus procéder à l'expédition des colis à la même cadence que précédemment.

Afin que les marchandises pussent arriver au Palais des Expositions et en repartir par wagons complets, la Compagnie générale des tramways électriques de Genève établit une voie permettant de décharger les wagons à l'intérieur des bâtiments. L'organisation d'un service de camions permit d'augmenter le débit de cet entrepôt, qui fut utilisé au maximum et connut un trafic intense à la fin de 1944 et au cours de 1945.

Au début de 1944, le CICR, qui devait disposer d'environ deux millions de colis de vivres « standard » par mois, loua des locaux dans les ports-francs de Zurich, Bâle et Aarau.

Le port-franc de *Bâle*, placé sous le patronage de la Chambre de commerce de cette ville et sous le contrôle des Autorités fédérales, donnait toutes les garanties désirables et offrait des facilités très nombreuses, grâce à son installation et à ses entrepôts modernes. Il était bien situé pour jouer le rôle d'entrepôt d'étape pour la répartition des marchandises et des colis destinés aux prisonniers de guerre. Ce port-franc étant considéré du point de vue douanier comme territoire étranger, les marchandises n'y entraient en contact avec la douane qu'au moment de la sortie ; pendant leur séjour d'emmagasiner, elles pouvaient être déballées, triées, réparties, sans surveillance douanière.

Des entreprises privées sous-louèrent à la Croix-Rouge les quelques centaines de mètres carrés qu'elles n'utilisaient pas. Des marchandises furent entreposées à *Buchs*, point frontière de réexpédition vers l'Allemagne.

En Suisse italienne, le CICR s'assura l'entrepôt de *Chiasso*, exploité à la fois par les Chemins de fer fédéraux et les Chemins de fer de l'Etat italien, et surveillé par les douanes suisse et italienne. Un emplacement d'environ 2.000 m<sup>2</sup> fut également obtenu à l'intérieur du port-franc de la même ville.

Au mois de janvier 1945, tant en Suisse romande qu'en Suisse alémanique, tous les entrepôts étaient pleins (environ 110.000 tonnes) et leur contenu pouvait être évalué à plusieurs centaines de millions de francs suisses. Les secours continuant à affluer, alors que leur expédition en Allemagne était devenue impossible par suite des attaques aériennes sur le réseau ferroviaire allemand, le CICR décida de créer des dépôts d'attente en France et de maintenir dans ce pays, à proximité de la frontière suisse, les secours provenant de la France métropolitaine et des sections locales de la Croix-Rouge française, qui nuit et jour arrivaient par camions.

Quand les hostilités cessèrent en Europe, le 8 mai 1945, le CICR disposait, dans toute la Suisse, de 21 entrepôts d'une superficie totale d'environ 75.000 m<sup>2</sup> et d'une capacité d'environ 105.000 tonnes.

Les 4 entrepôts de Vallorbe, Bienne, La Renfile et du Palais des Expositions à Genève étaient gérés uniquement par le CICR, qui y employait, en grande partie, son personnel et ses manœuvres, alors qu'il était simplement locataire des autres entrepôts.

Au 31 mars 1946, tous les dépôts de Suisse étaient liquidés. Le Palais des Expositions avait été fermé officiellement le 12 mars, et seul l'entrepôt de La Renfile fonctionnait encore en février 1947, absorbant tous les colis destinés aux personnes déplacées et aux prisonniers de guerre allemands encore internés en Europe.

### *Contrôle, répartition et expédition des marchandises.*

En règle générale, les entrepôts étaient avisés par le CICR de l'arrivée des wagons. Après la vérification douanière et celle des titres de transport, les wagons étaient déplombés et déchargés, et leur contenu était contrôlé en présence d'un employé

du CICR et d'un fonctionnaire des Douanes. Cette opération qui, de prime abord, peut paraître automatique, était compliquée par la composition hétérogène des chargements.

Après avoir été contrôlés, les envois étaient triés. Une fois reconnus en bon état, ils étaient répartis, par catégories de marchandises et par lots, dans l'emplacement réservé à chaque nationalité de prisonniers ou d'autres victimes de la guerre.

Les manquants et les avaries étaient constatés ; ils faisaient l'objet d'un procès-verbal adressé aux services compétents pour information et enquête. Les colis endommagés étaient remis aux équipes d'ouvriers chargés de la récupération, qui rassemblaient la marchandise intacte et la reconditionnaient ensuite en paquets d'origine, emmagasinés à leur tour.

Les entrepôts présentèrent assez fréquemment des réclamations au sujet de colis détériorés, surtout par suite d'un emballage insuffisant, résistant mal à un long transport. Ce fut notamment le cas de colis provenant du Proche-Orient, de l'Afrique du Sud et de l'Afrique du Nord, dont certains arrivaient à Genève en fort mauvais état.

Le CICR s'efforça d'assurer au maximum la récupération des marchandises détériorées en cours de route, désireux de remplir au mieux, selon sa conscience et en toute déférence pour les donateurs, la tâche humanitaire qui lui incombait ; le personnel affecté à ce travail n'y épargna ni son temps ni sa peine. Quant aux détériorations survenues pendant l'entreposage en Suisse, la proportion en fut si faible que les Sociétés donatrices renoncèrent à contracter des assurances contre ce risque.

Les envois avariés étaient triés, selon la cargaison et le type de colis, par les soins du CICR, sous la surveillance de la Douane, du Service d'hygiène et du vétérinaire cantonal, qui décidaient des possibilités d'utilisation de marchandises dont un inventaire était dressé et qui étaient réparties en quatre catégories sous les rubriques suivantes :

Décharge publique, affouragement et récupération industrielle, consommation immédiate, réexpédition aux camps de prisonniers de guerre.

Si la marchandise avait été rendue inutilisable, soit par l'eau de mer, soit par la perforation des boîtes métalliques de conserves



lors de leur mise en caisses, soit par les charançons, elle était livrée à la décharge publique ou détruite en présence d'un fonctionnaire des Douanes.

Les marchandises récupérées mais impropres à la consommation étaient mises en vente en Suisse comme fourrage pour le bétail, lorsqu'elles se prêtaient à cet usage. Le prix de vente des déchets était porté par le CICR au crédit du compte de la Société de la Croix-Rouge expéditrice. Ce prix était fixé selon le degré d'avarie des marchandises. De même que pour l'affouragement, l'argent retiré de la vente des denrées avariées en vue de la récupération industrielle était versé au compte de l'organisation donatrice. Les prix de vente variaient de 15 à 70 frs. les 100 kilos.

Certaines marchandises déclarées, après un contrôle sanitaire, propres à la consommation immédiate, purent être distribuées avec l'autorisation générale d'importation de la douane, à des institutions suisses de bienfaisance, à des hôpitaux ou à des civils particulièrement nécessiteux. Le « Cartel romand de Secours aux enfants » et le « Centre Henry Dunant » à Genève, dépendant de la Croix-Rouge suisse, en furent parfois les bénéficiaires.

Les Directions d'arrondissement des douanes de Lausanne et Genève furent autorisées à admettre en franchise les vivres encore propres à la consommation qui se trouvaient dans les entrepôts de Genève et de Vallorbe, pour autant qu'ils étaient donnés à des fins strictement humanitaires. L'établissement bénéficiaire devait s'engager par écrit envers l'administration des douanes à ne pas vendre la marchandise reçue gratuitement et à l'employer uniquement pour sa propre consommation. Il remettait alors une quittance à la douane qui autorisait la sortie.

Ces prescriptions valables pour Genève et pour Vallorbe le furent ensuite pour les entrepôts de Bâle, Zurich et Chiasso.

Si des denrées furent données, d'autres furent vendues, après entente entre le CICR, la Direction générale des douanes et la Section viande et bétail de boucherie de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation. Tel fut le cas notamment pour celles que contenaient des colis familiaux français entreposés à Plainpalais et à Cornavin, et qui durent être régénérées ou

transformées avant d'être remise aux consommateurs. Ces marchandises furent vendues aux industries privées, qui s'entendirent ensuite avec les organes fédéraux de contrôle pour la réglementation de la vente. Le CICR crédita le donateur du produit de la vente. Les denrées vendues en Suisse pour la consommation immédiate, échangées contre d'autres marchandises destinées à l'exportation, ou retenues à titre de rémunération pour le travail effectué, étaient assujetties aux droits de douane et aux taxes réglementaires selon une décision prise par la Direction générale des douanes à Berne, le 7 mai 1945.

Les denrées comestibles, retirées des envois en mauvais état et pouvant résister à un nouveau voyage, étaient reconditionnées en vrac dans des caisses dont chacune devait, autant que possible, renfermer le même genre de marchandises. Elles étaient expédiées ultérieurement aux prisonniers de guerre comme ravitaillement supplémentaire. Le CICR recommanda au personnel de ses entrepôts de ne pas mettre, dans une même caisse, les colis « standard » intacts retirés des cartons avariés avec des marchandises reconditionnées en vrac, mais d'utiliser de préférence des emballages séparés. Les colis individuels présentant une avarie quelconque ne pouvaient être envoyés tels quels aux prisonniers de guerre. Ils étaient également reconditionnés. La marchandise impropre à la consommation était retirée et les denrées récupérables mises en caisses par genre d'articles, afin d'éviter les frais de main-d'œuvre trop élevés qu'entraînait la confection de nouveaux colis.

Les vêtements présentèrent rarement des traces d'endommagement. Ceux qui étaient en trop mauvais état furent remis à des chiffonniers. Ceux qui pouvaient encore être portés étaient reconditionnés et donnés à des œuvres de bienfaisance.

### *Répartition et expédition des marchandises*

Le contrôle terminé, le CICR et la Douane étaient avisés de l'arrivée des secours par la remise de « certificats d'entrepôts »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Voir spécimen dans le volume « Annexes ».

indiquant la provenance, la nature, le nombre et le poids des marchandises et donnant toutes autres informations indispensables. Les manquants et les avaries étaient notés et confirmés par un procès-verbal. La marchandise ainsi mise à la disposition des services intéressés du CICR, pouvait être plus facilement répartie et ensuite réexpédiée <sup>1</sup>.

Quand il avait reçu les ordres d'expédition <sup>2</sup> et les papiers de transport et de douane, le personnel des entrepôts, en présence d'un vérificateur douanier et d'un « pointeur » du CICR, chargeait les wagons en s'en tenant strictement à la répartition fixée. La réexpédition se faisait rigoureusement dans l'ordre d'arrivée des lots, dont les plus anciens devaient partir en premier lieu. Dans certains cas d'absolue nécessité (manque de place dans les magasins, arrivées en masse de marchandises, importantes expéditions ou pénurie de stocks), les colis étaient transférés directement du wagon d'arrivée au wagon de départ. Le CICR n'autorisa ce système que dans des cas d'extrême urgence.

Le chargement terminé, un chef d'équipe, employé du CICR, et un agent des Chemins de fer fédéraux vérifiaient la fermeture des portes et vantaux. Puis le visiteur des Douanes apposait les scellés et relevait le numéro des wagons. L'agent des chemins de fer vérifiait enfin les scellés. Il ligaturait les portes et vantaux dont la fermeture était défectueuse. Les marchandises étaient alors expédiées à destination de l'Allemagne, de l'Italie ou de la France.

### c) *Dépôts à l'étranger*

En *Afrique du Nord*, le CICR ouvrit à *Alger* et à *Casablanca*, au cours du dernier trimestre de 1942, un dépôt pour centraliser tous les envois destinés aux internés civils britanniques, polonais, norvégiens, hollandais et belges, et aux prisonniers de guerre allemands. Un citoyen suisse, portant le titre de « délégué-adjoint », assumait la direction du dépôt d'Alger. Un autre,

<sup>1</sup> Voir page 298.

<sup>2</sup> Voir spécimen dans le volume « Annexes ».

qui résidait à Casablanca, fut désigné en qualité de magasinier du dépôt organisé dans ce port.

Un important dépôt existait au *Caire*, où la délégation du CICR avait à répondre aux demandes de secours des prisonniers de guerre et internés civils ressortissants des pays de l'Axe, concentrés en Egypte dans des camps permanents ou qui, dans des camps de passage, attendaient leur transfert aux Indes britanniques ou dans les Dominions. Dans ces pays, des réserves étaient également créées à l'aide d'envois réguliers de la Croix-Rouge allemande. Il en fut de même aux Etats-Unis, bien qu'il n'y eût pas urgence, les prisonniers de guerre y étant nourris et habillés convenablement par la Puissance détentrice.

Dès les premiers mois de l'occupation allemande, le délégué à *Paris* proposa de constituer dans cette ville un port franc pour le CICR. Il signalait, à l'appui de sa demande, la situation précaire des hébergés qui recevaient très irrégulièrement les colis qu'on leur envoyait directement de Genève. Ce projet toutefois ne fut réalisé qu'en mars 1943, et le contenu d'un premier wagon de 10 tonnes de vivres et de vêtements britanniques et américains fut entreposé dans le port franc de Paris. L'entrepôt de Paris fut réservé aux envois adressés par le CICR aux prisonniers de guerre, internés civils, hébergés, qui étaient groupés dans de petits camps, dans des hôpitaux ou isolés et qui ne pouvaient recevoir des colis par wagons complets. Ce local se trouvait dans un ancien entrepôt de la Croix-Rouge française, qui accorda gratuitement au CICR un espace d'environ 80 m<sup>3</sup>. La Croix-Rouge française facilita en outre la tâche du délégué, en assurant le transport des colis de la gare au dépôt, la manutention, l'acheminement vers les camps ou hôpitaux, sans frais pour le CICR, qui n'eut, en l'occurrence, qu'à remettre des gratifications au personnel mis à sa disposition. Comme les emballages étaient presque introuvables sur place, les grands camps d'internés civils de la zone nord acheminèrent vers le dépôt de Paris, par wagons complets, les emballages vides provenant des envois reçus de Genève. Le CICR dirigea sur Paris des lots de vivres « standard » britanniques, américains, indiens et égyptiens, du tabac, des cigarettes, des chaussures

et des vêtements. Des colis provenant de l'Afrique du Nord et destinés à des prisonniers de guerre nord-africains internés en France y furent réexpédiés directement de Marseille. Les stocks disponibles au moment de la libération du territoire français furent distribués conformément aux instructions des donateurs et du Commandement suprême allié.

En *Angleterre*, la Croix-Rouge britannique avait mis à la disposition de la délégation du CICR, jusqu'à l'automne de 1942, certains magasins où étaient provisoirement empilés des paquets postaux provenant des Croix-Rouges allemande et italienne et n'ayant pas encore été distribués. En prévision de l'hiver, une réserve de vivres fut créée pour parer à toute éventualité. Cette réserve ne devait pas empêcher l'envoi régulier de secours directement aux camps. Le local ainsi réservé au CICR servit de dépôt permanent. La délégation utilisa sa propre main-d'œuvre pour l'emballage et la réexpédition des colis. L'administration des Postes britanniques reçut l'ordre de diriger sur le dépôt tous les paquets d'une certaine importance qui arrivaient sans indication du numéro de camp. La Croix-Rouge britannique accepta également d'assumer toutes les formalités relatives à l'entreposage, allégeant ainsi le travail de la délégation.

Au début de 1945, la quantité des marchandises envoyées par la Croix-Rouge allemande et parvenant à Londres augmenta dans des proportions telles qu'il fut difficile de trouver des locaux d'emmagasiner. Les Autorités britanniques autorisèrent le délégué du CICR à installer des magasins au Camp n° 7 (Devonshire), qui pouvait être visité facilement. Il fut décidé que la réception, le triage, l'emmagasiner et la distribution des colis seraient faits sans rémunération par les prisonniers de guerre. Afin de les dédommager de cette perte de salaire, le chef de camp laissa à la délégation le soin de verser à un fonds collectif une somme globale correspondante.

En *Italie*<sup>1</sup>, le délégué du CICR eut une réserve de colis à Rome même, durant l'été 1942. Cette réserve fut rapidement épuisée et ne fut pas renouvelée.

---

<sup>1</sup> Voir également Partie I, chapitre 6, page 70.

Aussi longtemps que les camps de prisonniers de guerre en Italie ne furent connus du CICR que par un numéro, sans indication de leur situation géographique, les secours destinés à cette catégorie de victimes de la guerre devaient être adressés au « *Commando della Difesa Territoriale* », à Milan, administration militaire qui devint l'intermédiaire entre le CICR, d'une part, la Croix-Rouge italienne et les Autorités militaires italiennes, d'autre part. Cette autorité fut chargée non seulement du contrôle des envois, mais encore de leur répartition dans les camps destinataires. Ce dernier travail était accompli suivant les indications de la Croix-Rouge italienne.

En revanche, les camps d'internés civils étaient, à la suite d'un accord conclu avec les Autorités du pays, desservis directement de Genève. Le CICR prévenait la Croix-Rouge italienne de tous les envois, afin de savoir si, par suite de fluctuation dans les effectifs, il fallait augmenter ou diminuer la quantité de marchandises prévues pour tel ou tel camp. Une réserve n'était donc plus nécessaire.

Au début de 1944, devant l'afflux des demandes de prisonniers de guerre et internés civils ressortissants des pays alliés, le CICR, après avoir été informé par sa délégation à Rome que les envois par chemin de fer ne pouvaient parvenir que jusqu'à Florence, décida de créer un stock de vivres et de vêtements en Italie septentrionale auprès de sa sous-délégation à Ponte-San-Pietro (Bergame). Il obtint des Autorités militaires allemandes et italiennes l'autorisation de diriger des wagons de secours sur le nouveau dépôt. Ceux-ci étaient destinés à des prisonniers de guerre britanniques, américains, français, yougoslaves, grecs et à des civils (internés ou « *isolati* » de mêmes nationalités) ; ils furent emmagasinés sous le contrôle direct du délégué, à qui le CICR laissa le soin de procéder à la distribution selon les possibilités présentées par la situation générale du pays. Les envois aux camps se firent notamment par camions.

Quelques mois plus tard, le CICR renonça au dépôt de San-Pietro situé dans une région trop exposée aux bombardements. Il envoya des vivres et des vêtements à Chiasso (à la frontière italo-suisse) pour les faire distribuer, en Italie du nord, dans

les camps et les prisons où étaient détenues des personnes à secourir.

En Grèce, les dépôts d'Athènes, du Pirée et de Salonique centralisèrent le ravitaillement des prisonniers de guerre alliés, des invalides de guerre et de détenus grecs. En 1944, la délégation du CICR disposait de stocks très importants pour les invalides, les grands blessés et les tuberculeux. Pour éviter l'accumulation de denrées périssables, elle proposa d'en attribuer une partie aux internés administratifs des prisons et des camps de concentration, la répartition devant être faite sous le contrôle des délégués du CICR, qui pouvaient visiter régulièrement les détenus. Le CICR suggéra aux donateurs et aux Autorités du blocus de prélever à cette fin la cinquième partie des envois mensuels. L'autorisation lui en fut donnée.

Pendant la guerre civile de décembre 1944, 24.785 colis de vivres canadiens, déposés dans les moulins « Evrotas » au Pirée, furent complètement détruits.

En 1945, des paquets furent distribués, après autorisation reçue des donateurs, à des personnes sans abri dont les villages avaient été incendiés et à des institutions philanthropiques.

A la fin de janvier 1944, des aviateurs britanniques et américains, venant de Salonique, furent internés à Belgrade pour être, à la première occasion, transférés dans les camps de prisonniers de guerre en Allemagne. Ces aviateurs arrivèrent pour la plupart épuisés et, venant du sud, vêtus légèrement. La délégation du CICR en Yougoslavie demanda à leur intention un stock de vivres, de vêtements, de sous-vêtements, de chaussures, de couvertures, d'objets de toilette et des médicaments. Le CICR créa à Belgrade un dépôt administré par son délégué, qui assura la distribution de ces articles dans les différents camps et hôpitaux.

En novembre, le délégué du CICR informa les missions militaires britannique et américaine auprès de l'armée yougoslave de libération qu'il disposait, à Belgrade, d'un grand stock de paquets de vivres, ainsi que d'articles vestimentaires de provenance britannique et américaine. A la demande de ces deux missions, la majeure partie des réserves fut remise à la

Croix-Rouge yougoslave pour venir en aide aux Yougoslaves nécessiteux. Une petite réserve de chaque article fut retenue par le délégué du CICR, en premier lieu en faveur des ressortissants américains et britanniques dans le besoin et résidant en Yougoslavie, et en second lieu pour d'anciens prisonniers de guerre et émigrés des pays alliés.

En *Allemagne*, le CICR institua, au début de 1944, une réserve de 10.000 colis dont les quatre cinquièmes étaient composés de paquets de vivres « standard » et le cinquième de colis médicaux provenant, en proportions égales, des Croix-Rouges britannique et américaine. Ces colis furent entreposés à la Légation de Suisse à Berlin et dans des locaux procurés par des particuliers de nationalité suisse. Le délégué reçut ensuite, de temps à autre, des secours qu'il réservait aux cas d'urgence et aux cas spéciaux, par exemple pour les prisonniers de guerre et internés civils britanniques ou américains détenus isolément dans des prisons civiles.

En mai de la même année, l'homme de confiance britannique du Stalag 344, à Lamsdorf — le plus grand camp de prisonniers de guerre britanniques — suggéra d'établir un dépôt central de distribution en Allemagne. Les Autorités allemandes, consultées, adoptèrent le principe de la création d'un dépôt central pour toutes les nationalités, réservé exclusivement au CICR. Elles proposèrent d'installer ce dépôt à *Torgau*, ville-forteresse des bords de l'Elbe dont la situation centrale — au sud-ouest de Berlin — permettrait de ravitailler les camps se trouvant au nord-est du fleuve, soit un peu plus de 750.000 prisonniers de guerre. Mais la situation étant devenue trop incertaine dans le secteur de Torgau, le CICR, en fin de compte, dut renoncer à constituer de ce dépôt.

C'est dans le port de *Lübeck*, offert par les Autorités allemandes, que vinrent aborder les bateaux assurant dans la Baltique le service de navette entre la Suède et l'Allemagne. Lübeck devint un centre important du ravitaillement du CICR dans les camps du nord. Un délégué envoyé spécialement par le CICR contrôlait le déchargement des marchandises, qu'il réexpédiait aux prisonniers de guerre de chaque nationalité suivant les indications fournies par la délégation de Gøteborg.



Le réacheminement se faisait au moyen de camions mis par le CICR à la disposition de ses délégations en Allemagne, ou par chemin de fer, dans la mesure du possible. Le dépôt de Lübeck desservit ainsi les camps des « Wehrkreise » II, III, IV, VI, IX, X, XI.

Les envois de Suisse furent dirigés, à partir de mars 1945, sur le Stalag VII A, à *Moosburg* (Bavière). Ce camp pouvait encore être atteint soit par rail, soit éventuellement par la route, et il devint le grand entrepôt central des secours répartis entre différents camps du sud de l'Allemagne <sup>1</sup>.

*Ravensburg*, situé au nord-est du lac de Constance, à environ 15 km. de la frontière suisse, fut à la même époque un centre de distribution de première importance. Un entrepôt très bien équipé recueillit les secours qui parvenaient par deux voies ferrées : l'une passant par Constance, l'autre par Bregenz. A défaut du transport par rail, le ravitaillement put se faire par route. De Ravensburg, les camions rayonnèrent dans un secteur de 300 km., alimentant les camps de prisonniers de guerre et les camps de concentration. A cet effet, le délégué du CICR avait créé un stock « pool ». Malgré le changement survenu dans la situation militaire, le centre de Ravensburg continua d'avoir, en mai, une importance capitale pour l'approvisionnement des prisonniers de guerre du territoire avoisinant, non encore occupé par les Alliés, ainsi que pour celui des prisonniers libérés, dont le rapatriement se heurtait à de grandes difficultés.

Une action similaire commença, pendant la deuxième quinzaine d'avril, à *Landeck* dans le Tyrol, à proximité du col de l'Arlberg. Des colonnes de prisonniers de guerre, évacués par les Autorités allemandes de Basse et Haute-Autriche, se dirigeaient vers le Tyrol et vers les régions de Passau et de Braunau. Un délégué du CICR constata la présence de quelques milliers de prisonniers à Landeck (camp dépendant précédemment du Stalag XVIII C, à Markt-Pongau). Le contenu de deux trains-blocs put être emmagasiné dans le village. Le CICR désirait y accomplir une action d'envergure, mais ses camions

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet, page 97.

purent difficilement circuler dans cette région montagneuse, dont les routes étaient non seulement très rares mais aussi en très mauvais état. En juin, les stocks amenés à Landeck par trains-blocs avaient été entièrement distribués et le centre fut fermé, car de nouveaux envois par trains-blocs ou par camions étaient devenus impossibles.

## § 5. LE PROBLÈME DE LA DISTRIBUTION PAR NATIONALITÉS

Dès le début de l'activité de secours, les donateurs avaient subordonné l'envoi des dons individuels et collectifs qu'ils confiaient au CICR à une condition indispensable : ceux-ci devaient être répartis par nationalités entre les prisonniers de guerre. Or, ce principe souleva, pour certaines nationalités, des problèmes extrêmement complexes.

### a) *Prisonniers de guerre polonais*

Les Puissances détentrices considéraient comme prisonniers de guerre polonais les officiers et les soldats que l'armée allemande avait capturés sur le front germano-polonais en 1939-1940. En conséquence, tous les hommes ayant combattu dans l'armée Ridz-Smigly étaient réputés polonais, y compris les « Volksdeutsche », les Ruthènes et les Ukrainiens qui possédaient la nationalité polonaise depuis 1918. C'est pourquoi le CICR ne put fournir aux donateurs ukrainiens et ruthènes des précisions sur les lieux d'internement de ces groupes ethniques et sur le nombre de leurs ressortissants, et qu'il dut les prier de se résigner à ce que les distributions fussent faites indifféremment à tous les prisonniers de guerre désignés par l'Axe comme polonais.

Après la campagne de 1939, près de 400.000 hommes purent gagner la France par la Roumanie et l'Italie encore neutres. Une armée polonaise fut reconstituée en France sous le commandement du général Sikorski et combattit désormais sur le front franco-allemand. En outre, une partie des quelques dizaines

de milliers d'ouvriers polonais qui travaillaient en France avant la guerre, notamment en qualité de mineurs, avaient été mobilisés comme Français. D'autres enfin se joignirent à l'armée Sikorski. Ainsi, après la campagne de France de 1940, il y avait en Allemagne trois sortes de prisonniers polonais : les Polonais capturés au cours de la campagne de Pologne, ceux de l'armée française et ceux de l'armée Sikorski.

Les Autorités militaires allemandes décidèrent de considérer comme prisonniers polonais les Polonais capturés sur le front de l'Est (Ostpolen) et comme prisonniers français les Polonais provenant du front de l'Ouest (Westpolen), qu'ils eussent appartenu à l'armée française ou à l'armée Sikorski. Cette mesure, simple en apparence, fut toutefois l'origine de maintes confusions. Lorsque les Polonais de l'Ouest se trouvaient en petit nombre dans des camps de prisonniers français, l'homme de confiance français leur attribuait des secours au même titre qu'à ses compatriotes. Lorsqu'ils formaient des groupes importants, ils nommaient des hommes de confiance qui pouvaient réclamer une part des secours destinés aux Français. Ce point de vue était admis par les Autorités françaises. Mais les Polonais de l'Est qui, en 1940 et 1941, ne recevaient pas de colis, ne trouvaient pas équitable que leurs compatriotes fussent au bénéfice de secours, alors qu'eux-mêmes n'en touchaient point. En revanche, à partir de 1943 et jusqu'à la fin de 1944, les « Polonais de l'Est » furent seuls à bénéficier des colis standard de la Croix-Rouge américaine commandés par des associations humanitaires polonaises aux Etats-Unis, et ce furent les « Polonais de l'Ouest » qui présentèrent des réclamations au CICR.

Le CICR proposa à plusieurs reprises aux Autorités allemandes de réunir les « Ostpolen » et les « Westpolen », et de créer un seul groupe national où tous les Polonais seraient soumis aux mêmes conditions et recevraient les mêmes secours collectifs. Les Autorités militaires allemandes refusèrent toutefois de revenir sur les mesures générales qu'elles avaient prises et persistèrent durant toutes les hostilités à considérer le prisonnier de guerre comme étant du pays dans l'armée duquel il servait au moment de sa capture.

## b) *Prisonniers de guerre britanniques*

La Croix-Rouge britannique n'établissait aucune discrimination entre les divers ressortissants de l'Empire. Elle ne tenait compte des nationalités que dans certains cas particuliers, par exemple, pour la composition des colis spéciaux destinés aux prisonniers indiens. En outre, elle assimila les marins de la marine marchande britannique, quelle que fût leur nationalité, à ceux de la marine de guerre. Comme les Autorités militaires allemandes et italiennes attribuaient à ces équipages, en matière de secours, la nationalité représentée par le pavillon du bateau sur lequel ils servaient, cette décision ne fut la source d'aucune difficulté. Ainsi, dans un des camps de marins, où étaient représentés 54 nationalités différentes, les prisonniers étaient considérés comme des sujets britanniques et participaient tous aux secours collectifs.

Au début de 1943, l'on vit arriver dans les camps d'Allemagne et d'Italie des groupes de prisonniers provenant des « Forces libres », unités formées en exil et composées de soldats français, tchécoslovaques, yougoslaves, norvégiens, grecs, etc. Ces prisonniers furent mêlés aux prisonniers britanniques et américains. A leur sujet, la Croix-Rouge britannique fournit au CICR les renseignements que voici :

« Seront considérés comme britanniques, du point de vue des secours, les prisonniers de guerre suivants :

1. Ceux qui ont prêté serment d'allégeance à Sa Majesté britannique et qui, de ce fait, font légalement partie des forces armées britanniques.

Dans cette catégorie sont compris :

a) ceux qui n'ont prêté serment qu'à Sa Majesté (p. ex. le personnel naval français qui entra dans la Marine royale en 1940, la Section belge de la Marine royale et des personnes de diverses nationalités qui ont pu être incorporées dans les Forces de Sa Majesté britannique).

b) Les membres des Forces nationales alliées qui ont prêté serment à leur propre Etat et se sont en outre enrôlés dans

les Forces de l'air belges et tchécoslovaques, mais qui sont aussi membres de la « Royal Air Force Volunteer Reserve ».

2. Les membres des Forces alliées reconstituées avec l'aide britannique et sous cette autorité depuis l'occupation de leur territoire national, soit les forces armées de terre, de mer et de l'air des Gouvernements alliés établis temporairement en Grande-Bretagne.

Les prisonniers de cette dernière catégorie ne seront mis sur le même pied que les Britanniques, pour les envois de vivres et de vêtements, que dans la mesure où les Puissances détentrices les sépareront de leurs compatriotes faits prisonniers lors de la défense de leur pays ».

### c) *Prisonniers de guerre français*

Les Autorités et la Croix-Rouge françaises adoptèrent le même point de vue que la Croix-Rouge britannique, à savoir que tout soldat fait prisonnier en combattant sous le drapeau français devait être ravitaillé à l'égal d'un prisonnier français. Une distinction ne fut établie qu'en faveur des troupes coloniales. A la suite d'interventions du CICR, en effet, les Autorités allemandes, pendant les années 1942 et 1943, réunirent la plupart de ces hommes dans des « Frontstalags » en France, pays dont le climat leur convenait mieux. Le service qui répartissait les dons, soit la Direction générale des prisonniers de guerre à Lyon, connaissait ces camps et leur attribuait en premier lieu les dons offerts par l'Afrique du Nord (Croix-Rouge d'Alger, Croix-Rouge française au Maroc et Fraternité de Guerre à Rabat), par l'Afrique Orientale française ou par des donateurs français en Egypte et en Syrie.

Ces envois contenaient, outre les marchandises habituelles, du kouskous, des dattes, des figues sèches, etc., et ils étaient pour la plupart distribués dans les emballages originaux. Il fut enfin nécessaire de prévoir, pour les prisonniers français d'origine coloniale, des suppléments de secours collectifs, remplaçant les colis familiaux que recevaient assez réguliè-

rement les prisonniers français originaires de la métropole. En effet, la plupart des familles sénégalaises et marocaines n'étaient guère en mesure de préparer des colis familiaux et de les expédier dans les camps. Dans ce cas encore, les dons groupés venant d'Afrique furent très utiles.

La plus importante des questions relatives aux distinctions entre prisonniers de guerre français fut celle du traitement des soldats appartenant aux Forces alliées reconstituées du général de Gaulle, appelées plus tard Armée du Comité de libération nationale, et enfin, Armée du Gouvernement provisoire de la République Française. Les premiers effectifs importants de prisonniers de cette catégorie furent annoncés au CICR en 1943. Les Autorités italiennes estimèrent que ces hommes formaient une catégorie spéciale de prisonniers français les « Gaullisti ». Les Autorités allemandes, en revanche, firent savoir au CICR qu'elles considéreraient les prisonniers de guerre gaullistes comme des Britanniques ou des Américains. Cette différence de principe n'entraîna toutefois aucune conséquence fâcheuse en matière de ravitaillement ; les Autorités britanniques, en effet, acceptèrent de faire ravitailler par le CICR, au même titre que les ressortissants de l'Empire, les membres des Forces françaises reconstituées, qu'ils fussent annoncés dans les contingents britanniques ou comme gaullistes.

d) *Prisonniers de guerre tchécoslovaques, yougoslaves, grecs, hollandais et norvégiens*

Les prisonniers de guerre tchécoslovaques avaient des origines diverses :

1. *Volontaires dans l'armée britannique.* Un nombre important de ressortissants tchécoslovaques se trouvaient dans la « Royal Air Force ».

2. *Volontaires dans l'armée américaine.* Leur nombre ne fut jamais connu, d'autant moins que l'armée américaine comptait

beaucoup de soldats originaires de Tchécoslovaquie et devenus citoyens des Etats-Unis.

3. *Volontaires dans l'armée française.* Une grande partie des volontaires étrangers de l'armée française étaient réunis dans la Légion étrangère.

4. *Ressortissants tchécoslovaques dits « Volksdeutsche ».* Considérés depuis l'annexion de 1939 comme des ressortissants allemands, ils furent, lors de la mobilisation, incorporés dans l'Armée allemande et surtout dans les Waffen SS. En captivité, ils étaient secourus à titre de prisonniers de guerre allemands.

La situation des Slovaques était moins claire. Les uns combattirent avec les armées des Nations Unies et les autres contre elles. Leur cas rentre donc dans le problème général des partisans.

Les Tchécoslovaques en service dans les armées française, britannique et américaine furent secourus comme tous les étrangers incorporés dans ces armées. Ceux qui faisaient partie des Forces alliées reconstituées furent traités selon les principes adoptés par le Gouvernement britannique et indiqués plus haut.

Ces remarques sont valables pour les Yougoslaves, les Grecs, les Norvégiens et les Hollandais se trouvant dans les armées française, britannique et américaine.

#### e) *Isolés de nationalités diverses*

Dans toutes les armées en campagne se trouvaient de petits groupes ou des individus de nationalités diverses. Des Espagnols, des Portugais, des Turcs, des Suisses, des Arméniens, des Egyptiens, des Suédois, ainsi que des apatrides, combattirent avec les armées française, britannique, américaine, italienne et allemande. En général, ils étaient ravitaillés au même titre que leurs camarades d'armes lorsqu'ils avaient été faits prisonniers. C'est surtout au sujet de l'envoi de colis individuels nominatifs et de colis familiaux qu'ils s'adressèrent au CICR, le priant de les mettre en contact avec des donateurs et réclamant des secours de légations, de consulats ou d'associations humanitaires les plus diverses.

La situation des internés civils provenant des pays de l'Amérique latine était aussi très confuse, d'autant plus qu'un grand nombre de Colombiens, de Guatémaltèques, de Péruviens, de Haïtiens, pour ne citer que quelques exemples, étaient d'origine européenne et le plus souvent des Israélites d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Roumanie et de Pologne qui avaient pu acquérir ces nationalités. Là encore, les difficultés principales portèrent sur les secours individuels.

f) *Prisonniers de guerre hongrois, roumains et bulgares*

Les ressortissants mobilisables de ces trois pays se trouvèrent, pendant les premières années de la guerre, aux côtés des armées allemande et italienne (s'ils suivaient la politique officielle de leur gouvernement) et ils constituèrent, parmi les prisonniers de l'Axe, des groupes distincts qui furent secourus par leur consulat ou leur légation. Le CICR intervint à plusieurs reprises auprès de la Croix-Rouge allemande, afin qu'elle fournît elle-même des secours à ces prisonniers lorsqu'ils étaient isolés ou en petits groupes.

Toutefois, avant même le revirement politique de ces pays, certains groupes de leurs ressortissants décidèrent de combattre pour la cause alliée. Dans ce cas, le problème de leur ravitaillement était le même que pour les partisans de toutes nationalités.

g) *Partisans*

Il est extrêmement difficile de donner des indications précises sur ce qui fut fait par le CICR pour secourir les partisans. L'aide aux partisans en captivité était subordonnée à leur traitement par la Puissance détentrice. Lorsqu'ils s'étaient engagés dans les armées alliées, ils étaient traités comme les membres de ces armées. Lorsqu'ils appartenaient à des groupes militaires ou paramilitaires formés dans le pays même, ils étaient considérés par les Autorités militaires allemandes, en cas de capture, comme des détenus politiques. Du point de vue des secours, leur situation était celle des détenus des camps de concentration et des prisons sous contrôle de la police : ils ne purent géné-



ralement être connus, ni par conséquent secourus par le CICR, sinon pendant les derniers mois de la guerre <sup>1</sup>.

Parmi les internés de statut non défini, il faut citer un groupe particulièrement nombreux, celui des internés militaires italiens, appelés « Badoglistes ». Ces hommes ne furent pas, en général, envoyés dans les camps de concentration. Rattachés administrativement aux camps de prisonniers de guerre, ils ne purent pas, toutefois, être secourus au même titre que des soldats réguliers. <sup>2</sup>

#### § 6. ARRIVÉE DE SECOURS DANS LES CAMPS DE PRISONNIERS DE GUERRE

En *Allemagne*, la plupart des prisonniers de guerre étaient concentrés dans des camps répartis en 17 secteurs (Wehrkreise). En avril 1944, leur nombre total, sans compter les prisonniers soviétiques, s'élevait à 1.850.000 hommes dépendant de quelque 60 camps pour sous-officiers et soldats, ainsi que de 25 camps réservés aux officiers et à un petit nombre d'ordonnances. En principe, le camp comprenait un centre administratif, où travaillaient 10% environ des prisonniers de guerre et les hommes de confiance de chaque nationalité. Les autres prisonniers étaient dans les nombreux détachements de travail qui dépendaient du camp principal, dont ils étaient parfois éloignés de plusieurs centaines de kilomètres. Une infirmerie, ainsi qu'un ou plusieurs hôpitaux, étaient également rattachés au camp. Certains grands camps abritant plusieurs milliers de prisonniers comprenaient un camp de base et plusieurs camps appelés « Zweiglager ».

Les Autorités allemandes tentèrent de grouper les prisonniers selon leur nationalité, mais n'y réussirent que partiellement. Certains camps furent réservés aux membres de la marine et de l'aviation ; ce fut, par exemple, le cas au Stalag Luft III, situé aux environs de Sagan-sur-le-Boder, en Basse-Silésie.

---

<sup>1</sup> Voir page 77.

<sup>2</sup> Voir page 71.

Les aviateurs américains et britanniques, y compris ceux des Dominions, y furent concentrés dès son ouverture en 1942. En juin 1944, le camp comprenait 12.898 aviateurs.

Responsable des distributions de secours à des milliers de prisonniers, l'homme de confiance avait très souvent une tâche écrasante, tâche qui n'était pas toujours en rapport avec son expérience ou son grade. Ainsi, un étudiant de 26 ans, caporal dans l'armée française, fonctionna comme homme de confiance pour 26.000 hommes, dont il assura le ravitaillement durant toute la guerre. Dans le plus grand camp britannique, le Stalag 344, l'homme de confiance était un « Warrant Officer », militaire de profession, qui dirigea le ravitaillement complet de 50.000 prisonniers.

Les hommes de confiance devaient organiser, à partir du camp de base, le ravitaillement de centaines de détachements de travail et de leurs camarades en traitement dans les hôpitaux. Des dépôts intermédiaires de vivres et de tabac durent être créés pour faciliter ces distributions. Les prisonniers français étaient ravitaillés par quelques camions que la Croix-Rouge française avait mis à leur disposition.

L'effectif des prisonniers dans les hôpitaux était régulièrement communiqué au CICR, et les secours qui leur étaient destinés étaient envoyés à l'homme de confiance du camp, avec l'indication de l'hôpital auquel les envois devaient être intégralement délivrés. En ce qui concerne les infirmeries et les hôpitaux, dont l'effectif, et parfois même l'existence, n'étaient pas connus du CICR, l'homme de confiance disposait de l'ensemble des envois qui lui avaient été adressés à cet effet et les répartissait au prorata du nombre des malades ou blessés. Les prisonniers tuberculeux furent, autant que possible, soignés dans des lazarets spéciaux. L'alimentation jouant un rôle primordial pour le traitement de ces malades, les rations de base fournies par les Autorités allemandes furent heureusement complétées par les envois de sucre, de miel, de lait en poudre, de graisse et de riz, ainsi que par les paquets de vivres ordinaires. De l'huile de foie de morue, provenant de l'Afrique du Sud, ainsi que des extraits de levain fortement vitaminés furent également distribués aux prisonniers tuberculeux. De plus, la Croix-

Rouge britannique fit remettre à chacun d'eux 6 onces de bananes séchées et autant de riz par semaine.

Une attention particulière fut accordée à l'envoi de secours aux prisonniers punis disciplinairement, qui purgeaient leur peine dans les grandes prisons de Torgau, Graudenz ou Germerheim. Ils étaient soumis au même régime que les soldats allemands punis disciplinairement et ne pouvaient, par conséquent, recevoir que des vêtements. Comme leur nourriture était insuffisante, le CICR intervint auprès du Gouvernement allemand pour qu'ils pussent participer également aux secours en vivres. Les démarches à ce sujet ayant finalement abouti en juillet 1944, chaque détenu de ces prisons put recevoir dès ce moment un colis par mois.

Les hommes de confiance étaient en relation constante avec les délégués du CICR et pouvaient de la sorte être orientés sur toutes les questions ayant trait aux distributions, au droit de propriété des secours, etc. Leurs lettres donnaient la mesure de leurs inquiétudes et, tout en fournissant des renseignements utiles et divers, elles suggéraient des solutions pour remédier aux difficultés qu'ils rencontraient dans l'accomplissement de leur tâche.

Si la question des distributions de vivres put être résolue, entre 1939 et 1942, il n'en fut pas de même pour la distribution des vêtements. Voici quelques remarques, puisées au hasard dans des rapports de visites de camps en 1942 :

« Le délégué informe le CICR que, lors de ses visites aux camps, il a constaté que la question des vêtements pour prisonniers de guerre est grave... Le matériel de réparation manque partout... Les effets d'habillement provenant du butin de guerre ou d'envois collectifs sont retirés aux prisonniers qui désirent recevoir des effets de leurs familles... Même pour les prisonniers de guerre britanniques, les souliers ne sont plus distribués... Dans les détachements de travail, l'employeur doit fournir des souliers de travail lorsque les souliers sont devenus inutilisables... Bien des employeurs n'en trouvent pas... Les prisonniers français portent toujours les mêmes pantalons... La question des chaussures est la plus épineuse...

Le 90% des hommes des détachements de travail ne possèdent qu'une paire de chaussettes... Selon l'homme de confiance, les prisonniers n'ont aucune couverture allemande... 20% des prisonniers n'ont pas de couverture... 33% n'ont qu'une couverture... 47% en ont chacun deux... Depuis une année et demie l'homme de confiance lutte sans cesse et sans succès pour obtenir des couvertures nouvelles à la place des vieilles ».

Les hommes de confiance transmettaient également au CICR leurs préoccupations au sujet du marché noir et du remplacement des stocks détruits par les bombardements aériens. L'homme de confiance belge du Stalag XI B, par exemple, écrivait en date du 11 octobre 1943 :

« Dans tous les détachements agricoles, les colis canadiens de la distribution de septembre ont été retirés. Cette mesure, prise à titre exceptionnel, s'est étendue à tous les détachements du Stalag. Elle se justifiait par les considérations suivantes :

1. Il est notoire que, dans les détachements de travail agricoles, les conditions alimentaires sont bien meilleures que dans maints détachements industriels. Le millier de colis de vivres canadiens récupérés en septembre étaient destinés à fournir à certains détachements de travail industriels particulièrement délaissés, ainsi qu'aux nécessiteux, un supplément de vivres qui leur est nécessaire. La connaissance précise que nous avons des conditions alimentaires de chaque détachement nous permet de connaître les besoins réels de certains camarades.

2. Lors de leur visite en août dernier au Stalag XI B, les délégués du CICR nous ont fait remarquer qu'il était opportun en principe d'établir une différence entre détachements agricoles et industriels, du point de vue des secours en vivres, les produits contenus dans les colis canadiens et américains faisant, de la part des prisonniers des détachements agricoles l'objet d'un commerce noir qui dépasse parfois les limites de la dignité, choses que nous avons constatées depuis longtemps. Nous nous sommes inspirés de ce conseil. Si le détachement 1443 se sent particulièrement lésé par le retrait des colis

canadiens de septembre, c'est parce qu'il s'y pratique justement un commerce noir important. »

Ce rapport prouve que les hommes de confiance, parfois conseillés par les délégués, intervenaient pour empêcher les abus. Ces interventions avaient pour effet de maintenir une bonne discipline entre les prisonniers et d'empêcher les Autorités détentrices de prendre des décisions subites et néfastes.

*Bombardements.* — Dès 1943, la vie dans la plupart des camps en Allemagne fut bouleversée ou tout au moins fortement influencée par les bombardements aériens, qui détruisirent de nombreux stocks de secours. Les hommes de confiance des camps atteints par les bombardements s'adressèrent au CICR pour l'envoi de secours et pour la reconstitution des stocks indispensables.

*Suppression des réserves dans les camps.* — Cette question, extrêmement importante, a déjà été traitée au chapitre concernant les problèmes relatifs aux prisonniers alliés de toutes nationalités et à l'ensemble des camps en Allemagne. Il est impossible de citer à ce sujet tous les appels des hommes de confiance des camps de base et des détachements de travail. Les prisonniers se rendirent parfaitement compte que cette mesure risquait de porter atteinte à leur santé, voire à leur vie, vers la fin de la guerre, lorsque les communications devinrent de plus en plus mauvaises.

Pour donner une impression de la vie dans les camps, nous complétons cet exposé par des extraits de la correspondance échangée entre l'homme de confiance français du Stalag X A, Schleswig et le CICR. Ce camp comptait plus de 20.000 prisonniers français et des groupes importants de prisonniers d'autres nationalités alliées. Par rapport à l'ensemble des camps en Allemagne, il peut être considéré comme moyen. Les distributions de secours s'y faisaient d'une manière généralement satisfaisante, mais il fallait compter avec les difficultés que nous connaissons.

*Homme de confiance au CICR (5 octobre 1941).*

Des remaniements et une sensible diminution de l'effectif des prisonniers français à l'intérieur du Stalag font que la grande majorité des détachements de travail, qui en dépendent encore, sont agricoles. L'envoi de biscuits, autrefois de première nécessité, n'est plus d'importance majeure. Ces biscuits, dès qu'ils formaient un excédent, étaient livrés aux détachements industriels, lesquels ne sont plus actuellement qu'une minorité. Le CICR est donc prié de diminuer les envois en biscuits, de même que tous les envois en général.

*Homme de confiance au CICR (13 novembre 1941).*

Tous les envois de la Croix-Rouge sont répartis entre le camp, les détachements et les lazarets. D'autre part, la correspondance échangée avec les détachements permet à l'homme de confiance de connaître les plus déshérités; il lui est possible dans ses répartitions de les favoriser.

*Homme de confiance au CICR (18 mars 1942).*

Un incendie ayant détruit de fond en comble le cantonnement de l'un des détachements du camp, 21 prisonniers français se virent dans l'impossibilité totale de sauver quoi que ce soit de leur garde-robe. Ils se trouvent actuellement dépourvus de linge et celui que leur fournira les Autorités allemandes ne remplaçant pas ce qui leur appartenait en propre, l'homme de confiance intervient en leur faveur. Le CICR est prié de porter leur situation à la connaissance des Autorités françaises, afin que, dans la mesure du possible, il leur soit adressé le nécessaire : chemises, caleçons, paires de chaussettes, pullovers, pantoufles.

*Homme de confiance au CICR (5 mai 1942).*

En ce qui concerne les vêtements, ils sont considérés comme insuffisants au camp et dans la plupart des détachements de travail. Au détachement de travail N° 605, une partie des prisonniers travaillaient dans les tanneries d'un atelier de cuir. Pour ce travail, il est impossible d'éviter de se mouiller les pieds. L'entreprise à fourni des bottes de caoutchouc à 20 prisonniers. Il n'a pas été possible de s'en procurer davantage par suite de la rareté du matériel. Il serait donc heureux que le CICR puisse mettre à la disposition du détachement de travail N° 605 une trentaine de paires de bottes en caoutchouc.

*Homme de confiance au CICR (23 juillet 1942).*

La plupart des wagons de colis des familles, en provenance de Lyon, arrivent en très mauvais état (colis écrasés, ouverts, etc.). Ceci semble provenir du manque de précaution au cours des manipulations subies par les colis au moment de leur chargement et pendant le voyage; le CICR est chargé de demander que des mesures soient prises en France pour remédier à cet état de choses.

*Homme de confiance au CICR (6 novembre 1942).*

Les malades du Stalag, de même que certains détachements industriels auraient un besoin évident d'une certaine quantité de lait. La Croix-Rouge française sollicitée précédemment en a fait un envoi nettement insuffisant pour parer aux premiers besoins. D'autre part, les prisonniers connaissent les difficultés auxquelles se heurte le ravitaillement en France. L'homme de confiance prend la liberté de s'adresser au CICR.

*Homme de confiance au CICR (18 mai 1943).*

Depuis décembre 1942, les Polonais légionnaires reçoivent des dons collectifs de la Croix-Rouge en même quantité que leurs camarades français.

*Homme de confiance au CICR (22 juin 1943).*

Conformément aux instructions du CICR du 15 janvier 1943, l'homme de confiance a expédié ce jour en gare de Genève-Cornavin un wagon de tous les emballages vides qui ont pu être récupérés jusqu'à ce jour. Tout le nécessaire sera fait afin que, d'ici peu, l'homme de confiance puisse expédier un deuxième wagon.

*Homme de confiance au CICR (26 août 1943).*

Le Bau- und Arbeitsbataillon 10 a été éprouvé par les bombardements de la région de Hambourg : vivres, vêtements, tout a été détruit. Le CICR est prié d'expédier d'urgence sur ce camp un wagon supplémentaire de vivres et les effets de secours prévus.

*Homme de confiance au CICR (15 mars 1944).*

L'homme de confiance accuse réception de 200 colis de lentilles transmis au camp pour le compte de la Croix-Rouge française de Beyrouth, à laquelle les prisonniers expriment toute leur gratitude. La quittance générale a été retournée par ailleurs au CICR.

*CICR (5 avril 1944).*

Les premières expéditions de colis en provenance du Maroc sont en cours.

Contrairement à ce qui s'était passé lors des envois du CICR de colis d'Algérie, ces colis marocains sont anonymes et à répartir par les soins des hommes de confiance des camps, aux prisonniers de guerre français nord-africains, dont ils ont le contrôle.

*Homme de confiance au CICR (14 novembre 1944).*

Par lettre du 30 octobre 1944, l'homme de confiance signalait au CICR la perte (par suite d'un bombardement) de 43 tonnes de marchandises destinées aux prisonniers de guerre français de Hambourg.

Pour secourir leurs camarades appartenant tous à des détachements industriels, les prisonniers ont immédiatement vidé leurs magasins et expédié à l'adresse des sinistrés 2 wagons : un de 2.116 colis américains, expédié le 4 novembre, parvenait dans le courant de la semaine suivante aux destinataires. Pas de nouvelles du second wagon. Ne possédant plus maintenant la moindre denrée en stock, il est dans l'impossibilité d'apporter quelques secours tant à ses camarades de Hambourg qu'à l'ensemble des prisonniers français du Stalag X A.

*Homme de confiance au CICR (28 novembre 1944).*

Le second wagon, dont il était question dans la lettre du 14 novembre de l'homme de confiance, est finalement parvenu à son destinataire, l'homme de confiance de la ville de Hambourg, le 22 novembre.

*Délégué du CICR (7 décembre 1944).*

Envois collectifs : Les Français ont reçu un colis américain par homme pour le mois d'octobre, et pour septembre  $\frac{1}{2}$  colis canadien par homme, mais seulement pour ceux qui travaillent dans les détachements industriels. Des sardines, des conserves de viande et de la pâte de fruits sont arrivés de la Croix-Rouge française pour les détachements industriels. L'ordre du Haut Commandement de l'armée allemande (suppression des réserves) est strictement appliqué dans ce camp. Cependant il a été promis de garder une réserve assez ample de conserves pour les malades.

*Homme de confiance au CICR (28 novembre 1944).*

La dernière répartition de colis américains a eu lieu en octobre dernier. A la suite des pertes signalées et à la cadence des arrivages actuels, en admettant qu'ils continuent, l'homme de confiance ne peut pas espérer procéder à une nouvelle distribution avant fin janvier 1945. Il donne un colis par homme tous les deux mois. La situation actuelle est extrêmement difficile, étant donné que, sur les 21.000 prisonniers français composant le Stalag X A, 8.500 travaillent dans l'industrie. Seule, une compensation rapide des pertes pourrait permettre d'apporter aux camarades un secours dont le CICR comprendra l'urgence. Un peu plus de 9 wagons sont nécessaires tous les deux mois pour assurer une répartition de un colis par prisonnier.

*CICR (12 janvier 1945).*

En ce qui concerne le ravitaillement des camps de prisonniers de guerre français, le CICR informe que d'importants envois sont parvenus qui sont en cours de répartition. Le CICR a fait envoyer de Lubeck 9 wagons de 637 cartons à 4 colis américains et un wagon de 644 cartons à 4 colis, au titre de la dotation des mois de septembre et octobre 1944.



Il informe l'homme de confiance qu'il reçoit de nouveau des vivres de France. Ces vivres ne sont plus en vrac comme c'était le cas précédemment, mais parviennent sous forme de colis standard de 5 kg.

*Réponse du CICR à la plainte formulée par un prisonnier de guerre au sujet des distributions peu équitables effectuées par l'homme de confiance de son camp (27 mars 1945).*

Le CICR signale que, d'une façon générale, le ravitaillement des prisonniers de guerre en Allemagne s'est très sérieusement aggravé ces derniers temps ; cet état de choses provoque nécessairement des perturbations dans les distributions mensuelles. En conséquence, il est fort possible que certains détachements ne reçoivent pas les vivres attendus, du fait que les camps de base eux-mêmes ne les reçoivent pas ou, tout au moins, ne les reçoivent qu'avec des retards considérables, pouvant atteindre plusieurs semaines ou mois.

Cette situation est due à l'interruption presque totale du trafic ferroviaire, interruption à laquelle le CICR cherche à remédier en expédiant des secours par camions. Le CICR n'épargne aucun effort pour continuer à assurer le ravitaillement des prisonniers de guerre de toutes nationalités dans des conditions extrêmement précaires et qui évoluent de jour en jour.

Une correspondance analogue pourrait, par exemple, être citée pour le Stalag 344, le plus grand camp de soldats britanniques internés en Allemagne, qui comptait, déjà en 1943, plus de 21.000 prisonniers de guerre. La correspondance avec ce camp fut très abondante, car la Croix-Rouge britannique pouvait faire distribuer un colis par homme et par semaine, ainsi que des quantités très importantes de vêtements.

\* \* \*

L'arrivée des secours dans les camps en *Italie* se faisait, à quelques détails près, selon le même système que pour les camps en Allemagne. Les difficultés que rencontra le CICR lors des distributions de secours étaient la conséquence des événements militaires <sup>1</sup>.

Il en fut de même pour la distribution des secours dans les pays balkaniques sous la dépendance de l'Axe, où les distri-

---

<sup>1</sup> Voir Partie I, chapitre 6, page 70.

butions de secours se faisaient en principe de la même façon qu'en Europe centrale, mais en rencontrant des difficultés provenant directement des opérations militaires.

Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, le CICR dut secourir, dès 1943, des aviateurs américains internés en *Roumanie*. Bien que leur nombre total ne dépassât pas 810 hommes, il fut aussi difficile de leur faire parvenir des secours que pour des milliers d'hommes réunis dans un même camp en Allemagne. Un télégramme de la délégation du CICR à Bucarest, le 24 août 1943, annonça la présence de 110 prisonniers américains, dont 69 blessés, sans habits appropriés à la captivité, et qu'il fallait pourvoir, en vue de l'hiver, en manteaux, souliers, sous-vêtements chauds, pullovers, gants, chaussettes, écharpes, en objets de toilette et en cigarettes. Le 7 septembre, le CICR put annoncer le départ de ces secours. Le 18 septembre, la délégation à Bucarest signala le transfert des prisonniers à Timis et la nécessité d'envoyer des vivres, la solde qu'ils touchaient ne leur permettant pas de se procurer la nourriture supplémentaire dont ils avaient besoin.

Le 20 septembre, le représentant de la Croix-Rouge américaine à Genève autorisa l'envoi de paquets pour convalescents, en plus des paquets de vivres. Le 10 novembre, le CICR put annoncer à Bucarest le départ d'un wagon de vivres adressés à la Croix-Rouge roumaine. Le 19 novembre, le CICR informa sa délégation à Bucarest que les vêtements étaient prêts, mais qu'ils n'avaient pas encore pu être expédiés à cause du manque de wagons. Le 22 novembre, le délégué à Bucarest télégraphia que les prisonniers américains étaient fort déçus parce que le wagon arrivé à Bucarest le 9 novembre ne contenait pas de vêtements ; la Croix-Rouge roumaine, constatant le retard dans l'expédition des vêtements, put néanmoins remettre aux prisonniers américains qui souffraient du froid, 120 manteaux, pantalons et chaussures, et 240 chemises, caleçons et essuie-mains, à titre de prêt jusqu'à l'arrivée des secours du CICR. Le même jour, le CICR put annoncer le départ d'un wagon de vêtements et de vivres.

Le 7 décembre, le délégué du CICR transmet un rapport sur ses visites au camp de Timisul de Jos et à l'hôpital de

Sinaia. Il demandait pour les prisonniers des articles de sport et des jeux, 120 brosses à dents et une seconde couverture pour chaque homme. Il signalait de plus que, parmi les prisonniers répartis entre Timis et Brosos, se trouvaient 5 prisonniers yougoslaves et 4 prisonniers britanniques ayant également droit à des envois réguliers. Il pria le CICR de préparer de nouveaux envois de secours.

En mai 1944, le délégué à Bucarest signala une augmentation régulière du nombre d'aviateurs américains capturés ; 14 des nouveaux arrivés, se trouvant dans les hôpitaux, avaient besoin de secours spéciaux. En avril 1944, l'effectif s'était accru de 145 aviateurs. Aussi le CICR annonça-t-il l'expédition de plusieurs wagons de secours. Mais les communications ferroviaires avec la Roumanie furent momentanément interrompues durant le mois d'août.

Dès le 20 septembre 1944, les prisonniers américains et britanniques furent libérés et rapatriés. Les stocks de Bucarest ne pouvant pas être transférés dans un autre pays, le CICR consulta le donateur, la Croix-Rouge américaine, qui autorisa le délégué à Bucarest à procéder à la distribution des secours, d'entente avec la mission américaine en Roumanie et la Croix-Rouge roumaine. Le 30 mars 1945, 25 % du stock furent remis à la Croix-Rouge soviétique en faveur des blessés soviétiques en Roumanie, et 75 % à la Croix-Rouge roumaine pour être distribués aux hôpitaux et à la population civile de Moldavie et de la Transylvanie du nord.

L'action de secours en *France occupée* (Frontstalag pour Français coloniaux, Polonais et quelques aviateurs britanniques en Belgique et en Hollande occupée) fut semblable à l'action entreprise en Allemagne. Quant à celle qui se déploya en *Grèce*, elle a été décrite au chapitre concernant l'action de secours dans les Balkans<sup>1</sup>.

Le CICR eut à étendre son action de secours aux camps de *Norvège*. On apprit, en 1943, que certains détachements de prisonniers polonais et yougoslaves, tombés aux mains des SS allemands et considérés jusqu'alors comme des détenus poli-

---

<sup>1</sup> Voir page 50.

tiques, avaient été « cédés » à la Wehrmacht ; ils pouvaient donc bénéficier du statut de prisonnier de guerre et recevoir des secours. Leur nombre s'élevait à 1.750 Polonais et 1.700 Yougoslaves, en nombres ronds, répartis dans des détachements de travail échelonnés du sud-est (Egersund) jusqu'au nord (Narvik). Les Yougoslaves avaient été capturés alors qu'ils combattaient dans des formations de partisans. En été 1943, le délégué qui put visiter des détachements constata qu'ils manquaient de sous-vêtements chauds, de chaussures, d'uniformes et de capotes, et qu'un secours en vivres s'imposait d'urgence. Le CICR, d'entente avec les donateurs d'outre-mer, préleva des secours sur les stocks yougoslaves et polonais reçus par l'intermédiaire de la Croix-Rouge américaine, et distribua un colis de vivres américain par homme et par mois.

Les hommes dont l'état de santé était particulièrement déficient reçurent en outre du riz, des haricots et des lentilles provenant des organisations de bienfaisance au Caire. On put envoyer aussi des vêtements, notamment aux malades et aux blessés dans les hôpitaux. Un petit stock fut constitué dans les locaux de la Croix-Rouge norvégienne à Oslo, pour être réparti au fur et à mesure des besoins. Enfin, une ration de 210 cigarettes par homme et par mois — équivalente à celle des prisonniers en Allemagne — fut également distribuée jusque dans l'extrême nord.

\* \* \*

*Prisonniers de guerre allemands et italiens.* — En général, les secours destinés aux prisonniers allemands et italiens dans les *pays d'outre-mer* leur parvenaient normalement et sans pertes notables, mais avec une extrême lenteur. De nombreuses demandes de secours n'arrivèrent à Genève qu'au bout de 3 à 4 mois, et certains convois circulèrent pendant 4 à 8 mois avant d'atteindre leur destination. Il en résulta de graves inconvénients, surtout quand il s'agissait de denrées périssables ou de médicaments impatientement attendus. C'est pour ces raisons qu'il fallut souvent demander aux délégués d'entreprendre

certaines actions de secours en faisant si possible des achats sur place.

D'une façon générale, la Puissance détentrice alliée distribuait des vivres et des vêtements en quantité suffisante. La plupart des hommes de confiance italiens et allemands déclarèrent que les prisonniers ne réclamaient pas de denrées alimentaires ; ils ne manquaient parfois que de légumes et de fruits frais. Ce qu'ils désiraient surtout, c'était des livres, des articles de sport et du matériel scolaire.

Dès le mois d'octobre 1939, le CICR dut s'occuper d'un petit nombre de prisonniers allemands internés en *Grande-Bretagne*. Les Autorités détentrices admirèrent et appuyèrent la création d'un comité de bienfaisance en faveur des prisonniers. Il comprenait des représentants de la Croix-Rouge britannique, de l'Association des Unions chrétiennes de Jeunes Gens, des Eglises et des organisations religieuses juives. Ce comité fournissait les objets indispensables aux prisonniers (brosses à dents, pâte dentrifice, savon, etc.), lorsque les cantines des camps ne pouvaient les fournir librement. Il créa aussi des centres de soins dentaires et fournit des troussees médicales, ainsi que certains instruments de chirurgie. En outre, il tenait le CICR au courant de son activité et lui signalait les demandes auxquelles il ne pouvait lui-même répondre.

Les prisonniers allemands et italiens en Grande-Bretagne touchaient la ration militaire des troupes britanniques et recevaient chacun un uniforme usagé, teint en brun ou vert, et marqué de signes distinctifs. Les secours en sous-vêtements étaient fournis assez régulièrement par des colis familiaux allemands et des envois de la Croix-Rouge allemande, effectués par la poste. Enfin un petit fonds, régulièrement alimenté auprès de la délégation du CICR à Londres et provenant de la Croix-Rouge allemande, servit à couvrir les besoins urgents des prisonniers blessés ou malades.

A la suite des opérations militaires en Afrique du Nord et en Italie, plusieurs camps de transit furent créés en Grande-Bretagne pour les prisonniers allemands qui attendaient d'être transférés aux Etats-Unis ou au Canada. Ils y arrivaient dans l'état où ils avaient été capturés ; venant de pays chauds, ils

portaient des uniformes légers et souffraient du froid. Comme la durée du transit était trop brève pour qu'on pût entreprendre des actions de secours en leur faveur, le CICR intervint auprès des Puissances détentrices pour qu'elles améliorassent la situation de ces prisonniers et, en même temps, auprès de la Croix-Rouge allemande pour lui demander d'envoyer, au plus vite, des uniformes d'hiver dans les pays où les soldats ressortissants du Reich étaient internés.

Le plus grand camp de prisonniers allemands au *Canada* était le camp 133 ; nous donnons ci-dessous un extrait de la correspondance concernant les envois d'uniformes :

*Lettre de la délégation du CICR à Ottawa (4 août 1942).*

Jusqu'en juin, il peut être communiqué que la plus grande partie des prisonniers de guerre de ce camp n'ont pas encore reçu de « paquets-type ». Les paquets arrivent très irrégulièrement et mettent 6 à 9 mois avant de parvenir à destination. La composition est bonne et bien appropriée. Dans beaucoup de cas, spécialement durant les derniers mois presque toute la pâte dentifrice manquait. Il faut la remplacer par de la poudre, les tubes de pâtes dentifrice n'étant pas autorisés.

*Lettre de l'homme de confiance allemand du camp 133 (10 août 1942).*

L'homme de confiance annonce au délégué qu'il y a dans ce camp environ 4.500 soldats de l'armée de terre, 500 marins de guerre et 500 aviateurs qui ont été faits prisonniers en Afrique du Nord, qui ne possèdent qu'un uniforme pour régions tropicales. Les conditions climatiques sont telles au Canada que des vêtements chauds sont nécessaires d'urgence.

*Lettre du délégué du CICR à Ottawa au chef du camp 133 (29 septembre 1942).*

Annonce envoi de peaux de chats (pour prisonniers de guerre souffrant de rhumatismes). Il est impossible d'envoyer des ceintures élastiques ou des articles qui contiennent de la gomme (ceintures herniaires et articles sanitaires pour malades), ceux-ci étant interdits. Cependant il expédie de la flanelle en ballots dans laquelle le chef de camp pourra couper les bandes nécessaires. Des bouillottes de caoutchouc et de métal ne peuvent être obtenues. Il faut beaucoup de temps pour ravitailler un si grand nombre de prisonniers de guerre (11.000). Le délégué fera l'impossible pour fournir du tabac et des cigarettes. Trois hommes seulement ont jusqu'à présent reçu des colis de la patrie.

*Lettre du CICR à la Croix-Rouge allemande (14 décembre 1942).*

Le tiers des paquets arrivèrent en mauvais état. Certains sans accusés de réception. Certains avaient été expédiés primitivement en Egypte et de là en Afrique du Sud, puis envoyés au Canada. Des centaines de colis doivent être réemballés au Canada ; les marchandises sont mêlées dans les sacs postaux.

Nouvel envoi de 605 uniformes, dont la plus grande partie est destinée au camp 133.

*Lettre de l'homme de confiance allemand du camp 133 (10 mars 1943).*

Les dons de Noël du Gouvernement allemand et de la Croix-Rouge allemande sont maintenant entièrement arrivés. 9.900 paquets de la Croix-Rouge allemande ont été distribués le 30 janvier aux soldats du camp. Tous les groupes de prisonniers travaillant en dehors du camp participèrent à la répartition. Au nom de tous les soldats, j'adresse mes profonds remerciements à la Croix-Rouge allemande. Une fois de plus nous avons pu être convaincus de la sollicitude de la patrie à notre égard.

A la date du 12 février 1945, le camp 133 comprenait 9 officiers et 13.313 soldats prisonniers de guerre.

Les actions de secours en faveur des prisonniers russes en Finlande et de ceux qui étaient en mains japonaises, sont exposées dans les chapitres consacrés aux « Conflits de l'Est européen » et au « Conflit d'Extrême-Orient »<sup>1</sup>.

## § 7. LA RÉPARTITION DES FRAIS

Durant les premières années de la guerre, les frais d'administration de l'œuvre de secours furent avancés par le CICR, qui se bornait à percevoir, pour le remboursement de ses débours, une commission de 2% sur les achats dont il était chargé par les donateurs.

Dès le début de 1942, cette œuvre de secours prit une telle ampleur et les frais d'administration augmentèrent à tel point qu'il apparut nettement que le CICR ne pourrait plus accomplir sa tâche au moyen de ses ressources ordinaires. Il devint donc

---

<sup>1</sup> Voir volume I, page 419 et 454.

nécessaire d'établir un plan pour couvrir ces dépenses, et une entente intervint, à cette fin, entre le CICR et les Sociétés nationales de la Croix-Rouge.

### *Etablissement d'une taxe.*

Il fut décidé que les frais entraînés par la manipulation des marchandises (qui provenaient en majeure partie d'outre-mer) seraient supportés par les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et que le CICR percevrait une taxe proportionnelle au poids des marchandises. Cette taxe fut perçue soit à l'arrivée en Suisse, quand les envois étaient faits en transit par ce pays, soit à Marseille, Toulon, Barcelone et Göteborg, quand ils étaient acheminés directement vers ces ports sans passer par la Suisse.

Le mode de calcul adopté était simple et équitable : le total des frais généraux divisé par le poids total des marchandises confiées au CICR déterminait le taux de la taxe par kilo (en principe, on devait établir des décomptes annuels, mais pour des raisons pratiques on dut adopter des périodes plus courtes) ; puis, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge étaient, sur la base du taux fixé, débitées au prorata des marchandises destinées aux prisonniers et internés de leur pays. Il en était de même pour les sociétés de bienfaisance et les donateurs privés.

Les Croix-Rouges britannique et américaine envoyant régulièrement au CICR de grandes quantités de secours pour des prisonniers et internés non britanniques ou américains, elles se déclarèrent prêtes, pour simplifier la comptabilité, à payer la taxe sur l'ensemble de leurs envois, quelle que fût la nationalité des bénéficiaires, à charge pour les Sociétés nationales de la Croix-Rouge des pays dont relevaient ceux-ci de les rembourser ultérieurement.

La taxe, fixée arbitrairement à fr. 0,04 et perçue dès le 1<sup>er</sup> janvier 1942, put, en cours d'année, être ramenée à fr. 0,015, grâce aux compressions de dépenses et à l'augmentation du volume du trafic. En 1943, elle s'éleva à fr. 0,02. En 1944, en raison de l'augmentation des frais, elle fut portée à fr. 0,05,



dépassant la charge des frais réels d'environ deux centimes par kilo. La taxe ainsi calculée permet de constituer une réserve pour la trésorerie du CICR. Les arrivages ayant diminué en 1945 et les frais s'étant encore élevés, du fait surtout que le transport par route devait être substitué au transport par chemin de fer, l'on dut percevoir, du 1<sup>er</sup> janvier 1945 au 30 juin 1946, une taxe de fr. 0,0635.

Le taux moyen de la taxe, de 1942 à 1946, fut de fr. 0,045 par kilo sur un tonnage total de 380.783.385 kilos. Le produit permit de couvrir des dépenses d'administration de plus de 17 millions de francs suisses.

Les difficultés de transférer les fonds revenant au CICR ont contribué à créer une situation peu satisfaisante. Le 30 juin 1947, diverses Sociétés nationales de la Croix-Rouge étaient encore débitrices de sommes importantes envers le CICR pour leur compte de taxe.

Les chiffres ci-dessous rendent compte de ces résultats :

A. — *Marchandises transportées et frais d'administration.*

Marchandises transportées :

|                |     |                    |
|----------------|-----|--------------------|
| 1942 . . . . . | kg. | 46.152.492         |
| 1943 . . . . . | »   | 104.037.810        |
| 1944 . . . . . | »   | 132.765.282        |
| 1945 . . . . . | »   | 97.827.801         |
|                | kg. | <u>380.783.385</u> |

Frais d'administration :

|                |     |                     |
|----------------|-----|---------------------|
| 1942 . . . . . | fr. | 520.670,50          |
| 1943 . . . . . | »   | 2.006.103,48        |
| 1944 . . . . . | »   | 3.690.974,30        |
| 1945 . . . . . | »   | 8.665.548,21        |
| 1946 . . . . . | »   | <u>2.309.027,13</u> |
|                | fr. | 17.192.323,62       |

B. — *Détail des dépenses.*

|                                                                                                                                                                                                                                                                 |                  | En % des dépenses<br>totales brutes. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------------------|
| Salaires administratifs . . .                                                                                                                                                                                                                                   | fr. 4.754.596,64 | 27,07                                |
| Salaires de manutention. . . »                                                                                                                                                                                                                                  | 2.680.302,32     | 15,60                                |
| Transports routiers . . . . »                                                                                                                                                                                                                                   | 2.505.073,02     | 14,57                                |
| Frais de transit dans les 24<br>entrepôts en Suisse . . . »                                                                                                                                                                                                     | 1.945.009,76     | 11,32                                |
| Construction d'entrepôts<br>provisoires, achat de mo-<br>biliers, machines, maté-<br>riel divers et leur instal-<br>lation. . . . . »                                                                                                                           | 1.691.358,15     | 9,84                                 |
| Loyers d'entrepôts divers<br>et amortissement de con-<br>cessions . . . . . »                                                                                                                                                                                   | 1.124.494,95     | 6,58                                 |
| Frais de camionnage . . . »                                                                                                                                                                                                                                     | 688.154,92       | 4,01                                 |
| Frais de la Division phar-<br>maceutique . . . . . »                                                                                                                                                                                                            | 690.864,57       | 4,02                                 |
| Frais divers (délégations<br>convoyeurs maritimes,<br>etc.) . . . . . »                                                                                                                                                                                         | 563.838,61       | 3,28                                 |
| Frais administratifs divers<br>de fonctionnement, tant<br>en Suisse qu'à l'étranger,<br>tels que frais de bureau,<br>fournitures diverses, frais<br>de missions, téléphones,<br>télégrammes, éclairage,<br>chauffage, assurances so-<br>ciales, etc.. . . . . » | 1.666.444,52     | 9,74                                 |
| Réserve pour imprévus sur-<br>venant à la liquidation <sup>1</sup> . »                                                                                                                                                                                          | 699.647,85       | 4,07                                 |
| Total brut : ( <i>à reporter</i> ) »                                                                                                                                                                                                                            | 19.009.785,31    | 110,10                               |

<sup>1</sup> Cette réserve a pour objet de couvrir toutes les dépenses connues et engagées avant le 30 juin 1946, celles que nécessite la liquidation de l'activité de secours au delà de cette date jusqu'à son achèvement, celles enfin qui ne sont pas prévues (litiges, réclamations tardives).

Un décompte de l'emploi de ces fonds sera fourni par le CICR à toutes les Sociétés nationales de la Croix-Rouge dès que la liquidation de l'ancienne activité de secours sera terminée.

|                                            |                   | En % des dépenses<br>totales brutes |
|--------------------------------------------|-------------------|-------------------------------------|
| Total brut : ( <i>report</i> ) . . .       | fr. 19.009 785,31 | 110,10                              |
| Recettes diverses <sup>1</sup> . . . . . » | 1.817.461,69      | 10,10                               |
| Dépenses nettes . . . . . »                | 17.192.323,62     | 100                                 |

En dehors des frais ci-dessus indiqués, il faut tenir compte des dépenses entraînées par la nécessité de reconditionner des colis arrivés en Suisse dans un état défectueux, ou des marchandises à la demande des donateurs. Les frais provenant de la main-d'œuvre et des fournitures nécessaires pour ce travail ne pouvaient pas être mis à la charge de la taxe. Aussi furent-ils débités directement aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge ou aux autres œuvres charitables directement intéressées.

Enfin, les frais de débarquement de marchandises à Gênes, Lisbonne, Marseille et Toulon ont été imputées directement au compte des Sociétés de la Croix-Rouge, selon la nationalité des bénéficiaires.

## § 8. L'ORGANISATION INTERNE

Dans le domaine de l'organisation des secours, le CICR ne possédait au début de la guerre qu'un service composé de deux personnes, qui, pendant la guerre d'Espagne, avaient été chargées des achats pour les victimes de la guerre dans ce pays <sup>2</sup>.

C'est ce service d'achats qui devint après quelques semaines le « Service de secours ». Il avait pour tâche d'obtenir des dons pour les prisonniers de guerre et internés civils, et d'assurer la transmission des secours matériels qui se faisait normalement à partir des pays belligérants à travers un ou plusieurs pays neutres. Comme les communications internationales fonctionnaient encore d'une façon relativement satisfaisante pendant les premiers mois de la guerre, le CICR eut recours aux services

<sup>1</sup> Ces recettes proviennent de la vente de constructions provisoires et du matériel divers, etc.

<sup>2</sup> Voir Rapport du CICR sur son activité afférente à la guerre civile d'Espagne.

de maisons commerciales spécialisées dans le domaine de la manutention et du transport des marchandises, en premier lieu à des transitaires. Cependant, différents achats en Suisse furent effectués, sur la demande des donateurs, par le Service de secours du CICR.

Après les campagnes de l'Europe occidentale, les demandes de secours adressées au CICR devinrent de plus en plus nombreuses. D'autre part, les restrictions de tout genre, notamment dans les pays occupés, rendaient nécessaires de nombreuses interventions du CICR qui, en fin de compte, dut prendre à sa charge certaines des activités qu'il avait auparavant déléguées à des transitaires.

L'augmentation de ces activités est illustrée par l'augmentation correspondante du personnel employé par le Service de secours du CICR : alors qu'il était composé de six personnes en 1939, il comprenait cinquante-deux personnes à la fin de l'année 1940. A cette époque, la répartition du travail se faisait de la manière suivante.

Le Service était divisé en trois sections : Section des Secours collectifs, Section des Secours individuels nominatifs, et Section pharmaceutique. On adjoignit deux sections à la Section des Secours collectifs : une Section dite « commerciale », qui devait se spécialiser dans toutes les questions d'achats, d'entreposage et autres problèmes techniques concernant la marchandise elle-même, ainsi qu'une Section appelée « transit », qui se spécialisa dans les questions de répartition et d'expédition. Ce sont ces deux Sections qui reprirent certains travaux auparavant confiés aux transitaires.

Alors que les envois de secours collectifs se développaient sans cesse, les envois de secours individuels, qui avaient une grande importance pendant les premiers mois de guerre, restèrent bientôt stationnaires et diminuèrent même à mesure que les communications en Europe devenaient moins sûres. En conséquence, l'organisation de la Section des Secours individuels nominatifs resta stable. Elle était composée d'un secrétariat dont dépendaient un bureau de correspondance pour la Suisse, un bureau de correspondance pour l'étranger, un bureau s'occupant des questions administratives, et un bureau chargé

du transit des colis, qui maintenait une étroite liaison avec les Postes.

La Section pharmaceutique travaillait en étroit contact avec la Commission mixte de secours, qui possédait le personnel qualifié pour procéder aux achats et au conditionnement des médicaments. La séparation de l'organisation des envois pharmaceutiques se justifia par la nécessité de disposer pour ce travail d'un personnel spécialisé en la matière (pharmaciens, chimistes).

Les expéditions se faisaient par les soins de la Division des Secours. Dès le 1<sup>er</sup> octobre 1942, le bureau dit du « Contrôle sanitaire pharmaceutique » fut dissous et remplacé par un service similaire, le Service de liaison pharmaceutique. Ce Service s'occupait également de secours en faveur des prisonniers de guerre britanniques et américains. Il existait donc à cette époque deux organismes parallèles : le Service de liaison pharmaceutique au CICR et le Service pharmaceutique, ce dernier rattaché à la Commission mixte de secours.

A la fin de l'année 1940, trois services distincts traitaient, sous une seule direction, les questions concernant les secours aux prisonniers de guerre, aux internés civils et aux populations civiles<sup>1</sup>. Au commencement de l'année 1942, en raison de l'extension des activités de secours à de nouveaux théâtres de guerre (Balkans, Afrique du Nord, guerre de l'Est), qui faisait surgir une quantité de questions de principe, le CICR fut amené à créer en outre un organe supérieur qui pût assumer une pleine responsabilité correspondant à celle d'un conseil d'administration. Cet organe était la Commission des Secours<sup>2</sup>.

En même temps, le Service des Secours pour les envois collectifs aux prisonniers de guerre et internés civils assimilés était constitué en une division, dont la direction était responsable

---

<sup>1</sup> Cette dernière activité fut reprise par la Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale dès sa création officielle, en juillet 1941 (voir page 391 et Rapport de la Commission mixte).

<sup>2</sup> Cette Commission des Secours avait déjà fonctionné dès l'automne 1940 comme organe de conseil officieux et fut présidée par un membre du CICR. Elle servait alors surtout à coordonner les actions de secours pour les prisonniers de guerre, d'une part, et pour la population civile, d'autre part.

envers la Commission des Secours de l'exécution des actions de secours collectifs.

Dépendaient donc de la Commission des Secours, à partir du commencement de l'année 1942, la Division des Secours (collectifs) et le Service des Secours individuels. En revanche, la Section de la Division des Secours qui, jusqu'en juin 1942, avait traité les questions techniques relatives aux transports et communications, fut transformée en division autonome, sous le nom de Division des Transports et Communications, et soumise elle-même à une Commission des Transports. Celle-ci joua le même rôle que la Commission des Secours et collabora étroitement avec elle.

La Commission des Secours se réunissait selon les nécessités ; le grand nombre de problèmes touchant à l'aspect général du domaine des secours nécessita l'établissement d'une liaison étroite entre tous les organes du CICR qui s'occupaient des secours aux victimes de la guerre (Division des Secours, Service des Secours individuels, Service pharmaceutique, Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale, Division d'assistance spéciale et, du côté technique, Division des Transports et Communications). Une branche du Secrétariat général du CICR assurait cette liaison ; elle était attachée au président de la Commission des Secours.

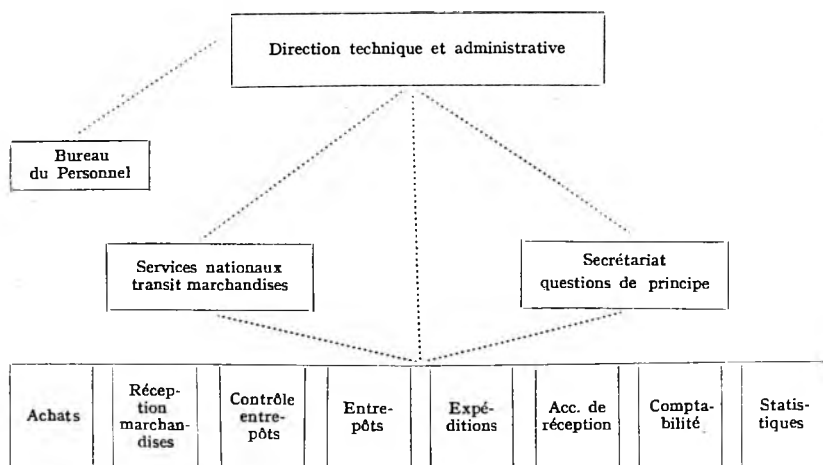
La principale action de secours du CICR consistait dans la transmission de vivres, tabac, vêtements et médicaments en colis standardisés ou en vrac. Il fut décidé de confier cette tâche à la Division des Secours, tandis que les secours dits individuels restaient le domaine d'un service autonome dépendant de la Commission de Secours. De même, les secours intellectuels furent traités par un service indépendant. Les envois pharmaceutiques restaient à la charge du Service pharmaceutique de la Commission mixte, pour tout ce qui touchait les questions de principe <sup>1</sup>. Au début de l'année 1944, les activités dans le domaine des secours pharmaceutiques prirent une telle

---

<sup>1</sup> Les envois standardisés de médicaments (trousses médicales, etc.) furent toutefois traités par la Division des Secours, qui transmet ces colis simplement aux camps de prisonniers de guerre selon les instructions des donateurs.

ampleur qu'il fut nécessaire de créer une Division pharmaceutique <sup>1</sup>.

Ainsi, après diverses périodes d'adaptation, l'organisation définitive de la Division des Secours du CICR se présentait comme suit :



### *La Division des Secours.*

La Division des Secours, dont les tâches étaient principalement la réception, la manutention, l'entreposage et la réexpédition de marchandises variées, ainsi que leur contrôle et leur administration, avait nécessairement, quoiqu'elle n'eût pas un but lucratif, la structure d'une entreprise commerciale ordinaire. Elle était appelée à devenir au cours de la guerre l'entreprise privée de transit la plus importante de toute l'Europe. Pour mener à bien sa tâche, elle dut faire appel à un personnel spécialisé dans le domaine commercial. Celui-ci, en retour, reçut une grande autonomie, c'est-à-dire que la Division des Secours avait le pouvoir de diriger, seule, l'exécution technique de l'activité de secours en faveur des prisonniers de guerre et internés civils, tout en soumettant les questions de principe à l'examen de la Commission des Secours.

<sup>1</sup> Voir plus bas, page 300.

La Direction était composée d'un directeur et d'un directeur-adjoint<sup>1</sup>. Elle dirigeait, coordonnait et surveillait l'activité de tous les services de la Division des Secours, aussi bien du point de vue technique et administratif que du point de vue de l'organisation.

Le Bureau du personnel était chargé de toutes les questions concernant le personnel, à savoir : engagements, licenciements, salaires, assistance sociale, aussi bien pour les employés que pour les ouvriers. Au point culminant de l'activité de secours, le personnel était composé d'environ 300 employés et 400 ouvriers.

Le secrétariat était chargé du traitement de toutes les questions de principe concernant l'activité de secours telles que correspondance et négociations avec les Autorités civiles et militaires, tant en Suisse qu'à l'étranger, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et leurs représentants en Suisse, etc.

Il y avait six services nationaux à savoir : américain, britannique, français, allemand, italien, et enfin le service dit « allié » groupant les nationalités suivantes : belge, grecque, norvégienne, polonaise, tchécoslovaque, soviétique, yougoslave et diverses.

La tâche uniforme de tous ces services, qui devaient assurer le transit des marchandises, était la tenue des livres de stocks et l'établissement des ordres d'expédition. De la même façon, il traitait les marchandises qui parvenaient dans les stocks de la Division des Secours par l'intermédiaire du Service des achats<sup>2</sup>.

Le Service « Réception des marchandises » signalait aux services nationaux et au service « Contrôle des entrepôts » les prochains arrivages de marchandises, qui lui étaient annoncés par copie des papiers d'accompagnement expédiés d'avance par avion. Cela permettait aux services nationaux de prendre leurs dispositions pour la répartition aux prisonniers des marchandises en question, tandis que le Service « Contrôle des entrepôts », à son tour, faisait préparer les emplacements nécessaires pour les stockages. Le Service de réception des marchandises était responsable de l'établissement des manquants.

Le Service « Contrôle des entrepôts » était chargé des tâches

---

<sup>1</sup> Dès mars 1946, elle ne comprenait plus qu'un directeur.

<sup>2</sup> Voir page 239.



suivantes : surveillance de la construction et de l'aménagement des entrepôts gérés par la Division des Secours ; relations avec des sociétés de ports francs ; répartition des arrivages sur les différents entrepôts ; négociations avec les autorités douanières suisses.

Le Service « Expédition » établissait tous les papiers accompagnant les envois de la Division des Secours, tels que lettres de voiture suisses et internationales, effectuait l'étiquetage des wagons, établissait les avis d'expédition à l'adresse des hommes de confiance des camps destinataires, ainsi que les formules de quittance devant être signées par ces derniers. En outre, il assurait la liaison avec les chemins de fer suisses et étrangers par ses représentants dans les gares de Genève, Bâle, Schaffhouse, Sankt-Margrethen, Buchs et Chiasso.

Le Service « Accusés de réception » triait les accusés de réception revenant des camps de prisonniers de guerre et d'internés civils, les contrôlait et en remettait une copie aux donateurs. Il était en outre chargé de rechercher les accusés de réception manquants et d'établir des doubles.

Le Service de Comptabilité comptabilisait les frais de la Division des Secours imputables à la « Taxe »<sup>1</sup>. Vu l'importance de ces frais et leur caractère nettement différent des autres dépenses du CICR, ce service ne dépendait pas de la trésorerie générale du CICR, qui n'agissait à l'égard de la Division des Secours qu'en tant que banquier.

Le Service « Statistique », enfin, établissait au moyen des fiches Watson des statistiques sur les arrivages et les expéditions des marchandises<sup>2</sup>, sur tous les aspects de l'activité de la Division des Secours et sur tous les mouvements des marchandises passant entre ses mains<sup>3</sup>.

L'organisation ainsi décrite fut maintenue jusqu'au 30 juin 1946. A partir de cette date, il fut nécessaire de séparer l'activité des diverses Sections de la Division des Secours collectifs, l'une d'entre elle s'occupant de la liquidation de l'œuvre de

---

<sup>1</sup> Voir page 290.

<sup>2</sup> Voir volume II, page 124.

<sup>3</sup> Voir quelques exemples au volume « Annexes ».

guerre de la Division <sup>1</sup>, l'autre traitant les nouvelles activités de secours selon un mode de financement indépendant <sup>2</sup>.

\* \* \*

### *La Division pharmaceutique.*

Dès le début de 1944, les actions de secours d'ordre médical et pharmaceutique aux prisonniers de guerre de toutes les nationalités s'intensifièrent à tel point que le CICR dut envisager une réorganisation du Service pharmaceutique. Sur la base d'un plan établi par l'administrateur-délégué de la Commission mixte, le Bureau du CICR décida, le 14 mars 1944, de fonder une « Division pharmaceutique » indépendante de la Division des Secours. Cette nouvelle division fut par la suite rattachée à la « Division médicale » fondée en janvier 1946.

Déjà en 1942, on avait prévu un organisme capable d'établir les programmes d'achats en Suisse et de susciter des dons. Ces efforts eurent pour résultat que des secours importants affluèrent au Service pharmaceutique, tout spécialement des secours en nature sous forme de produits divers à stocker. Dans ces conditions, il était nécessaire que la Direction de ce Service disposât d'une large autonomie et qu'elle pût, très rapidement, prendre toutes dispositions utiles pour faire face, en temps opportun, à telle ou telle situation.

Onze collaborateurs constituèrent le noyau du personnel de la Division pharmaceutique du CICR, mais à raison de l'activité qui se développait à un rythme accéléré, ce nombre s'accrut rapidement.

En août 1944, on comptait 24 collaborateurs et 7 manutentionnaires ; en janvier 1945, 39 collaborateurs et 10 manutentionnaires ; enfin, en avril 1945, l'effectif atteignit son maximum avec 58 collaborateurs dans les bureaux et entrepôts, dont 16 personnes étaient des travailleurs manuels.

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet le rapport sur la liquidation de la « Taxe », présenté par le CICR aux donateurs.

<sup>2</sup> Voir Partie I, chap. 10 et 11, pages 103 et 123.

Disons, pour terminer, que le CICR, par l'intermédiaire de ses services spécialisés, procéda à des achats de médicaments et de matériel sanitaire pour environ 2.700.000 francs suisses. D'autre part, on peut estimer que les secours médicaux conditionnés, pris en transit ou expédiés par le CICR, représentent un poids global de 1.900.000 kg.

\* \* \*

### *Le Service des Secours intellectuels.*

En raison de la nature des secours qu'il était appelé à distribuer et qui ne pouvaient être standardisés, et des relations qu'il entretenait avec des organisations auxiliaires non affiliées aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge, le Service des Secours intellectuels se distinguait très nettement des autres départements.

Il comprenait les organes suivants :

le *Secrétariat*, organe directeur du Service, qui traitait les questions de principe, établissait la liaison avec les autres organes du CICR, notamment avec les délégations, correspondait avec les Croix-Rouges et les Autorités nationales, contrôlait l'activité des Sections et distribuait le travail ; en outre, il représentait le CICR au sein du « Comité consultatif pour la lecture des prisonniers et internés de guerre » ;

les *Sections nationales*, qui recevaient et répondaient aux requêtes des prisonniers de guerre ; elles correspondaient avec ceux-ci autant que possible dans leur langue.

Les Sections étaient en liaison directe avec :

la *bibliothèque*, les *fichiers de contrôle*, la *section d'achats*, les *sections de transmission*, organes dans lesquels le travail était aussi organisé selon le critère de la nationalité des bénéficiaires.

Enfin, le Service des Secours intellectuels comprenait les services techniques centraux : la *manutention* et l'*emballage*,

ainsi que les *expéditions postales et ferroviaires*, qui, dans la pratique, étaient des subdivisions du Service d'expédition du CICR chargé de tous les transports de secours.

Dès le début de l'année 1946, les Sections nationales intéressant les pays alliés furent entièrement dissoutes. Le Service des Secours intellectuels conserva une structure semblable à celle du temps de guerre avec un personnel bientôt réduit à cinq collaborateurs.

---

## *Chapitre 2*

### **Secours individuels**

Un service spécial, le Service des secours individuels, s'occupa pendant toute la durée des hostilités des problèmes relatifs à l'expédition, à la transmission et à la réception de colis individuels nominatifs. Quant aux problèmes généraux relatifs au blocus, à l'acquisition de marchandises, aux transports maritimes et terrestres, aux distributions par les hommes de confiance, ils furent toujours traités de pair pour les secours collectifs et les secours individuels.

Seuls les problèmes propres aux secours individuels seront exposés dans ce chapitre.

#### *1. La question des étiquettes*

Par le système des « étiquettes », les Autorités militaires allemandes limitèrent l'envoi des colis individuels, en particulier de ceux qui, de Pologne occupée, étaient adressés aux prisonniers polonais. A cet effet, les commandants de camps distribuaient des étiquettes aux prisonniers, et ceux-ci devaient les envoyer à leurs familles ou à leur amis afin qu'ils les collent sur les paquets. Seuls les paquets portant une étiquette officielle étaient acceptés.

Sitôt après la conclusion de l'armistice franco-allemand, le Gouvernement français accepta que les Autorités allemandes introduisissent un système analogue pour les colis familiaux français destinés aux Français, prisonniers en Allemagne.

L'envoi des colis familiaux fut limité à 2 par homme et par mois dans les cas ordinaires et à 3 au maximum par privilège spécial. Enfin, les Autorités allemandes qui, sur la demande de CICR, avaient renoncé à appliquer le système des étiquettes aux colis des prisonniers polonais venant d'autres pays que la Pologne, soumièrent dès lors à cette obligation tous les pays expéditeurs. Elles étendirent plus tard ce système à tous les prisonniers alliés, à l'exception des prisonniers britanniques et américains.

Or, les familles de nombreux prisonniers habitaient les pays d'outre-mer et ne pouvaient se procurer dans un délai normal les étiquettes réglementaires. Tel était le cas des familles de Français en Afrique du Nord, de Belges au Congo, de Polonais, de Yougoslaves, de Grecs dans divers continents, et des familles de prisonniers originaires de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Amérique latine et de l'Afrique du Sud. Le système des étiquettes institué pour régler le trafic des colis entre des pays voisins devenait donc un obstacle à leur envoi lorsqu'il était appliqué aux donateurs lointains.

Après avoir tenté sans succès de s'opposer à l'introduction de ce régime, le CICR entreprit des démarches pour en limiter les inconvénients dans des cas particuliers et renseigna les expéditeurs et les destinataires qui n'avaient pas des notions claires à ce sujet. Sur l'initiative de la Croix-Rouge britannique, il demanda aux Autorités allemandes d'accepter que les familles résidant en Grande-Bretagne envoyassent à leurs parents prisonniers des colis sans étiquettes. Ces démarches n'aboutirent pas, mais les Autorités allemandes accédèrent, en revanche, au désir du CICR que des colis sans étiquettes fussent distribués aux prisonniers français et belges dont les familles résidaient dans les pays d'outre-mer.

En septembre 1942, la nouvelle se répandit que les colis pour les prisonniers hollandais n'avaient pas à être munis d'étiquettes. Elle était fondée sur une décision des Autorités militaires allemandes en Hollande, qui désiraient confier à la Croix-Rouge néerlandaise, placée sous leur contrôle, l'expédition de tous les colis aux prisonniers hollandais. Mais cette décision fut démentie par les Autorités militaires de Berlin, en juillet 1943.

Il s'ensuivit des confusions dans les camps, certains commandants ayant cessé de distribuer des étiquettes alors que les prisonniers ne pouvaient recevoir de colis qui n'en fussent pas munis, et dans les familles, qui n'étaient pas exactement informées.

Les prisonniers polonais furent les victimes d'un semblable malentendu : ils continuaient à adresser régulièrement leurs étiquettes au Comité de la Croix-Rouge polonaise à Varsovie alors que celui-ci avait été dissous par les Autorités militaires allemandes au début de 1942.

Le 27 septembre 1943, les envois de colis individuels aux prisonniers alliés furent soumis à une nouvelle restriction : les Autorités allemandes interdirent les relations postales entre les prisonniers polonais et leurs parents ou leurs amis en Grande-Bretagne. Cette interdiction s'appliquait aussi à l'envoi des étiquettes. Elle fut étendue plus tard aux prisonniers yougoslaves. En revanche, elle ne frappa guère les prisonniers polonais ayant combattu dans l'armée française (Westpolen) qui restaient autorisés, comme les prisonniers français, à envoyer de la correspondance et des étiquettes en Angleterre. Dans ces conditions, le CICR ne fut plus à même de transmettre à leurs destinataires les étiquettes qu'il continuait à recevoir de certaines catégories de prisonniers. Afin de les employer, il en munit alors les colis, bien peu nombreux au regard des demandes, qu'il avait à sa disposition.

A la même époque, le CICR apprit que les étiquettes faisaient dans les camps l'objet d'un trafic illicite. Afin de distribuer les quelques colis disponibles à Genève d'une façon aussi équitable que possible, il invita par circulaire les hommes de confiance à recueillir les étiquettes et à les envoyer groupées à Genève après les avoir contresignées. Il leur demanda, en outre, de ne pas lui transmettre un nombre d'étiquettes dépassant 10% de l'effectif de leur camp et de recueillir de préférence celles des prisonniers malades ou invalides. Enfin, le CICR parvint à obtenir l'autorisation d'envoyer à la Croix-Rouge britannique à Londres les étiquettes groupées des prisonniers yougoslaves, ce qui supprimait en partie les conséquences néfastes de l'arrêt des relations postales directes.

Des difficultés de même ordre surgirent après la libération de la France, lorsqu'un grand nombre de soldats allemands

demeurèrent prisonniers dans ce pays. Les Autorités françaises, craignant sans doute un afflux de colis familiaux, décidèrent de recourir au même système d'étiquettes pour l'envoi de colis individuels aux prisonniers se trouvant en leurs mains. Le CICR, qui n'avait jamais approuvé la décision des Autorités militaires allemandes de restreindre la liberté d'envoi de colis aux prisonniers, pria les Autorités militaires françaises de renoncer à ce système et de l'abroger là où il était déjà appliqué. Les Autorités françaises accédèrent à cette demande. Lorsque le trafic de colis postaux (en provenance, tout au moins, des zones d'occupation occidentales), put reprendre entre l'Allemagne et la France, les Autorités d'occupation contrôlèrent et limitèrent les exportations en faisant pointer les expéditions par les œuvres charitables locales en Allemagne. Cette façon de procéder convint à chacun.

## *2. Les expéditions*

Les expéditions de colis individuels se faisaient par la poste. Elles étaient de trois sortes.

### *a) Envoi de colis d'un pays neutre dans un pays belligérant.*

Ces expéditions commencèrent dès que le poids maximum, la liste des objets défendus et les conditions d'emballage des colis furent connus<sup>1</sup>. Elles exigèrent un travail considérable dû à la nécessité de demander un permis d'exportation pour chaque envoi.

Déjà à la fin de l'année 1940 les exportations furent sensiblement réduites. Au début de 1941, le CICR parvint à obtenir une dernière prolongation de la licence d'exporter des colis individuels envoyés à des prisonniers par leurs parents ou leurs amis en Suisse. Peu de temps après, l'exportation de denrées alimentaires et de la plupart des articles vestimentaires fut interdite. Avant que cette mesure entrât en vigueur, le CICR put toutefois s'approvisionner à l'étranger et stocker dans ses entrepôts une réserve de colis individuels qui lui permettrait

---

<sup>1</sup> Voir page 10.



de continuer son œuvre. Il reçut en juillet 5.000 colis de vêtements et 5.000 colis de vivres de la Croix-Rouge américaine. Les donateurs en Suisse, parents et amis des prisonniers alliés, recoururent à ces réserves qui furent rapidement épuisées. Aussi de nouvelles commandes de 9.000 colis au total furent-elles passées en 1941 et en 1942 à la Croix-Rouge américaine. En novembre 1942, la Croix-Rouge américaine précisa que ces colis ne devaient être expédiés qu'à des prisonniers alliés, à l'exclusion de ceux qui étaient ressortissants de pays de l'Axe. Toutefois, d'entente avec les donateurs alliés, le CICR renonça à cette action spéciale dès la fin de 1942, lorsque le volume des envois collectifs fut devenu suffisant pour assurer le ravitaillement régulier de presque tous les prisonniers alliés.

Comme il continuait à être sollicité par les parents et les amis en Suisse de prisonniers appartenant aux deux groupes de belligérants, le CICR chercha à se procurer, en marge de son activité de secours collectifs, une réserve de colis qu'il pourrait céder à des particuliers. Sous ce rapport, le CICR faisait un travail semblable à celui de nombreuses organisations privées en Suisse, par exemple le Comité d'aide aux prisonniers de guerre français à Berne, le Foyer social français à Genève, et le Comité d'aide aux prisonniers de guerre et internés civils à Lausanne.

En été 1943, le CICR commanda en Hongrie 2.000 colis standard de vivres. A leur arrivée, il en céda 1.500 à un service spécial qui avait entre temps commencé les envois aux camps de concentration <sup>1</sup>. Les 500 colis restants furent expédiés aussitôt ; 3.000 colis furent encore obtenus en mai 1944, mais la commande suivante de 5.000 colis ne parvint pas en Suisse, en raison des événements militaires.

L'Égypte étant en mesure d'exporter des colis individuels, le CICR, après avoir pris contact avec sa délégation au Caire, fit en sorte que des personnes domiciliées en Suisse pussent passer des commandes à l'intention des prisonniers et des internés italiens, allemands et japonais en Afrique, en Palestine et en Inde britannique. Des commandes furent transmises mensuelle-

---

<sup>1</sup> Voir Partie I, chapitre 7, page 77.

ment au Caire après pointage des bulletins de versement reçus à Genève. Les envois de 1944 et 1945 furent destinés surtout aux prisonniers italiens et allemands en Afrique du Nord. Ils cessèrent en juin 1945, les Autorités égyptiennes ayant interdit l'exportation. Certains objets, comme les montres, ne pouvaient faire l'objet que d'expéditions individuelles. Le CICR se mit en rapport avec les maisons suisses d'horlogerie et s'efforça de satisfaire les demandes provenant de médecins, d'infirmiers, d'aumôniers, d'hommes de confiance ou de professeurs chargés de cours. De 1942 à 1945, il expédia 250 montres. De plus, sur leur demande, il put fournir à de nombreux prisonniers des pièces de rechange et des outils d'horloger. Cette action spéciale comprit l'envoi de montres Braille à des prisonniers aveugles. La Croix-Rouge britannique, qui en eut l'initiative, commanda 126 montres Braille à des maisons d'horlogerie en Suisse, donna des instructions pour en expédier 106 et en laissa 20 à la disposition du CICR, qui les remit au fur et à mesure des besoins à des prisonniers alliés en Allemagne. D'autre part, le CICR livra, en 1942, 24 montres Braille à la Croix-Rouge australienne. Enfin, en octobre 1942, une manufacture genevoise fit don au CICR de 72 montres Braille en lui demandant de les répartir en nombre égal entre des prisonniers allemands, américains et britanniques ; 48 d'entre elles ne purent être distribuées, les prisonniers allemands et américains qui devaient les recevoir ayant été entre temps rapatriés. Le CICR suggéra que les 24 montres destinées aux prisonniers américains fussent cédées à des prisonniers français rapatriés. La distribution fut faite par la Croix-Rouge française à Paris. Quant aux 24 montres restantes, elles furent remises à la Croix-Rouge allemande à Berlin.

b) *Expéditions de colis entre pays belligérants en transit par la Suisse.*

Le CICR institua dès le début de la guerre un service de transit postal<sup>1</sup>. Celui-ci transmet au total pendant la durée des hostilités 70.887 colis postaux individuels dont les 75%

---

<sup>1</sup> Voir page 11.

environ durent être réemballés et le plus souvent reconditionnés. D'autre part, le plus grand nombre de ces colis portaient des adresses incomplètes, incorrectes ou périmées. Une grande partie d'entre eux n'étaient pas munis des étiquettes réglementaires. De longues recherches étaient parfois nécessaires pour les compléter.

*c) Tri de colis individuels envoyés par la poste à travers la Suisse.*

Lors de l'armistice italien, un très grand nombre de colis individuels destinés à des prisonniers alliés en Italie étaient en route. Or, tous les prisonniers alliés restant en Italie aux mains des Autorités militaires allemandes ou de la République néo-fasciste furent dès lors transférés en Allemagne. La Poste suisse se chargea de trier et de regrouper tous les colis en souffrance en Suisse et de corriger les adresses dès que les transferts furent connus à l'Agence centrale des prisonniers de guerre. Il s'agissait, en particulier, de colis expédiés par le « General Post Office » de Londres. Le tri et le changement d'adresses se firent dans les bureaux de poste de Bâle, avec la collaboration d'une équipe spécialisée du CICR. Jusqu'à la fin de 1943, on ne parvint à découvrir que 12.414 nouvelles adresses de prisonniers. En février 1944, 19.636 colis furent expédiés. Le nombre des expéditions atteignit 73.000 à la fin d'avril. En juillet, il restait encore 50.000 colis dont les nouvelles adresses n'avaient pas été trouvées. Comme l'entreposage de ces marchandises ne pouvait se prolonger, le CICR proposa à la Croix-Rouge britannique de réexpédier les colis à titre collectif. Le « General Post Office » n'ayant pas renoncé à la règle selon laquelle tout colis non délivré devait être retourné à l'expéditeur, la Croix-Rouge britannique demande au CICR de les renvoyer, à l'exception des petits colis de tabac. A la fin de 1944, le dénombrement des expéditions était le suivant :

|                                                                                                            |                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Colis expédiés à des prisonniers de guerre et à des<br>civils en Allemagne à titre collectif ou individuel | 143.767        |
| Colis distribués à des internés militaires britan-<br>niques en Suisse. . . . .                            | 9.337          |
| Colis retournés aux expéditeurs . . . . .                                                                  | 396            |
| Total . . . . .                                                                                            | <u>153.500</u> |

Pendant toute la durée des hostilités, le CICR dut assurer la réexpédition de colis individuels venant d'outre-mer. Tandis que les organisations donatrices importantes renonçaient rapidement à ce mode d'envoi, d'autres le maintinrent, en particulier des organisations privées étrangères en Egypte et divers comités en Orient et en Afrique. Ces donateurs avaient besoin du concours du CICR, particulièrement pour la fourniture des étiquettes. Des colis individuels furent envoyés à Genève par les Comités d'aide aux Polonais et aux Yougoslaves au Caire, l'Aide aux Français et le Cercle français du Caire, les Croix-Rouges françaises de Port-Saïd, de Beyrouth, de Tunisie et d'Alger, la Fraternité de guerre du Maroc, les Unions des femmes coloniales de Jadotville, d'Elisabethville et d'Albertville, la Société des mines d'or de Kilo-Moto et diverses autres organisations. Pour réexpédier ces colis, il fallait obtenir des adresses, opérer des pointages dans les fichiers de l'Agence en raison des transferts fréquents, et surtout, agir vite. Un certain nombre d'obstacles, toutefois, retardaient souvent l'expédition de groupes de colis. C'est ainsi que des colis nominatifs groupés, rassemblés au Congo de décembre 1943 à mars 1944, restèrent en souffrance à Lobito jusqu'en janvier 1945 et ne parvinrent en Suisse que le mois suivant. Or, à cette époque, tout envoi de colis individuels en Allemagne était impossible et l'on dut, avec le consentement des donateurs, envoyer ces marchandises au Gouvernement belge réinstallé à Bruxelles, qui les remit à l'Œuvre nationale des anciens combattants.

---

## *Chapitre 3*

### **Secours intellectuels**

Le CICR, en liaison le plus souvent avec des organisations auxiliaires qualifiées, a étendu aux domaines spirituel, éducatif et moral les secours qu'il apportait aux prisonniers de guerre et aux internés civils. Objets de culte pour toutes les confessions, bibles, nouveaux testaments, livres de prières, corans, livres et revues de tous genres, manuels pour artistes, instruments et partitions de musique, jeux et matériel récréatif leur furent distribués. En outre, le CICR est intervenu auprès des Autorités responsables afin d'assurer l'homologation des études faites dans les camps. Il s'est attaché, enfin, à améliorer les conditions de captivité par la création de bibliothèques ou de groupements artistiques. Ce faisant, il a toujours tendu à concourir avec les initiatives des Puissances détentrices elles-mêmes <sup>1</sup>.

Le CICR recevait de diverses sources les livres de lecture nécessaires et notamment des Sociétés nationales de la Croix-Rouge qui, de leur côté, recueillaient des livres et réunissaient des fonds pour des achats dans leurs pays respectifs. Parmi les autres donateurs, on compte des bibliothèques privées et publiques, ainsi que de nombreuses personnes à la générosité desquelles est dû le succès des collectes. Dès 1940, six grandes organisations humanitaires ayant leur siège en Suisse formèrent

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet, volume I, page 278, « Besoins intellectuels et moraux des prisonniers de guerre ».

à Genève, sous la présidence du CICR, le « Comité consultatif pour la lecture des prisonniers et internés de guerre ». Ce sont :

1. l'Alliance universelle des Unions chrétiennes de Jeunes Gens,
2. le Bureau international d'Education,
3. le Fonds européen de Secours aux étudiants,
4. La Fédération internationale des Associations de bibliothécaires,
5. la Commission œcuménique pour l'Aide spirituelle aux prisonniers de guerre,
6. la Mission catholique suisse en faveur des prisonniers de guerre.

En 1943, le « Comité consultatif » organisa une grande collecte en Suisse, dont le produit fut réparti entre ces organisations et le Service de secours intellectuels du CICR. C'est alors que se constitua et se développa l'immense bibliothèque du CICR, propre à satisfaire les demandes les plus variées, individuelles ou collectives. Le matériel scientifique et médical, le matériel d'étude et les livres de jeux pour aveugles voisinaient dans ce vaste dépôt. Le CICR se chargea en outre de faire parvenir aux prisonniers de guerre et internés civils les colis individuels de livres provenant de Sociétés nationales de la Croix-Rouge ou de particuliers résidant en Suisse ou à l'étranger.

Prélevées sur les stocks de la bibliothèque, après examen de ce que la censure permettait d'envoyer dans tel ou tel pays, les expéditions de livres se faisaient en franchise postale par colis de 5 kilos au maximum ou par caisses, à destination du monde entier. Le CICR achetait en Suisse, au moyen de crédits spéciaux mis à sa disposition par les Croix-Rouges nationales, les articles de papeterie dont l'exportation pouvait être autorisée. Les articles pour artistes-peintres, de même que les instruments de musique, étaient fournis par l'Union chrétienne de Jeunes Gens (YMCA). Chaque envoi, collectif ou individuel, faisait l'objet d'une liste détaillée et d'une quittance à double volet dont un exemplaire était renvoyé signé au CICR, en guise d'accusé de réception. Chaque bénéficiaire était inscrit

sur une fiche de contrôle à Genève. C'est par dizaine de milliers que se comptent les livres, jeux et partitions de musique ainsi expédiés, tandis que les envois d'articles de papeterie dépassèrent très largement le million.

Pour assurer une répartition équitable des secours dont il disposait, le CICR utilisa les compétences des hommes de confiance des camps. Cette collaboration à distance fut renforcée lors des visites de camps. Les captifs, d'ailleurs, avaient la liberté de s'adresser personnellement au CICR. Leurs demandes si diverses témoignaient de ce grand besoin de distraction qu'éprouvaient les prisonniers et que seuls la lecture et les secours intellectuels sous toutes leurs formes pouvaient apaiser. Les hommes qui ont fait la dure expérience de la captivité peuvent, encore mieux que ceux qui ont tenté de les aider à la supporter, dire que les secours intellectuels sont le complément indispensable de tous les autres secours.

Le CICR et les organisations auxiliaires ont fait un effort particulier pour organiser dans chaque camp des bibliothèques ; celles-ci sont devenues très rapidement une source de joie et de réconfort. Quand les prisonniers ne pouvaient pas venir personnellement aux bibliothèques, ce sont elles qui venaient à eux sous forme de caissettes circulantes de livres, qui pénétraient jusque dans les commandos les plus isolés.

Au sein de ces communautés se déployait l'activité des aumôniers de toutes confessions. Le CICR transmettait aux organisations confessionnelles du Comité consultatif les demandes d'« assistance spirituelle ». Les prisonniers pratiquant des religions orientales n'étaient pas délaissés. Ils recevaient des livres de prières dans des idiomes tels que l'urdu, l'indi, le bengali, le mahratti.

Les activités artistiques étaient florissantes dans les camps. Le CICR fournit un abondant matériel aux sculpteurs, dessinateurs, peintres et ensembliers. Dans un camp d'internés civils — et ce n'est qu'un exemple — des artistes organisèrent une école des Beaux-Arts que fréquentaient 89 élèves, dont 48 enfants. Dans un camp de prisonniers, un artiste-peintre réputé rédigea à l'intention de ses camarades un cours de croquis et de caricature.

Il convient de mentionner encore l'existence des journaux de camps, qui étaient un lien entre les prisonniers d'une même nationalité, d'abord, et parfois entre prisonniers de nationalités diverses. L'homme de confiance ou ses aides y diffusaient des renseignements d'intérêt général. C'est pourquoi le CICR comprenait, dans ses secours intellectuels, l'envoi de tout ce qui pouvait, directement ou indirectement, favoriser la publication de ces journaux.

Le théâtre et la musique constituant la distraction favorite des prisonniers et des internés civils, le CICR multiplia ses envois de textes de comédies, sketches, saynètes, monologues, partitions et autres <sup>1</sup>. Il envoya parfois du matériel pour la création de décors, de masques et de costumes. D'excellentes troupes de comédiens se constituèrent, secondées par des décorateurs, des metteurs en scène, des ébénistes, des costumiers et maints autres artisans de métier ou improvisés.

Les jeux de sociétés et les sports étaient une autre forme de distraction d'autant plus appréciée qu'elle contribuait à maintenir les prisonniers en bonne santé physique malgré le régime de captivité. Tandis que le CICR se spécialisait dans l'envoi des jeux, l'Union chrétienne (YMCA) s'occupa particulièrement des expéditions d'articles de sport.

Les aveugles ne furent pas oubliés. Il existe de nombreux jeux (dominos, échecs, dames et cartes) dont ils peuvent profiter, et qui développent ce sens du toucher qui est leur suprême ressource.

On conçoit l'immensité du champ ainsi ouvert aux organisations humanitaires. Les obligations des Puissances détentrices, nettement définies par la Convention de 1929, ont, en général, été respectées. Mais plus la guerre se développait, plus ces obligations devenaient difficiles à remplir. Le rôle du CICR se précisa alors. En matière de secours intellectuels, il s'agissait de réunir du matériel, de favoriser les transports internationaux, de faire bénéficier de la protection de la Croix-Rouge les organisations auxiliaires dûment reconnues par les belligérants,

---

<sup>1</sup> C'est surtout l'Alliance universelle des Unions chrétiennes de Jeunes Gens qui se chargeait de l'envoi des instruments de musique dans les camps.



de sauvegarder la propriété intellectuelle des prisonniers de guerre, en résumé de protéger, directement ou indirectement et par tous les moyens approuvés par les belligérants, la santé intellectuelle et morale des prisonniers de guerre et des internés civils.

→ Afin de respecter une stricte neutralité sur le plan intellectuel, culturel et confessionnel, le CICR s'est efforcé de procurer à ces hommes la littérature, les ressources culturelles et les moyens d'exercice de culte correspondant à la diversité de leurs origines, langues et confessions. Le vœu commun du CICR et des organisations auxiliaires a été de procurer à chacun le « secours intellectuel » correspondant à ses besoins, ses aptitudes et ses convictions. Une remarquable coopération a pu être réalisée sur le plan confessionnel, notamment, chaque organisation religieuse sachant pour sa part quel réconfort et quelle résistance morale l'homme peut trouver dans la pratique normale de sa religion.

### *Secours aux prisonniers allemands*

La Croix-Rouge allemande a envoyé dans les camps d'Afrique, d'Australie, du Canada, d'Égypte, des Indes, d'Argentine et de Grande-Bretagne des livres, des gravures, des reproductions d'œuvres d'art, des instruments de musique, des disques de gramophone, des pièces de théâtre. Les Autorités allemandes accordaient une très grande attention à l'éducation de leurs ressortissants en captivité, notamment des femmes et des enfants des camps d'internés civils. Les prisonniers profitèrent largement de cette aide, se perfectionnèrent dans l'exercice de leur métier et améliorèrent leurs connaissances.

Dès le printemps de l'année 1941, des questionnaires furent diffusés dans les camps de prisonniers allemands. Les hommes de confiance y consignèrent des renseignements précis sur les diverses professions et métiers représentés dans le camp. Ces questionnaires furent distribués aux femmes internées également. L'examen de ces documents permit de classer les captifs selon leur métier, leur profession, leurs aptitudes, et d'organiser une répartition rationnelle des secours provenant d'Allemagne.

Les cours destinés aux prisonniers et internés civils étaient groupés en séries appelées « Soldatenbriefe ». Grâce à la diffusion de ces cours, les études furent unifiées. Le Gouvernement allemand put ainsi homologuer ces études et les examens qui les terminaient, à condition toutefois que les commissions d'examen siégeant dans les camps fussent agréées par le ministère de l'Éducation du Reich. Seuls les examens universitaires finals ne pouvaient être passés dans les camps.

Après la capitulation des armées allemandes, le CICR dut faire face à tous les problèmes que posait la poursuite d'actions de secours en faveur de prisonniers de guerre privés de la sollicitude de leur Gouvernement et de leur Croix-Rouge nationale.

Dès 1946, l'effort du CICR porta sur le rassemblement de matériel de secours. Il comptait de plus en plus sur les organisations auxiliaires qui, depuis l'armistice, recouvraient rapidement leur liberté d'action. Ces dernières, et tout spécialement l'YMCA, contribuèrent pour une très large part à la création des centres d'études dans les nouveaux camps.

Le CICR décida d'attribuer une partie des fonds de secours à l'aide intellectuelle. Afin de donner le plus d'efficacité possible à ses dons de livres, il adopta la formule des secours intellectuels dits « d'intérêt général » : envoi à un professeur prisonnier du matériel d'enseignement dont bénéficieront l'ensemble des étudiants ; abonnements à des revues scientifiques, littéraires artistiques, techniques et autres, permettant à tous les groupes intéressés de se tenir au courant de l'actualité dans les domaines qui les concernent ; documentation réunie pour des médecins prisonniers de guerre.

Environ 1.500 ouvrages furent distribués par les diverses délégations du CICR en France, en Afrique du Nord, en Pologne, en Italie, en Belgique, en Allemagne et en Egypte. Ces envois totalisèrent un poids de 1.330 kilos. En outre, 435 abonnements à des revues médicales paraissant en Suisse apportèrent à ces médecins une documentation précieuse concernant la médecine, la pharmacie, l'art dentaire. Les abonnements furent pris en général au nom des camps ou hôpitaux, et les brochures circulaient parmi les intéressés. Le nombre des livraisons de ces revues expédiées dans les divers pays atteignit 8.350 en 1947.

Il fut même possible de joindre aux revues médicales suisses quelques revues éditées en Allemagne ; elles étaient remises en don aux délégations du CICR à Munich et à Vlotho, qui, elles-mêmes, les transmettaient à Genève. Les médecins prisonniers de guerre, qui bien souvent avaient été privés pendant plusieurs années de toute information d'ordre scientifique, purent retrouver, grâce à ces envois, l'occasion d'être tenus au courant de l'évolution de la médecine et de la thérapeutique modernes. La possibilité leur fut ainsi donnée, non seulement de revoir et d'augmenter leurs connaissances, mais surtout de se préparer à reprendre leur tâche dès leur retour à la vie civile.

### *Secours aux prisonniers italiens*

Dès 1941, la Croix-Rouge italienne constitua à Genève un stock de livres pour permettre au CICR de répondre aux demandes qui lui parvenaient directement. Les prisonniers se trouvant souvent internés dans des pays très éloignés de l'Italie, le CICR avait suggéré que ses délégations fussent chargées d'effectuer sur place des achats de livres, mais la Croix-Rouge italienne ne retint pas cette proposition et se heurta aux obstacles du blocus. Seuls les camps du Proche-Orient et d'Afrique du Sud semblent avoir disposé du matériel d'étude et de distraction nécessaire.

Les prisonniers italiens en Angleterre furent pourvus de livres d'étude par les soins de l'YMCA. Environ 1.500 volumes passèrent par la délégation du CICR à Londres.

Le Saint-Siège et la « National Catholic Welfare Conference », aux Etats-Unis, firent tenir au CICR un très grand nombre de livres de prières et d'ouvrages d'inspiration religieuse. Des livres en langue italienne furent recueillis en outre en Suisse et mis à la disposition des internés militaires italiens dans ce pays.

Dans son ensemble, l'action de secours intellectuels du CICR en faveur des prisonniers et internés italiens fut limitée, en raison de l'action déployée directement par la Croix-Rouge italienne.

### *Secours aux prisonniers français*

Durant l'occupation allemande, il fut décidé que la France occupée organiserait les secours intellectuels dans les camps situés en France, tandis que les camps de prisonniers de guerre français en Allemagne seraient secourus par la France non occupée.

En zone libre, le « Centre de ramassage du livre » travaillait en liaison avec la censure officielle et envoyait le produit de sa collecte à Genève, suivant les instructions de la Croix-Rouge française. C'est le Comité consultatif qui indiquait à cette société les besoins des prisonniers de guerre. En outre, des envois étaient faits directement de France en Allemagne.

En 1941, le Comité consultatif consacra dans la proportion de 90% son activité aux prisonniers français. Au sein de ce Comité, l'YMCA jouait un rôle de premier plan, tandis que le CICR s'occupait principalement des démarches administratives. Les hommes de confiance, ainsi que les prisonniers français, étaient en liaison directe avec le CICR et le tenaient au courant de la vie intellectuelle dans leurs camps respectifs. Il ne s'agissait pas simplement d'information, mais de renseignements en vue d'interventions éventuelles auprès de la Puissance détentrice. Le CICR puisa largement en faveur des Français dans sa réserve de livres en langue française. C'est surtout dans les deux dernières années de la guerre que ces envois se multiplièrent. Ils étaient d'autant plus appréciés que les secours venant de France se faisaient de plus en plus rares.

### *Secours aux prisonniers britanniques*

Une liaison étroite existant entre la Croix-Rouge britannique et les camps de prisonniers de guerre, le CICR intervint beaucoup plus pour assurer les transport en transit par Genève que sur le plan de l'aide intellectuelle proprement dite.

La Croix-Rouge de l'Inde et le Croissant-Rouge égyptien participèrent à cette aide en fournissant la littérature religieuse requise pour les prisonniers hindous et musulmans.

### *Secours aux prisonniers américains*

L'aide apportée par le CICR aux prisonniers américains dans le domaine intellectuel fut de peu d'importance, car, en vertu de dispositions particulières, l'Alliance universelle des Unions chrétiennes de Jeunes Gens (YMCA) organisa et dirigea elle-même cette action de secours.

Les délégués du CICR prêtèrent cependant autant d'attention à l'organisation des études, des cultes et des loisirs en faveur des Américains qu'ils le firent pour les autres prisonniers.

### *Secours aux prisonniers de diverses nationalités*

Les Polonais, Yougoslaves, Hollandais, Grecs et Russes bénéficièrent d'envois de littérature courante et de livres d'étude prélevés sur les stocks provenant de collectes en Suisse ou de dons des Croix-Rouges nationales. Il faut souligner l'aide apportée par la Croix-Rouge polonaise. Le CICR eut quelque difficulté à recueillir des livres en langue russe, serbe, grecque, hollandaise et norvégienne. Cependant, il parvint à répondre à un nombre appréciable de demandes en faisant appel aux organisations auxiliaires et aux étrangers résidant en Suisse. Enfin, la Croix-Rouge britannique se montra très généreuse à l'égard des prisonniers de guerre non anglais mais rattachés pour une raison quelconque aux troupes britanniques. Elle autorisa le CICR à distribuer des secours provenant de ses stocks, en faveur notamment d'étudiants désireux de poursuivre leurs études.

---

## *Chapitre 4*

### **Secours médicaux**

#### **§ 1. SECOURS MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES**

L'article 14 de la Convention de 1929 précise que « chaque camp possédera une infirmerie où les prisonniers de guerre recevront les soins de toute nature dont ils pourront avoir besoin ».

Les belligérants, pour autant que les circonstances le permettaient, respectèrent dans l'ensemble cette disposition. Ils ne furent toutefois pas toujours en mesure de fournir aux infirmeries des camps, en quantités suffisantes, tous les médicaments ou le matériel sanitaire nécessaires. Aussi, le CICR assumait-il la tâche de parer à ces insuffisances par des envois appropriés, envois qu'il s'efforça, comme toujours, de répartir selon les principes de la Croix-Rouge.

#### *A. Prisonniers de guerre alliés*

##### **1. Les besoins**

Pendant les deux premières années du conflit, les renseignements qui parvenaient au CICR sur l'état de santé des prisonniers de guerre alliés, montraient que les médicaments et le matériel sanitaire fournis par la Puissance détentrice étaient suffisants. Vers la fin de 1941, toutefois, la situation évolua. L'abaissement du régime alimentaire, l'aggravation des condi-

tions de logement et de travail, l'affaiblissement du moral contribuèrent à amoindrir la résistance physique des prisonniers, et les demandes de secours médicaux commencèrent à affluer. De plus, les quantités de médicaments et de matériel sanitaire mis à la disposition des prisonniers diminuèrent. Certaines Croix-Rouges nationales, qui, jusqu'à fin 1941, avaient pu envoyer aux prisonniers de leur nationalité d'assez grandes quantités de secours médicaux, éprouvèrent progressivement des difficultés à les leur faire parvenir directement ; la présence d'un intermédiaire neutre devenant indispensable, elles demandèrent au CICR d'assumer la retransmission de ces secours.

D'après les requêtes que les médecins prisonniers de guerre adressaient au CICR, les besoins étaient, semble-t-il, à peu près semblables dans tous les camps de prisonniers alliés. Les médicaments qui paraissaient manquer le plus étaient les préparations vitaminées, les fortifiants, les produits anti-anémiques de toute sorte, les stimulants du cœur, les sulfamidés, ainsi que, pendant les saisons froides, tous les expectorants et les résolvents. L'on demandait également de grandes quantités de matériel de pansement, des désinfectants, des produits insecticides et, pour les infirmeries des camps, des instruments de petite chirurgie, des seringues et du matériel sanitaire.

Au fur et à mesure que les conditions d'existence des prisonniers s'aggravaient en Allemagne, les démarches se faisaient plus pressantes, plus fréquentes et tendaient à s'étendre à tous les domaines de la médecine et de la pharmacie. Elles visaient plus particulièrement les produits spéciaux qui manquaient dans les assortiments de médicaments dits « standard », assortiments qui provenaient pour la plupart d'Amérique ou de Grande-Bretagne et qui étaient distribués dans presque tous les camps. Ainsi, des quantités considérables de sérums et de vaccins furent requises pour la lutte contre diverses maladies épidémiques et la prévention, dans certains cas, d'épidémies menaçantes : dysenterie, fièvre typhoïde, typhus exanthématique, etc.

Malgré une évidente similitude des besoins, quelques catégories de prisonniers étaient néanmoins particulièrement sujets à certaines affections. Ainsi, la tuberculose prit un dévelop-

pement marqué chez les prisonniers yougoslaves, qui recevaient pourtant les mêmes secours alimentaires que les prisonniers de certaines autres nationalités. La raison en semblait être une sensibilité particulière aux conditions de climat. Aussi le CICR s'efforça-t-il de fournir à ces prisonniers, qui en manquaient, les médicaments et les fortifiants nécessaires à la lutte contre la tuberculose. Quant aux prisonniers américains, il semble qu'ils aient souffert plus spécialement de maladies de l'estomac (gastrites, ulcères, etc.). Les demandes que le corps médical américain adressait au CICR portaient avant tout sur les sulfamidés et les médicaments du système digestif.

## **2. Secours collectifs en espèces**

Des fonds assez considérables furent mis à la disposition du CICR pour des secours médicaux à des prisonniers de guerre de nationalité déterminée. Ces fonds lui furent remis par des Croix-Rouges nationales, notamment les Croix-Rouges américaine, britannique, néerlandaise, polonaise et yougoslave, par des Gouvernements tels que ceux de Belgique, France, Grèce et Yougoslavie ou encore par diverses institutions de secours, par exemple, l'« Aide aux prisonniers et internés belges ».

D'autre part, un certain nombre de Croix-Rouges nationales (notamment les Croix-Rouges américaine et canadienne), d'institutions et de personnes privées, confièrent au CICR des sommes destinées à des secours médicaux en faveur de prisonniers de guerre et de déportés politiques, sans aucune distinction de nationalité.

## **3. Secours collectifs en nature**

### **a) Stocks.**

Nous entendons par stocks l'accumulation d'une certaine quantité de lots de produits médicaux et pharmaceutiques, lots destinés à être reconditionnés en vue de répondre à des demandes précises. Ces stocks permirent au CICR d'accomplir rapidement, en tout temps et en toute liberté, des actions de secours d'une certaine envergure.

C'est la Croix-Rouge américaine qui, la première, prit l'ini-



tiative de constituer à Genève un stock réservé primitivement aux *prisonniers américains*. Ce stock, constitué par divers envois qui parvinrent à Genève de mars à novembre 1944, comporta jusqu'à 31 tonnes de médicaments, dont 12 seulement furent distribués à des prisonniers américains. En effet, la Croix-Rouge américaine prit assez rapidement la décision de faire également bénéficier de ces médicaments les prisonniers d'autres nationalités et, de mai à décembre 1944, de nombreuses distributions purent être effectuées dans des camps de prisonniers belges, français, hollandais, polonais, yougoslaves, etc.

Au stock primitif vinrent s'ajouter, en 1945, de nouveaux envois, composés d'une tonne de médicaments divers et de 100 assortiments spéciaux, pesant ensemble 33 tonnes, désignés sous le nom de « Man medical » et comprenant chacun 15 colis. Ces assortiments pouvaient être retransmis directement dans les camps sans être reconditionnés.

Le transport des secours médicaux aux *prisonniers britanniques*, d'Angleterre en Allemagne, devenait de plus en plus difficile, le CICR constata que le système dit de transit ne rendait plus les services que l'on en attendait. Les délais qui s'écoulaient entre le moment où une demande était retransmise et celui où les secours parvenaient dans les camps devenaient par trop longs. Aussi le CICR proposa-t-il à la Croix-Rouge britannique de constituer à Genève un stock destiné aux seuls prisonniers britanniques. Cette Société nationale accepta, et, d'octobre 1944 à novembre 1945, plus de 77 tonnes de médicaments parvinrent à Genève, dont 14 tonnes d'huile de foie de morue<sup>1</sup> et 3 de poudre insecticide. Quinze tonnes environ

<sup>1</sup> La Croix-Rouge britannique donna au CICR des instructions précises pour une distribution rationnelle de cette huile, distribution qui fut établie sur les bases suivantes :

attribution mensuelle :

Kg. 4,550 d'huile de foie de morue maltée par homme, pour les hôpitaux de tuberculeux,

Kg. 1,850 d'huile de foie de morue maltée par homme pour les hôpitaux et lazarets indépendants.

Enfin, les autres ressortissants britanniques internés en Allemagne, prisonniers de guerre et internés civils, estimés à 160.000 environ, bénéficièrent d'une attribution moyenne de 10 grammes par homme et par mois.

L'armistice intervint avant que ce plan de répartition, prévu pour six mois, fût complètement réalisé.

de produits divers furent distribués aux prisonniers britanniques, tant dans les camps que dans les centres de rapatriement et les colonnes en marche. Seule l'évolution rapide des événements en Allemagne empêcha l'utilisation totale de ce stock, qui permit néanmoins au CICR de mener à bien d'importantes actions de secours.

La division du travail par nationalité n'allait pas sans une certaine dispersion des efforts. Aussi l'idée d'établir à Genève un « pool » pharmaceutique en faveur des prisonniers ressortissants de toutes les nations alliées ne tarda-t-elle pas à prendre corps. En février 1944, le CICR adressa à toutes les Sociétés nationales intéressées un rapport qui formulait des propositions concrètes et énumérait les quantités de produits à prévoir. Le CICR relevait qu'il était du plus grand intérêt de pouvoir fournir aux prisonniers les produits pharmaceutiques et les objets sanitaires qui leur faisaient défaut, sans cependant décharger la Puissance détentrice de ses obligations à leur égard, mais en tenant compte des moyens limités dont elle disposait pour l'ensemble des prisonniers blessés et malades dont elle avait la charge.

Les Croix-Rouges nationales, notamment la Croix-Rouge américaine, manifestèrent un grand intérêt pour ce projet et en acceptèrent immédiatement la réalisation, qui impliquait l'établissement à Genève d'un stock important de médicaments, d'instruments de chirurgie, de matériel d'hôpital et de pansements, stock placé sous le contrôle du CICR et sur lequel des prélèvements seraient faits par lui, pour tous les prisonniers de guerre alliés sans distinction. Les produits pharmaceutiques et instruments de chirurgie devaient être envoyés au fur et à mesure des besoins aux médecins-chefs des infirmeries et aux hôpitaux des camps, à l'intention des prisonniers détenus en Allemagne et dans les pays occupés par les troupes allemandes et italiennes. Les secours en question devaient être utilisés sans qu'il fût tenu compte de la nationalité des divers prisonniers.

Plusieurs pays donnèrent leur adhésion au plan de financement du « pool » : Belgique, Etats-Unis, France, Hollande, Grèce, Norvège, Pologne et Yougoslavie. La Croix-Rouge britannique, qui venait de constituer son propre stock à Genève,

préféra ne pas s'y associer. La Croix-Rouge américaine remit en outre au CICR une somme de 100.000 dollars ; cette somme, convertie en francs suisses, permit de compléter certains envois.

Il fallut deux séries d'envois pour constituer le « pool ». La première série s'échelonna entre octobre 1944 et mars 1945, la seconde entre janvier et août 1945. Le poids global de toutes ces marchandises dépassa 1.400 tonnes.

Au printemps 1945, le CICR avait pris toutes ses dispositions pour que 70% du « pool » pussent être immédiatement dirigés et distribués dans les camps de prisonniers, 30% devant rester à Genève pour permettre de répondre aux demandes courantes. L'évolution de la situation en Allemagne modifia toutefois complètement ce plan et, dès le mois de mars, il fallut de plus en plus fréquemment avoir recours aux trains-blocs et aux colonnes de camions pour faire parvenir les plus grandes quantités possible de médicaments aux camps encore accessibles. Au total, 100 tonnes environ de médicaments furent expédiées pendant les mois de mars, avril et mai 1945, dans les camps stables et les camps de rassemblement de l'Allemagne du Sud et de l'Autriche. Il s'agissait principalement de remèdes spécifiques contre la dysenterie, la diphtérie, la tuberculose, les maladies du système digestif et les dermatoses.

Peu après la conclusion de l'armistice, la Croix-Rouge américaine demanda au CICR de ne plus rien prélever du « pool » sans de nouvelles instructions <sup>1</sup>.

#### b) *Secours en transit.*

Il y a lieu tout d'abord d'établir une distinction entre secours « en transit direct » et secours « en transit indirect ».

Le *transit direct* consistait à acheminer vers leur destination des colis portant une adresse précise. Quant au *transit indirect*, il s'agissait de colis standard mis à la libre disposition du CICR et qui parvenaient à Genève conditionnés et prêts à l'expédition.

---

<sup>1</sup> Pour l'utilisation finale du « pool », voir p. 330.

Ces colis n'étaient pas confectionnés selon des demandes précises; ils étaient joints aux envois standard de vivres et de vêtements, au prorata des effectifs des camps. De ce fait, les diverses catégories de colis du « transit indirect », soit les « medical parcels », les « surgical parcels » et les « invalid comfort parcels » de la Croix-Rouge britannique, ainsi que les « medical kits » de la Croix-Rouge américaine, étaient traitées comme les colis standard d'autre nature <sup>1</sup>.

A partir de l'année 1942, le CICR dirigea sur l'Allemagne de petites quantités de colis en transit, lorsque des donateurs tels que la Croix-Rouge britannique pour ses ressortissants et la Croix-Rouge américaine pour des prisonniers belges, n'étaient plus en mesure de le faire directement. Dès la fin de l'année 1944, le volume des colis que le CICR fut chargé de faire transiter augmenta considérablement, surtout en faveur des prisonniers britanniques, français et belges <sup>2</sup>.

Si le système du « transit direct » était, en principe, un moyen pratique de faire parvenir aux prisonniers des secours correspondant exactement aux besoins qu'ils signalaient, on dut constater néanmoins qu'en fait, cette méthode présentait bien des inconvénients. En effet, avec la destruction progressive des moyens de transport, il fallut compter toujours plus de temps pour que les colis parvinssent à destination. La dissolution ou l'évacuation d'un grand nombre de camps compliqua encore le travail, et il advint fréquemment que les colis se fissent attendre plusieurs semaines, voire des mois, et même que de nombreux colis qu'il avait été impossible d'acheminer jusqu'à leur lieu de destination, fussent renvoyés au CICR.

---

<sup>1</sup> Voir p. 220.

<sup>2</sup> Les colis de transit britannique arrivés à Genève représentent un poids global de 29 tonnes, le transit français 14 tonnes et le transit belge 39 tonnes. Le déroulement des événements militaires ne permit pas de réexpédier la totalité de ces marchandises. Les réexpéditions que le CICR fut à même d'effectuer se situent entre les mois de novembre 1944 et mai 1945 et ont atteint les prisonniers de guerre des nationalités précitées ainsi que — après la fin des hostilités — certains centres de rapatriement.

Quant à l'utilisation du solde de ces secours en transit, elle est indiquée plus bas sous le titre « Liquidation des stocks », p. 330.

c) *Dons en nature.*

En dehors des secours mis à sa disposition par des organismes d'Etat ou par des Croix-Rouges nationales, en faveur de leurs propres ressortissants ou des ressortissants d'autres nations alliées, le CICR reçut de nombreux dons, émanant de Sociétés nationales, d'organisations de secours privées ou de particuliers. Ces dons étaient soit destinés à un groupe déterminé de prisonniers, soit confiés au CICR pour ses actions générales de secours médicaux en faveur des prisonniers de guerre et des déportés politiques.

Les principaux donateurs furent : la Croix-Rouge sud-africaine, qui envoya d'importantes quantités d'huile de foie de poisson, à l'intention surtout des prisonniers tuberculeux, ainsi que de nombreux sérums et vaccins ; la Croix-Rouge canadienne, qui fit parvenir à Genève des produits vitaminés, de l'insuline, des sérums, des vaccins et des médicaments divers ; les Croix-Rouges américaine, argentine, brésilienne, britannique, roumaine uruguayenne, la colonie française de Buenos-Ayres et le Comité « Pro Hollanda », à Buenos-Ayres ; enfin, de nombreuses fabriques suisses de produits chimiques ou pharmaceutiques remirent au CICR des dons en nature en faveur de toutes les catégories de prisonniers.

d) *Achats.*

Les fonds mis à la disposition du CICR pour des actions de secours médicaux furent employés à des achats tant en Suisse qu'à l'étranger.

Les *achats en Suisse* furent de beaucoup les plus importants. Les produits que le CICR se procurait auprès de l'industrie pharmaceutique suisse étaient principalement destinés à apporter un complément aux envois provenant de l'étranger. De nombreuses difficultés, toutefois, s'opposaient à l'achat de n'importe quelle quantité de n'importe quel médicament. En effet, la production de nombreux produits fut ralentie au cours de la guerre et l'exportation des médicaments dont on craignait qu'ils ne vinssent à manquer fut interdite. Néanmoins, les Autorités fédérales ne manquèrent pas d'accorder au

CICR les plus grandes facilités possibles et témoignèrent de compréhension à l'égard de sa situation spéciale. Dès la conclusion de l'armistice, les restrictions à l'exportation s'atténuèrent progressivement et, bien qu'encore avec des délais parfois assez longs, il fut possible d'exporter tous les produits fabriqués en Suisse.

Dans ses achats, le CICR donna d'une façon générale la préférence aux produits de marque déposée, lesquels, bien que plus chers, présentaient de plus grandes garanties quant à la pureté de leur composition et aux soins apportés à leur conditionnement. De nombreuses fabriques suisses accordèrent des rabais importants.

Le CICR renonça presque entièrement, durant le conflit, à des *achats à l'étranger* en raison des délais de livraison beaucoup trop longs et des difficultés d'ordre administratif et de transport. En revanche, dès la fin des hostilités, le CICR, chaque fois qu'il en eut l'occasion, s'efforça de se procurer sur les marchés étrangers et à des conditions satisfaisantes le plus grand nombre de médicaments possible. Ces achats, en particulier ceux qui étaient effectués aux Etats-Unis, présentaient l'avantage de ne pas nécessiter de transferts de devises. Signalons à ce propos que le CICR, dans ses acquisitions auprès des « stocks en liquidation de l'armée américaine », bénéficia de conditions privilégiées, notamment d'un droit de priorité.

L'exportation de *stupéfiants* étant soumise à une réglementation internationale, le CICR, après des négociations, fut mis au bénéfice d'un arrêté fédéral l'autorisant à acheter, à faire transiter et à exporter les stupéfiants nécessaires ; de même, il obtint des pays étrangers intéressés les facilités voulues pour l'importation de ces produits. Ainsi, les innombrables démarches et formalités qu'impliquent l'achat et la distribution de stupéfiants purent être simplifiées au maximum.

Afin de réduire dans la mesure du possible les retards dus à des délais de livraison, le CICR constitua à Genève un stock de produits achetés en Suisse, tels que certains médicaments de base et des articles dentaires, et qui fut appelé *Stock spécialités*. Ce stock permit au CICR d'effectuer, parfois deux ou trois jours seulement après réception de la demande, d'importants envois.

D'autre part, le CICR constitua également une importante *réserve de médicaments pour les cas d'épidémies*. Cette réserve, composée de désinfectants, sérums, vaccins, « cardiaques », etc., d'une valeur de 500.000 fr. suisses environ, permit de rapides interventions contre l'extension d'épidémies de type exanthématique en Roumanie et en Hongrie et d'autres épidémies en Allemagne et en Hollande. Elle n'eut heureusement pas à être utilisée entièrement, car, d'une façon générale, les épidémies qui éclatèrent en Europe n'eurent pas la virulence que l'on pouvait craindre. A la fin des hostilités, le CICR céda le solde de cette réserve au « Don suisse ».

e) *Secours individuels.*

Les secours individuels, médicaux et pharmaceutiques, qui, dans la règle, auraient dû normalement être traités par la « Section des Secours individuels », furent confiés en définitive au Service pharmaceutique, plus compétent pour choisir et acheter des produits qui, presque tous, étaient des spécialités.

Le nombre des colis qui purent être expédiés à la suite de demandes individuelles atteignit un chiffre assez grand. Leur envoi nécessita un travail considérable : achat au détail, manutention, contrôle et formalités diverses, etc. Mais ils apportèrent très souvent une aide précieuse aux prisonniers atteints de maladies graves ou rares, et qui ne pouvaient être traités avec les seuls remèdes dont disposaient les médecins des camps.

f) *Entrepôts.*

La manipulation des médicaments et, d'une façon générale, tout le travail pratique, se faisaient dans plusieurs entrepôts, dont les principaux se trouvaient en port franc (Cornavin-Genève et Plainpalais-Genève). Ces entrepôts abritaient les stocks considérables, énumérés plus haut, que le Service pharmaceutique gérât pour le compte des donateurs alliés. Dès la fin des hostilités, et même quelques mois auparavant, le matériel destiné aux prisonniers de l'Axe fut stocké dans les mêmes entrepôts. Quant aux produits achetés en Suisse, ils furent stockés dans un autre local.

g) *Liquidation des stocks et des secours en transit.*

Le fait, apparemment anormal, que de grandes quantités de médicaments se trouvaient encore à Genève à la fin des hostilités s'explique par l'arrivée relativement tardive des stocks et des secours en transit.

Le stock de la Croix-Rouge britannique, par exemple, était encore fort volumineux. En octobre 1945, cette Société nationale en mit la totalité à la disposition du CICR, sur sa demande, avec la réserve, toutefois, que l'on tint auparavant compte des besoins de la Croix-Rouge polonaise en Pologne (qui reçut 30 tonnes de produits), ainsi que des besoins des ressortissants britanniques à Budapest, Prague, Varsovie et Vienne. D'octobre 1945 à fin juin 1947, le CICR put faire parvenir 32 tonnes environ de produits d'origine britannique à des « personnes déplacées ».

Quant au stock de la Croix-Rouge américaine, qui se composait encore, en septembre 1946, de 100 assortiments standard de 15 colis chacun (« Man medical »), soit environ 33 tonnes de produits pharmaceutiques, il fut entièrement cédé par cette Société à la Ligue. Cette dernière chargea le CICR de répartir ce stock entre certaines Sociétés nationales, dont les Croix-Rouges autrichienne, hongroise, polonaise et roumaine.

Quant aux envois de secours en transit qui n'avaient pu être réexpédiés dans les camps de prisonniers, ceux du Gouvernement belge (38 tonnes), furent, à sa demande, renvoyés en Belgique, à l'exception de 15 tonnes de produits qui furent distribués à des ressortissants belges. Le solde des secours en transit français fut réexpédié dans divers sanatoriums de la Forêt-Noire qui hébergeaient d'anciens prisonniers ou déportés français.

Les entrepôts du CICR abritaient également encore, à la fin des hostilités, une grande partie des stocks composant le « pool » dont il a été fait mention plus haut. Certains envois n'étaient parvenus à Genève qu'après la conclusion de l'armistice. Ce n'est qu'en février 1946 que le CICR reçut les instructions définitives quant à l'utilisation de ce stock, qui fut réparti comme suit :



La Pologne en reçut les 28% (366 tonnes environ) ; l'UNRRA en acheta les 50,5% (657 tonnes environ, qui furent réparties entre l'Autriche et l'Italie) ; « l'American Joint Distribution Committee » acheta 51 tonnes, qui furent remises à la Commission mixte de secours pour expédition et distribution ; la Belgique en reçut les 4,3% (55 tonnes environ) et les Pays-Bas le 1% (environ 13 tonnes).

Le matériel de pansement qui, dans le stock, appartenait à la Croix-Rouge américaine (146 tonnes) fut donné par celle-ci à la Croix-Rouge suisse, qui le fit distribuer dans divers établissements hospitaliers suisses.

#### *h) Répartition des frais.*

Durant la guerre, toute l'activité déployée en matière de secours médicaux et pharmaceutiques en faveur des prisonniers de guerre alliés fut financée par la « Taxe alliée »<sup>1</sup>.

Dès la fin des hostilités, un nouveau système de financement fut adopté : sur tous les fonds mis à la disposition du Service pharmaceutique, les 5% furent prélevés pour les frais administratifs et les 15% mis en réserve. Les frais de transit, d'assurance, etc., étaient couverts par cette réserve ; les soldes qui pouvaient subsister étaient ristournés aux fonds généraux de secours du CICR.

### *B. Prisonniers de guerre allemands et autrichiens*

Jusqu'à la fin de 1944, les demandes d'aide médicale et pharmaceutique que les prisonniers de guerre ou les internés civils allemands détenus en Afrique du Nord et du Sud, en Nouvelle-Zélande, en Australie, aux Indes et en Grande-Bretagne, adressaient au CICR, étaient transmises par lui directement à la Croix-Rouge allemande. Cette Société nationale lui remettait alors les secours nécessaires et le CICR les réexpédiait à leurs destinataires. Les conditions sanitaires des prisonniers allemands pouvaient être alors considérées encore comme

---

<sup>1</sup> Voir p. 290.

satisfaisantes et ces secours étaient relativement peu importants.

Cependant, dès la fin de 1944, la situation se modifia rapidement ; le nombre des prisonniers allemands augmenta dans une forte proportion et certaines Puissances détentrices se trouvèrent placées subitement devant les problèmes les plus difficiles à résoudre ; la situation des prisonniers, du point de vue tant alimentaire que médical, ne tarda pas à s'aggraver. En France notamment, les besoins que signalaient les délégués du CICR ainsi que les médecins allemands eux-mêmes, devinrent très vite considérables.

Le CICR prit alors immédiatement contact avec la Croix-Rouge allemande et, en janvier 1945, lui soumit les propositions suivantes :

1. Constitution immédiate par la Croix-Rouge allemande de colis standard comprenant des médicaments, du matériel de pansement et des articles sanitaires, qui formeraient la base des premiers secours à remettre d'urgence à tous les camps de prisonniers de guerre allemands en France et en Afrique du Nord. En se fondant sur des informations précises et sur des expériences précédentes, le CICR soumit un projet de colis standard adaptés à leur destination.

2. Création d'un stock de médicaments fournis par la Croix-Rouge allemande, et qui seraient entreposés en port franc, à Genève, afin de permettre au CICR de répondre immédiatement aux demandes qui lui arrivaient de tous côtés.

Le CICR proposa également une augmentation considérable des secours en transit, tout en signalant à la Croix-Rouge allemande les difficultés de transport qui semblaient devoir se multiplier encore, ainsi que les délais sans doute très longs qui s'écouleraient entre la demande de secours et la réception.

Malgré de nombreux rappels, qui demandaient à la Croix-Rouge allemande surtout la remise de fonds au CICR, afin de lui permettre d'acheter en Suisse les médicaments les plus nécessaires, aucune réponse positive ne parvint à Genève avant la fin des hostilités ; tout au plus la Croix-Rouge allemande annonça-t-elle, en avril 1945, le départ de cinq wagons conte-

nant entre autres des secours médicaux, wagons qui toutefois n'arrivèrent jamais à destination.

Parallèlement à ces démarches, le CICR s'efforça d'apporter lui-même quelque aide aux prisonniers allemands et il se mit sans retard à rechercher des fonds. A la fin de 1944, une première somme de 10.000 francs suisses, remise au Service pharmaceutique, lui permit de distribuer des médicaments aux prisonniers allemands détenus dans les régions françaises avoisinant Genève. Au total et jusqu'à la fin d'avril 1945, le Service pharmaceutique reçut une somme de 41.000 francs suisses ; il put ainsi envoyer, sur la base des listes de malades qui lui parvenaient, les médicaments nécessaires — achetés en Suisse — dans les camps et hôpitaux de prisonniers en France, en Corse et en Afrique du Nord. D'autre part, des assortiments standard, comprenant des médicaments de première nécessité, du matériel de pansement et des désinfectants, furent envoyés, en avril 1945, aux délégations du CICR à Paris et à Lyon pour être répartis dans les camps et hôpitaux.

Après l'armistice et d'une manière générale, la situation des prisonniers allemands en *France* devint critique. Les causes en paraissaient être les difficultés de transport et de ravitaillement, qu'aggrava encore l'afflux des prisonniers que les Autorités militaires américaines avaient remis en mains françaises.

Certains camps manquant du strict nécessaire, le CICR para au plus pressé en envoyant dans la plupart des dépôts des assortiments comprenant des instruments de petite chirurgie, du matériel de pansement, des anesthésiques et des désinfectants. Par la suite, une certaine quantité de médicaments variés put être distribuée par les soins de la délégation du CICR à Paris.

Cette première aide était toutefois insuffisante et l'état sanitaire des prisonniers continua de s'aggraver. L'on signalait des pertes de poids, des œdèmes de la faim, des ostéopathies, des hypovitaminoses, des troubles intestinaux, des intoxications diverses, etc. Une médication appropriée devenait urgente. De plus, le manque de savon et de désinfectants provoqua toutes sortes d'affections cutanées et favorisa la propagation des parasites.

Le CICR intervint alors de façon pressante auprès du Gouvernement militaire américain, qui accepta de mettre à sa disposition une grande quantité de médicaments. Il fut décidé de distribuer dans les camps de prisonniers allemands comprenant un minimum de 3.500 hommes, des assortiments standard, désignés sous le nom de « Cad Basic Medical Units » et représentant chacun 4 tonnes de produits pharmaceutiques, de matériel de pansement et d'instruments, sur le modèle de ceux qui étaient prévus pour secourir la population civile des régions libérées d'Europe.

Les chiffres suivants donnent une idée de l'ampleur des secours pharmaceutiques et médicaux remis au CICR par les Autorités américaines :

296 tonnes de produits pharmaceutiques, de matériel de pansement et d'instruments chirurgicaux, distribués dans 69 dépôts de prisonniers allemands en France et dans 4 dépôts de la zone d'occupation française en Allemagne ;

363 tonnes de savon ;

89 tonnes de poudre DDT.

Cette action fut arrêtée avant qu'il fût possible d'attribuer un assortiment par dépôt, ainsi qu'il avait été prévu. Le CICR se trouva donc dans l'obligation d'équilibrer les distributions et de fractionner un certain nombre d'assortiments pour en faire profiter chaque camp et chaque dépôt. C'est ainsi que tous les centres importants de prisonniers allemands reçurent, d'octobre à décembre 1945, une quantité importante de produits pharmaceutiques.

L'heureux résultat de cette vaste action ne tarda pas à se faire sentir, et les rapports bimensuels fournis au CICR par les hommes de confiance indiquèrent, dès la fin de l'année 1945 et dans le courant des premiers mois de 1946, une stabilisation de l'état sanitaire, suivie bientôt d'une amélioration. Dans un seul dépôt par exemple, les cas de cachexie avaient diminué de 75 %, d'octobre 1945 à décembre 1946, et les cas de déficience avaient disparu.

Les assortiments américains contenaient certains médicaments en quantités trop grandes, alors que d'autres s'y

trouvaient en quantités insuffisantes ou faisaient même totalement défaut. La tâche du CICR fut d'utiliser au mieux l'excédent des produits surabondants et de chercher à parer à l'insuffisance ou au défaut d'autres médicaments.

De plus, l'état sanitaire des prisonniers détenus dans de petits détachements de travail restait mauvais ; l'on manquait de matériel de pansement et des médicaments les plus usuels. Le CICR distribua alors, de novembre 1945 à juin 1947, environ 2.000 petites trousse, dont la composition avait été calculée pour répondre le plus efficacement aux besoins.

Le CICR décida en outre de constituer des stocks au sein de ses diverses délégations en France, notamment à Paris et à Lyon, pour permettre d'apporter rapidement les compléments qui apparaîtraient indispensables à ses envois réguliers de Genève. Comme cette tâche ne pouvait être accomplie que par un spécialiste, une section pharmaceutique, dirigée par un pharmacien diplômé, dont le rôle était de coordonner toutes les actions de secours pharmaceutiques et médicales en France, fut créée au sein de la délégation à Paris. Cette section, grâce aux contacts qu'elle prit avec les médecins et pharmaciens des camps, put tenir le CICR au courant des besoins qui s'y manifestaient.

Au cours de l'année 1946, le CICR distribua en outre aux médecins prisonniers de guerre allemands quelque 650 trousse d'instruments de petite chirurgie, qui leur permirent de procéder eux-mêmes à de petites interventions courantes et d'éviter ainsi le transfert des malades dans une infirmerie centrale ou dans un hôpital régional. De plus, il distribua dans les hôpitaux de prisonniers allemands et dans les infirmeries stables divers instruments tels qu'appareils à mesurer la pression, appareils à sédimentation, instruments de chirurgie, etc.

Le CICR fournit également des secours médicaux aux prisonniers allemands en mains françaises stationnés en *Afrique du Nord* et en *Corse*. Les envois étaient composés d'assortiments standard d'anesthésiques, de désinfectants et de matériel de pansement et, par la suite, d'assortiments de médicaments. Ils étaient complétés par des colis expédiés directement, à la suite de demandes précises.

Au cours de l'été 1945, la situation sanitaire des prisonniers allemands en *Yougoslavie* fut caractérisée par deux faits marquants : tout d'abord la menace d'une épidémie exanthématique, puis l'apparition d'une maladie nouvelle, qui se manifestait uniquement chez ces prisonniers et qui fut désignée à l'époque du nom de « néphrite allemande ». Ses principaux symptômes étaient une diarrhée ainsi que des œdèmes avec albuminurie et hypertension. A certains moments, elle prit une allure épidémique, sans que l'on sût d'ailleurs si elle était infectieuse ou non. Il semble qu'elle était due en partie à une hypovitaminose « B » liée à une carence de sels minéraux. La dysenterie bacillaire, très répandue en Yougoslavie à la suite des circonstances difficiles que ce pays avait traversées, atteignit également les prisonniers.

Le premier envoi du CICR dans ce pays, en automne 1945, était formé d'assortiments complets qui permirent de doter les hôpitaux et les principaux camps de prisonniers de matériel de premier secours ainsi que de médicaments d'un usage courant. Par la suite, les renseignements sur la situation particulière qui prévalait en Yougoslavie se précisèrent et la délégation du CICR à Belgrade, en collaboration avec la Croix-Rouge et les Autorités yougoslaves, distribua notamment de la poudre insecticide, des vaccins contre le typhus exanthématique, des anti-diarrhéiques, des cardiaques et des produits vitaminés. En juillet 1946, de nouveaux envois apportèrent à divers camps et hôpitaux de prisonniers allemands des assortiments standard.

Enfin, au début de janvier 1947, le CICR expédia aux médecins allemands des trousseaux d'instruments de petite chirurgie, ainsi que certains médicaments qui manquaient particulièrement dans les camps.

Dans l'ensemble, le CICR a expédié en Yougoslavie 334 colis d'un poids de 16.865 kilos et d'une valeur de 161.488 francs suisses.

Les secours médicaux et pharmaceutiques que le CICR apporta au petit nombre de prisonniers allemands internés en *Autriche* se bornèrent d'abord à quelques distributions effectuées dès la fin de 1945, dans les régions du Vorarlberg et du Tyrol, pour s'étendre ensuite aux camps situés dans les

zones américaine et britannique. Mais, dès l'instant où les premiers rapatriements de Russie et de Yougoslavie furent annoncés, le CICR envoya des secours importants dans les principaux centres d'accueil des prisonniers rapatriés, en particulier ceux d'Innsbruck et de Linz. De plus, les trains sanitaires qui se rendaient en Yougoslavie pour y chercher les prisonniers malades furent dotés de matériel sanitaire.

Les envois du CICR en Autriche, qui se poursuivirent tout au long de l'année 1946 et durant les premiers mois de 1947, représentèrent 238 colis pesant 8.350 kilos et d'une valeur de 71.095 francs suisses.

Un certain nombre d'anciens combattants allemands furent retenus dans les différentes zones d'occupation de l'Allemagne, soit dans des camps ou détachements de travail, soit dans les zones dites « prohibited areas ». De novembre 1945 à mars 1946, le CICR fit parvenir à ceux qui se trouvaient dans des camps des assortiments standard, des médicaments, des produits anti-parasitaires et du matériel de pansement.

Le CICR s'efforça en outre d'apporter une assistance médicale aux prisonniers rapatriés de France, de Yougoslavie et de Russie, en particulier grâce aux 16 tonnes de médicaments fournis par les Américains dans le cadre de l'action entreprise en faveur des prisonniers en mains françaises et mentionnée plus haut. A la demande des Autorités françaises, il expédia également divers médicaments aux prisonniers rapatriés hospitalisés au sanatorium de Stromberg.

En juin 1947, le CICR expédia à sa délégation à Berlin plus de 6 tonnes de produits pharmaceutiques et sanitaires pour les prisonniers allemands rapatriés en zone soviétique, notamment pour le centre de rapatriement de Francfort-sur-l'Oder.

Les envois effectués en Allemagne furent, au total, d'environ 30 tonnes, dont 11.650 kilos pour les prisonniers dans les camps et 11.850 kilos pour les rapatriés en zone soviétique.

En *Belgique*, les Autorités s'efforcèrent dès le début de remédier à la pénurie de matériel de pansement et de désinfectants, pénurie dont les prisonniers allemands, pour la plupart travaillant dans les mines, souffrirent un temps. Aussi le rôle de CICR se borna-t-il à quelques envois, notamment de produits

manquants et de petites troussees pour les premiers secours. Ces envois cessèrent dès le milieu de l'année 1946, les Autorités belges étant désormais à même de fournir à ceux des prisonniers qui n'étaient pas encore rapatriés tout ce qui pouvait leur être nécessaire.

En Pologne, les premiers secours pharmaceutiques du CICR furent envoyés, en septembre 1946, au camp de Jaworzno, où se trouvaient un assez grand nombre de prisonniers allemands malades et invalides. Cet envoi permit, selon les renseignements parvenus par la suite, d'améliorer sensiblement l'état sanitaire des prisonniers. En outre, des assortiments de médicaments, de matériel de pansement et des instruments de chirurgie furent répartis entre les camps de prisonniers travaillant dans les mines de Silésie, dès l'instant où le CICR reçut l'autorisation de visiter ces derniers. De plus, 200 petites troussees standard de médicaments furent réparties également entre les détachements de travail.

Par la suite, un stock de médicaments fut constitué et régulièrement alimenté au sein de la délégation à Varsovie, afin de lui permettre de répondre sans tarder aux demandes urgentes qui pouvaient lui parvenir.

Au total, les secours envoyés aux prisonniers allemands en Pologne représentaient 575 colis, d'un poids de 18 tonnes et d'une valeur de 107.767 francs suisses.

Mentionnons pour terminer que des secours médicaux et pharmaceutiques, d'une valeur d'environ 10.000 francs suisses, ont été encore adressés par le CICR aux prisonniers de guerre allemands dans *divers pays*, notamment en Italie, dans le Moyen-Orient et aux Pays-Bas, ainsi qu'à des civils allemands internés en Amérique du Sud, en Arabie, en Australie et aux Indes.

### *C. Prisonniers de guerre et internés militaires italiens*

Les prisonniers et internés militaires italiens ayant été, durant tout le conflit, détenus dans des camps disséminés dans un grand nombre de pays, voire de continents, les actions de secours médicaux et pharmaceutiques réalisées par le CICR



en leur faveur n'eurent pas, de ce fait, le caractère uniforme et régulier de certaines autres actions mentionnées plus haut.

Aux *Indes britanniques*, le CICR distribua dans les camps de prisonniers une tonne environ de médicaments reçus, en août 1942, de la Croix-Rouge italienne.

En *Afrique du Nord*, un certain nombre d'envois furent distribués, de 1942 à 1945, notamment de grandes quantités de poudre insecticide et des instruments de chirurgie en Algérie et, dès septembre 1945, un assez grand nombre d'assortiments de médicaments divers.

De *France* et de *Corse*, le CICR reçut d'assez nombreuses demandes individuelles de secours, auxquelles il répondit par des envois appropriés. De même, il put, de juin 1944 à juillet 1945, satisfaire les demandes analogues qu'il recevait de la part de militaires italiens internés en Suisse.

Toutes les actions mentionnées jusqu'ici furent possibles grâce aux versements de la Croix-Rouge italienne et à certains dons généreux d'internés militaires italiens en Suisse. Mais ce sont les Italiens détenus en Allemagne et en Yougoslavie qui bénéficièrent surtout de l'aide médicale.

En *Allemagne*, le CICR n'avait pas officiellement accès dans les camps d'internés militaires italiens, ceux-ci n'étant pas considérés comme prisonniers de guerre <sup>1</sup>. Il ne pouvait par conséquent pas leur faire parvenir directement des envois de secours, et c'est par l'intermédiaire de la Nonciature apostolique à Berlin, qui avait obtenu les autorisations nécessaires, que les médicaments envoyés par le CICR purent être distribués. C'est ainsi que 40 assortiments standard, qui comprenaient principalement des médicaments pour lutter contre le paludisme contracté par les militaires italiens en Grèce, dans les Balkans ou en Afrique, purent être répartis, et cela grâce aux fonds remis en août 1944 au CICR par le « Comité d'assistance aux internés italiens » à Lausanne. Ce Comité fit par la suite un nouveau versement au CICR, versement qui, joint à une somme de 15.000 francs suisses prélevés par le CICR sur ses fonds

---

<sup>1</sup> Voir volume I, p. 558.

propres, permit de continuer l'envoi de secours divers jusqu'à l'armistice.

Dès l'automne 1945, l'effort principal du CICR porta sur une assistance médicale aux prisonniers italiens détenus en *Yougoslavie*. En octobre 1943, des colis standard furent distribués dans 9 hôpitaux, ainsi que du matériel de pansement et des objets sanitaires. Un mois plus tard, 7 nouveaux assortiments partaient pour la Yougoslavie. Les médicaments envoyés avaient été choisis selon les indications données par le délégué du CICR à Belgrade, ainsi que par le délégué de la Croix-Rouge italienne à Genève ; il s'agissait principalement de produits contre le typhus exanthématique, de médicaments spécifiques pour le traitement de la néphrite et de fortifiants à base de calcium pour les tuberculeux.

En automne 1945 également, des assortiments de médicaments furent envoyés aux délégués de la Croix-Rouge italienne en *Tchécoslovaquie*, *Pologne* et *Autriche* (médicaments, articles de pansement, vaccins contre le typhus exanthématique et poudre insecticide) pour être distribués parmi les Italiens détenus encore dans ces pays.

*Tableau des envois*

| Pays                                                                             | Valeur d'achat |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| IM italiens en Suisse . . . . .                                                  | 1.373.—        |
| PG italiens en Afrique du Nord . . . . .                                         | 11.210.—       |
| » » France et Corse . . . . .                                                    | 1.075.—        |
| » » Allemagne . . . . .                                                          | 36.332.—       |
| » » Yougoslavie . . . . .                                                        | 17.726.—       |
| » » Autriche . . . . .                                                           | 4.453.—        |
| » » Tchécoslovaquie. . . . .                                                     | 1.050.—        |
| » » Pologne . . . . .                                                            | 8.753.—        |
| » » rapatriés en Italie . . . . .                                                | 12.491.—       |
| » » dans divers pays . . . . .                                                   | 1.137.—        |
| Total . . . . .                                                                  | 95.600.—       |
| A ajouter : Dons en nature (médicaments suisses) . . . . .                       | 17.350.—       |
| Valeur totale (tous les médicaments ont été achetés en Suisse) . . fr. suisses . | 112.950.—      |

## D. Internés civils

Le CICR s'est également efforcé d'apporter, dans la mesure du possible, des secours médicaux et pharmaceutiques aux civils internés par les belligérants. Des colis de médicaments et de produits sanitaires purent, en assez grande quantité, être distribués dans les camps d'internés civils de nationalité britannique, norvégienne, russe ou yougoslave, en Allemagne et en Italie. Par la suite, et notamment en automne 1945, des secours analogues ont été répartis parmi les civils allemands internés en France.

D'une manière générale, ces envois posaient les mêmes problèmes que les secours aux prisonniers de guerre et étaient traités d'une manière analogue. Nous renvoyons par conséquent aux pages qui précèdent.

## E. « Personnes déplacées » (*Displaced Persons*)

### 1. Les besoins

La situation sanitaire des « personnes déplacées » préoccupa le CICR et, dès la fin des hostilités, il s'efforça d'obtenir des renseignements aussi précis que possible à ce sujet, notamment en Allemagne et en Autriche.

Dès la fin de juin 1945, des demandes de secours médicaux parvinrent au CICR, demandes qui émanaient directement des médecins de camp ainsi que des équipes de l'UNRRA, et qui toutes signalaient le manque presque total de médicaments. Certains médecins se rendirent même à Genève pour obtenir du CICR l'aide qui était indispensable. De leur côté, les délégués du CICR s'efforçaient de réunir toute la documentation possible. L'envoi d'une mission en Allemagne d'abord, puis en Autriche, fut alors décidé. Une première mission se rendit en Bavière, non seulement pour étudier les problèmes sur place, mais pour distribuer immédiatement les secours médicaux qui se trouvaient déjà sur les lieux.

En août et en septembre 1945, de nouvelles missions médicales, organisées en commun par le CICR et la Croix-Rouge

suisse, se rendirent en Allemagne et s'occupèrent de toutes les questions sanitaires concernant les personnes déplacées ainsi que de la coordination des actions entreprises tant par le CICR que par le Don suisse et la Croix-Rouge suisse. C'est sur la base des renseignements apportés par ces missions que de nouvelles distributions furent effectuées par le CICR, dans le courant de l'automne 1945, en particulier en zone américaine d'occupation (région de Bayreuth).

Plusieurs missions pharmaceutiques furent également envoyées en Autriche, à partir du mois d'octobre 1945, et purent procéder à de nombreuses distributions dans des camps de personnes déplacées.

Peu à peu cependant, la situation sanitaire des personnes déplacées en Allemagne tendit à se stabiliser, grâce surtout aux secours importants apportés par l'UNRRA, dans la zone d'occupation américaine en particulier. De ce fait, le CICR réserva ultérieurement la plupart des secours médicaux dont il pouvait disposer, pour les personnes déplacées en Autriche et en Italie.

## **2. Les dons en nature**

Dès le mois de juin 1945, le CICR, constatant que le rapatriement des prisonniers de guerre et déportés alliés s'effectuait très rapidement, se préoccupa d'utiliser en faveur des personnes déplacées certains stocks qui avaient été constitués dans le dessein d'apporter des secours aux prisonniers. Il exposa le problème à la Croix-Rouge britannique, qui accepta que le stock de médicaments qu'elle avait constitué à Genève à l'intention des prisonniers britanniques fût partiellement et dès octobre 1945 utilisé en faveur de la population civile polonaise et, dans une proportion plus grande, en faveur des personnes déplacées de nationalités alliées. Ce stock comprenait quelque 32.000 kilos de produits pharmaceutiques, de matériel de pansement, etc.

D'autres stocks de matériel médical dont le CICR disposait à l'étranger, en particulier en Allemagne du Sud et en Haute-Autriche, furent utilisés très rapidement, au cours de l'été 1945, pour des secours de première urgence aux personnes déplacées.

Les premières distributions furent effectuées en zone américaine d'Allemagne et en zone américaine d'Autriche ; ultérieurement, elles s'étendirent aux zones britannique et française d'Allemagne et d'Autriche.

### *Dons en espèces.*

Le CICR eut la possibilité d'utiliser en faveur des personnes déplacées de diverses nationalités certains fonds, d'environ 105.000 francs suisses, primitivement destinés à des secours aux prisonniers de guerre alliés. Il s'agissait en particulier d'un don de 47.000 francs suisses provenant des Grands Moulins Santista à Sao Paulo, dont une partie avait été utilisée précédemment pour des prisonniers alliés, et d'une somme de 22.000 francs suisses environ, provenant des collectes faites parmi les prisonniers allemands aux Etats-Unis, ceux-ci ayant exprimé le désir qu'une partie des sommes recueillies fût destinée à des personnes déplacées. Ces fonds permirent au CICR d'acheter en Suisse des médicaments destinés à compléter utilement les secours médicaux prélevés sur les stocks de produits étrangers.

D'autre part, le CICR, qui fut appelé également à secourir certaines catégories déterminées de personnes déplacées, reçut une somme de 85.000 francs suisses de la Représentation diplomatique estonienne aux Etats-Unis pour des secours médicaux à des personnes déplacées estoniennes en Allemagne et en Autriche. De plus, une somme de 34.000 francs suisses lui fut remise par la Représentation diplomatique lettone pour des actions en faveur de personnes déplacées de cette nationalité. Enfin, une somme de 11.000 francs suisses, remise au CICR par l'« United Ukrainian Relief Committee » aux Etats-Unis, lui permit d'apporter aux personnes déplacées ukrainiennes des secours médicaux, notamment du matériel dentaire, ainsi que 7 tonnes de produits médicaux et pharmaceutiques, don de l'« Ukrainian Canadian Relief Fund ».

### **3. Exécution des actions**

Dans les diverses régions où il distribua des secours d'ordre médical, le CICR travailla en collaboration étroite avec l'UNRRA

d'abord, puis avec les Autorités militaires d'occupation, ainsi qu'avec les Sociétés nationales de la Croix-Rouge, plus particulièrement avec la Croix-Rouge britannique.

En zone américaine d'occupation en *Allemagne*, les distributions des secours médicaux prélevés sur les stocks constitués par le CICR sur place commencèrent rapidement au début de l'été 1945, l'UNRRA envoyant ses propres camions chercher les marchandises dans les dépôts du CICR. En zone britannique, les premières distributions furent effectuées au début de septembre 1945 par les soins des délégations du CICR à Lübeck et à Vlotho, puis par l'intermédiaire du Quartier Général de la Croix-Rouge britannique et par l'UNRRA. En zone française, le CICR fit des envois directement dans les camps et constitua un stock de secours médicaux au dépôt central de Rastatt, qui dépendait de la « Direction centrale des personnes déplacées » du Service de santé du Gouvernement militaire français. Ultérieurement, un accord fut conclu avec les Autorités françaises d'occupation, aux termes duquel les demandes de médicaments provenant des camps de personnes déplacées, demandes auxquelles on ne pouvait satisfaire ni par des achats sur le marché local, ni par des fournitures du dépôt central de Rastatt, seraient transmises au CICR. Celui-ci fut donc en mesure d'apporter les compléments nécessaires en médicaments et produits pharmaceutiques que l'on ne pouvait se procurer d'aucune autre façon.

En *Autriche*, les distributions, qui se faisaient par les soins des délégations du CICR, furent toujours effectuées en collaboration étroite avec les Autorités militaires des trois zones, avec la Croix-Rouge britannique et avec la section « PDR » (prisonniers, déportés, réfugiés) du Gouvernement militaire français.

Un certain nombre d'envois furent distribués par les délégations du CICR en *Italie* du Nord et du Sud, dans des camps de personnes déplacées de diverses nationalités.

#### **4. Exemple d'une action**

Nous citerons ici l'activité de la délégation de Linz, en Haute-Autriche, qui se trouvait dans une région hébergeant un nombre

particulièrement grand de personnes déplacées (en juin 1945, leur nombre atteignait 20% de la population de la Haute-Autriche).

Une quinzaine de tonnes de médicaments divers, de fortifiants, de matériel de pansement, de désinfectants, etc., furent distribués jusqu'en automne 1945. Puis, le CICR approvisionna régulièrement le stock de la délégation de Linz, qui reçut jusqu'à 24 tonnes de produits. La délégation fut donc non seulement en mesure de secourir les personnes déplacées dans les camps, les lazarets et les hôpitaux, mais aussi de ravitailler en matériel médical et sanitaire les trains de personnes déplacées transitant par Linz, vers l'est ou l'ouest. Plusieurs missions pharmaceutiques se rendirent sur place pour procéder aux répartitions de tous les produits du stock. Au mois d'août 1946, un « poste de secours » fut créé à Enns, à la frontière des zones américaine et soviétique, où passaient les trains de rapatriement.

De nombreuses répartitions d'huile de foie de morue permirent bien souvent d'améliorer l'état de santé des enfants, et des distributions de vitamine « D » concentrée à des enfants en bas âge donnèrent d'excellents résultats dans la prophylaxie antirachitique.

De mai 1945 à mars 1947, date de sa fermeture, la délégation de Linz effectua 589 livraisons de secours médicaux à des personnes déplacées, soit :

|     |                                                       |
|-----|-------------------------------------------------------|
| 438 | livraisons à des camps.                               |
| 42  | » à des hôpitaux et lazarets.                         |
| 60  | » à des comités nationaux et régionaux.               |
| 25  | » à des sections de diverses Croix-Rouges nationales. |
| 24  | » à des convois de rapatriement.                      |
| 589 |                                                       |

En dehors de ces distributions collectives, la délégation de Linz a également délivré, sur ordonnances médicales individuelles, des secours médicaux à plus de 4.000 personnes déplacées.

## § 2. LES PROTHÈSES

Les secours d'ordre médical transmis par le CICR aux prisonniers de guerre et internés civils ne se limitaient pas aux envois de produits pharmaceutiques et de matériel sanitaire, mais s'étendaient également à l'envoi de prothèses de tous genres. L'article 14 de la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre prescrit, en effet, que la Puissance détentriche est tenue de fournir aux prisonniers des prothèses provisoires. Cette prescription, assez souple, a été interprétée de façon variable, et souvent les prisonniers recevaient des prothèses qui ne pouvaient en aucun cas leur permettre de supporter une captivité prolongée.

Devant cette situation, le CICR s'efforça, en premier lieu, d'obtenir des Puissances détentriche une application plus généreuse de l'article 14 de la Convention et notamment que les prothèses provisoires insuffisantes fussent remplacées par des prothèses provisoires qui pouvaient être considérées comme semi-permanentes. Mais là où ses démarches n'avaient pas de succès, le CICR devait satisfaire les besoins les plus urgents par l'envoi de secours.

Bien que ces envois soient restés d'une importance secondaire, comparés aux autres envois de secours, il convient de s'étendre quelque peu sur ce sujet, car cet aspect de l'activité du CICR demanda, étant donné sa nature complexe, la mise sur pied d'une organisation spéciale.

Les secours en prothèses peuvent être divisés en quatre catégories :

1. Les prothèses dentaires.
2. Les prothèses de membres.
3. Les prothèses oculaires.
4. Les bandages herniaires et appareils médicaux spéciaux.

### 1. Prothèses dentaires

#### a) *Prisonniers de guerre alliés.*

L'article 14 de la Convention prescrit, en résumé, l'existence dans les camps d'installations médicales permettant d'assurer



aux prisonniers de guerre des soins de toute nature, par conséquent les soins dentaires et la fourniture de prothèses provisoires, aux frais de la Puissance détentric. Cette disposition implique donc la présence d'un personnel médico-dentaire suffisant, un nombre de cabinets et de laboratoires dentaires proportionnel à l'effectif des prisonniers et des dentistes, et un ravitaillement abondant et régulier des installations en matériel et produits dentaires de toute nature.

En ce qui concerne la fourniture de prothèses provisoires, force est bien de souligner les lacunes de l'article 14. En effet, lorsque la captivité des prisonniers se prolonge, il est évident qu'une prothèse dentaire provisoire n'est d'aucun secours pour celui qui la reçoit. Le port d'une prothèse provisoire ne se justifie que pendant les quelques jours, au plus quelques semaines, pendant lesquelles l'on traite les gencives pour les fortifier et l'on confectionne l'appareil définitif. Cependant, il ne semble pas que ces lacunes puissent être invoquées pour expliquer la non-observation de l'article 14, en Allemagne et en Italie surtout. Les facteurs suivants semblent être la cause principale l'insuffisance des soins dentaires et des traitements prothétiques :

- manque de personnel médico-dentaire,
- précarité des installations dentaires,
- pénurie de matériel et de produits essentiels,
- afflux en masse des prisonniers dans les camps.

Dans les pays précités, le CICR constata rapidement que, par suite de l'affluence toujours croissante des patients à la visite sanitaire et dentaire, les praticiens limitaient leurs interventions soit aux traitements tendant à la suppression de la douleur, soit à l'extraction — souvent abusive — des dents atteintes. Le nombre des édentés augmenta donc rapidement et entraîna du même coup un accroissement des cas de maladies de l'appareil digestif. Les laboratoires de prothèses furent rapidement submergés et le personnel médico-dentaire sembla vouloir les décharger en appliquant aussi étroitement que possible l'article 14 de la Convention.

Une des premières tâches du CICR consista à déterminer le coefficient masticatoire minimum au-dessous duquel chacune

des Puissances détentrices devait être tenue de fournir une prothèse aux prisonniers. Les interventions du CICR sur ce point ne donnèrent toutefois que des résultats peu appréciables, les belligérants arguant du fait qu'ils ne pouvaient accorder aux prisonniers qu'ils détenaient les soins dentaires et prothétiques qu'ils refusaient aux soldats de leur propre armée. Ainsi, les prisonniers faits par une armée dont les services dentaires limitaient leurs interventions aux cas les plus urgents, se trouvaient lésés. Tel était le cas notamment pour les prisonniers alliés en Allemagne.

Le CICR reçut de très nombreuses demandes de secours émanant de prisonniers qui, n'ayant pu suivre un traitement conservatif, se virent brusquement extraire des dents sans que les organes compétents de la Puissance détentrice eussent voulu prendre à leur charge des frais de prothèses, même provisoires.

Le CICR put répondre dans une certaine mesure à ces demandes, en transmettant dans les camps de prisonniers alliés des secours individuels et collectifs.

### *Secours individuels en espèces.*

Les secours dentaires individuels s'effectuaient sous forme de remboursement en espèces des frais inhérents à la fourniture, par un dentiste civil attaché au camp, d'un appareil de prothèse. Ce genre de secours exigeait du CICR qu'il eût recours à des moyens de contrôle, ce qui se traduisait par un accroissement des tâches administratives. Dès 1942, le CICR obtint l'ouverture de comptes spéciaux, avec l'assentiment des Sociétés nationales de la Croix-Rouge intéressées qui lui allouèrent des crédits plus ou moins élevés et lui en confièrent la gestion.

Comme il s'agissait d'étudier chaque cas, pour distinguer la part des frais incombant à l'Etat détenteur de ceux que la Croix-Rouge nationale acceptait de couvrir, le CICR fit appel aux compétences d'un médecin-dentiste. La tâche de ce dernier consista à expertiser les cas en se fondant sur les résultats de l'enquête médico-dentaire ouverte par le CICR auprès du dentiste traitant ou du médecin-chef du camp.

L'exécution de telles actions de secours exigea de très nombreux échanges de correspondance. S'il recevait une demande de secours, le CICR s'adressait au médecin du camp où était détenu le prisonnier et lui demandait un devis ; après l'avoir examiné et accepté, il envoyait au médecin-traitant un ordre de traitement ainsi qu'une demande de facture. Le traitement exécuté, la facture, munie du visa du bénéficiaire, était renvoyée au CICR qui l'examinait et, après l'avoir acceptée, faisait effectuer le paiement au médecin du camp par son Service de trésorerie. La procédure était encore plus compliquée si le traitement dentaire était effectué par un dentiste civil en dehors du camp. Il est évident que le rendement d'une telle action ne pouvait pas être satisfaisant, en raison de la lenteur des démarches et de l'insuffisance des moyens financiers mis à la disposition du CICR par les Sociétés nationales de la Croix-Rouge. De 1942 à 1945, le CICR ne disposa jamais de crédits lui permettant d'envisager une aide aux prisonniers les plus gravement atteints, sans compter ceux qu'il aurait fallu pouvoir guérir d'affections s'aggravant sans cesse ; à peine les crédits étaient-ils ouverts qu'ils risquaient d'être dépassés par l'acceptation d'une partie seulement des cas en suspens.

Cette situation préoccupa vivement le CICR, qui tenta d'y remédier en intensifiant ses secours dentaires en nature.

#### *Secours individuels en nature.*

Les secours dentaires individuels en nature, sous forme de matières premières pour prothèses ou de dents artificielles, n'ont été envoyés à des prisonniers que dans quelques cas extrêmement rares, les risques de disparition étaient trop grands pendant la guerre.

#### *Secours collectifs.*

Les actions de secours dentaires collectifs se traduisirent toujours par l'envoi de matériel dentaire, à l'exclusion totale de secours en espèces.

Au moment précis où le CICR se vouait à l'organisation des secours dentaires collectifs, des demandes lui parvinrent

subitement de toutes parts et spécialement d'Allemagne. Il en fut littéralement submergé, et le problème devint d'autant plus grave que la pénurie de matériel dentaire était générale, tant en Suisse qu'à l'étranger.

Les demandes de secours émanaient soit directement des dentistes prisonniers dans les camps ou des hommes de confiance, soit le plus souvent des délégués du CICR ou des délégués de l'Alliance universelle des Unions chrétiennes de Jeunes Gens, soit encore des Croix-Rouges nationales.

Le CICR chercha à se procurer le matériel dentaire nécessaire par trois moyens : l'obtention de dons en nature des Sociétés nationales alliées, une collecte en Suisse, et enfin l'achat en Suisse de secours dentaires, au moyen de fonds versés à cet effet par différents donateurs.

La Croix-Rouge britannique envoya au CICR, en 1943, une série de colis dits « Dental Units » de différents modèles. Le conditionnement de ces colis était tel que leur réacheminement direct n'était pas possible ; aussi le CICR proposa-t-il à la Croix-Rouge britannique, qui accepta, de créer, sous contrôle douanier à Genève, un stock de matériel dentaire provenant de Grande-Bretagne. Les « Dental Units » y étaient déballés, et des colis conformes aux commandes des dentistes des camps de prisonniers y étaient reconstitués.

En outre, une collecte de matériel dentaire fut organisée en Suisse par le CICR et la Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale, qui s'en partagèrent le produit.

Le CICR installa, d'autre part, dans les locaux de son Service des prothèses, un laboratoire de récupération, dans lequel on procédait notamment au nettoyage et au démontage des prothèses dentaires et à la reconstitution d'assortiments de dents artificielles. Les crampons en métaux précieux de certaines dents non récupérables étaient extraits. Ce laboratoire récupéra au profit des prisonniers de guerre et internés civils 180.000 dents artificielles et pour 2.000 francs suisses d'or et de platine.

Quant aux achats, ils se faisaient sous la direction d'un médecin-dentiste. Des règles très strictes étaient appliquées, tant en ce qui concernait le choix des articles que le contrôle des prix, généralement très variables dans cette branche du commerce.

Quant aux stocks, ils étaient au nombre de 3 : un stock constitué par des achats faits en Suisse, un autre constitué par le produit de la collecte, et le troisième constitué par les secours de provenance étrangère et placé sous contrôle douanier. Le CICR opérait fréquemment des prélèvements sur ces 3 stocks, afin d'obtenir un assortiment complet, conforme aux besoins d'un camp. Les opérations douanières et les formalités d'exportation compliquaient le travail, bien que les Autorités compétentes eussent accordé au CICR les plus grandes facilités.

De 1943 à 1944, le CICR put acheminer les colis par voie postale. Mais les compagnies d'assurance ne tardèrent pas à refuser de couvrir plus longtemps les risques de guerre ; le CICR procéda alors par envois groupés, expédiés par chemin de fer, ce qui prolongea les délais de livraison, mais garantissait en revanche l'arrivée des secours à destination.

#### b) *Prisonniers de guerre allemands.*

L'attention du CICR fut rapidement attirée sur l'urgence qu'il y avait à organiser des secours dentaires pour les prisonniers allemands, en France et dans d'autres pays. En effet, la santé de nombre d'entre eux se trouvait compromise par la mauvaise assimilation de la nourriture, due à une mastication insuffisante.

Le CICR s'attacha tout d'abord à obtenir la création de cabinets dentaires permettant les traitements les plus urgents, du premier et du second degré. Des troussees-type furent composées, et le CICR en répartit 56 en France, 2 en Pologne et une en Belgique.

Les médecins-dentistes allemands placés à la tête des cabinets ainsi créés en France, en Afrique du Nord et en Corse, furent autorisés à visiter périodiquement les camps et détachements importants de leur région. De même, les Autorités françaises permirent aux prisonniers de se rendre dans les dépôts où existaient des cabinets dentaires.

Mais la tâche du CICR ne devait pas se borner à créer simplement des centres dentaires. Il fallait encore les approvisionner régulièrement en matériel de tout genre : instruments, amal-

games, ciments, médicaments, etc. Il suffisait que certains produits fissent défaut pour que le fonctionnement de toute l'installation fût interrompu. Devant la nécessité de donner une suite rapide aux requêtes des médecins-dentistes des camps, le CICR jugea indispensable de centraliser, au sein de sa délégation à Paris, toutes les demandes, et de doter cette délégation d'un stock assez important pour lui permettre d'acheminer sur place et sans retard le matériel requis.

Au cours de l'année 1947, les médecins-dentistes allemands en France effectuèrent en moyenne de 50.000 à 55.000 traitements par mois, grâce aux envois du CICR. Dans un seul dépôt, par exemple, un dentiste, assisté d'un mécanicien-dentiste, soigna 14.280 de ses compatriotes durant quinze mois de captivité.

Des livraisons complémentaires de matériel furent effectuées dans des camps de prisonniers allemands tant en France qu'en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Italie et en Pologne. Il s'agissait en ce cas de compléter ou de renouveler ce qui manquait dans certaines installations déjà existantes.

L'effort fourni par le CICR dans le domaine des secours dentaires devait prendre encore une nouvelle direction. En effet, il fit établir dans chacune des dix régions militaires de France un laboratoire de réparation d'appareils endommagés. Les prisonniers dont la denture défectueuse exigeait le port d'un appareil étaient dirigés, pour le temps nécessaire à un traitement approprié, sur les hôpitaux dans lesquels étaient installés les laboratoires en question.

Ces laboratoires furent approvisionnés régulièrement en matériel et en instruments, soit par des envois de Genève, soit directement par la délégation de Paris. Chaque mois, 600 prothèses nouvelles purent être ainsi fabriquées, tandis que de nombreux appareils étaient réparés.

Au total, le CICR a envoyé aux prisonniers allemands en France 635 colis de matériel dentaire et orthopédique, d'un poids de 12 tonnes environ et d'une valeur de près de 350.000 francs suisses.

## 2. Prothèses de membres

Dès 1940, le sort des prisonniers amputés ou grands blessés retint particulièrement l'attention du CICR, qui s'efforça d'en faire le recensement au fur et à mesure du développement des hostilités et de déterminer exactement l'étendue des soins qu'on leur donnait, en matière de prothèses surtout. Il apparut clairement, dès le début, que si le rapatriement des amputés ne pouvait s'effectuer au moment où la cicatrisation des moignons permettait le transport du malade, l'application stricte de l'article 14 de la Convention devenait une mesure qui ne correspondait plus aux principes modernes de la rééducation des invalides. En effet, le port d'une prothèse provisoire (dont la fourniture incombe à la Puissance détentricé), est, dans la plupart des cas, préjudiciable à la rééducation fonctionnelle qui prépare l'amputé au port d'un membre artificiel articulé. Comme les obligations de la Puissance détentricé s'arrêtaient à la fourniture d'un pylon ou d'une prothèse semi-articulée, les amputés non rapatriables, pour quelque raison que ce fût, n'étaient pas astreints à la gymnastique orthopédique individuelle telle qu'elle se pratique dans les instituts spécialisés.

La principale préoccupation du CICR fut par conséquent d'abrégé la captivité des amputés et d'obtenir des belligérants les accords propres à en hâter le rapatriement.

En mai 1941, l'échange des grands blessés entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne ayant échoué, le CICR se vit appelé à mettre sur pied des actions de secours particulières, auxquelles il se prépara en se documentant aussi exactement que possible sur l'effectif des amputés, sur la nature des soins qui leur étaient donnés et les possibilités qu'il avait d'obtenir de chaque belligérant qu'il favorisât ces actions.

Les envois par le CICR de prothèses de membres se sont effectués, pendant la durée des hostilités, presque uniquement en faveur de prisonniers alliés. Les demandes de secours émanant de prisonniers de l'Axe furent très rares et purent chaque fois être satisfaites, soit que les Autorités détentrices eussent fourni elles-mêmes les prothèses suffisantes, soit que les délégations du CICR pussent utiliser, pour faire confectionner les prothèses

nécessaires, les fonds que la Croix-Rouge allemande leur avait remis à cet effet.

L'envoi de prothèses se révéla particulièrement nécessaire pour les prisonniers de guerre amputés britanniques, américains et polonais en Allemagne, car les grands blessés d'autres nationalités, ainsi que les amputés alliés détenus en Italie, furent rapatriés avant qu'une aide de ce genre eût pu leur être apportée.

Ces actions pouvaient se faire de deux manières : par l'envoi de matières premières nécessaires à la confection d'appareils orthopédiques dans le pays détenteur lui-même, ou par l'envoi d'une mission d'orthopédistes chargés de prendre les moulages et les mesures sur les amputés en vue de la fabrication, en pays neutre, des prothèses définitives.

Les envois de matières premières furent relativement peu considérables. Il était en effet difficile de fabriquer les prothèses dans les camps mêmes, vu le manque de spécialistes et d'ateliers orthopédiques. Le financement de ces envois fut assuré par les Croix-Rouges nationales intéressées <sup>1</sup>.

Plus importante fut l'action organisée avec le concours d'une mission d'orthopédistes suisses en faveur des prisonniers britanniques et polonais en Allemagne. Le CICR, après avoir obtenu des belligérants les accords nécessaires et dressé la liste des amputés britanniques et polonais en mains allemandes, avec des indications sur la nature de leur amputation et leur lieu d'hospitalisation, estima d'abord les quantités de matières premières nécessaires pour la confection des prothèses, puis il détermina l'itinéraire et la durée de la mission, et présenta aux Autorités britanniques un devis des frais de mission et de fabrication de prothèses.

Un accord fut conclu, par l'intermédiaire du CICR, entre les Gouvernements britannique et suisse, en vertu duquel la Confédération fournissait les matières premières nécessaires à la fabrication des prothèses ; de son côté, le Gouvernement

---

<sup>1</sup> Cette première méthode a été particulièrement utilisée pour secourir, après la fin des hostilités, les prisonniers allemands amputés détenus en zone d'occupation américaine en Allemagne.



britannique s'engageait à remplacer ces matières premières (cuir, laiton, laque, coton, laine) à l'exception de l'aluminium. Le CICR, pour sa part, obtint du Gouvernement allemand que les amputés fussent concentrés dans 6 hôpitaux, et que des visas et autorisations spéciales fussent accordés aux spécialistes suisses.

Le Gouvernement britannique mit à disposition du CICR les fonds nécessaires pour le financement général de cette action, qui se déroula comme suit :

1. *Première mission* : les spécialistes suisses se rendirent dans les 6 centres de rassemblement et procédèrent à des mesures et à la prise de moulages sur les amputés, en vue de la fabrication, en Suisse, de prothèses définitives.

2. *Fabrication des prothèses* dans cinq ateliers suisses spécialisés, entreprise assez difficile puisqu'il s'agissait de fabriquer des appareils sans aucune possibilité de procéder aux essayages, lesquels, dans des conditions normales, doivent être fréquents.

3. *Deuxième mission* : les orthopédistes suisses refirent la tournée des centres, essayèrent et ajustèrent les prothèses presque terminées. Ils saisirent en outre cette occasion pour prendre des mesures et des moulages sur de nouveaux amputés.

4. *Envoi des prothèses* : l'exécution des 3 premières phases demanda d'assez longs délais ; entre temps, les Autorités allemandes avaient pris des dispositions pour le rapatriement des amputés, qui reçurent leurs prothèses la veille de leur départ d'Allemagne.

### 3. Secours « oculaires »

L'envoi aux prisonniers de guerre d'yeux artificiels et de lunettes fut désigné sous le nom de secours « oculaires » .

En règle générale, la fourniture d'yeux artificiels par les Puissances détentrices ne souleva guère de difficultés, surtout s'il s'agissait d'accidents survenus en cours de captivité. Quant aux lunettes, il advint fréquemment qu'elles n'étaient pas fournies ; les belligérants, par exemple, ne se reconnaissaient

pas l'obligation de remplacer les lunettes dont un prisonnier était porteur avant sa captivité.

Les action de secours collectifs se limitèrent, dans ce domaine, à l'envoi aux prisonniers italiens d'un camp en Afrique, de lunettes contre le soleil.

Quant aux actions de secours individuels, elles furent exécutées en coopération avec le « service de lunettes » de la Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale, qui disposait d'un stock très important de verres et de montures provenant d'une collecte faite en Suisse en faveur des prisonniers de guerre et des populations civiles victimes de la guerre. Ces verres étaient classés par des spécialistes et remis aux demandeurs sans frais aucun. Du 1<sup>er</sup> janvier 1942 à fin décembre 1945, 25.100 paires de lunettes furent envoyées à des prisonniers alliés et, du début de décembre 1944 au 30 juin 1947, 3.375 paires aux prisonniers de l'Axe. Chaque paire de lunettes envoyée correspondait à une demande individuelle, qu'accompagnait le plus souvent une ordonnance établie par un oculiste.

Le CICR recevait parfois des demandes très spéciales, en particulier de verres cylindriques, introuvables au « service de lunettes » précité. Il soumettait alors la demande à un opticien suisse auquel, après examen de son devis, commande était passée. Les frais étaient couverts par le « fonds prothèses » confié au CICR par les Croix-Rouges nationales.

#### **4. Secours « Bandages herniaires et appareils médicaux spéciaux »**

Nombreux furent les prisonniers, spécialement en Allemagne, qui se plaignirent au CICR de ne pas recevoir les ceintures orthopédiques, les genouillères ou les bandages divers dont leur état de santé exigeait le port. Il s'agissait surtout de prisonniers ayant subi, avant ou après la capture, des opérations abdominales.

D'autres prisonniers demandèrent des voitures d'invalides, dont l'envoi fut malheureusement impossible, ou des appareils médicaux spéciaux d'un usage définitif et qui n'étaient pas assimilables à des prothèses provisoires.

Tous ces articles faisaient d'abord l'objet d'une correspondance entre le CICR, le médecin du camp et le bénéficiaire, aux fins de préciser les mesures, les prescriptions spéciales, etc., puis ils étaient commandés à des ateliers orthopédiques suisses et expédiés.

---

## *Chapitre 5*

### **Secours aux internés civils**

Les internés civils ayant été assimilés aux prisonniers de guerre en matière de secours comme en toutes autres, nous ne répéterons pas ici ce qui a été dit à leur sujet dans les chapitres précédents. Nous nous bornerons à souligner ce qui caractérise spécialement l'œuvre d'assistance aux internés civils.

#### *1. Absence de discipline militaire*

Lorsque les hommes sont incorporés dans l'armée et soumis à la discipline militaire, ils perdent le sentiment des différences sociales. Tel était le cas des prisonniers de guerre. Les notions de pauvreté et de richesse ne pouvaient jouer un grand rôle dans leur vie. Tout au plus, certains prisonniers recevaient-ils fréquemment des paquets de leur famille, tandis que quelques soldats pauvres ou sans parenté n'attendaient rien.

Au contraire, dans les camps d'internés, les différences sociales étaient très marquées et provoquaient des rivalités. La mésentente qui y régnait parfois rendait compliqué le choix d'un homme ou d'une femme de confiance. Les internés chargeaient alors un comité de 3 à 5 personnes, choisies dans les différents groupes du camp, de représenter leurs intérêts auprès des autorités administratives ou des institutions charitables. Ces difficultés surgissaient le plus fréquemment au début de la captivité ou lors de crises dues aux bombardements, aux transferts ou à d'autres événements, tandis qu'elles disparaissaient

saient dans les périodes plus calmes et lorsque les internés avaient pris l'habitude de leur nouvelle existence.

Le ravitaillement des internés, en ce qui concerne sa quantité et sa qualité, ne posa pas de problèmes particuliers, car tous les donateurs demandaient qu'il fût identique à celui des prisonniers de guerre. Toutefois, l'envoi collectif, à titre gracieux, de vivres, de vêtements et de chaussures avait un autre effet sur les internés que sur les prisonniers de guerre. Les soldats en captivité étaient habitués à recevoir de la nourriture et un équipement et, en général, tout ce qui pouvait améliorer leur condition de vie. Les civils, au contraire, qui avaient toujours vécu de leurs propres moyens, avaient l'impression d'être tombés à la charge des sociétés de bienfaisance. Le temps et l'accoutumance leur firent dominer, le plus souvent, ces sentiments.

Le travail régulier qui fut introduit dans la plupart des camps eut une excellente influence, et, à défaut de travail, dans les pays tropicaux par exemple, les livres, jeux ou matériel scolaire reçus à titre de secours apportèrent un réconfort réel aux esprits.

## *2. Absence de solde ou de salaire*

Tandis que la solde ou les salaires versés par les Autorités détentrices aux prisonniers de guerre leur permettaient d'acheter des objets de première nécessité dans les cantines mises à leur disposition, le défaut d'argent de poche se fit sentir désagréablement dès 1939 chez les internés. Les Croix-Rouges nationales et les Gouvernements des pays dont ils étaient originaires comprirent qu'il était indispensable de faire aux internés un versement mensuel tenant lieu de solde. Les Puissances protectrices se chargeaient de ces versements. Le CICR n'eut à intervenir que dans les cas où elles n'étaient pas à même de s'acquitter de cette tâche. Il servit d'intermédiaire, en premier lieu, pour les internés civils isolés dans les camps éloignés des voies de communication. Les donateurs lui signalaient les besoins de ces camps et manifestaient le désir que son délégué le plus proche procédât à des versements à la place du repré-

sentant de la Puissance protectrice. Le cas se présenta pour les internés allemands en Afrique équatoriale française, au Congo belge, dans l'Union sud-africaine, dans la colonie portugaise de Goa (proche des Indes britanniques), à la Jamaïque et à Tahiti, pour les internés italiens au Congo belge, pour certaines familles bulgares, roumaines, italiennes et allemandes résidant en Iran et en Irak dans des conditions qui rappelaient celles de l'internement, ainsi que pour certains groupes d'internés alliés en Extrême-Orient.

La transmission de cet argent de poche était acceptée par les parties belligérantes et il n'y eut pas de difficultés de transfert. Des complications eurent lieu, toutefois, lorsque la Croix-Rouge allemande demanda que les fonds provenant du Gouvernement du Reich ne fussent distribués qu'à des internés allemands ayant signé une déclaration de fidélité au Reich et à son chef (« Reichstreue »). Comme de nombreux internés, qui résidaient depuis de longues années dans les pays d'outre-mer, avaient dans une certaine mesure perdu contact avec leur patrie et ne participaient pas à l'organisation politique de leurs compatriotes, cette exigence créa souvent confusion et malaise dans les camps. Elle entraîna des dissensions entre les internés et les hommes de confiance et créa aussi des difficultés pour les délégués du CICR et les représentants de la Puissance protectrice. Quoique la question fût extrêmement délicate, le CICR intervint auprès de la Croix-Rouge allemande et obtint finalement que la clause « Reichstreue » fût interprétée dans le sens le plus large par les hommes de confiance. Parfois, la transmission de l'argent de poche fut gênée par l'absence de moyens de communication, circonstance qui avait empêché précisément la Puissance protectrice d'effectuer elle-même les versements. Par exemple, les subsides en argent parvinrent au camp de Kingston à la Jamaïque grâce à une action conjointe du CICR et de la Puissance protectrice. Le CICR envoyait les fonds à sa délégation à Londres, qui les faisait remettre au vice-consul de Suisse à la Jamaïque. L'argent destiné à 29 internés allemands à Tahiti devait être envoyé directement à l'adresse de l'homme de confiance, car il n'y avait en cette île aucun représentant de la Puissance protectrice, ni du CICR. Les petits

groupes d'internés de passage à Ceylan, aux Iles Fidji, dans certaines îles du Pacifique, à Aden, à Chypre ou aux Bermudes se trouvaient dans une situation analogue.

Ces allocations étaient distribuées selon un plan établi par les donateurs et par mensualités pour des camps déterminés ; il fallut entreprendre des actions spéciales pour ceux qui n'entraient pas dans les catégories prévues, en particulier les internés en transit ou les nouveaux internés, qui souvent manquaient du strict nécessaire.

Ainsi le CICR dut envoyer des secours particuliers à des internés britanniques lorsqu'en 1942 les Autorités allemandes déportèrent en Allemagne environ 8.000 habitants des Iles de la Manche. Il ne s'agissait pas, en effet, d'un internement de civils, comparable à celui des femmes britanniques réunies dans les camps de Vittel ou de Liebenau, mais d'un véritable transfert de population. Des situations semblables furent créées lorsque des ressortissants des pays de l'Axe furent groupés, puis internés dans diverses parties de l'Empire britannique. Les actions en faveur des civils alliés internés en Allemagne consistaient en envois de vivres, de vêtements et de médicaments, tandis que l'aide aux ressortissants des pays de l'Axe était assurée, le plus souvent, par le transfert d'une somme d'argent à un délégué qui faisait sur place les achats les plus urgents.

Un exemple de ces actions spéciales est l'assistance dont bénéficièrent en territoire portugais, à Mormugao, les équipages internés de trois bateaux de la marine marchande allemande. L'intervention d'un délégué du CICR venu de Simla fut rendue nécessaire par la situation géographique de cette colonie non belligérante, et privée, en fait, de tout rapport avec l'extérieur. Ce délégué constata les besoins des internés, remit quelques fonds à leur représentant et acheta pour eux, avec l'accord des Autorités britanniques aux Indes, certains objets de première nécessité.

### *3. Camps de femmes et d'enfants et camps de familles*

L'aide aux femmes et aux enfants internés exigea des donateurs et du CICR l'élaboration d'un plan de ravitaillement

plus nuancé que pour les prisonniers de guerre. La variété des secours devait être plus grande dans les camps de familles, où des personnes des deux sexes, de tous âges et de toutes conditions se trouvaient réunies. Les secours ne pouvaient être envoyés que sur demandes précises. L'incertitude où l'on était des besoins des internés compliquait aussi la tâche des donateurs. Les transports d'outre-mer duraient de 4 à 6 mois. Or, il était difficile de prévoir, à si longue échéance, le nombre de layettes nécessaires pour les enfants qui naîtraient dans les camps et le nombre de vêtements qu'il faudrait pour chaque taille d'enfant. Ce n'est qu'à la fin de 1942 qu'un service de distribution de vêtements et d'articles divers put être établi grâce aux dépôts de Suisse et à la centralisation des renseignements fournis par les hommes et les femmes de confiance ainsi que par les autorités des camps.

La question de la nourriture présenta aussi des difficultés. Les donateurs importants créèrent des paquets spéciaux pour enfants. Mais il fut, pendant toute la durée de la guerre, malaisé de satisfaire les demandes de nourriture spéciale, en particulier d'aliments pour régimes diététiques. De même, la distribution de rations de cigarettes et de tabac n'alla pas sans peine. Certaines internées estimaient que les femmes devaient recevoir des aliments supplémentaires à la place du tabac. Les commandants de camp essayaient parfois d'imposer cette opinion au CICR et, par son intermédiaire, aux donateurs. D'autres internées tenaient, au contraire, à toucher ces rations afin de les échanger contre des légumes frais ou des œufs. Les camps de familles avaient, le plus souvent, besoin de matériel permettant d'organiser des jardins d'enfants et des cours pour enfants et adultes. Des ateliers devaient être aussi installés. L'un des camps où de telles installations donnèrent les meilleurs résultats fut celui de Salisbury en Rhodésie du Sud.

Après une expérience de plusieurs années, la Croix-Rouge britannique décida de faire distribuer aux hommes et aux femmes un colis de vivres par semaine, et aux enfants au-dessous de dix ans un colis par quinzaine. Les autres Croix-Rouges, ne pouvant faire distribuer qu'un ou deux colis par mois, attribuèrent une ration « standard » aux enfants. La Croix-Rouge britannique essaya, en 1941, d'instituer des distributions de vête-



ments subordonnées à des promesses de remboursement. Cette condition s'étant révélée inapplicable fut annulée en octobre 1943 et tous les secours furent dès lors fournis à titre gratuit. Lorsque la Croix-Rouge américaine, après l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1942, commença son activité en faveur des internés civils américains, elle adopta immédiatement ce système.

Les Croix-Rouges allemande et italienne ne firent presque pas d'envois de vêtements civils.

Les civils n'étaient pas toujours internés dans les mêmes conditions : certains n'étaient que confinés ou placés en résidence forcée (« Parole Centers » aux Indes britanniques). De même, de petits groupes de diplomates américains ou de nationalités diverses étaient en résidence forcée dans des hôtels désaffectés de Baden-Baden, de Bad-Godesberg et autres lieux. Il y avait à Bad-Godesberg des « internés » de 17 nationalités.

En Italie, une grande partie des internés civils étaient des « confinati » ou des « isolati » dont le ravitaillement rencontrait de grandes difficultés. Leurs conditions d'internement étaient telles que les délégués avaient une peine extrême à contrôler les distributions qui leur étaient faites, et que les Autorités du blocus prirent des mesures restrictives à leur égard.

Les envois de vivres aux petits groupes de civils internés en Albanie, en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Hollande et en Hongrie atteignirent un total d'environ 135 tonnes.

#### *4. Action de secours en faveur des internés civils japonais*

Au début de janvier 1945, la Croix-Rouge japonaise demanda au CICR de distribuer des secours en espèces aux civils japonais internés en Australie, au Canada et aux Indes britanniques. Aucune mesure n'était prévue pour les prisonniers de guerre<sup>1</sup>. Le CICR considéra de son devoir de demander que les prisonniers japonais eussent une part des fonds de secours envoyés par la Croix-Rouge japonaise et fit parvenir aux donateurs une estimation des sommes qui lui seraient nécessaires pour cette nouvelle action de secours jusqu'à la fin de 1945. Dans sa réponse,

---

<sup>1</sup> Voir vol. I, page 457.

la Croix-Rouge japonaise lui fit comprendre que, tout en admettant que les prisonniers pussent bénéficier de ses fonds, elle n'en formulerait pas la demande expresse. Les subsides de la Croix-Rouge japonaise furent utilisés de la manière suivante.

*Australie.* — Selon le désir des donateurs, une petite fraction de la quote-part échue à l'Australie devait être partagée équitablement entre les enfants japonais dans les camps. De ce qui restait, un cinquième serait consacré à la constitution d'un fonds de l'éducation et le solde distribué aux 2.800 internés civils d'Australie. Les enfants reçurent la part qui leur était réservée. Le fonds de l'éducation fut créé. Quant au reste, les internés estimèrent que le délégué du CICR pourrait l'employer de façon plus utile en achetant des marchandises en gros. Le projet fut soumis aux donateurs, qui l'approuvèrent. De la sorte, cette part du don devint le fonds général et permit au délégué du CICR, qui fut chargé de cette tâche par les internés eux-mêmes, de faire l'achat de secours divers. Les prisonniers de guerre japonais purent, dès juillet 1945, bénéficier de ces deux fonds, qui furent utilisés jusqu'au départ de la majorité des Japonais d'Australie, au cours du premier semestre de 1946. En automne 1946, le délégué eut recours à ces fonds pour l'envoi de secours importants aux Japonais qui avaient capitulé et aux prisonniers de guerre qu'il venait de visiter à Rabaul. Comme, à la fin de cette année, il ne restait plus aucun Japonais en Australie, les fonds encore disponibles furent renvoyés à Genève, où ils furent employés à l'achat de secours en faveur des militaires japonais retenus en Birmanie.

#### *Canada et Indes britanniques.*

Selon les instructions de la Croix-Rouge britannique, les fonds devaient être partagés, dans ces pays, entre les internés, de sorte que le rôle des délégués du CICR se borna à transmettre l'argent et à recueillir les reçus. Seul un petit solde resta au Canada.

---

## Chapitre 6

### Secours aux « détenus et déportés civils »

#### 1. Ampleur des secours

La description des diverses phases de l'œuvre entreprise par le CICR en faveur des détenus et déportés civils que ne protégeait aucun statut précis <sup>1</sup>, permet d'apprécier à sa juste valeur l'activité infatigable déployée pour faire parvenir des secours dans les prisons, les camps de concentration et les ghettos organisés en camps fermés. Les résultats obtenus, qui paraissent si modestes au regard des maux à soulager, ne furent nullement proportionnés aux efforts fournis, car le CICR se heurta à des difficultés très grandes et parfois insurmontables. Les obstacles rencontrés furent tels que cette action de secours ne put vraiment débiter qu'en été 1943. En 1942, pourtant, des *colis familiaux* étaient déjà admis dans quelques camps de concentration, mais les *colis individuels*, du CICR et des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, ne furent acceptés qu'en 1943. A partir de l'été 1944, le CICR put enfin organiser des *envois collectifs* de colis dans les camps de concentration.

Au cours de la seconde guerre mondiale, le CICR a envoyé aux détenus et déportés civils dans les camps de concentration allemands un total de 6.836 tonnes de marchandises, représentant 1.631.000 colis de secours, dont bénéficièrent des Français, des Belges, des Norvégiens, des Polonais, des Hollan-

---

<sup>1</sup> Voir page 77.

dais, des Yougoslaves, des Tchèques, des Grecs <sup>1</sup>. De novembre 1943 à mai 1945, 1.112.000 de ces colis furent expédiés. La plupart contenaient des denrées alimentaires, mais on envoya également des sous-vêtements et des produits pharmaceutiques. Les envois de vivres comprenaient des colis « standard », d'un poids de 2 à 4,5 kg. selon les disponibilités et selon les prescriptions détaillées des détenteurs ; c'est à Genève qu'on prépara presque tous ces colis. On confectionna en Suisse 12.000 colis de sous-vêtements, pesant environ 2 kg., et contenant 1 camisole et 1 caleçon pour les hommes, 1 camisole et 1 culotte pour les femmes ; 19.250 colis « standard » de produits pharmaceutiques, pesant chacun 650 gr., et comprenant des désinfectants, des sulfamidés, des produits vitaminés et des pansements, furent également préparés en Suisse <sup>2</sup>.

Il convient de mentionner qu'à partir de l'automne de 1944 le « War Refugee Board » à Washington remit au CICR, pour son action de secours dans les camps de concentration en Allemagne, environ 260.000 colis. Un premier lot de 15.000 colis de vivres (50.000 kg.) fut transporté jusqu'au port suédois de Göteborg et réexpédié de là directement à destination des camps de concentration en Allemagne du Nord. Un second lot de 224.328 colis de vivres (747.760 kg.) arriva également à Göteborg à la fin de 1944 ; 39.325 colis furent mis à la disposition du Congrès Juif Mondial à Stockholm ; le solde, soit 185.005 colis, fut remis à la délégation du CICR à Lübeck, qui les fit distribuer, pendant la débâcle allemande, aux détenus et déportés civils de toutes nationalités, dans des camps en Allemagne du Nord. Un troisième lot de 60.672 colis de vivres fut mis à la disposition du CICR, au début de 1945, dans le port de Toulon. Ces colis transitèrent par la Suisse à destination de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, par chemin de fer ou par trains routiers. Les détenus israélites de Vienne et de Terezin bénéficièrent de plusieurs milliers de ces colis.

---

<sup>1</sup> Pour la répartition de ces colis selon les principales nationalités, voir le volume « Annexes ».

<sup>2</sup> Voir page 86.

En plus de ces marchandises, les Croix-Rouges américaine, britannique et canadienne cédèrent encore au CICR, en septembre 1944, pour être distribuée aux déportés de toutes catégories, la partie sauve de la cargaison de colis « standard » pour prisonniers de guerre du vapeur « S/S Christina », coulé en Méditerranée. Les marchandises furent triées, puis vérifiées par un expert, avant d'être dirigées vers les camps de concentration. Le CICR put ainsi expédier dans ces camps 25.600 colis de vivres (54.756 kg.) qui furent répartis de la façon suivante :

|                             |       |       |
|-----------------------------|-------|-------|
| pour des Français . . . . . | 8.586 | colis |
| Belges . . . . .            | 4.304 | »     |
| Polonais . . . . .          | 4.220 | »     |
| Norvégiens . . . . .        | 3.615 | »     |
| Hollandais. . . . .         | 2.866 | »     |
| Tchèques . . . . .          | 800   | »     |
| Grecs . . . . .             | 409   | »     |
| Yougoslaves . . . . .       | 400   | »     |
| Espagnols . . . . .         | 300   | »     |
| Italiens . . . . .          | 100   | »     |

Le CICR assura encore la réexpédition d'une quantité considérable de marchandises arrivées en vrac de France et de Belgique. Ces marchandises déposées à Genève, au Port-Franc, durent y être confectionnées en colis « standard » avant d'être envoyées en Allemagne. Signalons également les dons mis à la disposition du CICR par les organisations israélites et spécialement destinés à secourir les détenus et les déportés juifs dans les camps de concentration et les ghettos. Le CICR envoya de Suisse 72.200 colis de vivres et 4.440 colis de produits pharmaceutiques pour le compte des trois plus importantes organisations israélites, notamment pour l'« American Joint Distribution Committee », à New-York<sup>1</sup>. De décembre 1944 à mai 1945, le représentant du « Joint » en Suisse versa une somme de 333.000 fr. suisses, qui permit de faire parvenir 33.326

<sup>1</sup> Voir page 561.

colis de vivres dans une vingtaine de camps, principalement à Landsberg-am-Lech, Bergen-Belsen et Terezin.

Après la fin des hostilités et jusqu'en automne 1945, le CICR expédia encore, par trains routiers, environ 1.800 tonnes de marchandises à Dachau, Munich, Mauthausen, Linz, Innsbruck, Lübeck, Bayreuth, Salzburg, Leipzig, Prague, Pilsen et à d'autres centres, où se trouvaient encore d'anciens détenus et déportés des camps de concentration.

## 2. Organisation interne: *Division d'assistance spéciale*

Dès 1942, le Service des secours individuels du CICR s'était chargé de réexpédier aux détenus et déportés civils des colis familiaux provenant de parents domiciliés dans des pays ennemis de l'Allemagne. Après de longues et difficiles négociations, il parvint à obtenir des Autorités allemandes compétentes l'autorisation d'effectuer des envois plus importants (colis individuels et colis collectifs). L'action de secours dans les camps de concentration et dans les prisons en Allemagne prit alors une telle ampleur et revêtit un caractère si délicat, qu'il fallut créer un organisme spécial.

Cet organisme, qui devint au début de 1944 la *Division d'assistance spéciale*, s'occupa de l'aide aux détenus et déportés civils dans des prisons et camps de concentration, dans des « Arbeitskommandos » et dans des ghettos organisés en camps fermés en Allemagne et en territoires occupés. Par la suite, on lui rattacha le Service des colis aux camps de concentration, qui faisait d'abord partie de la Division des secours, et le Service des travailleurs civils, créé en automne 1944. La Division d'assistance spéciale eut à s'occuper, d'une part, de tous les détenus et déportés civils, y compris les réfugiés, les internés et les travailleurs civils qui ne jouissaient d'aucune protection juridique, et, d'autre part, des Israélites poursuivis ou persécutés. Elle devait avant tout apporter une aide matérielle aussi efficace que possible à ces catégories particulières de victimes de la guerre, tout en se conformant, dans la mesure du possible, aux désirs des donateurs. La Division d'assistance

spéciale faisait pendant à la Division des secours<sup>1</sup>, dont la tâche exclusive était l'aide aux prisonniers de guerre et internés civils dits « assimilés », seuls bénéficiaires d'un statut juridique conventionnel précis.

D'une façon générale, l'exécution pratique des envois de secours de la Division d'assistance spéciale avait été confiée à la *Commission mixte de secours*<sup>2</sup>. Celle-ci achetait et expédiait les marchandises suivant les ordres donnés par la Division d'assistance spéciale, qui en supportait les frais. Le CICR entreprenait les démarches nécessaires auprès des Autorités alliées du blocus et des organisations donatrices, ainsi qu'auprès des Puissances détentrices. Par cette coordination du travail dans le domaine des secours internationaux, la Commission mixte devint l'agent d'exécution du CICR pour les envois à de nombreuses catégories de personnes détenues en pays ennemis ; cette action s'inséra donc dans le cadre de l'action humanitaire du CICR. La Commission mixte assurait, pour le compte du CICR, le transit, l'expédition, le stockage et le regroupement d'innombrables colis parvenus en vrac à Genève. L'organisation de ces secours dépendait exclusivement de la première section de la Division d'assistance spéciale. Le Service des colis aux camps de concentration, dit « Service CCC », dont la tâche consistait à apporter une aide matérielle à cette catégorie de victimes de la guerre, prit une importance considérable dès sa fondation en 1943. On dut créer une comptabilité spéciale, avec un compte pour chaque personne désirant faire parvenir des colis à des détenus et déportés civils. Le travail se compliqua toujours davantage parce que les donateurs expédiaient leurs colis à une cadence très irrégulière et que le coût de chaque envoi variait selon la composition des colis. Des budgets devaient être spécialement étudiés et établis pour les donateurs importants, c'est-à-dire pour les Gouvernements, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et les œuvres d'entr'aide privées. Plus d'un millier de comptes furent ainsi tenus, tant pour les cas individuels que pour les actions collectives. Un bilan était établi à la fin

---

<sup>1</sup> Voir page 297.

<sup>2</sup> Voir page 395.

de chaque mois ; des statistiques étaient dressées régulièrement pour prévoir le nombre probable des envois et établir une juste répartition par nationalités et par camps. Le Service de la comptabilité était journellement en contact avec la Commission mixte, pour régler toutes les questions ayant trait aux commandes de colis par le Service CCC. Ce Service comprenait également un secrétariat chargé de correspondre avec les donateurs, ceux-ci exigeant fréquemment que l'on modifiât la composition des colis « standard » confectionnés par les soins de la Commission mixte. Chaque colis, individuel ou collectif, envoyé par le Service CCC, contenait une quittance à signer par le destinataire. Comme tous ceux de l'Agence centrale des prisonniers de guerre, ce Service possédait un fichier, où les noms des détenus et déportés civils étaient inscrits au fur et à mesure qu'arrivaient à Genève les accusés de réception. Ceux-ci devaient être signés par les bénéficiaires et renvoyés à Genève par les autorités des camps. Après avoir été dénombrés et timbrés de la date d'arrivée, ils étaient transmis au Service Watson de l'Agence. Les perforations faites sur chacune des fiches établies par ce service indiquaient le coût des colis expédiés, leur nombre, celui des accusés de réception, etc.

L'accusé de réception constituait un document précieux. Lorsqu'un détenu était libéré ou avait changé de camp, les colis étaient renvoyés par la poste allemande. L'accusé de réception donnait alors la nouvelle adresse du déporté. Par ce moyen, on découvrait parfois de nouveaux camps de concentration <sup>1</sup>.

La deuxième section de la Division d'assistance spéciale, dite « *Service des travailleurs civils* », fut créée lorsque le ravitaillement des travailleurs, rendu impossible de 1940 à 1943 par les exigences de contrôle des Autorités du blocus, devint plus aisé à la suite de certaines concessions allemandes. Ce nouvel état de fait permit, en effet, de prévoir un contrôle du CICR pour les distributions aux ouvriers étrangers déportés en Allemagne pendant la dernière phase des hostilités <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir page 83.

<sup>2</sup> Voir volume I, page 690.



En outre, un grand nombre de colis familiaux pour travailleurs civils avaient été acheminés de France aux entrepôts du CICR à Genève, où le Service CCC avait entrepris un travail de vérification. Malheureusement, les difficultés de transport, pendant la phase finale des hostilités, ne permirent pas de réaliser le ravitaillement prévu par cet important projet et, après entente avec le Gouvernement français, 43 wagons de denrées alimentaires et de produits pharmaceutiques parvenus à Genève, furent réexpédiés en France au cours de l'été 1945.

---

## *Chapitre 7*

### **Cas spéciaux**

#### § 1. SECOURS AUX INVALIDES DE GUERRE APRÈS LA FIN DES HOSTILITÉS <sup>1</sup>

##### *Généralités*

Depuis longtemps déjà, le CICR, grâce aux appels individuels et collectifs qu'il recevait, aux rapports de ses délégués et à des informations diverses, savait que le sort des invalides de guerre poserait à la fin des hostilités un problème difficile à résoudre dans certains pays. L'action entreprise en Grèce en 1941 devait, par exemple, démontrer l'intérêt que présente, pour les invalides d'un pays occupé, l'intervention d'un organisme neutre <sup>2</sup>.

Bien que l'assistance aux invalides de guerre fût du ressort des Autorités nationales, il apparut qu'une aide de l'extérieur était indispensable aux pays particulièrement éprouvés par la guerre. Dans certains de ces pays, les pensions versées aux invalides étaient insuffisantes et ne correspondaient pas aux besoins les plus modestes. D'autre part, elles n'étaient pas accordées d'office aux civils victimes des hostilités ; les personnes déplacées et les réfugiés ne pouvaient en bénéficier.

---

<sup>1</sup> En raison des circonstances particulières de la guerre totale, la notion d'invalides de guerre s'est étendue à d'autres invalides que les invalides militaires. Voir volume I, page 754.

<sup>2</sup> Voir pages 488 et 492.

Aucune organisation nationale ni internationale ne pouvait toutefois se substituer aux Autorités gouvernementales responsables pour apporter une aide efficace aux invalides de guerre. Seuls des secours en nature pouvaient être envisagés.

### *Activité de secours*

Deux critères déterminèrent les actions de secours du CICR : la catégorie des bénéficiaires et la nature des secours. Ces critères ne sont simples qu'en apparence. En réalité, chaque action doit être examinée pour elle-même et constitue un cas particulier.

La *catégorie des bénéficiaires*, est déterminée non seulement par la nationalité des intéressés, mais encore par leur statut et par la nature de leur invalidité.

Nombreux sont les statuts sous lesquels les invalides ou les groupes d'invalides sont enregistrés. On distingue en particulier les prisonniers de guerre, les anciens prisonniers de guerre rapatriés soit à leur domicile, soit dans un centre de convalescence ou de rééducation, les militaires démobilisés, les civils, les personnes déplacées, les apatrides, les évacués (par exemple, les Allemands des Sudètes), les émigrés (par exemple, les Espagnols républicains), les dissidents qui ne reçoivent pas d'aide de leur pays d'origine et de résidence.

Quant à la nature de l'invalidité, les catégories suivantes ont été adoptées :

1. amputés et paralysés
2. aveugles et sourds
3. mutilés de la face, nerveux, mentaux, amnésiques
4. tuberculeux (tuberculose osseuse et pulmonaire)
5. cardiaques et malades atteints d'affections chroniques.

La distinction selon la nationalité est la plus importante. Le CICR, en effet, ne détient pas de fonds en faveur des invalides en général, mais doit prélever la somme nécessaire sur un fonds attribué à une catégorie déterminée de personnes. La plupart des fonds que le CICR consacre aux invalides ont, en effet, une destination particulière, qu'il s'agisse du reliquat,

à la fin des hostilités, de sommes réservées à des prisonniers de certaines nationalités, de sommes recueillies auprès de prisonniers allemands ou autrichiens, ou de dons divers.

La *nature des secours* dépend de la nature de l'invalidité et des besoins particuliers à la région où réside l'invalidé. Les secours comprennent les articles suivants :

- a) prothèses ou matériel pour leur fabrication,
- b) appareils spéciaux (béquilles, montres Braille, appareils acoustiques, orthopédiques ou sanitaires),
- c) mobilier et literie pour centres de convalescence ou de rééducation,
- d) vivres et vêtements,
- e) médicaments et fortifiants.

### *Prisonniers de guerre*

Nous avons vu déjà <sup>1</sup> que le CICR a fourni des prothèses, des articles sanitaires, des instruments spéciaux pour amputés et aveugles à des invalides prisonniers de guerre durant les hostilités. Depuis la cessation de celles-ci, le CICR a continué son activité en faveur des invalides dans les camps de prisonniers de guerre allemands, particulièrement en France. Des cas individuels lui étaient signalés par ses délégués qui visitaient les camps.

Une action collective a été entreprise en faveur d'amputés allemands réunis au camp de Rimini-Miramare en Italie. Des jambes artificielles, provenant de réserves dont le CICR disposait à Genève, ont été ajustées sur place. N'ayant pas été faites sur mesure, elles ne constituèrent que des prothèses provisoires. Un fonds dont disposait la délégation du CICR à Washington servit à envoyer à ces amputés des bras artificiels de construction américaine. Des béquilles ont été fournies également aux amputés d'un centre de démobilisation en Allemagne du Sud. En effet, faute de ce matériel de première nécessité, les rapatriés devaient se traîner sur leurs moignons ou se faire

---

<sup>1</sup> Voir volume I, page 269, et volume III, page 346.

porter par leurs camarades jusqu'à la gare de départ. Le CICR leur procura des béquilles en adressant une demande à la Croix-Rouge australienne et en lançant un appel aux fabricants suisses.

### *Démobilisés et civils*

Dès la fin des hostilités, le CICR s'intéressa au problème des secours aux invalides des pays les plus éprouvés par la guerre, ainsi qu'aux personnes déplacées de toutes nationalités se trouvant en Allemagne, en Autriche, en Italie et dans les pays de l'Est européen. La situation était telle qu'il fallut attendre de longs mois avant de recueillir des données permettant d'élaborer une action de secours et de mesurer l'ampleur du problème. Pour compléter les renseignements fournis par ses délégations ou par les comités nationaux d'aide aux invalides, le CICR a envoyé à plusieurs reprises en Allemagne un médecin spécialiste qui a constaté les besoins les plus urgents. Une action d'ensemble, qui nécessita une longue préparation en raison de difficultés de toutes sortes, a été réalisée en faveur des invalides allemands et autrichiens. Cette œuvre a été assurée grâce à une partie du fonds constitué par les collectes faites auprès des prisonniers de guerre allemands et autrichiens aux Etats-Unis. Une somme de 200.000 fr. suisses fut attribuée à l'aide aux invalides en Allemagne et en Autriche.

En zone française d'Allemagne, où le rythme de production des fabriques et ateliers de prothèses était insuffisant par suite du blocage de certaines matières premières (bois, cuir et métal) et du manque de petit matériel (vis, boulons, sangles, courroies, agrafes, etc.), le CICR a pu apporter une aide efficace aux amputés en obtenant des Autorités d'occupation le déblocage des matières nécessaires et en fournissant les accessoires indispensables, qui furent répartis entre les ateliers de prothèses par l'entremise des comités régionaux de secours sous la responsabilité de la délégation du CICR à Baden-Baden.

En zone britannique, le CICR a porté son effort en faveur des invalides sur l'installation d'un centre de rééducation profes-

sionnelle. Cinq ateliers ont été créés à Bad-Pyrmont. Chacun d'eux initiait 10 invalides aux métiers d'horloger, de tailleur, de cordonnier, de menuisier et de dessinateur-technicien. Cette action a été exécutée en liaison avec la Croix-Rouge britannique, qui s'est plus particulièrement occupée de recruter en Grande-Bretagne le personnel instructeur.

En Autriche, le CICR a coordonné son action avec celle du Don suisse et de la Croix-Rouge suisse. Des amputés et des aveugles en bénéficièrent ; ceux-ci reçurent des montres Braille et du matériel de rééducation professionnelle (machines à écrire, matériel de vannerie, de broserie et de filochage), ceux-là une certaine quantité de matériel nécessaire à la confection des prothèses.

Des actions de moindre envergure ont été entreprises en faveur des invalides finlandais (médicaments expédiés directement des Etats-Unis en Finlande), italiens (médicaments expédiés directement des Etats-Unis en Italie et remis à l'« Opera Nazionale per gli Invalidi di Guerra »), français (vêtements et outils de menuiserie remis à un sanatorium de tuberculeux en Haute-Savoie), javanais (deux prothèses de jambes confectionnées à Genève), roumains (appareils sanitaires destinés aux paraplégiques), etc.

### *Personnes déplacées*

Les actions de secours en faveur des invalides ayant le statut de personnes déplacées sont particulièrement délicates et exigent, avant d'être exécutées, de multiples démarches. Le CICR, par exemple, n'a cessé, pendant dix-huit mois, de s'occuper de 35 amputés jusqu'à ce qu'ils pussent être munis d'appareils. En février 1946, le délégué à Naples avait obtenu des moyens de fournir des prothèses à ces amputés. En avril 1947, les appareils étaient prêts à être expédiés, mais les destinataires avaient été transférés d'Italie en zone britannique d'Allemagne. La délégation du CICR dans cette zone s'efforça de retrouver ces hommes, une nouvelle fois dispersés, et de les réunir dans un hôpital. Puis, elle chercha à s'assurer la collaboration de médecins et de bandagistes capables d'ajuster les prothèses.

On peut citer aussi l'exemple d'un groupe de Polonais amputés, résidant en zone française d'Allemagne. Des appareils fabriqués à Genève furent remis aux bénéficiaires et ajustés sous la direction de la délégation du CICR. L'œuvre était financée par un comité polonais. De même, deux groupes d'invalides espagnols républicains, réfugiés, l'un en Afrique du Nord, l'autre dans le Sud de la France, reçurent à deux reprises des secours en vêtements, en vivres, en fortifiants et en médicaments. Enfin, le CICR a employé, selon les besoins, pour des secours en nature à des invalides lettons dispersés en Belgique et en Allemagne, diverses sommes qui lui avaient été confiées à cette intention. Le CICR reçoit parfois des dons en nature dont la distribution est laissée à sa discrétion. Tel est le don que fit la Croix-Rouge australienne de plusieurs milliers de paires de béquilles qui ont été réparties, tant par la Commission mixte que par le CICR entre les mutilés civils et militaires des pays les plus éprouvés par la guerre. Dans certains cas, le CICR a collaboré avec la Croix-Rouge suisse et le Don suisse : tantôt il participait à une action commune, tantôt il unissait ses efforts à ceux de l'une ou l'autre de ces institutions, tout en conservant son indépendance d'action.

Les expériences faites par le CICR ont montré dans quelle situation difficile se trouvent, à la fin des hostilités, les invalides d'un pays vaincu. Il est intéressant, à ce propos, de comparer, toutes proportions gardées, la situation de la Grèce en 1941 à celle de l'Allemagne en 1945. Dans ce dernier pays, dès le mois de mai 1945, les invalides, tant militaires que civils, ne pouvaient plus obtenir les secours qui leur étaient nécessaires, les hôpitaux devenaient insuffisants, les pensions étaient aléatoires, les matières premières pour les prothèses, les appareils sanitaires spéciaux, les vivres, les vêtements, les médicaments et les fortifiants manquaient. Le CICR fut dans la nécessité de prendre, à l'égard des nationaux allemands et des Autorités d'occupation, l'initiative d'une action de secours, sans autre mandat que celui que lui dictaient ses principes traditionnels.

## § 2. SECOURS AUX INVALIDES ET TUBERCULEUX GRECS

La situation des nombreux invalides de l'armée grecque dispersés dans le pays posa, dès le début de l'occupation allemande et italienne, un problème difficile à résoudre. Ces blessés et ces malades formaient une catégorie de victimes de la guerre auxquelles des secours étaient particulièrement nécessaires. Les communications étant interrompues dans le pays, il était malaisé de réunir des renseignements à leur sujet.

D'après les informations que possédait le CICR à la fin de l'été 1941, environ 5.000 grands blessés se trouvaient alors dans les hôpitaux d'Athènes ou avaient dû les quitter peu auparavant. Bien que tous les invalides eussent droit à une pension, un grand nombre d'entre eux se trouvaient dans une situation misérable et souvent même sans toit. Dans la seule région d'Athènes, il y avait 1.800 invalides et 1.000 ex-militaires tuberculeux non hospitalisés. Au début de mars 1943, la Croix-Rouge hellénique informa le CICR que 20.000 invalides, dont 4.500 tuberculeux, étaient, pour l'ensemble du pays, inscrits sur ses registres.

### 1. *Démarches et envois de secours*

Le CICR se proposait d'envoyer aux invalides de l'armée grecque des colis de vivres, des médicaments et des vêtements, dont la distribution serait faite par sa délégation à Athènes, d'entente avec la Croix-Rouge hellénique et avec les Autorités d'occupation. Ayant constaté qu'il n'était plus possible de trouver en Europe qu'une faible partie des secours nécessaires, il prit contact avec les donateurs éventuels, puis demanda aux Autorités alliées, en août 1941, d'accorder pour ces invalides les mêmes facilités que pour les prisonniers de guerre, en particulier des navicerts. A la fin d'août 1941, le CICR était autorisé, en principe, à faire bénéficier les invalides hospitalisés des envois collectifs de secours provenant d'outre-mer et des mêmes avantages que les prisonniers alliés. Le CICR devait assurer le contrôle des distributions et faire aux donateurs un rapport mensuel sur le nombre des hospitalisés et sur les distri-



butions effectuées. Cette autorisation fut confirmée en décembre 1941, et les colis destinés aux invalides grecs hospitalisés bénéficièrent définitivement, à partir de mars 1942, de navicerts.

Le CICR fut ainsi en mesure d'apporter aux invalides grecs une aide efficace, même après la cessation des hostilités, jusqu'à fin septembre 1945. Sa délégation en Grèce put utiliser pour les invalides, avant de recevoir les marchandises d'outre-mer, une partie des secours achetés par le Croissant-Rouge turc pour le compte de donateurs grecs et transportés de Turquie au Pirée, d'octobre 1941 à août 1942, par le « Kurtulus » et le « Dumlupinar »<sup>1</sup>.

D'autre part, le CICR s'était adressé, en vue d'obtenir des secours, aux Croix-Rouges britannique, canadienne et américaine. Celles-ci l'autorisèrent, au cours de l'été de 1942, à distribuer aux invalides hospitalisés grecs un premier lot de 10.500 colis « standard » de vivres donnés, en partie, par le « Greek War Relief » de Washington et prélevés sur des envois débarqués à Lisbonne. A la fin d'août 1942, la délégation du CICR recevait les deux premiers wagons de vivres. D'autres suivirent en novembre et en décembre. Mais le transport de Genève par voie terrestre se heurta bientôt à de grandes difficultés. Le CICR obtint alors que les secours d'outre-mer destinés aux invalides fussent transportés sur les navires suédois qui, dès septembre 1942, firent la navette entre le Canada et le Pirée pour ravitailler en blé la population civile grecque<sup>2</sup>.

Le CICR s'efforça d'obtenir des Autorités alliées l'autorisation d'étendre son assistance aux invalides qui n'avaient pas été hospitalisés en raison du manque de place dans les hôpitaux. C'est ainsi qu'au début de 1942 il put aider un nombre restreint d'invalides non hospitalisés. A la suite de nouvelles requêtes, il fut à même, en avril 1943, d'effectuer temporairement les distributions à son gré. Le nombre des colis destinés aux invalides non hospitalisés fut, ultérieurement, limité à diverses reprises, ce qui amena le CICR à faire derechef des démarches à Londres en juin 1943.

---

<sup>1</sup> Voir page 490.

<sup>2</sup> Voir page 511.

En février 1943, le CICR fut autorisé par les Autorités italiennes à distribuer aux invalides grecs des uniformes alliés, à condition qu'ils ne portassent aucun insigne militaire ; mais il dut abandonner ce projet, faute de pouvoir obtenir l'accord des Autorités allemandes.

D'autre part, il tenta de faire hospitaliser en Suisse un certain nombre d'invalides grecs tuberculeux ; mais, bien que les Autorités allemandes eussent donné leur accord à ce projet, il fut contraint d'y renoncer du fait d'insurmontables difficultés de transport.

A partir du printemps 1943, il ne fut plus possible d'acheminer des secours d'Europe, et la délégation du CICR à Athènes ne reçut plus d'envois pour les invalides grecs, sauf des Etats-Unis et du Canada, d'où ils lui parvenaient directement. Les navires suédois amenaient 20.000 colis par mois en moyenne à leur intention. La délégation du CICR reçut pour eux, au total, environ 300.000 colis « standard » de 5 kilos, provenant des Croix-Rouges américaine et canadienne agissant pour le compte du « Greek War Relief » et de la Croix-Rouge hellénique à Londres. La Croix-Rouge argentine fit aussi certains envois.

Mais les donateurs continuaient de spécifier que ces envois devaient être réservés aux seuls invalides hospitalisés. Les Autorités américaines, d'autre part, considéraient les invalides non hospitalisés comme des civils n'ayant droit qu'aux secours d'outre-mer distribués à la population par la « Commission de gestion », laquelle avait créé pour les invalides un service spécial, qui ne pouvait toutefois subvenir qu'en partie à leurs besoins. Ces instructions, fondées sur des vues théoriques, créaient une situation peu équitable et fâcheuse, les invalides hospitalisés, une minorité, recevant seuls une aide spéciale qui leur était moins nécessaire qu'aux autres. Les invalides exclus des distributions et la Croix-Rouge hellénique d'Athènes désapprouvèrent ces mesures. D'autre part, la délégation du CICR avait constaté que l'hospitalisation ne facilitait guère le contrôle des distributions et qu'il était difficile d'empêcher les abus de la part des bénéficiaires eux-mêmes. Aussi le CICR adressa-t-il à ce sujet, au début de novembre 1943, une note détaillée aux donateurs, en leur indiquant que les garanties

données par les moyens de contrôle dont disposait sa délégation à Athènes étaient les mêmes qu'il s'agit d'invalides hospitalisés ou non. A la fin de janvier 1944, les Autorités alliées, qui maintenaient la limite de 20.000 colis, consentirent en principe que le CICR étendît, sous sa responsabilité, la distribution aux invalides non hospitalisés.

La délégation du CICR s'efforça, au début de mars 1944, d'organiser un service médical pour visiter les invalides non hospitalisés. La Croix-Rouge hellénique, qui était d'accord avec le CICR, lui demanda de ne pas procéder à de nouveaux examens médicaux, mais de se fonder sur les certificats établis par les Autorités militaires. Elle insistait aussi pour que les colis qui s'accumulaient dans les dépôts, où ils risquaient de s'avarier, fussent distribués à tous les invalides, y compris ceux des guerres antérieures.

A la suite de nouvelles démarches, la délégation fut définitivement autorisée, à la fin de juin 1944, à distribuer les secours aux catégories suivantes d'invalides :

1. invalides hospitalisés ;
2. invalides n'ayant pu être hospitalisés, faute de locaux, mais visités régulièrement à leur domicile par un service médical spécial ;
3. invalides reconnus tuberculeux, non hospitalisés et non visités par un service médical à leur domicile ;
4. invalides non hospitalisés et non tuberculeux, à partir de 50% d'invalidité.

Les Autorités du blocus allié n'avaient donné leur accord aux propositions du CICR qu'à la condition que les secours fussent distribués d'après les instructions et sous la responsabilité de sa délégation d'Athènes.

## *2. Locaux et matériel sanitaire*

Etant donné la situation déplorable des invalides non hospitalisés, en particulier des tuberculeux, le CICR fit, dès l'hiver 1941, les plus grands efforts pour leur assurer un traitement

médical approprié et les faire admettre dans des hôpitaux ou, tout au moins, des locaux provisoires. Malgré toutes ses démarches, il n'obtint, du fait de difficultés sans cesse renaissantes et le plus souvent insurmontables, que de faibles résultats.

Le CICR avait tout d'abord formé le projet d'envoyer de Suisse des baraques démontables à l'intention des invalides tuberculeux. En effet, les sept hôpitaux et les dix sections spéciales d'établissements civils réservés à cette époque aux invalides étaient très insuffisants. Le Gouvernement italien lui donna l'assurance formelle que ces installations seraient à l'abri de toute réquisition, à la condition que le matériel fût confié uniquement à la délégation du CICR et que les baraques fussent montées sous le contrôle des Autorités militaires d'occupation et avec de la main-d'œuvre recrutée sur place. En vue de réunir les fonds nécessaires, le CICR s'était adressé à diverses Sociétés de la Croix-Rouge alliées et neutres. Tandis qu'il essayait de résoudre le difficile problème du transport, la Croix-Rouge hellénique l'informa qu'il serait possible de disposer d'établissements désaffectés : le sanatorium de la société « Dionysos » à Papanicolos et les sanatoriums Jeramoni et Petras, et qu'il convenait donc d'envoyer le matériel nécessaire à leur aménagement, plutôt que des baraques. La Croix-Rouge suisse avait mis 100.000 fr. suisses à disposition pour l'achat de baraques. Le CICR utilisa cette somme pour l'achat de matériel d'hôpital et de médicaments. Un nouvel appel fut adressé, en février 1943, aux Croix-Rouges américaine, canadienne et britannique, au Croissant-Rouge turc et aux cercles grecs en Egypte. En conséquence, un matériel considérable arriva à Athènes (matelas, draps, couvertures, instruments de chirurgie, etc.), provenant d'organisations de secours de Londres, de la Croix-Rouge américaine, de comités de secours grecs aux Etats-Unis et de la colonie grecque en Egypte. Force avait été de constater, cependant, qu'il était, en fait, impossible d'obtenir de nouveaux locaux pour les invalides. Le projet, auquel la Croix-Rouge hellénique de Londres s'était vivement intéressée, de soigner 400 invalides dans un grand hôpital de Tripoli, dut être abandonné, de même que celui de placer 100 invalides, libérés après quatre mois d'emprisonne-

ment, dans des hôpitaux militaires, et celui d'employer un pavillon de l'hôpital militaire désaffecté n° 3 à l'intention des invalides tuberculeux. Une partie du matériel fourni servit à améliorer l'installation des immeubles affectés aux invalides. Le reste fut entreposé au Pirée par les soins de la délégation du CICR, conformément aux nouvelles instructions des donateurs, qui ne voulaient pas qu'il fût remis aux organisations locales avant que la question des locaux n'eût été résolue. Il devait malheureusement être en grande partie détruit quelques mois plus tard lors d'un bombardement. Ce qui put en être sauvé — notamment 87 lits et 66 matelas — fut, selon le désir des donateurs, remis à la Croix-Rouge hellénique après la libération, dans le courant de 1945. Le CICR céda en outre à cette Croix-Rouge, en faveur des invalides, deux lots de secours : en juin 1945, 7.500 pièces de vêtements militaires alliés dont les Autorités militaires allemandes n'avaient pas autorisé la distribution ; et, en septembre, 234 caisses et balles de matériel d'hôpital et quelques caisses de vêtements reçues de la Croix-Rouge britannique agissant pour le compte de la Croix-Rouge hellénique de Londres.

### § 3. SECOURS AUX INFIRMIÈRES DANS LES CAMPS

Après la fin des hostilités, le CICR s'est occupé des infirmières allemandes retenues dans des camps de prisonniers de guerre pour y soigner des blessés et des malades.

Pendant l'été 1945, il envoya à plusieurs reprises des layettes et des vêtements aux infirmières de la Croix-Rouge allemande se trouvant dans des camps de prisonniers allemands en France et qui étaient enceintes.

En automne, il organisa une collecte de vêtements auprès des maisons de diaconesses et de religieuses catholiques en Suisse en faveur de 80 infirmières de la Croix-Rouge allemande soignant des grands blessés allemands au lazaret Hedwigenkoog (Mer du Nord). Les 200 kilos de vêtements recueillis furent distribués par la délégation du CICR en zone britannique d'Allemagne. Cet envoi fut suivi, en 1946, de livraisons de sous-

vêtements et de laine à tricoter destinés aux infirmières du « Munsterlager » dans la même zone.

Des sous-vêtements neufs et usagés, du tissu pour la confection de blouses d'infirmières et le matériel nécessaire furent remis, en 1947, aux infirmières allemandes des hôpitaux du « Surrendered Enemy Personnel » en Autriche.

Par l'envoi de matières premières telles que la laine à tricoter et les tissus, le CICR s'efforça non seulement de tirer le meilleur parti des fonds modestes dont il disposait, mais aussi de procurer aux infirmières les moyens d'occuper leurs loisirs.

#### § 4. SECOURS AUX INTERNÉS EN PAYS NEUTRES

Les militaires, les prisonniers de guerre et les réfugiés civils internés en pays neutres pouvaient, dans la plupart des cas, recevoir des secours de leur légation ou consulat respectifs. Normalement, le CICR n'intervenait pas. Il le fit, toutefois, dans certaines circonstances. C'est ainsi qu'il expédia en Suède 125 caisses de cigarettes provenant des Croix-Rouges américaine et britannique, d'un poids de 4 tonnes  $\frac{1}{2}$ , pour les internés polonais et les aviateurs américains tombés sur le sol suédois. En adressant ces envois au Comité central de la Croix-Rouge suédoise à Stockholm, ainsi que 305 kg de vêtements destinés à des enfants lettons, il obtint l'exonération des droits de transport et de douane.

Trois bateaux allemands, comprenant un équipage de 98 hommes, s'étaient réfugiés au début des hostilités à Mormugao, port de la colonie portugaise de Goa. Comme les communications ordinaires entre ce pays et l'Allemagne étaient très mauvaises et que 50% des secours que la Croix-Rouge allemande expédiait directement par la poste arrivaient dans un état défectueux, le CICR chargea ses délégations aux Indes britanniques de transmettre à ces internés des dons en espèces et en nature. Pour des raisons semblables, les envois de secours aux marins allemands internés en Arabie saoudite se firent par l'entremise de la délégation du CICR en Egypte. Une action analogue en faveur de sept marins allemands internés au Yémen, où ils avaient fait

nauffrage, rencontra des difficultés. Ce pays n'entretenant pas alors de relations diplomatiques avec certains Etats, le CICR se trouva en effet empêché d'obtenir l'agrément nécessaire. C'est par l'entremise d'une personne privée résidant au Yémen qu'il put faire parvenir quelques colis de médicaments à ces internés.

De nombreux militaires polonais, réfugiés en Hongrie depuis la campagne de Pologne de 1939, étaient secourus par la Croix-Rouge hongroise grâce à des fonds reçus du Gouvernement polonais de Londres. Après l'occupation du pays par les troupes allemandes, la situation de ces internés devint difficile : ils étaient menacés de déportation en Allemagne. D'accord avec les Autorités hongroises, le délégué du CICR leur distribua des subsides et leur transmit des secours. Cette activité ne prit fin qu'au moment de la bataille de Budapest, lorsque toutes les communications entre ces internés et le délégué furent interrompues.

### *Espagne (Camp de Miranda de Ebro).*

Des actions plus importantes furent entreprises en Espagne. Dès le début des hostilités, de nombreux civils et militaires furent hébergés dans le camp espagnol de Miranda de Ebro. Ce camp abritait des apatrides et des ressortissants de 27 nations différentes : Allemands, Autrichiens, Belges, Britanniques, Canadiens, Espagnols, Hollandais, Polonais, etc. Il s'y trouvait des Juifs. La plupart des internés étaient des militaires venus de France et arrêtés en Espagne. Le délégué du CICR, autorisé à visiter le camp, fut mis en mesure d'exercer un contrôle qui rendit possible la distribution de secours provenant d'outre-mer. Il est facile de s'imaginer dans quelle atmosphère démoralisante vécurent les internés de ce camp surpeuplé avant les grandes évacuations de 1943. Malgré les efforts faits par les Autorités espagnoles en vue d'améliorer leurs conditions de vie, les internés manquaient de vêtements, en particulier de linge de corps, et les rations alimentaires étaient insuffisantes.

Au début de 1941, le CICR reçut les premières demandes directes des apatrides et des Argentins. Ces hommes, en effet, comme d'ailleurs les Allemands et les Autrichiens, étaient abandonnés à eux-mêmes. Persuadé de l'urgence d'une action de

secours, le CICR informa certaines sociétés charitables de la situation difficile des internés de Miranda. En automne 1941, la Croix-Rouge polonaise organisa un premier envoi de médicaments et pria le CICR de prélever 200 colis de vivres sur son stock de colis « standard » américains à Genève. Au début de l'année suivante, les Croix-Rouges britannique et américaine ayant décidé d'adresser des secours aux internés alliés à Miranda, il fut convenu que des marchandises prélevées sur les cargaisons des bateaux passant par Lisbonne seraient acheminées jusqu'à la frontière espagnole par les soins du délégué du CICR. Puis, la Croix-Rouge espagnole, l'ambassade américaine et la délégation du CICR, agissant de concert, feraient remettre les dons à leurs destinataires. Des difficultés de douane et de transport étant survenues, il fut nécessaire de fixer quelques règles :

1. Sur la proposition de la Croix-Rouge espagnole, il fut décidé que les secours seraient expédiés en franchise de douane à l'adresse de sa section de Miranda, qui se chargerait de l'acheminement et de la distribution dans le camp.

2. Ces envois bénéficieraient non seulement de la franchise de douane, mais aussi d'une réduction de 50% sur le tarif des chemins de fer espagnols (compagnie privée).

3. Les Autorités espagnoles admettraient le délégué du CICR à Madrid à visiter le camp de Miranda, afin qu'il pût vérifier si les envois étaient bien arrivés et si la répartition des colis avait été faite équitablement.

Cet accord permit de distribuer dès lors, sans difficulté, tous les envois que le CICR put obtenir en faveur des internés de Miranda de Ebro.

Le tableau suivant résume les envois faits à ce camp :

1940. — 1 caisse d'instruments de chirurgie (60 kg).  
3 caisses d'appareils électriques pour radiographie (106 kg).  
3 caisses de produits pharmaceutiques (solde d'un don que le Gouvernement allemand avait adressé au CICR en faveur de la Croix-Rouge espagnole).



1940. — 1 colis d'appareils médicaux (5 sondes œsophagiennes).
1941. — Dons en faveur des internés polonais de Miranda :  
 3 balles de vêtements de la Croix-Rouge britannique.  
 4 envois de produits pharmaceutiques, don de la Légation de Pologne à Berne.  
 200 colis de vivres « standard » de la Croix-Rouge américaine, prélevés sur le stock polonais à Genève.
1942. — 200 colis de vivres « standard » de la Croix-Rouge américaine, prélevés sur le stock polonais à Genève.  
 1 caisse de livres français usagés recueillis pour des officiers polonais.  
 27 colis de vivres nominatifs du « Polish Relief Committee », Indian Orchard, Mass. U.S.A.  
 21 colis de vivres « standard » de la Croix-Rouge américaine, prélevés sur le stock à Genève.  
 400 colis de vivres de la Croix-Rouge canadienne.  
 500 colis de vivres « standard » de la Croix-Rouge américaine, prélevés sur le stock allié à Genève.  
 1500 colis de vivres « standard » de la Croix-Rouge américaine, don du « Polish American Council » à Chicago.  
 400 colis de vivres de la Croix-Rouge canadienne.  
 500 colis de vivres de la Croix-Rouge américaine, prélevés sur le stock allié à Genève.
1943. — 500 colis de vivres « standard » de la Croix-Rouge américaine, don du « Polish Relief American Council » à Chicago.  
 2 boîtes d'ampoules Sandoz et d'instruments de chirurgie (demande de la Croix-Rouge espagnole au CICR).  
 900 livres sterling : don privé. (La Croix-Rouge espagnole demanda au CICR de lui remettre cette somme pour les internés allemands).

1944. — 2500 colis de vivres « standard » de la Croix-Rouge américaine, prélevés sur les stocks polonais.

1000 colis de vivres « standard » de la Croix-Rouge américaine, pour des internés militaires américains.

### *Suisse.*

Le problème d'une aide, par l'entremise du CICR, aux évadés ou réfugiés internés en Suisse ne se posa qu'en 1943, après l'armistice italien. Un très grand nombre de prisonniers de guerre et d'internés britanniques avaient pu s'évader de camps d'Italie et trouver refuge en territoire helvétique. Des militaires et des civils italiens les suivirent. La plupart de ces réfugiés étaient arrivés dans un état de dénuement complet, après une fuite hasardeuse et exténuante. Les demandes de secours affluèrent au CICR. Les Autorités et la Croix-Rouge suisses, qui avaient secouru jusqu'alors les réfugiés, ne pouvaient plus faire face à la totalité des besoins de plus de 70.000 internés. Ceux-ci manquaient surtout de vêtements, de couvertures et de chaussures, objets strictement rationnés en Suisse et dont le contingentement imposé par le blocus économique empêchait l'importation.

Pour parer aux besoins les plus urgents, le CICR proposa de recourir aux réserves entreposées en Suisse et destinées aux prisonniers alliés en Allemagne. Il sollicita l'accord des donateurs. Lorsque ceux-ci et les Autorités du blocus lui eurent donné leur consentement, il fournit aux évadés britanniques et américains, ainsi qu'à 2.000 prisonniers de guerre ou internés civils, ressortissants de nations alliées à la Grande-Bretagne (Grecs, Russes, Yougoslaves) un habillement complet pris sur ces réserves et comprenant : 1 tunique, 1 pantalon, 1 manteau, 1 pullover, 2 chemises, 2 sous-vêtements, 3 paires de chaussettes et 3 mouchoirs. Cette attribution ayant été insuffisante, il adressa un nouvel appel à la Croix-Rouge américaine, qui l'autorisa alors à distribuer 5.400 équipements composés comme les premiers. La Croix-Rouge américaine agissait en qualité d'agent de transmission, les marchandises étant payées par différents donateurs tels que la « Greek War Relief Association »,

le Comité en faveur des Russes, à New-York, la « Yugoslavian Relief Fund Association » à Chicago. L'« Œuvre de secours aux ouvriers », à Genève, contribua à cette action en fournissant des vêtements et des objets divers aux évadés russes. La Croix-Rouge britannique mit des équipements à la disposition des internés polonais. Les Français furent pourvus d'uniformes et de vêtements pris sur les stocks cédés au CICR par la Croix-Rouge française métropolitaine. Le CICR informa les Autorités et les internés eux-mêmes que ces uniformes avaient été destinés primitivement aux prisonniers de guerre détenus dans les pays de l'Axe et avaient bénéficié d'un sauf-conduit des deux belligérants, de sorte qu'ils ne pourraient, en aucun cas, être portés par des évadés regagnant leurs unités ou un territoire occupé par leur armée. Il fut convenu que ces uniformes seraient retirés aux évadés au moment de leur départ de Suisse et replacés au dépôt du CICR.

Quant aux colis de vivres de la Croix-Rouge, les Autorités suisses compétentes estimèrent qu'ils n'étaient pas nécessaires, car les rations allouées aux internés militaires et aux prisonniers évadés étaient équivalentes à celles des troupes suisses et souvent supérieures à celles de la population. Le CICR se rallia à ce point de vue, ces colis étant fort utiles pour compléter les rations alimentaires des prisonniers de guerre dans les pays belligérants. Une exception fut faite en faveur des évadés indiens accoutumés à une nourriture spéciale. Ceux ci reçurent de la Croix-Rouge britannique des paquets confectionnés pour les prisonniers de guerre indiens. Des colis furent remis aussi aux internés malades qui, soignés dans des sanatoriums suisses, avaient besoin d'un supplément de nourriture.

Les Autorités suisses assurèrent la distribution des secours que les délégués du CICR, admis à visiter tous les camps d'internement sur le sol helvétique, eurent l'entière liberté de contrôler.

Les efforts que le CICR avait faits, depuis 1943, en vue de trouver des secours pour un grand nombre d'internés et de réfugiés de nationalité italienne n'eurent de succès qu'après la fin des hostilités en Europe. C'est alors que des fonds, qu'il reçut d'Argentine, lui permirent de faire des achats divers.

De plus, les colis de la Croix-Rouge américaine furent mis à sa disposition pour les internés italiens.

Le CICR put répondre, dès 1943, aux nombreuses demandes de secours pharmaceutiques faites individuellement par les internés militaires italiens en Suisse.

Enfin, il entreprit, en liaison avec l'Autorité militaire fédérale et la Croix-Rouge suisse, d'apporter des secours dentaires à tous les internés en Suisse. Le Commissariat fédéral à l'internement, tout en vouant une attention particulière au problème des soins dentaires, ne fut pas en mesure d'entreprendre, en faveur de militaires étrangers, des traitements dépassant les normes applicables aux soldats suisses. Le CICR se chargea donc d'assurer le paiement des honoraires qui n'incombaient pas aux Autorités militaires suisses. Il affecta à cette œuvre des « fonds prothèses » avec le concours des Croix-Rouges nationales intéressées. Des dispositions durent être prises en vue d'une exécution rapide et bien contrôlée des secours dont les demandes devenaient de plus en plus nombreuses. Il fut décidé notamment de transformer un wagon-restaurant en laboratoire et cabinet dentaire. Les frais en furent supportés, d'après un barème détaillé, par les Sociétés nationales de la Croix-Rouge, certains internés bénéficiaires, la Croix-Rouge suisse, le Service de santé de l'armée suisse et le CICR.

La mission dentaire, dont l'activité dura du 18 décembre 1944 au 18 juillet 1946, reçut en sept mois la visite de 3034 internés. Compte tenu des déplacements et des jours fériés, la moyenne des consultations fut de 25 à 30 par jour. Les expériences faites par cette mission ont été très utiles, car elles ont prouvé que les installations dentaires itinérantes ont un bon rendement. Celles-ci épargnent, en effet, aux camps les frais d'installations fixes. Quant aux moyens de contrôle dont dispose une mission dentaire, ils sont si simples et si complets qu'ils permettent les plus grandes économies. Le wagon dentaire, racheté par le Don suisse en faveur des victimes de la guerre pour le compte du Secours dentaire international, subit plus tard quelques transformations et fut acheminé vers la Pologne, au profit notamment des enfants de Varsovie.

## QUATRIÈME PARTIE

### SECOURS AUX POPULATIONS CIVILES

#### *Chapitre premier*

#### **Extension de l'activité de secours aux réfugiés, ainsi qu'aux femmes, enfants, vieillards et malades des populations civiles**

##### § I. CRÉATION D'UN ORGANE SPÉCIAL DE LA CROIX-ROUGE INTERNATIONALE

Tandis qu'à la suite des expériences de la première guerre mondiale, les Conventions protégeant les blessés des armées et les prisonniers de guerre avaient été développées et améliorées, les populations civiles, on le sait, ne se trouvaient, lorsque éclata le nouveau conflit, au bénéfice d'aucune Convention internationale, abstraction faite de quelques dispositions incomplètes et vieilles du Règlement annexé à la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye de 1907. Un projet de Convention pour la protection des civils en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, préparé par le CICR, avait été approuvé par la XV<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge, réunie à Tokio en 1934, et porté à l'ordre du jour d'une Conférence diplomatique prévue pour 1940, mais qui ne put avoir lieu à cause de la guerre <sup>1</sup>.

Le CICR n'avait donc pas de base conventionnelle pour fonder une action de secours en faveur des populations civiles. Il entendait cependant, dans l'esprit de ses statuts, vouer ses efforts à soulager leurs misères.

---

<sup>1</sup> Voir volume I, p. 593.

Cette mission avait d'ailleurs été définie par plusieurs Conférences internationales de la Croix-Rouge tenues entre les deux guerres. En 1921 déjà, la X<sup>e</sup> Conférence exprimait le vœu que les Gouvernements s'entendissent pour prévoir une rupture partielle de blocus économique en faveur des malades, des vieillards et des enfants.

Lors des Conférences qui suivirent (1925-1928), le CICR fut invité à étudier les allègements à accorder, en cas d'application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations (sanctions), à certaines catégories de la population civile. L'importante résolution prise par la Conférence de Bruxelles (1930) a la teneur suivante :

« La Conférence,

Approuvant le rapport qui lui a été présenté par la 1<sup>re</sup> Commission sur le point suivant : « Article XVI du Pacte et adoucissement du blocus ».

## I

1. Remercie chaleureusement le Comité international de la Croix-Rouge de l'important rapport qu'il lui a soumis au sujet des questions qui font l'objet de la 10<sup>e</sup> résolution de la XII<sup>e</sup> Conférence et de la 9<sup>e</sup> résolution de la XIII<sup>e</sup> Conférence internationale, rapport qui a considérablement facilité ses travaux.

2. Constate qu'il y a lieu, par une organisation appropriée, d'éviter dans toute la mesure du possible que les souffrances inséparables de l'application de l'article XVI du Pacte de la Société des Nations et du blocus de guerre s'étendent à des catégories de personnes étrangères à la résistance de l'Etat objet de l'action de la Société ou belligérant (enfants, vieillards, malades, etc.).

## II

3. Constate qu'aux termes des résolutions de la II<sup>e</sup> session de l'Assemblée de la Société des Nations, les relations humanitaires seront maintenues en cas d'application de l'arme économique de la Société des Nations conformément à l'article XVI du Pacte de la Société.

4. Estime que les relations humanitaires dont il s'agit devraient comprendre l'assistance de certaines catégories de la population par la fourniture de médicaments et de matériel sanitaire, de nourriture et d'objets d'habillement.

5. Invite le Comité international de la Croix-Rouge à se mettre, le cas échéant, en rapport avec les organes compétents de la Société des Nations en vue d'arriver à un arrangement en ce qui concerne les adoucissements qui devraient éventuellement être consentis dans chaque cas d'espèce.

6. Invite le Comité international à étudier les modalités de ces adoucissements, en prenant pour point de départ les propositions dano-suédoise et bulgare visées par la 9<sup>e</sup> résolution de la XIII<sup>e</sup> Conférence et reproduites en annexe.

### III

7. Estime qu'il y a lieu d'étendre au blocus en cas de « guerre déclarée » le principe du maintien des relations humanitaires, et, dans cet ordre d'idées, d'adopter le principe des propositions visées à la résolution 6.

8. Invite les Croix-Rouges nationales à attirer l'attention de leurs Gouvernements respectifs sur la résolution précédente, afin d'obtenir, si possible, leur adhésion totale ou partielle, au principe énoncé dans la dite résolution, ainsi qu'aux propositions visées à la résolution 6.

9. Invite le Comité international à se mettre, le cas échéant, à la disposition des intéressés (belligérants, puissance protectrice), en vue de la mise en œuvre des dites propositions. »

Se fondant sur ces résolutions comme sur son droit et son devoir d'initiative, le CICR entreprit, dès le début de la guerre, en 1939, différentes actions de secours qui seront exposées au chapitre suivant.

A la même époque, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge avait transféré son siège de Paris à Genève. Selon ses statuts, révisés en 1938 (article 3, chiffre 3), elle était, elle aussi, appelée à exercer une activité de secours, en collaboration avec les Sociétés nationales. Quoique prévue en principe pour le temps de paix, cette collaboration fut maintenue pendant la guerre, et cela d'autant mieux que le Secrétariat de la Ligue, siégeant désormais en pays neutre, put toujours rester en relation directe avec les Sociétés nationales.

Chargés l'un et l'autre de secourir les civils, le CICR et la Ligue travaillèrent de façon indépendante durant les premières semaines des hostilités, puis conjointement dès que la Ligue se fut établie à Genève. Les statuts adoptés par la XIII<sup>e</sup> Confé-

rence internationale de la Croix-Rouge, réunie à La Haye en 1928, stipulent en effet ceci, à leur article 9 :

« Le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge collaborent dans les domaines qui touchent en même temps aux activités de l'un et de l'autre, notamment en ce qui concerne les efforts des œuvres d'assistance en cas de calamités nationales ou internationales. »

Cet article trouvait, en temps de paix, son application lors des grandes catastrophes telles que les tremblements de terre, les inondations, les épidémies. Mais il pouvait concerner également un conflit armé. En tout cas, le CICR et la Ligue s'en autorisèrent pour préparer aussitôt une collaboration à laquelle les encouragea, d'autre part, un télégramme du président de la Croix-Rouge américaine.

Une première occasion d'activité commune se présenta à la fin de mai 1940. Fuyant devant l'avance foudroyante de l'armée allemande, des millions de réfugiés français, belges, hollandais et luxembourgeois erraient alors sur les routes de France. La Croix-Rouge française fit ce qu'elle put pour eux, mais sa tâche était écrasante. Le CICR et la Ligue, dont elle sollicita l'appui, décidèrent donc de lancer un appel à toutes les Sociétés nationales de la Croix-Rouge des Etats non belligérants et neutres. Le 29 mai 1940, celles-ci furent informées de la situation et des besoins les plus urgents ; on les pria en même temps de faire parvenir leurs dons directement au Comité central de la Croix-Rouge française.

Certaines d'entre elles répondirent négativement, en alléguant qu'elles devaient déjà s'occuper de réfugiés dans leur propre pays. Mais d'autres firent des dons importants en nature et en espèces. Ainsi, la Croix-Rouge yougoslave envoya à la Croix-Rouge française 300.000 dinars, dont 50.000 en espèces et le reste en vivres non périssables ; la Croix-Rouge hellénique remit 50.000 fr., produit d'une collecte ; le Croissant-Rouge turc offrit 500 tonnes de blé et se chargea des frais d'expédition ; enfin des sommes de 600 et 500 livres égyptiennes parvinrent respectivement aux ministres de France et de Belgique en Egypte, de la part du Croissant-Rouge égyptien. Quant aux



Croix-Rouges de l'Amérique latine, elles envisagèrent de secourir les femmes et les enfants par l'intermédiaire du CICR.

Au problème des réfugiés civils vint bientôt s'en ajouter un autre, plus urgent encore et qui rentrait davantage dans les tâches traditionnelles du CICR. Dans la région de Belfort, un grand nombre de militaires français avaient été encerclés et faits prisonniers par les troupes allemandes. Ils ne pouvaient être ravitaillés que de Suisse. Informé de cette situation par les Autorités allemandes, qui avaient délégué spécialement un représentant à Genève pour en discuter, le CICR mit tout en œuvre pour secourir ces prisonniers.

Durant l'été, le CICR, qui était à nouveau pressé d'intervenir en faveur des réfugiés en France, particulièrement des femmes et des enfants, dirigea sur Paris plusieurs trains de lait condensé et de lait en poudre <sup>1</sup>.

Mais le CICR et la Ligue ne tardèrent pas à se rendre compte que des actions sporadiques et à objectifs limités n'étaient pas à la mesure des circonstances, et qu'en multipliant les appels on finirait au surplus par lasser les donateurs. Comme le déclara le représentant du CICR lors de la séance commune du 28 octobre 1940, la seule solution efficace était donc de créer un organisme spécial d'assistance aux victimes civiles de la guerre. C'est à cette séance que fut prononcé pour la première fois le nom de « Commission mixte de secours ».

En novembre 1940, celle-ci s'adressa, au nom du CICR et de la Ligue, à tous les Gouvernements et à toutes les Sociétés nationales de la Croix-Rouge capables d'apporter leur aide. Elle sollicitait l'envoi de dons en nature et en espèces, ainsi que des facilités pour l'exportation et le stockage des marchandises. Elle demanda notamment aux pays de l'Amérique latine de mettre à sa disposition soit des fonds, soit des médicaments, ces derniers pouvant franchir sans difficulté le blocus britannique. Les donateurs avaient la latitude de désigner eux-mêmes un pays ou une catégorie déterminée de personnes comme bénéficiaire ; on leur recommanda toutefois de contribuer de

---

<sup>1</sup> Voir page 467.

préférence à la constitution de stocks importants jugés indispensables à une action rapide dans les cas urgents.

Malheureusement, pour des raisons qui tenaient en partie à la situation politique et économique du monde, le succès fut moindre que lors de l'appel de mai 1940 en faveur des réfugiés en France et en Belgique. La plupart des réponses furent évasives, et les sommes fournies par les Croix-Rouges américaine, danoise, équatorienne et japonaise, ainsi que par les Gouvernements danois et mexicain, ne s'élevèrent qu'à un total de 120.000 fr. Quant au Croissant-Rouge turc, il fit un don en nature, et quelques Gouvernements se déclarèrent prêts à accorder des facilités pour l'exportation de certains produits. Mais, malgré ces résultats assez décevants, l'appel de novembre 1940 n'en fut pas moins l'occasion, pour la Commission mixte de la Croix-Rouge internationale, de se constituer juridiquement, et ce fait devait être d'une importance considérable.

A la Commission mixte nouvellement créée, le CICR et la Ligue apportaient chacun des avantages spéciaux dont il convient de dire quelques mots. Outre qu'elle avait à son service un secrétariat d'une compétence éprouvée, dont l'activité avait été fortement réduite par la guerre, la Ligue semblait particulièrement à même de se procurer des secours, grâce à ses relations étroites avec de nombreuses Sociétés nationales de la Croix-Rouge. De plus, son président était également président de la Croix-Rouge américaine, et, à ce dernier titre, il avait fait preuve, dès avant l'entrée en guerre des Etats-Unis, d'un très grand intérêt pour l'assistance aux pays occupés en Europe, puisque c'est sur son initiative qu'une somme de 70 millions de dollars (50 millions votés par le Gouvernement des Etats-Unis, et 20 millions recueillis par la Croix-Rouge américaine) avait été mise en réserve à cette fin.

En revanche, la Ligue était empêchée, par sa composition même, d'entreprendre à elle seule des actions de secours en faveur des populations civiles des pays en guerre, car plusieurs de ses dirigeants étaient ressortissants de pays ennemis de l'Axe, et l'on savait, dès l'été 1940, que son intervention dans les territoires occupés par les forces de l'Axe n'aurait pas l'agrément des Autorités allemandes.

Quant au CICR, il était presque universellement reconnu, et pouvait agir dans la plupart des pays en guerre avec la pleine approbation des Autorités : tel était son principal atout. Les belligérants avaient en effet une confiance absolue dans son impartialité, et cette confiance, il la devait certainement pour une bonne part à la neutralité perpétuelle de la Suisse, pays où il a son siège et où se recrutent ses membres. D'ailleurs, il était hors de doute qu'en vertu des principes qui régissent traditionnellement son œuvre, les actions de secours entreprises sous son égide ne poursuivraient d'aucune manière des fins politiques, mais garderaient un caractère strictement humanitaire.

En outre, le CICR jouissait de nombreuses facilités d'ordre pratique. Dans maints pays, il était représenté auprès des Gouvernements et des Sociétés nationales de la Croix-Rouge par des délégués dûment accrédités, qui pouvaient faire des démarches en vue d'obtenir des dons, des permis d'exportation, des moyens de transport, et se charger de la réception et de la distribution des secours. Grâce aux rapports de ces délégués, les donateurs étaient exactement et impartialement renseignés sur les résultats des actions auxquelles ils avaient participé.

On prétendit souvent, par la suite, que le CICR aurait dû assumer seul la responsabilité de l'assistance aux victimes civiles de la guerre. Or, ce n'est qu'après mûr examen qu'il y renonça, s'étant rendu compte que ses moyens financiers restreints ne lui permettaient pas de supporter les frais d'une pareille entreprise. Et comme il en était de même pour la Ligue, les deux organisations furent tout naturellement amenées à poursuivre en commun l'œuvre qu'elles étaient incapables d'accomplir séparément.

On avait prévu que la Commission mixte aurait, comme telle, à effectuer d'importantes opérations financières qui ne devaient engager la responsabilité ni du CICR, ni de la Ligue. Il fallait donc lui conférer une personnalité juridique indépendante, et c'est pourquoi elle fut constituée, conformément aux articles 60 et suivants du Code civil suisse, sous la forme d'une association sans but lucratif, dont le CICR et la Ligue

étaient membres. Cette association fut inscrite au Registre du commerce. Le texte des statuts fut adopté le 23 juillet 1941.

L'assemblée générale, pouvoir suprême de l'association, était formée de deux personnes représentant, l'une le CICR, l'autre la Ligue. Elle nomma un « Conseil » pour diriger les travaux de la Commission mixte, et désigna à cet effet deux représentants du CICR, deux de la Ligue et une personnalité choisie en dehors de ces deux institutions. Le nombre des membres du « Conseil » fut porté à sept en octobre 1943.

Il convient de remarquer enfin que, dans l'esprit de ses fondateurs, la Commission mixte était uniquement destinée à faciliter l'action conjointe du CICR et de la Ligue, mais ne constituait d'aucune manière, à titre définitif, un nouvel organisme de la Croix-Rouge internationale, étant donné qu'il n'appartient qu'à la Conférence internationale de la Croix-Rouge de prendre des décisions à cet égard. D'ailleurs, cet organisme provisoire ne devait pas avoir le monopole des actions de secours entreprises tant par le CICR que par la Ligue en faveur des populations civiles. En ce qui concerne le CICR, il convient de rappeler notamment son action en Grèce, qu'il réalisa d'abord par ses propres moyens, puis avec le concours du Gouvernement suédois <sup>1</sup>.

Pour couvrir les premiers frais d'administration de la Commission mixte, le CICR et la Ligue avancèrent chacun 1.000 dollars. Par la suite, la Commission mixte put subvenir elle-même aux dépenses concernant les locaux, le personnel, le contrôle et la distribution des marchandises, le convoyage, etc. grâce à des prélèvements de 2% sur la valeur des marchandises qu'elles transmettait. Quant aux frais de transport, d'entreposage, d'assurance, etc., ils étaient en général à la charge des donateurs, et parfois à celle des destinataires. Tel est le système qu'on adopta finalement, plutôt que de recourir à des subsides des Gouvernements et des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, ainsi qu'on y avait songé tout d'abord.

---

<sup>1</sup> Voir chapitre 2, paragraphe 9, page 487.

## § 2. DÉMARCHES D'ORDRE GÉNÉRAL FAITES PAR LE CICR AUPRÈS DES BELLIGÉRANTS

Il est impossible d'énumérer ici les nombreuses actions de secours que la Commission mixte a réalisées de 1941 à la fin de 1946, date de sa liquidation. D'ailleurs, le Rapport final de ladite Commission (qui constitue le rapport conjoint de la Ligue et du CICR à la XVII<sup>e</sup> Conférence de la Croix-Rouge) donne d'amples détails à ce sujet. Le présent rapport se bornera donc à l'exposé de ce que fit le CICR, pour rendre possible l'activité de la Commission mixte dans les pays belligérants.

Avant de donner une forme légale à la Commission mixte, il importait de savoir quel accueil les belligérants réserveraient à son intervention en faveur des populations civiles des pays occupés. C'est M. C. J. Burckhardt, membre du CICR et l'instigateur de l'action conjointe, qui mena les principales négociations diplomatiques, et se chargea des relations entre la Commission mixte et les belligérants.

L'Allemagne fut consultée en premier lieu, puisque l'œuvre de secours devait débiter dans des territoires occupés par ses troupes. En été 1940 déjà, lors d'une mission à Berlin, le futur président de la Commission mixte réussit à convaincre les Autorités civiles et militaires allemandes que l'action projetée était indispensable et offrait toute garantie. De son côté, la Croix-Rouge allemande promettait son entier appui.

Après l'appel de novembre 1940, le CICR et la Ligue demandèrent officiellement au Gouvernement allemand d'autoriser l'envoi de vivres, de vêtements et de médicaments aux femmes et aux enfants des pays occupés. Le ministère des Affaires étrangères du Reich répondit, le 11 janvier 1941, par une lettre d'une importance capitale, qui posait les règles suivantes :

1) le Gouvernement du Reich acceptait, en principe, l'envoi de secours en nature et en espèces aux populations nécessiteuses dans les territoires occupés par les troupes allemandes ;

2) il s'agirait d'une action collective, et non pas de dons isolés destinés à des personnes déterminées ;

3) la Croix-Rouge allemande était chargée d'organiser et de contrôler la répartition des dons ;

4) les envois de secours seraient exemptés des droits de douane et des frais de transport, à condition d'être adressés à la Croix-Rouge allemande ;

5) la distribution serait faite par les organisations locales de bienfaisance et conformément aux désirs des donateurs ;

6) des prélèvements ne seraient en aucun cas effectués en faveur des troupes ou des fonctionnaires allemands ;

7) sur requête pour chaque cas d'espèce, des représentants des donateurs pourraient être autorisés à se rendre dans les territoires occupés, afin de s'assurer que les secours étaient scrupuleusement et équitablement distribués.

De ces clauses, on retiendra particulièrement la sixième, qui était essentielle pour l'accomplissement de l'œuvre de secours en faveur des populations civiles dans les territoires occupés par l'armée allemande.

### *La guerre économique.*

Le deuxième conflit mondial prit d'emblée le caractère d'une guerre totale, car les Etats qui s'y trouvèrent engagés ne comptaient pas sur la seule force des armes pour abattre l'adversaire. En particulier, ils avaient avisé par avance aux moyens de l'atteindre dans sa puissance économique, si bien que, contrairement à ce qui s'était passé lors de la guerre de 1914-1918, les dispositions prévues à cet effet entrèrent en vigueur immédiatement. Dès l'ouverture des hostilités, les échanges commerciaux furent donc interdits avec les pays ennemis ou occupés par l'ennemi, strictement réglementés avec les pays neutres, et de nombreuses marchandises, déclarées contrebande de guerre, étaient saisissables par les organes de contrôle des belligérants.

Au dire des Gouvernements qui la pratiquaient, même si cette politique lésait momentanément des intérêts particuliers, elle se justifiait par la nécessité de mettre fin le plus vite possible au conflit et aux souffrances qui en découlaient pour le monde. Cependant, il est hors de doute qu'elle frappait sans discrimi-

nation des neutres comme l'ennemi, la population civile comme les combattants, et qu'elle était, pour cette raison, difficilement conciliable avec les principes humanitaires auxquels les nations civilisées doivent ou devraient se conformer dans la conduite de la guerre. Si, notamment, les belligérants se montrèrent peu favorables à l'envoi de secours matériels, c'est parce qu'ils voulaient coûte que coûte priver la partie adverse de tout ce qui pouvait, de près ou de loin, contribuer à son effort militaire<sup>1</sup>. Le CICR, à qui ses principes et ses traditions prescrivent de venir en aide à toutes les victimes de la guerre, se trouva placé, de la sorte, devant des difficultés très sérieuses et parfois insurmontables.

#### A. *Le blocus.*

Les actions de secours furent considérablement gênées par le blocus rigoureux du continent européen que les Alliés instituèrent, sitôt la guerre déclarée, dans l'intention d'isoler économiquement les pays de l'Axe. En effet, le CICR n'avait aucun accès aux grands marchés d'outre-mer, et même dans les pays neutres d'Europe, il ne pouvait, pour des raisons qui vont être indiquées, se procurer librement les marchandises nécessaires.

Pour les besoins de leur ravitaillement, les Etats neutres conclurent avec les Alliés des accords dits « War Trade Agreement » ou « Accords du blocus », qui limitaient leurs exportations aussi bien dans d'autres pays neutres que dans les pays belligérants. Celui du 25 avril 1940, par exemple, soumettait le commerce extérieur de la Suisse à des règles très strictes.

Afin d'assurer l'application de ces engagements et de ceux, du même genre, qu'elle avait dû prendre à l'égard des Puissances de l'Axe en raison du contre-blocus<sup>2</sup>, la Suisse exerça elle-même le contrôle de ses importations et exportations. Dès leur arrivée sur son territoire, toutes les marchandises que les Alliés lui avaient permis d'importer pour son propre ravitaillement étaient prises en charge par un organisme suisse de surveillance

---

<sup>1</sup> Voir p. 29.

<sup>2</sup> Voir page 411.

du commerce, dont la fonction était d'empêcher qu'elles ne fussent détournées de leur destination.

En vertu de l'accord du blocus, la Suisse admit en outre la constitution d'une « *Commission mixte permanente* »<sup>1</sup> comprenant des délégués des Gouvernements suisse et alliés. Cette Commission, qui siégeait à Berne, connaissait de tous les problèmes soulevés par l'application de l'accord. Elle recevait régulièrement du Gouvernement suisse les informations et les documents statistiques nécessaires, ainsi que toutes les précisions qu'elle jugeait utiles. Les difficultés qu'elle ne pouvait résoudre elle-même étaient soumises, par ses délégués, à l'examen des Gouvernements intéressés. Les délégués alliés recevaient leurs instructions directement des Autorités du blocus, qui étaient le « *Ministry of Economic Warfare* » à Londres, le « *Ministère du Blocus* » à Paris et, après l'entrée en guerre des Etats-Unis, le « *Board of Economic Warfare* » à Washington. Une « *Commission interalliée du Blocus* » établie auprès du « *Ministry of Economic Warfare* » à Londres, coordonnait l'activité de ces divers ministères et la guerre économique des Alliés. C'est elle qui autorisait le passage de marchandises neutres à travers le blocus. Après l'occupation de la France et l'entrée en guerre des Etats-Unis, elle se transforma en « *Joint American British Blockade Committee* ».

Relativement modérées au début de la guerre, les restrictions que le blocus imposait aux pays neutres devinrent toujours plus rigoureuses à la suite des représailles exercées contre le commerce ennemi. Cependant, les Autorités du blocus firent quelques exceptions en faveur de certaines actions de secours. Il en fut notamment ainsi pour celle qu'une organisation américaine entreprit en Pologne occupée. De même, grâce aux démarches du CICR à Londres, plusieurs envois importants de vivres provenant de l'Amérique latine purent franchir le blocus à destination de la Pologne et même de l'Allemagne, pour être distribués aux blessés et aux malades par les soins de la Croix-Rouge allemande.

---

<sup>1</sup> Ne pas confondre avec la Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale.



Mais les exigences des Alliés s'accrurent après l'occupation de la majeure partie de l'Europe et de ses côtes occidentales par les armées de l'Axe. Le 31 juillet 1940, la Grande-Bretagne institua un nouveau contrôle des navires et de leurs cargaisons, dénommé « navicert-system ». Ce contrôle était fait déjà dans les ports de départ, donc avant l'expédition des marchandises, et non plus dans les ports de contrôle alliés en Europe. Par l'entremise des représentants diplomatiques britanniques ou alliés dans les pays neutres, les Autorités du blocus à Londres recevaient les demandes de « laisser-passer », et, en cas d'acceptation, délivraient des passeports dits « navicerts ». Les marchandises et les navires qui n'étaient pas munis de « navicerts » risquaient d'être saisis par des patrouilles maritimes ou par d'autres organes de contrôle alliés. En outre, pour pouvoir bénéficier de certaines facilités dans les ports alliés d'escale (réparations, ravitaillement en charbon ou en huile, etc.), les navires devaient obtenir un « ship warrant » contre l'engagement de ne transporter que des marchandises munies d'un « navicert » et de ne rendre aucun service quelconque à l'ennemi.

La sévérité de ces prescriptions excluait toute considération humanitaire. Désormais, n'importe quelle marchandise acheminée vers le territoire ennemi était exposée à la confiscation, même si elle était destinée aux blessés et aux malades. Conscient du préjudice ainsi causé aux victimes de la guerre, le CICR engagea sans retard des pourparlers avec les Autorités du blocus, et envoya un de ses membres à Londres, pour défendre sa cause auprès du « Ministry of Economic Warfare ».

La discussion porta en premier lieu sur les secours destinés aux prisonniers de guerre. Le « Ministry of Economic Warfare » les admit sous forme de colis individuels, ceux-ci étant expressément prévus par les articles 37 et 38 de la Convention de Genève. En revanche, les envois collectifs, sans lesquels les prisonniers au pouvoir de l'Allemagne eussent manqué d'un complément indispensable de nourriture, exigèrent de longues négociations ; ils ne furent autorisés que lorsque le CICR eut fourni la preuve qu'il était à même d'en contrôler la distribution aux prisonniers de guerre et aux internés civils alliés. Il fut plus difficile encore d'obtenir une dérogation en faveur des envois en vrac de mar-

chandises d'outre-mer destinées aux prisonniers français ; les Alliés ne l'accordèrent qu'en 1942, et seulement pour un tonnage limité <sup>1</sup>.

La mission du CICR à Londres aborda ensuite le problème très complexe de l'aide aux populations civiles dans les pays occupés par les forces de l'Axe. Elle rappela les expériences de la guerre de 1914-1918, durant laquelle la population belge avait pu être ravitaillée malgré le blocus, par les soins d'un comité américain qui surveillait sur place la répartition des secours. Elle se réclama en outre de plusieurs résolutions votées lors des Conférences internationales de la Croix-Rouge de 1920 à 1938. Aux termes de ces résolutions, en effet, le CICR était chargé d'examiner, d'une part, quel serait le rôle de la Croix-Rouge en cas de blocus économique, d'autre part, comment les prescriptions du blocus pourraient être assouplies en faveur de catégories déterminées de la population des pays bloqués, et de certaines marchandises telles que les médicaments et le matériel sanitaire. Cette étude devait éventuellement servir à l'établissement d'une convention internationale sur cet objet <sup>2</sup>.

#### *Première période (août 1940 - fin 1943).*

Le CICR ne réussit malheureusement pas à obtenir l'autorisation d'envoyer des secours d'outre-mer à certaines catégories de victimes de la guerre dans les pays bloqués. Par une lettre du 14 septembre 1940, le « Ministry of Economic Warfare » lui fit savoir que, tout en appréciant à sa juste valeur son activité humanitaire, le Gouvernement britannique devait refuser toute dérogation à la politique du blocus définie par le Premier Ministre dans son discours du 22 août 1940. A son avis, l'expédition de secours dans les pays occupés ne laisserait pas d'aider indirectement l'ennemi, en lui permettant d'affecter une partie de la production de ces pays au ravitaillement de la population allemande, ou même à la fabrication de matériel de guerre (par exemple fabrication d'explosifs avec des matières grasses,

---

<sup>1</sup> Voir pages 31 et 34.

<sup>2</sup> Voir, par exemple, « Conférence de Genève » de 1925, page 171, X ; « Conférence de La Haye » de 1928, pages 169-170, IX.

d'alcool avec des pommes de terre, de matières plastiques pour avions avec les dérivés du lait). De plus, il était impossible de s'assurer que l'ennemi n'accaparerait pas ces secours pour son propre usage. Enfin, il n'y avait pas lieu de faire une exception même en faveur de certaines catégories de personnes (par exemple les enfants et les mères), étant donné que le ravitaillement de l'ensemble de la population civile d'un pays occupé doit être à la charge de l'occupant.

La seule chose que le Gouvernement britannique tolérât, c'était l'envoi dans les pays occupés de médicaments destinés exclusivement aux blessés et aux malades. Encore ces facilités ne concernaient-elles que les produits pharmaceutiques proprement dits et les pansements. Elles ne s'étendaient pas aux denrées qui n'ont pas un caractère strictement médical, telles que les vitamines ou l'huile de foie de morue, ni aux couvertures et aux fournitures d'hôpital, le Gouvernement britannique estimant que tout cela se trouvait en suffisance sur le continent européen et devait être fourni par l'occupant. D'ailleurs, en pratique, les envois de médicaments n'obtinrent qu'avec peine des navicerts, notamment ceux qui étaient destinés aux populations civiles de Belgique et de Yougoslavie, et la liste des produits autorisés fut fréquemment modifiée.

Au blocus économique s'ajoutait un blocus financier, visant à empêcher l'ennemi de profiter des devises étrangères. De plus en plus rigoureux, spécialement après l'entrée en guerre des Etats-Unis, il fut, lui aussi, très préjudiciable à l'activité de secours.

Désireux de venir en aide malgré tout aux femmes et aux enfants, le CICR s'efforça de trouver sur les marchés européens les vivres et les vêtements que le blocus allié lui interdisait de se procurer outre-mer. Par malheur, les ressources des pays neutres et des pays balkaniques satellites de l'Axe s'épuisaient rapidement, de sorte qu'il lui était toujours plus difficile de satisfaire aux demandes qui lui parvenaient sans cesse. Cependant, c'eût été faillir à son devoir que de rester passif devant la misère croissante des régions dévastées. Il s'appliqua donc derechef à convaincre les Autorités du blocus que les nécessités militaires, si impérieuses soient-elles, n'affranchissent jamais un

belligérant de toute obligation morale, et qu'en conséquence les Alliés ne pouvaient se désintéresser du sort de millions d'êtres humains en proie à la disette et aux épidémies. Des démarches semblables furent souvent entreprises à la demande expresse de Sociétés nationales de la Croix-Rouge et d'autres organisations de secours, dont les représentants à Londres appuyaient de leur mieux les efforts du CICR.

Sans se laisser décourager par de multiples refus, le CICR continua d'intervenir chaque fois qu'une situation particulièrement alarmante le lui commandait. Sa persévérance fut enfin récompensée lorsque, à la requête d'un de ses membres à Londres, le blocus fut ouvert pour permettre de ravitailler la Grèce, où la famine faisait d'effroyables ravages<sup>1</sup>. En revanche, ni la population civile de la Belgique, ni celle de Belgrade, ni aucune autre ne put bénéficier de mesures analogues, et ce n'est qu'après l'invasion du continent européen par les Alliés, en 1944, que des exceptions furent accordées en faveur de la Hollande et des Iles de la Manche.

#### *Deuxième période (fin 1943 - mai 1945).*

Pour les raisons qui viennent d'être exposées, les achats de la Commission mixte devaient se faire surtout dans les pays neutres, et notamment en Suisse.

Cependant, plus la guerre durait, plus les disponibilités s'amenuisaient. Si généreux que se montrât le Gouvernement suisse envers l'activité de secours du CICR, il devait tenir compte des conditions précaires de l'approvisionnement du pays ; d'ailleurs les accords qui le liaient aux deux parties, et qui se modifiaient sans cesse avec la situation militaire, politique et économique, limitaient grandement ses possibilités d'exportation. En effet, à la suite des succès remportés par eux en 1943 et 1944, les Alliés accentuèrent leur pression sur les pays neutres, pour les contraindre de rompre leurs relations commerciales avec les Puissances de l'Axe, et la Suisse se trouvait placée entre le blocus et le contre-blocus. A Londres, une délégation suisse était chargée

---

<sup>1</sup> Voir pages 490 et 499.

de négocier avec la délégation anglo-américaine représentant les Autorités du blocus. Par les accords provisoires du 19 décembre 1943 et du 14 août 1944, elle obtint des navicerts pour les marchandises d'outre-mer indispensables, mais en échange le Gouvernement suisse dut consentir à de nouvelles réductions de ses exportations.

A Londres, la délégation suisse défendait en premier lieu les intérêts vitaux de son pays ; toutefois, comme le CICR a son siège en Suisse, elle avait accepté, à la demande de ce dernier, de plaider aussi la cause de la Croix-Rouge. En effet, le CICR était tenu d'exercer son activité dans le cadre des arrangements imposés par les Alliés aux Autorités suisses, et les contingents accordés à celles-ci se trouvaient désormais trop faibles pour qu'il fût possible d'en distraire une partie au bénéfice des exportations de secours.

La Commission mixte permanente dont il a été déjà question<sup>1</sup> avait, il est vrai, la faculté d'octroyer des contingents supplémentaires. Tous les projets de secours de la Croix-Rouge internationale lui étaient donc soumis. Mais elle ne tolérait que l'envoi de marchandises payées avec des fonds suisses. Or, le CICR ne pouvait admettre une distinction quant à l'origine des fonds utilisés, car c'est précisément contre remise d'avoirs étrangers déposés en Suisse qu'il effectuait certains achats pour le compte d'organisations humanitaires des pays occupés. De plus, lorsque la Commission permanente n'était pas en mesure de trancher elle-même des cas litigieux, il fallait en référer aux Autorités du blocus à Londres et à Washington. Les actions de secours subissaient ainsi des retards extrêmement fâcheux, et leurs chances de succès s'en trouvaient diminuées d'autant.

Le CICR entra alors directement en pourparlers, à Genève et à Berne, avec les délégués alliés de la Commission. Il soutint qu'une activité de caractère international et purement humanitaire comme la sienne ne pouvait tomber sous le coup des mêmes restrictions que le trafic commercial, et qu'elle avait droit à un régime particulier. Ses revendications étaient appuyées d'exemples typiques tels que celui-ci : le délégué du CICR à Belgrade

---

<sup>1</sup> Voir page 402.

avait télégraphié à Genève que, si les 20 tonnes de pommes de terre et les 30 tonnes de millet que l'on destinait aux « soupes scolaires » récemment créées à Belgrade, et pour lesquelles une demande d'exportation était depuis longtemps pendante, ne partaient pas immédiatement, il faudrait renoncer à poursuivre cette œuvre de secours.

Sensibles à la force de ces arguments, les représentants alliés promirent de se montrer plus larges dans l'application des règles du blocus et laissèrent la Commission mixte continuer provisoirement son activité en faveur des populations civiles dans la détresse. Il convenait en effet d'attendre le résultat de la démarche du CICR qui, le 3 juillet 1944, avait adressé aux Gouvernements de Londres et de Washington un mémorandum traitant de l'ensemble du problème. Le CICR insistait notamment sur la neutralité, l'impartialité et le but exclusivement humanitaire de son œuvre, et il se faisait fort d'empêcher, par un contrôle effectif des distributions, tout détournement des secours destinés aux populations civiles. Il concluait en demandant que, lors des pourparlers en cours à Londres entre une délégation suisse et les Autorités du blocus, la possibilité fût examinée de conférer les deux avantages suivants aux exportations faites de Suisse par la Commission mixte en faveur des victimes de la guerre ne contribuant pas à l'effort militaire de l'Axe, à savoir les femmes, les enfants et les malades :

1. Ces exportations ne seraient plus traitées comme celles du Gouvernement suisse, mais jouiraient d'un régime spécial.
2. Elles obtiendraient des permis selon une procédure accélérée, afin de ne pas retarder les expéditions.

Après avoir étudié ce mémorandum durant l'été 1944, les Autorités du blocus reconnurent que les vœux du CICR étaient légitimes, et en tinrent compte dans une large mesure.

Mais entre temps, la France avait été le théâtre d'importantes opérations militaires, et tout laissait prévoir qu'à brève échéance il en serait de même de l'Allemagne. Le CICR devait dès lors se préparer à intervenir, non plus seulement dans les pays occupés, mais dans les pays belligérants eux-mêmes, l'Allemagne y comprise, comme ses principes de neutralité, d'impartialité

et d'universalité lui en faisaient un devoir. Cette extension de l'activité de secours donna donc lieu à de nouveaux pourparlers avec les représentants alliés en Suisse, lesquels témoignèrent de l'esprit le plus conciliant.

Le 5 avril 1945, un accord définitif fut conclu en Suisse, entre le CICR et une délégation des Gouvernements américain, britannique et français. Il portait en particulier sur les points suivants :

a) Les marchandises que la Croix-Rouge internationale a importées en Suisse à travers le système de contrôle allié peuvent être exportées, si les représentants alliés à Berne y consentent, vers une autre destination que celle qui figure sur les navicerts.

b) L'exportation de produits suisses par la Croix-Rouge internationale est soumise à l'agrément des représentants alliés à Berne, qui examineront les demandes « dans un esprit d'entière compréhension pour les buts humanitaires de la Croix-Rouge » et les traiteront « de la façon la moins formaliste et la plus expéditive possible ».

c) Les plus larges compétences sont conférées aux légations britannique et américaine à Berne pour autoriser les exportations faites à titre de secours.

d) Les exportations de la Croix-Rouge internationale ne seront pas considérées comme rentrant dans les contingents d'exportations du Gouvernement suisse. Cependant, elles devront être réduites chaque fois que les Autorités du blocus le jugeront nécessaire.

e) Des statistiques mensuelles des exportations faites par la Croix-Rouge internationale seront fournies par le Gouvernement suisse aux Autorités britannique et américaine.

Quant aux envois de secours destinés à l'Allemagne, ils furent l'objet d'un règlement spécial. L'exportation de marchandises ayant bénéficié d'un navicert était interdite. Celle de marchandises d'origine suisse était admise en faveur d'invalides, de mères, de nouveau-nés, de femmes enceintes, d'enfants et de personnes trop âgées pour contribuer à l'effort de guerre de l'Allemagne,

ainsi que pour les victimes de calamités telles que les épidémies, mais à la condition que des rapports détaillés sur chaque distribution fussent fournis aux Gouvernements alliés. D'ailleurs, la débâcle des armées allemandes, survenue peu après, et l'occupation du Reich par les quatre Puissances alliées rendirent ces envois impossibles.

L'accord général du 5 avril permit à la Commission mixte d'augmenter considérablement ses activités, qui avaient pris plus d'importance encore depuis qu'elle centralisait les demandes d'exportation et les expéditions pour toutes les organisations de secours en Suisse. D'autre part, en décidant, dès octobre 1944, de ne pas soumettre au contrôle des représentants alliés à Berne les exportations de Suisse vers la France et la Belgique libérées, les Autorités du blocus simplifièrent beaucoup la tâche du CICR, car les délégués de ce dernier dans ces pays pouvaient ainsi obtenir directement des Autorités militaires locales les permis d'importation pour les secours qu'ils estimaient nécessaires. En janvier 1945, cette facilité fut étendue aux régions libérées des Pays-Bas et de l'Alsace-Lorraine.

### *Troisième période (après-guerre).*

Après la fin des hostilités en Europe, le blocus fut maintenu en principe, pour permettre aux Alliés d'assurer une répartition équitable des marchandises. Le Gouvernement britannique, par exemple, voulait être informé de tous les envois de la Croix-Rouge internationale et de leur destination, car il pouvait ainsi les déduire du contingent global alloué à chaque pays.

En outre, grâce au monopole presque exclusif dont il jouissait dans ce domaine, le « Ministry of Food » à Londres était en mesure de se procurer en Argentine, à des conditions très avantageuses, les marchandises destinées au ravitaillement de l'Europe. Il proposa donc que les achats de la Croix-Rouge internationale dans ce pays se fissent par son entremise, de manière à éviter des hausses de prix. C'est un délégué du CICR, représentant de la Commission mixte à Londres, qui fut chargé d'étudier tous ces problèmes, d'entente avec les Autorités alliées.



## B. *Le contre-blocus.*

Au blocus répondait un contre-blocus limitant, lui aussi, l'envoi des secours dans les pays occupés. En effet, les Puissances de l'Axe, qui attachaient autant d'importance que les Alliés à la guerre économique, contrôlèrent dès 1940 le commerce extérieur des pays occupés et des pays neutres d'Europe. Toutes les exportations de ces pays devaient par conséquent être munies d'un « Geleitschein » ou certificat d'accompagnement. Or, il en était de même pour les marchandises que le CICR voulait faire parvenir aux populations civiles ; elles obtenaient d'ailleurs toujours les « Geleitscheine » nécessaires, mais avec des délais qui en retardaient souvent l'expédition. Seuls les secours destinés aux prisonniers de guerre et aux internés civils étaient exempts de toute restriction.

En outre, les accords conclus entre le Reich et la Suisse prescrivaient que les exportations de ce pays ne devaient pas dépasser un certain volume. Le CICR demanda que les marchandises qu'il envoyait à des fins humanitaires en France occupée ne fussent pas incluses dans le contingent suisse. Les Autorités allemandes, en été 1941, lui donnèrent satisfaction en ce qui concerne les produits pharmaceutiques, mais les vivres et les vêtements ne bénéficièrent jamais d'une semblable facilité.

### *Les transferts de fonds.*

Le « Trading with the enemy Act » de septembre 1939, par lequel la Grande-Bretagne avait prohibé le commerce avec l'ennemi, comportait des prescriptions d'ordre monétaire. Aucun transfert d'argent de Grande-Bretagne dans les pays neutres n'était possible sans une autorisation spéciale (« license ») du « Board of Trade », et cette dernière n'était accordée que pour le paiement de marchandises que les pays neutres produisaient en excédent de leurs propres besoins et qui, en outre, ne contenaient pas plus de 20% de matières premières provenant des pays de l'Axe.

Ces dispositions, et celles du même genre que les Etats-Unis prirent dès avant leur entrée en guerre, entravèrent énormément l'action de la Commission mixte. Comme celle-ci l'expose

en détail dans son Rapport, elle avait parfois plus de peine encore à se procurer des fonds que des marchandises. Trop souvent, en effet, il lui était interdit de transférer à Genève les sommes que les donateurs à l'étranger eussent voulu lui remettre pour l'achat de secours.

En prévision de ces difficultés, le CICR et la Ligue avaient pris contact, dès le début de leur activité conjointe en novembre 1940, avec la Banque des règlements internationaux, et c'est là que leur fut ouvert un compte joint auquel les dons faits à la suite de l'Appel du 22 novembre 1940 pouvaient être versés dans tous les pays. Mais cette banque devait observer, comme toute autre, les restrictions financières décrétées par les Alliés. Aussi les transferts qu'elle put effectuer pour le compte de la Croix-Rouge internationale demeurèrent-ils peu nombreux, car les marchandises produites en excédent par les pays neutres étaient rares.

La Commission mixte, à qui les marchés des pays satellites de l'Axe offraient encore de larges disponibilités, s'appliqua donc principalement à trouver des fonds à l'intérieur de la zone du blocus. Mais il était parfois malaisé d'en déterminer la provenance. Fallait-il, par exemple, considérer des sommes prêtées par des banques suisses à des organisations de secours en pays occupés comme soumises aux règles du « Trading with the enemy Act » ? Ou bien, des fonds déposés dans des banques suisses au nom de ressortissants des pays occupés, et qui avaient pu être débloqués pour l'usage de la Commission mixte, pouvaient-ils servir à des achats dans des pays tombés dans la dépendance de l'Axe ? Les efforts infatigables du CICR et de la Commission mixte permirent du moins d'utiliser partiellement ces fonds en Europe orientale <sup>1</sup>.

Le blocage (freezing) des biens suisses aux Etats-Unis ne causait pas moins de difficultés. Les avoirs que le CICR possédait dans ce pays étaient traités tout à fait de la même manière que ceux des particuliers suisses ; en conséquence, ils ne pouvaient être transférés que par l'intermédiaire de la Banque nationale

---

<sup>1</sup> Pour de plus amples détails sur cette question, consulter le Rapport de la Commission mixte de secours.

suisse qui, seule, avait obtenu une licence générale pour les transferts de dollars.

Durant les premières années de la guerre, les dépenses du CICR furent couvertes en majeure partie par les dons du Gouvernement et du peuple suisses. Cependant, l'extension du conflit les augmenta à tel point qu'il dut mettre plus fortement à contribution les Gouvernements et les Sociétés nationales de la Croix-Rouge des pays belligérants. Or, les fonds qui lui étaient versés dans les pays alliés restaient bloqués aux comptes qu'il possédait en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Le seul moyen qu'il eût d'en tirer parti était donc de recourir aux bons offices de la Banque nationale suisse, qui acceptait de l'or bloqué et lui en remettait la contre-valeur en francs suisses. Mais des opérations de ce genre n'étaient pas toujours compatibles avec les possibilités financières de la Suisse, pour laquelle l'accumulation d'or bloqué dans les pays alliés présentait certains dangers.

Lorsque le CICR réclama aux Gouvernements américain et britannique un régime de faveur pour les marchandises qu'il voulait exporter de Suisse à des fins humanitaires, il ne manqua pas de soulever également la question des transferts d'argent. Alléguant le caractère impartial et désintéressé de son activité, il revendiqua le droit de disposer librement de ses avoirs dans les pays alliés et de les transférer en Europe selon ses besoins. Il précisa d'ailleurs que les sommes ainsi transférées ne serviraient pas à des achats de marchandises, mais uniquement à la couverture des frais administratifs afférents aux actions de secours et à d'autres œuvres humanitaires.

Les Autorités alliées firent bon accueil à cette demande et, à la suite de pourparlers qui eurent lieu au début de 1945 entre leurs représentants et le CICR, elles facilitèrent les opérations financières de ce dernier dans la mesure où les législations des pays alliés et de la Suisse le permettaient.

### *L'UNRRA et l'action de secours de la Croix-Rouge internationale.*

Pendant la guerre, les populations civiles ne furent pas assistées exclusivement par le CICR, la Ligue et la Commission

mixte. Des secours leur parvinrent aussi de diverses sources officielles ou privées : Gouvernements en exil, colonies nationales à l'étranger, institutions religieuses. Au chapitre suivant, qui traite successivement des actions humanitaires dans les différents pays, on verra que ces organisations firent très souvent appel au concours du CICR et de ses délégués.

Quand les troupes de l'Axe durent abandonner l'un après l'autre les territoires qu'elles avaient occupés, l'aide aux populations civiles prit un développement extraordinaire, et son agent de beaucoup le plus important fut alors l'UNRRA (« United Nations Relief and Rehabilitation Administration »), que 44 Gouvernements alliés avaient créée le 9 novembre 1943, afin d'apporter les premiers secours aux pays alliés libérés et de contribuer à leur reconstruction. Le présent Rapport n'a pas à rendre compte des magnifiques résultats obtenus par l'UNRRA au cours d'une activité intense de trois années. En revanche, il convient de dire quelques mots de ses relations avec la Croix-Rouge internationale qui, par l'organe de la Commission mixte, accomplissait depuis 1941 une tâche semblable, quoique avec des moyens beaucoup plus restreints.

En été 1944, le CICR envoya aux Etats-Unis un délégué chargé d'étudier avec la Direction de l'UNRRA la possibilité d'une coopération. Cet examen montra qu'en dépit de certains caractères communs, les deux institutions différaient sur plusieurs points essentiels.

L'UNRRA ne s'occupait dans la règle que des pays alliés (car ce n'est qu'à partir de 1945 qu'elle aida également certains pays ex-ennemis). De plus, elle remettait ses dons aux Gouvernements, qui pouvaient en disposer à leur gré, et notamment les vendre au public au profit de l'économie nationale. En vertu de l'universalité et de la stricte neutralité politique qui lui sont propres, la Croix-Rouge est au contraire tenue d'intervenir partout où l'on a besoin d'elle, et en l'occurrence, il était à présumer qu'après avoir, pendant la guerre, secouru surtout les pays alliés, elle devrait plus tard en faire autant pour les pays de l'Axe. D'autre part, il est dans la nature des secours de la Croix-Rouge d'être distribués gratuitement à leurs bénéficiaires directs. Telles sont les principales raisons pour lesquelles le

CICR ne put pas renoncer à sa propre activité en faveur des populations civiles, ni incorporer au nouvel organisme celui qu'il avait déjà constitué à pareille fin, ni même mettre, du moins officiellement et en son nom, ses délégués dans les pays libérés à la disposition de l'UNRRA, comme cela eût pourtant été souhaitable, à ne regarder qu'aux services que ces hommes expérimentés en matière de secours n'auraient pas manqué de rendre de cette façon.

Néanmoins, un observateur du CICR assistait aux sessions du Conseil de l'UNRRA, laquelle avait, de son côté, un représentant en Suisse. Ainsi, tout en travaillant chacune conformément à ses statuts respectifs, les deux institutions maintenaient entre elles une liaison qui leur permettaient de se renseigner mutuellement sur les besoins des pays dévastés, voire de collaborer pratiquement en maintes occasions. Notamment, lorsque les missions de l'UNRRA arrivèrent en Grèce et au Dodécanèse pour y ravitailler la population civile, elles furent secondées par les délégations du CICR qui les avaient précédées dans cette œuvre. De même la distribution des colis aux prisonniers de guerre alliés, libérés en masse à la suite de la retraite des armées allemandes, fut assurée conjointement par les équipes de l'UNRRA et les délégations du CICR en Allemagne.

Mais, sous réserve de ces cas spéciaux, la Commission mixte garda son indépendance. Elle resta en particulier à la disposition des pays neutres qui n'étaient pas membres de l'UNRRA, ainsi que de tous les donateurs désireux de soulager les maux de la guerre selon les principes de la Croix-Rouge, c'est-à-dire en dehors de toute considération politique. Aussi son activité ne fit-elle que croître durant la période qui suivit immédiatement la fin du conflit.

#### *Les distributions de secours.*

En principe — et il en fut ainsi surtout après la guerre, notamment en Pologne, en Belgique, en Norvège et en Yougoslavie — c'étaient des Croix-Rouges nationales qui distribuaient directement les secours dans chaque pays. Si leur intervention n'avait pas l'agrément de l'occupant, cette tâche incombait alors à des

organisations humanitaires reconnues par les Autorités d'occupation. Dans certains cas où la Croix-Rouge nationale n'avait pas le droit, comme telle, d'exercer son activité, il fut néanmoins possible, par exemple en Pologne occupée, de recourir à ses sections locales.

Le délégué du CICR — ou son agent là où un véritable délégué n'avait pu être installé — se bornait généralement à transmettre aux organisations distributrices les instructions des donateurs et celles de la Commission mixte. En particulier, il était expressément exigé : 1) de prendre toutes les précautions utiles pour que les bénéficiaires des secours ne les revendissent pas au marché noir ; 2) d'exclure des distributions les civils qui étaient au service de la Puissance occupante et devaient, de ce fait, être ravitaillés uniquement par elle. Afin de s'assurer que ces règles étaient observées, le délégué procédait à des sondages dans les entrepôts, surveillait les distributions et vérifiait les rapports établis par les comités qui en avaient la charge. Ces rapports étaient également examinés à Genève par la Commission mixte, puis transmis aux donateurs.

Le plus souvent, les envois de vivres dans les pays occupés étaient réservés aux enfants, puis aux femmes enceintes et à celles qui allaitaient. Presque toujours, les enfants recevaient leurs rations dans les crèches ou les « soupes scolaires » ; cette consommation sur place avait l'avantage de supprimer tout trafic illicite.

Lorsqu'il s'agissait de ravitailler une population entière (hommes, femmes et enfants, à la seule exception des personnes travaillant pour l'occupant), les secours étaient répartis entre les commerces d'alimentation, qui les remettaient au public contre des coupons de rationnement. C'est ainsi que les choses se passèrent notamment en Grèce <sup>1</sup>, au Dodécanèse, dans les Iles de la Manche, en Hollande lors de la famine de 1945, et dans les « poches de l'Atlantique ». Mais même dans ce cas, le délégué du CICR prenait garde que ce qu'il remettait aux orphelinats, aux crèches et aux hôpitaux fût intégralement distribué aux enfants et aux malades.

---

<sup>1</sup> Voir page 487.

Les secours en vêtements étaient particulièrement difficiles à contrôler. Le délégué en surveillait bien la répartition ; mais pour être certain que les bénéficiaires ne les vendraient pas par la suite, afin de se procurer de quoi acheter des suppléments de vivres, il aurait fallu procéder à des contrôles périodiques. Or le CICR avait jugé des mesures de ce genre inapplicables même à l'égard d'internés, lorsque les Autorités britanniques avaient voulu les lui imposer comme condition à un envoi dans les camps du midi de la France. Et il est clair que des civils libres de leurs mouvements avaient encore beaucoup plus de facilités de céder illicitement les objets qu'ils avaient reçus à titre gratuit et pour leur usage personnel.

Afin de soustraire les médicaments au marché noir, on les confiait presque toujours aux hôpitaux, qui devaient rendre compte de leur utilisation en présentant des statistiques détaillées. Ce système ne soulevait aucune objection de la part des Autorités du blocus, puisqu'il était entendu que toute la population des territoires occupés, et non pas seulement les femmes et les enfants, pouvait avoir part aux secours de cette nature. Quant aux médicaments remis aux pharmaciens, ils étaient en principe délivrés directement par ceux-ci aux malades, sur ordonnance médicale, et le plus souvent sans frais ; dans le cas contraire, le produit de cette vente était destiné à des œuvres de secours.

Les indications qui précèdent n'ont qu'une valeur générale. En pratique, la Commission mixte et les délégués du CICR devaient s'adapter à des prescriptions qui variaient d'un pays à l'autre, et il ne leur était pas toujours possible d'opérer dans des conditions entièrement satisfaisantes. Les délégués avaient parfois de la peine à obtenir des plans de distribution et surtout des rapports détaillés, parce que les associations responsables n'étaient pas encore bien organisées, ou parce qu'elles voyaient dans toute demande de renseignements une preuve de méfiance à leur égard. Or, les donateurs tenaient au contraire beaucoup à connaître exactement les résultats des actions de secours auxquelles ils avaient contribué, et se montraient moins pressés à persévérer dans leur effort lorsque ce désir légitime n'était

pas satisfait. Le délégué du CICR eut maintes fois la tâche délicate d'aplanir des différends de ce genre <sup>1</sup>.

### § 3. LA PÉRIODE D'APRÈS-GUERRE

A la fin des hostilités en Europe, le CICR envisagea lui-même de mettre fin à l'existence de la Commission mixte, puisque c'est pour le temps de guerre qu'elle avait été constituée par le CICR et la Ligue. Cette dernière se rallia aux vues du CICR. Toutefois, il fut convenu que la Commission mixte devrait pouvoir terminer les actions en cours. De plus, on songeait à créer, sur le modèle de celui qui existait au début de la guerre, un petit bureau chargé de maintenir la liaison entre le CICR et la Ligue, et de coordonner les futures actions de secours des Croix-Rouges nationales en faveur des populations civiles. Quant aux autres organisations humanitaires, le CICR prévoyait de mettre à leur disposition, pour autant qu'elles auraient encore besoin d'un intermédiaire neutre, une fondation du même genre que la « Fondation pour l'organisation de transports de la Croix-Rouge », constituée en 1942 <sup>2</sup>.

Cependant, ces projets ne purent être réalisés pour deux raisons. D'abord, la liquidation de la Commission mixte et la reprise de ses activités par deux organismes nouveaux se heurtaient à des obstacles d'ordre juridique. Ensuite, cette liquidation n'eût pas été opportune, parce qu'elle aurait déconcerté les donateurs désireux de poursuivre leur effort en faveur des victimes de la guerre, et pour qui le nom de la Commission mixte, connu dans le monde entier, était en quelque sorte une garantie d'exécution sûre, relativement rapide et peu coûteuse des œuvres de secours. La Commission mixte subsista donc, mais, en vue d'une coopération plus effective du CICR et de la Ligue, son Conseil fut remplacé par un Comité exécutif de trois membres, ainsi composé : deux membres représentant, l'un le CICR, l'autre la Ligue, et un troisième membre désigné

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur le problème de la distribution des secours, voir le Rapport de la Commission mixte.

<sup>2</sup> Voir pages 140 et 165.



par les deux premiers. La décision prise par le CICR et la Ligue de continuer sous cette forme leur activité commune fut sanctionnée par un accord que leurs présidents respectifs signèrent à Paris, en novembre 1945, à la suite d'un débat au sein du Comité exécutif de la Ligue, et qui prévoyait que la Commission mixte devrait fonctionner aussi longtemps qu'elle recevrait des secours en quantités assez importantes pour couvrir ses frais d'administration.

De son côté, la Conférence consultative des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, réunies par la Ligue à Genève, du 15 octobre au 3 novembre 1945, avait recommandé que « la question de la collaboration entre la Ligue et le CICR fût portée à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil des Gouverneurs, et que, dans l'intervalle, rien ne fût entrepris qui pût entraver les actions de secours en cours d'exécution ».

Ce vœu des Croix-Rouges nationales et de l'organe délibérant de leur fédération confirma le CICR dans l'idée qu'en automne 1945, il eût été prématuré d'interrompre l'œuvre de secours matériels en faveur des populations civiles. Toutefois, cette œuvre devait-elle se poursuivre par son entremise ? C'est là une question qu'il se posa, non seulement à propos de la liquidation éventuelle de la Commission mixte, mais de façon générale et dès la fin des hostilités. L'article VII des Statuts de la Croix-Rouge internationale lui prescrit en effet de continuer à travailler, en temps de paix, « à l'apaisement des maux envisagés comme des conséquences de la guerre ». Mais, d'autre part, afin de ne pas disperser ses forces, et aussi de favoriser le rétablissement de relations normales, soit entre les Croix-Rouges nationales, soit entre les peuples, il tend à abandonner ses diverses tâches dès que les victimes de la guerre n'ont plus besoin d'un intermédiaire neutre, et que d'autres organisations nationales ou internationales sont à même d'intervenir efficacement <sup>1</sup>.

Or, en ce qui concernait l'assistance aux populations civiles, les conditions de l'article VII étaient, sans aucun doute, largement remplies ; et, en 1945, la nécessité d'un intermédiaire

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet, volume I, pages 39 et 42.

neutre ne s'imposait pas avec une moindre évidence. Certes, rien n'empêchait les Etats vainqueurs de l'Europe d'entrer directement en relation avec des pays alliés plus prospères ou des pays neutres, et de faire appel à la générosité des uns comme des autres. Mais telle était la désorganisation des administrations publiques, des transports et parfois des Sociétés nationales de la Croix-Rouge elles-mêmes qu'on ne pouvait guère se passer, au début, des moyens techniques dont disposaient, soit la Commission mixte, soit le CICR, lequel avait déjà obtenu, ou s'efforçait d'obtenir, la franchise, la priorité et d'autres avantages pour le transport des secours sur le territoire des Nations Unies de l'ouest de l'Europe et des pays neutres. Quant aux peuples des pays vaincus, ils eussent été privés d'une toute première aide, sans les modestes dons que le CICR et ses délégués étaient seuls à même de leur faire parvenir malgré les divers obstacles qui s'y opposaient, du moins dans la période initiale de l'occupation.

En automne 1945, le CICR se rendait compte que la Croix-Rouge avait une mission particulièrement importante à remplir, et que, notamment, les populations civiles lui posaient, non moins que les prisonniers de guerre<sup>1</sup>, le problème de l'aide aux vaincus. Les Croix-Rouges des Etats vainqueurs étaient alors accaparées par les lourdes tâches qui leur incombaient dans leurs pays respectifs ou dans des pays alliés, et, à l'origine en tout cas, l'UNRRA devait secourir exclusivement les Nations Unies. Il n'y avait par conséquent que la charité privée qui, avec des moyens malheureusement restreints, pût s'adresser à toutes les victimes de la guerre sans distinction, et le CICR n'hésita point à lui servir désormais d'instrument au bénéfice des populations civiles des pays occupés par les Nations Unies, de même que, pendant les hostilités, il avait organisé, à la demande de donateurs des pays alliés ou neutres, des actions de secours de grande envergure en faveur des populations civiles des pays occupés par les armées de l'Axe. A ses yeux, en effet, son activité formait nécessairement un tout depuis le début du conflit jusqu'à la conclusion définitive de la paix,

---

<sup>1</sup> Au sujet des prisonniers de guerre, voir Partie I, chapitre 10, page 103.

c'est-à-dire jusqu'au rétablissement complet des relations internationales, et il importait qu'en dépit des rancunes qu'une lutte atroce avait amassées dans le cœur de millions d'hommes, l'esprit d'absolue impartialité dont s'inspire la Croix-Rouge se manifestât une nouvelle fois. Cependant, le CICR eut peine à obtenir que la devise « inter arma caritas » ne demeurât pas lettre morte et à s'acquitter de ses devoirs d'intermédiaire neutre. A cet égard, l'Allemagne, où les difficultés furent plus grandes que partout ailleurs, est un cas typique, et c'est pourquoi les pages suivantes se référeront particulièrement à ce pays <sup>1</sup>.

Au mois de mai 1945, il régnait en Allemagne un indescriptible chaos. Des troubles se produisirent tant que les armées d'occupation n'eurent pas assumé le rôle protecteur de l'Etat. Les effrayantes destructions matérielles, l'absence de millions d'hommes valides retenus en captivité, les évacuations massives, les fatigues et les privations des derniers mois de la guerre et la stupeur de la défaite mettaient la population civile hors d'état de subvenir elle-même à ses besoins et à ceux de tous les « Allemands de race » (Volksdeutsche) qui refluaient des provinces rattachées à la Pologne, ainsi que des territoires où ils avaient formé jusqu'alors des groupes compacts en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Hongrie et en Yougoslavie. Qui pis est, il se trouvait, sur le sol allemand, des multitudes d'étrangers : prisonniers de guerre alliés qui durent être ravitaillés par les camions du CICR avant que leurs propres intendances nationales fussent à même de prendre soin d'eux, travailleurs civils qui avaient été recrutés de force dans les pays occupés, et qui, pas plus que les prisonniers, ne pouvaient être immédiatement rapatriés, et enfin personnes déplacées. Au nombre de centaines de milliers, ces dernières, qui hésitaient à rentrer dans leur pays d'origine et que de longues années de misère avaient démoralisées et aigries, aggravaient par leur présence la situation alimentaire et parfois même menaçaient la sécurité de la population indigène ; il est vrai qu'au bout de quelques

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur l'Allemagne et pour l'examen du même problème tel qu'il s'est posé dans d'autres pays, voir chapitre 2, page 436.

semaines, l'UNRRA leur vint en aide, mais ses statuts l'obligeaient à laisser sans secours une forte minorité d'entre elles.

Parmi les pays voisins de l'Allemagne, deux n'avaient pas souffert directement de la guerre : la Suède et la Suisse. C'est de là que partirent les premiers dons. Le CICR fit tout pour favoriser ces envois, notamment ceux qui provenaient de Suisse ou passaient par le territoire suisse. On a vu plus haut qu'à maintes reprises, et en particulier dans un mémorandum d'août 1945, il réclama l'autorisation d'expédier en Allemagne, au moins en faveur des anciens prisonniers de guerre alliés, ainsi que des travailleurs civils et des personnes déplacées ressortissants des pays alliés, les quantités considérables de marchandises qu'il avait pu accumuler à Genève à la fin de l'année 1944<sup>1</sup>. Mais, pour la population civile allemande, les disponibilités se réduisaient, au début, à une partie des stocks des organisations charitables de Suède et de Suisse et de ceux de la Commission mixte, lesquels étaient minimes, car la Croix-Rouge ne reçoit, comme on sait, que rarement des dons sans affectation spéciale, et, jusqu'à l'armistice, peu de chose avait été destiné aux Etats de l'Axe. D'autre part, ce n'est qu'un certain temps après, que devaient affluer les milliers de wagons du Don suisse et du Don irlandais.

Ainsi, alors que des envois importants et réguliers prenaient déjà le chemin des pays de l'ouest, puis du sud-est de l'Europe, le ravitaillement de l'Allemagne ne fut possible, au début, que par le moyen d'actions improvisées, sporadiques, et de plus officieuses, en ce sens qu'elles n'avaient fait l'objet d'aucun accord exprès avec les états-majors alliés, et que les camions du CICR pénétraient en territoire allemand en franchise de douane et sur la simple autorisation de chefs militaires locaux.

Quelques semaines plus tard, cependant, quand les Puissances occupantes eurent organisé leur administration, le CICR les sollicita d'admettre officiellement l'entrée des secours destinés, soit à la population allemande, soit aux étrangers retenus en Allemagne. Mais, en été 1945, ces Puissances ne s'y montraient

---

<sup>1</sup> Voir Partie I, chapitre II, page 123.

pas encore disposées, du moins en ce qui concernait la population allemande proprement dite. On alléguait notamment que le niveau de vie de cette dernière, aux termes de la Déclaration de Potsdam, ne devait en aucun cas dépasser celui des peuples qui venaient d'endurer l'occupation hitlérienne. Toutefois, le CICR qui était informé, par les rapports de ses délégués dans les pays du sud-est européen et par des appels à l'aide, de la migration des « Volksdeutsche » et de ses douloureuses conséquences, avait lieu de supposer que les Autorités d'occupation ne resteraient pas indifférentes au sort de ces millions de personnes, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, qui erraient sans abri ni moyens d'existence. Le 8 septembre 1945, il attira donc l'attention des quatre ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne et de l'URSS sur la détresse de ces réfugiés, offrant de dresser l'état de leurs besoins les plus urgents et de leur distribuer ce que des Gouvernements ou des donateurs privés lui remettraient à leur intention.

Cependant, comme les réfugiés « Volksdeutsche » étaient disséminés sur tout le territoire allemand, cette action n'était exécutable qu'à condition de s'étendre à l'ensemble de la population. Aussi le délégué spécial que le CICR envoya auprès des quatre états-majors des armées d'occupation devait-il tâcher d'obtenir le consentement de ces derniers à une aide en faveur, tant des réfugiés allemands que de la population allemande sédentaire. Ces tentatives remportèrent bientôt un premier succès : dès l'automne 1945, les envois de secours furent admis et les délégations du CICR purent exercer leur activité dans les zones française et britannique, ainsi qu'à Berlin. Quant aux Autorités américaines et soviétiques, elles n'accordèrent ces avantages que dans les premiers mois de l'année suivante <sup>1</sup>.

Ainsi, au printemps 1946, le CICR et la Commission mixte étaient, l'un diplomatiquement, l'autre techniquement, en mesure de transmettre des secours aux populations civiles,

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur ces diverses négociations et leurs résultats, voir chapitre 2, paragraphe 2, page 438.

soit des Nations Unies, soit des pays vaincus. D'ailleurs, en ce qui concerne les Nations Unies de l'ouest de l'Europe et l'Italie, l'occasion de procéder à des envois de ce genre ne se présenta plus que rarement, car ces pays avaient suffisamment rétabli leurs relations extérieures, tant politiques que matérielles, pour pouvoir se passer d'un intermédiaire neutre. Ils ne se trouvèrent donc pas dans la nécessité de recourir aux services de la Croix-Rouge internationale ; bien plutôt l'aidèrent-ils eux-mêmes en lui accordant — ce fut notamment le cas de la France, de la Belgique et de l'Italie — la franchise de transport ou du moins de fortes réductions de tarifs pour les envois de la Commission mixte transitant sur leur territoire.

On pouvait toutefois se demander à nouveau si, un an après la fin de la guerre en Europe, la Commission mixte de secours répondait encore à ce que le CICR et la Ligue en attendaient. Pour des motifs qui sont exposés dans le rapport présenté par la Ligue à la Conférence internationale de la Croix-Rouge, le Conseil des Gouverneurs de la Ligue adopta, lors de sa XIX<sup>e</sup> session tenue à Oxford du 8 au 20 juillet 1946, concernant le problème que le Comité exécutif avait déjà traité à Paris en automne 1945, une résolution dont la teneur était en substance la suivante : les secours de la Croix-Rouge seraient, autant que possible, transmis directement d'une Société de la Croix-Rouge à une autre ; la Commission mixte devait, d'une part, cesser immédiatement toute activité pour le compte d'organisations n'appartenant pas à la Croix-Rouge, et d'autre part entrer en liquidation dans le délai de six mois, c'est-à-dire refuser tout mandat nouveau, même des Sociétés de la Croix-Rouge.

Le CICR fut informé officiellement de cette résolution le 29 juillet 1946, et comme, à cette époque, il avait réuni à Genève la Conférence préliminaire des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, il put aussitôt procéder à un échange de vues avec le président de la Ligue. Puis, par une circulaire commune du 4 septembre, les deux institutions firent savoir ce qui suit aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge, aux principaux donateurs étrangers à la Croix-Rouge, ainsi qu'aux Gouvernements et au public : le Conseil des Gouverneurs de la Ligue,

estimant que la transmission des secours aux populations civiles pouvait, dans la plupart des cas, se faire directement de donateurs à bénéficiaires, sans l'entremise de la Commission mixte, demandait que celle-ci fût dissoute dans le délai de six mois ; cependant, pour permettre aux donateurs de s'adapter à la nouvelle situation, la Commission mixte accepterait jusqu'au 31 octobre tout mandat dont l'exécution pourrait être terminée à la fin de l'année en cours. Le CICR consentait à cette liquidation ; mais il était entendu qu'après le 1<sup>er</sup> novembre, tant lui-même que la Ligue continueraient à faciliter, selon leurs statuts et dans l'esprit de la Croix-Rouge, les envois de secours aux populations civiles victimes de la guerre.

En effet, après une période de fléchissement, les dons confiés à la Commission mixte s'étaient de nouveau multipliés au début de l'été 1946, et tout laissait prévoir que les pays appelés à en bénéficier auraient encore besoin, les uns d'un intermédiaire neutre, les autres, ceux qui appartenaient aux Nations Unies, du moins d'organes jouissant de l'expérience technique et des privilèges que le CICR, la Commission mixte et aussi la Ligue avaient acquis dans le domaine des secours aux civils victimes de la guerre.

Dans cette conviction, la Ligue développa son secrétariat à Genève, et offrit ses services aux Sociétés de la Croix-Rouge désireuses de secourir les populations civiles. Quant au CICR, il se fit un devoir de la seconder, donnant ainsi une nouvelle preuve de la volonté de coopération dont il était animé en 1940 déjà, lorsqu'il proposa à la Ligue de constituer avec lui l'association qui prit ensuite la forme juridique de la Commission mixte. Il fournit donc à la Ligue, sur les besoins des populations civiles, des renseignements qui figurèrent, avec d'autres, dans le Bulletin d'information pour la coordination des secours, publié à Genève par la Ligue dès juillet 1946. Il l'appuya dans les démarches rapidement couronnées de succès qu'elle fit auprès des Autorités suisses pour être mise au bénéfice des mêmes privilèges (franchise de transit, entreposage en port franc, exportation accélérée) qui avaient été accordés auparavant au CICR pour lui-même, pour la Ligue et pour leur organe commun, la Commission mixte. Comme, contrairement à ce

que l'on avait espéré, il apparut nécessaire de continuer à entreposer et à grouper à Genève une partie des envois, le CICR offrit à la Ligue de l'espace dans ses entrepôts pour 180 tonnes de secours, et se chargea de la réexpédition de marchandises dont la quantité, d'abord modeste, s'élevait à 36 tonnes en juin 1947<sup>1</sup>. Enfin, dans les pays où la Ligue ne disposait pas encore de toutes les facilités désirables, ou bien dans lesquels un intermédiaire neutre était nécessaire, les délégations du CICR (par exemple en Allemagne, en Belgique, dans l'Italie du Nord, au Caire, etc.), s'occupèrent de la réception, du transit et de la distribution des secours confiés à la Ligue.

Bientôt, après les inévitables difficultés causées par la liquidation d'un organe en pleine activité, la Ligue était donc à même d'offrir un intermédiaire efficace aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge pour la transmission de leurs secours en faveur des populations civiles.

Mais un problème délicat restait à résoudre : celui des dons « non Croix-Rouge », c'est-à-dire des fonds ou des marchandises qui étaient sortis du pays donateur sans avoir été pris en charge par la Croix-Rouge de ce pays<sup>2</sup>. Outre les secours de l'UNRRA et d'autres organisations internationales gouvernementales (dont le CICR et la Commission mixte n'avaient pas à assurer la transmission), cette catégorie comprenait les envois de divers Gouvernements (Don suisse, Don irlandais, etc.), d'organisations internationales religieuses, de municipalités, d'associations nationales, de groupements formés pour le parrainage d'une ville, etc., et enfin les contributions de source privée. Ces dons « non Croix-Rouge » avaient constitué la majeure partie des secours transmis par la Commission mixte pendant et après la guerre, mais ils risquaient de tarir si les services, à la fois pratiques et économiques d'un intermédiaire neutre, faisaient défaut au moment où la générosité du public finissait par marquer quelque lassitude.

A ce propos, l'on pouvait se demander s'il convient que les privilèges de la Croix-Rouge soient concédés à la transmission

---

<sup>1</sup> En août et septembre 1947, cette quantité atteignit même 135 tonnes.

<sup>2</sup> Voir volume I, page 33, ainsi que le Rapport de la Commission mixte.



de dons qui ne sont pas pris en charge par la Croix-Rouge du pays donateur, et particulièrement pour ceux qui ne sont pas destinés à l'ensemble d'une population.

Lors de la guerre franco-allemande de 1870, puis de la première guerre mondiale de 1914-1918, le CICR avait été déjà appelé à transmettre des dons provenant des familles, d'institutions étrangères à la Croix-Rouge et de Gouvernements. Pendant le dernier conflit, l'importance tant absolue que relative des dons de cette nature augmenta considérablement. Pour s'en convaincre, il n'est que de songer au développement extraordinaire de l'aide apportée par les associations religieuses aux prisonniers de guerre, par les organisations israélites aux civils d'Europe et d'Extrême-Orient victimes de persécutions raciales, par divers Gouvernements alliés à leurs ressortissants prisonniers de guerre, et enfin des secours que ceux de ces Gouvernements qui avaient dû se réfugier à l'étranger adressèrent à la population civile restée sous l'occupation ennemie. Or, la plupart de ces dons, qui atteignirent une valeur totale de plusieurs centaines de millions de francs suisses, avaient bénéficié, au su des Gouvernements intéressés, de la priorité et de la franchise de transport, de facilités de transit et de la franchise de douane, puisque ces avantages avaient été octroyés au CICR pour tous les secours en faveur des prisonniers de guerre et très souvent aussi pour ceux qui étaient destinés aux populations civiles.

Si le CICR avait obtenu une telle extension des privilèges de la Croix-Rouge, c'est parce qu'il prenait garde que même les dons qui, au départ, ne portaient pas, pour ainsi dire, l'étiquette de la Croix-Rouge fussent distribués selon la règle de charité impartiale qui caractérise la Croix-Rouge. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que, pour ce qui concerne les secours, la Convention protégeant les prisonniers de guerre a son origine et son fondement dans le colis familial, c'est-à-dire dans la pratique du secours transmis directement du donateur au bénéficiaire.

Mais la distribution des dons « non Croix-Rouge » en faveur des populations civiles pouvait-elle observer rigoureusement le principe d'impartialité ? Le CICR tient celui-ci pour essentiel,

et pourtant il n'eut pas toujours la certitude, durant le dernier conflit, d'y rester pratiquement fidèle. Du point de vue de la Croix-Rouge, l'idéal serait de répartir les secours uniquement d'après les besoins et leur degré d'urgence, sans égard aucun aux parties en guerre ni aux groupements politiques, sociaux ou religieux. Or, ce critère implique évidemment que, lorsque les besoins sont inégaux, les secours prodigués de part et d'autre ne sauraient être, à chaque moment, arithmétiquement égaux. C'est ainsi que, pendant les premières années des hostilités, l'œuvre accomplie en faveur des Alliés dépassa de beaucoup celle dont bénéficièrent leurs adversaires, tandis qu'après l'armistice, le CICR, abstraction faite de son activité au profit des personnes déplacées et des populations civiles de l'Europe centrale et orientale, se consacra presque exclusivement aux ressortissants des Etats de l'Axe et en particulier de l'Allemagne.

Qui plus est, le CICR n'avait pas eu la liberté de distribuer à son gré les secours entre des prisonniers originaires de divers pays alliés, par exemple, ou au sein d'une population civile ; en tant que fiduciaire et qu'agent de transmission, il devait, au contraire, se conformer à la volonté des donateurs qui, eux aussi du reste — et même lorsqu'il s'agissait des Sociétés nationales de la Croix-Rouge — recevaient du public des sommes importantes pour des buts strictement déterminés. Si donc le CICR n'avait accepté que des dons pouvant être distribués à l'ensemble des victimes de la guerre et selon le seul critère du plus grand besoin, il lui aurait fallu, même au cours du conflit, renoncer à presque toute son activité en faveur non seulement des populations civiles, mais encore des prisonniers de guerre<sup>1</sup>. Certes, il s'efforça, et quelquefois avec succès, d'obtenir le consentement des Croix-Rouges nationales et des autres donateurs à une certaine mise en commun des secours au profit de prisonniers de différentes nationalités. Il n'en est pas moins vrai que les prescriptions qui lui furent imposées entraînèrent de très notables inégalités dans les distributions, même à ne considérer qu'un seul groupe de belligérants.

Peu importait, du reste, tant que le CICR se trouvait être

---

<sup>1</sup> A ce sujet, voir volume I, page 12.

l'unique intermédiaire possible entre donateurs et bénéficiaires, comme ce fut le cas pendant les hostilités, et encore en 1946-1947 pour certains territoires : dans ces conditions, la Croix-Rouge ne pouvait refuser une offre de secours sous prétexte qu'une attribution différente eût rendu ces derniers plus utiles, car l'essentiel était qu'une aide fût apportée coûte que coûte à des victimes de la guerre. En revanche, lorsque d'autres voies que la Croix-Rouge étaient praticables, le CICR préférait n'accepter que des mandats conformes au principe d'impartialité, tout en favorisant, même dans l'après-guerre, n'importe quelle action généreuse qui n'eût pas un caractère politique.

Il adopta une ligne de conduite identique en ce qui concernait la transmission des secours « non Croix-Rouge » aux populations civiles. Après la dissolution de la Commission mixte, il songea d'abord à se charger temporairement de cette transmission ; mais il y renonça pour trois raisons.

En premier lieu, il ne voulait pas disperser ses forces. Sans doute, il lui était loisible de couvrir toutes ses dépenses à l'aide d'une taxe calculée au bout de chaque année selon le système appliqué pour les secours aux prisonniers de guerre, ou d'un pourcentage fixe, ainsi que l'avait fait la Commission mixte : d'une manière ou de l'autre, il aurait pu, comme par le passé, ne prélever sur son budget général que le montant minime des frais non remboursables. Néanmoins, la création d'une division des secours aux populations civiles l'eût contraint d'affecter à cette nouvelle tâche une partie du personnel qui lui suffisait à peine pour ses activités courantes, et cela même s'il avait pris à son service quelques-uns des collaborateurs expérimentés de la Commission mixte.

D'autre part, une Division spéciale, qui de toute façon ne devait subsister que quelques mois, aurait favorisé des confusions que précisément l'on avait voulu éviter en 1940 en instituant un organe commun au CICR et à la Ligue. En effet, celle-ci avait désormais son propre organe chargé de transmettre les dons des Sociétés nationales de la Croix-Rouge.

Enfin, dès que la décision eut été prise de liquider la Commission mixte, il apparut possible de trouver un successeur « non Croix-Rouge » à cette dernière, et de limiter ainsi les

interventions directes du CICR pendant le temps assez bref — du moins on l'espérait alors — que dureraient encore les secours aux populations civiles.

Avec l'appui moral du Secrétariat général de la Ligue, le CICR rechercha donc un successeur de ce genre, et le 1<sup>er</sup> novembre 1946, date à partir de laquelle la Commission mixte entrait en liquidation, c'est-à-dire devait refuser tout mandat nouveau, une circulaire commune du CICR et de la Ligue annonçait ce qui suit aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge, aux principaux donateurs « non Croix-Rouge » et aux Gouvernements :

1. La transmission des dons provenant des Sociétés nationales de la Croix-Rouge serait dorénavant assurée par la Ligue elle-même.

2. Le CICR continuerait, selon ses statuts et sa tradition d'initiative humanitaire, à faciliter les secours aux populations civiles dans la mesure où ce serait utile, notamment chaque fois qu'un intermédiaire neutre serait indispensable.

3. Un « Centre d'entr'aide internationale aux populations civiles », qui venait de se constituer à Genève, accepterait dès le 1<sup>er</sup> novembre tous les mandats que voudraient bien lui confier les organisations donatrices, en vue de recevoir, d'acheter, de transporter et de distribuer des secours matériels destinés aux populations civiles victimes de la guerre. Selon les conventions conclues avec le CICR et la Ligue, le Centre, qui reprenait le personnel, les locaux et autant que possible les conditions de travail de la Commission mixte, exécuterait au nom et pour le compte de cette dernière les mandats détenus par elle au moment de son entrée en liquidation.

Ainsi, selon les vœux du CICR et de la Ligue, qui se sentaient tenus de ne faire obstacle à aucune œuvre non politique d'entr'aide, les secours aux populations civiles étaient assurés de pouvoir continuer aussi longtemps qu'il le faudrait.

On n'insistera pas ici sur les difficultés pratiques que suscita inévitablement la disparition de la Commission mixte et son

remplacement par des organismes nouveaux <sup>1</sup>. En revanche, il convient de dire quelques mots de ce que fut depuis lors, jusqu'à la fin de juin 1947, l'activité du CICR.

Conformément à la circulaire du 1<sup>er</sup> novembre, le CICR offrit son assistance à la Ligue <sup>2</sup>, au Centre et à toute autre institution qui en aurait besoin.

Afin d'encourager les dons en faveur de la population civile, le CICR constitua un service spécialement chargé de porter les demandes de secours à la connaissance de la Ligue, des grandes organisations humanitaires internationales, du Don suisse, d'autres organisations d'entraide et du public. Il put ainsi mesurer la profonde détresse des pays ravagés par la guerre. Il constata, en outre, que l'œuvre de secours devenait de jour en jour plus difficile. Les donateurs se lassaient, les peuples que le conflit avait épargnés souhaitaient de suspendre leurs envois pour se consacrer à l'amélioration des conditions sociales dans leur propre pays, et les Gouvernements eux-mêmes décidaient de mettre fin à l'activité de l'UNRRA.

Souvent, la Ligue et les institutions internationales ou nationales auxquelles le CICR transmettait ces appels devaient lui répondre qu'elles étaient, elles aussi, l'objet de sollicitations semblables, dont elles ne pouvaient tenir compte que dans une faible mesure. Néanmoins, le CICR, d'entente avec les organisations ayant leur siège en Suisse et aussi avec les groupements suisses eux-mêmes, continua à faire connaître les besoins et à favoriser des échanges d'informations à ce sujet, notamment grâce à des réunions officielles mensuelles qui groupaient tour à tour au siège de chacune de ces institutions les organismes suivants : « Caritas Catholica Internationalis » (Lucerne), Conseil œcuménique des Eglises, Union O.S.E., Union internationale de protection de l'enfance, Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes filles, Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes gens, Centre d'entraide internationale aux populations civiles, « American

---

<sup>1</sup> On trouvera des indications sur ce point dans le Rapport général de la Commission mixte et dans le Rapport qui sera présenté par la Ligue à la Conférence internationale de la Croix-Rouge.

<sup>2</sup> Voir plus haut, p. 425.

Friends Service Committee », Fonds européen de secours aux étudiants.

Les participants à ces réunions, auxquels se joignirent bientôt encore les représentants d'autres institutions de secours ou de travail social, publièrent sous les auspices du CICR, au début de chaque hiver, des appels à l'opinion publique mondiale, dans l'espoir de stimuler la générosité des pays et des personnes qui n'avaient pas souffert de la guerre ou qui en avaient subi moins que d'autres les conséquences. Le premier appel fut lancé en octobre 1945 par le CICR, l'Union internationale de secours aux enfants, la « Caritas Catholica Internationalis », le Congrès juif mondial et le Conseil œcuménique des Eglises, qui se déclaraient prêts à s'unir pour arracher, sans distinction de nationalité, de race ou de religion, les enfants d'Europe à leur sort tragique. Si, pour des raisons statutaires compréhensibles, la Ligue n'avait pu s'associer formellement à ce manifeste, elle n'en était pas moins consciente de la gravité du problème. Preuve en soit le message que, conjointement avec le CICR, elle adressa en novembre 1945 aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge, et qui faisait écho à la profonde émotion avec laquelle 43 de ces Sociétés réunies en conférence consultative par la Ligue avaient entendu les exposés de nombreux délégués sur ce douloureux sujet. Les Croix-Rouges nationales étaient priées de donner une nouvelle preuve de leur générosité et de leur solidarité, en contribuant à enrayer une des pires catastrophes qui eussent menacé l'enfance, non seulement en Europe, mais dans le monde entier.

Au cours de l'hiver 1946-1947, le CICR et les institutions internationales ayant leur siège en Suisse répétèrent leur appel au public mondial, conjurant chacun de faire, selon ses moyens, un don aux organismes nationaux ou internationaux qui se conforment au principe d'une aide impartiale à tous les êtres humains dans la détresse. On pouvait espérer que le sort des victimes de la guerre s'améliorerait durant l'année 1947. Mais dans tout l'hémisphère nord et particulièrement en Europe, les récoltes furent si mauvaises qu'en décembre un troisième appel dut être lancé, sous les auspices du CICR, par les neuf institutions déjà énumérées ; il proclamait une fois de plus la

nécessité d'aider d'urgence tous les malheureux dans un esprit de large solidarité humaine.

En matière de publication, le CICR se contenta généralement, afin d'éviter les doubles emplois, de transmettre une abondante documentation à l'une ou à l'autre des institutions susmentionnées, qui, presque toutes, ont publié elles-mêmes des bulletins ou des études. Cependant, comme les questions sanitaires étaient un domaine où le CICR semblait provisoirement être seul capable de faire œuvre directe, il chargea l'un des services de sa Division médicale d'étudier les perniciox effets de la sous-alimentation et des mauvaises conditions de logement sur la santé des populations civiles, estimant que, si le public était éclairé sur ce point, il se rendrait mieux compte de la nécessité de venir en aide aux pays éprouvés par la guerre. En juin 1946, un premier rapport parut, qui montrait de façon saisissante l'aggravation de l'état sanitaire, principalement chez les peuples soumis depuis de longues années à des restrictions de toute espèce. Ce rapport fut à la base de l'appel lancé en automne de la même année par les grandes organisations de secours.

Dès la liquidation de la Commission mixte, le Service des populations civiles de la Division médicale fut renforcé, de manière à pouvoir communiquer aux intéressés la documentation générale et spéciale dont ils avaient besoin. Celle-ci était en majeure partie recueillie sur place auprès des Autorités compétentes par les délégations du CICR ; le reste provenait des Croix-Rouges nationales et des personnalités officielles reçues à Genève. Dans ses publications, dont deux nouvelles parurent en novembre 1946 et en août 1947, le CICR s'est efforcé de grouper des renseignements sur la situation du plus grand nombre possible de pays, par souci d'impartialité et parce que les études d'ensemble étaient beaucoup plus rares que les monographies. Ces rapports furent largement diffusés dans la presse, les organisations nationales et internationales de secours, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et les milieux officiels et scientifiques. Il fallut bientôt en augmenter le tirage tant en français qu'en anglais, pour satisfaire aux nombreuses demandes émanant de bureaux officiels, d'asso-

ciations humanitaires et de toutes les personnes qui se préoccupaient des conséquences sociales de la guerre.

Désireux de coopérer à l'œuvre que le Centre d'entraide internationale aux populations civiles accomplissait parallèlement à celle du Bureau des secours du Secrétariat de la Ligue, le CICR conclut une convention avec lui, le 26 décembre 1946. Il s'engageait à l'appuyer dans ses démarches visant à obtenir des facilités d'exportation et de transfert d'argent dans les pays donateurs, ou des privilèges analogues à ceux dont avait joui la Commission mixte, par exemple pour le transit des marchandises.

D'autre part, le Centre pouvait disposer, contre remboursement des frais, des délégations que le CICR entretenait encore dans les pays secourus, pour autant qu'il s'agissait d'actions exemptes de tout caractère politique et conformes au principe d'impartialité de la Croix-Rouge, c'est-à-dire destinées à la totalité des nécessiteux d'un pays ou d'un territoire déterminé. Cependant, le CICR savait par expérience que, souvent, les donateurs désirent réserver leurs libéralités à certaines catégories de bénéficiaires, et qu'en refusant ses services dans des cas de ce genre, il risquait de faire obstacle à une part importante de l'activité charitable. Il se contenta donc d'un compromis : recommandation fut faite au Centre de veiller à une compensation de ces secours à affectation limitée les uns par les autres ou par des secours plus étendus, de manière que l'assistance prêtée à un pays ou à l'ensemble des pays dévastés conservât en définitive une universalité suffisante. Naturellement, toute action devait être agréée par les Autorités des pays secourus et, dans la mesure où le CICR servait d'intermédiaire, rester compatible avec les arrangements généraux que celui-ci avait pris avec lesdites Autorités.

Les scrupules que le principe d'impartialité inspirait au CICR ne firent que croître durant l'année 1947. En effet, les donateurs, tout en restant animés d'un authentique esprit de charité, souhaitèrent de plus en plus de contribuer à l'envoi de colis individuels, ou de secours par lesquels ils se proposaient accessoirement de renforcer l'action d'institutions politiques ou religieuses qui leur tenaient à cœur. Le CICR ne pouvait



se prêter à une telle tendance, surtout à un moment où son entremise n'était plus indispensable, d'autres voies étant ouvertes à la charité publique. Il cessa par conséquent de transmettre les colis individuels au fur et à mesure que la poste s'en chargea, et il réussit à peu près, au cours du premier semestre 1947, à arrêter le flot des paquets qui, de toutes parts, étaient adressés, le plus souvent sans avis préalable, à ses entrepôts à Genève. Pour ce qui était des secours collectifs à affectation déterminée, il engagea les donateurs ou leurs agents à solliciter des Autorités intéressées le droit de les faire parvenir directement à destination. D'ailleurs, les pays qu'on ne pouvait atteindre sans recourir à un intermédiaire neutre se faisaient heureusement de plus en plus rares. C'est pourquoi le CICR qui, comme on sait, a pour règle de limiter spontanément ses activités dès que les circonstances le permettent <sup>1</sup>, fut amené à restreindre encore ses interventions dans le domaine des secours aux populations civiles victimes de la deuxième guerre mondiale <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir page 419.

<sup>2</sup> On verra, dans le Rapport complémentaire pour la période de juillet 1947 à juin 1948, quelles furent les nouvelles conditions, établies en été 1947, de la collaboration du CICR, tant avec le Centre d'entr'aide internationale aux populations civiles qu'avec la Ligue et d'autres organisations de secours, en ce qui concernait les quelques pays où un intermédiaire neutre était encore utile.

## *Chapitre 2*

### **Les pays secourus**

#### § 1. ALBANIE

Les quelques actions de secours que le CICR et la Commission mixte ont pu entreprendre en faveur de la population albanaise subirent de forts retards dus aux circonstances défavorables.

L'Albanie n'avait pas, comme la Grèce, l'avantage d'être soutenue par des colonies de ses ressortissants à l'étranger assez nombreuses et riches pour lui fournir des fonds de secours. C'était, d'autre part, pendant la seconde guerre mondiale, l'un des pays d'Europe les moins accessibles aux marchandises venant de l'extérieur.

La situation de la population albanaise devint tragique dès 1944. Des appels furent adressés au CICR aussi bien par les Autorités gouvernementales que par les mouvements de résistance<sup>1</sup>. Il s'agissait de livrer d'urgence des médicaments, des vivres et des vêtements à près de 50.000 enfants.

Un membre de la délégation du CICR en Grèce parvint en Albanie en mai 1944. Après s'être entretenu avec les représentants de la Croix-Rouge albanaise, du Gouvernement de ce pays et des mouvements de la résistance, il dressa un plan pour l'acheminement et la distribution des secours. Le CICR et la Commission mixte s'employèrent à trouver des donateurs

---

<sup>1</sup> Comité antifasciste de la libération nationale albanaise.

assez généreux pour secourir plus de 170.000 personnes qui, selon une statistique de la Croix-Rouge albanaise, étaient sans abri.

Le total des dons ne s'éleva qu'à 51.500 francs. En été 1945 seulement, la Commission mixte parvint à acheminer vers Bari 1241 kg. de vêtements, 6872 kg. de vivres et 550 kg. de produits pharmaceutiques. Les communications à travers l'Adriatique n'ayant pu être rétablies que plusieurs mois après la fin des hostilités, les marchandises déposées à Bari n'arrivèrent en Albanie qu'en automne 1945. Elles furent distribuées avec la collaboration de deux délégués du CICR qui, en parcourant le pays, purent constater quels étaient les besoins les plus pressants.

Malgré la vaste action entreprise par l'UNRRA, la situation en Albanie ne s'améliora que très lentement. En effet, 35.000 enfants, dont 10.000 orphelins, étaient à la charge de l'Etat, 70.000 femmes et vieillards vivaient dans la misère et 23.000 réfugiés, venus de Grèce, se trouvaient dans le dénuement le plus complet <sup>1</sup>. Une pareille situation exigeait l'envoi de nouveaux secours. Grâce au Don suisse et au Don irlandais, la Commission mixte fut à même d'intensifier son activité en Albanie et de venir en aide à la majeure partie de ces malheureux.

D'autres dons ne purent malheureusement être utilisés qu'au bout de plus d'une année. En effet, en août 1944, la délégation du CICR au Caire était en possession de 7000 livres égyptiennes recueillies par le ministre d'Albanie au Caire : 5000 livres provenaient d'un don du Gouvernement égyptien, et 2000 livres étaient le produit d'une vente de charité organisée par des dames albanaises. Il fut impossible de transférer ces fonds à Genève, malgré l'intervention personnelle du ministre des Finances du Gouvernement égyptien. Ce n'est qu'à la fin de 1945 que la délégation du CICR au Caire parvint à mettre les 7000 livres égyptiennes à la disposition de la délégation du CICR à Londres, qui employa cette somme à l'achat de secours en faveur de la population albanaise, dans le cadre du « bloc sterling » <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir Rapport de la Commission mixte.

<sup>2</sup> Voir Rapport de la Commission mixte.

## § 2. ALLEMAGNE

Les problèmes relatifs à l'aide aux populations des pays vaincus se posèrent sous une forme caractéristique en Allemagne en raison de la position prépondérante que celle-ci avait occupée dans le camp de l'Axe et des conséquences particulièrement graves de sa défaite <sup>1</sup>. C'est pourquoi l'on exposera en détail les démarches faites par le CICR auprès des quatre Puissances d'occupation afin que les secours de source privée en faveur des civils pussent avoir accès dans ce pays. Pendant la période de confusion qui suivit la débâcle des armées du Reich, le CICR déploya en Allemagne une activité charitable en faveur des prisonniers de guerre alliés libérés et des détenus alliés échappés des camps de concentration <sup>2</sup>. De même, la Commission mixte, le Service du CICR pour les transports par camions et diverses sociétés suisses ou suédoises exercèrent, en faveur de la population, une activité sporadique qui, le plus souvent, ne faisait pas l'objet d'une autorisation expresse des Autorités d'occupation et n'était approuvée que par des commandants militaires locaux.

En effet, dès l'armistice, le CICR fut sollicité par des particuliers ou des institutions qui le rendaient attentif au sort tragique des populations de l'ancien Reich. Il reçut aussi d'innombrables appels au secours par l'intermédiaire de ses délégations ou par des messages sortis clandestinement d'Allemagne et remis à un bureau de poste suisse. Les hôpitaux manquaient des médicaments les plus courants, et celles ces organisations locales de la Croix-Rouge qui n'avaient pas été dissoutes étaient réduites à l'impuissance, par manque de moyens matériels. Souvent, les rations officielles ne dépassaient pas 1000 calories par jour et ne pouvaient pas même être obtenues, faute de réserves dans le commerce. Des contrées déjà surpeuplées par suite de l'arrivée de réfugiés allemands venus de l'ouest du pays à l'époque des grands bombardements alliés, ou de l'est au moment de l'exode, durant l'hiver 1944, voyaient affluer par dizaines de milliers les expulsés de Tchécoslovaquie,

---

<sup>1</sup> Voir page 421.

<sup>2</sup> Voir page 100.

de Silésie, de Poméranie, de Hongrie. Les gares en ruines servaient de camps aux réfugiés qui, notamment dans la zone soviétique, passaient d'une gare à l'autre au hasard des trains, pour se retrouver souvent à leur point de départ ou aboutir dans la région de Berlin. La disparition du Gouvernement central allemand avait entraîné celle des organes centraux de la Croix-Rouge allemande et de toutes les institutions sociales qui, de gré ou de force, s'étaient ralliées au régime. Il ne subsistait que quelques institutions des Eglises et, dans certaines régions, les sections locales de la Croix-Rouge. A l'étranger, les Allemands qui auraient été capables de secourir leur pays subissaient eux-mêmes (au moins dans le domaine juridique) les conséquences de la défaite. Ce n'est guère que dans les pays neutres qu'ils purent organiser quelques sociétés de secours, en particulier en Suisse, où plusieurs comités se constituèrent dans les mois qui suivirent l'armistice.

Diverses institutions de charité prièrent le CICR de faciliter leurs envois et de leur permettre ainsi de répondre aux demandes les plus urgentes d'un grand nombre de villes, d'hôpitaux, d'asiles et d'organisations sociales d'Allemagne. Pendant les premières semaines, cette activité spontanée ne rencontra guère d'obstacles. En revanche, lorsqu'ils furent organisés, les services alliés désirèrent connaître d'avance les actions projetées.

Dès la fin de l'été 1945, un délégué spécial du CICR prit contact avec les quatre états-majors alliés<sup>1</sup>. En attendant le résultat de ces négociations, divers donateurs insistèrent pour que les envois spontanés ne fussent pas interrompus. Ainsi, en décembre 1945, alors que l'agrément officiel des Autorités centrales de la zone américaine n'avait pas encore été obtenu, le Don suisse organisa une action dite des « dix villes », qui garantissait, dans chacune des localités allemandes choisies, la distribution de calories supplémentaires à mille enfants pendant cent jours. Certaines de ces villes se trouvaient dans la zone américaine, et Munich, en particulier, devait recevoir des baraques destinées à servir de dispensaires et de

---

<sup>1</sup> Voir page 423.

cantines. Les Autorités municipales de Munich, avec le consentement du commandement de la ville, venaient de monter ces baraques lorsque les Autorités américaines de la zone décidèrent de ne pas agréer tout de suite l'aide du Don suisse. Grâce à l'intervention du CICR, les secours destinés à Munich furent admis, à titre exceptionnel, au mois de janvier 1946. Néanmoins, sur le conseil du CICR, on ajourna la réalisation de l'œuvre, afin de ne pas compromettre les pourparlers qui devaient aboutir, en effet, pour l'ensemble de la zone, à l'accord général du 1<sup>er</sup> mars, dont on trouvera le texte plus loin.

En revanche, dès qu'il eut conclu officiellement les accords nécessaires avec les Autorités de la ville de Berlin et de chacune des quatre zones, le CICR put jouer pleinement son rôle d'intermédiaire. Ses délégations permanentes établies dans les diverses zones durent accomplir, en 1946-1947, sous la direction de la délégation spéciale de Berlin, un travail quotidien souvent très lourd, car l'agrément de principe ne pouvait déployer ses effets que grâce à de nombreuses négociations particulières. Il fallait, par exemple, obtenir des facilités de transport, faire passer un train-bloc de la Commission mixte par priorité sur des voies qui n'étaient pas encore ouvertes au trafic civil, trouver des entrepôts et des gardiens, loger les convoyeurs et leur procurer une autorisation de séjour dans un pays où l'on n'admettait pas encore volontiers des étrangers, gagner la confiance des Autorités militaires préposées au service social et vérifier les possibilités de travail des organisations allemandes chargées des distributions ; il fallait enfin, pour rassurer et encourager les donateurs, contrôler ces distributions et obtenir, parfois non sans peine, des rapports à leur sujet.

Les délégations du CICR furent aussi amenées à collaborer avec des institutions étrangères, en particulier avec les équipes de la Croix-Rouge suédoise, de la Croix-Rouge suisse et du Don suisse aux victimes de la guerre. Par sa position d'intermédiaire neutre, le CICR put souvent faciliter une répartition des tâches de manière à éviter des lacunes et les doubles emplois.

## *Négociations avec les Autorités d'occupation*

Les négociations entreprises en 1945 par le délégué spécial du CICR aboutirent presque simultanément en zone britannique, à Berlin et en zone française d'occupation. Pour les zones américaine et soviétique les démarches furent plus longues.

### *Zone britannique.*

En zone britannique, un projet de collaboration fut établi, le 30 octobre 1945, entre le CICR et le chef des unités de secours aux civils de la Croix-Rouge britannique.

Voici la traduction de cet accord :

1. Les actions de secours entreprises par le CICR ou toute autre organisation humanitaire travaillant en commun avec le CICR en zone d'occupation britannique en Allemagne seront prévues et exécutées en collaboration avec la Croix-Rouge britannique, Section des secours à la population civile, travaillant dans cette zone.

2. Les actions de secours pourraient comprendre :

- a) l'aide à la population allemande sédentaire (fournitures médicales, missions médicales, secours à l'enfance, y compris la fourniture d'habits et de vivres),
- b) l'aide aux réfugiés allemands pénétrant en zone britannique (secours médicaux, missions médicales et fournitures de vivres et de textiles destinés à des camps de transit ou à des camps permanents de réfugiés).

3. Le transport des secours provenant de Suisse et destinés à la zone britannique sera assuré par des camions. Les Autorités militaires de la zone par où les convois passent ou dans laquelle ils entrent devront fournir l'essence et l'huile nécessaires à ces transports. On envisagera plus tard des transports par chemin de fer.

4. Le CICR ou les organisations avec lesquelles celui-ci travaille feront appel, pour la distribution des secours, aux organisations de secours allemandes reconnues par les Autorités britanniques. A cette fin, on pourra se servir des moyens de transport dont disposent les sections de la Croix-Rouge britannique.

5. Ces distributions seront effectuées sous la surveillance d'un délégué du CICR ou d'une organisation qui travaille en liaison avec lui, ou encore par des délégués de l'un et de l'autre.

Les Autorités compétentes du Gouvernement militaire de la zone d'occupation britannique acceptent les lignes générales de ce projet

élaboré par le CICR et la Croix-Rouge britannique, Section des secours à la population civile dans la zone d'occupation britannique.

Pour le Comité international de la Croix-Rouge :

(sig.) D<sup>r</sup> A.-R. LINDT.

Pour la Croix-Rouge britannique, Section des secours à la population civile :

(sig.) Colonel AGNEW.

Vlotho, le 30 octobre 1945.

Ce texte fut approuvé par le gouverneur militaire adjoint de la zone britannique, le 6 novembre 1945. En outre, le Gouvernement militaire accorda les avantages supplémentaires suivants :

- a) Les Autorités militaires mettaient de l'essence et de l'huile à la disposition du CICR pour les transports par camions en faveur de la population civile allemande en zone britannique. Les camions pouvaient être placés dans les garages de l'armée britannique et réparés aux frais de celle-ci.
- b) Le Gouvernement militaire britannique assurait aux chauffeurs et aux personnes chargées de ces envois les permis d'entrée en Allemagne.

### *Ville de Berlin.*

Le délégué du CICR proposa, en novembre 1945, d'organiser des secours en faveur de la ville de Berlin. Grâce aux marchandises mises à la disposition de la Commission mixte par le Don suisse et le Don irlandais, il fut en mesure de présenter aux Autorités alliées un programme précis prévoyant un supplément quotidien de nourriture pour mille enfants pendant trois mois et une distribution, à différentes institutions, de médicaments, de couvertures, de draps et de sucre. S'étant rendu compte de l'importance de cette offre, le Commandement interallié chargea la Sous-Commission d'Hygiène, présidée par un officier russe, de l'examiner en présence du délégué du CICR. Son projet accepté, le CICR fut autorisé à installer une délégation à Berlin. La décision de la Sous-Commission fut prise le 26 novembre. Les quatre chefs alliés des secteurs de Berlin, réunis le 3 décembre, y apportèrent quelques amendements et remirent au délégué du CICR le procès-verbal de leur séance :



Le Commandement interallié :

I. A approuvé le document ci-dessous avec les amendements suivants :

- a) remplacer le mot « surveiller » par « veiller à ».
- b) faire à la fin du paragraphe 3 l'adjonction suivante :  
« Le Comité de la Santé publique fournira aux commandants ou à leurs remplaçants un rapport mensuel sur la distribution de secours provenant de la Croix-Rouge ».

II. A ordonné que la proposition contenue au paragraphe 4 soit transmise à l'examen du Comité de coordination du Conseil de contrôle allié.

*Décision prise par le Comité de la Santé publique le 26 novembre 1945*

1. D'accepter les marchandises offertes par la Croix-Rouge internationale pour l'assistance aux malades et aux enfants de Berlin.

2. De transmettre toutes les marchandises à la Section de la Santé publique de l'administration de Berlin pour être distribués aux hôpitaux et institutions d'enfants *dans tous les secteurs* de la ville.

3. De permettre au représentant de la Croix-Rouge d'assister aux distributions ; à l'avenir, la surveillance sera exercée par la Croix-Rouge au moyen d'enquêtes faites par la Section de la Santé publique.

4. De soumettre à la décision des commandants les propositions concernant le transport des marchandises de Suisse à Berlin. Le transport par chemin de fer serait à préférer, car il permettrait d'effectuer la livraison en une fois.

5. De permettre à M. Lindt de consulter la Section de la Santé publique en ce qui concerne les fournitures médicales qui manquent le plus à Berlin.

Suivent les signatures des représentants de l'URSS, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France.

*Kommandatura alliée de Berlin*

le 5 décembre 1945.

*Concerne :* Envoi de la Croix-Rouge à destination de Berlin.

A l'attention du D<sup>r</sup> Lindt, Croix-Rouge internationale.

1. D'un commun accord, les membres de la Kommandatura alliée à Berlin ont accepté, le 3 décembre, l'offre généreuse du CICR d'envoyer des vivres et des médicaments aux malades et aux enfants de Berlin. De plus, des représentants de la Croix-Rouge pourront assister à la distribution des marchandises.

2. On trouvera ci-jointe la copie de la lettre envoyée au Travel Security Board, concernant les sauf-conduits pour deux de vos représentants.

Kommandatura alliée de Berlin.

Le 6 décembre 1945, le Comité de coordination du Conseil de contrôle allié approuva la décision du Commandement de Berlin. Il déclara en outre, chose particulièrement importante pour la suite du travail du CICR en Allemagne, que l'admission des représentants d'organisations de secours relèverait, pour le Grand-Berlin, du Commandement de cette ville et, pour les zones d'occupation, du gouverneur militaire de chacune de ces zones.

### *Zone française.*

Les négociations aboutirent, pour la zone française, à un accord conclu le 7 décembre 1945 avec le gouverneur militaire de cette zone dans les termes suivants :

1. Les actions de secours en faveur de malades et d'enfants de la zone d'occupation française en Allemagne du CICR ou d'organisation humanitaires collaborant avec lui, seront projetées et exécutées avec les Autorités militaires françaises.

2. Les actions de secours peuvent comprendre :

- a) aide à la population allemande sédentaire (envois de médicaments, missions médicales, aide à l'enfance par l'envoi de vivres et de textiles),
- b) aide aux réfugiés allemands entrant dans la zone d'occupation française (médicaments, missions médicales, aliments et textiles pour les enfants).

L'aide s'étendra ou aux centres de réception ou aux camps permanents de réfugiés.

3. Il est envisagé que les transports seront exécutés par chemin de fer, si possible à la charge des Autorités militaires françaises. Les marchandises pourront être amenées par camions à la station la plus proche de la frontière suisse.

4. Pour la distribution des secours, le CICR ou les organisations humanitaires collaborant avec lui, utiliseront les organisations de secours allemandes reconnues par les Autorités militaires françaises.

5. L'exécution des actions de secours se fera sous la surveillance d'un délégué du CICR ou d'une organisation humanitaire collaborant avec lui, ou par les délégués des deux.

6. Le CICR portera un intérêt spécial à la région de la Sarre.

Baden-Baden, le 7 décembre 1945.

(sig.) Général KOENIG.

Comme en zone britannique, les secours pouvaient être distribués aux réfugiés et à la population sédentaire. L'installation d'une délégation du CICR fut autorisée.

### *Zone américaine.*

Dans la zone américaine, les négociations furent plus lentes. Les Autorités d'occupation avaient à résoudre des problèmes démographiques très complexes et présentant sans doute un aspect politique.

Le délégué du CICR fit une offre précise d'assistance aux réfugiés allemands, dont la situation était bien plus précaire que celle de la population sédentaire de cette zone. Des soins médicaux leur seraient assurés, ainsi que l'envoi de denrées et de vêtements. Cependant, les Autorités militaires américaines informèrent le CICR que l'opinion publique, aux Etats-Unis, n'admettait pas encore que des organisations privées se portassent au secours de la population allemande, du moment que le Gouvernement américain faisait lui-même d'importants envois de céréales à destination de sa zone d'occupation. Ce n'est qu'au début de janvier 1946 que le Gouvernement des Etats-Unis permit aux Autorités militaires américaines en Allemagne d'ouvrir la zone qu'elles occupaient à la charité privée. Il fut stipulé que les donateurs devraient former deux groupements, l'un pour les secours provenant des Etats-Unis, et l'autre pour ceux qui provenaient de Suisse ou passaient par ce pays. Le CICR, dont la délégation représentait la Commission mixte en Allemagne occupée, était disposé à coordonner, au moins pendant un certain temps, les envois de la seconde catégorie. Un accord de principe fut conclu à Berlin, le 4 février 1946, entre l'Etat-Major américain et le délégué spécial du CICR, et, après avoir été soumis au CICR, entra en vigueur sous forme d'instructions émises par la Section pour la protection sociale auprès du Gouvernement militaire américain en Allemagne. Voici la traduction du mémorandum relatif à cet accord :

#### MEMORANDUM

*Concerne :* actions de secours entreprises par le CICR au bénéfice d'agences volontaires non américaines.

Nous savons que plusieurs agences volontaires de secours non américaines désirent envoyer en Allemagne des secours à l'intention de ressortissants allemands. Ces agences souhaitent que le CICR agisse en qualité d'intermédiaire pour l'importation de ces diverses marchandises.

L'OMGUS<sup>1</sup> accepte l'entrée en Allemagne des catégories suivantes de marchandises :

lait condensé, évaporé et en poudre ; graisse ; sucre ou dextrose ; savon ; huile de foie de morue ; vêtements ; souliers (tout spécialement) ; remèdes ; jeux et articles de sport ; fournitures scolaires, etc.

Le mémorandum suivant servira de base pour établir la procédure à suivre conformément à l'accord ci-dessus.

#### *Transport.*

Le Gouvernement militaire commandera les secours nécessaires et en assurera le transport à partir de la station-frontière désignée par lui jusqu'aux localités où ils seront distribués.

#### *Attribution et distribution.*

L'attribution de toutes ces marchandises à certains territoires et, dans le cas où leur destination n'est pas spécifiée, à des agences, sera placée sous la responsabilité des fonctionnaires de l'assistance publique allemande travaillant sous les ordres du Gouvernement militaire (Welfare Section OMGUS).

Le Comité central allemand et les fonctionnaires de l'Assistance publique allemande désigneront au Gouvernement militaire américain (Welfare Section OMGUS) les marchandises que celui-ci pourra demander aux agences volontaires représentées par le CICR.

#### *Personnel de liaison.*

Le délégué spécial du CICR chargé des actions de secours en Allemagne servira d'intermédiaire auprès du Gouvernement militaire américain pour faciliter des arrangements concernant l'importation et la distribution des secours. En cette qualité, le délégué spécial sera directement responsable envers le chef de la Section d'assistance de l'OMGUS ; il fournira des rapports au CICR et au Gouvernement militaire.

Le délégué spécial du CICR est seul compétent pour désigner le personnel du CICR ou des agences volontaires fournissant des secours matériels, qui sera chargé de distribuer ces vivres en zone américaine. Ce délégué peut transférer ses pouvoirs au chef de la délégation du CICR à Francfort.

Dans sa lettre du 4 mars 1946, le chef de la Section pour la protection sociale spécifia que son service devait être informé d'avance de tous les projets d'importation de secours destinés à la zone américaine, l'approbation de l'Etat-Major américain

---

<sup>1</sup> Office military Government U.S.A.

étant indispensable pour tout envoi. Les Croix-Rouges allemandes locales, l'œuvre catholique « Caritas », l'œuvre protestante « Evangelisches Hilfswerk » et l'organisation ouvrière « Arbeiter-Wohlfahrt » étaient autorisées à procéder conjointement aux distributions. Le Comité central allemand était formé des représentants de ces quatre sociétés, et siégeait à Stuttgart où, dès novembre 1946, les envois durent être tous acheminés, ou du moins annoncés.

En avril 1946, le Gouvernement militaire, qui ne pouvait plus mettre ses propres moyens de transport à la disposition de la Commission mixte, pria le CICR et le Comité américain « Cralog »<sup>1</sup> d'organiser eux-mêmes les convois aux frais des Autorités allemandes<sup>2</sup>.

A la même époque, on prévint que, selon la préférence des donateurs, il serait possible de charger spécialement de la distribution l'une des quatre organisations autorisées, le Comité central allemand étant seul qualifié pour désigner comme bénéficiaire des dons la région où les besoins étaient les plus urgents.

### *Zone soviétique.*

Pendant ce temps, les négociations avec le Commandement militaire russe étaient, elles aussi, menées à bonne fin. Le 8 février 1946, le délégué spécial du CICR était informé que le Gouvernement militaire russe envisageait d'autoriser le CICR à étendre son action à la zone soviétique, notamment au Brandebourg. Les officiers russes, dans un esprit éminemment pratique, demandaient au CICR de leur prouver, par des offres précises, que les secours passant par son intermédiaire contribueraient dans une mesure sensible à subvenir à la misère des enfants réfugiés dans la zone soviétique. Ils indiquaient qu'en ce début d'année, 1.200.000 enfants allemands étaient réfugiés dans cette zone et que 60.000 d'entre eux étaient malades ou sous-alimentés. Si le CICR était à même de secourir une part

---

<sup>1</sup> Council of Relief Agencies licensed for operations in Germany.

<sup>2</sup> Pour l'organisation des convois et le remboursement des frais de transport, voir le Rapport de la Commission mixte.

notable, au moins, de ces enfants, l'accès de la zone lui serait accordée.

Le CICR avait déjà démontré l'efficacité de son action en envoyant à Berlin, après la décision du Commandement inter-allié du 3 décembre 1945, deux trains-blocs complets de secours, en l'espace de deux mois. La rapidité de ces envois, confiés à la Commission mixte, et l'origine des dons attestaient qu'une telle aide était appréciable et entièrement impartiale. Le CICR agit de même pour la zone soviétique, et demanda l'appui du Don suisse, du Don irlandais, du Conseil œcuménique des Eglises, de l'Union internationale de secours aux enfants, de la « Caritas », des Quakers américains, etc., de sorte que son délégué spécial fut en mesure de faire, au cours du mois de mars, une offre au Commandement militaire russe. Celui-ci envisagea tout d'abord de limiter l'aide du CICR aux faubourgs russes de Berlin, mais en l'étendant à tous les enfants nécessiteux, qu'ils fussent réfugiés ou non. Cependant, le front unique des partis communiste, socialiste, chrétien-social et libéral démocratique, à la suite d'une proposition des partis communiste et socialiste, suggéra au Commandement russe de faire appel à l'aide étrangère en faveur de la population nécessiteuse, non seulement de Berlin, mais aussi du Brandebourg. Le délégué spécial du CICR communiqua alors un plan aux Autorités militaires, et, le 13 avril 1946, le chef d'Etat-Major de l'Administration militaire soviétique en Allemagne accordait l'autorisation sollicitée. Son message était conçu dans les termes suivants :

URSS.

Etat-major de l'Administration militaire soviétique en Allemagne

Section du transfert des populations

le 13 avril 1946 — N° 118

*Berlin.*

Au représentant du Comité international de la Croix-Rouge, Monsieur le Dr Lindt.

L'administration militaire soviétique en Allemagne exprime sa reconnaissance au CICR pour l'aide qu'il a apportée aux enfants malades et nécessiteux du secteur soviétique de Berlin.

Au sujet de votre proposition concernant l'extension et l'élargissement de cette assistance aux enfants malades et nécessiteux vivant sur le

territoire de toute la zone d'occupation soviétique, nous estimons préférable de procéder ainsi :

1. Toutes les marchandises provenant du CICR seront adressées à l'Administration allemande pour le transfert des populations allemandes de la zone soviétique, à Berlin.

2. La répartition des marchandises se fera par l'intermédiaire d'une commission spécialement créée à cette fin et dépendant de l'Administration allemande pour le transfert des populations allemandes ; cette commission se composera de représentants des quatre partis anti-fascistes, secondés par des représentants du Comité féminin et du Syndicat professionnel libre allemand (FDGB). Plus tard, des représentants d'autres organisations démocratiques allemandes seront, au besoin, admis dans cette commission.

La commission rendra compte de la réception, de l'entreposage et de la juste répartition de tout ce qu'elle recevra de votre part à l'intention de la zone soviétique ; elle sera responsable envers les représentants du CICR de l'utilisation des marchandises reçues.

3. Le CICR, en cas de contestation au sujet de l'utilisation incorrecte des marchandises ou des vivres reçus, pourra en référer aux représentants de l'Administration militaire soviétique qui, pour sa part, sera chargée de la direction et du contrôle du travail accompli par cette commission instituée pour que les secours de la Croix-Rouge soient judicieusement distribués aux malades et aux enfants.

Je vous prie de me communiquer, à moi personnellement, votre opinion à ce sujet.

Le chef de l'Etat-Major de l'Administration  
militaire soviétique en Allemagne

Lieutenant-général :

(s) DRATVINE.

Les envois pris en charge par le CICR pouvaient se faire non seulement dans le Brandebourg, mais dans toute la zone soviétique. Comme le laissait prévoir le message russe, le parti de l'Union démocratique chrétienne (C.D.U.) et l'Œuvre d'entr'aide évangélique furent admis au sein du Comité de distribution qui fut constitué le 18 mai. Les délégués du CICR pouvaient être en rapport direct avec le comité allemand. L'Administration militaire décida de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les secours parvinssent effectivement aux personnes nécessiteuses, aux malades et aux enfants. La lettre du 13 avril n'autorisait pas expressément les délégués du CICR à assister aux distributions, mais en fait, ils pouvaient

de cas en cas se rendre en zone russe à cette fin. D'ailleurs, des rapports renseignaient de façon satisfaisante le CICR sur ces distributions.

L'application de ce régime de collaboration suscita parfois des difficultés en zone soviétique, comme du reste dans les autres zones de l'Allemagne et dans divers pays où le CICR a exercé une activité charitable. Il y avait, en cette période d'après-guerre, une divergence constante entre le particularisme des donateurs et le souci du CICR et des Autorités publiques de n'admettre autant que possible que des secours véritablement collectifs.

Dans quelle mesure peut-on faire droit aux vœux des donateurs lorsque ceux-ci demandent que leurs envois soient réservés à une catégorie spéciale de la population, choisie non pas uniquement à cause de ses besoins, mais en partie d'après son appartenance religieuse ou politique ? Les dons à un groupe particulier sont admissibles si ce groupe est persécuté en raison de son caractère religieux ou politique ; ils ne le sont plus lorsque tous les habitants d'une région sont soumis au même régime légal. Cependant, si l'on ne prend pas en considération les vœux des donateurs, on risque de tarir les dons, et ni le CICR ni les Autorités des pays secourus ne voulaient prendre cette responsabilité. Il ne restait donc qu'à établir un compromis et à compenser, par la diversité des distributions spéciales ou par l'importance des distributions générales, les secours dont l'affectation était trop restreinte <sup>1</sup>.

Au cours de l'année 1946, l'Administration militaire de la zone soviétique estima que la commission prévue par la lettre du 13 avril tenait un trop grand compte des vœux des donateurs, et n'appliquait pas avec assez de sévérité le principe de la répartition selon les besoins. Des pourparlers eurent lieu entre les Autorités militaires, la Commission, l'Administration allemande des réfugiés et la délégation du CICR. Considérant que la Commission de répartition était responsable à la fois à l'égard des donateurs et des Autorités publiques, on décida de remettre les dons aux homes, aux hôpitaux et aux autres établisse-

---

<sup>1</sup> Voir pages 428 et 434.



ments désignés par les donateurs, sauf lorsque ces établissements recevraient des dons en excès. De plus, les établissements mis au bénéfice de dons particuliers n'auraient qu'une part réduite aux distributions générales. Toutefois, tant le CICR que les Autorités militaires exprimèrent le désir que les envois fussent mis entièrement à la disposition de la Commission de répartition. A plusieurs reprises, des difficultés furent provoquées par l'envoi de secours semi-collectifs adressés nommément à des collectivités religieuses, raciales ou politiques. Parfois les expéditeurs n'acceptèrent pas la mise en commun de leurs dons. La délégation du CICR à Berlin devait alors jouer le rôle de médiateur. Les secours donnant lieu à des litiges ne représentaient d'ailleurs que 5% du total.

### *Système des licences pour l'importation en Allemagne.*

Le régime douanier des marchandises entrant en Allemagne dut être également organisé au début de 1946. La zone française comprenant tous les territoires qui touchaient à la frontière germano-suisse, c'est principalement aux Autorités françaises que le CICR eut affaire en cette matière, que les marchandises fussent destinées à la zone française ou expédiées en transit vers d'autres zones.

En janvier 1946, les organes responsables de l'économie et des finances de la zone française d'occupation firent savoir que désormais les importations de n'importe quelle nature devraient faire l'objet d'une licence d'importation selon la procédure douanière usuelle. On pouvait prévoir que les délais nécessaires à l'examen de chaque requête seraient de six semaines. Cependant, le 12 janvier 1946, le directeur général de l'économie et des finances autorisa le CICR à signer, pour les envois de secours qu'il prendrait en charge, des bordereaux d'accompagnement qui remplaceraient la licence d'importation. Le CICR pouvait faire usage de ce droit non seulement pour ses propres expéditions, mais aussi pour des secours provenant d'organisations qui collaboraient avec lui. Ainsi, pour tous les envois qu'il prendrait en charge, il se trouvait au bénéfice d'un contrat général d'importation en franchise de douane.

Bien qu'il se félicitât de la confiance que lui témoignaient les Autorités françaises d'occupation, le CICR aperçut un inconvénient à ce régime, qui le dotait d'un monopole d'importation contraire à sa politique de la porte ouverte. D'autres expéditeurs pouvaient, certes, importer des marchandises en Allemagne, mais à condition de suivre, pour chaque envoi, la procédure normale de l'importation commerciale, et sans avoir l'assurance d'obtenir l'exonération des droits de douane et des frais de transport qu'assurait automatiquement l'inscription d'envois dans le contingent d'importation alloué au CICR. Celui-ci appuya en conséquence, au mois de juin 1946, une requête de diverses associations internationales ayant leur siège en Suisse qui désiraient être mises au bénéfice de privilèges semblables à ceux dont jouissait le CICR pour l'importation de secours en faveur de la population civile. Toutefois, les Autorités françaises ne purent pas accéder à cette demande d'une façon aussi complète que l'auraient désiré ces associations. Ce n'est qu'au cours du deuxième semestre de 1947 qu'un organisme distinct du CICR reçut le droit d'envoyer, sans passer par l'intermédiaire de celui-ci, des secours en zone française provenant de Suisse ou transitant par ce pays.

En signant les attestations douanières qui permettaient aux secours d'entrer sans délai et en franchise, le CICR devenait responsable de la façon dont les marchandises seraient distribuées. Aussi ne le faisait-il que pour des envois sur lesquels il pouvait exercer un contrôle, ce qui l'obligea à prier les donateurs de recourir à l'intermédiaire de la Commission mixte. Après la dissolution de celle-ci, il continua à fournir sa signature et son timbre pour les envois pris en charge par les deux organismes qui lui succédèrent : le Bureau des Secours de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et le Centre d'Entr'aide internationale aux populations civiles.

### § 3. AUTRICHE

A la fin des hostilités, au printemps 1945, la situation de l'Autriche était particulièrement tragique. Une partie impor-

tante de son territoire avait été ravagée par la guerre, et un afflux énorme de réfugiés aggravait encore ses difficultés économiques.

La Haute-Autriche, avec une population indigène d'un million d'habitants environ, hébergea près de 600.000 personnes : réfugiés hongrois, minorités allemandes des Sudètes, de la Hongrie et de Yougoslavie, Tyroliens du sud et personnes déplacées. Les rations alimentaires n'atteignaient pas le minimum vital, et les médicaments faisaient presque entièrement défaut.

Le partage de l'Autriche en quatre zones d'occupation rendit les actions de secours particulièrement difficiles. Les premiers envois furent improvisés et partirent surtout de Suisse. La délégation du CICR à Vienne, installée au printemps 1945, qui avait organisé, déjà avant la capitulation, des cuisines populaires, s'efforça de venir autant que possible en aide aux mères, aux homes d'enfants, aux tuberculeux qui lui étaient signalés par le Service d'hygiène de la ville et à de nombreux rapatriés. Les articles sanitaires et les produits pharmaceutiques furent dirigés notamment sur les maternités et les hôpitaux d'enfants.

Avant le rétablissement des communications ferroviaires, les secours étaient transportés de Suisse avec le consentement officieux des Autorités locales. Pour les distribuer selon le vœu des donateurs, il fallut installer à Vienne, à Innsbruck, à Klagenfurt, à Salzburg et à Linz des délégations qui collaborèrent avec les organisations locales. L'aide qu'on apporta de la sorte resta malheureusement bien inférieure aux besoins. Toutefois, comme les Autorités viennoises le reconnurent, le CICR et le Don suisse jouèrent alors un rôle capital dans le ravitaillement du pays.

A partir de 1946, les transports ferroviaires étant de nouveau rétablis, la Commission mixte put procéder aux premiers envois par trains-blocs. D'autre part, les services de l'UNRRA se développèrent.

Cependant, une réglementation des actions de secours s'imposait. La Commission interalliée à Vienne demanda, au début de 1946, que les plans de distribution fussent soumis

à son approbation. De son côté, le Gouvernement autrichien chargea le ministère de la Prévoyance sociale de coordonner les activités de secours tout en respectant, dans la mesure du possible, les vœux des donateurs.

L'importation des secours exonérés des frais de transport et de douane fut ainsi grandement facilitée, et les délégués du CICR n'eurent plus à intervenir presque quotidiennement pour assurer l'acheminement et l'entreposage des marchandises. Ils continuèrent toutefois à signaler à Genève les demandes d'aide, notamment en faveur des réfugiés <sup>1</sup>.

#### § 4. BELGIQUE

Dès le début des hostilités à l'ouest, le CICR maintint un contact étroit avec la Croix-Rouge de Belgique et celles de ses formations qui s'étaient repliées en France pour y assister les réfugiés belges. Il pouvait suivre ainsi l'évolution de la situation alimentaire en Belgique, qui fut bientôt difficile. Ses informations étaient complétées par ses délégués, qui lui envoyaient des rapports sur leurs visites de camps de prisonniers dans les régions occupées, et par des personnalités belges venues plaider à Genève la cause des femmes et des enfants sous-alimentés.

Des dons en faveur de ces victimes de la guerre purent être recueillis parmi des organisations belges en Suisse. D'autre part, le CICR et la Ligue reçurent, à la suite d'un appel conjoint du 22 novembre 1940, des sommes considérables à l'intention des femmes et des enfants en Belgique. Enfin, pour parer à une disette de plus en plus grave, une grande partie des fonds remis au CICR sans affectation spéciale servirent également à des achats de secours en faveur de la Belgique.

Avant même d'être dotée d'un statut propre, la Commission mixte fut chargée par le CICR et la Ligue de coordonner les actions de secours en faveur de la population civile belge ;

---

<sup>1</sup> On trouvera dans le Rapport de la Commission mixte le détail des secours en vivres, vêtements et médicaments qu'elle envoya en Autriche pour le compte de nombreux donateurs.

notamment, elle lui consacra presque en entier deux dons importants du Gouvernement du Congo belge <sup>1</sup>.

De son côté, le Service des secours du CICR expédia, de novembre 1940 jusqu'en avril 1942, les marchandises suivantes :

|            |   |                                                                                                                                                                            |
|------------|---|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 49.800 kg. | = | 2000 caisses de lait condensé,                                                                                                                                             |
| 17.360 »   | = | 700 c. de lait condensé,                                                                                                                                                   |
| 940 »      | = | 62 c. de fromage,                                                                                                                                                          |
| 3.760 »    | = | 167 c. de purée de châtaignes, don du<br>Gouvernement du Congo belge.                                                                                                      |
| 1.823 »    | = | 40 c. de Jemalt,                                                                                                                                                           |
| 1.280 »    | = | 40 c. de levure Cénovis,                                                                                                                                                   |
| 760 »      | = | 20 c. de produits lactés,                                                                                                                                                  |
| 60 »       | = | 1 c. de Nestrovit,                                                                                                                                                         |
| 3.823 »    | = | 169 colis de vivres divers,                                                                                                                                                |
| 70 »       | = | 2 c. de vitamine C pure,                                                                                                                                                   |
| 1.700 »    | = | 22 tonneaux de poissons salés,                                                                                                                                             |
| 1.580 »    | = | 40 c. d'Ovomaltine,                                                                                                                                                        |
| 1.175 »    | = | 50 c. de lait condensé,                                                                                                                                                    |
| 863 »      | = | 20 c. de vêtements (différents envois),<br>dons de l'« Aide aux prisonniers de<br>guerre et internés belges à Lau-<br>sanne » en faveur de la Croix-<br>Rouge de Belgique, |
| 160 »      | = | 4 c. de vêtements, don de l'ambassade<br>de Belgique à Washington.                                                                                                         |

Tous les envois étaient adressés au représentant de la Croix-Rouge allemande à Bruxelles, et bénéficiaient ainsi de la franchise de transport et de douane. Ce représentant les remettait à la Croix-Rouge de Belgique, qui en accusait réception au CICR, et distribuait ces secours notamment aux maternités et à des institutions humanitaires.

Désireux d'accroître cette aide, encore très insuffisante, le Secours d'hiver, organisation chargée d'assister la population civile et collaborant avec la Croix-Rouge nationale, envoya une délégation à Genève pour étudier avec le CICR les mesures

---

<sup>1</sup> Voir dans le Rapport de la Commission mixte le détail des envois.

à prendre. Une coopération très étroite et fructueuse s'établit alors entre le Secours d'hiver, le CICR et la Commission mixte, laquelle venait de commencer son activité en faveur des femmes et des enfants victimes de la guerre. Le Secours d'hiver ayant réussi à mobiliser les crédits et les avoirs des grandes banques belges en Suisse, en Hongrie et en Roumanie, il fut possible, par l'intermédiaire du CICR et de la Commission mixte, de faire des achats importants dans ces pays <sup>1</sup>.

Néanmoins, les envois de la Commission mixte ne représentaient qu'un pourcentage relativement peu considérable des secours envoyés à la population civile belge. Dès la fin de 1940, le Gouvernement belge en exil avait mis sur pied, au Portugal, une organisation chargée d'envoyer des secours à la population en Belgique occupée. Puis, au printemps 1941, fut créé à Lisbonne le « Comité de coordination du ravitaillement de la Belgique par l'Europe », en vue de centraliser ces importantes expéditions de vivres du Portugal. De son côté, le « Comité mixte de répartition des secours pour la Belgique », à Bruxelles, groupant les principales organisations humanitaires du pays et présidé par le ministre Paul Heymans, qui était en même temps président du Secours d'hiver, répartissait les marchandises entre les diverses organisations, principalement la Croix-Rouge de Belgique, le Secours d'hiver et l'Œuvre nationale de l'enfance, lesquelles en assuraient la distribution à la population. En raison de leur activité au bénéfice des femmes et des enfants belges, le CICR et, depuis 1941, la Commission mixte, entretenaient des rapports étroits avec ces différentes organisations belges.

En novembre 1942, le CICR et la Commission mixte furent priés par les Autorités allemandes d'envoyer une délégation à Berlin en vue d'examiner dans son ensemble la question des secours destinés à la Belgique. Lors de ces entretiens, auxquels assistaient également les dirigeants des organes de distribution des secours en Belgique occupée, les Autorités allemandes firent savoir qu'elles n'admettraient plus l'envoi direct de vivres au Comité de répartition par le Comité de coordination au

---

<sup>1</sup> Voir le détail de cette activité dans le Rapport de la Commission mixte.

Portugal. Autrement dit, elles ne voulaient plus que la population belge fût ravitaillée par un organisme dépendant du Gouvernement belge en exil. En revanche, elles ne voyaient pas d'objection à des secours distribués sous l'égide et par l'intermédiaire du CICR, dont le caractère était entièrement neutre et apolitique.

Pour permettre la continuation de cette action, le CICR se déclara prêt, en principe, à assumer ces nouvelles responsabilités, mais à la condition d'avoir un représentant en Belgique. En effet, s'il prenait en mains, à Lisbonne, l'expédition des secours, il lui semblait nécessaire, à l'égard des donateurs, de participer aussi au contrôle des marchandises lors de leur arrivée et de leur distribution en Belgique. Cet arrangement fut approuvé par le Gouvernement belge. La Commission mixte se chargea de l'organisation technique de ces transports.

Le CICR installa une délégation à Bruxelles, renforça celle de Lisbonne, et envoya en Espagne un représentant chargé de réexpédier les vivres arrivés dans ce pays par mer au représentant de la Croix-Rouge allemande à la frontière franco-espagnole, qui devait lui-même les faire parvenir au représentant de la Croix-Rouge allemande à Bruxelles. La réception des marchandises dans cette ville se faisait en présence des délégués du CICR et des représentants des œuvres d'assistance de Belgique.

Malgré ces importants envois du Portugal, la situation resta difficile, et, au printemps 1943, devint même alarmante, les réserves de blé étant alors presque épuisées. Le CICR s'efforça d'assurer la « soudure » jusqu'à la nouvelle récolte. Le Gouvernement suisse, auquel il s'adressa à cette fin, se déclara prêt à céder 14.700 tonnes de blé qu'il possédait à Philadelphie. Le paiement de ces vivres devait être garanti par le Gouvernement belge à Londres, et le transport devait être effectué par des bateaux suisses en mai 1943. L'exécution de ce projet dépendait toutefois des Autorités du blocus, auxquelles le CICR demanda, une fois de plus, d'atténuer les prescriptions en vigueur. Malheureusement, le « Ministry of Economic Warfare » répondit, le 1<sup>er</sup> juillet, qu'après une étude approfondie de la question et malgré son désir de la trancher selon

les vœux du CICR, il ne pouvait accorder les navicerts demandés. Une nouvelle démarche du CICR concernant l'octroi d'une ration supplémentaire de pain aux enfants belges pendant l'hiver 1943-1944 fut également écartée en novembre 1943, en dépit de l'intervention du Gouvernement belge à Londres.

Les envois du Portugal continuèrent à parvenir régulièrement à Bruxelles, mais bientôt une nouvelle difficulté surgit. Les Autorités d'occupation soupçonnaient en effet qu'une partie de ces secours alimentait le marché noir, et se proposaient de contrôler elles-mêmes la réception et la distribution des marchandises. Or, cette mesure, ou même le contrôle de la distribution par la Croix-Rouge allemande qui avait été aussi envisagé, n'aurait pas manqué de compromettre gravement cette action de secours, en indisposant les donateurs.

La délégation du CICR à Bruxelles entreprit immédiatement les démarches nécessaires, et les Autorités allemandes, le Secours d'hiver et la Croix-Rouge de Belgique convinrent finalement que la délégation du CICR à Bruxelles assumerait la responsabilité de la réception et de la distribution des marchandises. Afin d'être à même de s'acquitter de ces nouvelles tâches, qui impliquaient une vérification minutieuse depuis l'arrivée des secours jusqu'à leur remise aux consommateurs, le CICR dut renforcer sa délégation.

A la suite du débarquement allié en France, les communications entre le Portugal et la Belgique se trouvèrent interrompues, et le Comité de coordination du ravitaillement de la Belgique décida, le 16 juin 1944, de suspendre son activité jusqu'à la reprise des transports ferroviaires.

Le ravitaillement de la population belge ne s'en poursuivit pas moins, à l'aide d'envois de Suisse et surtout de vivres qui pouvaient encore être expédiés par voie ferrée de l'est de l'Europe à travers l'Allemagne. De nouveaux pourparlers eurent lieu à Bruxelles entre une mission du CICR et de la Commission mixte et les Autorités d'occupation pour que ces dernières consentissent à atténuer les restrictions qu'elles avaient imposées en raison de la situation militaire.

Malgré la coopération efficace des chemins de fer allemands, une grande partie des céréales achetées en Hongrie par la



Commission mixte à l'intention de la population belge ne put parvenir en Belgique avant la libération du pays par les armées alliées, en septembre 1944, date à laquelle le Gouvernement belge reprit en mains le ravitaillement du pays. Comme on le verra plus loin, les secours restés en souffrance en Allemagne purent être utilisés pour combattre la famine en Hollande occupée <sup>1</sup>.

Durant la période qui suivit la libération de la Belgique, la Commission mixte put encore envoyer de nombreux trains de secours à ce pays, grâce à la délégation du CICR à Paris, qui obtint les permis nécessaires après de difficiles négociations auprès des Autorités françaises et du Commandement militaire allié. Il lui fut également possible d'assurer le transport en Belgique de stocks de vivres restés en souffrance au Portugal <sup>2</sup>.

#### § 5. DODÉCANÈSE

Dans le courant du mois de décembre 1944, le CICR reçut des Autorités civiles et religieuses des îles du Dodécanèse, occupées alors par les troupes allemandes, de pressants appels en faveur de la population, dont la situation était désespérée. Les démarches entreprises par diverses délégations du CICR auprès des belligérants aboutirent, en janvier 1945, à un accord par lequel les Autorités militaires britanniques et allemandes autorisaient des délégués du CICR, de nationalité suisse, à distribuer des secours dans les îles de Rhodes, de Léros, de Cos, de Calymnos, de Calchi et de Pserimo, qui étaient les plus éprouvées. Izmir fut choisi comme port d'attache, et le Gouvernement turc autorisa le CICR à affréter les caïques nécessaires au transport des marchandises. Ces bateaux devaient battre pavillon turc et porter l'insigne de la Croix-Rouge. La majeure partie des vivres était fournie gratuitement par les Autorités militaires britanniques du Moyen-Orient. A la demande de la délégation du CICR au Caire, la Croix-Rouge hellénique de Londres et d'Egypte et la colonie hellénique d'Egypte prirent

---

<sup>1</sup> Voir page 530.

<sup>2</sup> Pour les détails, voir le Rapport de la Commission mixte.

à leur charge tous les frais de cette mission, notamment les frais de transport. De plus, la contribution des Grecs permit d'acheter des médicaments, ainsi que certaines denrées alimentaires. Les Croix-Rouges suisse, sud-africaine et australienne et le « Greek War Fund » apportèrent aussi une aide précieuse.

La question épineuse de l'itinéraire des caïques une fois réglée, le délégué du CICR et cinq délégués-adjoints choisis parmi les résidents suisses en Turquie pour contrôler la distribution des secours quittèrent Izmir une première fois, le 11 février 1945, à bord de quatre caïques. Les nombreux champs de mines et de violentes tempêtes rendirent la traversée périlleuse. Les caïques parvinrent néanmoins à destination et la population accueillit comme un don du ciel les secours qu'ils apportaient.

Le déchargement des marchandises fut très lent. En effet, la famine avait à tel point exténué les habitants des îles qu'ils n'étaient capables de travailler une heure par jour qu'après avoir pris quelque nourriture. Partout, la mortalité faisait des ravages ; au début de février 1945, elle était de six à dix fois plus élevée qu'en temps normal.

Les Autorités d'occupation, qui avaient aussi de la peine à se ravitailler, coopérèrent à l'action du CICR en lui offrant des moyens de transport et des emplacements pour entreposer les marchandises. Elles facilitèrent en outre le contrôle de la distribution.

Pendant le séjour des délégués à Rhodes, le Gouvernement turc déclara la guerre à l'Allemagne. Cet événement faillit compromettre l'œuvre de secours du CICR, parce que les caïques possédaient des équipages turcs et battaient le pavillon de cette nation. Le commandant des troupes d'occupation des îles du Dodécanèse permit toutefois au CICR de continuer son action, pourvu que les navires fussent munis désormais des insignes de la Croix-Rouge. Il fut en revanche très difficile, lorsque les caïques furent rentrés en Turquie, d'obtenir l'agrément de ce pays à de nouveaux départs pour le Dodécanèse. Les Autorités turques y consentirent cependant à la demande des Autorités militaires britanniques et après avoir pris connaissance du rapport du délégué du CICR sur la situation alimentaire dans les îles.

Le 10 mars 1945, un nouveau convoi, plus important que le premier, quitta donc Izmir pour le Dodécannèse. Un troisième suivit en avril, et un dernier en mai. A ce moment, les hostilités avaient pris fin. Néanmoins, les Autorités militaires britanniques chargées de l'administration de cet archipel prièrent le délégué du CICR de distribuer des secours comme auparavant. En outre, sur leur proposition, le CICR envoya à Rhodes un délégué permanent qui veilla, jusqu'en février 1946, à la distribution de nombreux secours envoyés par l'entremise de la Commission mixte ou directement par les donateurs. Ce délégué mit, d'autre part, son expérience au service des habitants si durement éprouvés du Dodécannèse.

De février à fin mai 1945, 2.738 tonnes de vivres furent distribuées dans les îles, ce qui représente environ 37 kg. par personne. Le tableau ci-dessous indique, en kilos, la quantité distribuée dans chaque île à chaque livraison :

| Iles                    | Nombre<br>approxim.<br>d'habitants | 1 <sup>er</sup> convoi<br>(février) | 2 <sup>e</sup> convoi<br>(mars) | 3 <sup>e</sup> convoi<br>(avril) | 4 <sup>e</sup> convoi<br>(mai) | Total     |
|-------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|-----------|
| Rhodes et<br>Calchi.... | 49.200                             | 236.669                             | 533.226                         | 582.127                          | 554.218                        | 1.906.240 |
| Cos .....               | 16.400                             | —                                   | 185.476                         | 134.992                          | 159.643                        | 480.111   |
| Leros .....             | 4.200                              | 30.660                              | 41.559                          | 39.953                           | 45.953                         | 158.125   |
| Kalymnos<br>et Pserimo  | 5.100                              | 37.090                              | 55.344                          | 51.411                           | 49.735                         | 193.580   |
| Total.....              | 74.900                             | 304.419                             | 815.605                         | 808.483                          | 809.549                        | 2.738.056 |

Les délégués du CICR, qui devaient tenir compte de la situation particulière de chacune des îles, ne livraient pas partout la même quantité de vivres. La détresse était particulièrement grande dans la ville de Rhodes, tandis que Cos, l'île la plus agricole du Dodécannèse, put se passer d'une aide alimentaire jusqu'en mars.

Une partie des dons fut réservée aux soupes populaires et aux centres de distribution de lait pour les enfants. Les délégués organisèrent ce mode de secours dès leur arrivée au Dodécannèse.

Plus de 250.000 portions furent ainsi distribuées dans l'île de Rhodes, de février à mai 1945.

Les secours comprenaient en outre :

10 tonnes de médicaments,  
1 caisse d'iode,  
100.000 comprimés de quinine,  
1.000 couvertures de laine,  
12.5 tonnes de savon,  
1 tonne d'huile de foie de morue.

Ces marchandises avaient été, en partie, achetées dans le Proche-Orient, grâce aux fonds fournis à la délégation du CICR au Caire par la Croix-Rouge hellénique et la colonie hellénique d'Egypte ; le reste provenait des Croix-Rouges hellénique et sud-africaine et de la colonie hellénique en Egypte. Elles furent transmises, dans chaque île, à une commission médicale chargée de les distribuer aux hôpitaux et aux malades.

Après la libération, le solde des médicaments fut remis au service sanitaire de l'administration militaire britannique, qui le répartit entre les hôpitaux et les nécessiteux, avec l'aide du délégué du CICR et d'un comité local de secours.

Le « Greek War Relief Fund » céda à la délégation du CICR au Caire des marchandises déposées à Chypre, soit environ 440 tonnes de vivres et 463 balles de vêtements et de chaussures. Ces secours ne purent être transportés à Rhodes que le 3 juin, au moyen de trois des caïques qui avaient fait partie du quatrième convoi. Le ravitaillement de la population des îles étant assuré à cette époque par l'administration militaire britannique, ces marchandises furent emmagasinées dans les dépôts du CICR à Rhodes, et distribuées par les soins de son délégué aux hôpitaux, aux institutions de bienfaisance et d'éducation et aux nécessiteux.

La délégation du CICR au Caire reçut les dons suivants pour son activité au Dodécanèse :

|                                                         |         |
|---------------------------------------------------------|---------|
| le 12.1.45 de MM. S. Casulli, à Alexandrie . . . L. ég. | 500,—   |
| le 13.1.45 de la Croix-Rouge hellénique au              |         |
| Caire. . . . . »                                        | 2.000,— |
| à reporter . . . »                                      | 2.500,— |

|                                                |                     |                  |
|------------------------------------------------|---------------------|------------------|
|                                                | report . . . L. ég. | 2.500,—          |
| le 17.1.45 de la Fraternité Léricots à         |                     |                  |
| Alexandrie . . . . .                           | »                   | 1.000,—          |
| le 1.3.45 de la Croix-Rouge hellénique à Lon-  |                     |                  |
| dres, par l'entremise de M. Mou-               |                     |                  |
| ratiadis. . . . .                              | »                   | 9.750,—          |
| le 29.3.45 du Patriarcat grec à Alexandrie . . | »                   | 3.500,—          |
| le 5.5.45 de MM. S. Casulli, à Alexandrie . .  | »                   | 1.000,—          |
| le 14.5.45 de la Fraternité dodécánésienne à   |                     |                  |
| Alexandrie . . . . .                           | »                   | <u>1.499,985</u> |
| Total . . . . L. ég.                           |                     | 19.249,985       |

Ces fonds furent utilisés pour couvrir :

- a) les dépenses des délégués du CICR en mission au Dodécanèse,
- b) l'achat de marchandises,
- c) les frais de transport des marchandises,
- d) les frais de voyage des délégués du CICR au Proche-Orient qui participèrent à l'action de secours au Dodécanèse,
- e) les dépenses directes du CICR, à Genève, pour cette action de secours (télégrammes, assurances, etc.).

## § 6. FINLANDE

Dès le début des hostilités entre la Finlande et la Russie soviétique, le CICR avait offert, selon la coutume, aux Sociétés de la Croix-Rouge des deux pays belligérants d'adresser une demande de secours aux autres Sociétés nationales. La Croix-Rouge finlandaise ayant accepté cette proposition, le CICR put lui transmettre rapidement, de la part de Sociétés sœurs, des ambulances, du matériel sanitaire et des médicaments. De plus, c'est lui qui notifia la mise en service des dites ambulances.

Lorsque le CICR et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge eurent connaissance de la détresse où se trouvait la population civile finlandaise qui, fuyant la zone des combats, s'était réfugiée dans l'intérieur du pays, ces deux institutions songèrent à

lancer un appel conjoint en sa faveur. Toutefois, comme il s'agissait de secourir un seul belligérant, le CICR estima qu'on ne pouvait donner suite à ce projet qu'à la demande expresse de la Croix-Rouge finlandaise. Consultée, cette dernière répondit, par un télégramme du 28 décembre 1940, qu'elle avait déjà reçu de l'étranger une aide suffisante en espèces et en nature, mais qu'elle ne manquerait pas de s'adresser ultérieurement au CICR si la situation l'exigeait. Pour comprendre ce refus, il faut savoir que la Croix-Rouge finlandaise s'occupait principalement des militaires blessés et malades, tandis que l'assistance aux civils réfugiés avait été confiée par le Gouvernement finlandais à un comité central, le « Suomen huolto », dans lequel la Croix-Rouge finlandaise était représentée avec d'autres organisations humanitaires. Ce Comité informa indirectement le CICR que de nouveaux envois seraient acceptés avec reconnaissance, car, quoique importants, les secours livrés par l'Amérique et la Suède ne couvraient pas tous les besoins.

Dans ces conditions et pour la raison indiquée plus haut, l'appel envisagé était impossible. Mais le CICR fit tout pour encourager les dons spontanés, qui lui permirent d'expédier, outre des secours médicaux pour la Croix-Rouge finlandaise, les marchandises suivantes : en mars 1940, 621 kg. de chocolat pour les enfants finlandais ; en avril, 1886 kg. de médicaments, de calcium et de chocolat, achetés avec le produit d'une collecte faite auprès des médecins suisses ; en juin, 1550 kg. de lingerie fournie par l'« Action de secours de la jeunesse suisse pour la Finlande ». D'autre part, selon le désir de la Croix-Rouge finlandaise, qui craignait que les difficultés de transport n'empêchassent les secours en nature d'arriver en temps voulu, de nombreuses Sociétés nationales de la Croix-Rouge, ainsi que diverses organisations d'aide à la Finlande, firent parvenir de l'argent à la Croix-Rouge finlandaise par l'intermédiaire du CICR.

Après la fin des hostilités entre la Finlande et l'URSS, l'action de secours se poursuivit, et c'est alors la Commission mixte qui se chargea des envois de marchandises<sup>1</sup>, tandis que le

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

CICR resta à la disposition des donateurs pour les transmissions de fonds.

Lors du deuxième conflit finno-soviétique, le ministre de Finlande à Stockholm sollicita, au nom de la Croix-Rouge finlandaise, des secours pour les régions occupées par l'armée finlandaise, à savoir la Carélie orientale où environ 85.000 civils russes se trouvaient dans une situation précaire. Mais le CICR n'obtint aucune réponse, ni du Gouvernement soviétique qu'il avait consulté à ce sujet par l'intermédiaire de son délégué à Téhéran, ni des Gouvernements britannique et américain à qui des facilités avaient été demandées pour l'envoi éventuel de marchandises et de fonds. Comme, de plus, les Croix-Rouges suisse et suédoise n'étaient pas en mesure de contribuer financièrement à cette action, celle-ci ne put être entreprise.

## § 7. FRANCE

Les opérations militaires de l'armée allemande contre les Pays-Bas, la Belgique et la France provoquèrent l'exode de millions d'habitants de ces pays qui, fuyant devant l'avance foudroyante de l'ennemi, cherchèrent un refuge dans le sud de la France. En présence de cette masse de réfugiés qui, souvent, ne purent emporter que fort peu de chose avec eux, les Autorités et la Croix-Rouge françaises se trouvèrent placées devant une tâche gigantesque, qu'elles n'étaient pas en mesure d'accomplir rapidement par leurs propres forces.

Le CICR et la Ligue des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, d'entente avec les Autorités françaises, lancèrent alors conjointement, le 29 mai 1940, l'appel télégraphique suivant aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge de tous les pays neutres et non belligérants :

« Environ trois millions Français, deux millions Belges, soixante-dix mille Luxembourgeois, cinquante mille Néerlandais réfugiés ou évacués en France état grave dénuement. Croix-Rouge française demande aide Sociétés sœurs pour secourir malheureuses populations. Besoins sont : vêtements neufs, chaussures, layettes, matériel couchage, ustensiles cuisine, instruments chirurgie légère, pansements, vivres non

périssables, baraquements démontables, tissus pour travail dans ateliers. Adresser secours espèces ou nature à Comité Central Croix-Rouge française Paris et par transitaire Véron pour tous ports. »

Plusieurs réponses favorables parvinrent à Genève. La Croix-Rouge argentine put annoncer un don du Comité de secours français à Buenos-Ayres, de 50 tonnes de vêtements. Le Croissant-Rouge turc promit l'envoi de 500 tonnes de blé<sup>1</sup>. La Croix-Rouge hellénique remit au CICR une somme de 125.000 francs français à l'intention de la Croix-Rouge française. D'autre part, un certain nombre de Sociétés nationales envoyèrent des secours directement à la Croix-Rouge française, tout en informant le CICR et la Ligue de ces envois. Citons notamment les dons suivants : 150.000 levass de la Croix-Rouge bulgare, 100.800 fr. fr. remis par le Croissant-Rouge égyptien au ministre de France au Caire, et 50.000 dinars, ainsi que des vivres non périssables d'une valeur de 250.000 dinars, offerts par la Croix-Rouge yougoslave.

Une collecte de secours fut envisagée dans tous les pays de l'Amérique du Sud, avec l'appui des ministres des Affaires étrangères de chaque Etat. L'appel conjoint reçut également un accueil des plus favorables aux Etats-Unis, où le Gouvernement alloua 50 millions de dollars, et la Croix-Rouge américaine 20 millions de dollars, pour l'envoi de secours aux réfugiés et sinistrés d'Europe, à la condition, cependant, que la répartition équitable de ces dons pût être contrôlée par des représentants de la Croix-Rouge américaine. Malheureusement, les espoirs que le CICR et la Ligue avaient placés dans l'aide des deux Amériques furent déçus, car le blocus allié<sup>2</sup> empêcha tout envoi de vivres et de vêtements aux populations civiles des pays occupés ou assujettis par l'Axe.

Sans attendre les résultats de l'appel du 29 mai, le CICR s'était mis en rapport avec les Autorités allemandes d'occupation pour étudier les modalités de l'action de secours projetée.

---

<sup>1</sup> Le CICR dut négocier longtemps en vue d'obtenir la franchise de transport et de douane pour cet envoi. Lorsque, au début de 1941 seulement, l'accord de toutes les parties intéressées eut enfin été réalisé, la situation économique du pays contraignit le Gouvernement turc à refuser au Croissant-Rouge le permis d'exportation pour ce blé.

<sup>2</sup> Voir page 401.



Le Gouvernement allemand envoya à Genève le représentant d'une de ses importantes organisations de secours, et celui-ci sollicita l'intervention de la Croix-Rouge en faveur des réfugiés en France.

A la suite de ces entretiens, deux wagons chargés de 20 tonnes de lait condensé fourni par le CICR, et cinq wagons contenant 33 tonnes de vivres et de vêtements offerts par la Croix-Rouge suisse, furent acheminés vers les régions éprouvées. A titre exceptionnel, vu l'urgence, ces envois furent distribués par les organisations de secours qui se trouvaient déjà sur place ; mais le CICR demanda qu'un de ses délégués fût désormais autorisé à contrôler l'arrivée des secours. Un échange de vues eut lieu à Berlin, où deux membres du CICR s'étaient rendus en mission, en juillet 1940, et les Autorités allemandes acceptèrent finalement que l'agent officiel du CICR à Paris exerçât un certain contrôle sur la distribution des secours envoyés en France <sup>1</sup>.

Au cours de l'été et de l'automne 1940, la Croix-Rouge française, les camps de réfugiés et les centres d'accueil pour enfants reçurent du CICR de nombreux envois dont ils assurèrent la distribution, en transmettant au CICR les accusés de réception. Adressés au représentant de la Croix-Rouge allemande, qui les remettait à la Croix-Rouge française, ces envois furent exonérés des frais de transport et de douane.

En août 1940, le CICR expédia ainsi en France 70 tonnes de vivres et de vêtements provenant de divers donateurs en Suisse, 45 tonnes de farine fournies par la Croix-Rouge yougoslave ; en septembre, 283 tonnes de lait condensé et en poudre offertes par la Croix-Rouge suisse ; d'octobre à décembre, 676 tonnes de vivres et 34 tonnes de vêtements de provenances diverses ; enfin, au début de 1941, 55 tonnes de vivres destinées au Secours suisse pour les enfants de Toulouse.

Tous les envois suivants se firent par l'entremise de la Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale, qui commençait alors son activité <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Ce n'est qu'en septembre 1943 que les Autorités allemandes reconnurent cet agent en qualité de délégué officiel du CICR.

<sup>2</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

Bien que, grâce aux efforts des Autorités de la Croix-Rouge française, le rapatriement des réfugiés fût de rapides progrès, la situation alimentaire de la France exigeait la continuation des envois de vivres. Le Secours national français fut alors créé par décret du 4 octobre 1940. Chargé de centraliser les demandes de secours, il était seul autorisé à faire des appels à la générosité publique.

A partir de 1941, les envois de secours en France furent réglés directement entre le Secours national français et la Commission mixte. Néanmoins, l'entremise du CICR resta nécessaire pour résoudre de nombreuses questions concernant l'envoi de secours aux camps du Midi de la France <sup>1</sup>.

Au cours de l'été 1943, un autre problème réclama l'intervention du CICR. Comme le ravitaillement de la Corse dépendait en grande partie des importations, il fut gravement compromis par le débarquement des Alliés en Sicile, car plusieurs navires chargés de vivres que le Gouvernement français avait envoyés dans l'île furent coulés du fait des opérations militaires. Un délégué de la Croix-Rouge française proposa alors au CICR d'organiser le ravitaillement de la Corse au moyen de bateaux qui seraient cédés par le Gouvernement français à la Fondation pour l'organisation de transports de la Croix-Rouge. Il était prévu d'expédier à la population de l'île 3000 tonnes de vivres par mois, dont 1500 tonnes de farine. Comme ces marchandises auraient été envoyées de la France métropolitaine, les prescriptions du blocus n'auraient pas été violées. Toutefois, le CICR, qui avait soumis ce projet aux belligérants, fut informé que, « pour des raisons militaires », des sauf-conduits ne pouvaient pas être accordés. Aussi fallut-il renoncer à secourir les habitants de la Corse.

A la suite du débarquement allié en France, et pendant les combats de la libération, les délégués du CICR ne purent maintenir le contact avec Genève, et durent prendre sur place les décisions exigées par les circonstances.

C'est ainsi que le délégué du CICR à Paris, se rendant compte que la capitale, dont les stocks de farine panifiable se trou-

---

<sup>1</sup> Voir page 570.

vaient à 50 km. de la périphérie, était menacée d'être privée de pain pendant des semaines peut-être, parvint, avec l'agrément des Autorités militaires allemandes qui occupaient encore la ville, à organiser très rapidement une colonne de 80 camions et autobus qu'on avait démontés pour qu'ils ne pussent être utilisés par les forces allemandes. La colonne quitta Paris le 23 août 1944 ; mais lorsqu'elle arriva, après bien des détours, à Melun, elle trouva les silos en flammes. Elle se rendit alors à Verneuil-l'Étang, d'où elle revint avec 200 tonnes de farine. Étant repartie le lendemain, elle fut arrêtée au bout de quelques kilomètres, les permis de circulation délivrés par les Allemands n'étant pas reconnus valables. Le délégué du CICR fut même fait prisonnier, mais il put heureusement s'échapper et ramener toute la colonne à Paris. Le lendemain, la capitale était libérée, ce qui rendait superflue une nouvelle expédition.

Grâce aux relations que le CICR entretenait à Genève avec un organe officieux dépendant du Gouvernement provisoire, les actions de secours au bénéfice des villes et des régions libérées par l'avance des troupes françaises et alliées, furent grandement facilitées. Une première aide immédiate en faveur des habitants de Lyon fut décidée le 1<sup>er</sup> septembre 1944, et un train routier mis à la disposition du CICR et de la Commission mixte par le Gouvernement suisse, leur apporta des produits lactés. Le Consulat général d'Allemagne à Genève avait accordé le passage à travers les régions que les Autorités allemandes ne considéraient pas encore comme libérées, et le transport s'effectua sans incident, à l'aller comme au retour. Au fur et à mesure que la France était libérée, les demandes de secours affluèrent à Genève, car la destruction, au cours des combats, de quantité d'habitations, de routes et de voies ferrées, ainsi que la pénurie de moyens de transport, rendaient très difficile le ravitaillement de départements entiers.

Bien que le CICR eût pris depuis longtemps certaines dispositions en vue d'une aide de l'après-guerre, l'approche de la paix modifia les données du problème. Les organisations humanitaires, officielles ou privées, purent agir de nouveau librement, sans passer par un intermédiaire neutre, dont l'activité et le contrôle étaient avant tout fondés sur le principe de la réciprocité.

Cependant, la France n'était pas encore complètement libérée, puisque certains points de la côte de l'Atlantique restèrent occupés par les Allemands jusqu'à la fin des hostilités. C'est des actions de secours entreprises en faveur de ces territoires qu'il faut parler pour terminer.

### *Les « poches » de l'Atlantique.*

Lors de la libération de la France, en été 1944, les garnisons allemandes des ports de Dunkerque, de La Rochelle, de Royan, de Lorient et de Saint-Nazaire furent encerclées par les troupes alliées, et ces régions se trouvèrent ainsi séparées du reste du pays par des fronts continus. En automne, diverses trêves locales permirent de transférer une partie de leur population en France libérée. Toutefois, très nombreux furent ceux qui refusèrent de quitter le sol natal ; la guerre se prolongeant, leur situation devint de plus en plus difficile.

En janvier 1945, le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Berne pria le CICR, à la demande du commissaire de la République à Angers, d'examiner s'il lui était possible d'envoyer à Saint-Nazaire un délégué qui distribuerait à quelque 120.000 personnes habitant cette ville et ses environs, les secours que les Autorités françaises se proposaient de leur faire parvenir. D'autre part, les Autorités allemandes invitèrent le CICR à envoyer un représentant dans les « poches » de l'Atlantique, tout spécialement à La Rochelle, afin d'organiser le ravitaillement dans cette ville ainsi que dans les îles de Ré et d'Oléron.

Le CICR répondit favorablement à ces requêtes. Dès que l'accord des belligérants eut été obtenu, une délégation quitta Genève le 19 janvier, pour aller se rendre compte sur place de la situation. Se fondant sur les constatations qu'elle avait faites et sur la promesse donnée par les Autorités allemandes d'occupation de ne pas réquisitionner les secours, les Autorités militaires françaises et américaines laissèrent partir pour Saint-Nazaire un train transportant 600 tonnes de vivres et de médicaments, qui arriva à destination le 17 février. Il avait fallu, au préalable, conclure une trêve, et remettre en place

les rails qui avaient été enlevés par les belligérants sur le parcours du « no man's land ». Les Autorités locales françaises distribuèrent les secours sous la direction et le contrôle des délégués du CICR.

A la suite des rapports favorables fournis par ces délégués sur le résultat de leur mission, trois autres trains de secours apportèrent à Saint-Nazaire les marchandises suivantes :

le 15 mars :

- 60 tonnes de sucre,
- 10 » de beurre,
- 3,5 » de café,
- 345 » de farine,
- 1 wagon de secours offert par le « Secours national »,
- 1 wagon de secours offert par la gendarmerie maritime et des marins pompiers,
- 1000 litres d'essence,
- 100 litres d'huile destinée aux automobiles des médecins civils de la région;

le 10 avril :

- 350 tonnes de farine,
- 60 » de sucre,
- 30 » de conserves de viande,
- 20 » de légumes secs,
- 10 » de beurre,
- 100 » de pommes de terre,
- 1 » de Phoscao,
- 1 » de farine lactée,
- 5 » de secours divers, don de la Croix-Rouge française,
- 15 » de secours divers, don de l'Entr'aide française,
- 935 kilos de semences ;

le 21 avril :

- 350 tonnes de farine,
- 15 » de savon,
- 10 » de pommes de terre,

5 tonnes de beurre,  
10 » de pâtes alimentaires,  
2 » de conserves de viande,  
1000 litres d'essence pour les médecins civils,  
60 tonnes de semences de pommes de terre,  
1 lot de secours divers, don de l'Entr'aide française.

Ces envois furent distribués de la même manière que le premier. Les délégués du CICR traversèrent à maintes reprises les lignes de feu, afin de préparer ces actions de secours. En même temps, ils visitèrent les prisonniers de guerre alliés, qui furent partiellement échangés grâce à leurs démarches. D'autre part, ils signalèrent que les blessés et les malades de l'armée allemande à Saint-Nazaire avaient besoin de médicaments et de matériel sanitaire. Ayant obtenu des Autorités françaises qu'un envoi en faveur des lazarets ennemis fût acheminé à travers la France, le CICR en informa les Autorités allemandes, et leur fit savoir qu'il achèterait des médicaments et du matériel sanitaire dès que les fonds nécessaires lui auraient été remis. La rupture des communications entre Berlin et le Consulat allemand de Genève empêcha la réponse des Autorités allemandes d'arriver avant la capitulation du Reich. L'action projetée n'eut donc pas lieu.

Le CICR songea aussi à affréter un bateau neutre muni du signe de la Croix-Rouge, pour ravitailler la zone de La Rochelle, ainsi que les îles de Ré et d'Oléron. Ce projet obtint l'agrément des belligérants. Mais, pendant les négociations, une trêve locale avait déjà permis d'envoyer des secours par terre. Ceux-ci furent distribués avec l'aide des représentants de la Croix-Rouge suédoise, qui collaborèrent aussi au ravitaillement de Royan.

Dunkerque ayant été presque entièrement évacuée, les Autorités militaires alliées refusèrent d'y laisser entrer des secours destinés au petit nombre d'habitants qui n'avaient pas voulu quitter la ville. Le délégué spécial du CICR se borna donc à visiter les camps de prisonniers de guerre alliés et à leur distribuer des secours. Il fit également une visite aux civils français restés sur place et confinés dans un quartier épargné de la ville. Cette mission fut particulièrement risquée,

car, pour atteindre les avant-postes allemands, le délégué du CICR dut franchir le « no man's land » où se trouvait un champ de mines. Les trois tonnes de secours destinées aux prisonniers de guerre alliés leur parvinrent par la même voie, avec l'aide de 200 soldats allemands qui les portèrent sur leurs épaules à travers le champ de mines.

Environ 9000 habitants étaient restés à Lorient. Selon les rapports reçus, leur situation alimentaire était alarmante, car la garnison allemande de cette ville était isolée depuis le mois d'août 1944, et, à partir de là, il n'y avait plus eu aucune distribution de pain, de pommes de terre et de sucre. Ayant réussi à traverser les lignes de feu, le délégué du CICR prit note des besoins de la population et des voies d'accès encore praticables. En possession de ces renseignements, les Alliés acceptèrent que le ravitaillement fût assuré au moyen d'un bateau fourni par les Autorités allemandes d'occupation de Lorient. Ce bateau fut muni des insignes du CICR et reçut un équipage français. Le commandant de la garnison allemande fit savoir que les militaires allemands qui se rendraient coupables de pillage des secours seraient passés par les armes, et il donna la garantie que la distribution des vivres et des médicaments se ferait sous la direction du délégué du CICR. Tous les médecins civils de la région de Lorient ayant été évacués, le CICR envoya sur les lieux un médecin suisse chargé d'élaborer un plan de distribution des secours et d'apporter une aide médicale à la population.

Muni d'un sauf-conduit, le « Carentan » quitta Vannes le 14 avril 1945 et arriva le lendemain à Port-Louis, dans le secteur sud de la poche de Lorient, où la moitié des secours fut déchargée. Le 16 avril, il se rendit dans le secteur nord pour y débarquer l'autre moitié de sa cargaison. Grâce aux démarches faites par les délégués du CICR, le tir d'artillerie des Alliés, qui avait mis en danger le bateau lors du débarquement dans le secteur sud, fut interrompu jusqu'à son retour à Vannes.

Ce premier envoi comprenait :

47,5 tonnes de farine,  
9 tonnes de sucre,

- 70 tonnes de pommes de terre,
- 3000 boîtes d'allumettes,
- 2920 paires de souliers et de savates,
- 8 caisses de médicaments, don de la Croix-Rouge française.

Le « Carentan » effectua un second voyage, le 8 mai, jour de la capitulation de la garnison allemande. A la demande des Autorités militaires américaines et françaises, le délégué fut chargé, cette fois encore, de la distribution des secours, à savoir :

- 25 tonnes de farine,
- 5 tonnes de sel,
- 50 tonnes de pommes de terre,
- 4,5 tonnes de conserves de viande,
- 750 kilos de savon,
- 26 ballots de vêtements, don de la Croix-Rouge française,
- 1 lot de médicaments et d'instruments chirurgicaux, don de la Croix-Rouge française,
- 1 lot de secours divers (lait condensé, farine lactée, etc.), don de l'Entr'aide française.

La manière dont cette mission fut accomplie par les délégués du CICR valut à celui-ci les vives félicitations des Autorités militaires américaines. De son côté, le préfet du Département de la Loire-Inférieure lui exprima sa reconnaissance au nom de la population de Saint-Nazaire.

## § 8. GRANDE-BRETAGNE (ILES DE LA MANCHE)

En juin 1940, les troupes allemandes occupèrent les Iles britanniques de la Manche : Guernesey, Jersey, Sark et Alderney. Les conditions de vie dans ces îles, situées à l'ouest des côtes de Normandie, étaient, avant la guerre, analogues à celles des diverses communautés rurales du Royaume-Uni. En 1942, la population était tombée de 96.000 à 65.000 personnes environ,



de nombreux habitants ayant été transférés dans les camps d'internés civils en Allemagne. Quant à l'île d'Alderney, elle fut complètement évacuée.

A la suite d'une intervention du « Home Office » britannique, le CICR se préoccupa, dès le mois d'août 1940, de la situation alimentaire de la population de ces îles. Selon diverses informations, les rations y étaient les mêmes qu'en France occupée.

Après avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement allemand et grâce à un don de 25.000 fr. de la Croix-Rouge suisse, le CICR expédia 261 caisses de vivres et de produits pharmaceutiques dans les îles de la Manche. Le 29 mars 1941, le baillif de l'île de Jersey accusa réception de l'envoi, en garantissant qu'il serait distribué aux blessés, aux enfants malades et aux bébés, et qu'une quantité adéquate de vivres avait été cédée au « Controlling Committee » de l'île de Guernesey, qui en accusa réception le 31 mars 1941.

Dans un mémorandum du 10 avril 1941, la Croix-Rouge britannique fit connaître au CICR les besoins de la population en produits pharmaceutiques. Le CICR eut alors de nombreux entretiens avec les Autorités suisses pour obtenir leur consentement à l'exportation des médicaments indiqués sur une liste jointe au mémorandum. Cette exportation n'étant possible que si le Gouvernement britannique autorisait en compensation l'importation en Suisse de produits anglais, le CICR chargea sa délégation à Londres de faire une démarche dans ce sens. La compensation fut admise en principe le 17 juillet, par le « Ministry of Economic Warfare », et ses détails furent réglés lors de la mission d'un membre du CICR à Londres au début de 1942. Toutefois, vu les difficultés du projet initial, la Croix-Rouge britannique décida de mettre à la disposition du CICR une certaine quantité de médicaments et des fonds pour l'achat d'autres produits en Suisse.

Entre temps, le solde du don de la Croix-Rouge suisse, qui datait de 1940, permit d'acheter 82 kg. de vitamines que le CICR expédia le 6 octobre 1941, avec l'agrément des Autorités allemandes et suisses.

Ce n'est que le 22 avril 1942 que le CICR put faire un premier envoi de marchandises offertes par la Croix-Rouge britannique ;

il s'agissait de 6 balles et d'une caisse contenant du matériel de pansement.

Un second envoi eut lieu le 9 septembre, à l'adresse de la « Feldkommandantur » de Granville (Département de la Manche). Il comportait 33 caisses de médicaments et 15 flacons de 800 unités internationales d'insuline, qui parvinrent aux Iles de la Manche le 13 novembre 1942.

L'insuline étant très demandée, la Croix-Rouge britannique en envoya 12.000 unités internationales au CICR en avril 1942. Celui-ci réussit, après maintes difficultés, à les faire parvenir à l'officier de santé de l'île de Jersey, qui accusa réception de l'envoi le 13 novembre.

Le 19 novembre 1942, cet officier adressa au CICR, par la voie de la Croix-Rouge allemande, deux listes concernant les besoins médicaux des îles de Jersey et de Guernesey. Ces listes furent communiquées à la Croix-Rouge britannique le 8 décembre 1942. Ultérieurement, l'officier de santé présenta plusieurs autres demandes, particulièrement pour de l'insuline et du coton hydrophile. Toutefois, quoique la Croix-Rouge allemande soulignât elle-même le bien-fondé de ces appels, la Croix-Rouge britannique ne voulut pas leur donner suite avant d'avoir reçu l'accusé de réception relatif aux 33 caisses de médicaments expédiées de Genève au début de septembre 1942.

L'arrivée de ces caisses fut enfin annoncée, le 5 mars 1943, par la Croix-Rouge allemande, qui, le 10 mai, transmit au CICR les accusés de réception. L'envoi comprenait :

- 3 caisses de sérums divers,
- 4 caisses de stupéfiants,
- 20 caisses d'éther,
- 1 caisse de sulfamidés,
- 1 caisse de fils stérilisés,
- 1 caisse de sédormid,
- 2 caisses de sucre de raisin en poudre pour infusions,
- 1 caisse de 300 U.I. d'insuline,

soit : 33 caisses d'une valeur totale de fr. s. 20.255,30.

Dès la réception des deux attestations, la Croix-Rouge britannique prépara un nouveau lot de secours qui partit de

Londres le 7 août 1943, pour arriver en transit à Genève. Il fut réexpédié en trois tranches, les 5, 10 et 12 novembre, à la « Feldkommandantur de Granville ». Celle-ci se chargea de les transmettre aux Iles de la Manche, où ils parvinrent encore avant Noël 1943. En mars 1944, le CICR recevait les accusés de réception des autorités locales pour :

|                                           |                                                     |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| 15 caisses d'instruments chirurgicaux     | } destinées aux<br>malades de l'île<br>de Jersey    |
| 1 caisse d'articles médicaux . . . . .    |                                                     |
| 10 caisses de désinfectants . . . . .     |                                                     |
| 8 caisses de médicaments . . . . .        |                                                     |
| et                                        |                                                     |
| 8 caisses d'instruments médicaux. . . . . | } destinées aux<br>malades de l'île<br>de Guernesey |
| 3 caisses de désinfectants . . . . .      |                                                     |
| 1 caisse d'articles médicaux . . . . .    |                                                     |
| 19 caisses de médicaments . . . . .       |                                                     |

La Croix-Rouge britannique envoyait régulièrement des colis de vêtements aux ressortissants des Iles de la Manche internés en Allemagne. Ces derniers, avertis par les insulaires de la situation précaire de l'archipel, firent parvenir à leur famille quelques paquets dont le contenu avait été prélevé sur leur colis. Malheureusement, cette pratique enfreignait les règles du blocus. Aussi la Croix-Rouge britannique pria-t-elle le CICR de suspendre tout envoi de vêtements à ces internés, jusqu'à ce que l'assurance lui fût donnée que de tels faits ne se reproduiraient plus. Les internés, informés de la démarche britannique, demandèrent alors le rapatriement de leur famille en Grande-Bretagne ou, tout au moins, la permission de leur envoyer pour Noël de petits paquets contenant des cigarettes, du chocolat, du savon, des fruits secs, etc., qu'ils prélèveraient sur leurs colis hebdomadaires. Le CICR fit part de cette requête à la Croix-Rouge britannique, qui donna son approbation le 19 novembre 1943. Cependant, tout envoi de vêtements et de souliers était interdit, et la Croix-Rouge britannique exigeait la quittance d'un fonctionnaire des îles, ainsi qu'un « rapport final » établi par les chefs des camps. Les paquets parvinrent aux Iles de la Manche peu après Noël; le 7 mars 1944, la Croix-Rouge britannique en reçut les attestations officielles.

Entre temps, l'abatage d'un grand nombre de bestiaux avait causé une pénurie de lait. En septembre 1943, le « Control-ling Committee » de Guernesey fit appel au CICR et, à la demande de celui-ci, la Croix-Rouge suisse consentit, le 2 décembre 1943, à favoriser l'envoi de secours destinés uniquement aux enfants. Elle mit à la disposition du CICR un montant de 53.000 fr. s. et proposa d'expédier :

30 tonnes de pommes de terre,  
2.750 boîtes de produits vitaminés,  
10.000 kg. de lait en poudre.

Cette composition fut toutefois modifiée à la suite d'une intervention des Autorités militaires allemandes, qui affirmaient que le ravitaillement en pommes de terre était assuré par la production indigène <sup>1</sup>.

Le 14 novembre 1944, la Commission mixte avisa la Croix-Rouge britannique qu'elle détenait toujours, dans un dépôt à Genève, un solde des produits pharmaceutiques et médicaux reçus de Londres dans le courant de l'année, pour réexpédition aux Iles de la Manche. Mais cet envoi ne put avoir lieu, car, dès le 6 juin 1944, le débarquement allié en Normandie avait coupé toute communication avec les Iles de la Manche, que les Allemands continuaient à occuper.

En automne 1944, une mauvaise récolte aggrava encore la situation alimentaire. Les internés civils en Allemagne, originaires des îles, prièrent de nouveau le CICR de se mettre en rapport avec les Autorités britanniques, afin d'entreprendre avant l'hiver une vaste action de secours par l'intermédiaire du CICR.

Le 18 octobre 1944, le consul général d'Allemagne prit également contact avec le CICR et lui exposa qu'en raison de l'invasion de la France par les forces expéditionnaires alliées les Iles de la Manche étaient, depuis plusieurs mois, privées de toute possibilité de ravitaillement. Les rations de vivres avaient subi des réductions draconiennes ; les médicaments et le savon manquaient presque totalement. Le consul fit savoir aussi que cette situation avait incité les Autorités militaires

---

<sup>1</sup> Pour les détails, voir le Rapport de la Commission mixte.

allemandes des îles à suggérer — par communication directe — aux Autorités militaires britanniques, l'évacuation en Angleterre des habitants, principalement des femmes, enfants, vieillards et malades ; mais les Autorités britanniques avaient refusé. Le consul priait donc le CICR de venir en aide à cette population. Il assura qu'un délégué du CICR était, d'ores et déjà, autorisé à constater la situation tragique des îles et qu'il pourrait y distribuer les secours éventuels.

Ce qui montre l'intérêt très vif que les Autorités allemandes portaient à la réalisation de ce projet, c'est qu'elles posaient son acceptation par les Alliés comme une condition *sine qua non* de leur propre consentement à l'action de secours du CICR en faveur de la Hollande occupée <sup>1</sup>.

Le CICR communiqua aussitôt la proposition allemande aux Autorités britanniques, les priant instamment de considérer à nouveau la possibilité de faire une exception aux prescriptions du blocus — cette fois en faveur de leurs propres ressortissants — et de permettre, dans ce cas spécial, un envoi important de secours en faveur des ressortissants britanniques des Îles de la Manche, où la réserve de pain serait épuisée dès le milieu de décembre 1944, et où le savon, le charbon, ainsi qu'un grand nombre de médicaments, faisaient complètement défaut.

Le 8 novembre 1944, la délégation du CICR à Londres informa le « Channel Islands Committee » de l'action de secours prévue ; elle lui proposa de mettre une cargaison de secours à la disposition du CICR.

Le 9 novembre, le Consulat britannique à Genève fit savoir au CICR que le Gouvernement de Londres n'autorisait l'envoi de secours aux Îles de la Manche qu'aux conditions suivantes :

1) que le Gouvernement allemand reconnût explicitement ses responsabilités pour continuer à fournir des rations alimentaires de base à la population des îles ;

2) que toutes les facilités nécessaires fussent accordées aux délégués du CICR quant au contrôle des distributions.

---

<sup>1</sup> Voir page 532.

Les Autorités britanniques insistaient particulièrement sur le fait que ces secours alimentaires devaient être considérés comme un supplément et qu'ils seraient envoyés sous forme de colis pour prisonniers de guerre. Elles acceptaient aussi d'expédier des médicaments afin de créer des dépôts à Jersey, à Guernesey, et éventuellement à Sark. Toutefois, elles estimaient que cette importante action nécessiterait la présence d'au moins deux ou trois délégués du CICR dans les îles.

Les Autorités allemandes furent immédiatement informées de ces conditions. Entre temps, on prévint l'utilisation du « SS Véga » qui, jusqu'alors, transportait des colis pour prisonniers de guerre sous le signe du CICR, entre Lisbonne et Marseille.

Le 21 novembre, les Autorités allemandes acceptèrent en principe les conditions posées par le Gouvernement britannique ; elles ne confirmèrent toutefois pas la déclaration du consul d'Allemagne relative à la présence des délégués du CICR dans les îles <sup>1</sup>.

Le CICR dut encore négocier au sujet de plusieurs détails pratiques concernant le sauf-conduit, l'itinéraire et le port de destination du bateau. Les belligérants se mirent rapidement d'accord là-dessus. Le port d'arrivée serait Saint-Pierre de Guernesey, et la navigation dans la Manche se ferait sous la conduite d'un pilote allemand. Pendant ces pourparlers, une cargaison de 150.000 paquets de vivres, de 10.000 paquets de médicaments et de 4 tonnes de savon fut prélevée sur les stocks de la Croix-Rouge britannique et préparée pour le chargement.

Une première difficulté surgit lors de la désignation par le CICR des deux délégués chargés de surveiller la distribution des secours. Pour gagner du temps, ces délégués avaient quitté Genève pour Lisbonne, avant que les Gouvernements intéressés eussent donné leur assentiment. Les Autorités allemandes firent cependant des objections au sujet de l'un des deux délégués, qui put être remplacé au dernier moment par le chef de la délégation du CICR à Lisbonne.

---

<sup>1</sup> D'ailleurs, le CICR put constater par la suite que les Autorités allemandes des îles ne firent aucune objection au débarquement, tant à Guernesey qu'à Jersey, de ses délégués, et que ceux-ci avaient toute liberté de s'entretenir avec les Autorités civiles.

Le « SS Véga » quitta enfin Lisbonne le 22 décembre 1944. La Croix-Rouge britannique demanda que les délégués du CICR s'informassent du nombre exact d'habitants, de leurs conditions de vie, des besoins en vivres, en vêtements et en produits pharmaceutiques et médicaux. Une attention spéciale devait être accordée aux malades, que les Autorités britanniques consentaient à recevoir dans les hôpitaux en Grande-Bretagne, au cas où les Autorités allemandes ne pourraient pas les soigner convenablement.

Le 27 décembre, le « SS Véga » arrivait à St. Peterport à Guernesey, avec la cargaison suivante :

|                                                            |   |           |                                                            |
|------------------------------------------------------------|---|-----------|------------------------------------------------------------|
| 24 caisses de tabac et cigarettes                          | = | 1.328 kg. | } don<br>de la<br>Croix-<br>Rouge<br>bri-<br>tanni-<br>que |
| 119.792 paquets de vivres . . . . .                        | = | 669.697 » |                                                            |
| 120 caisses de savon . . . . .                             | = | 4.137 »   |                                                            |
| 82 caisses de produits médicaux                            | = | 2.159 »   |                                                            |
| 4.200 paquets diététiques . . . . .                        | = | 21.000 »  |                                                            |
| 65 sacs de sel . . . . .                                   | = | 5.265 »   |                                                            |
| 6 caisses de vêtements pour<br>enfants (don Lady Campbell) | = | 300 »     |                                                            |

Le bateau amenait également pour la population des îles un sac de correspondance contenant 1.133 lettres et cartes de prisonniers de guerre et internés civils en Allemagne.

Le déchargement de la cargaison se fit en deux fois, et proportionnellement au nombre des habitants, à savoir, selon les statistiques officielles :

22.800 personnes à Guernesey (y compris Sark) ;  
39.500 personnes à Jersey.

Le premier déchargement eut lieu à St. Peterport (Guernesey) le 30 décembre 1944, et le second à St. Hélier (Jersey), le 3 janvier 1945. Les délégués du CICR surveillèrent la distribution et le stockage des marchandises, en collaboration avec les représentants de l'armée allemande, des Autorités civiles des îles et de la Croix-Rouge britannique locale. On distribua immédiatement un colis de vivres par personne ; le reste — il était arrivé 119.792 colis pour 62.300 habitants — fut mis en réserve.

Le bateau quitta St. Peterport le 4 janvier 1945, et arriva à Lisbonne le 9. Le représentant de la Croix-Rouge britannique dans cette ville reçut, le même jour, les listes des marchandises distribuées à la population des deux îles ; les signatures des baillifs de Guernesey et de Jersey y étaient apposées.

Avant de quitter ces îles, les délégués du CICR avaient télégraphié à Genève pour annoncer l'envoi d'un second bateau aux Îles de la Manche, mais avec une cargaison différente. En effet, il fallait absolument remédier au manque de farine et de levure pour la préparation du pain, de savon, de vêtements, de sous-vêtements et de cuir pour la fabrication des chaussures.

Les enquêtes faites par les délégués du CICR conclurent, en outre, à la nécessité d'envoyer aux Îles de la Manche, à une date ultérieure, du charbon et de l'huile Diesel. afin d'assurer la marche des usines électriques et des usines à gaz.

L'envoi de combustible devenant urgent, les Autorités britanniques suggérèrent que la « Fondation pour l'organisation de transports de la Croix-Rouge », affrêtât un navire neutre capable de transporter 1.500 tonnes de charbon à chaque voyage. Le CICR exprima le désir que ce bateau fût affrété, comme le « Véga », par la Croix-Rouge britannique ; le Gouvernement de Londres y consentit, et proposa de recourir à un bateau suédois se trouvant dans la Baltique, le « Sirius ». Les Autorités allemandes acceptèrent de mettre en service un charbonnier pour les Îles de la Manche, mais refusèrent de laisser le « Sirius » sortir de la Baltique. Afin de les engager à admettre leur proposition, les Autorités britanniques déclarèrent que le « Sirius » pourrait transporter, de Goeteborg à Lisbonne, du courrier pour les prisonniers allemands. Dès lors, les négociations eurent lieu par l'intermédiaire de la Puissance protectrice. Les Allemands acceptèrent alors la mise en service du « Sirius », et admirèrent que le ravitaillement en charbon des Îles de la Manche se fît, non pas de Lisbonne, mais directement d'Angleterre. Mais ils exigèrent que le « Sirius » fût affrété par la « Fondation », et non par la Croix-Rouge britannique. En somme, on en revenait, après deux mois de pourparlers, à la proposition initiale de Londres.



Le 25 avril 1945, le CICR envoya au Gouvernement allemand la demande d'agrément pour l'itinéraire du « Sirius ». Dartmouth, sur la côte méridionale de l'Angleterre, fut choisi comme port de chargement. Mais la guerre allait prendre fin, et l'emploi de ce bateau, sous le signe du CICR, devenait inutile. Le projet fut donc abandonné.

Dans un télégramme du 13 janvier 1945, le chef de la délégation du CICR à Lisbonne souleva la question posée par les Autorités britanniques lors du premier voyage du « SS Vége », celle de l'évacuation en Grande-Bretagne des grands malades des Iles de la Manche. Le représentant du CICR annonça également que ce projet avait l'agrément des Autorités locales et des Autorités militaires allemandes. Ces dernières posaient toutefois comme condition le droit de désigner elles-mêmes les personnes à évacuer. Les difficultés rencontrées pour établir le principe des échanges, ainsi que pour le choix du bateau, empêchèrent la réalisation rapide de ce projet, et la fin des hostilités vint mettre un terme aux négociations.

Les délégués du CICR avaient appris, lors de leur premier séjour aux îles, que 141 prisonniers de guerre alliés y étaient détenus. Au retour du « SS Vége » à Guernesey, ces prisonniers reçurent des colis de secours prélevés sur la cargaison du bateau.

La Croix-Rouge britannique avait proposé, pour hâter l'envoi de secours, que le prochain voyage se fît directement de Grande-Bretagne à Jersey et Guernesey. Mais les Autorités allemandes s'y opposèrent catégoriquement. Les transports continuèrent donc à se faire à partir de Lisbonne, et le « SS Vége » se rendit à quatre reprises du Portugal à St. Hélier et St. Peterport, accompagné chaque fois d'un représentant du CICR. Toutes les distributions furent effectuées conformément au plan établi pour le premier envoi. Les accusés de réception des bailiffs furent transmis régulièrement aux représentants de la Croix-Rouge britannique à Lisbonne, en même temps que les nouvelles demandes de secours présentées aux délégués du CICR. C'est seulement lors du troisième voyage qu'une cargaison de farine put être ajoutée aux secours transportés par le « SS Vége ».

Voici les détails concernant ces quatre nouveaux voyages :

*Deuxième voyage :*

| Cargaison :                                                                 | Kg.       |                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------|---------------------------------------------------------------------|
| 134.656 paquets de vivres . . .                                             | = 749.691 | } Dons des<br>Croix-<br>Rouges<br>britannique<br>et cana-<br>dienne |
| 102 caisses de tabac . . . .                                                | = 5.645   |                                                                     |
| 1.099 caisses de médicaments                                                | = 44.905  |                                                                     |
| 6 caisses de semelles. . .                                                  | = 220     |                                                                     |
| 150 sacs de sel . . . . .                                                   | = 12.100  |                                                                     |
| 10 tonneaux d'huile Diesel<br>destinés à l'usine élec-<br>trique de Jersey. |           |                                                                     |

A cet envoi étaient joints :

- 126 colis de vivres réservés à 21 prisonniers de guerre américains, don de la Croix-Rouge américaine ;
- 360 colis de vivres destinés à 120 prisonniers de guerre français, don de la Croix-Rouge américaine ;
- 12 colis de vêtements destinés à 120 prisonniers de guerre français, don de la Croix-Rouge argentine.

*Horaire :*

Départ de Lisbonne le 1<sup>er</sup> février.  
Arrivée à St. Peterport le 6 février.  
Départ de St. Hélier le 16 février.  
Arrivée à Lisbonne le 21 février.

*Troisième voyage :*

| Cargaison :                                           | Kg.       |                                                               |
|-------------------------------------------------------|-----------|---------------------------------------------------------------|
| 72.704 paquets de vivres . . .                        | = 408.333 | } Dons des<br>Croix-Rouges<br>britannique<br>et<br>canadienne |
| 328 caisses de médicaments<br>et instruments médicaux | = 9.973   |                                                               |
| 150 sacs de sel . . . . .                             | = 12.150  |                                                               |
| 8.000 sacs de farine . . . . .                        | = 511.652 |                                                               |
| 37 caisses de levure . . . .                          | = 1.371   |                                                               |
| 200 caisses de savon . . . .                          | = 5.306   |                                                               |

|                                                                                                                             | Kg.   |                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------------|
| 21 fûts d'huile Diesel . . . =                                                                                              | 6.349 | } Don de la<br>Compagnie<br>Shell |
| 7 fûts d'essence . . . . . =                                                                                                | 1.179 |                                   |
| 8 tonnes de charbon (pour assurer la<br>marche de la locomotive affectée au<br>service du transport des marchan-<br>dises). |       |                                   |

Horaire :

Départ de Lisbonne le 28 février.  
Arrivée à St. Peterport le 5 mars.  
Départ de St. Hélier le 11 mars.  
Arrivée à Lisbonne le 15 mars.

*Quatrième voyage :*

| Cargaison :                                            | Kg.     |                                            |
|--------------------------------------------------------|---------|--------------------------------------------|
| 45.880 paquets de vivres. . . . =                      | 259.957 | } Don de la Croix-<br>Rouge canad.         |
| 2.031 caisses de produits<br>pharmaceutiques . . . . = | 47.362  |                                            |
| 8.038 sacs de farine et de<br>levure . . . . . =       | 518.156 | } Don du Gouver-<br>nement brit.           |
| 360 sacs de sucre . . . . . =                          | 18.981  |                                            |
| 150 sacs de sel . . . . . =                            | 12.150  | } Don de la Croix-<br>Rouge brit.          |
| 157 sacs de semences . . . . =                         | 8.119   |                                            |
| 963 ballots de vêtements<br>et chaussures . . . . . =  | 42.993  | } Don de la Croix-<br>Rouge améric.        |
| 380 caisses de savon. . . . . =                        | 11.022  |                                            |
| 167 caisses de bougies . . . . =                       | 5.788   | } Don de la Croix-<br>Rouge<br>britannique |
| allumettes, pièces de<br>rechange, etc. . . . . =      | 3.906   |                                            |

Kg.

|                                           |   |       |                                   |
|-------------------------------------------|---|-------|-----------------------------------|
| 1 fût de vin pour les<br>cultes . . . . . | = | 150   | } Don de la Croix-<br>Rouge brit. |
| 13 fûts de kérosène. . . . .              | = | 2.225 |                                   |

et, en plus,

- 280 caisses de vivres pour les prisonniers de guerre français,  
don de la Croix-Rouge américaine.
- 480 caisses de vivres pour les prisonniers de guerre américains,  
don de la Croix-Rouge américaine.
- 12 caisses de vivres pour les prisonniers de guerre britanniques,  
don de la Croix-Rouge canadienne.

Horaire :

- Départ de Lisbonne le 31 mars.
- Arrivée à St. Peterport le 5 avril.
- Départ de St. Hélier le 15 avril.
- Arrivée à Lisbonne le 19 avril.

On remarquera que la dérogation aux règles du blocus, consentie par les Autorités alliées le 9 novembre 1944, fut encore étendue lors de cette quatrième action de secours, puisqu'une quantité considérable de vêtements put être ajoutée aux envois de vivres.

### *Cinquième voyage :*

Cargaison :

Kg.

|                                                       |   |         |                                    |
|-------------------------------------------------------|---|---------|------------------------------------|
| 62.000 paquets de vivres . . .                        | = | 350.571 | } Don de la Croix-<br>Rouge canad. |
| 1.269 caisses de vêtements et<br>chaussures . . . . . | = | 49.707  |                                    |
| 360 sacs de sucre . . . . .                           | = | 18.981  | } Don du Gouver-<br>nement brit.   |
| 9.308 sacs de farine et levure .                      | = | 502.056 |                                    |
| 150 sacs de sel . . . . .                             | = | 12.150  | } Don de la Croix-<br>Rouge brit.  |

|                                  |       |                               |
|----------------------------------|-------|-------------------------------|
|                                  | Kg.   |                               |
| 8 caisses de médicaments . . . = | 292   | } Don de la Croix-Rouge brit. |
| 100 caisses de savon . . . . =   | 3.175 |                               |
| 14 fûts de kérosène . . . . =    | 2.366 | } Don du Gouvernement brit.   |
|                                  |       |                               |

et une caisse de cigarettes pour les prisonniers britanniques, don de la Croix-Rouge canadienne.

Horaire :

Départ de Lisbonne le 28 avril.  
 Arrivée à St. Peterport le 3 mai.  
 Départ de St. Hélier le 11 mai.  
 Arrivée à Lisbonne le 15 mai.

Cette cargaison également fut déchargée en deux fois, la première à St. Peterport et la seconde à St. Hélier le 8 mai 1945, jour de la capitulation de la garnison allemande. Le commandant allemand avisa les délégués du CICR de la fin des hostilités ; il se rendit à bord du « Véga » accompagné du baillif de Jersey, et remit ses pouvoirs, en ce qui concernait le débarquement, au représentant de la Croix-Rouge britannique locale. Une foule nombreuse envahit alors le navire. Les délégués du CICR durent, pendant des heures, serrer des mains, satisfaire les exigences des amateurs d'autographes, et même se laisser porter en triomphe. Ils apprirent également que de nombreux enfants nés au cours des derniers mois portaient le nom de « Véga » <sup>1</sup>.

## § 9. GRÈCE

Dès le début des hostilités contre la Grèce, le CICR déploya dans ce pays son activité traditionnelle, fondée sur les principes de la Convention de Genève de 1929, en faveur des prisonniers

<sup>1</sup> Une fois encore, le « Véga » quitta Lisbonne, le 31 mai 1945, à destination des Iles de la Manche, mais cette fois sous l'entière responsabilité du Gouvernement britannique ; il avait à bord le représentant de la Croix-Rouge britannique à Lisbonne, et transportait le solde des marchandises stockées à Lisbonne à l'intention des insulaires.

de guerre et, par extension, des internés civils. Sous l'occupation, il vint en aide aux invalides, malades et tuberculeux de l'armée grecque, et se préoccupa, dans toute la mesure où la non-existence d'une convention à leur sujet le lui permit, du sort des Grecs internés dans des camps de concentration, ainsi que de celui de 55.000 Israélites de Salonique, qui furent transférés hors de Grèce en mai 1943.

Mais il est une autre activité à laquelle le CICR voua les plus grands efforts et qui revêtit une importance toute particulière : l'aide à la population civile.

La Grèce qui, en temps normal, importait plus d'un tiers des denrées alimentaires nécessaires à la consommation nationale, n'avait plus de communication avec l'extérieur. En outre, la production indigène se trouvait considérablement réduite du fait de la guerre. L'occupation de tout le pays, à la fin d'avril 1941, rendit vite critique la situation alimentaire, d'autant plus que les régions annexées par les Bulgares (Thrace occidentale et Macédoine orientale) fournissaient plus de 25% de la production agricole totale du pays. Il importait donc d'intervenir sans retard pour éviter une catastrophe. Il fallait parer au plus pressé en envoyant immédiatement tous les vivres qui pourraient être recueillis, et, en même temps, mettre sur pied une vaste action de secours capable d'apporter une aide permanente et importante à toute une population. C'est ainsi que le CICR, fidèle à ses traditions de service humanitaire, fut amené pour la première fois à venir en aide sur une grande échelle à une population civile.

\* \* \*

Le 30 mai 1941, le CICR recevait de son délégué à Athènes un télégramme lui demandant instamment de secourir la population civile grecque, et en particulier d'envoyer d'urgence du lait pour les femmes et les enfants. En même temps parvenait à Genève un appel pressant de la Croix-Rouge hellénique. Dès le 13 juin, le CICR répondait qu'il avait entrepris des démarches et préparait des envois.

Une première possibilité d'apporter une aide, très limitée il est vrai, à la population grecque se présenta dans les circons-

tances suivantes. La délégation du CICR en Afrique italienne avait signalé à Genève que les femmes, les enfants et les malades civils de l'Erythrée avaient le plus grand besoin de lait condensé et d'autres denrées, et la Croix-Rouge italienne avait mis un montant considérable à la disposition du CICR en vue de les secourir. Celui-ci s'efforça, mais sans succès, d'acheter les marchandises nécessaires en Egypte et en Australie. Il apprit alors qu'un envoi de 100 tonnes de lait de la Croix-Rouge américaine à la population grecque était resté en souffrance en Egypte, d'où il ne pouvait être acheminé vers la Grèce du fait d'insurmontables difficultés de transport. Le CICR proposa que ces secours fussent distribués à la population civile italienne d'Erythrée, et que la Croix-Rouge italienne en remit l'équivalent à la population grecque. Une mission du CICR se rendit à Rome pour négocier à ce sujet, et les Autorités italiennes et allemandes acceptèrent ses propositions. La population grecque put ainsi recevoir assez rapidement 63 tonnes de lait en poudre et quelques dizaines de tonnes de denrées alimentaires. Les premiers wagons arrivèrent à Athènes à la fin de juillet 1941.

Le CICR, dans le même temps, avait entrepris des démarches à Londres et à Washington afin d'obtenir des navicerts, en particulier pour des envois de lait.

La Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale avait, de son côté, entrepris, sur l'initiative de son président, M. Carl-J. Burckhardt, membre du CICR, de nombreuses démarches auprès des diverses Croix-Rouges nationales pour recueillir les fonds nécessaires à l'achat de vivres. Son premier envoi quitta la Suisse en novembre 1941<sup>1</sup>.

D'autre part, une action de secours s'organisait en Turquie, où le Croissant-Rouge turc fut à même d'acheter des quantités considérables de vivres pour le compte de la « Greek War Relief Association ». Dès son arrivée à Ankara, en juillet 1941, le délégué du CICR participa activement à la préparation de ces envois. Le CICR accepta de se charger de la distribution des secours. Il s'était, en outre, efforcé dès le début de résoudre

---

<sup>1</sup> On trouvera à la fin de cet exposé quelques indications sur l'aide apportée à la population grecque par la Commission mixte. Pour le détail, voir le Rapport final de cet organisme.

la question du transport par mer. A la suite de ses démarches et de celles du Gouvernement turc, les Autorités de l'Axe consentirent qu'un navire, en l'occurrence le « Kurtulus », transportât les secours d'Istanbul au Pirée. A vrai dire, le chargement de ce navire était primitivement destiné aux prisonniers britanniques en Grèce. Toutefois, comme ces prisonniers étaient peu nombreux, le CICR obtint des Autorités de l'Axe que le « Kurtulus » embarquât également des marchandises à l'intention de la population civile grecque. Un mois plus tard, les Autorités du blocus permettaient le transfert de 50.000 tonnes de vivres dans la zone soumise au blocus. Il faut mentionner que les Autorités d'occupation mirent alors comme condition formelle aux distributions de secours à la Grèce qu'elles fussent faites sous la responsabilité du CICR.

Le « Kurtulus », qui fit naufrage avec sa cargaison dans la mer de Marmara, au mois de janvier 1942, lors de son sixième voyage, puis un autre navire turc, le « Dumlupinar », qui le remplaça et qui effectua des voyages jusqu'au mois d'août également sous le signe du Croissant-Rouge turc, apportèrent au total 19.000 tonnes environ de denrées alimentaires diverses, sur les 50.000 qui avaient été prévues. Ces cargaisons ne comportaient toutefois ni blé ni farine.

Une action d'une envergure considérable et des distributions régulières de vivres étaient ainsi rendues possibles.

En octobre 1941, à l'annonce des premiers envois de Turquie, le CICR fut amené à résoudre le difficile problème que posaient la réception et la distribution des secours. Après avoir obtenu les autorisations nécessaires des Autorités de l'Axe, sa délégation à Athènes créa un comité de surveillance, nommé par la suite Comité de Haute Direction, chargé de fixer les principes de cette activité et de la diriger. Présidé par le délégué du CICR, il se composait en outre du président de la Croix-Rouge hellénique et des représentants des Croix-Rouges allemande et italienne. Pour les questions pratiques relatives à la réception et à la distribution des vivres, la délégation du CICR mit sur pied un organisme d'exécution, la « Commission de gestion des envois de vivres du CICR », fonctionnant sous sa responsabilité. Présidée par un membre de la délégation du CICR,



elle comprenait en outre 7 personnalités grecques. Il appartenait au Comité de Haute Direction d'assurer la liaison avec les Autorités d'occupation et avec les Autorités grecques, et de faire le nécessaire pour que la Commission de gestion pût déployer son activité de la façon la plus efficace <sup>1</sup>.

C'est à cette organisation qu'incomba la lourde tâche de combattre, avec les moyens réduits dont elle disposait, la famine qui décimait la population grecque. Elle commença son activité le 3 octobre 1941, et la poursuivit jusqu'au 31 août 1942, date à laquelle elle fut remplacée, ainsi qu'on le verra plus loin, par une nouvelle commission qui prit le nom de « Commission de gestion de la délégation du CICR en Grèce ».

Comme les premiers arrivages de blé n'eurent lieu qu'à partir du mois de mars 1942, les envois de Turquie constituèrent la base de l'action de secours durant le terrible hiver 1941-1942. La quantité de vivres par mois et par personne qui, avant la guerre, s'élevait à 155 kg. tomba à 79 kg. en octobre, puis à 50 kg. au printemps 1942. Durant cette période critique, la population souffrit cruellement de la famine. Si les secours qui purent alors lui être distribués constituèrent une aide inappréciable et sauvèrent des dizaines de milliers de vies, ils n'en furent pas moins tragiquement insuffisants. La perte du « Kurtulus », à la fin de janvier 1942, fut durement ressentie à Athènes : il fallut réduire les rations à des quantités minimales. Les bateaux chargés de blé et de farine qui arrivèrent en mars et avril, et le retour de la bonne saison permirent heureusement d'éviter le pire.

La Commission de gestion s'était mise aussitôt à l'œuvre, organisant l'emmagasiner des secours et leur répartition. Elle secourut en premier lieu ceux qui souffraient le plus de la disette, et consacra la majeure partie des vivres dont elle disposait à venir en aide à la capitale et à sa banlieue, qui

---

<sup>1</sup> Toutes les questions relatives à la première Commission de gestion sont traitées dans le « Rapport final de la Commission de gestion des envois de vivres du CICR » (Athènes, mars 1945), rédigé par son liquidateur, M. Evangelos Papastrados, qui succéda à M. Zannas au poste d'administrateur-délégué de cet organisme. Le lecteur trouvera un résumé de cet exposé dans le « Rapport final de la Commission de gestion pour les secours en Grèce sous les auspices du CICR », qui doit paraître incessamment.

étaient particulièrement éprouvées. Elle adopta l'ordre de priorité suivant : hôpitaux et institutions de bienfaisance, invalides et victimes de la guerre, indigents ; elle s'efforça toujours de faire le maximum pour les enfants.

La Commission fournit des vivres à 43 hôpitaux, ainsi qu'à deux infirmeries et à trois stations d'œdémateux fondées sur l'initiative de l'Institut des Assurances sociales et de la Croix-Rouge hellénique, à quatre sanatoriums de l'Etat et à trois sanatoriums privés. Ces institutions qui, d'octobre 1941 à août 1942, ont dû compter principalement sur les vivres de la Commission, avaient à pourvoir à la subsistance d'environ 190.000 personnes. Quelques cliniques privées, comptant 6.500 malades et employés, reçurent également des quantités limitées de vivres pendant la période la plus critique.

Des vivres furent aussi remis aux 21 foyers fondés par diverses associations pour les invalides et les victimes de la guerre, notamment les réfugiés, où une ration de soupe était servie chaque jour à environ 17.000 personnes.

La Commission secourut les indigents par l'intermédiaire des cantines. Dès le début, elle fournit à la Commission centrale des cantines populaires (K.E.S.), qui disposait en octobre 1941 de 39 foyers et de 180 centres de distribution, des vivres en quantité suffisante pour servir un repas quotidien à 75.000 personnes environ. En mars 1942, le nombre des centres de distribution était passé à 335, et la Commission centrale avait en outre créé pour la jeunesse scolaire 147 cantines administrées par le Comité de prévoyance scolaire (E.M.A.). Les quantités de vivres remises à l'organisation des cantines populaires s'accrurent en proportion : le nombre moyen de rations fournies chaque jour à ces cantines par la Commission de gestion passa, de décembre 1941 à août 1942, de 200.000 à 275.000 pour les cantines populaires, et de 32.000 à 60.000 pour les cantines scolaires, soit pour l'ensemble, de 232.000 à 335.000. La Commission de gestion accorda également des vivres aux cantines créées par des organisations professionnelles ou des entreprises. On en comptait 292, avec 101.000 participants, au début du printemps de 1942. Les cantines des services publics, dont le nombre s'éleva finalement à 121, avec 55.000

participants, reçurent aussi des vivres. Enfin, la Commission en fournit aux entreprises industrielles pour les cantines qu'elles avaient créées à l'intention de leurs employés ou ouvriers, lorsqu'elles s'engageaient à supporter certains frais. Il y avait 246 cantines industrielles en novembre 1941, et 1.015 en juillet 1942 au moment où elles furent supprimées, la Commission ayant institué des distributions générales de vivres par l'intermédiaire des épiceries. Elles comptèrent jusqu'à 88.000 participants.

Dès le début, la Commission de gestion remit des vivres aux organisations publiques et privées s'occupant des secours à l'enfance. En même temps, elle s'efforça de coordonner leurs efforts. En février 1942, il fut convenu que l'assistance aux nourrissons serait assumée par la Croix-Rouge hellénique et par la Fondation patriotique, l'assistance aux enfants de l'âge préscolaire par l'E.O.H.A. (Organisation nationale de solidarité chrétienne), l'assistance aux écoliers par l'E.M.A. (Comité de prévoyance scolaire). Les organisations privées n'en continuèrent pas moins leur activité. Outre les écoliers, au nombre de 25 à 30.000, qui participaient aux distributions de l'E.M.A., un nombre considérable d'enfants reçurent, durant l'hiver 1941-1942, un repas chaque jour (représentant le tiers des calories quotidiennement nécessaires) dans les cantines spéciales qui furent organisées dans tous les quartiers de la capitale. Le nombre d'enfants en bas âge, d'âge préscolaire et scolaire, qui participèrent aux distributions des cantines (y compris celles de l'E.M.A.) passa, d'avril à août 1942, respectivement de 10.000 à 25.000, de 119.000 à 165.000, de 67.000 à 86.000, soit, pour l'ensemble, de 196.000 à 276.000 (285.000 pour le mois de juillet). Le nombre d'enfants et d'adolescents de moins de 18 ans de la capitale étant alors d'environ 330.000, il s'ensuit que la grande majorité d'entre eux étaient secourus par les cantines. Ceux qui ne l'étaient pas appartenaient à la classe aisée ou étaient inscrits dans les cantines populaires.

Enfin, la Commission de gestion fit ce qui était en son pouvoir pour alléger la détresse des détenus des 13 prisons et camps de concentration (leur nombre moyen durant cette période fut d'environ 36.500) dont la situation était tout particuliè-

rement tragique. Des infirmières de la Croix-Rouge hellénique contrôlèrent les distributions.

Les difficultés techniques et administratives entraînées par la multiplication des cantines populaires, dont le nombre, sans compter les cantines d'enfants, avait fini par dépasser 1.800 avec près de 500.000 participants, amenèrent la Commission de gestion à envisager de substituer à la distribution de repas préparés des distributions en nature par l'intermédiaire des épiceries. A la suite d'un premier essai peu concluant effectué en novembre 1941, avec le concours du ministère du Ravitaillement qui en avait assuré l'exécution, la Commission créa par ses propres moyens une organisation spéciale. Du 29 juillet au 15 septembre 1942, elle procéda à trois distributions (la dernière eut lieu alors que la nouvelle Commission de gestion avait déjà commencé à fonctionner), remettant au total, chaque fois à environ 1.220.000 bénéficiaires, près de 3.164 tonnes de vivres divers : farine, pâtes alimentaires, noisettes décortiquées, raisins secs. Les cantines populaires n'en continuèrent toutefois pas moins à fonctionner.

La première cargaison de blé fut apportée par le navire suédois « Radmanso », à la suite des démarches pressantes du CICR auprès des Autorités du blocus<sup>1</sup>. Ce cargo, qui se trouvait à Port-Saïd, avait été affrété par la Croix-Rouge britannique pour le transport en Grèce de 7.000 tonnes de blé égyptien. Le CICR obtint des Autorités de l'Axe le sauf-conduit nécessaire. Parti d'Alexandrie le 13 mars 1942, le « Radmanso », qui naviguait sous pavillon suédois, arriva au Pirée le 17. Il fallut aplanir nombre de difficultés au départ, tant en Egypte qu'en Grèce, ce qui s'explique aisément, ce navire étant le premier à établir une liaison directe entre un port au pouvoir des Alliés et un port occupé par les forces adverses. Il fut suivi par le « Sicilia », affrété par la « Greek War Relief Association » de New-York. Parti de cette ville avec un chargement de 3.000 tonnes de blé, ce cargo battant pavillon suédois accosta au Pirée le 16 avril. Sollicité le 17 mars d'obtenir des Autorités de l'Axe le sauf-conduit nécessaire, le CICR avait pu transmettre

---

<sup>1</sup> Sur ces démarches, voir page 499.

une réponse favorable dès le lendemain. Le « Hallaren », affrété par la Croix-Rouge suédoise et naviguant sous pavillon suédois, arriva au Pirée le même jour que le « Sicilia », avec une cargaison de 4.000 tonnes de blé qu'il avait chargée à Lisbonne et qui était un don de cette Croix-Rouge. Parti de Göteborg le 20 février, après que les Autorités allemandes l'eurent autorisé à quitter la Suède pour effectuer ce transport, il lui avait fallu deux mois pour arriver à destination. Il avait été prévu que ce navire amènerait ensuite, en même temps que le « Dumlupinar », des vivres d'Istanbul au Pirée. Finalement, il fut utilisé pour transporter à deux reprises 4.500 tonnes de farine de Haïfa au Pirée, la première fois en juin, la seconde en août 1942. Lors de son deuxième voyage, il débarqua 1.000 tonnes à Izmir pour le ravitaillement des îles grecques<sup>1</sup>.

Un autre cargo suédois, le « Stureborg », qui s'était trouvé retenu dans le Proche-Orient, transporta 2.000 tonnes de blé de Haïfa au Pirée dans le courant de mai. Les Gouvernements de l'Axe, auxquels le CICR avait demandé le sauf-conduit indispensable, avaient exigé que ce navire, tout en battant pavillon suédois, portât l'insigne du CICR et fût convoyé par un agent de ce dernier. Alors qu'il retournait à Haïfa, le « Stureborg » fut coulé par des avions italiens au sud de l'île de Chypre. Le capitaine et l'équipage, à l'exception d'un matelot,

---

<sup>1</sup> Le CICR fit alors des démarches pour que le « Hallaren » pût continuer à servir au ravitaillement de la population grecque et ramenât, à défaut de blé, des légumes secs de Syrie. En septembre, l'Argentine ayant mis certaines quantités de blé à la disposition de la Grèce, le CICR s'efforça d'en organiser le transport et d'obtenir des Autorités allemandes que ce navire pût être utilisé à cette fin. Le Reich qui, comme on le verra plus loin, venait de consentir que huit navires suédois quittassent la Baltique pour transporter en Grèce du blé du Canada, répondit négativement, disant que c'était au tour des Alliés de fournir du tonnage en libérant, notamment, trois cargos suédois qu'ils retenaient au Canada. Par la suite, les Allemands, qui envisageaient d'importer en Grèce certaines quantités de vivres pour compenser des réquisitions et des exportations de produits grecs, demandèrent que ce navire fût mis à la disposition de la maison grecque « Ella Turk », pour apporter de Trieste et de Venise une partie de ces marchandises. Cette question fit l'objet de longues négociations entre le Gouvernement suédois et les belligérants. Les Alliés donnèrent finalement leur consentement après que les Puissances occupantes eurent accepté certaines conditions. De mai 1943 à juin 1944, le « Hallaren » effectua huit voyages à Trieste et à Venise, apportant en Grèce près de 30.000 tonnes de vivres, dont 16.000 tonnes de légumes secs et 11.000 tonnes de sucre.

ainsi que le convoyeur du CICR, périrent dans cette catastrophe. Le Gouvernement italien exprima ses regrets au CICR et lui présenta des excuses officielles.

La Commission de gestion reçut au total par ces navires, du mois de mars au mois d'août 1942, 23.361,5 tonnes de blé et de farine, ainsi que 368,5 tonnes de vivres divers.

La première cargaison de blé fut déchargée au Pirée alors que la ration quotidienne de pain prévue pour la population de la capitale était tombée à 30 dramia, soit 96 grammes. Encore était-elle distribuée très irrégulièrement. Ces arrivages permirent d'améliorer sensiblement une situation devenue extrêmement critique. Un accord entre le chef de la délégation du CICR et le ministère du Ravitaillement précisa que l'approvisionnement en pain de la région d'Athènes serait assuré moitié par la Commission de gestion, moitié par le ministère. La ration de pain fut portée à 60 dramia (192 grammes) le 25 mars 1942, puis à 67 dramia (215 grammes) le 3 mai. Cette ration put être maintenue jusqu'au 3 août, date à laquelle il fallut la ramener à 50 dramia (160 grammes), en attendant l'arrivée du « Hallaren », qui eut lieu le 20 août.

Les besoins de la capitale et le manque de moyens de transport ne permirent de ravitailler les provinces que dans une mesure malheureusement très limitée. Les secours dont elles bénéficièrent durant la période où la première Commission de gestion déploya son activité s'élevèrent à 2.993 tonnes de vivres divers et 4.467 tonnes de blé et de produits du blé.

La Commission de gestion créa pour les provinces un service spécial, qui constitua sur place des « Comités de distribution de la Croix-Rouge ». Ces comités, répartis ultérieurement, selon leur importance, en commissions centrales et comités locaux, recevaient des instructions de la Commission de gestion et étaient responsables envers elle.

La K.E.S. (Commission centrale des cantines populaires) avait, de son côté, créé dans un grand nombre de préfectures des commissions pour l'organisation de cantines populaires. Au lieu de distribuer les vivres en nature, les comités locaux de la Commission de gestion les remettaient parfois aux commis-

sions des cantines populaires, qui les distribuèrent sous forme de repas préparés.

Les provinces et les îles situées à peu de distance d'Athènes et dont la situation alimentaire était aussi désespérée que celle de la capitale furent, par la force des choses, les premières à bénéficier des envois de secours.

La Commission dut se procurer par ses propres moyens les renseignements indispensables sur la situation alimentaire dans les diverses provinces. Elle réunit aussi des données sur la natalité et la mortalité dans un grand nombre de communes. Ce travail préparatoire devait, par la suite, être mis à profit par la deuxième Commission de gestion qui, disposant de quantités de vivres beaucoup plus considérables, put apporter une aide plus étendue aux indigents des provinces.

Il convient de relever les efforts infatigables que les délégués du CICR déployèrent à Salonique pour assurer le ravitaillement de la population, dans des conditions d'autant plus difficiles que les communications entre Athènes et la capitale de la Macédoine étaient souvent coupées. Lorsque la nouvelle Commission de gestion inaugura son activité, ils avaient déjà mis sur pied un vaste système de distribution, et créé des services spéciaux pour l'aide aux enfants et les soins médicaux <sup>1</sup>.

La Commission de gestion des envois de vivres du CICR reçut au total 45.435 tonnes, dont 25.516 tonnes de blé et de produits du blé et 19.919 tonnes de vivres divers.

La majeure partie de ces secours put être achetée grâce aux fonds mis à disposition par certaines organisations de bienfaisance, en premier lieu la « Greek War Relief Association » et le Comité Vanderbilt, et par le Gouvernement hellénique à Londres. Le reste, si l'on fait abstraction d'un lot de farine de maïs de provenance italienne fourni par le ministère du Ravitaillement à Athènes, provenait principalement de dons de la

---

<sup>1</sup> Avec le concours d'un délégué suédois de cette Commission, les trois représentants du CICR, qui en étaient membres également, assumèrent alors pour elle, à côté de leur activité ressortant à la mission traditionnelle du CICR, les nombreuses tâches qu'impliquait le ravitaillement de la population civile. L'organisation mise sur pied à Salonique en vue de secourir la population civile avait recours, durant cette dernière période, aux services de 350 employés et de plusieurs centaines d'ouvriers.

Croix-Rouge suisse et de la Croix-Rouge suédoise. Le blé et les produits du blé furent achetés aux Etats-Unis, au Portugal, en Egypte et en Palestine, les autres vivres principalement en Turquie.

### *Envois de secours aux îles de la mer Egée*

Dans l'impossibilité de ravitailler du Pirée les îles de la mer Egée, le CICR en chargea sa délégation à Ankara. Celle-ci s'acquitta de cette tâche jusqu'au moment où la nouvelle Commission de gestion la prit en mains. Malgré de nombreuses difficultés, les premiers envois parvinrent à destination au mois de juin 1942. Les transports furent organisés avec l'accord du Gouvernement turc, des représentants de la Grèce à Ankara, des Alliés et des Etats de l'Axe. Ils furent assurés par un vapeur turc et surtout par des voiliers turcs et grecs et des flottilles de caïques portant les insignes du CICR, qui portaient d'Izmir. Abstraction faite des 1.000 tonnes de farine débarquées à Izmir en août 1942 par le « Hallaren », comme il a été mentionné plus haut, les secours furent achetés en Turquie grâce à des fonds provenant en majeure partie de la « Greek War Relief Association ». Les délégués du CICR à Ankara prirent part aux traversées, parfois périlleuses et exténuantes, et procédèrent eux-mêmes, avec les concours empressés qu'ils trouvèrent sur place, à la distribution des secours, reçus avec une joie et une reconnaissance indescriptibles par une population qui en avait le plus urgent besoin. Ils purent notamment distribuer 660 tonnes de vivres divers en juin et juillet 1942, et 1.000 tonnes en septembre de la même année à la population des îles de Chios, Mytilène, Lesbos et Samos, d'où les îles d'Icaria, de Furni et quelques autres moins peuplées furent ravitaillées au moyen de petites embarcations <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Les distributions de la nouvelle Commission de gestion ne commencèrent qu'en mai 1943, par suite de l'interdiction d'utiliser des caïques pour la réexpédition des marchandises du Pirée. Il avait pu être convenu, dès le mois de janvier 1943, qu'un cargo suédois apporterait du Canada à Izmir les vivres destinés au ravitaillement des îles ; d'Izmir, ils devaient y être transportés par voiliers. La première cargaison fut débarquée dans ce port vers la fin de février, mais les formalités pour l'affrètement des caïques et pour l'installation de délégués aux îles retardèrent la



Conscient de la nécessité urgente et vitale d'assurer à la population grecque des secours beaucoup plus considérables, et ininterrompus, le CICR, en contact étroit avec le Gouvernement grec à Londres, s'était efforcé, dès le début de l'été 1941, de préparer sur le plan diplomatique la réalisation d'une action de secours d'une envergure correspondant autant que possible à la gravité de la situation. A la suite de ses démarches auprès des Puissances occupantes, les Autorités allemandes en Grèce, par une lettre adressée le 11 novembre 1941 à la délégation du CICR, lui indiquaient ce qui suit : 1) Le Gouvernement du Reich acceptait que le CICR entreprit des actions de secours en faveur de la population civile grecque ; 2) il donnait l'assurance formelle que la totalité des envois reviendrait aux destinataires ; 3) il accorderait toutes les facilités pour les voyages des navires transportant ces secours. Les Autorités italiennes donnèrent les mêmes assurances le 15 novembre.

Avant même d'avoir reçu confirmation de ces déclarations, le CICR s'efforça d'obtenir des Autorités du blocus leur consentement à l'envoi de quantités de secours en rapport avec l'étendue des besoins. M. Carl-J. Burckhardt, membre du CICR et président de la Commission mixte, se rendit à Londres en décembre 1941 pour y plaider la cause de la Grèce. A la suite de ses démarches, les Autorités du blocus permirent la continuation des envois de Turquie, qui s'élevèrent encore à 11.500 tonnes, et se déclarèrent disposées à envisager en faveur de la Grèce de nouvelles exceptions au blocus. A la fin de janvier 1942, elles autorisèrent l'envoi de 1.000 tonnes de blé d'Egypte. Elles admirèrent également l'envoi d'autres secours en quantités limitées, ainsi que l'affrètement de cargos suédois qui, comme il a été dit plus haut, amenèrent en Grèce, à un moment particulièrement critique, plus de 23.000 tonnes de blé et de farine.

Les mesures restrictives prises par le Gouvernement turc ne permettaient plus de se procurer des secours en Turquie,

---

réexpédition des vivres jusqu'au mois d'avril. C'est la délégation du CICR à Izmir qui s'occupa du déchargement des navires suédois, de l'entreposage, du transbordement et du transport par caïques de ces secours. Des délégués suédois de la nouvelle Commission de gestion en assurèrent la distribution.

et les autres disponibilités étaient fort loin d'assurer un volume de vivres suffisant. Seuls, les secours d'outre-mer pouvaient donc donner à cette action l'envergure et la régularité qu'elle exigeait. Encore fallait-il trouver le tonnage indispensable à leur transport.

Dès le retour de M. Burckhardt, le CICR prit contact à ce sujet avec la Croix-Rouge suédoise. La Suède, en effet, était le seul pays qui disposât alors des navires nécessaires : un certain nombre de cargos suédois se trouvaient, par suite de la guerre, immobilisés dans les ports de la Baltique, car les communications maritimes de la Suède avec la Grande-Bretagne et les pays d'outre-mer étaient bloquées par les Allemands depuis l'occupation du Danemark et de la Norvège, de sorte qu'ils ne pouvaient être utilisés qu'avec le consentement du Reich.

En même temps, le CICR poursuivait ses démarches auprès des Autorités du blocus, tandis que le Gouvernement hellénique à Londres et la « Greek War Relief Association », sans parler de nombreux amis de la Grèce, s'employaient de leur mieux à hâter l'obtention du résultat souhaité.

Outre les vivres qui pourraient être fournis par des sociétés de bienfaisance, en premier lieu la « Greek War Relief Association », le Gouvernement canadien s'était déclaré prêt à mettre mensuellement 15.000 tonnes de blé à disposition.

Mais, tout en se rendant compte du bien-fondé de ces requêtes, les Gouvernements alliés, avant de consentir à l'envoi de quantités beaucoup plus importantes de céréales et d'autres denrées alimentaires, désiraient avoir des garanties plus précises touchant l'utilisation de ces secours, afin d'être sûrs qu'ils seraient distribués en totalité à la population grecque, et que les produits alimentaires du pays n'en seraient pas moins réservés en premier lieu à ses habitants.

Disposés à permettre, pour commencer, l'envoi de 15.000 tonnes de blé chaque mois, si les Autorités de l'Axe souscrivaient à certaines conditions, ils demandèrent au Gouvernement suédois, au début de mars, s'il pourrait fournir les navires nécessaires à leur transport et en reçurent immédiatement une réponse affirmative.

Il s'agissait d'amener les Gouvernements de l'Axe à accepter les conditions posées par les Autorités alliées. Le Gouvernement suédois<sup>1</sup> et le CICR s'y efforcèrent parallèlement avec une égale énergie.

Le 3 février 1942 déjà, le CICR avait pu informer la Légation de Grande-Bretagne à Berne que le Gouvernement italien s'était déclaré prêt à aplanir de son mieux les difficultés de l'entreprise. Le Gouvernement allemand avait donné peu après la même assurance. Toutefois, les Gouvernements de l'Axe avaient demandé que rien ne fût changé aux modalités de distribution en vigueur à cette époque, où les représentants des Croix-Rouges italienne, allemande et grecque composaient, sous la présidence du délégué du CICR, le Comité de Haute Direction dont il a été parlé plus haut. Ils insistaient aussi pour que les envois fussent adressés à la délégation du CICR. Le 6 mars, les Gouvernements de l'Axe réitéraient leurs assurances, ce dont le CICR informa le jour même les Autorités britanniques par télégramme.

Peu après, le Gouvernement italien faisait part au CICR que, s'il avait pu fournir certaines quantités de blé à la Grèce en vue d'assurer son ravitaillement en pain jusqu'au mois de mars, il n'était plus à même de continuer ces envois, et qu'il était urgent de trouver le blé qui permettrait de faire la « soudure » jusqu'à la prochaine récolte en Grèce.

Le CICR reçut en même temps des rapports angoissants de sa délégation à Athènes : à Athènes, le nombre des décès s'était élevé à 5.000 en décembre, c'est-à-dire qu'il avait été cinq fois plus élevé qu'en décembre 1940 ; la population grecque subirait la plus effroyable famine durant les trois mois à venir si des vivres n'étaient envoyés immédiatement. Quant au ravitaillement en pain, en tenant compte des quantités que devaient apporter le « Radmanso » et le « Hallaren », il fallait trouver, pour l'assurer tant bien que mal jusqu'à la fin du mois de juin, 20.000 tonnes de blé au moins.

Le 12 mars, la Commission mixte transmet ce pressant appel par télégramme aux Autorités du blocus à Londres. En même

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport final de la Commission de gestion des secours à la Grèce.

temps, le CICR prit contact avec le Gouvernement hellénique à Londres et avec la Croix-Rouge américaine. Le 20 mars, le CICR fit de nouvelles démarches auprès des Autorités du blocus, tant pour obtenir les autorisations grâce auxquelles il serait possible de parer aux besoins les plus urgents que pour souligner à nouveau l'impérieuse nécessité d'organiser des envois sur une grande échelle. Le 18 avril, à la demande des Autorités du blocus, le CICR fournissait derechef à Londres des indications sur la situation alimentaire désespérée du peuple grec. Au début d'avril, le Gouvernement italien avait fait savoir au CICR qu'il jugeait peu opportun de multiplier les organismes chargés de distribuer les secours, tandis que les Gouvernements alliés lui avaient exprimé le désir que la distribution du blé que fournirait le Canada fût effectuée dans le cadre d'une organisation bénéficiant, comme l'actuelle, de l'expérience et de l'autorité du CICR.

Le Gouvernement suédois avait, de son côté, effectué des démarches à Berlin et à Rome. Si elles aboutirent, en avril, à un résultat encourageant, ce n'est qu'en juin qu'il put être à même de garantir aux Alliés que les conditions qu'ils avaient posées seraient remplies. Mais il fallait encore aplanir certaines difficultés. Notamment, si les Gouvernements de l'Axe estimaient que l'organisation de distribution créée par le CICR fonctionnait de façon satisfaisante et ne désiraient pas qu'elles fût remplacée par une autre, les Gouvernements britannique et américain, tout en appréciant le concours du CICR, étaient opposés à la participation de représentants des Croix-Rouges allemande, hellénique et italienne au Comité de Haute Direction. Ils voulaient que les secours importés à travers le blocus fussent distribués par les soins d'une commission composée exclusivement de neutres, et ils avaient indiqué au Gouvernement suédois qu'ils seraient heureux de le voir, ainsi que la Croix-Rouge suédoise, participer à l'activité d'une semblable commission. Les Suédois étaient entièrement d'accord d'apporter leur collaboration au sein d'un tel organisme. Il s'agissait de trouver la formule qui concilierait les désirs des belligérants. Le ministre de Suède à Berne se rendit à Genève le 20 avril pour discuter tout le problème avec le CICR, et en particulier

pour étudier la création d'une commission mixte composée de délégués du CICR et de ressortissants suédois. Le CICR, devant la tâche écrasante à accomplir, ne pouvait qu'être heureux de collaborer en l'occurrence avec la Suède, d'autant plus que celle-ci venait d'apporter une contribution capitale à l'action de secours en faveur de la population hellénique, tant par les négociations qu'elle avait menées avec les belligérants qu'en mettant à disposition les navires sans lesquels le blé canadien n'aurait guère pu être transporté en Grèce. Mais s'il acceptait, pour répondre au désir des Gouvernements alliés, l'idée d'une nouvelle Commission de gestion d'où seraient exclues les personnalités grecques qui, jusqu'alors, lui avaient apporté avec un grand dévouement un concours des plus précieux, et s'il était prêt à collaborer avec les Suédois, le CICR jugeait dangereux de modifier trop sensiblement l'organisation existante.

De nouveaux entretiens qui eurent lieu le 6 mai 1942, à Genève, avec le ministre de Suède à Berne aboutirent à un projet que le CICR présenta aussitôt après au Gouvernement italien, et dont voici l'essentiel.

Le CICR maintiendrait l'organisation de contrôle des distributions telle qu'elle avait existé jusqu'alors sous la forme, d'une part, d'un Comité de Haute Direction présidé par le chef de la délégation du CICR en Grèce, et dont continueraient à faire partie les représentants des Croix-Rouges italienne et allemande ainsi que le président de la Croix-Rouge hellénique, et d'autre part, d'une Commission de gestion, présidée par un délégué du CICR, et dont un certain nombre de personnalités grecques continueraient à faire partie, mais où siègeraient, au cas où les envois de secours pourraient être augmentés, des représentants des Croix-Rouges suédoise et suisse, qui seraient assimilés à des délégués du CICR. Était prévue, d'autre part, la création d'une commission de la Croix-Rouge entièrement neutre, qui recevrait tous les envois d'outre-mer et des pays neutres. La Commission de gestion demeurerait en liaison constante avec le Comité de Haute Direction, qui établirait avec les Autorités d'occupation ou gouvernementales les relations indispensables à son travail. Elle serait autorisée à orga-

niser, selon les besoins, des sous-commissions dans d'autres endroits de la Grèce qu'Athènes et le Pirée.

Le 18 mai, le Gouvernement italien, en réponse à cette note verbale, indiquait ce qui suit : 1) il désirait que la tâche de distribuer les secours en Grèce continuât à être assumée par le CICR, institution reconnue de tous les belligérants et ayant déjà accompli sur place une œuvre considérable en faveur de la population grecque ; 2) il accepterait une augmentation du nombre des collaborateurs du CICR, que ceux-ci fussent des Suédois ou des Suisses ; 3) il trouvait inopportun d'instituer une commission neutre de la Croix-Rouge, mais proposait de faire de la Commission de gestion une commission entièrement neutre ; 4) il accepterait que cette commission neutre créât des sous-commissions dans d'autres villes qu'Athènes, pour autant que le besoin s'en ferait sentir.

Le CICR communiqua aussitôt cette réponse au Gouvernement suédois, qui fit sans délai des démarches auprès des Gouvernements britannique et américain en vue d'obtenir leur approbation. Avant de la donner, ceux-ci voulurent encore avoir l'assurance que les attributions du Comité de Haute Direction se limiteraient strictement à maintenir la liaison entre la Commission de gestion et les Autorités d'occupation, que la Commission de gestion, composée uniquement de délégués neutres, aurait seule certaines fonctions et compétences, et que le Gouvernement suédois serait en mesure de suivre de près la mise en œuvre du projet et l'observation par les Puissances occupantes des conditions posées par eux-mêmes.

Ces réserves amenèrent le Gouvernement suédois et le CICR à procéder à un nouvel examen de la question. Il faut souligner ici que le problème de la collaboration du CICR avec un Gouvernement se posait pour la première fois. Etant donné ses statuts et ses principes traditionnels, selon lesquels il exerce en toute indépendance son activité secourable, il ne pouvait accepter, même exceptionnellement et dans un seul pays, de suivre les instructions et d'agir sous la responsabilité d'un Gouvernement, fût-il neutre. Il lui importait de ne jamais encourir le reproche d'avoir obéi à des considérations d'ordre gouvernemental. En s'écartant d'un principe aussi essentiel, il aurait mis toute

son activité en danger. D'autre part, il fallait que les agissements des Puissances occupantes fussent strictement contrôlés, la totalité des secours devant revenir aux bénéficiaires sans que, pour autant, l'occupant eût droit à des prélèvements de produits indigènes. En admettant que le CICR eût les moyens d'exercer un tel contrôle dans tout un pays, il n'aurait guère pu, pour des raisons de principe, consentir à l'assumer. Aussi était-il compréhensible que les Puissances alliées demandassent à un Gouvernement de s'en charger et d'en répondre envers elles. Enfin, étant donné la situation en Grèce et les conditions difficiles dans lesquelles devait s'effectuer cette action de secours, il n'était pas douteux que seule la participation du CICR, avec tout ce que celui-ci symbolisait et représentait, tant auprès des Gouvernements, des Autorités d'occupation et des Autorités locales que du peuple hellène lui-même, pouvait conférer à l'organisme de distribution l'autorité morale et les facilités indispensables au succès de ses efforts.

En tenant compte à la fois de ces considérations et des conditions posées par les belligérants, le Gouvernement suédois, la Croix-Rouge suédoise et le CICR, lors de nouveaux entretiens qui eurent lieu à Stockholm, adoptèrent les principes suivants : 1) l'œuvre de secours resterait placée sous les auspices du CICR ; 2) la distribution des envois d'outre-mer serait confiée à une commission entièrement neutre ; dès que les envois envisagés auraient pu être effectués, des délégués suédois feraient partie de cette commission comme délégués du CICR ; 3. Le Comité de Haute Direction serait maintenu et élargi par la participation de représentants des Croix-Rouges suédoise et suisse ; il aurait pour tâche essentielle d'assurer la liaison avec les Autorités d'occupation et de faire des suggestions quant à la distribution des secours.

Il fut, d'autre part, convenu à Stockholm que la Commission de gestion neutre fonctionnerait comme organe du CICR, qu'elle se composerait de 15 membres environ, de nationalité suédoise et suisse, dont un certain nombre, six au maximum, seraient des délégués du CICR, les autres des collaborateurs de sa délégation, relevant de l'autorité de son chef ; que ce dernier présiderait le Comité de Haute Direction, tandis que la présidence

de la Commission de gestion neutre serait assumée par un ressortissant suédois. Il était prévu que le chargé d'affaires de Suède serait admis à participer, à titre consultatif, aux délibérations du Comité de Haute Direction. La Croix-Rouge suédoise remettrait au CICR la liste des ressortissants suédois choisis pour la nouvelle commission, et le CICR obtiendrait pour eux l'agrément des Gouvernements belligérants intéressés.

La formule arrêtée à Stockholm fut soumise par le CICR au Gouvernement italien, qui l'approuva par une note datée du 5 juin, en informant de plus le CICR que le Gouvernement du Reich était également d'accord.

Le CICR adressa le 29 juin 1942 à tous les belligérants intéressés un aide-mémoire précisant les résultats obtenus à la suite des diverses négociations menées tant par lui-même que par le Gouvernement suédois, et principalement par ce dernier.

Le Gouvernement suédois et le CICR se mirent immédiatement en devoir de réaliser le projet dont l'importance était si capitale pour la population grecque. Le 21 juillet, alors que les trois premiers navires suédois avaient mis le cap sur Montréal, le CICR soumettait aux Gouvernements italien et allemand la liste des nouveaux collaborateurs suédois et suisses de sa délégation en Grèce. A la fin d'août, ceux-ci étaient à Athènes, et il fallut se hâter de préparer l'entrée en fonction du nouvel organisme, car les premiers envois de blé canadien venaient d'arriver.

La nouvelle commission, composée de huit Suédois et de sept Suisses et portant le nom de Commission de gestion de la délégation du CICR en Grèce, commença son activité le 1<sup>er</sup> septembre, tandis que la première entrait en liquidation. Si elle avait à s'acquitter d'une tâche très vaste et très complexe, son travail se trouvait grandement facilité du fait qu'elle disposait de l'organisation d'une envergure déjà si considérable, mise sur pied par sa devancière, et pouvait bénéficier de ses travaux et de son expérience.

Après que le nouvel organisme eut fonctionné quelque temps, le CICR fut amené à constater que la collaboration de ses délégués avec les ressortissants suédois ne reposait pas sur une base juridique très satisfaisante. Contrairement à ce qui est toujours le cas pour les délégués du CICR et à ce que celui-ci



avait prévu, les membres suédois de la Commission n'étaient pas liés envers lui par un contrat, et il ne pouvait leur donner d'instructions, celles-ci leur étant fournies par leur Gouvernement. Le fait que l'organisation de secours prenait un caractère gouvernemental de plus en plus accentué ne laissait pas de mettre le CICR dans une position embarrassante, au point qu'il songea à s'en retirer, en continuant cependant à l'aider dans la mesure du possible, notamment en facilitant la participation de délégués suisses à son activité. En tout cas, il était devenu nécessaire de rechercher une formule définissant de façon plus précise la situation respective du CICR et du Gouvernement suédois, et d'obtenir à ce sujet l'approbation des Gouvernements intéressés.

Des négociations entre le CICR et le Gouvernement suédois eurent lieu tout d'abord à Stockholm. Elles se poursuivirent à Genève et à Rome, et aboutirent, le 9 mars 1943, aux « accords de Rome », dont les principales stipulations étaient les suivantes :

1. L'aide à la population civile grecque s'effectuerait sous les auspices du CICR. Elle continuerait à être assurée par deux organes, un Comité de Haute Direction <sup>1</sup> et une Commission de gestion.

2. Le Comité de Haute Direction — dont la composition restait la même, qui serait, comme par le passé, présidé par le chef de la délégation du CICR, et aux séances duquel le représentant du Gouvernement suédois ou le président de la Commission de gestion pourrait assister — entretiendrait avec les Autorités compétentes en Grèce les relations nécessaires à l'action de secours, et coordonnerait les diverses activités des organes de secours. Il devrait être informé de l'activité de la Commission de gestion et des initiatives que celle-ci entendrait prendre, et pourrait lui faire des suggestions.

---

<sup>1</sup> Le Comité de Haute Direction cessa d'exister après la capitulation italienne. Par la suite, le CICR maintint toujours que le chef de sa délégation avait en quelque sorte succédé à ce Comité, qu'il conservait ses prérogatives, et avait le droit non seulement d'être tenu au courant des principales décisions prises par la Commission de gestion, mais aussi de faire des suggestions ou de soulever des objections motivées par des raisons d'humanité ou de neutralité. En pratique, cependant, il ne fut pas suffisamment tenu compte de ce point de vue, au gré du CICR.

3. La Commission de gestion se composerait, en nombre égal, de ressortissants suédois et de délégués du CICR <sup>1</sup>. Son président serait nommé par le Gouvernement suédois, et son vice-président par le CICR. Elle répartirait et distribuerait les envois qui lui seraient remis, et assurerait le contrôle demandé par les Gouvernements alliés pour les envois d'outre-mer et pour les produits alimentaires indigènes. Les décisions seraient réservées au président et au vice-président. En ce qui concerne la répartition et la distribution des envois d'outre-mer transportés par les bateaux suédois sous la responsabilité du Gouvernement suédois, les décisions finales seraient prises par le président, responsable devant le Gouvernement suédois. Le président assurerait également le contrôle exigé par les Gouvernements alliés. En ce qui concerne les secours que le CICR pourrait confier à la Commission de gestion, le vice-président aurait seul le pouvoir de décision finale. Dans les autres occurrences, les décisions seraient prises conjointement par le président et le vice-président. Dans tous les cas, le président et le vice-président se consulteraient sur les mesures à prendre.

4. Les délégués du CICR en province pourraient être chargés, avec le consentement du chef de la délégation du CICR, de distribuer les vivres de la Commission de gestion, pour autant que les instructions qu'ils recevaient du président de la Commission de gestion ne seraient pas incompatibles avec les principes traditionnels du CICR. Les délégués du CICR qui exerceraient un tel mandat pour le compte de la Commission de gestion seraient responsables de cette activité devant le seul CICR, et continueraient à dépendre uniquement de celui-ci, qu'ils fussent membres de la Commission de gestion ou non.

5. Les problèmes soulevés par l'application des arrangements relatifs aux envois d'outre-mer transportés par des navires suédois seraient traités par l'entremise du Gouvernement suédois, ainsi que toutes les questions nouvelles concernant

---

<sup>1</sup> Les Autorités italiennes demandèrent que la Commission de gestion ne comptât pas plus de trente membres. En raison de la difficulté qu'il y avait, aussi bien en Suède qu'en Suisse, à trouver des candidats qualifiés pouvant se mettre à disposition pour un temps suffisant, le nombre de trente ne fut d'ailleurs atteint que durant une courte période.

lesdits arrangements et pour lesquelles il serait nécessaire d'arriver à un règlement particulier entre les Gouvernements belligérants.

La Commission prenait le nom de Commission de gestion pour les secours en Grèce sous les auspices du CICR.

Ces stipulations furent mises en vigueur vers la fin de mars 1943, lorsque fut arrivé à Athènes le nouveau président nommé par le Gouvernement suédois, M. Emil Sandström, conseiller à la Cour suprême de Suède et membre de la Direction de la Croix-Rouge suédoise, auquel le CICR désire rendre ici un hommage particulier. Il faut mentionner que les questions importantes étaient d'ordinaire discutées au sein de la Commission, lors de séances hebdomadaires, avant d'être tranchées par la présidence, et aussi que, lorsque le président quittait temporairement le pays, il était remplacé par un délégué suédois dans les fonctions relatives au contrôle qu'il avait assumées en sa qualité de mandataire du Gouvernement suédois.

A vrai dire, les accords de Rome n'apportèrent pas toute l'amélioration désirable du point de vue du CICR.

Le principe selon lequel l'aide à la population civile grecque s'effectuait « sous les auspices du CICR » engageait moralement la responsabilité de ce dernier pour l'action dans son ensemble ; il trouvait notamment son application en ceci que le chef de sa délégation, au sein du Comité de Haute Direction, était chargé d'assurer la liaison entre la Commission de gestion et les Autorités d'occupation. Or, s'il apparut bientôt qu'il n'était pas pratique, ni même possible, de réunir le Comité de Haute Direction dans la forme prévue par les accords de Rome, le CICR n'en estima pas moins qu'il appartenait au chef de sa délégation de mener avec les Autorités compétentes en Grèce les négociations nécessaires à la bonne marche de l'œuvre de ravitaillement. Et il constatait qu'en fait, alors même que les responsabilités spéciales assumées par la Suède envers les Autorités du blocus n'étaient pas en cause, ces négociations étaient conduites le plus souvent par les soins du président de la Commission. Parfois, ni le CICR ni ses délégués n'en étaient même informés, comme ce fut le cas pour celles, de grande

portée, que poursuivirent le représentant diplomatique en Grèce du Gouvernement suédois et le président de la Commission de gestion, et qui aboutirent, à la fin de novembre 1943, à la conclusion d'un accord avec les Autorités d'occupation au sujet de la récolte d'huile d'olive. D'une façon générale, il était malaisé de maintenir un équilibre satisfaisant entre les deux parties collaborant au sein de la Commission.

Cette situation fut l'objet, au cours des années 1943 et 1944, de divers échanges de vues entre Stockholm et Genève, qui ne donnèrent des résultats appréciables que tardivement. D'autre part, le CICR resta longtemps insuffisamment informé des raisons pour lesquelles il n'était pas possible, durant de longues périodes, de ravitailler certaines régions, comme l'Epire<sup>1</sup>, dont le sort lui causa de graves soucis.

La population grecque — qui, le plus souvent, ne faisait pas de différence entre Commission de gestion, « Croix-Rouge internationale » et CICR — s'est en général méprise sur l'étendue des attributions du CICR dans des domaines où la décision finale ne lui appartenait pas, en particulier quant à la répartition des secours. Cet état de choses ne laissait pas de préoccuper le CICR. Toutefois, le désir qu'éprouvait chaque partie d'apporter aux Grecs toute l'aide possible, la conscience qu'avait chacune de l'apport précieux et indispensable de l'autre dans la poursuite du même dessein, enfin les liens créés par le travail accompli en commun dans des conditions souvent pénibles permirent toujours de surmonter les difficultés. Celles-ci, il faut le souligner, étaient quasi inhérentes à la nature des parties appelées par les circonstances à collaborer à cette grande action qui n'eût pas été réalisable sans leurs efforts conjugués. Animées l'une et l'autre de la même volonté de servir, elles n'en différaient pas moins profondément : l'une, le CICR, était une institution privée de Croix-Rouge, neutre, sans autre force que son expérience, l'autre — bien que le soin de fournir les délégués suédois et d'affréter les cargos incombât à la Croix-Rouge suédoise — était un Gouvernement, disposant comme tel de puissants moyens dont la mise en œuvre permettait seule de faire face à certaines tâches.

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport final de la Commission de gestion, chapitre VI.

En autorisant l'emploi de son nom et de son emblème pour une action de secours dont il n'avait la direction et la responsabilité que dans une mesure limitée, le CICR a fait une exception importante à ses principes traditionnels, exception que justifiait, à son avis, l'urgence et l'étendue des besoins de la population hellénique, le péril mortel où elle se trouvait, les circonstances particulières de l'action à entreprendre pour la sauver et le profond dévouement des mandataires de son haut partenaire gouvernemental.

\* \* \*

La Commission de gestion reçut en moyenne chaque mois, de septembre 1942 à avril 1944, 15.000 tonnes de blé et 3.000 tonnes de légumes secs, auxquels vinrent s'ajouter, dès le mois de décembre 1942, d'abord 300 tonnes, puis 600 tonnes mensuellement de lait conservé, à l'intention des enfants. Loin d'être simplement une aide supplémentaire, ces envois constituèrent en fait la base du ravitaillement non seulement de la population des grandes agglomérations urbaines, mais aussi d'une partie notable de la population des bourgades et des villages. On peut imaginer ce qui serait advenu si ces secours très considérables, qui, dans l'ensemble, arrivèrent avec une régularité suffisante, n'avaient pu être assurés.

Malgré les distributions de la Commission, la situation restait précaire. Elle empira beaucoup au cours de l'année 1943. En décembre, des organisations représentant tout le pays, et les chefs en Grèce de tous les groupements politiques envoyèrent au CICR des nouvelles très alarmantes, confirmées par les rapports de sa délégation. La disette s'était dangereusement aggravée, du fait en particulier de l'activité des guérillas et de la très mauvaise récolte, et inspirait des inquiétudes d'autant plus vives qu'on se trouvait à l'entrée de l'hiver. Pour comble de malheur, l'envoi de vivres prêts à quitter la Turquie et de 30.000 tonnes de blé canadien attendant d'être embarqué était retardé par la pénurie des moyens de transport. Une sous-alimentation prolongée avait eu pour effet un affaiblissement général de la population. D'autre part, 250.000 personnes

au moins se trouvaient sans abri. Il était donc absolument nécessaire que les secours fussent augmentés sans tarder d'une façon considérable. La délégation du CICR était d'avis que les envois de secours devraient être doublés pour permettre de faire face à la situation, et elle signalait particulièrement le manque de matières grasses et de matières albumineuses.

Dans le courant de décembre, tandis que le Gouvernement suédois faisait de son côté des démarches, le CICR exposa les faits ci-dessus simultanément aux Gouvernements américain, britannique et canadien, et en informa également les Croix-Rouges respectives. En même temps, il faisait savoir que, s'il disposait des fonds nécessaires, il lui serait possible d'envoyer de Suisse une certaine quantité de vêtements.

A la fin de janvier 1944, le Gouvernement américain avisait le CICR que ses démarches avaient été prises en considération, et qu'il était décidé d'expédier chaque mois 1.600 tonnes de denrées alimentaires contenant des substances albumineuses. Outre des quantités supplémentaires de lait, on enverrait également chaque mois du Canada 10 tonnes d'ovomaltine et, sous peu, des Etats-Unis, 50 tonnes environ d'aliments de haute valeur nutritive spécialement destinés aux enfants ; 2.500 tonnes de riz avaient également été accordées, dont une partie était déjà en route et dont le reste suivrait en janvier et février. Il avait été fait droit à la demande d'augmentation considérable des quantités mensuelles de blé et de légumes secs. Les envois supplémentaires auraient lieu dès que les dispositions nécessaires auraient pu être prises. Un don de 300.000 vêtements et souliers pour enfants et jeunes gens était autorisé, et on espérait pouvoir en expédier la moitié dans le délai d'un mois.

Les Autorités alliées avisèrent peu après le Gouvernement suédois que les contingents mensuels de blé et de légumes secs pourraient être portés à 24.000 et 6.000 tonnes respectivement ; elles lui annoncèrent aussi l'envoi de 2.000 tonnes de produits de poisson.

D'autres navires suédois furent alors fournis par l'intermédiaire de la Croix-Rouge suédoise pour assurer l'écoulement de cette masse importante de secours. Le CICR avait en outre tenté, dès le début de décembre, d'obtenir des navires suisses.

Mais, malgré leur bonne volonté, les Autorités suisses ne purent donner à cette démarche une suite favorable, car elles ne disposaient pour les besoins du pays que d'un tonnage très réduit. A propos de ce problème primordial du tonnage, il faut signaler les efforts déployés en juin 1944 par le CICR, alors que la Commission de gestion, qui n'avait pas de réserves, craignait de devoir interrompre ses distributions s'il se produisait la moindre perturbation dans l'horaire des cargos suédois <sup>1</sup>.

Si des envois plus considérables de légumes secs, ainsi que certaines quantités de riz et de poisson parvinrent en Grèce pendant les premiers mois de 1944, la Commission ne reçut les nouveaux contingents de secours que durant le second trimestre, et les arrivages ne correspondirent entièrement aux prévisions du nouveau programme qu'après la libération du pays, lorsque furent débarqués les vivres importés par les Autorités alliées. Ils n'en atteignirent pas moins, du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> novembre 1944, la moyenne mensuelle de 29.000 tonnes.

A la libération, la Commission se trouva dans l'impossibilité de décharger tout de suite les navires suédois qui étaient arrivés au Pirée, le port ayant été détruit par les Allemands avant leur départ. Comme la capitale était alors momentanément privée de tout ravitaillement de la campagne, elle manqua de vivres. La Commission s'efforça de faire face à cette situation. En particulier, à la suite d'un échange de télégrammes entre

---

<sup>1</sup> Comme, à ce moment, les troupes alliées débarquaient en France, il était probable que les marchandises d'outre-mer destinées à la Suisse resteraient en souffrance dans la Péninsule ibérique, et que, de ce fait, l'activité de la flotte marchande suisse serait considérablement réduite. Le CICR demanda alors au Gouvernement suisse de céder pour le ravitaillement de la population grecque des cargos de petit tonnage, ainsi qu'une partie des denrées qui ne pourraient quitter Lisbonne. Celui-ci s'étant déclaré prêt, en principe, à mettre à disposition un ou deux navires et 3.000 tonnes de blé, le CICR put adresser une demande d'agrément aux belligérants à la fin d'août. Le « Zurich » fut alors offert à la Fondation pour l'organisation de transports de la Croix-Rouge, pour une durée limitée, par l'Office suisse des transports. Le Gouvernement grec à Londres, qui devait garantir les fonds nécessaires à l'affrètement, désirait toutefois que ce cargo pût être utilisé durant une période plus prolongée, si bien que l'on renonça à donner suite à cette offre. Le Gouvernement britannique ayant informé le CICR que la situation militaire ne lui permettait pas de donner une réponse favorable à sa demande d'agrément, et le problème du tonnage ayant pu être résolu entre temps, ce projet fut alors abandonné.

les navires suédois, Stockholm et Genève, il fut possible de distribuer à la population une partie du stock de paquets destinés aux invalides grecs.

Lorsque l'occupation de la Grèce prit fin, en octobre 1944, les Autorités alliées indiquèrent qu'elles donneraient toutes facilités à la Commission de gestion pour poursuivre son activité. Mais celle-ci, considérant sa mission comme terminée, envisageait de remettre, dès le 15 décembre, ses tâches aux Autorités du pays. Cependant, à la demande pressante et réitérée du Gouvernement hellénique, qui n'était pas encore à même d'assurer le ravitaillement de la population, la Suède et le CICR, désirant apporter leur concours tant qu'il serait nécessaire, continuèrent leur œuvre commune jusqu'à la fin d'avril 1945. Aux ressources de la Commission s'ajoutèrent alors les importations de la « Military Liaison », service de secours à la population civile rattaché au Commandement militaire allié. Les navires suédois, conformément au programme de secours, continuèrent le service transatlantique jusqu'à la fin de mars, après quoi ils furent utilisés pendant quatre ou cinq mois encore pour transporter les marchandises importées par l'UNRRA.

Durant cette période, où le Gouvernement suédois n'était plus lié par les obligations découlant des garanties données par lui aux Autorités du blocus, la collaboration au sein de la Commission de gestion entre la délégation du CICR et la délégation suédoise revêtit une forme nouvelle, toutes les décisions étant prises d'un commun accord <sup>1</sup>.

Il faut faire une mention spéciale de l'activité déployée par la délégation du CICR pour protéger la population civile durant la période qui précéda la libération, alors que sévissaient les combats locaux, les sabotages, les actions punitives ou de représailles. Elle se mit en rapport, au prix parfois de grandes difficultés, avec les quartiers-généraux de l'E.D.E.S. et de l'E.A.M.-E.L.A.S., pour obtenir les facilités nécessaires à la poursuite de l'œuvre de secours. Lors du départ des troupes du Reich, ses interventions répétées auprès du Commandement

---

<sup>1</sup> Voir le chapitre XXVII du Rapport final de la Commission de gestion pour les secours en Grèce.



allemand lui permirent d'empêcher la destruction d'installations d'utilité publique, telles que réservoirs d'eau et stations de pompage, centrales électriques, moulins, stocks de marchandises, etc. A Salonique, la délégation du CICR agissant comme intermédiaire entre les forces allemandes et les partisans, épargna à la ville des destructions massives. En septembre et octobre 1944, les délégués du CICR réussirent à accomplir des deux côtés de la ligne de feu de nombreux sauvetages en suivant la retraite des armées allemandes.

Ils purent rendre également, par la suite, de précieux services lors de la guerre civile qui, du 3 décembre 1944 au 17 janvier 1945, date à laquelle furent signés les accords de Varkyssa, ensanglanta la capitale, ajoutant aux souffrances de la guerre et de l'occupation celles d'une lutte fratricide. Ils réussirent en effet, avec l'approbation du Commandement britannique, à conclure avec le quartier-général de l'E.A.M.-E.L.A.S. un accord assurant le libre passage à travers la ligne de feu des camions chargés de vivres et de matériel sanitaire. Durant cette sombre période, les délégués du CICR et de la Mission de la Croix-Rouge suisse se distinguèrent particulièrement. Ils assumèrent en grande partie le ravitaillement des hôpitaux et de la population civile, qui, sans leurs efforts courageux, se seraient trouvés dans une situation désespérée. Malgré les fusillades, les mines, les barricades, les tirs d'avions et d'artillerie, les convois de la Croix-Rouge circulèrent jour après jour en franchissant les zones de combat, car d'un côté des lignes étaient les bureaux, les parcs de véhicules, les stocks de carburant et certains dépôts, et de l'autre la plupart des dépôts, les moulins et les réservoirs d'eau. Mais bien que plusieurs véhicules eussent été mis hors d'usage par les projectiles, les délégués du CICR furent plus heureux que M<sup>lle</sup> Lecou, infirmière de la Croix-Rouge hellénique, qui trouva la mort alors qu'elle accompagnait comme volontaire un camion de matériel sanitaire, et aucun d'eux n'eut à payer de sa vie son dévouement.

\* \* \*

La Commission de gestion<sup>1</sup> reçut d'outre-mer, au total, environ 610.000 tonnes de vivres, dont près de 470.000 tonnes de blé et de produits du blé. Il faut ajouter à ces quantités 3.600 tonnes reçues de Suède, 2.100 tonnes envoyées de Turquie<sup>2</sup>, 31.000 tonnes provenant des pays de l'Axe à titre de compensation et 4.400 tonnes de produits indigènes. Ainsi, la Commission de gestion disposa, du début à la fin de son activité, d'environ 651.000 tonnes de vivres divers. Si l'on y ajoute les 55.000 tonnes de vivres qui lui ont été confiés par la « Military Liaison » pour être distribués par ses soins, et les 6.000 tonnes de vivres remis à leur départ par les Allemands, le total s'élève à 712.000 tonnes environ.

D'autre part, la Commission de gestion reçut d'outre-mer 426 tonnes (poids brut) et 1.059 caisses de médicaments divers, 893.813 litres d'huile de foie de morue pour les enfants, ainsi que du matériel d'hôpital, dont 1.210 douzaines de films et 7 tonnes d'autres fournitures pour rayons X<sup>3</sup>.

Enfin, elle disposa de quantités considérables d'articles d'habillement<sup>4</sup>. De février à août 1944, elle en reçut pour 300.000 enfants (près de 900 tonnes). A partir de septembre 1944, les Autorités du blocus autorisèrent l'envoi mensuel de 100 tonnes de vêtements et de chaussures. Après la libération, les sociétés de bienfaisance firent de nombreux envois. Au total, la Commission reçut 2.500 tonnes environ d'articles d'habillement pour enfants et adultes<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Il s'agit ici de la deuxième et de la troisième Commission de gestion (« Commission de gestion de la Délégation du CICR en Grèce » et « Commission de gestion pour les secours en Grèce sous les auspices du CICR », septembre 1942-avril 1945), caractérisées par la collaboration entre le CICR, le Gouvernement suédois et la Croix-Rouge suédoise. Les chiffres relatifs à la première Commission de gestion (« Commission de gestion des envois de vivres du CICR », octobre 1941-août 1942) ont été donnés plus haut.

<sup>2</sup> Ces vivres de Turquie étaient adressés à la délégation du CICR. Celle-ci en confia la distribution à la Commission de gestion, en lui indiquant comment elle devrait être effectuée.

<sup>3</sup> Voir chapitre XXII du Rapport final de la Commission de gestion.

<sup>4</sup> Voir chapitre XXIII du Rapport final de la Commission de gestion.

<sup>5</sup> Lorsque la nouvelle Commission de gestion commença son activité, l'administration centrale léguée par l'ancienne Commission avait recours aux services de près de 500 employés. Lorsqu'elle y mit fin, elle en comptait 2.000. D'autre part, près de 900 chauffeurs, convoyeurs et

Dans l'accomplissement de sa tâche multiple, la Commission de gestion bénéficia de la collaboration de la Mission de la Croix-Rouge suisse. Celle-ci, qui s'était mise au travail en juillet 1942, était tout d'abord chargée de distribuer le lait et les médicaments que la Croix-Rouge suisse, Secours aux Enfants, avait expédiés en Grèce à la délégation du CICR par les soins de la Commission mixte de secours. La délégation du CICR prit d'emblée pour règle de mettre la totalité du lait, des fortifiants et des médicaments qu'elle recevait à la Mission de la Croix-Rouge suisse. Comme celle-ci avait déjà organisé en partie les services appropriés, qu'elle était particulièrement qualifiée pour la distribution de ces secours, et que, d'autre part, son chef, qui était en même temps membre de la délégation du CICR, faisait partie en cette qualité de la Commission de gestion, cette dernière trouva tout indiqué, dès qu'elle reçut d'outre-mer des quantités importantes de lait, de fortifiants et de médicaments, de lui en confier, d'une façon générale, la répartition, étant entendu que celle-ci devait se faire suivant certains principes. A Athènes et au Pirée, ainsi qu'à Salonique, à Volos et en Crète, ces secours furent distribués par les membres de la Mission, ailleurs en province par les délégués de la Commission. La coordination de ces activités fut assurée par le chef de la Mission. En sa qualité de membre de la Commission de gestion, il était aussi chargé du ravitaillement des hôpitaux, sanatoriums, institutions de bienfaisance, orphelinats, cantines d'enfants et d'étudiants, etc. Toutes les activités de secours en faveur des enfants et des malades se trouvaient donc placées sous son autorité. La Mission organisa, d'autre part, pour son propre compte, l'assistance médicale aux enfants, dont la Commission de gestion bénéficia elle-même pour son œuvre. La Mission de la Croix-Rouge suisse rendit ainsi des services inappréciables à la Commission, particulièrement à l'époque où celle-ci ne disposait que d'un nombre restreint de délégués

---

gardiens, et plus de 2.000 ouvriers travaillaient alors pour son compte. Ces chiffres ne comprennent ni le personnel employé par la Mission de la Croix-Rouge suisse et les infirmières ou dames bénévoles qui ont prêté leur concours à l'œuvre de secours, ni le personnel des cantines. Un nombreux personnel était, d'autre part, employé en province.

et devait résoudre de toute urgence des problèmes complexes d'organisation <sup>1</sup>.

Le présent exposé s'est borné, en ce qui concerne la nouvelle commission de gestion composée de délégués du CICR et de délégués suédois, à indiquer les modalités de cette collaboration, les démarches et négociations, plus particulièrement celles du CICR, les grandes lignes de l'activité de la Commission et les chiffres globaux des secours qu'elle a été à même de distribuer. Le « Rapport final de la Commission de gestion pour les secours en Grèce sous les auspices du CICR » fournit, en effet, des indications circonstanciées sur toutes les questions relatives à l'activité de cette Commission, et notamment sur l'organisation, la répartition et l'extension des secours, les relations avec les Autorités d'occupation et les Autorités grecques, le concours apporté par la Croix-Rouge hellénique et par des personnalités grecques.

La Commission mixte de la Croix-Rouge internationale, dont il a été question au début de cet exposé, a réussi de son côté à envoyer en Grèce, de 1941 à 1946, 2.471 tonnes de secours divers, dont 101 tonnes de vêtements, représentant une valeur de 7.062.500 fr. s., et des produits pharmaceutiques et articles sanitaires pour une valeur de 1.825.000 fr. s. (113.642 kg.). Les Autorités des pays intéressés ont, dans l'ensemble, largement contribué à assurer le succès de ses efforts, soit en autorisant le transfert des fonds, soit en accordant les licences d'exportation nécessaires, soit en facilitant le transport des marchandises. Bien que les moyens mis à sa disposition par les divers donateurs fussent relativement faibles, les secours qu'elle a pu envoyer de l'intérieur de l'Europe ont permis d'apporter une aide considérable, en particulier aux enfants, grâce à la haute valeur nutritive d'une bonne partie des produits expédiés et aussi parce que ses envois de médicaments et de fortifiants complétaient souvent de façon très heureuse ceux que recevait la Commission de gestion.

---

<sup>1</sup> Cette activité de la Mission de la Croix-Rouge suisse est décrite dans les chapitres XXII et XXVIII du Rapport final de la Commission de gestion, qui comporte, d'autre part, en annexe un bref exposé d'ensemble de l'œuvre qu'elle a accomplie. Pour plus de détails, voir le Rapport sur l'activité de la Mission de la Croix-Rouge suisse en Grèce.

Les démarches auprès des belligérants furent faites par le CICR, et tous ces secours étaient adressés à sa délégation à Athènes, qui en assurait la remise aux destinataires selon les instructions des donateurs. Il faut noter qu'à partir de septembre 1942, la délégation confia à la Mission de la Croix-Rouge suisse tous les envois de lait, de fortifiants et de médicaments.

Ainsi, en dépit de tous les obstacles et notamment du blocus économique, le CICR, avec le concours de la Commission mixte, obtint dès le début des résultats qui, quoique modestes au regard des maux qu'il fallait soulager, n'en furent pas moins d'une importance capitale. Cette aide venait, en effet, la première à un moment critique où rien n'était encore organisé et où la prompte arrivée de vivres était une question de vie ou de mort pour des centaines de milliers de personnes. Depuis septembre 1942, l'œuvre de secours dut à la participation du Gouvernement suédois et de la Croix-Rouge suédoise de prendre une ampleur sans précédent. Il est certain qu'elle a sauvé un peuple entier d'un désastre irrémédiable. Sa réalisation a été possible grâce à la bonne volonté des belligérants et des Autorités intéressées, et parce qu'un certain nombre de Sociétés et d'organismes de la Croix-Rouge, ainsi que le Gouvernement hellénique à Londres et plusieurs pays neutres, secondés par diverses organisations, en particulier la « Greek War Relief Association » et le Comité Vanderbilt, et par maints donateurs privés, ont uni leurs forces pour venir en aide à la population grecque.

## § 10. HONGRIE

Au moment où les hostilités se portèrent sur le sol hongrois, le CICR était représenté à Budapest par un délégué qui fit tout son possible pour empêcher l'extermination des Israélites hongrois <sup>1</sup>.

Lorsque les combats s'approchèrent de Budapest, en hiver 1944, ce délégué créa un service spécial destiné à venir en aide aux enfants délaissés, et cela sans distinction de race ou de

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet volume I, page 675, et volume III, page 568.

religion. Les bombardements avaient fait de nombreuses victimes, et l'évacuation obligatoire de la population, ordonnée par le Gouvernement des « Croix-Fléchées » devant l'avance des troupes russes, avaient amené de nombreux orphelins dans la capitale. A la suite d'un appel adressé au public, un nombre considérable d'habitations privées furent mises à la disposition du délégué du CICR, qui les aménagea en homes d'enfants et les plaça sous la protection du CICR. Plus de 2.000 enfants d'origine israélite convertis au christianisme et qui ne bénéficiaient d'aucune aide, furent ainsi logés, nourris et soignés par la délégation du CICR pendant que la bataille faisait rage dans la capitale hongroise.

Après la fin des hostilités, la délégation du CICR, qui ne pouvait reprendre encore son activité traditionnelle, s'occupa d'un millier d'orphelins de Budapest, en procurant des secours en vivres et en argent aux homes qui abritaient ces malheureuses victimes de la guerre. Cette œuvre fut plus tard poursuivie par la Croix-Rouge suisse.

Lorsque les relations avec les nouvelles Autorités eurent été rétablies, les premiers secours furent apportés de Suisse dans la capitale hongroise, d'abord par des colonnes de camions du CICR, ensuite par des trains-blocs organisés par la Commission mixte. Les relations avec l'extérieur redevinrent normales dès 1946 ; rien n'empêchait plus les donateurs d'atteindre directement les organisations bénéficiaires, et la Croix-Rouge hongroise fut réorganisée. Le CICR put alors retirer sa délégation en Hongrie, et c'est son délégué à Vienne qui fut chargé des démarches nécessaires pour l'acheminement et la distribution des envois de la Commission mixte.

Cependant, avant de terminer son travail en Hongrie, le CICR collabora à la mise au point des questions relatives à la distribution des secours. Le Gouvernement hongrois désirait former un comité composé de quelques-uns de ses membres et dirigés par le représentant de l'UNRRA. Le délégué du CICR, qui avait reçu l'assurance que ce conseil ne jouerait qu'un rôle consultatif, accepta d'en faire partie, mais en suggérant la constitution d'un comité de distribution formé de spécialistes. Dans ce comité, présidé par un membre de la Croix-Rouge

hongroise, la présidence ministérielle avait un représentant, et il en était de même pour le ministère de la Prévoyance sociale, le ministère de l'Alimentation et l'Assistance sociale de la ville de Budapest. Le délégué du CICR en faisait partie de droit. Ce comité, dit des cinq, devait établir le plan de distribution. Celle-ci devait se faire gratuitement et sous le signe de la Croix-Rouge. La Croix-Rouge hongroise était responsable de la réception, de la garde et de la répartition des secours <sup>1</sup>.

## § II. ITALIE ET POPULATION ITALIENNE EN AFRIQUE

Ce n'est qu'après l'occupation, par les troupes alliées, des territoires italiens en Afrique que le CICR fut appelé à secourir la population civile italienne.

### *Erythrée.*

Lorsque les Alliés l'eurent emporté en Erythrée, le CICR s'efforça de faire parvenir du lait aux enfants italiens de ce pays. En raison de son étroite connexion avec l'envoi de lait en Grèce, cette action a été décrite au § 9 de ce chapitre <sup>2</sup>.

### *Afrique Orientale italienne.*

Après la fin des hostilités en Abyssinie, les Gouvernements britannique et éthiopien conclurent, en janvier 1942, un accord prévoyant l'évacuation de la population italienne de ce pays, à l'exception de quelques centaines de techniciens. Le Gouvernement suisse, en tant que Puissance protectrice de l'Italie, obtint, à la suite de négociations, que ces Italiens fussent rapatriés à bord de bateaux italiens. L'embarquement devait se faire à Berbera, en Somalie italienne.

Le CICR fut avisé, le 6 mai 1942, quelques jours seulement avant l'arrivée des bateaux italiens à Berbera, que ceux-ci transportaient une cargaison importante de secours pour

---

<sup>1</sup> Pour les détails sur les secours envoyés, voir le Rapport de la Commission mixte.

<sup>2</sup> Voir page 489.

les Italiens de l'Afrique Orientale qui ne seraient pas rapatriés. On le pria de charger un de ses délégués d'assister au débarquement de ces secours à Berbera, afin d'en assumer la répartition en Erythrée, en Somalie italienne, en Somalie britannique et en Ethiopie.

Grâce à la bienveillance des Autorités britanniques du Moyen-Orient, un membre de la délégation du CICR au Caire put se rendre par avion spécial à Berbera, où il arriva à temps pour assister au déchargement, qui devait se poursuivre jusqu'au 15 mai. Le délégué du CICR établit le plan de répartition suivant, pour ce lot de 3.840 caisses et balles de vivres, de médicaments et de vêtements, répartition effectuée de la manière la plus judicieuse possible selon la nature des produits et la densité de la population civile italienne dans les divers territoires de l'Afrique Orientale :

- 2.777 caisses et balles pour l'Erythrée (80.000 civils et 2.000 prisonniers de guerre) ;
- 464 caisses pour la Somalie italienne (11.000 civils) ;
- 599 caisses pour la Somalie britannique et l'Ethiopie (11.000 civils et 5.000 prisonniers).

Il avait été réservé 35 caisses pour les membres de la Commission italienne d'armistice à Djibouti ; mais l'autorisation de les expédier se fit tellement attendre qu'on décida de les joindre au lot destiné aux prisonniers de guerre internés dans la région de Berbera. Sollicitées à nouveau en faveur de ladite commission, les Autorités britanniques finirent cependant par donner leur consentement ; elles se chargèrent alors de transporter à Djibouti les 20 caisses encore disponibles, ainsi que 15 autres livrées à la place de celles qui avaient été déjà réparties dans les camps susdits, à savoir :

- 1 caisse d'huile d'olive,
- 5 caisses de tabac,
- 5 caisses de lait condensé,
- 1 caisse de jus d'orange,
- 1 caisse d'extrait de viande,
- 2 caisses de vin de Marsala.



La distribution en Ethiopie et en Somalie britannique eut lieu selon les instructions du délégué du CICR, et se termina en juin 1942.

Les marchandises prévues pour la Somalie britannique furent réexpédiées par mer. Un comité mixte, composé de fonctionnaires britanniques et italiens, ainsi que de deux membres de la Croix-Rouge italienne à Mogadiscio, se chargea de leur répartition.

Débarqués de nuit et en toute hâte à Massaouah, les secours destinés à l'Erythrée furent malheureusement pillés dans la proportion d'environ 3%. Ayant constaté le dommage quelques jours après, à son arrivée dans ce port, le délégué du CICR se plaignit aux Autorités d'occupation, qui châtièrent sévèrement les coupables et acceptèrent que la garde de l'entrepôt fût renforcée par des carabiniers italiens. Reconditionnées avec l'aide de la Croix-Rouge italienne, les marchandises furent transportées dans vingt-deux wagons à Asmara, capitale de l'Erythrée, et utilisée ainsi :

1. Les vivres, les médicaments, et les fortifiants furent distribués aux unités sanitaires (hôpitaux) et à la Croix-Rouge italienne. Celle-ci remettait les fortifiants contre ordonnance médicale aux malades et aux enfants des villes ; d'autre part, elle envoya une partie des médicaments à Mogadiscio, en Somalie italienne.

2. Les vêtements, les sous-vêtements et les textiles allèrent aux nécessiteux.

3. Les cigarettes et le tabac furent donnés aux prisonniers de guerre et aux internés civils des camps d'Erythrée, ainsi qu'à tous les ressortissants italiens masculins âgés de plus de 18 ans.

Les divers sièges de la Croix-Rouge italienne en Erythrée reçurent également des vêtements, des sous-vêtements, des textiles, des cigarettes et du tabac.

### *Afrique du Nord.*

Lorsque la campagne de l'Afrique du Nord eut pris fin, en mai 1943, le Gouvernement italien adressa au CICR et au

Gouvernement suisse, en sa qualité de Puissance protectrice, un mémorandum où il signalait la situation difficile des résidents italiens et des réfugiés dans cette région, spécialement en Tunisie.

Ayant transmis cette information au délégué de la Croix-Rouge américaine à Genève, le CICR reçut de lui l'assurance que, sur l'ordre du Président Roosevelt, les Autorités américaines s'efforçaient déjà de venir en aide à la population civile en Afrique du Nord, y compris les résidents italiens, et que la Tunisie retenait particulièrement leur attention.

Plus tard, le CICR reçut, par l'intermédiaire de son délégué à Tunis, un appel précisant que les Italiens de cette ville ne recevaient plus de subsides de la Puissance protectrice, et, en octobre 1944, il était enfin exactement renseigné tant sur le nombre des nécessiteux que sur la nature de leurs besoins. De son côté, la délégation du CICR à Rome obtint de la Croix-Rouge italienne des médicaments qu'elle put envoyer par avion à Tunis, au début de 1945.

### *Ville de Rome.*

Sous l'occupation allemande, de nombreux réfugiés vivaient à Rome dans des conditions précaires. La délégation du CICR dans cette ville s'efforça de recueillir des fonds sur place, en attendant les envois de l'étranger. Elle put ainsi, en avril et mai 1944, distribuer aux réfugiés grecs 83.000 liras, un millier de sous-vêtements et 5.550 kg. de farine de riz, puis venir en aide aux réfugiés yougoslaves, qui reçurent, pendant le second semestre de 1944, des subsides de plus de 25 millions de liras. D'autre part, le CICR tenta, avec le concours de la Croix-Rouge suisse, de se procurer du lait en Suisse. Mais tandis qu'il négociait avec les Autorités du blocus au sujet d'un permis d'exportation, Rome fut occupée par les Alliés, de sorte qu'il n'y avait plus lieu de poursuivre ces démarches.

En effet, les Alliés organisèrent aussitôt le ravitaillement de la ville, et créèrent une organisation italienne de secours qui facilita l'envoi des dons recueillis par la Commission mixte. Cette institution, l'« Ente nazionale per la distribuzione di soccorsi in Italia » (ENDSI), comprenait des représentants

du Conseil des ministres, du Saint-Siège, de la Croix-Rouge italienne et, plus tard, de la Confédération nationale du Travail. Son but était de centraliser et de distribuer gratuitement à la population civile les secours fournis par les deux Amériques, par divers autres pays, dont l'Etat italien lui-même, ou d'origine privée. La franchise de port et de douane, ainsi que des facilités fiscales, lui avaient été concédées par le Gouvernement italien. La délégation du CICR à Rome collabora avec l'ENDSI dès sa création. De même, la Commission mixte lui adressa tous les envois qu'elle effectuait à titre d'intermédiaire entre donateurs et destinataires, ce qui lui permettait de jouir des avantages accordés à l'Organisation nationale de secours.

### *Italie méridionale.*

Le 9 septembre 1943, jour où les premières forces alliées débarquèrent dans la région de Naples, le président de la Croix-Rouge italienne étudiait avec le CICR, à Genève, la question du ravitaillement de l'Italie méridionale et de la Sicile. Le blé commençait à manquer dans ces provinces coupées, par le front, de leurs sources ordinaires d'approvisionnement. Le CICR soumit alors aux Autorités du blocus, en décembre 1943, une suggestion que lui avaient faite les représentants de la Croix-Rouge hongroise à Genève : le Gouvernement italien ayant commandé en Hongrie, avant la conclusion de l'armistice, 150.000 tonnes de blé, celle-ci était prête à en livrer 50.000 tonnes à l'Italie méridionale, si les permis nécessaires pouvaient être obtenus.

En mars 1944, le « Ministry of Economic Warfare », à Londres, demanda au CICR des précisions sur le mode de paiement et la route envisagée pour le transport des marchandises. Les événements militaires à l'Est et dans les Balkans empêchèrent la réalisation de ce projet, qui n'aurait pu, d'ailleurs, être exécuté sous le signe de la Croix-Rouge, vu son caractère commercial.

Au cours de l'été 1944, plusieurs organisations des deux Amériques sollicitèrent la collaboration du CICR pour le transport et la distribution des secours qu'elles se proposaient de

faire parvenir à la population italienne résidant dans les territoires occupés par les Alliés. La plus importante d'entre elles, l'« American Relief for Italy, Inc. », à New-York, désirait notamment expédier environ 3.500 tonnes de vêtements en Italie du Sud. Mais le CICR ne pouvait mettre des moyens de transport à la disposition de ces divers comités, car tous les bateaux à son service avaient déjà leur pleine charge de secours destinés aux prisonniers de guerre alliés en Europe. Il conseilla donc aux donateurs américains de s'entendre directement, soit avec les Autorités de l'Italie libérée, soit avec la Croix-Rouge américaine et l'UNRRA, qui travaillaient déjà dans ce pays. Il offrit cependant à toutes les organisations désireuses de l'utiliser à des fins purement humanitaires, l'aide de ses délégations en Italie pour la réception, le réacheminement éventuel des secours et le contrôle de leur distribution.

Ainsi, l'Union internationale de secours aux enfants fit savoir, en octobre 1944, que sa délégation à Buenos-Ayres avait adressé à la délégation du CICR à Rome 5.000 tonnes de vivres, la laissant libre de les répartir entre les homes d'enfants ou d'adolescents qu'elle jugerait les plus nécessiteux, pourvu qu'elle lui remît un rapport sur l'emploi de ces marchandises. Entre temps, l'« American Relief for Italy, Inc. », qui avait ouvert un bureau à Rome, avait été chargé de distribuer à la population italienne tous les secours provenant des Etats-Unis. Cet organisme et les délégations du CICR assurèrent donc conjointement la distribution des envois de l'Union internationale de secours aux enfants.

### *Régions limitrophes de la Suisse.*

C'est vers le pays voisin et épargné par la guerre que se tournèrent tout naturellement les habitants des territoires proches de la frontière suisse. Leurs appels ne restèrent pas sans écho. Non seulement la Croix-Rouge suisse et le Don suisse répondirent, dans la mesure de leurs moyens, aux diverses demandes, mais des communes, des sociétés et des particuliers témoignèrent une sympathie spontanée et agissante à ces

populations<sup>1</sup>. De nombreuses organisations s'adressèrent au CICR qui, en les renseignant sur les besoins à satisfaire et sur les actions déjà entreprises ou projetées, put éviter la dispersion des efforts.

### *Italie du Nord.*

Lorsque l'Italie du Nord eut été occupée par les troupes alliées, elle resta séparée des provinces centrales et méridionales jusqu'à l'installation définitive des Autorités civiles. Son administration différait donc de celle des autres parties du pays. Le manque de combustible, les bombardements et la pénurie de véhicules due aux réquisitions des troupes de l'Axe avaient entraîné une paralysie presque complète des transports.

En mai 1945, lors d'une première prise de contact entre un délégué du CICR et les Autorités militaires alliées, celles-ci déclarèrent qu'elles s'efforçaient d'assurer le ravitaillement de la population par des importations massives de marchandises provenant des deux Amériques, que toute aide du CICR serait la bienvenue, mais qu'elles désigneraient dorénavant elles-mêmes les régions nécessiteuses, afin de coordonner les initiatives humanitaires, fort nombreuses en Italie. Comme, d'autre part, la Croix-Rouge italienne était en voie de réorganisation, le CICR n'eut plus à s'occuper de l'assistance aux civils en Italie. Toutefois, ses délégués à Tunis, à Milan, à Gênes et à Trieste continuèrent à rendre des services dans des questions de transport, d'entreposage et de franchises.

## § 12. NORVÈGE

Les efforts du CICR en faveur de la Norvège paraissent peu importants au regard de ceux qu'il a déployés pour secourir d'autres pays occupés. Cette particularité s'explique par le rôle qu'à joué en l'occurrence la Suède voisine, pays demeuré en dehors du conflit et où la population et la Croix-Rouge se

---

<sup>1</sup> Voir à ce propos, et en particulier pour l'action en faveur de la vallée de Domodossola, le Rapport de la Commission mixte.

sont employées efficacement à aider les victimes de la guerre en Norvège.

Le CICR n'est donc intervenu que dans les moments où un intermédiaire non seulement neutre, mais apolitique, pouvait seul avoir l'espoir de surmonter les difficultés provoquées par les troupes d'occupation. Ce fut le cas au début de la campagne de Norvège. Les troupes norvégiennes qui résistaient encore dans la partie septentrionale du pays manquaient d'ambulances, de médicaments et de pansements, les dépôts constitués dans le sud étant tombés aux mains de l'ennemi. Le CICR tenta de faire parvenir une partie de ce matériel dans le nord, mais il se heurta au refus des Autorités d'occupation.

A la suite de l'appel lancé, en novembre 1940, par la Ligue et le CICR, ce dernier avait reçu quelques dons sans affectation spéciale, en faveur des femmes et des enfants. D'entente avec la Ligue, une partie de ces fonds servit à acheter 15 tonnes de sucre en Tchécoslovaquie, et 15 tonnes de millet en Hongrie. Avec le concours de la Croix-Rouge allemande, ces marchandises, ainsi que 3 tonnes de raisins secs offerts par le Croissant-Rouge turc à la Croix-Rouge norvégienne, purent être acheminés vers Oslo et remises à la Croix-Rouge norvégienne, à l'intention des enfants norvégiens.

Dès sa création, la Commission mixte fit quelques envois en faveur de la population norvégienne. Les distributions de ces secours étaient contrôlées par le délégué du CICR à Stockholm, chaque fois que les Autorités allemandes lui permettaient de se rendre en Norvège. Ce délégué put ainsi établir un contact très utile avec la Croix-Rouge norvégienne, et renseigner les donateurs sur les conditions de vie et les besoins de la population.

En 1944, il sembla de nouveau que l'intervention du CICR permettrait de surmonter les obstacles qui s'opposaient à une action de secours. A ce moment, la partie septentrionale de la Norvège fut libérée par les forces russes, et des rapports parvenus en Suède firent connaître la situation tragique de la population norvégienne évacuée de force par les troupes allemandes en retraite.

Le CICR étudia alors, avec le Gouvernement norvégien en exil et le représentant de la Croix-Rouge norvégienne à Genève,

la possibilité d'envoyer des secours dans ces régions, au moyen d'un bateau neutre battant pavillon de la Croix-Rouge, qu'on pourrait utiliser au retour pour l'évacuation des malades.

Mais la Croix-Rouge suédoise se préoccupait elle aussi de cette question, et le Gouvernement suédois était intervenu énergiquement à Berlin. Les Autorités allemandes répondirent qu'elles acceptaient l'envoi d'une mission de secours dans ces territoires, à la condition qu'une mission semblable fût envoyée dans ceux qui étaient déjà occupés par les troupes russes. C'était rendre impossible l'action projetée. Par bonheur, grâce au temps exceptionnellement doux pour la saison, l'évacuation de la population civile s'effectua dans des conditions moins pénibles qu'on ne l'avait craint tout d'abord.

### § 13. PAYS-BAS

La situation des Pays-Bas empira en automne 1944. Afin d'enrayer l'avance des Alliés, les troupes d'occupation, dont le nombre ne cessait d'augmenter, avaient inondé de vastes territoires, causant ainsi la perte d'une grande partie des récoltes. En raison de la grève des cheminots hollandais, les produits des provinces agricoles du Nord ne pouvaient plus parvenir dans les provinces de l'Ouest. Enfin, les destructions infligées aux chemins de fer allemands entravaient le ravitaillement du pays. La famine menaçait surtout les trois provinces de l'Ouest (Hollande du Sud, Hollande du Nord et Utrecht) dont la population était déjà très éprouvée par les privations subies durant près de quatre années d'occupation.

Vivement émue du grand péril que courait tout un peuple, l'opinion mondiale incriminait la Puissance occupante, et réclamait avec énergie une action de secours. Cela ne contribua pas à faciliter la tâche du CICR, qui dut faire preuve d'une extrême prudence dans ses démarches auprès des Autorités allemandes. Lors des premiers entretiens qu'il eut avec le le Consul d'Allemagne à Genève au sujet du ravitaillement des Pays-Bas sous le signe de la Croix-Rouge, il fut informé que la chose ne serait admise qu'à la condition d'être opérée

discrètement, et que des appels au public par la voie de la presse provoqueraient presque certainement un refus des Autorités compétentes. En outre, ces dernières faisaient dépendre leur décision du consentement des Alliés à une action de secours en faveur de la population civile des Îles de la Manche, action à laquelle le Gouvernement allemand attachait un intérêt particulier <sup>1</sup>.

En même temps, le CICR cherchait à se procurer des secours, efficacement secondé par le Gouvernement néerlandais à Londres, qui lui promit une aide financière, et qui appuya les démarches de sa délégation à Londres en vue d'obtenir que les Autorités du blocus fissent une exception au bénéfice de la Hollande. De nombreuses Sociétés nationales de la Croix-Rouge furent, de plus, instamment priées d'apporter leur concours.

En Suisse, diverses organisations, et parmi elles notamment un Comité bâlois, avaient rapidement recueilli des vivres et des vêtements offerts, en particulier, par la Croix-Rouge néerlandaise et le Don suisse. A Lisbonne, une importante quantité de blé cédé par le Gouvernement suisse se trouvait prêt à l'expédition. Enfin, la Commission mixte avait acheté, pour le compte de la Croix-Rouge néerlandaise et du Don suisse, 2.600 tonnes de céréales entreposées à Ratisbonne et primitivement destinées à la Belgique, mais dont les Autorités allemandes n'avaient pas permis l'envoi parce que, entre temps, ce pays avait été libéré.

Toutefois, le transport de ces secours posait un problème spécialement difficile. Le 7 novembre, le CICR proposa aux belligérants trois moyens d'acheminement qui lui semblaient praticables :

1. par chalands, le long du Rhin de Bâle à Rotterdam ;
2. par bateau du CICR, de Lisbonne à un port hollandais désigné par la Puissance occupante ;
3. par chemin de fer à travers l'Allemagne.

Le premier projet ne souleva pas d'objection de la part des Allemands, et les Autorités américaines l'admirent en principe, sur préavis du Grand Quartier général du général Eisenhower,

---

<sup>1</sup> Voir page 479.



lequel appuyait fortement les efforts du CICR en vue de ravitailler les Pays-Bas. Mais le Gouvernement britannique fit attendre sa réponse, puis refusa le sauf-conduit demandé, alléguant, outre des considérations d'ordre militaire, que le Rhin était miné, et qu'à un endroit tout au moins, des ponts détruits en obstruaient le cours. Il fallut donc décharger le chaland peint en blanc avec le signe de la Croix-Rouge, et prêt au départ. Cependant, la Commission mixte réussit à expédier ces vivres à travers la Belgique, par un train-bloc qui atteignit le 10 janvier 1945 les régions libérées des Pays-Bas <sup>1</sup>.

L'acheminement des 2.600 tonnes de céréales entreposées à Ratisbonne se heurta également à de grandes difficultés. Comme ces céréales avaient été achetées par la Commission mixte avec des fonds belges débloqués en Hongrie, l'accord des Autorités du blocus n'était pas nécessaire. Mais la désorganisation du réseau ferroviaire allemand rendit impossible leur transport de Ratisbonne à la frontière hollandaise. Les Autorités allemandes mirent alors à la disposition de la Commission mixte une quantité égale de seigle qui se trouvait à Essen in Oldenburg, petite localité proche de la frontière hollandaise. Le Gouvernement néerlandais à Londres, donateur de ces vivres, d'une valeur de 800.000 fr. s., accepta cette offre, et, après en avoir préalablement contrôlé la qualité, le délégué du CICR fit transporter le seigle par trains spéciaux à Rotterdam. Cet envoi permit d'augmenter de 400 grammes pendant trois semaines la ration hebdomadaire des 3.200.000 habitants des provinces de l'Ouest.

Les secours entreposés à Lisbonne comprenaient 3.575 tonnes de céréales cédées au Don suisse par le Gouvernement helvétique, 600 tonnes de légumineuses, 500 tonnes de riz et 175 tonnes de flocons d'avoine fournies par le Don suisse, ainsi qu'une quantité importante de médicaments offerts par la Croix-Rouge néerlandaise et 30.000 colis standard de vivres, don de la Croix-Rouge canadienne.

Le bateau « Henry-Dunant », battant pavillon suisse et muni du signe du CICR, fut mis à disposition par son proprié-

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

taire, la Fondation pour l'organisation de transports de la Croix-Rouge, avec l'assentiment de la Croix-Rouge américaine, qui bénéficiait d'un droit de priorité sur ce bateau pour le transport de colis destinés aux prisonniers de guerre américains en Allemagne.

Au début de novembre 1944, le CICR sollicita des belligérants les sauf-conduits pour le navire et une exception aux règles du blocus pour sa cargaison. Les Autorités américaines délivrèrent un sauf-conduit à la fin de novembre. Quant au Gouvernement allemand, il était d'accord en principe, mais il exigea que le blocus allié fût levé aussi en faveur des Îles de la Manche. En outre, il refusa de laisser un délégué du CICR pénétrer dans la zone des combats, et proposa de confier le contrôle de la distribution des secours à une commission composée de représentants du CICR domiciliés en Hollande et de représentants de la Croix-Rouge néerlandaise. Or, les Autorités britanniques faisaient de la présence d'un délégué du CICR une condition *sine qua non*. Le CICR s'efforça donc d'obtenir le consentement des Autorités allemandes sur ce point, d'autant plus qu'il avait appris, par la Croix-Rouge néerlandaise à Londres, que le comité de cette Croix-Rouge en Hollande, récemment remanié, ne jouissait plus de la confiance de la population.

Cependant, la situation aux Pays-Bas devenait de plus en plus critique, et il importait que le « Henry-Dunant » pût appareiller sans délai. A la suite de démarches pressantes et réitérées, le CICR obtint enfin des Autorités allemandes qu'un de ses délégués convoyât le navire jusqu'au port hollandais de Delfzijl pour assurer la réception et le réacheminement de la cargaison. De plus, un membre de la délégation du CICR à Berlin se rendrait dans ce port quelques jours d'avance, afin d'y organiser la distribution. Mais ces deux délégués devaient s'en tenir strictement à leur mission respective, et le contrôle dans les centres de distribution à l'intérieur du pays serait fait, non par eux, mais par quatre citoyens suisses résidant en Hollande, que le CICR désignerait à cet effet et qui auraient d'ailleurs la faculté de correspondre librement avec les délégués du CICR à Delfzijl. Les Autorités britanniques acceptèrent finalement ces conditions, après que notification leur eut été

faite de l'itinéraire qui, comme elles l'avaient proposé, passait par la côte occidentale de l'Angleterre et de l'Ecosse, puis longeait la Suède et le Danemark.

Lorsque la cargaison du « Henry-Dunant » fut prête, le CICR avisa le Gouvernement britannique du départ du cargo, en précisant qu'à partir de Gøteborg, il serait accompagné par un bateau-escorte allemand, et passerait par le Cattégat, le canal de Kiel et la côte allemande. Mais, le 3 janvier 1945, le « Foreign Office » fit une nouvelle réserve : avant d'autoriser le voyage du navire, il voulait prendre connaissance des rapports sur la distribution des envois de secours de la Croix-Rouge suédoise, rapports rédigés par des ressortissants suédois domiciliés en Hollande. A son avis, en effet, on pouvait craindre : 1<sup>o</sup> la confiscation des secours par les Allemands, désireux d'affaiblir par la famine la résistance du peuple hollandais ; 2<sup>o</sup> de nouvelles conditions imposées par les Allemands et dont ils tireraient d'autres avantages militaires.

Ainsi, une action de secours extrêmement urgente se trouvait retardée. En outre, si le cargo ne pouvait être utilisé immédiatement comme on l'avait prévu, il risquait d'être réclamé par la Croix-Rouge américaine, et son immobilisation dans le port de Lisbonne entraînait de fortes surestaries. Le Gouvernement britannique, rendu attentif à ces inconvénients, autorisa alors le départ du « Henry-Dunant » pour Gøteborg, mais réserva sa décision pour la suite du voyage. Au cas où cette décision serait favorable, on gagnait de la sorte deux semaines, durée du périple autour des Iles britanniques ; dans le cas contraire, la cargaison serait déchargée à Gøteborg et acheminée au mieux à destination.

Peu après, le navire quitta Lisbonne et mit le cap sur les îles Féroé. Le capitaine avait reçu l'ordre de traverser cet archipel par le Skepenfjord, mais il s'écarta de la route prescrite, parce que, à la suite d'un malentendu, il n'avait pas obtenu les cartes marines détaillées qu'il avait demandées, et que, de plus, il ne trouva pas les pilotes aux points qui lui avaient été indiqués. Incapable, dans ces conditions, de découvrir le Skepenfjord, il résolut de contourner les îles par le nord-est, et rencontra un bateau-escorte qui le conduisit à Thorshavn.

Après un voyage d'une quinzaine de jours, le « Henry-Dunant » arriva enfin, le 11 février, à Gøteborg. Le 15, il fut autorisé à gagner Delfzijl, en même temps que le « Hallaren », navire suédois chargé, lui aussi, de secours pour les Pays-Bas. Mais en raison du peu de profondeur du Sund, détroit par lequel il devait passer sur l'ordre du Gouvernement britannique, il dut laisser à Gøteborg 1.700 tonnes sur les 5.000 qu'il transportait. Ces 1.700 tonnes, qui comprenaient notamment les colis standard de la Croix-Rouge canadienne, arrivèrent en Hollande à bord du « Hallaren » quelques jours après la libération du pays. Les secours furent distribués dans les provinces de l'Ouest, de préférence aux personnes âgées de plus de soixante ans.

Le 8 mars, le « Henry-Dunant » entra dans le port de Delfzijl, où il était impatiemment attendu. Sa cargaison fut transportée à bord de péniches qui amenèrent les secours dans les différents centres de distribution. Cette opération s'effectua par les soins du Département néerlandais de la Pêche et de l'Agriculture, dont dépendait l'Office du ravitaillement, et sous le contrôle des délégués du CICR. Les péniches étaient plombées à Delfzijl, et, à leur arrivée, un employé de l'Office du ravitaillement vérifiait les plombs en présence des représentants du CICR. Ledit Office mit à disposition les moulins « Maas » et ses propres boulangeries pour la conversion des céréales en pain.

De grandes affiches annoncèrent l'arrivée des secours à la population, lui indiquant leur provenance, ainsi que les modalités de distribution et les centres où ces vivres seraient remis gratuitement et contre reçu aux bénéficiaires. La répartition se fit de la manière suivante :

2.150 tonnes de farine furent distribuées sous forme de pain à toute la population civile à partir de l'âge de 4 ans ; 3.200.000 personnes reçurent ainsi deux rations hebdomadaires de 400 grammes ;

500 tonnes de riz furent réservées aux enfants et aux mères qui nourrissaient (jusqu'à six mois après l'accouchement), ce qui représenta deux rations hebdomadaires de 250 grammes pour environ 860.000 enfants ;

175 tonnes de flocons d'avoine permirent à environ 293.190 enfants jusqu'à l'âge de 13 ans de recevoir deux rations hebdomadaires de 150 grammes ;

460 tonnes de lentilles furent attribuées aux cuisines populaires, spécialement dans les grandes villes, qui purent ainsi distribuer  $\frac{3}{4}$  de litre de potage par personne pendant 4 à 9 jours ;

le surplus de la farine, du riz et des flocons d'avoine fut remis aux « centres de distribution alimentaire pour enfants » et aux hôpitaux.

Le Département de la Pêche et de l'Agriculture prit à sa charge tous les frais de distribution des secours (déchargement, pilotes, transport, entrepôts, mouture, etc.).

Les provinces occupées ne furent pas seules à recevoir des secours par l'intermédiaire de Genève. De décembre 1944 à mars 1945, la Commission mixte réussit à expédier, à travers la France et la Belgique, 4 trains-blocs à la Croix-Rouge néerlandaise à Tilbourg<sup>1</sup>. Toutefois, une grande partie de ces marchandises ne fut pas employée dans cette région, mais mise en réserve afin d'être distribuée, dès leur libération, dans les provinces de l'Ouest, qui avait souffert davantage encore.

Dans leurs rapports, les délégués soulignaient que la situation des Pays-Bas demeurait grave, malgré les envois qui viennent d'être relatés. Aussi le CICR s'efforça-t-il, en étroite liaison avec la Commission mixte, d'obtenir de nouveaux secours. A sa demande, la Croix-Rouge américaine renonça, en faveur d'une deuxième action que le Don suisse désirait entreprendre en avril 1945, aux services du « Caritas », affecté au transport des colis pour les prisonniers de guerre américains. Mais sur ces entrefaites, la fin des hostilités permit d'utiliser des trains-blocs, plus rapides et moins onéreux. Les marchandises transportées de cette manière<sup>2</sup> furent distribuées par la Croix-Rouge néerlandaise, avec la collaboration d'un délégué du CICR qui s'était installé à La Haye dès la libération du pays. Comme ils n'étaient pas en quantité suffisante pour permettre à l'ensemble de la population d'en recevoir une portion appréciable, ces vivres furent réservés aux régions et aux catégories de personnes les plus éprouvées.

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

<sup>2</sup> Pour le détail, voir le Rapport de la Commission mixte.

En mai 1945, le général Eisenhower engagea avec les Autorités allemandes en Hollande occupée des pourparlers en vue de venir en aide à la population civile. Une convention relative à l'envoi d'équipes de secours fut signée par les belligérants ; elle comportait un paragraphe autorisant un délégué du CICR à pénétrer dans les territoires occupés pour y contrôler les distributions. Mais la fin des hostilités la rendit sans objet.

Il faut signaler enfin que le CICR contribua à une action de secours de l'Université de Zurich en faveur des professeurs de l'Université de Leyde. Il facilita le voyage à des professeurs de Zurich qui voulaient aller à Leyde prendre contact avec leurs collègues hollandais. Puis, l'Université de Zurich ayant décidé d'inviter des professeurs de l'Université de Leyde à faire un séjour d'un mois en Suisse avec leur famille, le CICR se chargea des démarches nécessaires à l'obtention des visas, et organisa le voyage en collaboration avec la Croix-Rouge suisse. Deux groupes, l'un de 48 et l'autre de 46 professeurs, arrivèrent en Suisse respectivement le 27 juillet et le 23 août 1945.

#### § 14. POLOGNE

Dès la fin de la campagne de Pologne, le CICR se préoccupa de venir en aide à la population civile de ce pays et aux réfugiés polonais en pays neutres. En septembre 1939, il prit contact, par l'entremise d'un délégué envoyé à Berlin en mission spéciale, avec les Autorités et la Croix-Rouge allemandes pour savoir quelle serait leur attitude à l'égard d'une action de secours dont lui-même, ainsi que la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, assumeraient la responsabilité.

Les Autorités allemandes intéressées n'étaient pas opposées, en principe, à ce qu'un appel en faveur de ces victimes de la guerre fût adressé à toutes les Sociétés nationales de la Croix-Rouge. Cependant, faisant valoir que les dons de la Croix-Rouge internationale seraient minimes au regard des efforts que déployaient les organisations allemandes pour ravitailler la Pologne, elles demandèrent que l'appel prévu ne fût pas conçu

dans des termes qui pourraient être utilisés par la partie adverse à des fins de propagande.

Lors d'une nouvelle prise de contact à Berlin, la Croix-Rouge allemande, qui se montrait très favorable à l'action projetée, informa le délégué du CICR du manque de médicaments à Varsovie. Ce dernier put s'en rendre compte lui-même lors d'un voyage en Pologne, au cours duquel la Croix-Rouge polonaise et d'autres organisations de secours de ce pays lui remirent des listes des médicaments et du matériel sanitaire dont l'envoi était particulièrement urgent.

D'autre part, les Autorités d'occupation assurèrent le délégué que les secours de la Croix-Rouge seraient distribués gratuitement aux personnes qui en auraient le plus grand besoin. Elles lui donnèrent en outre la garantie que les colis destinés à la population juive seraient remis intégralement à celle-ci.

Seules les provinces de Varsovie, de Radom, de Cracovie, de Lublin et la moitié de la province de Lodz pouvaient bénéficier de cette action. Il ne fut pas possible d'apporter une aide aux provinces de l'ancienne Pologne, annexées par l'Allemagne et dont les habitants étaient considérés comme citoyens allemands, ni, malgré de nombreux efforts, aux provinces occupées par la Russie soviétique.

La collaboration de la Croix-Rouge allemande facilita grandement l'exécution de ces actions de secours. Elle obtint, en effet, du ministère allemand des Communications que tous les envois pourraient être adressés en franchise de port et de douane à ses représentants dans le Gouvernement général, qui les feraient distribuer à leurs destinataires par les organisations polonaises locales. En revanche, les Autorités d'occupation n'autorisèrent pas le Comité central de la Croix-Rouge polonaise à poursuivre son activité. Il fut convenu que les accusés de réception, signés par les organisations polonaises bénéficiaires, seraient expédiés en deux exemplaires au CICR. En janvier 1940, celui-ci transmet ces précisions aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge et à d'autres organisations de secours capables de venir en aide à cette population civile.

Il n'est pas possible d'énumérer tous les dons en nature et en espèces que le CICR reçut à cette fin, ni toutes les négo-

ciations qu'il dut mener, tant pour les transferts de fonds que pour les permis d'exportation des pays, notamment la Suisse, où il parvenait à se procurer les secours. Le tableau suivant récapitule les envois transmis de février 1940 à juillet 1941 par le CICR aux représentants de la Croix-Rouge allemande en Pologne et provenant en grande partie des Sociétés de la Croix-Rouge d'outre-mer :

|             |      |                                                       |                 |
|-------------|------|-------------------------------------------------------|-----------------|
| février     | 1940 | 500 sacs de sucre . . . . .                           | 30.000 kg.      |
| mars        | 1940 | 5 caisses de chocolat. . . . .                        | 273 »           |
|             |      | 3 » de vivres et vêtem. . . . .                       | 116 »           |
|             |      | 22 » de prod. pharmaceut. . . . .                     | 485 »           |
| juin        | 1940 | 33 » de vivres et médicam. . . . .                    | 1.082 »         |
|             |      | 4 » d'instr. chirurgicaux . . . . .                   | 221 »           |
|             |      | 144 » de vivres. . . . .                              | 5.091 »         |
|             |      | 14 » de produits pharmac. . . . .                     | 659 »           |
|             |      | 1 » de produits pharmac. . . . .                      | 20 »            |
| mai         | 1940 | 83 » de vêtements. . . . .                            | 6.797 »         |
| août        | 1940 | 14 » de vivres. . . . .                               | 524 »           |
|             |      | 9 » de produits pharmac. . . . .                      | 165 »           |
|             |      | 14 » de matériel de pans. . . . .                     | 859 »           |
|             |      | 41 » de vivres. . . . .                               | 1.462 »         |
|             |      | 242 » de vivres. . . . .                              | 8.611 »         |
|             |      | 77 » de savon. . . . .                                | 2.473 »         |
|             |      | 77 » de savon. . . . .                                | 2.461 »         |
| septembre   | 1940 | 200 » de lait condensé . . . . .                      | 5.000 »         |
| octobre     | 1940 | 180 » de lait condensé . . . . .                      | 4.500 »         |
|             |      | 3 » de vivres et vêtem. . . . .                       | 80 »            |
| décembre    | 1940 | 2 » de matériel de pansement et médicaments . . . . . | 83 »            |
| avril       | 1941 | 8 » de médicaments et fortifiants. . . . .            | 219 »           |
| juillet     | 1941 | 4 » de produits pharmac. . . . .                      | 189 »           |
| Total . . . |      |                                                       | <u>71.370 »</u> |

D'autre part, la Croix-Rouge américaine intervint efficacement en faveur de la population civile de la Pologne, par l'entremise d'un comité à la tête duquel se trouvait l'ancien Président Hoover, et qui était composé de représentants de diverses



organisations humanitaires ayant leur siège aux Etats-Unis. Ce comité disposait de fonds très importants, mais son activité fut interrompue par l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Bien que le CICR insistât sur les avantages des envois de secours collectifs, il fut très fréquemment sollicité de faire parvenir des colis de secours individuels en Pologne occupée. Le service postal régulier n'étant pas encore rétabli, il demanda à la Croix-Rouge allemande son concours pour la transmission de ces envois. Celle-ci l'informa, au début de mars 1940, que ses représentants dans le Gouvernement général transmettraient les colis individuels destinés à des civils habitant des localités importantes en Pologne, à condition qu'ils fussent expédiés sous forme d'envois collectifs avec la liste des destinataires. Les colis ne devaient pas excéder 5 kg., ni contenir de l'eau-de-vie, du tabac, des allumettes ou de la saccharine.

La Commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale assumait en principe, dès sa fondation en automne 1940, la réexpédition des secours destinés à la Pologne. Toutefois, c'est encore le CICR qui, en 1941, fit parvenir à destination, dans les circonstances suivantes, un envoi de 16.350 kg. de vêtements. Le 10 mars 1941, le navire « Cold Harbour » débarqua à Marseille un lot important de vêtements que la délégation de la Croix-Rouge américaine dans cette ville adressa directement aux Autorités militaires suisses, à l'intention des internés militaires polonais en Suisse. Le CICR qui, jusque là, avait tout ignoré de cette affaire, apprit alors desdites Autorités que, selon une liste jointe à l'envoi par le donateur, la « Commission for Polish Relief » à New-York, une partie de ces effets étaient destinés aux prisonniers de guerre polonais en Allemagne et à la population civile du territoire polonais occupé par les forces allemandes. Il fut en outre chargé par le délégué à Genève de la Croix-Rouge polonaise de Londres de les expédier au représentant de la Croix-Rouge allemande à Cracovie, pour transmission au « Polnischer Hauptausschuss Krakau », une organisation polonaise qui pouvait exercer librement son activité en Pologne.

Mais l'exécution de ce mandat exigeait certaines démarches. D'abord, les vêtements en question n'étaient pas, comme les

secours d'outre-mer adressés au CICR en vue de leur réacheminement aux destinataires, des marchandises en transit ; ayant été importés en Suisse avec tout le reste de l'envoi précité, ils ne pouvaient en ressortir sans un permis d'exportation. D'autre part, il était contraire aux prescriptions générales du blocus d'expédier des secours d'outre-mer aux populations civiles des territoires occupés par les armées de l'Axe. Toutefois, les Autorités du blocus donnèrent leur consentement par le canal du Consulat général de Grande-Bretagne à Genève, et, comme le permis d'exportation avait été également obtenu, ces 16.350 kg. de vêtements, chargés sur trois wagons, partirent pour Cracovie le 24 septembre 1941. Ils furent distribués plus particulièrement dans le district de Galicie, cette région n'ayant pas encore bénéficié de tels envois. Les accusés de réception, signés par le « Polnischer Hauptausschuss », furent transmis à la « Commission for Polish Relief » à New-York le 21 octobre 1942.

En plus de ce lot important de vêtements, le CICR expédia, le 29 octobre 1941, à l'intention de la population civile de Pologne, 101 caisses de savon d'un poids de 12 tonnes, qu'il avait achetées au Portugal, ainsi que 120 caisses de lainages d'un poids de 3 tonnes.

Il envoya également des instruments de petite chirurgie, d'une valeur de 30.000 fr. s., qu'il avait pu se procurer en Allemagne, et qui avaient été primitivement destinés aux prisonniers polonais dans ce pays. Comme ces instruments faisaient le plus grand besoin en Pologne, ils furent mis, à la demande du donateur lui-même, à la disposition du « Polnischer Hauptausschuss ».

Il faut enfin exposer brièvement le rôle que joua le CICR, en tant qu'intermédiaire neutre, dans une action de secours particulièrement difficile. L'on se rappellera qu'en août 1944 la population de Varsovie, encouragée par l'avance des troupes soviétiques qui avaient atteint la rive orientale de la Vistule, s'était soulevée contre les occupants. Les combats qui firent rage dans la capitale polonaise provoquèrent l'exode de centaines de milliers de civils, parmi lesquels se trouvaient un grand nombre de femmes, d'enfants et de vieillards. Ces malheureux furent rassemblés à Pruszkow, à 20 km. environ de Varsovie,

dans un camp de transit pouvant contenir 50.000 personnes, puis transportés vers l'ouest du Gouvernement général, en direction du Wartheland, partie de la Pologne annexée par le Reich.

A la suite d'un appel transmis par la radio polonaise à Varsovie, le représentant à Genève de la Croix-Rouge polonaise de Londres informa le CICR, le 25 août, de cette situation tragique, et mit des sommes importantes à la disposition de la Commission mixte de secours.

Le CICR s'adressa aussitôt de la façon la plus pressante aux Autorités et aux Croix-Rouges allemandes, américaines, britanniques et soviétiques, dont dépendait en premier lieu la réussite de cette action de secours. Il fit notamment des démarches pour pouvoir envoyer sur place un membre de sa délégation à Berlin, qui contrôla la distribution des colis. D'autre part, comme des avions qui auraient parachuté de 2 à 5 tonnes de marchandises à chaque voyage étaient, en l'occurrence, seuls capables d'effectuer un transport rapide, il s'assura le concours de la « Swissair » et s'efforça d'obtenir l'essence nécessaire.

Malheureusement les belligérants intéressés refusèrent les sauf-conduits indispensables, de sorte que ce projet dut être abandonné.

Le CICR ne fut pas autorisé à prélever en faveur du camp de Pruszkow une partie des secours qui lui avaient été confiés pour les prisonniers de guerre et internés civils. En revanche, la Commission mixte réussit à y envoyer des quantités considérables de marchandises payées par la Croix-Rouge polonaise à Londres. D'ailleurs, douze wagons expédiés par ses soins avaient par chance quitté la Suisse trois semaines plus tôt, et parvinrent non sans peine à Cracovie grâce, en particulier, aux efforts de la Croix-Rouge allemande. La Commission mixte fit aussitôt les démarches voulues pour que le camp de Pruszkow pût bénéficier d'une partie tout au moins de ces secours. En même temps elle procédait à de nouveaux envois dont on trouvera le détail dans son Rapport final.

D'autre part, la délégation du CICR à Berlin avait été avisée, le 15 septembre, qu'un de ses membres était autorisé à visiter le camp de Pruszkow. Le délégué chargé de cette mission arriva sur place le 17. Il consacra ce jour-là et le suivant à une

visite d'ensemble du camp et de quelques-uns des lazarets qui en dépendaient, ainsi qu'au contrôle de la distribution des secours reçus de Genève. De 30.000 et plus au début du soulèvement, le nombre des passages quotidiens était alors tombé à 4.000 environ. Ayant ensuite gagné Varsovie, dont l'évacuation se poursuivait dans des conditions atroces, le délégué put indiquer au CICR quels étaient les besoins les plus urgents. Ultérieurement, il se rendit dans le Warthegau pour y contrôler la répartition des envois.

Au début d'octobre, le CICR reçut un nouvel appel du Comité central polonais d'assistance de Cracovie. Appuyé par les Autorités du Gouvernement général, par la Croix-Rouge allemande et par toutes les organisations polonaises, ce comité signalait qu'environ 300.000 personnes évacuées de la capitale étaient menacées, non seulement dans leur santé, mais dans leur vie, se trouvant, à l'entrée de l'hiver, dépourvues de couvertures, de vêtements, de linge, de chaussures et de médicaments, toutes choses que les Autorités allemandes n'étaient pas à même de leur fournir en quantité suffisante. Le CICR transmit aussitôt télégraphiquement cet appel à toutes les Croix-Rouges et organisations de secours qui pouvaient lui donner les moyens de soulager quelque peu cette immense détresse.

Il convient d'ajouter que la Croix-Rouge suédoise, après avoir expédié de Suède, dès le début, des secours considérables à Pruszkow, renouvela son effort par la suite, avec le concours très efficace des Croix-Rouges américaine, britannique et canadienne.

Lors de pourparlers qui eurent lieu, au début de 1945, entre le CICR et le délégué à Paris du Gouvernement polonais, installé alors à Lublin, les modalités d'une aide aux régions libérées de la Pologne furent établies. Peu après, l'Œuvre d'assistance instituée par la délégation du CICR en Roumanie envoya sur place des détachements qui secoururent surtout les communautés juives. C'est par eux, notamment, que le CICR fut renseigné sur le profond dénuement de la population polonaise.

Au commencement de l'automne 1945, une colonne de camions du CICR put apporter à Varsovie les premiers secours

fournis à la Pologne libérée par la Commission mixte qui, par la suite, dès que les communications ferroviaires eurent été rétablies, utilisa à cette fin des trains-blocs. Le délégué du CICR, installé à Varsovie depuis avril 1946, coopéra avec la Croix-Rouge polonaise, à qui étaient adressés ces secours, et s'occupa activement de leur réception et de leur déchargement <sup>1</sup>.

#### *Activité de secours en faveur des réfugiés polonais en pays neutres*

Fuyant l'avance des troupes allemandes, puis celle de l'armée russe, de nombreux civils polonais s'étaient réfugiés en Roumanie, en Hongrie, en Lithuanie et en Lettonie. Les Croix-Rouges desdits pays firent tout leur devoir en faveur de ces victimes de la guerre, dont la plupart étaient arrivées exténuées et dans un état lamentable.

De leur côté, le CICR et la Ligue lancèrent conjointement, le 26 septembre 1939, un appel pour une action de secours, et un certain nombre de Sociétés de la Croix-Rouge de pays non belligérants firent parvenir à Genève des dons en espèces, soit :

|                                    |                            |
|------------------------------------|----------------------------|
| Croix-Rouge américaine. . . . .    | 90.000 dollars,            |
| Croix-Rouge de Belgique . . . . .  | 5.000 francs belges        |
| Croix-Rouge brésilienne. . . . .   | 2.500 dollars              |
| Croix-Rouge estonienne. . . . .    | 4.000 francs français      |
| Croix-Rouge néerlandaise . . . . . | 2.000 florins              |
| Croix-Rouge suédoise. . . . .      | 20.000 couronnes suédoises |
| Croix-Rouge yougoslave . . . . .   | 60.000 dinars.             |

Ces chiffres ne représentent pas la totalité des dons faits par les Sociétés nationales en faveur des réfugiés polonais. Il faut en outre tenir compte des contributions très importantes en espèces et en nature fournies par les Croix-Rouges des quatre pays d'accueil. Enfin, d'autres organisations de secours apportèrent également leur aide par l'entremise du CICR.

Les Croix-Rouges hongroise, roumaine, lithuanienne et lettone reçurent du CICR et de la Ligue, soit des fonds pour payer ce qu'elles pouvaient se procurer sur place, soit des

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

marchandises achetées dans différents pays neutres, et notamment du matériel sanitaire, des vêtements, des chaussures, des couvertures, du savon. Des délégués agissant conjointement pour les deux organisations précitées se rendirent à plusieurs reprises auprès de ces Croix-Rouges afin de recueillir, sur le nombre et les besoins des réfugiés, tous les renseignements utiles à une judicieuse répartition des secours.

## § 15. ROUMANIE

La principale action de secours dans ce pays fut accomplie en faveur des Israélites <sup>1</sup>. Pourtant, grâce aux sommes que le CICR put prélever sur les fonds destinés à secourir les communautés juives, sa délégation à Bucarest fut en mesure d'apporter une aide à la population civile, et notamment d'ouvrir, en 1944, des cuisines populaires.

Comme dans de nombreux autres pays, cette délégation se chargea des négociations pour la réception et la distribution des secours expédiés à la Croix-Rouge roumaine par la Commission mixte <sup>2</sup> et le Centre d'entr'aide internationale.

## § 16. TCHÉCOSLOVAQUIE

On sait que les Allemands occupèrent entièrement la Tchécoslovaquie en mai 1939, que la Slovaquie fut déclarée Etat indépendant, tandis que la Bohême et la Moravie formèrent un Protectorat.

En raison de ce statut particulier, la Tchécoslovaquie ne fut pas comprise dans le programme que le CICR et la Ligue élaborèrent en vue de secourir les pays occupés, par l'organe de la Commission mixte, et qu'ils firent accepter par les Autorités allemandes. D'ailleurs, la situation alimentaire dans ces régions ne fut jamais, durant toute la guerre, aussi mauvaise que dans d'autres pays occupés. En 1944 encore, le délégué

---

<sup>1</sup> Voir page 565.

<sup>2</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

du CICR en Slovaquie put y acheter des denrées alimentaires, notamment du sucre, qu'il fit parvenir à Genève à l'intention de son collègue à Vienne, en faveur de la population juive.

C'est à la fin de la guerre seulement, peu avant la libération, que les délégués du CICR qui s'étaient rendus à Prague et à Bratislava purent apporter une aide sporadique à la population civile.

A Prague, le délégué secourut, avec des moyens de fortune, les personnes blessées au cours des combats pour la libération, suppléant ainsi la Croix-Rouge installée par les Allemands en fuite. Bientôt, la Croix-Rouge tchécoslovaque fut suffisamment réorganisée pour le remplacer dans cette activité.

Pendant les semaines qui suivirent la libération, le CICR était en contact journalier, par radio, avec son délégué à Prague. Pour satisfaire à une demande urgente de médicaments, destinés en partie aux internés de Terezin et en partie à la Croix-Rouge tchécoslovaque pour la population civile, il obtint du Commandement suprême du corps expéditionnaire des forces alliées l'autorisation d'envoyer une colonne de camions organisée par les soins de la Commission mixte et de la Division d'assistance spéciale du CICR. Vu l'urgence, le CICR s'était d'abord efforcé de faire transporter ces médicaments à Prague par avion ; mais l'autorisation de vol ne fut accordée que jusqu'à Plzen. Il aurait ainsi fallu trouver du matériel roulant dans cette ville et transborder les marchandises. Aussi le CICR préféra-t-il recourir à des camions pour le trajet entier de Suisse jusqu'à Prague.

A Bratislava, sous l'occupation allemande, le délégué du CICR assistait la population israélite<sup>1</sup>. Grâce à un accord avec le donateur israélite, il put disposer d'une partie des fonds pour des actions en faveur de l'ensemble de la population civile.

Les efforts déployés par les Autorités tchécoslovaques pour la reconstruction furent tels que, même au début de l'après-guerre, les actions de secours étaient moins urgentes en Tchécoslovaquie que dans d'autres pays incapables de se relever

---

<sup>1</sup> Voir page 569.

aussi rapidement. L'intervention du CICR et de la Commission mixte n'apparaissait pas non plus indispensable, car les donateurs purent bientôt communiquer directement avec la Tchécoslovaquie. Toutefois, le délégué du CICR à Prague engagea des pourparlers avec les Autorités tchécoslovaques, afin d'obtenir, dans l'intérêt de toutes les organisations donatrices, la franchise de transport et de douane en Tchécoslovaquie pour les secours aux populations civiles. Cette demande fut acceptée le 29 mars 1946.

Grâce à une autorisation du Gouvernement et des donateurs, la délégation du CICR put disposer de 10% des marchandises que le Don suisse envoyait en Tchécoslovaquie, et les distribuer aux minorités internées dans des camps et attendant leur expulsion en Allemagne. Il fut également possible de distribuer à ces victimes de la guerre deux wagons de pommes de terre envoyées par la Croix-Rouge bavaroise. Par la suite, il parut préférable d'attendre que ces minorités fussent arrivées en Allemagne pour leur remettre les secours qui leur étaient destinés <sup>1</sup>.

## § 17. YUGOSLAVIE

Après le démembrement de la Yougoslavie et la création d'organismes locaux de la Croix-Rouge par les Autorités militaires de l'Axe, le CICR, dans l'impossibilité d'étendre ses actions de secours à l'ensemble du pays, dut se résoudre à les entreprendre séparément en Serbie, en Croatie, en Slovénie et au Monténégro. Il s'agissait principalement de venir en aide aux femmes et aux enfants les plus nécessiteux. Des groupes de réfugiés et certaines minorités furent aussi l'objet d'actions plus restreintes.

### *Serbie.*

Au début de 1941, la Croix-Rouge américaine fut avisée par le ministre des Etats-Unis à Belgrade qu'une forte épidémie de paludisme se répandait en Yougoslavie. Elle fit savoir par

---

<sup>1</sup> Voir pages 421 et 423.



télégramme à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge qu'elle était disposée à consacrer une certaine somme à des secours en faveur de la population yougoslave. La Ligue suggéra d'acheter, en Suisse, des médicaments qui seraient transmis à la Croix-Rouge yougoslave par l'intermédiaire de la Croix-Rouge allemande, et distribués sous la surveillance du représentant de la Croix-Rouge américaine à Belgrade.

Ce projet ayant été agréé par la Croix-Rouge américaine, les commandes prévues furent faites pour une somme de 30.000 francs. Mais tout fut remis en question dans le courant du mois d'août, lorsque la délégation américaine dut quitter la Yougoslavie. La Ligue s'adressa alors à la Commission mixte, qui proposa de confier le contrôle à l'agent de liaison du CICR à Belgrade, ce qui fut accepté par la Croix-Rouge américaine.

En effet, durant le premier semestre de 1941, le CICR avait engagé des pourparlers avec les Autorités allemandes au sujet d'un délégué qu'il voulait installer à Belgrade, mais il n'avait pu obtenir pour ce représentant que le statut d'agent de liaison auprès de la Croix-Rouge allemande à Belgrade. Ce demi-échec était imputable à cette Croix-Rouge, qui s'opposait par principe à l'établissement de délégués du CICR dans les territoires occupés par l'armée du Reich. Bien que cet arrangement fût peu satisfaisant, le CICR l'admit, afin de pouvoir exercer une activité au moins restreinte en Yougoslavie. Il était entendu que les distributions de secours se feraient avec l'approbation et sous le contrôle de l'agent de liaison.

Cependant, dans le cas particulier dont il vient d'être question, la Croix-Rouge allemande, informée du projet d'aide médicale de la Croix-Rouge américaine, avisa, le 3 septembre, la Commission mixte qu'un contrôle de l'agent de liaison du CICR n'était pas nécessaire, et qu'il suffirait de remettre les médicaments à la Croix-Rouge serbe. La Commission mixte, qui s'était engagée envers les donateurs à faire contrôler la distribution par un représentant neutre, ne put accepter la proposition allemande, et retint les médicaments qui étaient prêts à être expédiés.

Mais le CICR et la Commission mixte ne se laissèrent pas décourager par cet insuccès. Renseignés par leurs représen-

tants à Belgrade sur le sort de la population, ils s'efforcèrent d'obtenir des fonds pour acheter les produits qui manquaient en Yougoslavie. En effet, les opérations militaires de 1941 et la lutte que les troupes d'occupation devaient mener contre le mouvement national de la résistance n'avaient pas épargné les habitants, contraints de quitter par milliers leurs villages incendiés.

Les appels du CICR et de la Commission mixte furent entendus surtout par les Croix-Rouges américaine, britannique et suisse, par des organisations américaines et canadiennes et par des associations yougoslaves à l'étranger. Un achat put également être fait grâce à l'attribution partielle du Fonds Shôken à la Croix-Rouge serbe.

L'appui de l'agent de liaison du CICR permit à la Commission mixte d'organiser plusieurs actions de secours <sup>1</sup>. Outre le contrôle des distributions, cet agent avait obtenu divers droits. Il était autorisé à visiter les entrepôts créés à Belgrade et dans les environs pour les envois de la Commission mixte, et c'est lui qui expédiait au CICR les accusés de réception de la Croix-Rouge serbe.

Les secours que la Commission mixte fit parvenir à la Serbie étaient adressés au représentant de la Croix-Rouge allemande à Belgrade, qui les remettait aux comités locaux de la Croix-Rouge serbe. Ce système permit à la Commission mixte d'obtenir la franchise de transport et de douane.

L'agent de liaison prêta aussi son concours à la Croix-Rouge suisse, qui fit séjourner 450 enfants yougoslaves au Tessin (Suisse) pendant l'été 1942.

Ayant été informé par un représentant de la Légation de Yougoslavie à Berne que des Yougoslaves à l'étranger avaient l'intention de se procurer en Turquie des vivres pour la population serbe, le CICR entreprit les négociations nécessaires à l'achat et au transport des marchandises. Celles-ci devaient être distribuées par les soins de la Croix-Rouge serbe, avec la collaboration de l'agent de liaison du CICR. Mais cet agent, qui n'était que toléré à Belgrade, avait très peu d'influence.

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

Afin de lui en donner davantage, le CICR demanda à pouvoir lui adjoindre un collaborateur, ce qui lui fut accordé par les Autorités allemandes. Les premiers envois purent ainsi quitter Istanboul en juin 1943<sup>1</sup>. Le volume total des secours expédiés de Turquie à la Croix-Rouge serbe s'éleva à 3.000 tonnes de produits divers (figues, raisins secs, olives, noisettes décortiquées, poissons secs, viande salée, lait en poudre, savon).

Au début de 1943, avant que les pourparlers relatifs à l'action susmentionnée eussent abouti, le CICR avait reçu des nouvelles alarmantes sur la situation alimentaire de la population serbe. Un grand nombre de routes et de voies ferrées étaient coupées ; la récolte de 1942 avait été insuffisante ; la Serbie hébergeait plus de 300.000 réfugiés, dont 80.000 enfants nettement sous-alimentés. Le CICR avait alors fait des démarches auprès des Autorités du blocus à Londres. Pendant ce temps, un de ses membres avait élaboré à Lisbonne un plan de ravitaillement par des marchandises provenant des pays d'outre-mer, et l'ambassadeur britannique, qui y avait collaboré, avait promis de le soumettre à son Gouvernement. Néanmoins, le « Ministry of Economic Warfare » répondit négativement. Le CICR et la Commission mixte durent donc se contenter de faire des achats dans les pays situés à l'intérieur de la zone du blocus.

La Croix-Rouge suisse entreprit, elle aussi, une action de secours en faveur des enfants de Belgrade. Ses dons, d'une valeur d'un demi-million de francs suisses, furent reçus et distribués par le représentant du CICR. Celui-ci avait obtenu à cette occasion une liberté d'action et de contrôle qui ne lui fut jamais accordée dans cette mesure par la Puissance occupante lorsqu'il s'agissait des envois de la Commission mixte.

Après la libération de la Yougoslavie, la Croix-Rouge de ce pays lança, en octobre 1944, un appel au CICR en faveur des victimes de la guerre, en particulier des milliers d'enfants, pour beaucoup orphelins, qui vivaient misérablement dans des régions dévastées. Elle sollicitait l'envoi de médecins, de médicaments, de vivres et de vêtements. Le CICR renouvela alors ses démarches auprès des donateurs.

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

Agréée par le Gouvernement du maréchal Tito, la délégation du CICR resta à Belgrade après la fin des hostilités. Elle coopéra à la répartition des secours transmis par la Commission mixte ; avec l'aide de la Croix-Rouge yougoslave, elle distribua, dans trois cuisines populaires, le lait provenant d'un don important de la Croix-Rouge suisse ; elle continua à gérer les marchandises arrivant de Turquie à l'intention des enfants yougoslaves, et se chargea encore de répartir les premiers secours du Don suisse (vivres, vêtements, pansements, médicaments, articles sanitaires et vitamines) d'une valeur de 600.000 francs.

Le CICR, grâce à ses diverses délégations, facilita les voyages et le travail des missions médicales suisses envoyées en Yougoslavie pour combattre les épidémies dont on craignait l'apparition soudaine à cause du manque de médicaments et de sérums prophylactiques<sup>1</sup>. En juillet 1945, il fit parvenir rapidement en Yougoslavie 200 kg. de vaccin et 200 kg. de médicaments donnés par le « Comité suédois d'entraide internationale ». Ces produits, transportés à Paris par avion, n'avaient pu poursuivre leur route vers les Balkans. La délégation du CICR à Paris intervint alors auprès du Commandement américain, et obtint que la priorité leur fût accordée à bord des avions en partance, de sorte qu'ils arrivèrent en bon état en Yougoslavie.

Par l'intermédiaire de ses délégations dans les pays d'outre-mer, le CICR engagea, d'autre part, diverses organisations à fournir des fonds et des marchandises en faveur d'une population tout particulièrement éprouvée par la guerre. Les Croix-Rouges sud-africaine et australienne, de même que le Don irlandais et le Don suisse, furent parmi les principaux donateurs<sup>2</sup>.

### *Croatie.*

Les Autorités de Zagreb ayant accepté, en février 1943, d'appliquer les deux Conventions de Genève, le CICR installa un délégué dans cette ville. La Croatie manquait de vivres, de vêtements et de médicaments. Le CICR et la Commission

---

<sup>1</sup> Voir vol. I, page 751.

<sup>2</sup> Voir la liste de ces secours dans le Rapport de la Commission mixte.

mixte, qui ne disposaient pas, à ce moment-là, de fonds pour la population croate, se mirent à la recherche de donateurs.

A la suite des négociations qu'il mena, d'une part avec le délégué de la Croix-Rouge yougoslave de Londres à Genève, et, d'autre part, avec le Gouvernement croate par l'intermédiaire de son délégué à Zagreb, le CICR obtint de la Croix-Rouge yougoslave de Londres un don de 50.000 fr. suisses destinés à l'achat de sérums, et du Gouvernement croate un don de 500.000 fr. suisses pour l'achat de médicaments. Quant à la Croix-Rouge suisse, elle accepta de verser au CICR des fonds lui permettant de se procurer des médicaments et des sérums ; elle désirait en même temps envoyer en Croatie une mission médicale pour lutter éventuellement contre le typhus exanthématique, dont on craignait l'apparition dans certaines régions particulièrement frappées par la guerre.

La Commission mixte, qui avait déjà adressé quelques petits envois à des Israélites polonais réfugiés en Croatie, prépara l'expédition des médicaments que le délégué du CICR devait distribuer avec l'aide de la Croix-Rouge croate. Mais le Gouvernement croate ne consentit pas qu'une mission médicale suisse accompagnât cet envoi. La Croix-Rouge suisse abandonna alors son projet primitif d'aide exclusivement médicale. En revanche, elle accorda un crédit de 200.000 fr. suisses pour l'achat de vivres et de médicaments. Cette action fut exécutée par la Commission mixte et la délégation du CICR à Zagreb <sup>1</sup>. Les enfants de cette ville et de ses environs reçurent ainsi une quantité notable de lait. Ces envois permirent de remédier dans une certaine mesure au manque de produits de première nécessité.

Par l'intermédiaire du délégué du CICR à Zagreb, la Croix-Rouge suisse proposa ensuite à la Croix-Rouge croate d'héberger environ 500 enfants croates en Suisse pendant trois mois. Mais la Croix-Rouge croate fut dans l'obligation de refuser cette offre.

Au début de 1944, l'intensité des combats avait encore augmenté ; les troupes allemandes, ainsi que des formations de police germano-croates, étaient constamment attaquées

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

par les forces de la libération, et les adversaires se livraient les uns et les autres à des représailles dont la population était la première à souffrir. Les voies ferrées étaient détruites en grande partie, et le trafic maritime suspendu. Le nombre des sans-abri s'accroissait avec la fréquence des bombardements par l'aviation alliée.

Le CICR, que son délégué à Zagreb tenait régulièrement au courant de la situation, et la Commission mixte essayèrent par tous les moyens de développer les actions de secours, malgré le manque de fonds et la raréfaction des marchandises en Europe. Grâce aux relations qu'elles entretenaient avec les représentants du maréchal Tito, les délégations du CICR à Zagreb, à Alger, au Caire et à Bucarest furent en mesure d'organiser au moins l'aide à la population des territoires libérés par les partisans. Celle de Zagreb put ainsi faire parvenir des médicaments dans ces territoires <sup>1</sup>, et le CICR réussit à y envoyer des secours à l'occasion d'une mission médicale de la Centrale sanitaire suisse, dont il facilita le voyage en Yougoslavie <sup>2</sup>.

Après sa libération, la Yougoslavie forma de nouveau un tout. Aussi la délégation de Belgrade fut-elle seule maintenue ; celle de Zagreb cessa son activité au début de 1946.

### *Iles dalmates.*

Lors d'un séjour à Genève, en mars 1943, le délégué du CICR à Zagreb avait signalé la famine qui régnait dans les îles dalmates, en particulier dans celles de Brac et de Lesina, par suite de la suspension du trafic maritime.

Le 16 avril, le CICR informa les Autorités italiennes de son intention d'entreprendre une action de secours dans l'archipel dalmate, et les pria de lui aider en rétablissant les communications régulières ou en lui fournissant des moyens de transport. Ceux-ci lui furent promis le 7 mai, et le Gouvernement italien l'assura en outre qu'il faisait lui-même tous ses efforts pour ravitailler la population de ces îles. Le délégué de la Croix-Rouge yougoslave à Genève proposa alors d'acheter environ 2.500

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

<sup>2</sup> Voir volume I, page 751, et le Rapport de la Commission mixte.

tonnes de farine de manière à secourir près de 40.000 personnes. Comme il était impossible de faire passer du blé à travers le blocus, le CICR chargea ses délégations en Hongrie, en Roumanie et en Croatie de soumettre ce plan d'achat aux Autorités de ces trois pays. La Hongrie se déclara hors d'état d'exporter de la farine, parce qu'elle n'en avait pas même assez pour ses propres besoins. Les Autorités roumaines firent une réponse identique, mais se montrèrent disposées à livrer 1.000 tonnes d'orge.

En juin 1943, les Autorités et la Croix-Rouge croates firent savoir qu'elles étaient à même d'assurer, avec l'aide du Gouvernement italien, le ravitaillement des habitants des îles dalmates, et que l'action projetée ne paraissait pas nécessaire. Néanmoins, le CICR s'adressa à la Croix-Rouge suisse, qui lui remit en juillet une somme de 50.000 fr. suisses en faveur des enfants des îles de Brac et de Lesina. Mais le développement des opérations militaires dans la zone de l'Adriatique empêchait à cette époque le transport direct des marchandises, de sorte que ce don fut englobé dans l'action générale de secours en faveur de la population croate. Et lorsqu'en octobre les Autorités croates parurent enfin s'intéresser à l'offre du CICR, la situation en Italie s'était si profondément transformée que le projet primitif n'était plus réalisable <sup>1</sup>.

### *Monténégro.*

Le Monténégro, qui était l'une des régions les plus éprouvées de la Yougoslavie, sollicita du CICR des secours en vivres et en vêtements, non seulement pour les habitants, mais aussi pour les réfugiés venus de toutes parts.

Ne disposant pas de fonds pour cela, le CICR chargea la Commission mixte de se mettre en rapport avec des personnalités et des organisations qui pourraient lui en fournir, et de résoudre le problème technique du transport et de la distribution des marchandises. Après s'être adressée aux représentants des Croix-Rouges américaine et yougoslave à Genève,

---

<sup>1</sup> Pour les quelques envois de secours en Slovénie, pays annexé par l'Italie, voir le Rapport de la Commission mixte.

ainsi qu'aux délégations du CICR à Londres et à Washington, la Commission mixte fut en mesure de remplir ce mandat <sup>1</sup>.

### *Musulmans de Yougoslavie.*

Dans la partie occidentale de la péninsule balkanique, une forte proportion des habitants sont de religion musulmane. Lorsqu'elle eut été occupée par les troupes de l'Axe, cette région fut partagée entre l'Albanie, le Monténégro, la Bulgarie et la Croatie. C'est en territoire croate que résidaient la majorité de ces Musulmans. Fuyant les persécutions, ils émigrèrent en masse vers le nord, et se réfugièrent à Sarajévo et dans la vallée de la Save. Leur nombre était évalué à 198.000, dont 108.000 enfants de moins de 14 ans ; c'étaient surtout des veuves et des orphelins. Pour les préserver de la famine et des épidémies, il importait de leur venir en aide sans retard.

Le CICR, profitant de la présence à Genève, en mai 1944, du président de l'Académie arabe de Damas, l'informa de la situation désespérée de ces réfugiés, et le pria de désigner des personnalités musulmanes capables de procurer les fonds nécessaires à une action de secours. Il s'adressa également au Croissant-Rouge turc, et, à la demande du Croissant-Rouge égyptien, il transmit à ce dernier les renseignements qu'il tenait de son délégué à Zagreb.

Après avoir pris connaissance d'un rapport que la Commission mixte avait envoyé à la délégation du CICR à Londres, la Croix-Rouge yougoslave et la « Yougoslav Relief Society » annoncèrent, en août 1944, des versements destinés à l'achat de produits pharmaceutiques en Grande-Bretagne. A la fin de l'année, le Gouvernement égyptien donna 25.000 livres égyptiennes, et le Croissant-Rouge égyptien 5.000 ; mais, malgré des pourparlers qui durèrent un an, il fut impossible de transférer ces fonds, et l'on dut alors les utiliser à l'achat en Egypte de coton brut pour la confection de tissus en Yougoslavie.

Poursuivant néanmoins l'étude de son projet, avec le concours de la délégation du CICR au Caire, la Commission mixte se heurta à de nouvelles difficultés, car les Autorités yougoslaves

---

<sup>1</sup> Pour les détails, voir le Rapport de la Commission mixte.



estimaient injuste de favoriser les Musulmans dans un pays où le nombre des victimes de la guerre était considérable et où chacun avait besoin d'aide. Plus tard, la reprise des relations diplomatiques entre l'Egypte et la Yougoslavie permit aux donateurs et aux bénéficiaires de régler directement cette affaire, et la distribution des secours fut confiée à la Croix-Rouge yougoslave.

### *Fiume.*

Au début de 1944, le délégué du CICR à Rome fut informé par le président du « Comité d'aide aux indigents de Fiume » de la gravité des conditions alimentaires de la population civile du district de Fiume. Aux 25.000 habitants étaient venus s'ajouter un grand nombre de rapatriés et de réfugiés sans aucun moyen de subsistance. Un envoi de lait pour les enfants devint urgent. Le délégué du CICR en Italie septentrionale se rendit alors à Fiume, dans des conditions difficiles du fait des opérations des partisans. Il emportait avec lui deux caisses de lait condensé, 192 kg de lait en poudre, 12 grandes boîtes d'Elédon, 3.200 cubes pour soupes et 50 paquets de « surrogato » de café qu'il avait recueillis, de sa propre initiative, auprès de différents donateurs à Milan. Il disposait en outre d'un crédit de 15.000 liras pour des distributions aux nécessiteux yougoslaves de Fiume.

Une entrevue avec les Autorités militaires et civiles de cette ville, le 12 février 1944, permit d'établir que la situation alimentaire de la population ne différait pas de celle qui existait dans d'autres localités et communes des environs. Les conditions sanitaires étaient relativement satisfaisantes, mais les enfants manquaient de lait, particulièrement au camp de Sussak, où 600 familles (hommes, femmes et enfants, tous réfugiés yougoslaves) étaient hébergés en attendant leur rapatriement, et ne recevaient que deux maigres repas par jour.

Le délégué déposa dans les magasins du camp les provisions qu'il avait apportées, et 80 litres de lait en poudre furent immédiatement distribués aux 106 enfants de moins de dix ans. Comme le camp ne subsista que jusqu'au 22 février 1944, cette action de secours n'eut pas lieu d'être renouvelée.

Le 22 juin 1945, la délégation du CICR à Rome revint sur la question des secours à la population civile de Fiume. Elle signala qu'un stock de vivres serait immédiatement mis à la disposition du CICR, pourvu que le bateau fût accompagné et la distribution contrôlée par un délégué du CICR. Le Vatican et la Croix-Rouge italienne espéraient pouvoir recueillir, jusqu'à la fin d'août, 60 tonnes de vivres et de médicaments qui seraient transportés d'Ancône à Fiume par un bateau allié, aux frais des donateurs.

Vers la fin d'août, le délégué du CICR à Trieste réussit à se rendre à Fiume, et prit contact avec les pouvoirs publics. L'évêque de la ville se déclara prêt à organiser la distribution, mais cette offre devait encore être agréée par les Autorités d'occupation. Comme le port de Fiume était complètement détruit, on décida que, de Trieste à Fiume, les marchandises seraient transportées par camions.

Cependant, le délégué du CICR à Trieste ne put obtenir de l'occupant l'autorisation de convoier les secours à Fiume et de les y distribuer. Le CICR se résolut alors à demander télégraphiquement à sa délégation à Belgrade, le 3 octobre 1945, d'entreprendre des démarches pour que cette autorisation fût accordée à un de ses membres. Mais les Autorités yougoslaves firent attendre leur consentement. D'autre part, l'arrivée des marchandises à Trieste fut retardée, car ces obstacles accumulés avaient freiné l'élan des donateurs. Ce ne fut donc que le 27 novembre que le délégué du CICR à Trieste put constater la présence à Ancône de 28 tonnes prêtes à l'expédition. Le 3 décembre, le « MS Esperia-Redenta » déchargea, non pas les 28 tonnes annoncées, mais 15 tonnes seulement.

Bien qu'ils eussent été demandés depuis fort longtemps, les permis nécessaires au transport et au convoiement des marchandises faisaient toujours défaut. Mais le délégué du CICR à Trieste réussit de nouveau à se rendre seul à Fiume pour y mener les négociations nécessaires. La distribution des secours devait avoir lieu le jour de Noël, et être placée sous le contrôle, non pas de l'évêque de Fiume, mais de la Croix-Rouge de la ville récemment créée, et qui était en relation aussi bien avec la Croix-Rouge yougoslave qu'avec la Croix-Rouge italienne.

Le choix des bénéficiaires se fit d'après la liste du registre communal ; on secourut avant tout les chômeurs et les parents de prisonniers de guerre et de déportés. Cette distribution, ainsi que les suivantes, furent effectuées avec le concours de diverses organisations locales et neutres.

---

## *Chapitre 3*

### **Cas spéciaux**

#### § I. POPULATION CIVILE JUIVE

Dans son activité de secours au bénéfice des populations civiles, le CICR eut à s'occuper particulièrement des Israélites, car, en Allemagne et dans les pays occupés ou dominés par celle-ci, notamment en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie et en Yougoslavie <sup>1</sup>, aucune autre partie de la population n'endura autant d'humiliations, de privations et de souffrances. Dépouillés de toute protection conventionnelle, persécutés en raison de la doctrine raciale du national-socialisme et en butte à des mesures d'extermination, les Israélites finissaient généralement par être déportés de la manière la plus inhumaine, et enfermés dans des camps de concentration, astreints au travail forcé ou mis à mort.

Le CICR fit tout ce qui était en son pouvoir en faveur de ces malheureux. Mais il n'avait que son seul droit d'initiative humanitaire pour intervenir dans un domaine que les Etats considéraient comme ressortissant exclusivement à leur politique intérieure, et que nulle disposition du droit international ne l'autorisait à aborder. Il était donc tenu à une certaine prudence, et devait s'interdire toutes les démarches qui n'avaient aucune chance de succès et n'auraient pu que compromettre, sans profit pour personne, celles de ses activités qui étaient

---

<sup>1</sup> Sur l'assistance aux Israélites à Shanghai, voir volume I, page 498.

fondées sur la tradition ou sur les Conventions. Il importait plutôt de tirer le meilleur parti de tolérances très restreintes, de tenter d'en obtenir d'autres, d'être attentif aux changements de la situation politique et de saisir chaque occasion d'intercéder pour les victimes des mesures raciales du Reich.

L'assistance aux Israélites se trouvant parmi les détenus et déportés civils dans des prisons, des camps de concentration et des ghettos fermés a été traitée plus haut <sup>1</sup>. Il reste à parler ici des secours apportés à la fraction juive de la population libre. En Allemagne et dans les pays satellites, les civils de cette catégorie avaient un sort bien pire que les autres. Soumis à un régime spécial visant plus ou moins ouvertement à leur extermination, ils ne pouvaient même pas se procurer les choses nécessaires à la vie dans les quantités réduites auxquelles les aryens avaient droit. De plus, les communautés juives se trouvaient extrêmement appauvries par les mesures discriminatoires, les séquestres et les pillages qu'elles subissaient depuis de nombreuses années.

L'aide aux Israélites offrait au CICR un nouveau champ d'activité, où il mit à profit l'expérience déjà acquise, mais non sans se heurter, toujours à nouveau, aux obstacles presque insurmontables que lui opposaient, soit les Gouvernements de l'Axe, soit les Autorités alliées du blocus. Une partie de cette tâche relevait d'ailleurs de la Commission mixte. Cette dernière, en effet, avait été créée pour procéder à des expéditions de secours en faveur des populations civiles victimes de la guerre, et, de ce fait, il lui incombait également d'assister les ghettos et les communautés juives. Elle s'efforçait de leur procurer des vivres, des vêtements et des médicaments qui étaient distribués par les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et par d'autres institutions charitables, autant que possible en présence d'un délégué du CICR.

Tandis que la Commission mixte assurait l'exécution technique des mandats que lui confiaient les organisations israélites, en envoyant des secours dans les pays où ceux-ci étaient admis, le CICR multipliait les démarches diplomatiques auprès des

---

<sup>1</sup> Voir Partie I, chapitre 7, page 77.

Gouvernements intéressés ou de la Puissance occupante, afin que la rigueur des mesures qui frappaient la population juive fût quelque peu atténuée. C'est ainsi que, répondant à des sollicitations nombreuses et pressantes, il s'employa en faveur de la protection des Israélites, de leur émigration en Palestine et du rapatriement des civils déportés <sup>1</sup>. Néanmoins, ce sont les envois de secours matériels qui constituèrent sa principale activité dans ce domaine.

Comme on l'a exposé plus haut <sup>2</sup>, le CICR créa, au sein de ses services généraux, un organisme appelé Division d'assistance spéciale et chargé précisément de toutes les affaires concernant les Juifs persécutés. Elle devait d'abord traiter les questions de principe, et négocier tant avec les Gouvernements et les Croix-Rouges nationales qu'avec les organisations donatrices. Mais il lui incombait surtout d'apporter, avec le concours des délégations du CICR à l'étranger, une aide matérielle aussi efficace que possible à cette catégorie de nécessiteux, conformément aux désirs des donateurs. Elle n'intervenait cependant jamais dans les cas où les organisations juives, en particulier l'« American Joint Distribution Committee », étaient à même d'accomplir leur tâche humanitaire par leurs propres moyens. Or, il n'en fut plus ainsi dans la période la plus critique de la guerre, en 1944 et 1945, lorsque les persécutions raciales du national-socialisme atteignirent leur paroxysme. A ce moment-là, les organisations juives se trouvèrent réduites à l'impuissance, et la Croix-Rouge internationale restait le seul espoir de milliers de malheureuses victimes. L'activité de la Division d'assistance spéciale se développa donc beaucoup, quoiqu'elle fût sans fondement juridique et ne rentrât pas strictement dans les tâches traditionnelles du CICR. Elle se poursuivit même au début de l'après-guerre, jusqu'à ce que les organisations juives eussent recouvré la liberté de secourir directement leurs coreligionnaires.

La Commission mixte reçut des Israélites des Etats neutres ou ennemis de l'Allemagne, notamment d'Amérique et de

---

<sup>1</sup> Sur ces points, voir vol. I, page 669.

<sup>2</sup> Voir page 368.

Suisse, des fonds considérables, et réussit même à en recueillir dans quelques-uns des pays inféodés à l'Allemagne. Des sommes importantes furent remises directement par de riches Israélites de Roumanie à la délégation du CICR à Bucarest, pour procéder à des achats sur place ; de son côté, le CICR transféra à cette délégation, pour le même usage, les dons en espèces qui lui étaient parvenus à Genève de la part d'Israélites de l'étranger.

Les principaux donateurs furent :

1. L'« American (Jewish) Joint Distribution Committee », par abréviation, le « Joint », ayant son siège à New-York et un représentant en Suisse ;
2. Le « Congrès juif mondial », ayant également son siège à New-York et un représentant en Suisse ;
3. Le « Schweizerische Hilfsverein für Jüdische Flüchtlinge im Ausland », en abrégé : « Hijefs », dont le siège est à Montreux ;
4. L'« Union of Orthodox Rabbis of the United States of America and Canada », qui avait une succursale à Montreux ;
5. L'« Union O.S.E. », soit l'Union d'Œuvres de Secours aux Enfants », dont le siège suisse se trouve à Genève.

De plus, le CICR fut en relations suivies avec d'importantes organisations de réfugiés, en particulier avec le Comité intergouvernemental pour les Réfugiés et le « War Refugee Board ».

1. Le Comité intergouvernemental pour les Réfugiés, à Londres, avait pris la succession de l'ancien Comité de l'Office Nansen et dépendait de la Société des Nations. Il s'adressa souvent au CICR pour des renseignements sur les Juifs ou des interventions en leur faveur, et fut tenu régulièrement au courant de l'activité de la Commission mixte.

2. Le « War Refugee Board » à Washington, créé au début de 1944 par le Président Roosevelt, fut très utile à l'action de secours de la Croix-Rouge internationale, surtout pendant les derniers mois des hostilités en Europe<sup>1</sup>. Il jouissait de

---

<sup>1</sup> Voir pages 85 et 366.

certaines facilités pour l'acheminement des secours à travers le blocus et pour les transferts de fonds, comme le change de dollars en francs suisses en vue d'achats en Suisse pour le compte du « Joint », qui était le plus important donateur israélite.

\* \* \*

La situation des Israélites dans les pays de l'Axe autres que l'Allemagne était instable, et la possibilité de leur venir en aide, existant à un certain moment, risquait d'être supprimée d'un jour à l'autre. En outre, les Juifs n'étaient pas traités partout de la même manière, car plus les pays satellites subissaient la pression de l'Allemagne, plus l'application des mesures antisémites devenait rigoureuse.

En s'adaptant à cet état de choses, on parvint à mettre rapidement en pratique deux systèmes distincts :

1. envois de secours en nature effectués par la Commission mixte ;
2. transmission de fonds pour des achats sur place, effectués par le CICR.

L'un ou l'autre de ces systèmes fut appliqué au gré des tolérances des Puissances intéressées et de la situation politique et économique des pays où l'action devait s'exercer. Parfois même, les deux systèmes furent employés simultanément.

On envoyait des secours en nature dans les pays où l'appauvrissement du marché ne permettait pas l'acquisition de marchandises sur place. Pour aider les populations nécessiteuses de ces régions, la Commission mixte se chargea de leur expédier des marchandises qu'elle avait achetées dans d'autres pays, notamment dans certains pays neutres d'Europe : la Suisse, le Portugal et la Turquie. Ces achats purent être effectués grâce à des fonds que des donateurs juifs de diverses nationalités mirent à la disposition du CICR.

L'expédition des marchandises fut souvent entravée par des obstacles de diverses natures :



1. Manque de fonds nécessaires à l'achat des marchandises sur les marchés encore libres d'outre-mer et dans les pays neutres ou occupés d'Europe.

2. Pénurie des marchandises dans les pays neutres, et difficultés d'exportation dues aux mesures restrictives prises par ces pays pour assurer leur propre approvisionnement.

3. Difficultés d'acheminement, causées par la pénurie des moyens de transport sur terre et sur mer et par la destruction du réseau ferroviaire dans les pays en guerre.

4. Difficulté de débloquent, puis de transférer de l'étranger en Suisse les fonds et les marchandises à travers le blocus. Notamment, la Commission mixte n'avait pas le droit de transmettre des colis contenant des marchandises ayant fait l'objet d'un « navicert », sauf ceux qu'elle avait reçus du « War Refugee Board », et le transfert de fonds de la part des Gouvernements en exil à Londres était interdit <sup>1</sup>.

En dépit de tous ces obstacles, la Commission mixte réussit à entreprendre des actions de secours en Allemagne, en Autriche, en France, aux Pays-Bas, en Italie, en Pologne, en Lettonie, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, puis dans les pays balkaniques après leur libération <sup>2</sup>.

Tandis que la Commission mixte procédait à des envois de secours en nature, le CICR effectua des transmissions de fonds pour l'achat de marchandises dans les pays où les vivres, les vêtements et les médicaments existaient encore en quantité suffisante, mais n'étaient accessibles qu'aux chrétiens ou aux aryens. C'était le cas en Roumanie, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, où les mesures antisémites avaient réduit la population juive à la misère.

Les transferts de fonds présentaient les avantages suivants :

1. Par l'achat sur place des secours nécessaires, les difficultés dues au blocus furent éliminées.

---

<sup>1</sup> Voir page 411.

<sup>2</sup> Pour les secours aux camps de concentration et les ghettos organisés en camps fermés, voir pages 77 et 365. — Pour les secours à la population juive en liberté, voir le Rapport de la Commission mixte.

2. Le problème des transports ne se posait pas, ou du moins ne se posait que pour le pays où l'action de secours avait lieu.

3. Par la réalisation des fonds à des cours libres, le CICR était en mesure d'augmenter considérablement le pouvoir d'achat des sommes dont il disposait et de bénéficier des avantages que présentait le marché local.

4. A certains moments, des marchandises achetées par les délégués du CICR dans les pays balkaniques ont pu être expédiées à des groupements de déportés juifs en Autriche et même en Allemagne.

Les secours en argent furent employés en majeure partie par des organisations juives locales qui, pendant la période critique, travaillaient sous les auspices et la protection des délégations du CICR. C'est au printemps 1944 que les donateurs commencèrent à mettre des francs suisses et des dollars à la disposition du CICR.

Ce mode de faire obligea le CICR et ses délégués à l'étranger à entreprendre des opérations importantes de banque et de bourse, souvent fort compliquées. Dans les pays balkaniques, notamment en Roumanie et en Hongrie, comme en Slovaquie, l'aide à la population israélite fut la tâche principale et la plus urgente des délégués du CICR. Il fallait manœuvrer avec habileté pour obtenir des banques nationales du pays intéressé l'autorisation de négocier les devises sur le marché libre. Ce ne fut que grâce aux interventions du CICR et de ses délégations que ces procédés, qui permirent d'utiliser au maximum les crédits offerts par les œuvres d'entraide, furent admis exceptionnellement par les Autorités suisses et par celles des pays balkaniques intéressés.

La pratique de ces opérations était généralement la suivante. Le donateur déposait une certaine somme au compte du CICR à Genève. Ce dernier en communiquait télégraphiquement le montant à ses délégations qui, après avoir obtenu l'assentiment des Autorités du pays où elles se trouvaient, vendaient des devises à des particuliers et demandaient télégraphiquement au CICR de déposer les montants ainsi vendus au compte des acheteurs.

Quand, à la fin de 1944, le trafic postal et, plus tard, les communications télégraphiques furent interrompues entre Genève d'une part, la Hongrie et la Roumanie d'autre part, les délégations durent s'y prendre autrement pour financer les secours aux Juifs. Elles eurent recours à l'émission de certificats. A Bucarest, ces « certificats » furent nominatifs, non transmissibles et non endossables. Leurs propriétaires les utilisaient uniquement pour toucher auprès de la trésorerie du CICR à Genève le montant qui y figurait. A Budapest, en revanche, la délégation du CICR, pour des raisons indépendantes de sa volonté, s'est trouvée dans l'obligation d'émettre des « certificats au porteur », qui risquaient de devenir l'objet de spéculations.

Ainsi, le CICR a émis pour Bucarest 426 certificats représentant un montant total de fr. ss. 6.665.880, et pour Budapest 687 certificats d'une valeur totale de fr. ss. 3.731.550.

Plus la Commission mixte éprouvait de difficultés à envoyer des marchandises de Genève, plus le CICR usait des transferts de fonds pour l'achat de denrées alimentaires sur place. Ces fonds permettaient en outre de prendre d'urgence les mesures imposées par les événements. Aux heures les plus tragiques des persécutions antisémites, les délégués du CICR créèrent dans quelques villes, par exemple à Budapest, des homes d'enfants, et y placèrent de petits Israélites sous leur protection. Ils ouvrirent aussi un certain nombre de cuisines populaires pouvant distribuer chacune quotidiennement une centaine de repas chauds. Enfin, des centres d'accueil et d'hébergement furent organisés pour les rescapés juifs des camps de concentration après la libération.

### *Financement des secours dans divers pays*

#### *a) Roumanie.*

Le CICR, que les milieux israélites sollicitaient d'une façon de plus en plus pressante d'intervenir en faveur des Juifs de Roumanie, étudia en 1943 la possibilité d'une action de secours, particulièrement en Transnistrie. C'était là un problème

d'autant plus difficile à résoudre qu'il ne disposait que d'un seul délégué à Bucarest, chargé d'autres missions urgentes.

Pour ne pas retarder l'action projetée, il conclut un arrangement avec la Croix-Rouge roumaine. Celle-ci en assumait l'exécution, d'entente avec les milieux israélites, tandis que le délégué du CICR se bornait à une surveillance générale et pouvait procéder, s'il le désirait, à des contrôles sur place.

Ce système fut étendu et perfectionné plus tard. Les organisations israélites faisaient elles-mêmes les achats en Roumanie, et remettaient les marchandises (vêtements, vivres et médicaments) à la Croix-Rouge roumaine, qui les distribuait en Transnistrie et ailleurs. S'étant rendu dans cette province, le délégué du CICR put s'assurer en divers endroits que la répartition se faisait équitablement.

Le nombre des personnes à secourir était d'environ 220.000. Les catégories suivantes, surtout, avaient besoin d'aide :

- a) les populations évacuées et déportées, en 1941, de Bucovine, de Bessarabie et du nord de la Moldavie en Transnistrie ;
- b) les Israélites attendant leur émigration vers la Palestine ;
- c) les Israélites ruinés par des mesures d'expropriation et l'exclusion de certaines professions ;
- d) les sinistrés des bombardements à Bucarest et à Ploesti.

Cette action de secours eut l'appui des Autorités roumaines. Elle débuta en novembre 1943, grâce à un premier don du « Joint » de fr. ss. 100.000 qui furent transférés en Roumanie au cours déficitaire de 45 lei pour 1 fr. suisse. Cependant, la Croix-Rouge roumaine préleva sur ses propres fonds un certain montant qui permit de disposer en tout de 10 millions de lei. La majeure partie de cette somme fut utilisée pour l'achat en Roumanie de vêtements et de chaussures qui furent distribués dans les ghettos de Transnistrie.

Un autre don du « Joint » de 100.000 dollars fut transmis au CICR grâce à l'intervention du « War Refugee Board ». Des fr. ss. 429.000, obtenus par conversion, fr. ss. 100.000 furent attribués à l'œuvre de secours pour la population juive en Roumanie. Cette fois, le montant ne fut pas transféré par

la voie officielle, mais mis à la disposition de la délégation du CICR à Bucarest, qui parvint à réaliser 33 millions de lei, donc à un cours de 330 lei pour 1 fr. suisse. Cette somme fut affectée aux œuvres suivantes :

lei 8.000.000 pour l'achat de linge et de vêtements dont la distribution fut effectuée par la Centrale juive de Bucarest;

lei 15.000.000 pour l'achat de vivres destinés primitivement aux émigrants du bateau « Taris ». Comme le départ pour la Palestine ne put avoir lieu, les vivres furent distribués à la population juive en détresse ;

lei 10.000.000 pour secours en espèces, vêtements, logement et nourriture aux victimes de la guerre, surtout aux rapatriés de Transnistrie, aux réfugiés de Bessarabie et aux personnes éprouvées par les bombardements.

En mai 1944, quatre wagons de vivres furent dirigés d'Istanbul sur la Roumanie. Les denrées qu'ils contenaient (noisettes, raisins secs) n'étant pas utiles à la population nécessiteuse, elles furent vendues au profit de l'œuvre de secours. Le délégué du CICR servit aussi d'intermédiaire pour la remise aux réfugiés juifs polonais des subsides qu'il avait reçus des organisations israélites de Bucarest. En outre, 250 millions de lei furent employés à secourir de 12.000 à 14.000 rapatriés de Transnistrie.

Les organisations juives locales furent très actives. A la demande du « Joint », le délégué du CICR engagea les milieux juifs aisés de Bucarest à assister leurs coreligionnaires indigents, et obtint d'eux, pendant les neuf premiers mois de 1944, une contribution totale de 847 millions de lei.

Dès l'été 1944, les transactions du « Joint » gagnèrent encore en importance. Elles s'élevèrent à :

Fr. 4 millions durant le 2<sup>e</sup> semestre 1944 ;

Fr. 8 millions durant le 1<sup>er</sup> trimestre 1945 ;

Fr. 10 millions durant le 2<sup>e</sup> trimestre 1945.

Toutefois, une partie de cet argent fut employé dans les contrées limitrophes. Au début de 1945, Bucarest devint même le centre des actions de secours en faveur des Juifs de Hongrie, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, de Pologne et de Russie

subcarpathique, actions qui ne pouvaient être organisées qu'en Roumanie.

b) *Hongrie.*

Si, en Roumanie, les secours aux Israélites étaient admis par les Autorités, il n'en fut pas de même en Hongrie. Cependant, le délégué du CICR à Budapest réussit à déployer en leur faveur une activité semblable à celle du délégué à Bucarest.

Le sort de la population juive en Hongrie devint particulièrement tragique après l'occupation du pays par l'armée allemande, en mars 1944. Ne pouvant faire rapporter les nouvelles mesures dont elle était frappée, le CICR s'efforça de la secourir matériellement.

Le sénat juif de Budapest avait sollicité surtout une aide en argent, le ravitaillement en vivres et en médicaments pouvant être assuré sur place. D'accord avec le représentant du « Joint » en Suisse, le CICR constitua immédiatement, entre les mains de son délégué à Budapest, un dépôt de 6 millions de pengös, auquel d'autres sommes s'ajoutèrent plus tard. Le délégué put alors acheter en Hongrie et dans les régions limitrophes des vivres et des médicaments qui furent distribués aux Juifs confinés dans des « Judenhäuser », des camps de travail et des ghettos. Le délégué à Bratislava contribua à cette œuvre en achetant en Slovaquie des denrées, notamment du sucre, qu'il envoya en Hongrie. Ces marchandises furent placées dans des dépôts et mises à la disposition du « Judenbüro ».

Quand, au début de novembre 1944, les « Croix fléchées » procédèrent à la déportation de 35.000 à 45.000 Israélites, le délégué du CICR parcourut la route de Budapest à Vienne pour distribuer des vivres et des médicaments à ces malheureux conduits à leur destination en colonnes et à pied. Le reste de la population juive (soit les personnes inaptes au travail : enfants, vieillards et malades) qui avait été concentré dans le ghetto de Budapest, fut ravitaillé dans la mesure du possible.

Dès la libération de Budapest par les troupes soviétiques, le délégué du CICR put acheter en Roumanie environ 350 tonnes de vivres qui servirent à de nouvelles distributions. Grâce aux

crédits du « Joint » et aux efforts conjugués de la délégation du CICR et des organisations juives locales, des réserves de vivres et de médicaments furent constituées à Budapest.

c) *Slovaquie.*

Ce ne fut qu'à la suite du soulèvement de la fin août 1944 que les Autorités slovaques procédèrent à l'arrestation massive, à la concentration dans des camps et au transfert en Allemagne de la population israélite de Slovaquie. Pour échapper à ces mesures, les Juifs devaient se tenir cachés.

Comme il n'y avait aucune centrale juive dans ce pays, le délégué du CICR à Bratislava rencontra de grandes difficultés pour remettre les subsides en argent qui lui étaient crédités par le « Joint ». Toute aide aux Israélites était interdite. Le délégué du CICR s'efforça cependant de secourir les Juifs cachés en faisant des versements à des intermédiaires, souvent des hommes de confiance qui lui avaient été signalés par le « Joint ». Ces subsides permirent aux Juifs qui se cachaient et qui, de ce fait, ne pouvaient se ravitailler par des moyens normaux, d'assurer leur subsistance en achetant des vivres au marché noir.

d) *Autres pays.*

Lorsque les armées de l'Axe eurent occupé la Grèce, la délégation du CICR s'efforça d'améliorer le sort des 55.000 Israélites de Salonique. En juillet 1942, après un recensement, la plupart des hommes de 18 à 45 ans furent envoyés dans des détachements de travail. La délégation leur apporta des secours sanitaires. A la fin de l'automne 1942, les travailleurs israélites furent licenciés et, vers le milieu de mai 1943, ils furent transférés en Allemagne. Alors que leur départ était préparé par les Autorités allemandes, le délégué du CICR à Salonique fit de pressantes démarches pour obtenir le droit de leur fournir du pain et du lait. Ces efforts n'eurent d'autre résultat que de pousser les Autorités allemandes à demander au CICR le rappel de son délégué.

En Autriche, la population israélite fut secourue par la délégation du CICR à Vienne. Dans cette ville se trouvaient notamment 15.000 Juifs déportés de Hongrie en été 1944, et astreints au travail forcé. Ils reçurent des vivres et des vêtements que le délégué du CICR à Bratislava avait achetés en Slovaquie.

Une activité analogue fut déployée par le délégué du CICR en Croatie. Dès le mois de mai 1943 jusqu'à l'armistice, c'est par son intermédiaire que furent entreprises toutes les actions de secours en faveur des Juifs nécessiteux. Les crédits mis à sa disposition à cet effet s'élevaient en 1945 à fr. s. 20.000 mensuellement.

Les sommes que le CICR reçut directement à Genève des organisations juives pour le financement de son œuvre de secours en faveur de la population israélite dans les pays balkaniques atteignirent un total de fr. s. 22.817.000. Ces fonds furent transférés en majeure partie en Roumanie et en Hongrie, et utilisés pour des secours sur place, principalement pour des achats de vivres, de vêtements et de médicaments.

Il convient de signaler à ce sujet que le CICR, d'entente avec le « Joint », prélevait de 5 à 7% sur les fonds remis par ce dernier, et affectait cet argent à des secours en faveur des victimes de la guerre sans distinction de race, de nationalité ou de religion. Grâce à ces dons d'origine juive, il put subvenir aux frais de diverses œuvres et notamment de homes d'enfants et de baraquements chauffés.

## § 2. CAMPS DU MIDI DE LA FRANCE

Au cours des années qui précédèrent la seconde guerre mondiale, des milliers de personnes durent quitter leur pays pour échapper à des persécutions politiques ou raciales. Beaucoup trouvèrent un asile en France.

En septembre 1939, le Gouvernement français, par mesure de sécurité, rassembla ces réfugiés dans des camps situés dans le Midi de la France, où se trouvaient déjà de nombreux républicains espagnols qui avaient fui leur pays à la fin de la guerre civile.



Au printemps de 1940, lors de la campagne de l'Ouest, de nouveaux réfugiés affluèrent dans le Midi de la France, et on les dirigea pour la plupart vers ces mêmes camps d'hébergement. L'armistice franco-allemand du mois de juin, loin de permettre la libération de ces malheureux, amena au contraire de nouveaux venus dans ces camps, notamment des ressortissants des pays ennemis de l'Axe, des suspects politiques et des étrangers « indésirables ». Le ravitaillement des camps souffrit beaucoup de cet afflux imprévu, au moment où les transports étaient désorganisés.

Averti de cette situation alarmante, le CICR réussit à obtenir, sur les emplacements et les effectifs de ces camps, des renseignements jusque là tenus secrets par le ministère français de l'Intérieur. Puis il se mit d'urgence en devoir de recueillir des fonds auprès des organisations humanitaires susceptibles de s'intéresser à ces internés.

La Croix-Rouge suisse répondit d'emblée à cet appel, ainsi que diverses institutions humanitaires en Suisse, et les Autorités suisses autorisèrent le CICR à exporter les vivres et les médicaments achetés avec l'argent recueilli. Des envois de secours furent adressés à la direction des camps et aux représentants des organisations humanitaires autorisées à exercer une activité dans ces centres d'hébergement. Un premier envoi quitta Genève le 20 juillet 1940, bientôt suivi d'autres. En juillet et en août, les camps reçurent ainsi environ :

- 3.000 caisses de lait condensé ;
- 12.000 kg. de lait en poudre ;
- 5.000 colis de vivres et de vêtements.

Le CICR obtint pour tous ces envois des accusés de réception qu'il transmit aux institutions donatrices.

L'action de secours se poursuivit dans toute la mesure du possible. Aussitôt créée, la Commission mixte joignit ses efforts à ceux du CICR en vue d'obtenir, non seulement des fonds, mais également la franchise douanière et la gratuité du transport <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour les détails, voir le Rapport de la Commission mixte.

Du fait qu'ils étaient destinés à des réfugiés, ces premiers envois effectués par le CICR revêtirent le caractère de secours aux civils. Mais comme il s'agissait de réfugiés privés de leur liberté, le CICR s'efforça d'obtenir pour eux les avantages que conférait aux internés civils l'application par analogie de la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Une telle assimilation devait surtout permettre le passage, à travers le blocus, des secours recueillis dans les pays d'outre-mer en faveur de ces internés. Mais comme ceux-ci appartenaient pour la plupart à des pays qui n'étaient plus en guerre avec la Gouvernement de Vichy (Juifs allemands et autrichiens notamment, et ressortissants de pays alliés de l'Axe), ils ne pouvaient être considérés comme internés civils. C'est pourquoi ils relevaient presque tous du ministère français de l'Intérieur, qui les détenait par mesure de sécurité. Quant aux internés civils proprement dits, ils étaient placés, ainsi que les républicains espagnols, sous le contrôle du ministère de la Guerre.

Lorsque le CICR, en été 1940, demanda aux Autorités du blocus le libre passage des secours recueillis outre-mer à l'intention des femmes et des enfants victimes de la guerre en Europe, il leur signala également la situation critique des camps du Midi de la France, et son désir d'y remédier par tous les moyens. Mais il fut impossible d'obtenir un allègement du blocus, en dépit de l'intérêt témoigné à ces internés par l'opinion publique en Grande-Bretagne. Ce refus ne rebuta pas le CICR, qui poursuivit ses démarches.

Pour pouvoir répondre aux nombreuses demandes d'intervention qui lui étaient adressées, le CICR devait connaître exactement les besoins de chaque camp. Il sollicita donc et obtint des Autorités françaises l'autorisation de les visiter. Un membre du CICR put alors inspecter, en novembre 1940, les camps de Gurs, du Vernet d'Ariège et d'Argelès-sur-mer, groupant respectivement 12.047, 3.113 et 12.046 personnes, et il y distribua 300 kg. de pansements, de médicaments et d'instruments chirurgicaux, ainsi qu'une somme de fr. fr. 265.000, représentant la totalité des fonds versés au CICR par des particuliers de différents pays à l'intention d'internés parents ou amis.

Cette visite révéla l'impérieuse nécessité de secours divers, tels que vêtements, chaussures, vivres, médicaments et même baraquements. Le CICR s'en ouvrit aux Autorités françaises et à la Croix-Rouge américaine. Il adressa également, le 17 janvier 1941, un télégramme au « Ministry of Economic Warfare » à Londres, le priant une fois encore de faire une exception en faveur de ces réfugiés.

Il est probable que la présence de sujets britanniques dans ces camps ne fut pas sans influence sur l'attitude des Autorités alliées. Toujours est-il que ces dernières firent savoir au CICR, le 24 avril 1941, qu'elles consentaient à l'envoi de secours d'outre-mer dans les camps du Midi de la France, aux conditions suivantes :

1. octroi de la franchise de douane et de transport en France ;
2. envoi de secours collectifs exclusivement ;
3. contrôle de la répartition par la Croix-Rouge internationale, la Croix-Rouge américaine ou l'organisation de secours des Quakers, en liaison avec un comité de distribution installé dans chaque camp et choisi parmi les internés ;
4. rapports périodiques sur l'arrivée et la distribution des secours, pour l'information du « Ministry of Economic Warfare ».

Ces conditions furent portées à la connaissance des Autorités et de la Croix-Rouge françaises à Vichy, qui donnèrent par la suite au CICR leur complet accord sur les points 1, 2 et 4 ; à propos du point 3, elles proposaient que la distribution fût confiée à des comités composés de membres de la Croix-Rouge française locale et du Service social d'aide aux émigrants. Ce point fut discuté à la fin de 1941, lors d'une seconde mission d'un membre du CICR en France non occupée, et les Autorités françaises acceptèrent finalement, le 30 janvier 1942, les modalités prévues pour la distribution des secours d'outre-mer destinés aux camps du sud de la France, et le contrôle d'une organisation neutre.

Après l'entrée en guerre des Etats-Unis, il devint matériellement plus difficile de trouver dans les deux Amériques des donateurs disposés à secourir les internés en France non occupée,

de sorte que la Commission mixte dut se contenter de transmettre des médicaments.

En revanche, avec l'assentiment des Autorités françaises et des Autorités du blocus, un envoi important de vêtements, dû à l'Association américaine des Quakers et débarqué à Lisbonne à la fin de 1941, fut dirigé, au début de l'année suivante, vers les camps du Midi de la France. L'opération ne se fit d'ailleurs pas sans difficulté, et c'est grâce à une permission spéciale des belligérants que ces vêtements purent être chargés à bord d'un navire affecté au transport des colis pour prisonniers de guerre entre Lisbonne et Marseille, et battant pavillon de la Croix-Rouge. Le délégué du CICR à Marseille en surveilla la distribution dans les différents camps<sup>1</sup>.

Au cours de leurs visites, les représentants du CICR constatèrent qu'en dépit d'efforts très réels, les Autorités détentrices n'avaient pas toujours réussi à améliorer suffisamment ni les installations sanitaires des camps, ni la nourriture et l'habillement des internés.

Après l'occupation totale de la France, en novembre 1942, un grand nombre d'hébergés furent arrêtés et déportés, et on eut de plus en plus de peine à ravitailler les autres. A force de ténacité et en mettant à profit les moindres occasions favorables, le CICR et la Commission mixte y parvinrent cependant, mais seulement d'une manière sporadique et nettement insuffisante. En effet, contrairement aux civils anglo-saxons qui, dès 1943, furent traités, en France, comme des internés civils et pouvaient être secourus en conséquence, ces hébergés n'étaient pas au bénéfice des dispositions de la Convention de 1929. D'autre part, sollicitées par des tâches nouvelles, les organisations humanitaires qui leur étaient venues en aide jusqu'alors ne s'y intéressaient plus aussi activement ; n'ayant, comme on sait, pas de fonds en propre, le CICR et la Commission mixte virent de ce fait leurs possibilités matérielles sensiblement réduites.

Pour donner une idée complète de l'activité du CICR en faveur des camps du Midi de la France, il faut encore mentionner les envois de secours individuels et les transferts d'argent.

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Commission mixte.

Lorsque les parents et amis des internés ne connaissaient pas leur adresse, au lieu d'expédier directement les colis, ils passaient par l'intermédiaire du CICR, et ce dernier pouvait se charger de ces retransmissions, grâce au « Service de transit postal » qu'il avait créé précisément pour cela dès le début des hostilités <sup>1</sup>.

Malheureusement, les Autorités françaises exigeaient des destinataires le remboursement des frais de transport et de douane, et comme la plupart des internés étaient hors d'état de les payer, un grand nombre de colis restaient en souffrance dans les camps, ce qui entraînait la perte de toutes les denrées périssables qu'ils contenaient. A la suite de plusieurs interventions du CICR, les secours individuels furent finalement exonérés des frais susdits, mais non pas des taxes intérieures de consommation, et de plus, c'était à condition que les colis fussent groupés à Genève, puis adressés au Comité de la reconnaissance française pour retransmission aux destinataires par les soins des comités locaux de la Croix-Rouge française. Les personnes qui désiraient expédier à leurs frais des secours aux internés ne pouvaient donc pas le faire avec toute la liberté souhaitable.

Le CICR procéda également, dans la mesure du possible, à des transferts d'argent. C'est ainsi que, par télégramme du 26 février 1941, le Haut-Commissaire adjoint pour les Réfugiés placés sous la protection de la Société des Nations, à Londres, pria le CICR de distribuer une somme de fr. fr. 100.000 (somme qui fut doublée par la suite) aux membres allemands et autrichiens de la Brigade internationale, internés dans les camps de Gurs, du Vernet et d'Argelès. Chargée par le CICR d'effectuer ce transfert, la Commission mixte y parvint après des démarches poursuivies pendant plus d'une année <sup>2</sup>.

### § 3. JAPONAIS EN AMÉRIQUE LATINE

En mars 1944, la Croix-Rouge japonaise à Tokio fit don au CICR, par l'intermédiaire de la Légation du Japon à Berne,

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet, page 11.

<sup>2</sup> Pour les détails, voir le Rapport de la Commission mixte.

de 150.000 yen, pour permettre aux Japonais nécessiteux de certains pays de l'Amérique latine de recevoir les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin. Cette somme devait être répartie entre ces pays selon les proportions suivantes :

|                    |      |       |           |
|--------------------|------|-------|-----------|
| Brésil . . . . .   | 13 % | CR\$  | 89.772,30 |
| Mexique . . . . .  | 24 % | Pes.  | 40.604,—  |
| Cuba . . . . .     | 7 %  | US\$  | 2.442,—   |
| Colombie . . . . . | 2 %  | Pes.  | 1.179,62  |
| Bolivie . . . . .  | 4 %  | Bol.  | 58.560,70 |
| Pérou . . . . .    | 42 % | Sol.  | 94.909,69 |
| Chili . . . . .    | 4 %  | Ch.\$ | 42.918,20 |
| Paraguay . . . . . | 4 %  | US\$  | 1.395,—   |

La Légation du Japon à Berne avait demandé que ces sommes fussent confiées aux délégations du CICR. Toutefois, comme il ne s'en trouvait point au Chili, au Pérou et au Paraguay, il fallut avoir recours, dans ces trois pays, aux Croix-Rouges nationales. La direction générale de l'œuvre incombait à la délégation du CICR à Buenos-Aires, qui devait prendre toutes les dispositions utiles, verser les fonds, centraliser et transmettre à Genève les relevés de comptes et les quittances. Ces documents furent régulièrement communiqués par le CICR à la Croix-Rouge japonaise.

Selon les instructions des donateurs :

1) les fonds étaient destinés uniquement à l'assistance médicale des Japonais nécessiteux non internés ;

2) partout où elle était praticable, la collaboration des colonies japonaises ou de leurs comités devait être recherchée, spécialement pour le choix des bénéficiaires ;

3) le CICR était responsable envers la Croix-Rouge japonaise de l'utilisation de ces fonds ;

4) des relevés de comptes détaillés et, si possible, des quittances devaient être envoyés à Genève à intervalles réguliers, en principe chaque mois.

La Puissance protectrice, si faire se pouvait, devait être également consultée sur l'emploi des fonds et le choix des bénéficiaires.

Ces instructions furent communiquées à tous les organismes responsables : délégations du CICR, Sociétés de la Croix-Rouge, Puissances protectrices.

Cette action de secours fut difficile à mettre au point, et nécessita l'échange de nombreux télégrammes pour prendre les arrangements nécessaires avec les organisations locales japonaises et pour obtenir les autorisations de transfert. Cependant, à la fin de mai, la plupart des sommes indiquées plus haut étaient parvenues à leurs destinataires respectifs. Au Pérou, au Paraguay, au Chili et surtout à Cuba, les instructions furent strictement suivies, mais ce ne fut pas possible dans les autres pays.

### *Mexique.*

Le délégué du CICR au Mexique s'entendit avec le « Comité Japonais de Ayuda Mutua », à Mexico, sur l'utilisation des fonds. Ce comité, grâce à ses 48 délégués répartis dans le pays, était à même de connaître tous les cas où des ressortissants japonais avaient besoin d'une assistance médicale. Le délégué du CICR lui remit périodiquement les sommes nécessaires, et adressa à Genève des relevés mensuels.

### *Chili, Pérou, Paraguay.*

Comme il n'y avait, dans aucun de ces trois pays, de délégation du CICR, la responsabilité de l'action incombait à la délégation du CICR en Argentine. Celle-ci fit appel au concours des Croix-Rouges nationales et des Puissances protectrices, et leur donna des instructions précises sur les catégories de personnes à secourir. Tous les relevés de comptes et les quittances devaient être transmis à Genève par l'intermédiaire de la délégation à Buenos-Aires.

Au Chili, la Croix-Rouge chilienne accepta de gérer les fonds avec l'aide de deux représentants japonais. En fait, l'argent fut confié à la Légation de Suède à Santiago-de-Chili, chargée des intérêts japonais ; c'est elle qui donna suite aux demandes de secours, et qui établit les relevés de comptes. Ces relevés

parvenaient à la délégation du CICR à Buenos-Aires par l'intermédiaire de la Croix-Rouge chilienne.

Au Pérou, la Croix-Rouge péruvienne se chargea de cette œuvre de secours en collaboration avec quatre représentants japonais. Elle envoya régulièrement les relevés de comptes et les quittances à la délégation du CICR à Buenos-Aires.

Au Paraguay, des arrangements avaient été pris avec la Croix-Rouge paraguayenne et avec la Légation d'Espagne, chargée des intérêts japonais. Mais aucune demande n'ayant été présentée, la somme disponible fut, avec le consentement des donateurs, mise en réserve pour le cas où il y aurait lieu de l'utiliser dans d'autres pays sud-américains. Finalement, ce furent les ressortissants japonais à Cuba qui en bénéficièrent.

### *Cuba.*

Lors d'un premier voyage à Cuba, en septembre 1944, le délégué du CICR aux Antilles s'entendit avec la Croix-Rouge cubaine, à laquelle il laissa une certaine somme. Celle-ci, de même que d'autres qui furent versées ultérieurement, étaient gérées en commun par la Croix-Rouge cubaine et des représentants japonais. La principale difficulté résidait dans le fait que le délégué du CICR était à Washington, et ne pouvait se rendre à Cuba que de loin en loin.

En septembre 1945, à la suite d'un second voyage, le délégué signala au CICR la situation précaire des internés japonais sur le point d'être libérés. Il précisait que tous manquaient de vêtements et de vivres, tandis que l'assistance médicale leur était assurée par les Autorités et la Croix-Rouge cubaines. Plus tard, le délégué fit savoir qu'un certain nombre d'internés libérés avaient besoin de fortifiants et de vitamines, et demanda l'autorisation d'acheter ces produits avec le solde de la quote-part attribuée aux ressortissants japonais à Cuba. Avec l'assentiment des donateurs, le CICR mit alors à la disposition de son délégué les 1.395 dollars prévus tout d'abord pour le Paraguay et dont on n'avait pas l'emploi dans ce pays.

Ainsi, la quote-part attribuée à Cuba fut presque entièrement consacrée à l'assistance médicale, tandis que celle qui devait



primitivement être utilisée au Paraguay servit à des achats de vêtements, d'aliments, de fortifiants et de vitamines au profit des internés japonais libérés. Il convient de signaler que le délégué du CICR eut l'occasion d'acheter des vêtements à des prix très avantageux à Haïti, et de les faire expédier franc de port à Cuba.

#### *Bolivie.*

En Bolivie, toutes les dispositions utiles avaient été prises par le délégué du CICR à La Paz, mais aucun ressortissant japonais ne réclama d'aide médicale.

#### *Colombie.*

Une aide médicale ne fut pas non plus nécessaire en Colombie. Constatant que des familles japonaises dont le chef était interné avaient grand besoin de secours, le délégué du CICR prit alors sur lui de consacrer à cette fin une partie de la somme qui lui avait été confiée.

#### *Brésil.*

La délégation du CICR à Rio-de-Janeiro proposa de faire appel au représentant du Vatican chargé des intérêts japonais au Brésil, celui-ci étant à même d'atteindre toutes les colonies japonaises disséminées sur ce vaste territoire. Les donateurs acceptèrent cette suggestion. Pressenti, le représentant du Vatican déclara ne vouloir y donner suite que si on ne lui imposait pas l'obligation de pourvoir exclusivement à l'assistance médicale, car il désirait lier cette action à celle qu'il poursuivait déjà pour le compte du Saint-Siège en faveur des Japonais. Les donateurs ayant cédé sur ce point, les fonds furent alors remis au représentant du Vatican, qui s'en servit non seulement à des fins médicales, mais aussi pour acheter des produits alimentaires, des vêtements, etc. Les quittances furent envoyées à Genève.

La somme versée par la Croix-Rouge japonaise n'a été dépensée qu'en partie jusqu'ici. Le solde continue à être utilisé au fur et à mesure des besoins.



## TABLE DES MATIÈRES

|                        | Pages |
|------------------------|-------|
| INTRODUCTION . . . . . | 5     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### **Secours du CICR aux prisonniers de guerre et détenus de toutes catégories — Problèmes d'ordre général**

|                         |                                                                                                                       |     |
|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Chapitre premier</i> | De la campagne de Pologne à l'invasion de l'Ouest de l'Europe . . . . .                                               | 9   |
| <i>Chapitre 2.</i>      | Afflux de prisonniers de guerre après les campagnes à l'Ouest. . . . .                                                | 23  |
| <i>Chapitre 3.</i>      | Campagnes dans les Balkans . . . . .                                                                                  | 50  |
| <i>Chapitre 4.</i>      | Capture de grandes masses de prisonniers de guerre sur le front oriental de l'Europe. . . . .                         | 55  |
| <i>Chapitre 5.</i>      | La guerre en Afrique du Nord . . . . .                                                                                | 66  |
| <i>Chapitre 6.</i>      | Mouvements de prisonniers de guerre et d'internés civils à la suite de l'armistice italien en septembre 1943. . . . . | 70  |
| <i>Chapitre 7.</i>      | Les détenus et les déportés civils . . . . .                                                                          | 77  |
| <i>Chapitre 8.</i>      | La phase finale de la guerre en Europe. . . . .                                                                       | 89  |
| <i>Chapitre 9.</i>      | La période de rapatriement. . . . .                                                                                   | 100 |
| <i>Chapitre 10.</i>     | Secours aux prisonniers de guerre de l'Axe après les hostilités . . . . .                                             | 103 |
|                         | § 1. Considérations générales . . . . .                                                                               | 103 |
|                         | § 2. Les secours en vivres et en vêtements . . . . .                                                                  | 112 |
|                         | § 3. La transmission du « Surplus Kit » . . . . .                                                                     | 120 |
| <i>Chapitre 11.</i>     | Secours aux personnes déplacées . . . . .                                                                             | 123 |

## DEUXIÈME PARTIE

### Activité du CICR dans le domaine des transports et communications

|                                                         | Pages |
|---------------------------------------------------------|-------|
| GÉNÉRALITÉS. . . . .                                    | 129   |
| <i>Chapitre premier.</i> Transports maritimes . . . . . | 133   |
| § 1. Introduction. . . . .                              | 133   |
| § 2. Statut des navires du CICR . . . . .               | 140   |
| § 3. Organisation technique . . . . .                   | 164   |
| § 4. Réalisations pratiques . . . . .                   | 166   |
| <i>Chapitre 2.</i> Transports ferroviaires. . . . .     | 175   |
| <i>Chapitre 3.</i> Transports routiers . . . . .        | 195   |

## TROISIÈME PARTIE

### Exécution des actions de secours

|                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Chapitre premier.</i> Secours collectifs aux prisonniers de guerre   | 213 |
| § 1. Avantages des secours collectifs . . . . .                         | 213 |
| § 2. Expédition et réception des dons . . . . .                         | 220 |
| § 3. Achats de secours par le CICR . . . . .                            | 239 |
| § 4. Les entrepôts du CICR . . . . .                                    | 242 |
| § 5. Le problème de la distribution par nationalités . . . . .          | 268 |
| § 6. Arrivée et distribution des secours dans les camps . . . . .       | 275 |
| § 7. La répartition des frais . . . . .                                 | 289 |
| § 8. L'organisation interne . . . . .                                   | 293 |
| <i>Chapitre 2.</i> Secours individuels . . . . .                        | 303 |
| <i>Chapitre 3.</i> Secours intellectuels . . . . .                      | 311 |
| <i>Chapitre 4.</i> Secours médicaux . . . . .                           | 320 |
| § 1. Secours médicaux et pharmaceutiques . . . . .                      | 320 |
| § 2. Prothèses . . . . .                                                | 346 |
| <i>Chapitre 5.</i> Secours aux internés civils . . . . .                | 358 |
| <i>Chapitre 6.</i> Secours aux « détenus et déportés civils » . . . . . | 365 |

|                                                                               | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <i>Chapitre 7.</i> Cas spéciaux . . . . .                                     | 372   |
| § 1. Secours aux invalides de guerre après la fin<br>des hostilités . . . . . | 372   |
| § 2. Secours aux invalides et tuberculeux grecs . . . . .                     | 378   |
| § 3. Secours aux infirmières dans les camps . . . . .                         | 383   |
| § 4. Secours aux internés en pays neutres . . . . .                           | 384   |

## QUATRIÈME PARTIE

### Secours aux populations civiles

|                                                                                                                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Chapitre premier.</i> Extension de l'activité de secours aux réfugiés ainsi qu'aux femmes, enfants, vieillards et malades des populations civiles . . . . . | 391 |
| § 1. Création d'un organe spécial de la Croix-Rouge internationale . . . . .                                                                                   | 391 |
| § 2. Démarches d'ordre général faites par le CICR auprès des belligérants . . . . .                                                                            | 399 |
| § 3. La période d'après-guerre . . . . .                                                                                                                       | 418 |
| <i>Chapitre 2.</i> Les pays secourus . . . . .                                                                                                                 | 436 |
| § 1. Albanie . . . . .                                                                                                                                         | 436 |
| § 2. Allemagne . . . . .                                                                                                                                       | 438 |
| § 3. Autriche . . . . .                                                                                                                                        | 452 |
| § 4. Belgique . . . . .                                                                                                                                        | 454 |
| § 5. Dodécanèse . . . . .                                                                                                                                      | 459 |
| § 6. Finlande . . . . .                                                                                                                                        | 463 |
| § 7. France . . . . .                                                                                                                                          | 465 |
| § 8. Grande-Bretagne (Iles de la Manche). . . . .                                                                                                              | 474 |
| § 9. Grèce . . . . .                                                                                                                                           | 487 |
| § 10. Hongrie . . . . .                                                                                                                                        | 519 |
| § 11. Italie et population italienne en Afrique . . . . .                                                                                                      | 521 |
| § 12. Norvège . . . . .                                                                                                                                        | 527 |
| § 13. Pays-Bas . . . . .                                                                                                                                       | 529 |
| § 14. Pologne . . . . .                                                                                                                                        | 536 |
| § 15. Roumanie . . . . .                                                                                                                                       | 544 |
| § 16. Tchécoslovaquie . . . . .                                                                                                                                | 544 |
| § 17. Yougoslavie . . . . .                                                                                                                                    | 546 |
| <i>Chapitre 3.</i> Cas spéciaux . . . . .                                                                                                                      | 558 |
| § 1. Secours à la population civile juive . . . . .                                                                                                            | 558 |
| § 2. Secours aux camps du Midi de la France . . . . .                                                                                                          | 570 |
| § 3. Secours médicaux aux civils japonais en Amérique latine . . . . .                                                                                         | 575 |

**IMPRIMERIE**  
**DU « JOURNAL DE GENÈVE »**  
**GENÈVE**



CICR BIBLIOTHEQUE



0100004885